

GÉRARD DE LACAZE-DUTHIERS



Dessin de G. DELATOUSCHE

C'était en 1900...

SOUVENIRS ET IMPRESSIONS (1895 - 1905)

TOME PREMIER

Les Laideurs de la Belle Époque

LA RUCHE OUVRIÈRE

C'était en 1900...
Souvenirs et impressions

DU MEME AUTEUR

Grand Prix de l'Académie Française
pour l'ensemble de son œuvre (Prix Dupau 1946).

PRINCIPAUX OUVRAGES

PHILOSOPHIE, SOCIOLOGIE, ESTHETIQUE, CRITIQUE, HISTOIRE, PREHISTOIRE, ESSAIS, THEATRE, POEMES.

Librairie Paul Ollendorff :

LA DECOUVERTE DE LA VIE.

Librairie Ernest Flammarion :

PHILOSOPHIE DE LA PREHISTOIRE.

(Introduction à la Philosophie de l'Histoire).

Librairie Félix Alcan :

L'ART ET LA VIE.

L'UNITE DE L'ART.

LE CULTE DE L'IDEAL OU L'ARTISTOCRATIE.

LA LIBERTE DE LA PENSEE.

AU TOURNANT DE LA ROUTE.

LA TOUR D'IVOIRE VIVANTE.

Librairie de la Nouvelle Revue Critique :

GUY DE MAUPASSANT (L'homme et l'œuvre).

Librairie René Debresse :

MAUER, HOMME PREHISTORIQUE, DANS LA SOCIETE ACTUELLE, 9 vol.

POUR SAUVER L'ESPRIT (tome 1^{er} : L'ESPRIT AU SERVICE DE L'HOMME).

DIALOGUE INACTUEL.

PSYCHOLOGIE DU SLOGAN.

SOUS LE SCEPTRE D'ANASTASIE.

Editions Pierre Clairac :

LES CHEMINS DE L'AMITIE.

ANTHOLOGIE DES ECRIVAINS DU V^e (PARIS ET LE QUARTIER LATIN).

Editions du Sol Clair :

ESSAI SUR LE DOLORISME.

Librairie Albert Messein :

AUGUSTE LUMIERE ET SON CEUVRE.

Editions de la Ruche Ouvrière :

VISAGES DE CE TEMPS (Visages de mensonge, Visages de haine, Visages de fous).

Bibliothèque de l'Artisticratie :

PAGES CHOISIES (1900-1930).

DES VERS... AVEC RIMES ET RAISON.

C'ETAIT EN 1900... SOUVENIRS ET IMPRESSIONS (1895-1905).

Tome 1^{er} : LES LAIDEURS DE LA BELLE EPOQUE.

A PARAITRE (ouvrages terminés)

C'ETAIT EN 1900... Tome II : LES BEAUTES DE LA BELLE EPOQUE : Au temps des Cabarets. — Tome III : Au temps des voitures à chevaux et des logements à bon marché. — Tome IV : Vue d'ensemble sur l'époque 1900 dans tous les domaines, mœurs, coutumes, découvertes, inventions, etc. Les laideurs de l'an 1950.

LE ROI DES ROBOTS, roman des temps atomiques. Anticipations. (Ouvrage annoncé en 1939 dans la presse, où l'auteur a prédit les récentes applications de l'énergie nucléaire et les conséquences qui en résultent pour l'avenir de l'humanité).

60 ANS DE COMBAT POUR LA VIE ET POUR L'ART (1895-1955).

POUR SAUVER L'ESPRIT (tome II : L'HOMME AU SERVICE DE L'ESPRIT).

MAUER, HOMME PREHISTORIQUE, DANS LA SOCIETE ACTUELLE (tomes X à XII).

SCENARIO DE MAUER. — DES ETOILES DU CIEL A CELLES DE MONTMARTRE (film scientifique, littéraire, artistique, satirique, humoristique et philosophique).

PHILOSOPHIE DE LA PREHISTOIRE (Tomes II à X).

J'AI CRIE DU FOND DE L'ABIME (Les mille et une plaies majeures de ce temps, causes, effets, remèdes).

SOUS LE SIGNE DE L'AMITIE (Pour faire suite aux CHEMINS DE L'AMITIE).

PSYCHOLOGIE DU SLOGAN (remaniée et complétée, de 1939 à nos jours).

DICTIONNAIRE DES SLOGANS.

SLOGANS I, SLOGANS II, SLOGANS III (Contribution à l'histoire des mœurs sous la Troisième République, 3 vol).

ABRI 20 PLACES (Sketch héroï-comique).

CARNETS DE LA « DRGLE DE GUERRE ».

C'ETAIT LE TEMPS DES RESTRICTIONS (1939-1944).

AMOUR ET DEMARCATON (Episode des jours d'armistice).

REFLEXIONS SUR LA LIBERTE DE LA PRESSE (1945-1955).

PROBLEMES D'AUJOURD'HUI, QUESTIONS ACTUELLES, EN
MARGE DES IDEES REÇUES, VOYAGE EN ROBOTIE, etc.



GERARD DE LACAZE-DUTHIERS

Gravure sur bois
de Louis MOREAU (1934)

GÉRARD DE LACAZE-DUTHIERS

C'était en 1900...

Souvenirs et Impressions
(1895-1905)

Tome premier

Les Laideurs de la Belle Époque

BIBLIOTHÈQUE DE L'ARTISTOCRATIE

113, rue Monge — Paris (5^e)

1957

Il a été tiré de cet ouvrage 500 exemplaires
formant l'édition originale.

Tous droits réservés, sauf pour les journaux ayant un traité
avec la Société des Gens de Lettres.

*Chaque époque a ses grandeurs et ses
petitesses. Chaque époque est le reflet de
l'homme aux prises avec lui-même, se
cherchant au sein de l'univers et malgré
son expérience commettant
les mêmes fautes.*

*Aux hommes libres, — et aux autres —,
j'offre ces pages de révolte contre l'ordre
social actuel.*

L. D.

Prologue

La Vérité avant tout

dans l'art comme dans la vie. Mieux vaut cesser d'écrire et de parler, plutôt que de penser comme tout le monde.

Ce que l'on entend par « la Belle Epoque ». — Signes qui la caractérisent. — Sa durée. — Ce qu'en pensent ceux qui l'ont vécue. — Quelle idée s'en font les jeunes qui en ont entendu parler. — Dans quel esprit en recréer l'atmosphère. — Quel intérêt représente l'évocation d'un passé à jamais disparu. — Quels enseignements en tirer pour le progrès spirituel et l'affranchissement des esprits.

On désigne sous le nom de « Belle Epoque » une période de l'histoire contemporaine en France qui s'étend sur plusieurs années, aux environs de 1900, mais dont la durée exige quelque précision. Cette période constitue une étape de la civilisation, un point d'arrivée et un point de départ. Epoque de transition, elle inaugure une ère nouvelle. Pour les uns, elle commence en 1885 et s'achève en 1900, pour les autres elle débute en 1900 et prend fin avec la « grande guerre », le 2 août 1914, date où la bêtise humaine atteint des proportions plus « kolossales » que l'Himalaya. Ce furent des temps maudits, qui pèsent encore lourdement sur le destin des peuples.

Nous avons cru plus sage de situer cette époque sur une période qui ne dépasse point dix années, de 1895 à 1905, ce qui est bien suffisant. Dix années qui en valent cent autres par les événements qui s'y déroulèrent et ce qui fut remis en question dans tous les domaines. Mais c'est surtout l'an 1900 qui retiendra notre attention, en France, principalement à Paris, où certains faits, plus particulièrement significatifs, nous révèlent l'état des esprits à l'aurore du xx^e siècle.

Parler de la Belle Epoque, n'est-ce point chose anachronique, en un temps où le monde s'est sensiblement modifié, mécanisé et américanisé ? Ce retour vers un passé à jamais révolu n'en offre pas moins un certain intérêt au point de vue documentaire. Cette mise au point nous a paru nécessaire, à l'heure où le vieux monde agonise et le nouveau cherche sa voie. La politique n'a rien à voir en cette affaire. On la laisse de côté. C'est une vilaine chose, cause de tous nos malheurs.

Divers essais de reconstitution de la Belle Epoque, au cinéma, au théâtre, au music-hall, n'ont pas été toujours très réussis. Ils nous en ont offert une fausse idée, qui n'a rien à voir avec ce qu'elle fut vraiment. Divers ouvrages plus sérieux lui ont été consacrés. C'est un témoignage que l'on ne saurait négliger, surtout lorsqu'il émane d'auteurs qui ont vécu à cette époque, et qu'il n'est point le résultat de compilations de seconde main.

On publie un peu trop de « Souvenirs » depuis quelque temps. Ils ont pourtant leur raison d'être. Cette petite histoire éclaire la grande, elle en donne la clef. Sans elle celle-ci serait incomplète. Tel fait en apparence insignifiant est d'une importance capitale, le cours des événements pouvant être changé par une circonstance imprévue, un pur hasard, un geste habile ou maladroit, une parole sortie de la bouche d'un homme de génie ou des lèvres d'un crétin. De là à donner dans le travers d'une certaine critique qui se borne à collectionner des notes de blanchisseuse ou s'appesantit sur des secrets d'alcôve il y a loin. Il ne faut en user qu'à bon escient, l'œuvre et l'homme s'éclairant réciproquement. Nous nous sommes contenté de rassembler dans les pages qui vont suivre quelques souvenirs personnels datant de l'époque 1900, qu'il est convenu d'appeler la Belle Epoque depuis que l'on s'est aperçu que la nôtre ne l'était point. Nous n'avons point cédé à la mode en écrivant cet

ouvrage, que nous avons depuis longtemps l'intention de publier. Nous nous sommes efforcé d'être impartial, ce qui ne nous dispense point de porter un jugement sur les êtres et sur les choses chaque fois que l'occasion s'en présentera.

D'où vient cette épithète appliquée à une époque qui termine un siècle et qui en commence un autre ? Quelles raisons ont pu faire naître et propager ce slogan qui circule de bouche à oreille dans toutes les classes de la société ? « C'était la Belle Epoque » répètent nos contemporains, machinalement ou non. Curieux paradoxe qu'un pareil propos, dans un monde où le progrès matériel a réalisé des prodiges comme il n'y en eut jamais d'aussi extraordinaires en aucun temps. Comment ! nous vivons au moment même où la science a accompli des merveilles dans tous les domaines, où elle a tiré du sein de la nature, qu'elle modifie à son gré, des richesses capables d'assurer le bien-être de tous les habitants de la planète, et nous osons nous plaindre, et nous reportant 50 ans en arrière nous nous écrions : « C'était la Belle Epoque ! » Il y a là une contradiction qui provient de ce que l'animal humain n'est jamais satisfait de son sort et qu'il croit trouver le bonheur dans ce qui n'en a que l'apparence. Il ne suffit pas, pour être heureux, de s'être rendu maître de l'univers, il faut l'être aussi de soi-même, ce qui est beaucoup plus difficile. Vivre physiquement ne suffit pas. Plus importante est la vie de l'esprit qui vise plus loin et plus haut.

De tout temps, des écrivains, des poètes, des penseurs, pour lesquels la liberté était le premier des biens se sont élevés contre la tyrannie des puissants du jour. Ils ont réagi contre la bêtise humaine qui en est la principale cause. Les uns ont tourné leurs regards vers le passé, regrettant le paradis perdu, les autres les ont tourné vers les paradis futurs, construits selon leurs rêves et leurs aspirations. Chacun a imaginé un âge d'or qui a été, ou qui sera. D'où des utopies et des anticipations dont l'ensemble constitue une littérature pleine d'enseignement.

L'esprit critique, né de la douleur, s'est révolté contre le mensonge. Les anciens, par la voix de leurs élites, ont poussé un cri d'alarme, en face d'une décadence sans nom. Aristophane avait fait le procès des criminels de guerre, Juvénal ne s'était point privé de dire leur fait à ses contemporains. Le christianisme réagit contre les excès du paganisme, et les libres penseurs, au moyen âge, contre ceux du christianisme, payant de leur vie sur les bûchers leur non-conformisme. La

Renaissance, avec l'humanisme, Erasme en tête, auteur d'un *Eloge de la Folie*, eut ses empêcheurs-de-danser-en-rond. Vint Montaigne qui écrivit des *Essais* de « bonne foy ». Le Grand siècle ne fit point exception à la règle : il eut ses La Fontaine, ses Molière et ses Descartes. Le XVII^e, avec Voltaire et Rousseau, poussa plus loin la rébellion contre les institutions établies. Puis la Révolution française éclata qui fit passer le pouvoir en d'autres mains. Les hommes n'ont pas été meilleurs et les privilèges n'ont pas été abolis. Quant au XIX^e siècle, il a ébranlé les vieilles croyances et tout remis en question, mais le monde n'est pas devenu plus parfait pour cela. L'histoire, a-t-on dit, est un éternel recommencement. On s'en aperçoit. La loi du retour éternel, proclamée par Héraclite et Nietzsche, se vérifie à chaque tournant de cette histoire. Plus ça change, plus c'est la même chose. S'il y eut les crimes de la royauté, que dire de ceux de la République, dissimulés sous les grands mots de liberté, d'égalité et de fraternité. Sous quelque régime que ce soit, quiconque pense librement est un être qu'il faut supprimer, car il gêne les combinaisons du pouvoir et dénonce le mensonge qui sévit sous toutes ses formes.

La Belle Epoque, pas si belle que cela, me direz-vous, quand on songe aux événements qui l'ont plutôt enlaidie. C'est aussi l'avis d'André de Fouquières, expert en la matière, qui déclare quelque part qu'elle devrait dater de 1905, et non de 1900, « à cause des troubles politiques qui marquèrent les dernières années du siècle », mais ces troubles ne sauraient nous faire oublier qu'il y eut en même temps une admirable floraison artistique et littéraire pour en atténuer les laideurs. Nulle n'a plus fait pour favoriser l'essor des lettres et des arts, qui sont le signe de la vraie civilisation. Cette époque n'en eut pas moins sa beauté, qui vaut bien qu'on la découvre et la retrouve pour essayer de la revivre dans un temps sans beauté.

Nous ne disons pas : « C'était la Belle Epoque », parce que les femmes portaient d'immenses chapeaux couverts de fleurs et de plumes, des corsets de fer, des tournures, des corsages à manches à gigots et des bottines boutonnées avec un crochet, ou encore parce que les hommes recouvraient leur chef d'un haut de forme, enserraient leur cou dans un col carcan et qu'ils emprisonnaient leur corps dans une redingote. Tel n'est

point notre dessein. Mais voulant faire œuvre d'historien, nous sommes bien forcé d'en tenir compte pour reconstituer le milieu dans lequel nous avons vécu. La Belle Epoque est autre chose pour nous. 1900, c'est la liberté, si restreinte qu'elle fût, d'écrire et de parler. 1900, c'est plus de politesse dans les mœurs et moins de muflerie chez les individus. 1900, c'est une certaine tolérance entre gens professant des opinions différentes. 1900, c'est le savoir-vivre tendant à établir entre les êtres des relations plus pacifiques. 1900, c'est tout un ensemble d'idées et de sentiments qui cherchent à se faire jour, en dépit des conventions et des routines. 1900, c'est l'esprit dominant la matière et la faisant servir à ses desseins. 1900 c'est l'âge où la machine n'a pas encore fait de l'homme une machine. 1900 c'est l'époque où la poésie et le rêve n'étaient point choses superflues au sein du bruit et de l'agitation. 1900, c'est surtout, c'est avant tout, l'art qui donne un sens à la vie et renouvelle le décor de la cité. 1900, c'est Rodin, ce sont les impressionnistes, c'est toute une éclosion d'artistes qui n'étaient point des mystificateurs. 1900, c'est une littérature d'action, qui enrichit le langage et qui exprime des idées. Nous avons bien d'autres raisons d'aimer 1900, ainsi que l'on pourra s'en rendre compte dans la promenade que nous allons faire, après avoir écarté de notre route les misères dont ne fut point exempte cette époque. Laquelle n'a point les siennes ? Nous ne chercherons pas plus à en faire le panégyrique qu'à la représenter sous un mauvais jour, il nous suffira d'y découvrir des raisons d'espérer dans un monde où il n'en existe plus guère.



Que voit-on de nos jours, qui soit susceptible de choquer le bon sens et de révolter la conscience ? Une société archipourrie qui offre le spectacle de tous les maux réunis et dont tous les rouages sont faussés : guerres chaudes ou froides pour les motifs les plus futiles, augmentation constante du coût de la vie, travail exécuté en série dans des conditions déplorables, machinisme mal dirigé, pauvreté, chômage et misère, telles sont quelques-unes des plaies majeures dont souffre le monde actuel.

L'homme-de-la-rue, du moins celui qui a conservé tant soit peu de jugeote, ne peut s'accommoder d'un progrès à rebours qui blesse ses sentiments. Il constate combien il est difficile pour lui de subsister au sein d'un monde où règnent la peur et l'insécurité. Comment ne souhaiterait-il pas qu'à un régime d'incohérence et de folie succède un régime de sagesse, plus stable et plus équilibré !

Ne parlons pas des mécontents et des aigris qui, n'ayant pas obtenu dans la société le poste qu'ils convoitaient, malgré leurs courbettes et leurs palinodies, se sont rebellés contre elle. Ils ne sont pas intéressants. Laissons-les pour ce qu'ils sont. Ils sont responsables d'un état de choses dont ils auraient tort de se plaindre. D'autres en ont pris leur parti, pensant qu'il n'y a rien à faire. S'ils s'en plaignent, c'est pour la forme. Ils contribuent, par leur inertie, à l'éterniser. D'autres préfèrent s'étourdir en des jouissances grossières et noyer leur chagrin dans l'alcool, ce qui n'est pas une solution. Ils sont les artisans de leurs propres malheurs. Pour d'autres, plus coupables, c'est une époque rêvée, qui leur permet d'assouvir leurs passions et de donner libre cours à leurs instincts. Pour eux, c'est une Belle Epoque !

Pour celui qui ne se contente point de digérer et de « défendre son bifteck » les temps actuels ne sauraient être le rêve. Il constate qu'au moment où l'homme a sous la main tout ce qu'il faut pour être heureux, jamais il n'a été aussi malheureux. Quand on est jeté par le hasard dans un monde où règne l'angoisse, où l'inquiétude, l'incertitude et la folie des hommes empoisonnent leur existence, comment ne pas souhaiter des temps meilleurs ?

« C'était la Belle Epoque », n'importe qui prononce ce slogan, jusqu'aux perroquets, du haut de leur perchoir. Chacun, pour des motifs différents, exhale ses plaintes. « De mon temps », opinent du bonnet les vieilles personnes, on faisait ceci, on ne faisait pas cela. La vie était moins chère, et l'on se contentait de peu. On était rarement malade. Les hommes étaient plus sociables et les enfants bien élevés. Les familles étaient unies. Il y avait moins de débauche et les mœurs

étaient plus pures. La jeunesse était plus réservée et moins libre qu'aujourd'hui. On ne voyait point, horreur ! les garçons embrasser les filles au coin des rues, et les conduire bras-dessus bras-dessous au cinéma. Tout a bien changé depuis. C'était le bon temps ! » En quoi les vieilles personnes feraient mieux de se taire, ayant fait en leur jeunesse ce qu'elles reprochent aux générations nouvelles. Ce qui est plus gravé, pensons-nous, que ces embrassades en public, c'est de voir des gamins à peine échappés des jupes de leurs mères menacer de leur révolter les passants.

Les jeunes, de leur côté, vont répétant, d'après ce qu'ils ont entendu dire : « C'était la Belle Epoque ! », alors que, dans l'enfer où ils végètent, ils ne savent à quel saint se vouer. Ils sont nés dans une sale époque. Cette jeunesse, par la faute de ses parents, est désaxée. Ils l'ont formée — et déformée — à leur image. Elle n'a point de scrupules et ne rêve que plaies et bosses. A part une minorité, qui travaille et qui pense, la plupart des jeunes d'aujourd'hui se contentent de vivre d'expédients. Comment pourraient-ils avoir une mentalité irréprochable dans un siècle où tout est fait pour les pousser au crime ?

On connaît le mot fameux d'un publiciste : « La République était belle sous l'Empire », ce qui est vrai, car elle n'existait pas, tandis qu'aujourd'hui elle existe et elle est loin d'être belle. Le monde se débat au sein de conditions économiques détestables. Rien n'est stable ni durable dans le siècle où nous vivons. Et pour atténuer les maux que leur inconscience a causés les hommes n'ont rien trouvé de mieux que de les perpétuer en déclenchant la guerre ou la révolution. Tout conspire, dans les mœurs et les institutions, à nous faire regretter un passé où l'on vivait relativement heureux, tandis que nous n'avions pas, suspendu au-dessus de nos têtes, comme une épée de Damoclès, cet ennemi n° 1 qu'est devenue l'énergie nucléaire employée à des fins guerrières.

1900, époque qui nous paraît belle parce que nous avons vingt ans, parce que nous avons foi dans un avenir meilleur, parce que nous luttons pour un idéal de beauté, parce que l'existence avait pour nous un sens, parce que nous n'étions pas les esclaves de la machine, parce qu'aucune explosion atomique n'obscurcissait l'horizon. Ce seul mot de XX^e siècle

résonnait à nos oreilles comme une promesse de bonheur. Nous pensions qu'une ère nouvelle allait s'ouvrir pour l'humanité. Il n'en a rien été. Les événements nous ont donné tort. Ceux qui ont vécu à cette époque, et que l'expérience a mûris, ont perdu leurs illusions. Ils constatent avec regret combien le monde, loin de changer de base, n'a fait que s'enfoncer un peu plus dans la barbarie. N'empêche, c'était une Belle Epoque !

Tout ce que nous possédons de meilleur aujourd'hui : l'amour de la beauté, le respect de la vie humaine, la recherche du juste et du vrai, le sentiment de l'art et le goût pour ce qui n'est ni trivial ni vulgaire, et beaucoup d'autres choses encore, 1900 nous l'a transmis. Si le monde n'est pas tout à fait corrompu, s'il reste dans les cœurs un peu de bonté et dans les esprits un peu de raison, c'est à 1900 que nous le devons.

Ne nous morfondons point cependant en vaines lamentations. « On ne peut retourner en arrière, il faut être de son temps », nous disent les gens à la page. D'accord ! Mais être de son temps n'est point pour nous en approuver les laideurs. Nous sommes de notre temps pour le combattre chaque fois qu'il va contre la vie, qu'il est inhumain et qu'il fait de nous des robots.

Cinquante ans ont suffi pour transformer le visage de la planète et la rendre méconnaissable. Ce n'est plus le même visage, accueillant et sympathique en dépit des rides qui plissaient son front. C'est un visage ravagé par le doute et rongé par la crainte, maussade et lugubre, un visage d'apocalypse, pour tout dire. Que nous réserve ce visage, à double et triple face, qui pue le mensonge à plein nez ? Rien de bon assurément. Quel chemin parcouru, tortueux et plein d'embûches, depuis l'époque 1900, aujourd'hui qu'une fausse science a empoisonné non seulement les corps, mais les esprits. Le monde entre les mains des apprentis-sorciers est devenu inhabitable, il agonise dans les hoquets et nous réserve des lendemains qui seront loin de « chanter » !

Et dire que peut-être un jour nos descendants, s'il en reste encore, qui marcheront à quatre pattes et mangeront de

l'herbe, comme les animaux, ou qui, n'ayant ni bras ni jambes en seront réduits par notre faute à se traîner comme des limaces à la surface de la terre, répéteront à leur tour, en leur langage à eux et en pensant à nous : « C'était la Belle Epoque ! »

N. B. — « Le XX^e siècle a encore cinquante ans de jeu, fait observer André Maurois. Aux joueurs, et singulièrement aux penseurs, de savoir s'ils veulent gagner. »

« On peut violer la justice et retarder la marche de la vérité, mais l'heure vient où la justice se venge, et la vérité arrive quand même, malgré les lois abominables, les persécutions et le sang versé, à son but de lumière. »

Octave MIRBEAU, « Les Grimaces », 1883.

I

Que tout n'était pas parfait aux environs de 1900. Bien des choses laissaient à désirer. — La ploutocratie régnait en France. — La politique de l'assiette-au-beurre et du pot-de-vinat. — Il y avait deux partis en présence : la gauche et la droite. — Scandales financiers et autres. — L'affaire Wilson et le trafic des « crachats rouges ». Démission de Jules Grévy. — L'affaire de l'isthme de Panama et ses principaux bénéficiaires. — Un banquet de 20.000 couverts avait rassemblé, en 1900 sous la présidence d'Emile Loubet, tous les maires de la « douce France », réconciliés pour la circonstance. — Qu'emplir ses poches et s'enrichir aux dépens des gogos a toujours été la ligne de conduite suivie par les politiciens, sous quelque régime que ce soit.

Tout n'allait pas comme sur des roulettes en cette bienheureuse époque dont quelques-uns d'entre nous sont les derniers représentants. Bien des choses laissaient alors à désirer, qui nous paraissent anodines auprès de ce que nous avons vu depuis. Prétendre que l'on nageait dans l'euphorie en 1900 serait une contre-vérité. Ce n'est qu'en comparaison avec la nôtre, avons-nous dit, que l'époque 1900 peut paraître belle. Toute belle qu'elle fût, elle n'en avait pas moins ses laideurs. Sous la République Troisième du nom, proclamée à une voix de majorité, les scandales, les iniquités, les forfaitures et les

concussions ne manquaient point. La société était loin d'être parfaite, les hommes étant eux-mêmes imparfaits.

Pour ce qui est du gouvernement qui régissait la France en 1900, comme de ceux qui lui ont succédé, je m'en tiendrai à la boutade de Nadar : « Le meilleur ne vaut rien ». A la fin de ce XIX^e siècle, qualifié de « stupide » par Léon Daudet, une équipe d'indésirables dirigeait le char de l'Etat, toujours les mêmes, composée de politiciens d'affaires, d'arrivistes de tout poil, de financiers véreux, d'administrateurs incapables et de crapules notoires. La Troisième a eu, comme la Quatrième (1) ses « mares stagnantes », ses « maffias » et ses gangsters. Toutefois les scandales de la Troisième ne sont que jeux d'enfants auprès de ceux de la Quatrième, qui la dépassent autant pour le nombre que pour leur « hénaurmité ». Quant au « scandale de la vérité », dont parlait Bernanos, qui donc, à part quelques intellectuels libres, s'en est rendu coupable à notre époque, car il est plus dangereux de penser par soi-même que de faire massacrer des milliers d'hommes pour remplir de piastres ses poches !

Une pseudo-démocratie, dont le vrai nom est ploutocratie, tient en main tous les pouvoirs, grâce à l'argent et aux banques qui en font un mauvais usage. Elle décide de la paix et de la guerre. La course aux portefeuilles (à ceux de ministres comme aux autres), autrement dit le « portefeuillisme », sévit de nos jours sur une vaste échelle. Il s'agit d'arriver bon premier, comme dans une course d'automobiles ou de vélos. Ce que Mirbeau appelait le « pot-de-vinat » a fait, depuis, des progrès. C'est devenu une institution nationale, légalisée et autorisée dans les grands prix, pratiquée journallement par ceux qui sont au pouvoir.



A la Belle Epoque, comme à toutes les époques, la politique divisait les Français. Elle a été, dans tous les temps, la

(1) Ou plus exactement la Quatrième Répugnante, épithète par laquelle nous avons qualifié — et disqualifié — la République actuelle dans notre ouvrage : *Visages de ce temps* (1950).

cause de leurs malheurs. Equivoques, palinodies, intolérance sont nées d'elle. C'est l'ennemie n° 1 du genre humain en général et des Français en particulier. Nationale ou internationale, intérieure ou extérieure, qu'attendre d'elle, sinon la violence et la guerre ?

Les partis qui se disputaient en 1900 l'assiette-au-beurre étaient peu nombreux. On pouvait les réduire à deux, dont l'un représentait le passé et l'autre l'avenir. Il n'en est plus de même aujourd'hui où il y en a 36, chevauchant les uns sur les autres, et prétendant servir la même cause, en employant les mêmes mots. On ne s'y reconnaît plus. Ce qui nous vaut une collection de sigles à nulle autre pareille. Pour s'y retrouver dans cette combinaison de lettres dont chacune commence un mot et dont l'ensemble forme un mot nouveau, à tel point que l'on ne parlera bientôt plus que par abréviations en caractères majuscules, il faut se creuser la cervelle. Ce langage abrégé est bien en rapport avec la folie de la vitesse dont sont atteints les civilisés. On pense en vitesse, on écrit en vitesse, on mange en vitesse, on aime en vitesse, on fait tout en vitesse, mais on ne va pas plus vite pour cela. On va même moins vite, car les pannes sont fréquentes, aussi bien dans l'art de penser que dans celui de conduire une auto. Ces sigles sont des trompe-l'œil destinés à nous en fourrer plein la vue, pour nous embriquer dans un clan ou dans un autre. C'est la foire sur la place, avec bonimenteurs de toute espèce, qui ne sont jamais à bout de souffle pour haranguer le populo. Quant aux slogans, nous en sommes saturés ! Ce sont d'excellents instruments de propagande pour ceux qui veulent commander et courber le monde sous leur joug. Ils dispensent les individus de réfléchir et les lancent dans les pires aventures. (1)

1900 avait ses charlatans comme 1950 a les siens. C'était l'époque des « grands discours », des « grandes phrases », à l'issue de la « chaleur communicative des banquets », moins cependant qu'à la nôtre où tout est prétexte à discourir et à parler pour ne rien dire, non seulement dans les banquets et à la Chambre, mais à la radio, prolix en bla-bla-blas. On pro-

(1) Voir à ce sujet notre ouvrage : *Psychologie du Slogan* (1939).

mettait la lune aux électeurs, mais les cailles ne leur tombaient point pour cela toutes rôties dans le bec. Les mots « liberté, égalité, fraternité » continuaient de figurer sur tous les monuments publics, sans la moindre application dans les faits. Des mots, toujours des mots, rien que des mots, en guise de réalisations.

On avait vu, le 22 septembre 1900, un gueuleton monstre aux Tuileries, comprenant 20.000 couverts, rassemblant aux frais de la Princesse tous les maires de la « douce France », qui ne formaient dès lors qu'un seul parti : celui de l'assiette-au-beurre. C'est bien à ce dernier, assaisonné de pots-de-vin, que se ramènent, en fin de compte, les gens qui mangent à tous les râteliers. Aujourd'hui, la buvette du Palais des Folies-Bourbon réunit autour d'elle autant d'élus que les banquets. Après s'être copieusement « enguirlandés » dans l'hémicycle, ils se livrent en famille à de copieuses libations. La « dive bouteille » a toujours eu le dernier mot en régime démocratique.

Pour nous, qui nous tenons en dehors des partis, ces querelles intestines entre membres d'une même famille — où les extrêmes se touchent — n'offrent d'autre intérêt que celui de nous permettre de constater une fois de plus que, sous n'importe quel régime, ce sont toujours les mêmes qui en profitent et toujours les mêmes qui sont sacrifiés.



De nos jours le monde est pourri d'ismes et d'antis, qui résument toute la politique. Il y en avait moins à la Belle Epoque, mais ils ne valaient pas mieux. (1)

La République a « ses affaires » qui reviennent périodiquement et ne sont pas toujours très propres. Elle en avait eu pas mal avant 1900, dont l'affaire Wilson, gendre de Jules Grévy, président de la République, de 1879 à 1887. Cette

(1) Ils n'ont fait que croître et enlaidir. Nous en avons signalé toute une collection dans : *Au Tournant de la Route, Regards sur la Société*, à la veille de la Grande Guerre (1913).

affaire avait mis en lumière un trafic de décorations qui n'a jamais cessé depuis. Cela rapporte gros à l'Etat, qui pratique le vol sur une vaste échelle.

Le député Daniel Wilson, rien d'un Américain, mais tout d'un Anglo-Saxon, n'avait certes pas besoin de se livrer au commerce des « crachats rouges » (autrement dit Légion d'Honneur). Il avait bien d'autres cordes à son arc. Il n'en resta pas moins député, l'électeur, cet « animal bizarre et compliqué », au dire de Mirbeau, n'ayant décidément rien appris. Il avait fait ses affaires, mais non celles des autres, selon le précepte : « Charité bien ordonnée... ». On ne pouvait trouver mieux comme secrétaire d'Etat aux Finances. Jules Grévy, homme pratique, en mariant sa fille à cet « honorable », avait fait un bon placement, ce qui ne lui avait point porté chance. N'ayant point lâché son gendre, il en fut quitte pour lâcher sa présidence, en donnant sa démission en septembre 1887. « Ah ! quel malheur d'avoir un gendre ! » (on prononçait gindre), telle était la scie qui courait les rues, comme on dira plus tard : « En voulez-vous des z'homards ! » Le 2 décembre 1887, on avait vu défiler, au cri de : « A bas les voleurs ! » place de la Concorde (une place qui en a entendu bien d'autres), une partie de la population parisienne.

Puis, ç'avait été l'affaire de l'isthme de Panama, que l'on n'avait pu étouffer, et qui battit son plein en 1892-1893, où des députés wilsoniens, qui trouvaient sans doute insuffisante leur « indemnité parlementaire » pourtant fort élevée pour l'époque (9.000 francs par an), s'étaient copieusement servis pour augmenter leurs revenus. Quand on est au pouvoir, dame, on en profite ! Ils n'étaient pas les seuls d'ailleurs à avoir trempé dans cette affaire. Tout le haut gratin de la politique et de la phynance en avait fait autant. On remarquait au nombre des chéquards Albert Grévy, Baihaut, Sans-Leroy, toute la république des camarades, y compris Cornélius Hertz, grand-officier de la Légion d'honneur, et le dénommé Arton. La presse, alimentée par des fonds plus ou moins se-

crets, avait partagé avec eux le gâteau : *Matin*, *Gaulois*, *Petit-Journal*, *Radical*, *Temps*, *Débats*, *gauche* et *droite*, pris la main dans le même sac. Le plus compromis d'entre eux était le « grand Français » Ferdinand de Lesseps, lequel avait, dit-on, « palpé beaucoup d'argent ». Il était devenu millionnaire. On parlait aussi d'Eiffel, mais ce dernier avait su tirer à temps son épingle du jeu. L'affaire de Panama venait à point pour témoigner de la pagaïe et de la gabegie qui régnait alors sur tout le territoire de la Troisième République. Des manifestants criaient dans les rues : « A bas les panamistes ! » mais ceux qui le criaient, s'ils avaient été au pouvoir, en eussent fait autant. Entre autres spéculations auxquelles avait donné lieu l'affaire de Panama, — une bonne affaire pour ces messieurs du Parlement, — en était-il de plus grossière, sous prétexte de percer un canal entre deux océans, que l'achat, à des prix astronomiques, de 50.000 pelles à neige, dans un pays où il n'y avait jamais eu de neige ! On ramassait du coup des millions à la pelle !

Le chansonnier Fursy (de son vrai nom Henry Dreyfus, (1) sans parenté avec celui de l'Affaire, et qui changea son nom pour ne pas être confondu avec lui), inventeur de la « chanson rosse » et metteur en boîte dans sa Boîte, qui avait remplacé la Lune Rousse, des personnalités le plus en vue de l'histoire contemporaine — toutes allaient y passer — « charriait » en 1894, dans le Panama raconté par ma concierge, que chantait Fragson sur un air connu, les principaux bénéficiaires de cette combine, à commencer par « le grand Français », un faiblard doublé d'un roublard :

J'sais seul'ment qu'un mossieur
d' Lesseps, un millionnaire,
Ah ! mes enfants !
Qui d'vait à Panama percer un canal
N' perça qu' les poches des lecteurs
du P'tit Journal,
Ah ! mes enfants !

(1) Auteur des Chansons Rosses, Chansons de la Butte, Essais d'Histoire contemporaine. Guerre et Marine, Tournée académique, etc.

Fursy, qui exécutait aussi les autres, exprimait par là les sentiments de l'homme-de-la-rue, qui subit la loi du plus fort et s'en amuse, tout finissant, nous le savons, par des chansons, chez le peuple le plus spirituel de la terre. Tout cela, c'est de l'histoire ancienne, et si nous en parlons, c'est pour éclairer les jours qui vont suivre. Il y eut aussi le scandale des chemins de fer du Sud, en 1899, et ce ne fut pas le seul !

II

Où les « anars » entrent en scène, en répondant par des bombes aux bombes que faisaient ces messieurs avec l'argent des autres. — L'anarchie libertaire opposée à l'anarchie autoritaire et parlementaire. — Les temps héroïques de l'an-archie. — Ravachol, son Eloge par Paul Adam. — Etiévant et ses Déclarations. — Vaillant châtié les députés. Plaidoirie de M^e Labori. Un mot de Laurent Tailhade. — Emile Henry et la bombe du Café Terminus. — Caserio venge ses frères. Assassinat du Président Carnot. — Charles Malato avait prédit l'orage. — Casimir-Périer et les « lois scélérates ». — Le procès des Trente. Comparution de Jean Grave, Sébastien Faure et Félix Fénéon. — Gérauld-Richard et son article du « Chambard » : « A bas Casimir ! » — Casimir s'en va, trop heureux de s'en tirer à si bon compte. — Autres héros — et héros ! — de l'an-archie. — Alexandre Jacob et l'art du cambriolage. — Georges Darien et la reprise individuelle. — Les propagandistes par la parole secondent l'œuvre des propagandistes par le fait : Sébastien Faure et Louise Michel. — Deux nouveaux venus : E. L. Juin, dit Emile Armand, et André Lorulot. — La presse an-archiste, ses animateurs et ses rédacteurs. Zo d'Axa, Elisée Reclus. — Un renégat de l'an-archie : Adolphe Retté, poète et chambardeur. — Que voulaient les an-archistes et qu'espéraient-ils ? Réformer l'humanité pour la rendre plus heureuse. — Que l'idéal an-archiste n'est point la violence, mais conformément à l'étymologie grecque du mot, la négation de l'autorité extérieure, funeste au bonheur de l'individu, remplacée par l'autorité intérieure de la conscience, la seule à laquelle obéisse un homme libre. — L'an-archie est une éthique supérieure, ou, pour mieux dire, une esthétique de la vie, où la beauté remplace la laideur et l'harmonie le désordre. — Qu'avant de réaliser cet idéal, il faudra du temps. (1)

Les scandales se multipliant, les bombes anarchistes avaient répondu aux « bombes » que faisaient ces messieurs, avec l'argent des autres.

(1) De nombreux ouvrages ont paru sur l'an-archie et sur les anarchistes. Qu'il nous suffise d'indiquer quelques faits et quelques dates sans entrer dans les détails de ce qu'il est convenu d'appeler les « temps héroïques » de l'an-archie, que nous écrivons avec un trait d'union pour la distinguer de l'autre, l'anarchie gouvernementale. Nous conservons toutefois à ce mot son ancienne orthographe lorsqu'il est employé sous cette forme par les an-archistes dans leurs écrits et leurs déclarations.

Aux attentats commis par l'autorité contre la liberté individuelle toute une série d'attentats succédèrent, destinés à rappeler à la « société bourgeoise et capitaliste » qu'il y a tout de même des limites à certains abus.

Après quelques attentats commis en France, en Espagne et en Italie par des propagandistes par le fait, survint Ravachol qui en commit d'autres, dont le plus important fut la bombe chargée de dynamite qu'il lança en avril 1892, dans un bistro, blessant Véry, son propriétaire. Le nom de Ravachol (qui n'était d'ailleurs qu'un surnom, de même que celui du Père La Purge qu'on lui avait donné), et qui était devenu un épouvantail pour l'homme-de-la-rue, était celui d'un être qui avait cru agir pour le bien de l'humanité. N'avait-il pas essayé de convertir à ses idées ses avocats, dont M^e Henri Robert, le même qui prononça un jour cette parole mémorable dans une plaidoirie, où il voulait sauver la tête d'un condamné à mort : « Condamnez-le à vivre ! »

Dans les Entretiens Politiques et Littéraires de juillet 1892 on pouvait lire, sous la signature de Paul Adam, un Eloge de Ravachol, de plusieurs pages (1) qui aurait pu valoir le bague à son auteur. Il n'y allait pas de main morte. « Tant qu'il existera au monde, écrivait-il, des hommes pour souffrir de la faim, le vol et l'assassinat demeureront naturels... Ravachol n'est pas plus coupable que la société qui tue plus que les assassins... Après tant d'appels au meurtre légal, Ravachol reste bien le propagateur de la grande idée des religions anciennes qui préconisèrent la recherche de la mort individuelle pour le bien du monde... Autour de lui, Ravachol a vu la Douleur, et il a exalté la Douleur des autres en offrant la sienne en holocauste. En ce temps de cynisme et d'ironie, un Saint est né. » Ravachol devait expier le crime d'en avoir commis d'autres pour le bien de l'humanité. Il fut exécuté le 11 juillet

(1) Cet Eloge parut ensuite dans la Critique des mœurs (1897), ouvrage que l'on peut qualifier de formidable par les idées que l'auteur sème au passage. Dans un chapitre intitulé le *Nouvel anarchiste*, il rappelle que « l'abstentionnisme étant de rigueur dans la doctrine, l'anarchiste ne vote jamais ».

1892. Il aurait été, croit-on, dénoncé par une femme, ce qui est bien possible, après tout, si l'on en croit le dicton : « Cherchez partout la femme ».

La même année, à la suite d'un vol de dynamite, Etiévant avait été poursuivi devant la Cour d'Assises de Versailles. Il avait fait des Déclarations que le tribunal avait refusé d'écouter. C'était un long développement, où abondaient des considérations sociologiques, difficiles à avaler pour des juges dont le siège était fait d'avance.

Puis ce fut Vaillant qui, le 9 décembre 1893, lança une bombe anodine chargée de mauvais clous dans l'enceinte du Palais-Bourbon, histoire de faire peur aux « honorables » qui fabriquent les lois, ce qui permit à Charles Dupuy, lequel présidait l'Assemblée, de prononcer le fameux mot : « la séance continue », le premier moment de stupeur passé, et à l'abbé Lemire, sollicité par M^e Labori de sauver la tête de Vaillant, de s'en tirer par une pirouette. Point de pitié pour ce Vaillant (qui l'était pourtant plus que ceux qu'il avait épargnés), ce qui lui valut de faire connaissance avec la Veuve !

« L'exécution de Vaillant, écrira plus tard Camille Mauclair, fut un crime social... Ouvrier honnête et malheureux, il a été la victime d'une laide vengeance de la collectivité bourgeoise. » Ce crime avait rendu Mauclair an-archiste lorsqu'il était jeune, l'an-archie étant, d'après lui, « une passion de jeunesse, bonne pour la jeunesse, aux expansions de laquelle elle coïncide ».

M^e Labori, dans une admirable plaidoirie, prononcée à la Cour d'Assises de la Seine le 10 janvier 1894, avait défendu Vaillant, « fils naturel, enfant marqué pour le malheur », qui avait été abandonné et jeté sur le pavé de Paris, puis injustement condamné à 14 ans pour vagabondage. Plus tard, il ne put nourrir sa femme et son enfant avec un salaire de famine. Pourtant, il était sobre, ne buvait jamais de vin, avait des qualités. Il était venu à « l'anarchie philosophique et spéculative » à force d'avoir souffert. « Je ne me fais guère illusion, déclarait M^e Labori, en s'adressant aux jurés, sur les conclusions de M. le Procureur général avant d'avoir entendu son réquisitoire. On vous dicte un arrêt de mort, l'opinion publique étant avec l'accusation. C'est à certains jours notre honneur

et notre joie d'être auprès de ceux que tout le monde abandonne. Si la bombe de Vaillant n'a tué personne, elle ne mérite point tout le bruit fait autour d'elle. » Qu'avait voulu Vaillant ? « Il a voulu montrer aux députés qu'ils auront toujours une bombe de Damoclès au-dessus de leur tête. Si les députés ne s'occupent pas des malheureux, les malheureux s'occuperont des députés, avait-il dit. Sa bombe n'est pas séparable du trouble général des esprits contemporains... Votre colère serait inutile, des hommes comme Vaillant ne sont pas de ceux qu'on intimide par la terreur. Aimez-vous mieux, au lieu de vous déchirer, voilà le vrai socialisme. » Malgré cette plaidoirie, pourtant mesurée, la justice du peuple avait condamné à mort cet homme issu du peuple et souffrant comme lui.



Cette exécution avait arraché à Charles Malato ce cri de pitié, dans son livre *De la Commune à l'anarchie* (1898) : « Pauvre Vaillant ! Qui m'eût dit, il y a huit ans, que tu serais devenu un jour dynamiteur et martyr ? »

« Qu'importe la disparition de vagues humanités, si le geste est beau », avait répondu Laurent Tailhade au questionnaire de Paul Brulat publié dans la *Plume*, à propos du geste de Vaillant. Cette fois, ce fut une bombe policière qui éclata le 24 avril 1894, en face du Sénat, au restaurant Foyot, renommé pour sa cuisine, où Tailhade, fin gourmet, prenait ses repas. Il fut atteint en plein visage, eut un œil arraché, qui pendait hors de son orbite. La Tour Pointue se vengeait des paroles qu'il avait prononcées touchant les « vagues humanités » qui siégeaient au Palais des Folies-Bourbons, mais ce geste n'était pas beau.

« Il n'y a d'autre explosion qu'un beau livre », avait déclaré de son côté Stéphane Mallarmé, à propos du même attentat. Mieux que l'action directe et la violence, le livre pénètre les cerveaux, les éduque et leur communique la force de penser par eux-mêmes. C'était reconnaître le pouvoir de l'esprit, supérieur à tous les pouvoirs.

Ravachol et Vaillant n'étaient pas les seuls an-archistes de la Belle Epoque. Le 12 février 1894, Emile Henry, fils d'un

commandant de la Commune réfugié en Espagne, et qui était élève au collège Jean-Baptiste-Say, à Auteuil (ayant préparé un examen pour entrer à Polytechnique, il avait été admissible), lança à son tour une bombe à la terrasse du café Terminus, en face de la gare Saint-Lazare, blessant des consommateurs. Il fut exécuté, comme l'avait été Vaillant, après des Déclarations plus violentes que celles d'Etiévant et que nous tenons à reproduire ici, ne serait-ce que pour rappeler l'état d'esprit qui régnait alors chez les partisans de la violence. Henry, crânant devant ses juges, se disait « heureux, content et fier » de son geste. Il ne leur demandait aucune pitié dans la guerre qu'il avait livrée à la bourgeoisie. « L'anarchie est une réaction violente contre l'ordre établi. Elle représente les aspirations d'égalité et de liberté qui viennent battre en brèche l'autoritarisme actuel. Elle est partout. C'est ce qui la rend indomptable. Elle est née au sein d'une société pourrie, qui s'affaisse et finira par vous tuer. » Il ajoutait : « Les meurtres de-faim apprendront à connaître le chemin qui conduit au Terminus et au restaurant Foyot. » Ce style quelque peu emphatique n'avait point convaincu les représentants de l'autorité. Henry déclarait encore à ces messieurs que « les actes de révolte brutale réveillent les masses, les secouent d'un rude coup de fouet et leur montrent le côté vulnérable de la bourgeoisie », en quoi il faisait erreur, pensons-nous. Cela ne secoue rien du tout, les prolétaires et les bourgeois continuant de siroter tranquillement à la terrasse des cafés leur verre de fine ou leur pastis. Cela ne change rien à « l'ordre établi ». Mirbeau et Matha désapprouvaient ce geste inutile, qui était un coup fatal porté à l'anarchie. C'était un geste maladroit que celui d'Emile Henry, pour ne pas dire anti-anarchiste !

Vint ensuite Caserio, qui poignarda Sadi Carnot à Lyon, pour venger ses frères. Ce dernier avait refusé de gracier Vaillant ! Caserio fut exécuté, après avoir comparu en Cour d'Assises du Rhône, le 3 août 1894. « Si j'ai commis cet acte, écrivait-il à sa mère, c'est que je suis las de voir le monde aussi infâme. »

Prévoyant ces attentats, Charles Malato de Corné (Talamo) avait publié un ouvrage : Avant l'Heure (1887), dans lequel il dénonçait les vices de la société bourgeoise que l'anarchie

« nom de la société sans maîtres », était appelée à remplacer : « Un gouvernement flottant, prêt à toutes les lâchetés, à toutes les concessions antidémocratiques, la guerre qui couve..., nous sommes divisés en possibilistes, marxistes, blanquistes, anarchistes, indépendants ; nous vaincrons parce que la bourgeoisie est incapable de résister à la poussée des déshérités... Le bas-empire latin s'effondrait avec les Messaline et les Héliogabale, la bourgeoisie finit avec les Grille-d'Egout et les Rouvier... » (1) Suivaient des considérations sur la religion et la patrie, l'union libre, la propriété, la consommation, l'anarchie au point de vue militaire, etc.

« Pressentie par Proudhon, affirmée par Bakounine, entrevue plus distinctement depuis peu d'années et professée actuellement par un petit nombre d'adeptes, cette nouvelle venue aura son tour », déclarait-il en 1889, dans sa Philosophie de l'anarchie. « L'anarchie est le complément ou le correctif du communisme... Il y a communisme et communisme... Le mot signifie qu'un homme peut être autonome, autre chose qu'un pantin, mû par un autre homme. L'anarchie absolue est un idéal supérieur à tous les systèmes en isme. Les Russes, en s'occidentalisant, constatait-il, deviennent communistes et entièrement anarchistes. »

Dans Révolution chrétienne et révolution sociale (1891), il décrivait la même société « croulant sous le poids de ses vices ». Il concluait : « Aujourd'hui la race, demain l'humanité tout entière, unie parce qu'elle sera consciente et libre. » Dans l'Homme nouveau (1898), en pleine affaire Dreyfus, il condamnait l'antisémitisme : « Un mouvement qui mettant toute une race en dehors de l'humanité, révolte à la fois le cœur et la raison, est un anachronisme au seuil du vingtième siècle. » On doit à Charles Malato, théoricien de l'anarchie, dont le nom méritait d'être rappelé au cours de ce bref historique du mouvement an-archiste à la Belle Epoque, de nombreux ouvrages,

(1) Allusion au French-Cancan du Moulin Rouge, où triomphaient Grille d'Egout en compagnie de la Goulue et de Valentin le Désossé, personnages dont j'évoque les performances dans mon tome second : les Beautés de la Belle Epoque, chapitre : Au temps des Cabarets.

bons à consulter : Prison fin de siècle, Souvenirs de Sainte-Pélagie (1891), Les Joyeusetés de l'exil, Les Enfants de la liberté, Perdu au Maroc, Un jeune marin, Les Classes sociales au point de vue zoologique, La Grande Relève (**roman**), Barbapoux, **drame en deux actes**, Contes néocalédoniens, etc.

●

Ce que l'on a appelé « l'ère des attentats » avait duré deux ans (1892-1894). Alertée par ces « avertissements », la Société se défendit. Le gouvernement, apeuré, était allé, ce qui n'avait aucun rapport avec ces attentats, jusqu'à interdire la représentation des Ames Solitaires, du grand dramaturge Gerhardt Hauptmann, au théâtre des Bouffes du Nord, que dirigeait Lugné-Poe.

Casimir-Périer, un froussard qui tremblait dans sa culotte au moindre bruit de dynamite, avait fait voter, étant ministre des Affaires étrangères et président du Conseil avant de devenir celui de la Troisième, le 27 juin 1894, toute une série de « lois scélérates », ainsi qualifiées par ceux qui en furent les victimes, destinées à réprimer les « menées anarchistes » et « les actes dits de propagande » (formule élastique qui s'accommodait à toutes les sauces). Les lois draconiennes des 12, 18, 19 décembre 1893 et du 8 juillet 1894 modifiaient la loi de 1881 sur la presse et comportaient, au nombre des châtimens encourus pour délits d'opinion, le baigne à perpétuité, ce qui était une scélératesse (elles étaient signées et contresignées Carnot, Raynal, Dubost et Casimir-Périer). L'homme des lois scélérates, qui prétendait faire des « principes de la révolution des éléments d'ordre », en avait fait des éléments de désordre. Lâché par ses ministres, qui ne le prenaient pas au sérieux, il avait dû donner sa démission. C'était le type du bourgeois cossu, sans grande intelligence, qui correspondait à la définition qu'en avait donnée Flaubert : « Celui qui pense bassement ». On ne pouvait tomber plus bas, en fait de Président de la Troisième.

●

Jaurès s'était élevé à la Chambre contre les lois scélérates. Il accusait le capitalisme d'être la cause des attentats. Il avait

combattu ce dernier à propos du scandale de Panama et dénoncé, au sujet du Maroc, « la politique criminelle des colonialistes ». Il avait défendu, en 1894, Gérault-Richard, socialiste, dans un procès où ce dernier, ayant reproché à Casimir (Casimir-Poirier, voilà un nom, je crois, qui lui aurait convenu !) l'origine de sa fortune, que lui avait laissé son aïeul surnommé « le grand usurier de Grenoble », avait été condamné à un an d'emprisonnement, malgré l'éloquent plaidoyer de son défenseur. Il en sortit deux mois après lorsque Casimir donna sa démission, le 15 janvier 1895, au cri de : « A bas Casimir ! », mais ce fut pour se faire élire député (mieux eût valu pour lui rester en « taule ». C'eût été plus « honorable »). En dénonçant les crimes du capitalisme, à propos des attentats précédents, Jaurès était allé à la source même du mal. Le capitalisme récoltait ce qu'il avait semé : la révolte.

Gérault-Richard, dans sa déclaration devant la Cour d'Assises de la Seine, le 5 octobre 1894, où il avait comparu « pour outrages envers M. Casimir-Périer, Président de la République », avait mis les choses au point, entouré de ses nombreux amis, parmi lesquels Marcel Sembat, Vaillant (autre que celui de l'attentat), Baudin et Chauvière. Le Chambard, dont il était rédacteur en chef, contenait dans son n° 42, du 20 septembre 1894, deuxième année, un article intitulé : « A bas Casimir », dans lequel on lisait ces mots : « Petit-fils d'usurier et usurier lui-même » (notre Poirier avait fait pas mal de poires), « il n'ose se montrer aux foules qu'enveloppé d'un escadron épais, à travers les grilles d'acier des sabres, et entouré de mouchards... Depuis Guizot, nul homme politique n'a été plus antipathique aux passants qui, devant sa photo, s'écrient : « Oh ! le vilain moineau », tandis que Gavroche convient qu'« il a une sale tête » ! L'impopularité, c'est l'impuissance. Le cri populaire : « A bas Casimir ! » signifie « Vive la République des travailleurs » ! Gérault-Richard revendiquait le droit de s'exprimer librement : « Dans une démocratie sincère, il n'y a pas d'homme, si haut placé, qui puisse se prétendre au-dessus du simple citoyen ». Naturellement, le simple citoyen qu'était Gérault-Richard écopa, il ne pouvait en être autrement.

Tous ces attentats étaient justifiés par la politique du moment.

François Coppée prenait les choses à la blague, pour se donner du courage, les résumant en un tercet : « Lorsque dans sa boîte de thon, L'anarcho met sa poudre verte, Vraiment cela me déconcerte. » N'empêche qu'elle fichait la trouille au populo.

« Quand on compare, observe Emile Armand, les hécatombes dont sont responsables les brasseurs d'affaires, au total des victimes des attentats anarchistes, on se demande ce que la Société (avec une majuscule), pourrait bien avoir à oublier ou à pardonner. » Paul Adam écrira plus tard, dans son Triomphe des médiocres (1898), au chapitre intitulé Des souhaits anarchistes : « Les incidents d'Espagne, les épopées de Vaillant, d'Emile Henry, d'autres compagnons avertissent les Pouvoirs du monde que les Réfractaires ne cèdent pas devant les lois et leur sanction ». Insistant « sur le côté altruiste de l'anarchie, elle demandait, disait-il, à ce que l'on pense moins particulièrement et que l'amour unisse les humains ».

Nos bons « anars » n'avaient qu'un tort, comme l'eurent plus tard les « bandits tragiques » (1), celui de croire que l'on peut combattre l'anarchie d'en haut (sans trait d'union) par la violence. Or, celle-ci ne résout rien. Elle ne fait qu'engendrer une violence pire. Il faut user d'autres méthodes. L'anarchie est une éthique. Elle suppose que l'être humain a réformé sa mentalité, qu'il ne reconnaît d'autre autorité que celle de sa conscience, d'autres lois que celles de la raison. Mais pour atteindre un tel idéal il faut être un saint !

André Girard devait mettre les choses au point dans une brochure publiée par les Temps nouveaux, intitulée Anarchistes et Bandits : « Ne craignons pas d'affirmer, écrivait-il, notre sympathie, voire notre admiration, pour le courage et l'esprit

(1) Ces derniers — la fameuse bande à Bonnot —, retirés dans leur repaire, aux environs de Paris, ne déclaraient-ils pas, tandis qu'ils tenaient tête à la police et que les balles sifflaient à leurs oreilles, que « nombre de gendelettes, en mal de publicité, seraient heureux si l'on faisait autour de leur personne autant de bruit que l'on en faisait autour d'eux ».

de dévouement des révoltés de la période 1891-1894, parce que dans leurs actes nous reconnaissons comme l'expression des aspirations de justice qui bouillonnaient dans leur cœur... L'idéal anarchiste est comme l'armature qui soutint de tout temps l'humanité au cours de sa longue évolution vers le mieux. Ce qui constitue la mentalité anarchiste c'est l'esprit de révolte contre ce qui s'oppose au développement de l'individu... Nous répudions le désir de jouir et les appétits que l'on met sur le compte de l'anarchisme... » C'était faire une différence entre les vrais an-archistes, qui n'avaient en vue que le bien de l'humanité et ceux qui poursuivaient leur profit personnel, allant jusqu'à assassiner leurs camarades pour s'emparer de l'argent qu'ils avaient sur eux.

Comme tous ceux qui se dévouent pour le bien de l'humanité, les an-archistes ont payé de leur vie leur désintéressement. Quiconque veut sauver le peuple a contre lui ce même peuple qui le crucifie. Alors, pourquoi se sacrifier ? M^o Emile de Saint-Auban avait raison lorsqu'il disait de l'an-archiste que « l'encre est son unique explosif ». Tous les grands penseurs de tous les temps, qui ont lutté pour l'affranchissement de l'esprit, ont été des an-archistes en leur genre. Il en est de même des artistes, des caricaturistes et des chansonniers qui dans leurs œuvres ont combattu l'autorité. Quiconque veut vivre sa vie en dehors des us et coutumes conformistes peut être considéré comme tel. L'an-archie n'a pas d'autre but ni d'autre sens : liberté pour l'individu de penser ce qu'il veut et d'agir comme bon lui semble, sans nuire à ses semblables.

Telle est du moins mon opinion, que l'on peut ne point partager.

Les an-archistes — les vrais — car il se glisse dans tous les milieux des brebis galeuses — considéraient la société, telle qu'elle fonctionne, avec ses rouages, ses administrations, ses maîtres, ses abus et ses mensonges, comme l'ennemi n^o 1 de l'individu. Tout ce qu'ils voyaient et entendaient autour d'eux les révoltaient. « Chaque jour la société capitaliste sème la mort par sa mauvaise organisation, par la misère qu'elle crée, par le manque d'hygiène, les privations et l'ignorance dont souffrent les individus », ces paroles de Libertad justifiaient

toutes les révoltes. Voulant avant tout le bonheur de l'humanité, ils essayaient de l'amender en la corrigeant.

Disons à ce propos que certains préféraient le mot libertaire à celui d'an-archiste, tandis que les autres tenaient à ce dernier terme. Nous pensons qu'ils se complètent, l'amour de la liberté ne pouvant aller de pair avec la dictature d'une autorité malfaisante à tous les points de vue. Dans les deux cas, c'est à l'individu d'obéir à sa conscience et de gouverner moralement dans le sens du vrai et du beau. Il s'agit d'être bon et d'être juste non seulement en théorie, mais en pratique. Tout est là ! Que l'on désigne cette façon de se conduire dans la vie du nom d'an-archie ou de tout autre, peu importe ! Ainsi comprise, elle cesse d'être cette « invention à base d'idées puérides », comme l'a prétendu le petit-fils d'un général.

Libertad l'expliquera plus tard : « Pour connaître la liberté », ce que veut le libertaire, « c'est développer l'homme jusqu'à faire que nulle autorité n'ait possibilité d'être », ce qui suppose assurément cette révolution morale dont les révolutionnaires en peau-de-lapin se soucient comme d'une guigne.

Jean Grave écrivait en 1893, dans les Entretiens Politiques et Littéraires, un article sur l'Idée anarchique et ses développements, dans lequel il déclarait : « Les anarchistes ne sont pas les seuls à trouver que tout est mauvais et à désirer un changement. Les papillons de la politique n'ont rien à faire dans leurs rangs. Les idées anarchistes appellent à elles tous ceux qui ont le sentiment de leur dignité personnelle, la soif du juste, du bien et du vrai. L'anarchie a eu ses victimes, ses morts, ses emprisonnés, ses bannis, mais elle est restée forte et vivante. » « L'anarchie, disait Blanqui, c'est l'avenir de l'humanité. » Souhaitons-le, pour le bonheur de celle-ci !

Déjà, un certain Bellegarrigue, publiciste oublié, s'était avisé, vers 1850, de restituer au mot an-archie son véritable sens, opposé à celui de désordre, ce mot étant pour lui synonyme d'ordre, c'est-à-dire « d'individualisme, dont le pouvoir est l'ennemi, le peuple n'ayant rien à attendre d'aucun parti ni d'aucun vote ». Ce manifeste de « l'Anarchie, journal de l'ordre » a été exhumé de l'oubli dans la revue Contre-Courant.

Envisagé sous ce rapport, l'an-archie cesse d'être une école

de meurtres et de rapines, pour devenir une école de moralité. Elle substitue à l'autorité de l'Etat celle de la conscience, seule juge des acts humains. C'est une morale supérieure en désaccord avec la morale traditionnelle. C'est pour l'individu une esthétique ou l'art de vivre la vie en beauté en dehors des lois qui l'obligent à vivre en laideur. L'harmonie intérieure (sincérité, accord des actes et des paroles, fidélité à soi-même autant qu'à la vérité), est aux antipodes de l'archie (du grec, commandement) où règnent le désordre, le mensonge et l'incohérence. La conscience individuelle, telle est l'ultime forteresse contre laquelle viendront se briser tous les assauts des malfaiteurs qui gouvernent les peuples.

Ces lignes étaient écrites lorsque le hasard mit sous mes yeux un article de Pierre Fontaine dans Défense de l'Occident, dont je détache ce passage, sur les Scandales de la IV^e, relatés dans le Crapouillot : « On sait que l'anarchie (dans l'essence de son terme et de sa doctrine originelle) est devenue le refuge des gens honnêtes et mécontents qui ne croient plus à un changement possible dans le cadre des institutions existantes. Aux gangs parlementaires organisés, l'anarchie oppose la conscience de l'individu. » Pour notre confrère, « c'est une utopie, mais dans la vie, ajoute-t-il, il faut bien se raccrocher à une lueur d'espérance lorsqu'on espère une meilleure condition humaine ». Utopie ? en tout cas une utopie qui nous aidera à nous débarrasser des autres utopies qui n'ont fait, jusqu'ici, que trop de mal à cette même condition humaine. Dans son livre, récemment paru, sur VVilly, Colette et Moi, Sylvain Bonmariage définit ainsi l'anarchiste : « Un anarchiste est un honnête homme qui peut se prévaloir d'une conscience assez forte pour prétendre à se discipliner lui-même. Il y en a peu. Ceux qui y parviennent méritent un coup de chapeau. Ce sont des êtres complets. »

Attentats, reprise individuelle, attaques à main armée de garçons de recette et autres « chiens du capital » ne sont plus de mode à notre époque. A l'an-archie violente a succédé une an-archie qui entend s'adresser à la raison et démontrer aux individus qu'ils sont maîtres de leur destin, s'ils le veulent, par la non-participation à tout ce qui contribue à soutenir une autorité qu'ils jugent funeste à tous les points de vue.

L'éducation, si lente soit-elle, est une méthode plus pratique que la violence, qui n'a jamais rien résolu.

En marge de ces propagandistes par le fait, Sébastien Faure et Louise Michel entreprenaient à travers le pays une tournée de conférences pour répandre leur doctrine de fraternité et d'amour.

Dans l'Anarchie en Cour d'Assises, brochure publiée en 1891 dans les éditions du Père Peinard et de la Révolte (140, rue Mouffetard), Sébastien Faure avait défendu trois réfractaires : Decamp, Dardure et Leveillé, condamnés par « la basse vengeance des magistrats ». Il leur disait : « Au revoir, chers compagnons. Nous nous reverrons aux heures tragiques, et la lutte nous retrouvera côte à côte pour le bon combat, pour les justes et fécondes batailles. » Dans son Almanach anarchiste (1892), il avait relaté tous les faits relevant de l'an-archie, de 1878 à 1890.

Sébastien Faure dont l'éloquence, d'une logique impeccable, séduisait les masses, crut le moment opportun pour fonder le Libertaire (1), dont le premier numéro parut le 16 novembre 1895. Il demanda à Louise Michel, toute désignée pour cela, d'en prendre la co-direction. Il trouva aussitôt, pour le seconder dans sa tâche, des collaborateurs dévoués, parmi lesquels Laurent Tailhade, Adolphe Retté, Michel Zévaco, Paul Paillette, Charles Albert, Paterné Berrichon, Jean Marestan, Janvion, Manuel Devaldès, Mécislas Goldberg, qui méritait mieux que la conspiration posthume du silence faite sur son nom — on l'a un peu trop oublié — et vingt autres bien décidés à mener le bon combat contre une société pourrie.

Sébastien Faure avait fondé le Journal du Peuple, dont le premier numéro parut la dernière année du XIX^e siècle, le 6 février 1899. Il voulait par là combler une lacune. Le peuple n'avait point de journal pour se défendre ou pour

(1) Le Libertaire a subi, depuis 1895, des fortunes diverses, changeant constamment de direction et de local, pour se fixer finalement quai de Valmy, dans le X^e arrondissement.

attaquer. « Celui-ci sera le sien, parce qu'il exprimera ses misères, ses indignations, ses révoltes, ses besoins, ses revendications. Le Journal du Peuple écrira au jour le jour la sombre histoire des miséreux, des prolétaires, des déshérités. Il dira la vérité, toute la vérité, même si elle lui est défavorable. Il combattra les sottises du nationalisme, le banditisme antisémite, l'hypocrisie cléricale, les mensonges des politiciens, l'exploitation capitaliste, l'oppression sous toutes ses formes. Il disputera la rue aux bandes réactionnaires. » Au Journal du Peuple collaboraient régulièrement Aristide Briand, Charles Malato, Michel Zévaco, Henri Leyret, Adolphe Retté, Jean Ajalbert, Pierre Quillard, Francis de Pressensé, Jean Allemane, Pierre Bertrand, Emile Pouget, Henry Rainaldy, Octave Mirbeau, qui présentait Une face de Méline, Laurent Tailhade qui décrivait le Royaume de la Peur, Sébastien Faure qui expliquait comment il avait quitté le noviciat pour venir à la libre pensée (Les mésaventures de ma vie). Il adressait une Lettre ouverte au Président Loubet, après la mort de Félix Faure. Son article, « Penser par soi-même », indiquait bien la ligne de conduite des rédacteurs du Journal du Peuple, à l'avant-garde du socialisme libertaire. On lui doit quantité d'ouvrages et des milliers de conférences. Citons, parmi les premiers : le Machinisme et ses conséquences (1891), la Douleur Universelle (1898), préface d'Emile Gautier, son meilleur livre d'après moi, qui n'a point vieilli, quoi qu'on en dise, Propos d'un solitaire (1900), Plébésiennes, Défendons-nous, le Problème de la repopulation, les Crimes de Dieu, Ce qu'il faut dire (journal), Mon communisme, Propos subversifs (dernièrement réunis en volume, dont j'ai écrit la Préface) et la monumentale Encyclopédie anarchiste, une mine de trésors à consulter si l'on veut connaître les différents aspects de l'anarchie.

Louise Michel, une ancienne institutrice, fille bâtarde d'un marquis, disciple des philosophes du XVIII^e siècle, avait trouvé sa voie en lisant les Paroles d'un croyant, de Lamennais, livre qu'elle avait découvert dans la bibliothèque de son père. Elle avait, disait Laurent Tailhade, « un masque d'Euménide éclairé

par les plus beaux yeux du monde ». André Gill avait fait d'elle une caricature qui en accentuait les traits et qui en révélait le caractère ardent et combattif. Sarcériaux les avait immortalisés dans une magnifique céramique. D'après Henri Rochefort, « elle était révolutionnaire dans l'âme », ce que lui-même n'était point, s'étant renié par la suite.

Celle que l'on appelait la Vierge Rouge fut une grande calomniée. Les gens de droite voyaient en elle une communarde dangereuse, incendiaire et altérée de sang, alors qu'elle était toute bonté et tout désintéressement. Elle luttait contre l'ignorance dans ses livres et dans ses conférences. Elle ne voulait que le bien de l'humanité et se privait de tout, même du nécessaire, pour en faire profiter les pauvres. Un jour qu'elle avait invité à déjeuner Sébastien Faure, celui-ci se trouva devant une table vide. La bonne Louise avait donné son dernier morceau de pain à un mendiant ! Ecrivain, elle était l'auteur de souvenirs, de voyages, de romans d'anticipations, de pamphlets, de pièces de théâtre et de poèmes qu'admirait Victor Hugo. Elle avait prédit l'avion, les sous-marins, les rayons X et l'utilisation des forces de la nature, non pour détruire le genre humain, mais pour l'affranchir de la superstition. A propos de ces anticipations, disons-le en passant pour ceux qui l'ignoraient, la presse n'en ayant jamais soufflé mot, le véritable auteur de *Vingt mille lieues sous les mers* n'est point Jules Verne, mais un « nègre », ou plutôt une « négresse », du nom de Louise Michel, qui en eut la première idée. Elle avait vendu à ce dernier, pour la modique somme de 100 francs, un jour qu'elle était dans une purée noire, un manuscrit de 200 pages, contenant la description du *Nautilus* et de ses accessoires. Elle ne profita point de cette aumône, elle en fit don aux pauvres ! Ce livre a fait la fortune de l'auteur et de l'éditeur, mais non la sienne. Rendons à la bonne Louise — qui n'était point César — ce qui lui appartient.

Cette fille de bonne famille passait pour une criminelle aux yeux des « femmes honnêtes ». Or, elle l'était moins qu'elles. La « pétroleuse » de 1870, qui ne semait point la haine dans les cœurs, mais des vérités sur son passage, devait bientôt faire place à l'an-archiste, convaincue plus que jamais du rôle qu'elle avait à jouer dans une société égoïste,

où la loi de la jungle était la loi suprême. A un reporter du *Matin*, qui lui demandait ce qu'elle pensait de l'attentat de Vaillant, elle avait répondu : « Je l'approuve entièrement », comme elle approuvait tous les autres attentats commis depuis Ravachol, provoqués par les laideurs d'une époque où l'on voyait la bourgeoisie capitaliste en commettre de plus grands contre la personne humaine. « Ils étaient justes et mérités », affirmait-elle. Si elle était devenue an-archiste, ce n'était qu'après avoir constaté que « la liberté ne pouvait s'accorder avec un pouvoir quelconque. L'anarchie seule, après la rude expérience de la Commune, fera le bonheur de l'humanité. Elle seule peut rendre l'homme conscient, puisqu'elle le fera libre... Elle sera la fin des horribles misères dans lesquelles a toujours gémi la race humaine. » Elle vécut et mourut dans cet espoir.

D'autres, après elle et Sébastien Faure, nouveaux venus à l'an-archie, développaient leurs théories en différents organes. Emile Armand (de son vrai nom Juin) fondait, en mai 1901, l'Ere Nouvelle, « organe d'entente libertaire, d'idéalisme pratique et de communisme appliqué », à laquelle succédèrent Hors du Troupeau, la Mêlée, les Réfractaires, Par delà la Mêlée, devenu plus tard l'En-Dehors, puis l'Unique, titres qui signifiaient que l'individu entendait se tenir à l'écart d'une société qui contrarie ses aspirations. Leur animateur s'inspirait de l'individualisme stirnérien. Il préconisait la souveraineté de « l'unique » comme principe fondamental de toute revendication d'ordre social. Il ne repoussait point de parti pris l'association, du moment qu'elle permettait à l'individu de vivre sa vie en harmonie avec lui-même. Tout contrat devait être librement consenti. La réciprocité était de rigueur entre camarades. La question sexuelle et l'amitié amoureuse allaient prendre par la suite une place importante dans le comportement de l'individu, problème dont les an-archistes de la vieille école s'étaient désintéressés. Il s'agissait, pour l'individu, de faire de sa vie une œuvre d'art autonome et personnelle, ce que j'avais désigné moi-même par le néologisme ARTISTOCRATIE

(ne pas lire aristocratie), dans l'Idéal Humain de l'Art, Essai d'Esthétique Libertaire (1896), néologisme qui plaisait à Laurent Tailhade, qui publia à son sujet un article dithyrambique dans l'OEuvre, mais que Romain Rolland qui détestait, m'écrivit-il, toutes les craties, n'aimait point, et auquel j'opposais la médiocratie, — ou troupeau des suiveurs et des suivis qui ne pensent point par eux-mêmes — néologisme qui avait plu à Charles Maurras qui s'en était emparé pour condamner dans L'Action Française l'esprit grégaire des masses.

Emile Armand attachait la plus grande importance à la critique et au libre examen, « l'œuvre anarchiste étant foncièrement éducative ». Il fit dans ce but, en 1904-1905, une série de conférences dans les Universités populaires, tout en collaborant au journal l'anarchie. Depuis, il a écopé des années de prison pour ses idées, mais à 84 ans il est toujours sur la brèche, dirigeant l'Unique et présidant des réunions mensuelles très suivies où sont discutés en toute indépendance les principes de l'individualisme an-archiste. Sa revue est vraiment Unique en son genre, non seulement au point de vue stirnérien, mais à tous les points de vue. Bien que n'étant jamais passé par les écoles, érudit et polyglotte (il parle couramment 12 langues), il tient ses lecteurs au courant de tout ce qui se passe dans les contrées les plus éloignées du globe. Sa revue est une source de documents précieux pour ceux qui s'intéressent à l'évolution des idées. Nombreux sont ses écrits, sur les sujets les plus divers, envisagés sous l'angle de l'individualisme uniciste. Citons-en quelques uns : Alors que la Bête régnait, Au gré des jours, Qu'est-ce qu'un anarchiste ? Est-ce cela que vous appelez vivre ? L'initiation individuelle anarchiste, Lettre ouverte aux travailleurs des champs, Ainsi chantait un en-dehors, En marge du vice et de la vertu, Les Loups dans la ville, Fleurs de Solitude et Points de repère, Profils de précurseurs, la Révolution sexuelle et la camaraderie amoureuse, Libertinage et prostitution, la Pluralité en amour, Amour libre et liberté sexuelle, Eugénisme raisonné et émancipation féminine, Grandes prostituées et fameux libertins.

Armand vient de publier une réédition revue et augmentée de l'Iniziazione individualista anarchica, dont le premier tirage fut saisi et mis au pilori par Mussolini, ouvrage qui comprend 550 pages in 8°.

Un autre jeune qui refusait de penser et d'agir en groupe, André Lorulot, collaborait en 1900 au Tocsin, au Balai Social et au Libertaire, avant d'entreprendre, à partir de 1904, une série de conférences qui se chiffrent par milliers, ayant pour principal objet de combattre le cléricanisme. Il parcourait, pour semer ses idées, la France en tous sens, dans une roulotte traînée par un vieux cheval de retour qu'il avait acheté pour 150 francs (on ne connaissait pas encore le camping, si développé de nos jours). Il publiait de temps en temps quelques menues brochures, valant de 5 à 10 centimes, en attendant de faire paraître toute une série d'ouvrages sur les questions les plus diverses, dont l'un des premiers, « Fusilleurs et Fusillés » fut consacré aux événements du Midi, un autre à Une Révolution est-elle possible, plus une controverse avec le syndicaliste Georges Yvetot, de la C.G.T., auteur du Manuel du Soldat (1), une autre avec Alfred Naquet, le père du divorce. Pour André Lorulot, une révolution sociale n'était possible que si les esprits y étaient préparés, et le syndicat, tel qu'il fonctionnait, ne pouvait pas grand chose pour une transformation sociale. Lorulot s'est attaché à résoudre les problèmes concernant la guerre, la patrie, l'Eglise, la révolution, le syndicalisme, la liberté sexuelle, la libre-pensée, dont il propage les principes avec une ardeur inlassable — de quoi remplir une bibliothèque —, ouvrages et brochures que complète l'Idée Libre, « revue essentiellement éclectique, hors chapelles et partis », ayant pour sous-titre « culture individuelle, rénovation sociale », qu'il fonda en 1911, imprimée par lui et sa compagne. (L'Idée Libre tient ses lecteurs au courant de toutes les idées nouvelles, du moment qu'elles servent le progrès à la fois matériel et spirituel). Parmi les œuvres d'André Lorulot, bornons-nous à citer Barbarie allemande et Barbarie universelle, Crime et Société, Histoire de ma vie et de mes idées, Histoire populaire du socialisme mondial, les Théories anarchistes, la Vérité sur le syndicalisme chrétien, Pourquoi je suis athée, l'Eglise et l'Amour

(1) Ils devaient se retrouver en 1908, à Clairvaux, au quartier politique, qui n'avait pas été encore remplacé dans les prisons de la République par celui du droit commun pour les anars.

l'Eglise et la Guerre, l'Eglise et les travailleurs, la Morale de Croquemitaine, Paroles d'un incroyant, la Véritable éducation sexuelle, etc., etc.

La presse an-archiste comprenait à cette époque une douzaine de publications qui visaient le même but par des chemins différents, les unes dans un langage populaire agressif, les autres sous une forme littéraire plus châtiée, appuyées par des organes satiriques, illustrés ou non, où l'humour se donnait libre cours.

L'En-Dehors, de Zo d'Axa (de son vrai nom Galland), qui fonda ensuite la Feuille, dont il était l'unique rédacteur, avait pour principaux collaborateurs Paul Adam, Georges Lecomte, Bernard Lazare, Tristan Bernard, Octave Mirbeau, Lucien Descaves, Paul-Napoléon Roinard, Georges Darien, René Ghil, Félix Fénéon, Sébastien Faure, Henri de Régnier. Zo d'Axa publiait le 3 mai 1898, dans la Feuille, une violente diatribe contre le candidat aux élections législatives et s'adressait aux électeurs pour les engager à ne plus déposer leur bulletin de vote dans une urne, tandis que Léandre et Steinlein représentaient ledit candidat avec des oreilles d'âne. Ce dernier s'époumonnait à développer son programme devant les gogos : « Une, deux ! Une, deux ! Peuple, aux urnes. Gauche, droite, c'est pour la République ! Donnez vos voix ! Votez pour moi ! » Le Candidat de la Feuille disait exactement ce que racontent aujourd'hui, après plus de soixante ans, nos candidats à l'assiette-au-beurre. Leurs boniments sont les mêmes, répandus à profusion sur les panneaux électoraux qui souillent les murs de nos cités.

Des articles de Zo d'Axa, publiés dans l'En-Dehors, Paul Adam, qui voyait en lui un « journaliste de valeur », disait qu'ils « offrent d'excellentes et justes diatribes contre l'iniquité du temps », et il en profitait pour décrire la psychologie de l'en-dehors, « l'homme que l'illogisme, que l'hypocrisie des institutions sociales étonnent et écartent. Il se sent tout autre que les gens d'ambiance. Il ne se flatte d'aucune de leurs joies, il ne souffre d'aucun de leurs chagrins. »

Depuis que ces lignes ont été écrites, l'en-dehors a suivi

la même ligne de conduite, s'efforçant de vivre autant que possible en marge du social.

Les Temps Nouveaux avaient pour rédacteur principal (les an-archistes répugnant à dire rédacteur en chef) Jean Grave, ouvrier typographe, qui avait su rassembler autour de lui une équipe de jeunes libertaires de toutes tendances. Aux Temps Nouveaux parurent toute une série de brochures consacrées aux différents aspects de l'an-archie, parmi lesquelles l'Idée révolutionnaire, la Loi et l'Autorité, la Révolution sera-t-elle collective, l'Esprit de Révolte, du prince Kropotkine, l'Individualisme, du docteur Pierrot, Une des formes de l'esprit politicien, de Jean Grave, l'Enfer militaire, d'André Girard, cent autres, dont l'une sur l'Anarchie bourgeoise, en 1892, de C. A. Laisant, auquel on doit d'avoir publié le Contr'un, de La Boétie, cet anar du XVI^e siècle, ami de Montaigne.

D'autres feuilles luttèrent pour l'émancipation humaine sous toutes ses formes, vivant de souscriptions et d'abonnements de soutien, parmi lesquelles les Hommes du Jour, d'Henri Fabre, le Journal du Peuple, de Sébastien Faure, l'Ennemi du Peuple et l'Escarmouche (illustrée par Toulouse-Lautrec), de Georges Darien, les Hommes d'aujourd'hui, l'Humanité nouvelle, le Père Peinard, la Révolte, la Misère, le Déchard, l'Aube Nouvelle, la Lutte, l'Anarchie, le Tocsin, le Balai Social, le Chambard, l'Ere Nouvelle, le Ça Ira, la Voix du Peuple, l'Homme Libre, le Canard Sauvage, le Témoin, le Diable, Fantasio, le Colonel Ramollot, le Colonel Ronchonot, le Rire, l'Assiette au Beurre, dont un numéro spécial, illustré par VVillette en 1905, portait le titre suggestif les Emmerdeurs (ce n'étaient point ceux que l'on pense). A ces journaux ont collaboré les meilleurs dessinateurs de l'époque, Willette, Steinlein, Abel Faivre, Iribe, Juan Gris, Roubille, Hermann Paul, Gus Bofa, Léandre, Jossot, Couturier, etc. Dans leurs dessins, le sabre, le goupillon et la balance faussée de dame Thémis sont généralement associés, comme ils le sont sur la couverture du livre de Paul Adam, le Triomphe des Médiocres, moins nombreux à cette époque qu'à la nôtre.

Les Entretiens Politiques et Littéraires, « tribune aux

paroles d'intelligence et de sincérité », disait son manifeste, était l'une des meilleures revues d'avant-garde du moment. « L'individu nous fut et nous sera toujours sacré », lisait-on dans l'Avertissement. La plus large place était faite à l'art et à la poésie dans ces Entretiens, où l'éclectisme dominait, ses collaborateurs, des jeunes pour la plupart, conservant leur indépendance au sein d'aspirations communes. On y lisait des articles signés Paul Adam, Camille Mauclair, Tristan Bernard, Saint-Pol Roux, Jules Bois, Jean Ajalbert, Charles Albert, Armand Charpentier, Romain Coolus, Gabriel Mourey, Henry Fèvre, Guy Vanor, Francis Viélé-Griffin, Pierre Quillard, Rémy de Gourmont, Stéphane Mallarmé, Georges Eeckhoud, Emile Verhaeren, Paul Valéry, Henry Bordeaux, Paul Claudel (ces deux-là s'en souviennent-ils ?), voisinant avec l'anarchiste Bakounine et l'économiste de Roberty. Henri de Régnier y malmenait l'Académie, dont il devait un jour faire partie. André Gide y publiait son *Traité du Narcisse*. On y lisait des pages de Stirner et des inédits de Jules Laforgue. Bernard Lazare examinait l'Antisémitisme et ses causes générales. Elisée Reclus s'était joint à eux pour combattre dans leurs rangs les iniquités sociales. « Salut à vous tous, les jeunes, notre espoir. Salut à vous, qui entrez dans l'armée des révoltés », écrivait-il dans une Lettre aux Compagnons des Entretiens, en juillet 1892. Il faisait dans cette lettre le procès des maîtres de l'heure et exhortait ses jeunes amis à ne compter que sur eux-mêmes pour réaliser la révolution sociale. « Déléguer son pouvoir, c'est le perdre, nommer des mandataires, c'est désigner autant de Judas. » Il préconisait la fondation d'un théâtre libre pour tous et maintes initiatives généreuses destinées à préparer la société future.

Elisée Reclus, qui avait écrit en 1896 un livre sur l'Évolution, la Révolution et l'Idéal Anarchique, était surtout connu comme géographe. *L'Homme et la Terre* est un monument qui n'a point vieilli. Son auteur fait autorité, lui l'ennemi de toute autorité, dans le monde savant. Modeste et d'une extrême bienveillance envers ses semblables, il mettait ses actes en accord avec ses idées. Plus encore que le géographe, il préférait que l'on considérât en lui l'anarchiste au sens étymologique du mot. Des hommes comme lui, combien y en a-t-il par siècle !

Les opinions anarchistes d'Elisée Reclus — qui n'était pas seulement un grand géographe, mais un grand écrivain, l'un des meilleurs de la fin du siècle dernier — l'avaient fait mettre en quarantaine par les officiels de l'Enseignement. Il n'eut point de chaire, ni à Bruxelles ni ailleurs, d'autant plus que Paul Reclus, son neveu, avait été soupçonné d'avoir comploté avec Vaillant contre les élus du suffrage universel. Ce fils de pasteur protestant préférait à la violence, fût-elle pratiquée dans un but humanitaire, la révolte de l'esprit contre tous les autoritarismes. Il n'avait que du mépris pour « la religion des morts », qui asservit l'individu aux dogmes de l'Eglise et retarde son émancipation. Il était anarchiste, disait-il, « par raisonnement, par caractère, mais encore plus par la bonté et par l'amour ». « Parce qu'il fut amour, a pu dire Han Ryner, il mérite tout notre amour », et « parce qu'il n'a cessé d'être lui-même toute notre admiration ». Un jour, à la gare de Sainte-Foy-la-Grande, détail que je tiens d'un habitant de cette localité, il s'était offert pour porter les bagages d'un voyageur, qui ne se doutait point que ce commissionnaire improvisé n'était autre que l'illustre Elisée Reclus, l'auteur de la Géographie Universelle.



Peu à peu l'idéal an-archiste faisait son chemin, en dépit des obstacles qu'il rencontrait. Les œuvres de Stirner, de Proudhon, de Tolstoï, d'Ibsen, de Bakounine, de Kropotkine, d'Elisée Reclus, de Nietzsche, dont Rémy de Gourmont disait que « sa philosophie avait des vertus respiratoires et la pureté de l'air des sommets », commençaient d'être répandues dans le public, avec celles de Jean-Marie Guyau, auteur de l'Esquisse d'une Morale sans obligation ni sanction, que Nietzsche avait lue en 1888 et qui mourut trop jeune, remarquable eshéticien exceptionnellement doué. L'an-archie avait suffisamment fait parler d'elle pour justifier le titre d'un volume de Paul Eltzbacher : l'Anarchie, paru en 1900.

Les lois scélérates n'allaient pas tarder à porter leurs mauvais fruits. C'est alors qu'eut lieu le fameux procès des Trente (qui n'étaient que 26 !). Sébastien Faure avait été

inculpé de « crime contre la paix publique », le 6 août 1894, trois jours après l'exécution de Caserio. Avec lui figuraient au petit bonheur, dans une prétendue « association de malfaiteurs », des libertaires de toutes tendances. Parmi les inculpés, il y avait Jean Grave, condamné en 1892 pour avoir publié la Société mourante et l'Anarchie. Dans ce livre, paru chez Stock (1), dans la Collection sociologique à couverture rouge, Mirbeau disait dans sa préface : « Ce livre est un chef-d'œuvre de logique. Il est plein de lumière. » Et il en profitait pour définir l'an-archie qui, disait-il, « est la reconquête de l'individu. C'est la liberté du développement de l'individu, dans un sens normal et harmonique, et l'utilisation spontanée de toutes les énergies humaines criminellement gaspillées par l'État. » Et dire que ce même Jean Grave allait faire chorus en 1914 en compagnie de Jouhaux (2) et de Monseigneur l'archevêque de Paris, avec la valetaille qui prêchait la « saignée purificative » des Baudrillart et autres Sertilanges, disciples de Joseph de Maîtres, qui la proclamait « d'essence divine » ! Devenu seigneur de Robinson et marié à une riche anglaise, ce n'était plus l'ouvrier typographe que nous avons connu lorsqu'il publiait les Temps Nouveaux au 4 de la rue Broca. Il eut beau se défendre par la suite d'avoir « évolué » il n'en avait pas moins trahi celle que Laurent Tailhade appelait dans sa Ballade Solness la « Sainte Anarchie, porteuse de flambeaux ».

Félix Fénéon, critique d'art et homme d'esprit, faisait partie, avec Matha, de la même « association ». Ce procès passionnait l'opinion publique, qui craignait qu'à la suite de nouvelles condamnations on n'assistât à une recrudescence d'at tentats. M^e Demange plaidait pour Félix Fénéon, qui n'avait pas besoin de défenseur, car il savait se défendre. Comme le juge lui reprochait sa collaboration à l'En-Dehors, il répondit qu'il « avait publié un article sur les ombres chinoises du Chat-Noir et un autre sur une exposition de tableaux. C'est tout ». Mallarmé et Ch. Henry, ce dernier professeur à la Sorbonne, témoignèrent en sa faveur. Sébastien Faure fut son

(1) Stock était l'éditeur attitré des an-archistes et de tous les esprits libres qui trouvaient dans sa maison un accueil sympathique.

(2) C'est sans doute pour cette raison que ce dernier obtint plus tard le prix Nobel... de la Paix.

propre avocat. Son plaidoyer était un éloquent réquisitoire contre la société bourgeoise. « Je suis, disait-il, celui qui dans la tempête aperçoit le phare et qui le montre. » Joignant le geste à la parole, il préconisait une descente dans la rue pour châtier les camelots du roi. Contrairement aux « camarades » qui avaient lancé des bombes terroristes, ils furent acquittés, sauf trois ou quatre inculpés de droit commun. La société bourgeoise respira... et continua !

Un autre « an-archiste de la Belle Epoque », comme le qualifie Alain Sergent dans l'ouvrage qu'il lui a consacré, et qui s'est suicidé à l'âge de 75 ans, le 28 août 1954, pour échapper à la décrépitude, bien qu'il fût encore valide, Alexandre Morin-Jacob, préférait s'attaquer au coffre-fort des bourgeois, plutôt qu'à leur carcasse. C'était beaucoup plus dangereux pour l'ordre social que de supprimer de vagues humanités. Il n'avait que 18 ans ! La cambriole succéda à la dynamite. C'était un aspect nouveau de l'an-archie. Jacob avait déclaré la guerre, à ses risques et périls, à la société capitaliste, en dépouillant les riches de leurs biens pour en faire profiter les pauvres. Ce genre d'illégalisme lui valut de récolter 26 ans de bagne, avec les fers aux pieds, aux îles du Salut.

Jacob commit, pour commencer, un certain nombre de vols, de 1897 à 1900, année où nous le trouvons en prison à Aix-en-Provence, d'où il s'évada. Il devait, par la suite, en commettre toute une série, apportant dans son travail une conscience scrupuleuse. C'était un spécialiste de la reprise individuelle, dont la maîtrise était remarquable. De même que Thomas de Quincey considérait comme un des beaux-arts l'assassinat, Jacob envisageait le cambriolage comme une œuvre d'art. C'est en artiste qu'il œuvrait. Idéaliste comme Ravachol et Vaillant, Jacob travaillait pour le bien de l'humanité. Il choisissait ses victimes. Il avait pitié des humbles, des petits, des déshérités de la fortune. Il visait beaucoup plus haut. Il n'en voulait qu'aux riches dépourvus de tout sentiment hu-

main, dont il était le « punisseur ». Il ne s'attaquait pas aux intellectuels, dont il reconnaissait l'utilité (il avait épargné Pierre Loti et bien d'autres). C'est surtout aux magistrats et aux curés qu'il s'en prenait. Jacob donnait du fil à retordre à ses geôliers ainsi qu'à ses juges. N'avait-il pas, peu de temps avant sa mort, adressé une lettre à certain procureur de la République, pour lui réclamer une somme de 70 francs qui lui était due, lettre dans laquelle il se moquait de la justice et condamnait ses méthodes. Il avait signé sa lettre en faisant suivre son nom d'une épithète que toute son existence justifiait : cambrioleur en retraite. (1) On peut penser ce que l'on voudra du cambriolage comme moyen de combattre la société capitaliste, mais l'on conviendra qu'il fallait une certaine dose de courage pour risquer sa vie dans une telle entreprise. Alexandre Jacob est l'une des plus nobles figures de l'an-archie, aussi courageux que désintéressé, qui souffrit pour ses idées qu'il mettait en pratique.

●

Un autre écrivain de grande allure de la Belle Epoque, dont le nom, et pour cause, ne figure dans aucun manuel de littérature, Georges Darien, que l'on peut rapprocher des anars, bien qu'il en différât par certains côtés, venait de publier, en 1897, un roman anticapitaliste *Le Voleur* (2), qui complétait cet autre roman : *Biribi, armée d'Afrique* (1890), œuvre antimilitariste où l'auteur traitait de « forgers de glaives » les ouvriers qui travaillaient dans les usines de guerre. « Les beaux livres de Georges Darien, *le Voleur* et *Biribi*, qui renseignaient sur les âmes dites criminelles » (Paul Adam), n'avaient pas eu les honneurs de la « grande presse » (ni le *Gaulois* ni le *Figaro* n'en parlèrent). Pas plus qu'ils ne parlèrent de la Belle France, écrit à Londres en 1900, et paru

(1) Cette lettre, adressée à Valentin-Berthier, a été reproduite dans *l'Unique* en novembre 1954.

(2) Auquel les bouquinistes, toujours bien inspirés, ont décerné un prix, tirant de l'oubli le nom de ce grand pamphlétaire, méconnu et mort dans la misère, en 1921.

chez P. V. Stock en 1901, livre fourmillant d'idées anti-conformistes, où Georges Darien disait de la Patrie : « C'est la somme des privilèges dont jouissent les richards d'un pays. Les heureux qui monopolisent la fortune ont le monopole de la patrie. » Définition dont l'exactitude se vérifie au centuple cinquante ans après.

A propos de cet ouvrage, l'éditeur l'avait mis en garde contre la conspiration du silence qui allait l'accueillir : « Ni les nationalistes ni les socialistes n'ont intérêt à parler de votre volume. » Georges Darien s'attendait, il le disait lui-même, « à un enterrement religieux et civil de première classe. Je ne dis point « Vive la France de demain », je persiste à crier seulement : A bas la France d'aujourd'hui. Je suis un sans-patrie. »

Georges Darien, de son vrai nom Adrien, n'est plus aujourd'hui pour personne un illustre inconnu. C'est presque un auteur à la mode. Il a eu les honneurs de la petite et de la grande presse. Des critiques l'ont découvert, qui ignoraient l'homme et son œuvre, alors que depuis longtemps le nom de Georges Darien était familier à certains d'entre nous. Nous l'avions rencontré en différentes réunions, dont l'une assez houleuse, où il avait exposé son programme, en 1912, s'étant présenté aux élections municipales et législatives comme candidat « individualiste républicain » !

L'auteur de Biribi, que son indiscipline avait conduit à faire un stage dans une compagnie de discipline de l'Afrique du Nord, ne faisait qu'ajouter avec cet ouvrage un document de plus concernant les beautés du militarisme, déjà exposées par Lucien Descaves en 1886 dans *Sous-Offs*, par Péladan dans *Curieuse*, dont la publication dans un journal fut censurée, et par Abel Hermant dans le *Cavalier Miserey*.

Dans le *Voleur* (titre que lui avait volé Bernstein pour le donner à l'une de ses pièces), Darien se livrait à une exécution en règle d'un monde qu'il connaissait bien pour l'avoir vu de près. C'était une autobiographie à peine déguisée. Il y a là toute une collection d'individus plus ou moins recommandables, pris dans toutes les classes de la société. Confiant le soin de nous les présenter au principal personnage de son livre, Georges Randal, cet autre Georges, fidèle interprète du

premier, devient par la force des choses maître-cambrioleur, mais tandis que Jacob opérait pour le compte des autres, Randal entend opérer pour le sien. Ce « réfractaire économique », s'il n'use point de la violence dans sa « reprise individuelle », n'en use pas moins de tous les moyens en son pouvoir pour s'en tirer sans trop de dommage. Il ne ménage pas plus ses amis que ses ennemis. An-archistes et socialistes ne sont pas plus épargnés par lui que les bourgeois.

Darien a écrit bien d'autres ouvrages sur les mœurs et les institutions de son temps : Bas les Cœurs, roman (1870-1871), les Parisiens, Sous l'Épaulette, les Chapons, pièce en un acte, en collaboration avec Lucien Descaves, représentée au Théâtre Libre, l'Ami de l'Ordre, 1 acte, au Grand-Guignol, etc, tous de la même veine. Saluons son nom en passant.

Il n'y a pas toujours eu des « anars » de cette trempe. Il y a eu parmi eux des renégats. Tel fut le cas d'Adolphe Retté, un des meilleurs poètes de l'époque 1900, auteur des *Réflexions sur l'Anarchie* et des *Promenades subversives* (1896). Le succès obtenu par le premier de ces ouvrages, traduit en tchèque et en anglais, l'incita à en publier une nouvelle édition remaniée, en mai 1896. Il déclarait dans la note qui y était jointe : « Le devoir est de se manifester tout entier selon soi-même. » Il voulait être « un de ces malfaiteurs qui conçoivent un idéal de beauté par delà les laideurs du temps présent, et dire crânement ce qui existe (souligné) sans souci de ménagements à l'égard des opinions domestiquées. Cela vaut aux esprits libres l'animosité des Officiels, des Satisfaits et des Empiriques ». Et il ajoutait : « Nous vivons à une époque de désagrégation universelle : partout l'homme commence à secouer la vermine des dogmes et des lois qui le dévorent... L'édifice malpropre dans lequel nous sommes incarcérés s'effrite et se lézarde. Concourir à sa démolition, ouvrir des jours vers le grand soleil futur, dût-on en souffrir, dût-on en mourir, telle est la préoccupation qu'il sied d'avoir. Voici encore un coup de pioche. »

Ce coup de pioche ne devait pas tarder à changer de

mains et à consolider l'état de choses qu'il avait d'abord ébranlé. Dix ans à peine s'étaient écoulés que l'an-archiste Adolphe Retté était devenu un de ces bourgeois qu'il combattait la veille. A la révolte avaient succédé le renoncement et la résignation, vertus très chrétiennes.

Ouvrons les Réflexions sur l'anarchie. Nous y trouvons des propos de cette sorte : « L'anarchiste dit : la seule autorité que je réclame est de moi-même sur moi-même, le seul devoir que je connaisse : ne pas faire à autrui ce que je ne voudrais pas qu'on me fit à moi-même... En Anarchie, la loi serait abolie... Tout est à tous. Que chacun produise selon ses forces et jouisse selon ses besoins... L'Anarchie établit sa solidarité, à cette fin elle démontre qu'il sied que chacun se développe sans nuire au développement d'autrui. L'Anarchie établit l'Harmonie... Nous avons avec nous la Justice et la Vérité. Nous vaincrons. »

Cueillons quelques vérités premières dans les Promenades subversives : « Ce que les bourgeois appellent la morale, c'est le droit à l'hypocrisie », et celles-ci, qui s'appliquent à merveille au temps présent : « Où en est une race quand elle se glorifie de posséder des engins de destruction de plus en plus perfectionnés ? Les Anarchistes disent : « Tas d'insensés, quand cesserez-vous de vous massacrer les uns les autres ? ...Il y a d'honnêtes citoyens, bons pères et bons époux, qui trouvent tout naturel qu'on apprenne à leurs enfants l'art d'assassiner autrui. Quand ils voient piétiner autour de la loque tricolore quelques bestiaux à massacre, leur poitrine se gonfle d'une « noble émotion patriotique », et les Coppée sentent « se hérissier le bonnet à poil qu'ils ont dans le cœur ». « Les Anarchistes disent : « Tas de sauvages, combien de temps encore vous laisserez-vous leurrer avec des morceaux d'étoffe bariolés ? » Sur le militarisme : « le militarisme sert à former des individus brutaux, féroces, lubriques, ivrognes, ignorants et paresseux ». D'après Retté : « Rien désormais ne peut empêcher la révolution sociale d'éclater. Aveugle qui ne la voit pas venir. Une des causes les plus déterminantes de la révolution sera le machinisme... » En conclusion : « Crois

en toi-même. Prends selon tes besoins, donne selon tes forces. Tous pour un, un pour tous. » C'était un beau programme !

Adolphe Retté est l'auteur de Cloches dans la nuit (1887), Thulé des Brumes (1891), Une belle dame passa (1892), Rapports sexuels, Paradoxes sur l'amour (1893), Ballades dans Paris, Au Moulin de la Galette, Au Jardin du Luxembourg (1894), Similitudes, l'Archipel en fleurs (1895), la Forêt bruisante (1896), beau volume de poèmes consacré à la forêt de Fontainebleau, où il était venu habiter en 1900, après avoir quitté Montrouge, Aspects, Campagne Première (1897), Fontainebleau (1902), les Mémoires de Diogène, le Symbolisme, Anecdotes et Souvenirs (1903).

Dix ans plus tard, disions-nous, le coup de pioche n'était plus donné dans la même direction. Le Retté deuxième manière se reniait royalement, prenant le contrepied de tout ce qu'il avait écrit jusque-là. Désormais, plus d'idéal de beauté, plus de révolte contre les « choses sociales et fausses », dont parlait Vigny, plus question d'être soi-même et de le rester, fût-ce au prix d'en mourir, plus rien de ce qui est pour un homme libre la raison même de vivre. Le ton change, les mots n'ont plus le même sens. On ne reconnaît plus l'Adolphe Retté dont les lettres m'avaient révélé un tout autre caractère.

Celui qui, dans ses Réflexions sur l'anarchie, proclamait que : « l'Anarchie combat toutes institutions, toutes lois, toutes religions qui entraveraient l'intégral épanouissement de l'individu » se soumettait désormais à ces institutions, ces lois et ces religions. « Sa vérité » n'était plus la même, c'était celle du troupeau, qui obéit à des mots d'ordre et se courbe docilement sous le joug de l'autorité. Il renonce à penser par soi-même, et se réfugie dans le giron de Notre-Sainte-Mère l'Eglise, « touché par la grâce », affirme-t-il, à l'âge de 42 ans, un « vendredi saint de l'an 1907, un jour qu'il avait écouté ses camarades anars développer leur programme au cours d'une réunion publique. C'avait été le coup de foudre, il était devenu un autre homme !

On lisait, le lendemain, en manchette, en gros caractères,

à la une, sur des feuilles bien pensantes : « Conversion d'Adolphe Retté », nom qui ne disait pas grand chose au populo, qui ignorait ses œuvres. Du coup, l'ancien an-ar était lancé, il avait trouvé sa voie, guidé par la divine Providence. Vanier, son éditeur, allait éviter la faillite et faire repeindre la devanture de sa boutique. C'était une affaire !

Expliquant son cas dans son livre *Conversion*, il nous dit que « la notion que Dieu existe surgit spontanément dans sa conscience. Il acquiert le sentiment de la présence divine en lui, il a horreur du péché, il fait pénitence. C'est un miracle fait par Dieu dans sa bonté infinie. » « Le bon Dieu », déclare-t-il, l'a « investi » (sic), d'une mission sacrée. » Il est venu au monde pour chanter sa gloire et célébrer ses bienfaits. Pas moinsse !

Les Mémoires de Diogène, parus chez Fasquelle en 1903, ne faisaient guère prévoir la conversion de ce cynique. Il n'y était question que d'amourettes et de polissonneries. L'auteur y exprimait, disait-il, « sa pensée toute nue » sans se soucier des moralistes, racontant ses bonnes fortunes, allant même jusqu'à dire qu'il se plaisait à « accoupler de gentilles putains à des sentimentaux embarrassés de trop d'écus ». Diogène « goûte la vie » et ne cherche nullement à prier la Sainte Vierge pour qu'elle lui en ôte le goût.

Le cas d'Adolphe Retté est unique dans les annales de l'an-archie. Il sort de l'ordinaire. Un tel revirement est à peine croyable. Gâtisme ? Alcoolisme ? (car il ne se privait point de boire !), démence ou combine ? On ne sait. On donne à des individus de cette espèce, dont les convictions sont peu solides, le nom de « girouettes » (que d'aucuns méritèrent au cours de la drôle de guerre).

Il y a une telle différence entre ce qu'il a écrit et ce qu'il écrit désormais que l'on a peine à prendre une telle conversion au sérieux. On se demande, en parcourant ses dernières œuvres, s'il ne se moque point de ses lecteurs, s'il pense vraiment ce qu'il écrit, tant il leur parle avec onction du « bon Dieu », de la Vierge, des saints et de la pénitence qu'il mérite pour avoir été un « an-ar ». Encore s'il émettait des idées, s'il faisait œuvre d'écrivain, mais cela est écrit en un style neutre et incolore (sans doute est-ce pour s'humilier qu'il

écrit aussi platement? C'est creux, c'est à peine lisible, ça manque de souffle!)

Dans ses nouveaux écrits, dictés par la Sainte Vierge, Retté se gardait bien de mentionner sur la liste des « ouvrages du même auteur » ses Promenades subversives et ses Réflexions sur l'Anarchie. Ça se comprend! Dans le premier en date, Du Diable à Dieu (1907), « le blasphémateur d'hier est maintenant en adoration devant son crucifix et prie la Vierge avec la candeur d'un enfant », écrit dans sa préface François Coppé, autre converti, auteur de la Bonne souffrance, qui devait mourir en odeur de sainteté chez les bons Pères de la rue Oudinot. « Echappé de l'anarchie, où pouvais-je porter mes pas? », se demandait notre pécheur. Il « n'avait trouvé d'échappatoire que dans le giron de notre Sainte Mère l'Eglise ». Désormais le pôvre va prier « la bonne Vierge » et demander à ses lecteurs de « prier pour lui ». Alors va commencer ce qu'il appelle son « voyage vers la vérité ».

Et comment traite-t-il, depuis qu'il a été touché par la grâce, ses anciens copains? Ce sont « des hommes dépourvus de moelle épinière, d'estomac et d'organes reproducteurs », ce qui n'était guère flatteur pour Ravachol et pour Vaillant. Dans ce fameux bouquin, il dit encore : « Les adhérents de l'anarchie se recrutent parmi toutes les classes de la société. On trouve parmi eux des snobs, des jeunes gens riches, des ratés, des malchanceux, des brutes sanguinaires, des illuminés » etc. Il traite de renégat et de défroqué Sébastien Faure, il convient cependant qu'Elysée Reclus (avec un Y grec) et Kropotkine sont des « esprits probes et sincères dans leur aberration. Il prie pour eux. » Grand bien leur fasse!

Dans le Règne de la Bête qui parut l'année suivante, il brode un mauvais roman policier à l'occasion d'une bombe lancée en 1894 dans l'Eglise de la Madeleine. Il avait dédié cet ouvrage à Edouard Drumond, « prophète en son pays », « voulant montrer dit-il, par un exemple terrible, ce que donne l'éducation athée dont on frelate l'intelligence des jeunes français », et il en voit le remède dans « la restauration de la Sainte-Eglise Catholique en dehors de laquelle il n'existe ni lumière ni vérité, ni consolation, ni salut ».

Toute une série d'ouvrages suivirent, du même vide de

pensée et du même style incolore. Dans l'un il s'attaque à André Gide, qu'il traite de « malfaiteur », dans l'autre il égratigne Léon Bloy, ergotant sur « le bien et le mal qu'il faut penser de lui ». Ailleurs, dans *Quand l'esprit souffle il s'extasie sur la conversion de Huysmans, de Paul Claudel et de Verlaine*. Dans *la Maison en ordre*, il raconte comment un révolutionnaire est devenu royaliste (encore un miracle !) Il s'en prend à Zola, qu'il noircit tant et plus, à cause du rôle qu'il a joué dans l'affaire Dreyfus. Dans *Journal d'un pèlerinage à pied* il nous conte son séjour à Lourdes, où il fut brancardier. Une vingtaine de volumes encore, traitant des mêmes sujets, s'échappent de la plume de « l'investi », qui essaie de convertir les autres après s'être converti lui-même ! Citons, parmi eux, *Une privilégiée de la Vierge, la Perle du Sacré-Cœur, Lettres à un indifférent, Au pays des Lys noirs, le Soleil intérieur, le Rubis du Calice, Oraisons du silence, le Voyageur étonné, la Basse-Cour d'Apollon, En attendant la fin, Jusqu'à la fin du monde*.

Qui lit aujourd'hui ces pauvretés ? Un public de vieilles dévotes, qui fréquentent les boutiques de « bondieuseries » de la rue Saint-Sulpice et lisent la « Bonne Presse ». Retté a les lecteurs qu'il mérite. Un jour viendra sans doute où notre Sainte-Mère l'Eglise canonisera l'auteur du *Diable à Dieu*. En attendant, Adolphe, priez pour nous, intercédez auprès de la Vierge Marie pour qu'elle nous convertisse comme elle l'a fait pour vous. Ainsi soit-il !

Marius Boisson affirme sans rire, dans l'ouvrage qu'il lui a consacré qu' « il se trouvât bien de la vie militaire, dont il devait conserver un excellent et vif souvenir, une fois calmée sa crise d'anarchisme ». Quant à sa crise de christianisme, on se demande, en fin de compte, si ce pauvre Adolphe Retté n'est pas plus à plaindre qu'à blâmer, quand on l'entend s'écrier, nous dit son biographe, « mon Dieu, que votre volonté soit faite, jusqu'à la dernière minute... Je suis le vieux chien de Jésus... A bas Retté ! Vive Jésus ! » Cet illuminé, par la grâce divine, méritait bien que l'on opposât n° 3, rue de Lorraine, où il rendit le dernier soupir, le 8 décembre 1930, une plaque commémorative portant ces mots : « Adolphe Retté, poète, écrivain catholique (1863-1930). »

III

Après les attentats an-archistes, survint l'affaire Nuger, qui contribua à accroître le malaise général. — Le défilé des rois fainéants de la Troisième République. — Comment l'autorité suscite et brime la révolte. — Un bourgeois pense-petit : Casimir-Périer. — Un parvenu marchand de cuir : Félicque Faure. Sa vraie vie et sa vraie mort. On le trouva en son Palais de l'Elysée, râlant entre les bras de sa favorite, la femme du peintre Seinheil, à la suite d'une fantaisie érotique à laquelle elle s'était livrée sur une partie de sa personne, d'où l'épithète de « pompes funèbres », dont elle fut gratifiée. — Efforts de la presse bien pensante pour masquer la vérité. Ce qu'en pensaient Drumont et Cie et ce qu'en pensaient les autres. — Grands de la terre morts dans les mêmes conditions : l'archevêque de Paris François de Harlay et le régent de France. Comme quoi les représentants de la morale sont les premiers à la violer, tout en recommandant à leurs sujets : « Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais. »

Les temps héroïques de l'an-archie terminés, l'anarchie d'en haut continuait de faire des siennes. Une autre histoire était venue sur ces entrefaites s'ajouter aux précédentes, l'affaire Nuger. Le sénateur Bérenger—une vieille connaissance—surnommé le Père-La-Pudeur, ayant engagé des poursuites, au nom de la morale outragée, en juillet 1893, contre le Bal des Quat'z'Arts, une bagarre s'ensuivit au Quartier Latin, au cours de laquelle fut tué l'étudiant Antoine Nuger. Encore une malheureuse histoire de ces temps heureux ! (1)

Après la mort de Sadi Carnot, qui avait succédé à Grévy, Casimir-Périer avait pris en mains les rênes du pouvoir, le 27 juin 1894, et démissionné l'année d'après, l'affaire Dreyfus à ses débuts, dont nous parlons plus loin, l'ayant empêché de dormir. Casimir représentant d'une banque et usurier par-dessus le marché, n'avait qu'à retourner à ses chères études. C'est ce qu'il fit.

(1) A la suite de laquelle le préfet de police Lozé dut donner sa démission.

Puis ce fut le tour de Félix Faure de remplacer Casimir, en l'an 1895 de notre ère. Nous nous approchons de l'époque 1900, mais dans cet intervalle de cinq années, que d'événements se sont produits, principalement en 1898-1899, où les laideurs de la Belle Epoque se sont accumulées.

Urbain Gohier (Degoulet Goyer dit), qui fut l'un des plus redoutables et redoutés redresseurs de torts de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e, disait leur fait en 1897 à Trois fantoches : Hanotaux, Méline, et celui qu'il désignait par les initiales F. F., l'auguste personne, qui aime l'armée, qui aime le clergé et qui aime l'argent (il oubliait de dire qu'il aimait aussi les femmes !). « Jamais chef d'Etat, disait-il de Félix Faure, ne s'est si publiquement lavé, soient que les peaux de son premier établissement aient contaminé la sienne, ou qu'il croie toujours voir sur ses mains le sang des sept mille morts de Madagascar... Dans ce pays où la multitude des travailleurs naïfs et timides a toujours courbé le front devant une poignée de cabotins et de laquais. F. F. a fait la triomphante concentration de la valetaille. » On ne pouvait mieux dire !

Félicque Faure (comme disait ma concierge), riche tanneur choisi par les élus du Suffrage Universel pour présider aux destinées de la France éternelle, allait prendre son rôle au sérieux. Epais, de forte corpulence et représentant bien, avec un cou de taureau et un ventre de dinosaure. il avait tout ce qu'il faut, y compris le bagoût, pour faire un chef d'Etat. Il était très populaire et convenait parfaitement au genre de citoyens dont il était l'idole. Paul Paillette, en ses Tablettes d'un lézard, nous a conté combien le français moyen était heureux de la venue de ce nouveau messie : « C'est pas d'la bèche, on s'sent heureux, le bœuf gras est rétabli en France ». C'était mieux assurément, que la poule au pot du Béarnais. Ce roi des parvenus, orgueilleux comme un paon, de marchand de cuir qu'il était (en plus des «cuirs» qu'il proférait), devenu le premier magistrat de la République, se prenait pour Louis XIV en personne (un Louis XIV au petit pied !). Aimant les sports, la chasse de préférence, pas seulement celle qu'il faisait aux oisillons de la forêt de Rambouillet, mais au gibier féminin, bien plus intéressant,

il usait et abusait un peu trop des plaisirs vénériens, surtout pour un monsieur frisant la soixantaine, alors qu'il eût fallu modérer ses transports. Son règne devait durer quatre ans, terminé d'une drôle de façon.

Le 16 février 1899, ledit Félisque, après une brève conversation, dans les salons de l'Elysée, avec monseigneur Richard, archevêque de Paris, et sa majesté le prince de Monaco, leur faussa compagnie pour aller rejoindre dans la pièce à côté sa favorite attitrée (quel roi n'a point la sienne !) experte en caresses précises, la femme du peintre Steinheil, un de ces maris complaisants dont l'espèce n'est pas éteinte. Quoique d'une robuste santé, mais d'un tempérament sanguin, ne ménageant point ses forces, il succomba en pleine opération. ainsi que purent le constater les docteurs Lannelongue, Potain, Bergeron, Charlot et Humbert, terrassé par une hémorragie cérébrale foudroyante. Des cris furent poussés, qui alertèrent le personnel de la maison. A 7 heures, on dirait aujourd'hui 19 heures avec l'heure Honnorat, le premier magistrat de la République rendait l'âme, après avoir rendu autre chose. Le Gall, secrétaire de la présidence ne put que constater la catastrophe.

Une belle mort en somme,—honne soit qui mal en pense—qui n'avait rien de déshonorant. Ajoutons que la dame était jeune et jolie et qu'elle valait le coup, ce qui ne gâtait rien. Déjà d'illustres personnages avaient succombé dans les mêmes conditions, parmi lesquels François de Harlay de Champvallon, archevêque de Paris, encore un qui donnait le bon exemple, dont Saint-Simon, ce Proust du XVIII^e siècle, admirablement renseigné sur ce qui se passait autour de lui à la cour de France, parle dans ses Mémoires. François de Harlay de Champvallon, archevêque de Paris, abusait, comme Félisque, des plaisirs vénériens. Sa liaison avec « sa bonne amie » la duchesse de Lesdiguières, était connue de tous. Elle le voyait tous les jours dans sa propriété de Conflans, où elle ne couchait point, pour sauver les apparences. Ils se promenaient dans le jardin ombreux qui abritait leurs amours, « tous les après-dînées et toujours tous deux tout seuls », rappelle Saint-Simon, tandis que les jardiniers, qui les suivaient à distance, effaçaient avec leurs râteaux

la trace de leurs pas. Le 6 août 1695, le maître d'hôtel du prélat « le trouva dans son cabinet, assis sur un canapé et renversé. Il était mort. On était allé chercher du secours, mais il arriva trop tard pour faire revenir le prélat de son apoplexie ». Madame de Lesdiguières était présente à ce spectacle et « médiocrement affligée », d'après les uns, tandis que les autres prétendaient qu'il était seul. Qui croire? « Il mourut assez subitement, disait la Gazette d'Amsterdam. « Il lui prit une faiblesse en se promenant. On le trouva sans connaissance, étendu sur un lit de repos. » Le célèbre jésuite Pierre Gaillard, que ses ennemis appelaient le demi-jésuite, fut chargé de prononcer son oraison funèbre à Notre-Dame, mais, comme l'écrit Saint-Simon, « la matière était plus que délicate, et la fin terrible. Le célèbre jésuite prit son parti : il loua ce qui méritait de l'être, puis coupa court sur la morale. Il fit un chef-d'œuvre d'éloquence et de pitié ». Ce chef-d'œuvre d'éloquence était fort habile et ménageait les susceptibilités. Quant à la « bonne amie », elle fit don à Notre-Dame de six mille livres pour la célébration d'un service solennel tous les ans (car le prélat expiait en purgatoire ses fredaines). Désormais les jardiniers n'eurent plus à effacer avec leurs râteliers la trace de leurs pas.

Le Mercure galant du mois d'août 1695 se contentait de dire que Harlay de Champvallon, « l'un des 40 de l'Académie française », était mort « subitement le samedi 6 août, ayant été six heures à l'agonie ». Il ne soufflait mot des amours du défunt, en quoi il se montrait peu galant, préférant insister sur les détails de la cérémonie religieuse qui avait suivi le drame. On était venu en foule, on avait dit des messes, on l'avait embaumé et revêtu de ses plus beaux habits sacerdotaux. Quant à la cause de sa mort, aucune allusion. On gardait de Conrart le silence prudent ! On passait l'éponge !

La mort d'un autre éminent personnage, un de ces grands de la terre qui incarnent les bonnes mœurs, et qui n'en ont que de mauvaises, le régent Philippe d'Orléans, n'était point sans présenter certaine analogie avec celle de Félisque, ainsi que le rappelle à mots couverts le duc de Saint-Simon dans ses Mémoires sans pitié.

« Il était en tête-à-tête avec Mme de Falari, aventurière fort jolie et l'une de ses maîtresses... Il causa près d'une demi-

heure avec elle... Comme elle était toute proche, assis près d'elle chacun dans un fauteuil, il se laissa tomber de côté sur elle, et oncques depuis n'eut pas le moindre rayon de connaissance... La Falari, effrayée au point qu'on peut imaginer, cria au secours de toutes ses forces et redoubla ses cris... Elle amena du monde, mais point de secours... La Providence avait arrangé ce funeste événement à l'heure où chacun était d'ordinaire allé à ses affaires ! Enfin, les gens de métier arrivèrent. On l'étendit sur le parquet, on l'y saigna. En moins de deux heures tout fut fini... » Puis on fit le silence sur cette fin tragique, en louant le saint homme pour ses vertus. S'il y avait eu en ce moment en France une presse libre, on en eût entendu de belles !

Félicque ne pouvait que s'enorgueillir du haut du ciel d'un tel voisinage. Les trois compères devaient bien rire en pensant à ces choses terrestres, «humaines, trop humaines», comme disait Nietzsche, qui attestaient combien l'homme est faillible sous des apparences d'honnêteté et de vertu.

La façon dont avait quitté ce monde le premier magistrat de la République se répandit aussitôt dans Paris avec la vitesse de l'éclair. On en fit des gorges chaudes, car tout finit par se savoir. « Le Président se meurt, le Président est mort ! », lisait-on dans les gazettes, ce qui rappelait le début de l'oraison funèbre d'Henriette d'Angleterre, prononcée par Bossuet. Les camelots, qui vendaient les journaux dans les rues, criaient à tue-tête : «Mort du président de la République, détails complets», mais ces détails ne l'étaient point. Il fallait à tout prix dissimuler au populo la vraie cause de la mort de son cher Félicque. La version officielle, destinée à masquer la vérité était tout autre, aussi embarrassée qu'embarrassante. On avait essayé de minimiser l'incident (ou l'accident). Il y avait eu une mise en scène dans le local où il était mort. On l'avait étendu sur un matelas, avant de prévenir son épouse. Il ne serait pas mort à l'Élysée mais dans une maison amie, affirmait-on, pour sauver les apparences. On lui prêtait toutes sortes de propos concernant la famille, qu'il aurait prononcés avant de mourir. Un prêtre avait été mandé en toute hâte qui lui avait administré le sacrement de la pénitence ! une pénitence plutôt douce ! bien qu'il fût en état de péché mortel. On parlait d'une syncope. Le Gall

déclarait que son patron « se sentait les jambes molles » (ça se comprend). Rien de tout cela n'était vrai. Les feuilles bien pensantes plaidaient l'innocence de celui qu'elles s'efforçaient de faire passer pour un petit saint. N'allèrent-elles pas jusqu'à dire : « Ils l'ont assassiné » (ils, c'étaient les dreyfusards). Maurras y allait un peu fort, parlant « des assassins de Félix Faure » ! en exigeant pour eux le poteau d'exécution ! le même Maurras dira plus tard en ses Mémoires : « Félix Faure est mort de la plus étrange des morts subites ». Etrange si l'on veut, en tout cas une mort qui n'avait rien de conformiste ! On ne voulait pas qu'il soit dit que l'honorable magistrat était passé de vie à trépas, à la suite d'une hémorragie cérébrale, occasionnée par les fantaisies auxquelles s'était livrée sur une partie de sa personne la femme Steinheil. (Entre nous, Félicie aurait pu choisir, pour ce genre d'opération, un lieu moins austère que le Palais de l'Elysée. Ce n'était pas un hôtel de passe !) La Volonté, journal réactionnaire, pleurait surtout en Félicie l'artisan de l'alliance franco-russe (un beau cadeau qui devait coûter cher aux Français). Il vantait, par la plume de Marcel Luguët, les vertus du défunt, « frappé en pleine vie (sic), et dont « la carrière avait été subitement tranchée (resic) ». « C'est vraiment, disait ce journal, la mort d'un président de la République » (reresic). Et comment ! Tombé en plein travail, dans l'exercice de ses fonctions, en son palais Elyséen. On lui prêtait toutes sortes de propos édifiants : « Je pardonne à ceux qui m'ont offensé », ou encore : « Je suis perdu ». La même feuille enregistrait les papotages des commères exhalant leur douleur sur le pas des portes, ce qui prouvait à quel point les peuple français vénérât son totem : « C'est-y vrai qu'il est mort ? C'était un si brave homme ! Des gens comme ça, ça ne devrait jamais mourir ? S'est-il vu mourir ? N'a-t-il pas souffert, au moins ? », etc., etc. Et voilà comment on écrit l'histoire !

Drumont, ne pouvant nier le fait, usait d'un euphémisme, comparant « la main gracieuse qui lui avait provoqué on ne sait quelle délectation » au geste de Caserio. Il parlait « d'un poignard emmanché d'un bouquet » (drôle de poignard et drôle de bouquet), ajoutant, pour qu'il n'y ait point de confusion, que la victime « avait les mains crispées dans la chevelure de l'assassin ». Ce qui était assez explicite. Les mau-

vaises langues, plus mauvaises que celle de la dame, l'avaient baptisée Caseria. Elles ajoutaient, avec un petit air entendu : « Il a péri par la q...e » ou, plus élégamment, se souvenant du vers de Victor Hugo parlant d'une jeune Espagnole, « elle aimait trop le bal, c'est qui l'a tuée », les mêmes langues précisaient : « Il aimait trop la femme, c'est ce qui l'a perdu. »

Drumont-la-lèche, aussi rampant devant les forts qu'il était arrogant devant les faibles, allait plus loin, se félicitant — tenez-vous bien ! — de ce que « la fortune, qui avait toujours souri à Félisque, lui avait encore souri à l'article de la mort, sans qu'il ait vu venir celle-ci. Il a été heureux jusqu'au dernier moment, ajoutait-il. Le destin est entré en scène pour adoucir sa peine et le conduire au paradis ». (Il venait d'en sortir pour y rentrer définitivement. Après toutes ses bonnes fortunes, que pouvait espérer de plus le 1^{er} tanneur de France !)

Joseph Reinach, en son tome IV de l'Histoire de l'Affaire Dreyfus, conté la chose à mots couverts, sans trop insister, laissant deviner le reste. Pour nous, que la vérité (non officielle) n'effraie point même toute nue, le sobriquet de « pompes funèbres » qui fut donné par la suite à l'auteur de ce soi-disant crime politique, évoque en notre esprit certaines scènes d'« onanisme buccal » que l'on aperçoit au-dessus du porche des cathédrales gothiques et sur la porte d'entrée d'un lycée de jeunes filles (à Tours, pour plus de précision). Alors, pourquoi faire tant d'histoires pour si peu de chose. Que ce soit la main ou les lèvres (celles d'en haut !) de Caseria, qui aient assassiné Félisque, peu nous chaut ! Encore une victime de la libido !

« Il se croyait César, il ne fut que Pompée, disaient les chansonniers de Montmartre, faisant allusion à cette « pompe » qui avait éteint si malencontreusement le feu dont brûlait pour sa favorite le digne et saint homme.

Sans écrire une thèse de doctorat — sujet scabreux qui eût été refusé par la Faculté, — sur les circonstances qui ont entouré la mort du Président Félix Faure, la chose ne fait plus aucun doute pour les historiens bien informés. « Il fut trouvé mort dans un salon discret du Palais, en compagnie de madame Steinheil », écrit André de Fouquières, qui n'en dit pas plus long. Ce que confirme Augé de Lassus, rappelant qu'« il était mort au cours d'une dernière entrevue qu'il avait

très obligeamment accordée ». Quel honneur il avait fait à cette dame en l'obligeant ainsi ! Cet honneur, Cécile Sorel, qui pleurait à chaudes larmes la mort de celui qui incarnait pour elle l'âme de la Patrie, passait pour l'avoir mérité, ce dont elle se montrait très fière (il y avait vraiment de quoi !) l'S majuscule imprimé dans la presse pouvant aussi bien désigner Sorel que Steinheil (1). Elle raconte la chose en détails dans Confession de Célimène. Un document à conserver !

Laurent Tailhade ne manquait point de signaler le fait dans Imbéciles et Gredins. Il appelait Cécile Sorel une « farceuse de théâtre, confinée à jamais dans l'Odéon par cet inattendu trépas, et qui ne sera jamais qu'une grue de moins au Théâtre Français, et qui donne quelques pleurs de regret au michet présidentiel qui ne sera qu'un goujat de plus dans la tombe ». (Voir au sujet de la Cécile notre deuxième volume : Les Plaisirs de la Belle Époque).

Le Journal du Peuple du 19 février 1898 contenait une Déclaration, à propos de la mort de Félix Faure : « La mort du président Félix Faure n'est qu'un incident. Mais les nationalistes sont nombreux, et c'est une révolution qu'ils ont créée. Tant mieux ! Nos ennemis disent qu'ils sont prêts, nous sommes prêts aussi... »

Dans son numéro du 23 février 1899 paraissait un article de plusieurs colonnes intitulé la Vérité sur la mort de Félix Faure, dont l'auteur rappelait qu'Albert Monniot, dans la Libre Parole, s'était hasardé à écrire : « il y a vraiment trop de mystère autour de cette mort, un peu de lumière ! » « Nous nous sommes livrés, disait le rédacteur du Journal du Peuple, à une enquête approfondie. Félix ne s'était pas suicidé, il ne s'était pas empoisonné, comme on l'avait dit : « Il est mort pour avoir trop sacrifié à Vénus, en marge du code et de cette morale officielle dont il est le plus haut représentant » (cette phrase était en italiques). « Le voilà bien le modèle des pères, le modèle des époux, adultère et sadique, tel était le suprême magistrat de France. » Il ne s'agissait nullement, dans cette histoire funèbre, de sclérose, de maladie

(1) On désignait aussi par cet S la femme du peintre libertaire Steinlein, ce qui n'était guère flatteur pour lui.

de cœur, d'apoplexie, etc., mais, ainsi que l'avaient constaté cinq docteurs, d' « hémorragie cérébrale foudroyante, avec paralysie de la face et des membres du côté gauche », pour la raison indiquée plus haut. Le Journal du Peuple bâmaît « le silence de la presse conformiste, fait de conventions saugrenues, qui entoure la mort d'un respect hypocrite ». Il n'était point question de diplomatie secrète, comme le bruit en avait couru, pour laquelle le président avait cru devoir s'isoler et éloigner les mouchards attachés à sa personne, mais bien plutôt de diplomatie amoureuse, ce qui n'était pas la même chose. Le Journal du Peuple mettait sous les yeux de ses lecteurs le plan du local dans lequel le drame avait eu lieu. Suivaient les détails sur « Félix Faure intime » et sur ses « escapades ». (Ce que l'on ne pouvait reprocher à l'organe an-archiste, car enfin, la vie privée des grands de la terre mérite d'être connue, ne serait-ce que pour édifier les masses sur leur sincérité.) Félicque prenait des excitants pour remonter son potentiel et le mettre à la hauteur (il eût pris des dragées Martial ou se serait fait greffer des testicules de chimpanzé pour recouvrer la jeunesse !)

Rappelons qu'une histoire semblable arriva un beau jour à l'un des rois de la République, Antonin Dubost, pour ne pas le nommer, qui fut, sous Casimir, ministre de la Justice, en 1892 et 1893 (il signa les lois scélérates), et président des vertueux Pères-la-Pudeur en 1906. Il devait succomber en 1921, au premier étage du n° 10 de la rue des Martyrs, au cours d'un massage spécial, événement sur lequel la presse fit le silence. Il aurait pu devenir, comme Félicque, président de la République.

La coupable s'en tira avec les honneurs de la guerre. On parlait même de lui donner un bureau de tabac ! Un assassinat, suivi plus tard de celui de son complaisant mari et barbouilleur de toiles, impasse Ronsin, en des circonstances suspectes (sans doute pas de la même façon que Félicque).

Naturellement, on fit au mort des funérailles aux frais de l'Etat. On le lui devait bien. Cinq cent mille personnes avaient suivi sa dépouille mortelle, en versant des larmes de crocodile. Les camelots chantaient dans les rues, sur l'air de la Paimpolaise, en distribuant des plaintes : « Il est sorti du peu-

ple, il a bien travaillé. » Il avait bien travaillé, en effet, pour le compte de la réaction, pendant les quatre années qu'avait duré sa législature. L'ancien ouvrier tanneur devenu patron, arrivé par son seul mérite (?) à diriger le char de l'Etat (plutôt embourbé), quelle victoire ç'avait été pour la République une et indivisible !

Laurent Tailhade l'enterrait avec cette épitaphe : « Félix Faure, tanneur 1^{er}, un fils obéissant pour l'Eglise, un domestique sans égal, un recéleur incomparable ». Ce fut Clemenceau qui eut le mot de la fin : « Cela ne fait pas un homme de moins. »

C'est alors que l'ex-présidente et sa fille — qui au fond savaient à quoi s'en tenir — cherchèrent à se faire oublier. On disait que, renonçant à Satan, à ses pompes et à ses œuvres, elles allaient se retirer dans un couvent. On prêtait à son héri-tière, teintée de basbleuisme, l'intention de publier les Mémoires du défunt. Elle devint par la suite Mme Lucie Félix Faure-Goyau. Et l'on ne parla plus de rien.

Le Président des pompes funèbres étaient l'auteur de nombreux discours et opuscules qui auraient pu lui ménager un siège à l'Académie, si la malencontreuse histoire Faure-Steinheil n'était venu interrompre une si brillante carrière. Oyez plutôt, chers lecteurs : Le Havre en 1878, le Havre préfecture, le Havre son commerce, le département de la Seine-Maritime (pas Inférieure surtout), les Services maritimes, Convention avec le roi du Cambodge, Tableau du cours des cuirs en poils (ne pas lire à poils), sur le marché du Havre, et du cuir tanné sur le marché de Paris, une littérature qui ne faisait de mal à personne, comme on voit, tout ce que pourrait écrire un Président de la République dans ses fonctions... administratives et officielles. Un fauteuil chez le dame du coin du quai lui aurait permis de finir en paix ses jours, mieux qu'un fauteuil chez la Steinheil ! (1)

(1) Ce n'est point Félicque qui aurait vendu le Libertaire, ce que fit un futur Président de la République, Vincent Auriol (prononcez Tauriol, comme dans le Midi, soit dit sans l'offenser), ainsi qu'une photo nous l'a révélé dans France-soir, le lendemain de son élection.

Si j'ai cru devoir insister sur la façon dont mourut Félix Faure, ce n'est point par amour du scandale, ni pour condamner en aucune façon les jeux innocents auxquels il se livrait en compagnie de sa favorite — cela ne regardait que lui — c'est uniquement pour démasquer l'hypocrisie des bons apôtres qui violent la morale qu'ils imposent aux autres.

IV

Après les attentats an-archistes, les attentats nationalistes contre la République et les républicains. — Où la réaction relève la tête ! — Le règne de Loubet, dit Panama I^{er}, accueilli fraîchement par les gens du Roy, dont l'un d'eux cabosse son couvre-chef d'un coup de canne. — Déroulède, dit le grand dépendeur d'andouilles, républicain plébiscitaire et publicitaire, conspire contre la gueuse au bonnet phrygien. Echec de sa tentative. — L'équipée du général Roget s'achève en queue de poisson. — Le grand dépendeur d'andouilles est poursuivi en Haute Cour, acquitté, puis repris et condamné. Sa fuite en Belgique. — Un intermède comique : le Guignol du Fort Chabrol, Guérin le Boucher et ses aides. — Je suis arrêté comme un vulgaire conspirateur, conduit au poste le plus proche et flagellé d'importance, les agents s'amusant à me frapper à coups de pèlerine et à se renvoyer de l'un à l'autre, comme s'ils jouaient au ballon, le prisonnier désarmé que j'étais. — Les royalistes à l'œuvre. — Jules Lemaître, en chair et en os, condamne le régime républicain. — Un foyer de conspirateurs. Le cas d'une aventurière, de petite grue devenue la comtesse de Loynes, et faisant la pluie et le beau temps. Elle tient boutique de nationalisme et, du même coup, tient en échec le gouvernement.

Emile Loubet, moins chaud lapin, lui succéda trois jours après. Il ne devait quitter l'Elysée qu'en 1906, remplacé par Fallières, autre soliveau désigné par ses pairs (« un inutile qui nous coûte assez cher, le dernier de la série des rois fainéants », lisait-on dans les Hommes du Jour), qui avait été élu en 1896 président du Sénat. Ledit Fallières, qui possédait au Loupillon un vin du meilleur cru (baptisé Goupillon ou Roupillon par les loustics), coulait ses jours en paix, après les événements qui avaient précédé sa législation, laissant au Lorrain Poincaré-la-guerre (1) le soin de la déclarer

(1) Ce Poincaré de malheur que flagornait Mayol, au Petit Casino, dans sa chanson de mauvais goût : Il a les poings carrés, avait fait sienne la formule : ni réaction ni révolution, qui n'avait rien de bien géniale (tout le poincarisme tenait en ces mots). Ce monstre, quand il était ministre, déclarait à ses pairs, le 1^{er} août 1914 : « Nous créerons, s'il le faut, un incident de frontière. Rien n'est plus facile. » Il tint parole !

en 1914 à nos voisins de l'Est. Ce misérable allait réaliser le rêve de toute sa vie, depuis sa plus tendre enfance : reprendre l'Alsace et la Lorraine, dût-il en coûter la mort de milliers de vies humaines, après avoir fait croire au pays que « la mobilisation n'est pas la guerre ». Comme l'a dit Henri Jeanson, « la Belle Epoque se terminait par un mensonge ».

« L'élu de la Synagogue », au dire des antisémites, n'avait pas une bonne presse, la succession dudit Félix-que étant une charge plutôt lourde à supporter. On le jugeait sévèrement, on le tournait en ridicule : « Loubet s'amuse quand il ne s'ennuie pas cordialement » (allusion à l'entente cordiale), lisait-on dans un factum : « Loubet-le-magnifique ou les funambules du dreyfusisme (1902).

La Librairie antisémite, succursale de la Libre Parole, publiait en 1900, sous la signature de Gaston Méry, un libelle intitulé : Loubet-la-Honte. Son caractère, ses débuts, sa fortune, les Conventions scélérates, le Panama, l'Affaire Dreyfus. « Ce parlementaire qui avait soulevé quelques années auparavant le dégoût de ses collègues, c'est lui qu'ils ont choisi pour en faire un chef d'Etat... ». « Fourbe, cupide, lâche, vindicatif et plus digne que jamais de son surnom Loubet-la-Honte », sur ces mots se terminait le portrait peu flatteur du Président, auquel, de son côté, Drumont jetait à la face cette insulte : « Vous êtes un indigne ». Mais Drumont en était un autre ! L'auteur d'une plaquette, La fin d'une équivoque, M. Loubet et le Panama, se bornait à dire « qu'il ne fut pas un président indigne, au moins quant à cette affaire de Panama. » Un poète s'amusa à ses dépens et à ceux de ses collègues, en des Fantaisies rimées : Septennat de Loubet. Déroulède le traitait de « panamiste », et ses suiveurs de « Panama I^{er} ». Le jour de son élection, on avait crié : « A bas Loubet ! A bas Panama ! Démission, Tontaine Tonton », et on lui avait jeté des œufs pourris à la tête. Pour un Président de la République, c'était un assez beau début. Pour son avènement à la première magistrature du pays, le « nougâteux », comme l'appelait irrévérencieusement le sire de Rochefort (Loubet était natif de la Drôme, proche de Montélimar, où l'on fabrique d'excellent nougat) n'avait guère eu de chance, les gens du roy — toujours les mêmes — lui ayant réservé une de ces conduites de

Grenoble comme onques n'en connut un Président de République (1). Profitant de ce que, conformément au protocole, Loubet avait dû assister au grand steeple-chase d'Auteuil, dans la tribune officielle, un jeune homme de bonne famille, le baron Christiani, lui cabossa d'un coup de canne son couvre-chef, tandis qu'autour de lui les manifestants hurlaient « Vive le Roy ! » et « Vive l'armée ! » (les deux allaient ensemble). Lequel exploit valut audit baron de purger une peine de quatre ans de prison, pour « coup porté à un magistrat dans l'exercice de ses fonctions ».

Loubet, surnommé le « niais épais » par Barrès, qui l'était plus que lui, s'était bien fait voir des Anglais, car c'était un fin diplomate. Il ménageait la chèvre et le chou avec une habileté consommée. En 1900, les Chambres avaient voté l'affichage dans les écoles de la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789 et Loubet exaltait « la mission civilisatrice de la France », au moment où des expéditions en Chine et ailleurs prouvaient le contraire. « Qu'elle commence par se civiliser », aurait-on pu lui objecter. « Vive l'armée ! », était le cri par lequel la populace accueillait les assassins qui allaient porter au-delà des mers la barbarie décorée du nom de civilisation, avec « une armée à la hauteur de sa tâche, complétée par l'action pacifique de ses missionnaires ».

Les 18, 19, 20 et 21 septembre 1901, l'alliance franco-russe, amorcée par Félisque, était un fait accompli. L'année suivante Loubet effectuait un voyage en Russie, du 15 au 27 mai, complété d'un autre en Algérie en avril 1904.

A propos d'Emile Loubet, qu'il me soit permis de rappeler ce que me disait son petit-fils, Jean de Saint-Prix, rallié au communisme, et qui en mourut, à l'âge de 22 ans, ayant attrapé froid dans un meeting. Membre des étudiants socialistes révolutionnaires et des résistants à la guerre, ancien élève du Lycée Henri IV, où j'avais fait sa connaissance et celle de son frère Pierre, Jean avait un « cœur ailé » a écrit Romain Rolland dans la préface de ses admirables Lettres

(1) Drôle de métier que celui de Président de République. Il faut, pour l'accepter, une certaine dose de naïveté ou une ambition sans bornes.

(1917-1919) publiées après sa mort. L'une d'elles, adressée à notre ami commun Fernand Desprès, qui dirigea la Plèbe, contenait ces lignes : « Si Lénine mourait, ce serait terrible, le seul qui ait osé mettre la paix avant tout. Il est un exemple entraînant. » Pour Jean de Saint-Prix, esprit ardent et généreux, « la révolution russe était un grand cri d'amour pour les opprimés et une grande malédiction pour les oppresseurs ». « Mon grand-père, me confiait-il un jour, il est si bon, il ne m'en voudra point d'avoir adhéré au parti. » Malgré sa bonté, ce fut sous son septennat que Laurent Tailhade fut emprisonné à la Santé pour un article où le fougueux polémiste ne mâchait point ses mots, selon son habitude, et le malmenait quelque peu.



L'opposition grandissait, la République commettant fautes sur fautes ce qui fournissait aux mécontents l'occasion de troubler « l'ordre public », non plus par des bombes, mais par des coups d'Etat. Il y eut toute une série de manifestations où l'on vit les gens de droite essayer de prendre d'assaut le pouvoir, selon la célèbre formule : « Ote-toi de là que je m'y mette ». Un mal en isme, pire que la peste et le choléra, avait fait son apparition, gagnant peu à peu toutes les classes de la société : le nationalisme. Ce mot, synonyme d'esprit guerrier, de revanches et de conquêtes, allait pendant de nombreuses années entretenir l'agitation au sein des masses, et semer la haine entre français.

Une première tentative de prise du pouvoir par les nationalistes avait eu lieu à l'époque du boulangisme, en 1887. Le général Boulanger, un général d'opérette, homme de paille sur lequel comptait la réaction pour ramener sur le trône de France le comte de Paris, avait échoué piteusement. Le complot ourdi contre la gueuse au bonnet phrygien n'ayant point réussi, le général factieux, sur le point d'être arrêté, en fut quitte pour gagner en vitesse la frontière (en ce temps-là on franchissait plus facilement une frontière qu'aujourd'hui) et à se réfugier en Belgique. Condamné par contumace à la détention perpétuelle, il s'était tiré une balle dans la tempe, en septembre 1891, au cimetière d'Ixelles, sur la tombe de sa maîtresse,

Mme de Bonnemain (une excellente bonne main), au grand désespoir de ses partisans. Ç'avait été un four, comme au théâtre. L'affaire avait fait long feu. « D'où vient l'argent ? » demandaient les anti-boulangistes, auxquels les boulangistes répondaient par le même slogan. « C'est boulangé, boulangé, boulangé, c'est boulangé qu'il nous faut-aut-aut-aut-aut », criait la populace dans les rues. Or il ne fallait pas plus de « boulangé » que d'un autre. Il n'est resté, de l'agitation boulangiste, que les refrains de Paulus : « En r'venant d'la revue », célébrant les vertus du jus de la treille. Quant à nos conspirateurs, ils étaient de la revue ! Pour Arthur Meyer, directeur du Gaulois, « le général Boulanger était un Bonaparte idéal ». Il ne se consolait point de sa disparition.

La réaction ne désarma point. Elle récidiva en la personne du sieur Déroulède (Paul), un matamore de la plus belle eau, qui se croyait appelé à sauver la France, comme jadis Jeanne d'Arc. Les déroulédistes se chargèrent de reprendre le flambeau — disons plutôt le lumignon — des mains des boulangistes, ces conspirateurs d'opérette.

Déroulède, en 1899, tenta sa chance. Bien mal lui en prit. Le déroulédisme finit en queue de poisson, comme le boulangisme. Le président de la Ligue des Patriotes républicains plébiscitaires, dont le journal le Drapeau (1) était l'organe officiel, échoua dans ses projets.

Ce Déroulède que Barrès, devenu son collaborateur, traitait en 1884, dans les Taches d'Encre, de « fameux gaillard qui ferait mieux de s'acheter un bon traité de versification pour apprendre à ne pas faire de mauvais vers, ce qui serait plus patriotique », se démenait comme un diable dans un bénitier. On

(1) Le Drapeau avait pour principaux collaborateurs Barrès, François Coppée, Maurice Talmeyr, Thiébaud, Poirier de Narçay et autres de moindre importance. Un drapeau qui n'alla pas plus loin que son bureau de rédaction !

l'avait vu en 1900 à Saint-Sébastien, en compagnie de son alter ego François Coppée, en train de semer la bonne parole. Ils avaient écrit, au bas d'une carte postale qui les représentait l'un à côté de l'autre, ces mots soulignés d'un gros trait : « Vive la République du peuple par et pour le peuple », suivis de leur signature. Les deux compères résumaient en ce slogan leurs conceptions politiciennes.

Notre amateur de coups d'Etat en avait été pour ses frais. Entre temps, il se délassait en pondant de mauvais vers pour la scène et pour l'armée. Profitant de ce que la situation était confuse, il avait saisi la balle au bond pour faire son coup, avec pour complices dans cette expédition carnavalesque, les sieurs André Buffet, Marcel Habert, de Lur-Saluces, Thiébaud, Le Court-Grandmaison, tous français de bonne souche, flanqués du boucher Guérin, venu des abattoirs de la Villette en droite ligne, suivi de quatorze nervis. Il lui manquait un général. Il avait d'abord pensé à de Pellieux, mais ce dernier, ayant la frousse, avait profité d'un embarras de voitures pour se tirer des flûtes. Notre rimailleur avait dû alors se rabattre sur le général Roget, un général d'opérette genre Boulanger, qu'il avait essayé de faire marcher sur l'Elysée (il ne valait pas mieux que cet autre général que l'on vit, en 1919, lors du défilé de la Victoire, avenue de la Grande-Armée, dégringoler de sa monture — pour un général c'était un bien mauvais cavalier — ce qui lui avait attiré, de la part de Clemenceau, ces mots qui le rappelaient à l'ordre : « Tête à gauche, mon général, tête à gauche », alors qu'il l'avait à droite !)

Not' brav' général, dont Galliffet disait qu' « il parlait bien, mais qu'il parlait trop », n'avait point marché dans la combine, et n'avait prononcé que trois mots, tandis que l'autre lui cornait aux oreilles : « A l'Elysée, mon général, pitié pour la patrie, c'est pour la France ». « Laissez-moi passer », s'était-il contenté de répondre, place de la Nation, où l'énergumène s'était jeté à la tête de son cheval et le retenait par la bride, afin de l'empêcher de se rendre à la caserne de Reuilly, et de tourner le dos à l'Elysée. Roget n'osait point s'engager dans cette folle équipée. Il agissait sagement.

Le même jour où l'énergumène faisait son coup d'Etat, on enterrait Félisque. Il avait choisi ce jour-là, pensant réussir plus facilement. Il échoua piteusement.

« Le sonneur de clairon », ainsi baptisé par Barrès, n'avait guère brillé dans la circonstance. Il aurait dû marcher lui-même sur l'Elysée, au lieu d'y faire marcher les autres. Il n'avait jamais sonné que le ralliement des badauds autour de cette scène ridicule. Laurent Tailhade avait trouvé un mot pour qualifier cet agité de Déroulède. Il l'appelait « le mirliton d'alarme ». Ce mirliton n'en était pas à une alarme ou une larme près. Un mirliton en effet, qui sonnait le ralliement de tous les bons français, autour de lui, pour courir sus à l'ennemi héréditaire. « Le grand dépendeur d'andouilles », autre épithète dont le qualifiait Mirbeau, se rendait tous les ans, à la même époque, vêtu d'une immense redingote, place de la Concorde, au pied de la statue de Strasbourg, couverte de couronnes, pour y semer la discorde entre français, en des discours enflammés, les exhortant à reprendre l'Alsace et la Lorraine. Sa Ligue, qui risquait à chaque instant de déclencher la guerre civile, ou la guerre tout court avec l'Allemagne, avait rassemblé tous les soudards qui rêvaient de revanche, dût le monde entier en pâtir. Le « grand dépendeur d'andouilles » n'en fut pas moins poursuivi en 1900 par la Haute Cour de Justice, comme un vulgaire anarchiste du procès des trente, pour attentat contre la sûreté de l'Etat. Celle-ci, présidée par le sénateur Bérenger (encore lui !), avait seulement retenu l'inculpation de complot, non d'attentat. Ce qui avait permis au grand dépendeur d'andouilles de reprendre haleine pour recommencer. (1)

Maurras ne professait pas une bien grande admiration pour Déroulède, « qui n'avait du politique, disait-il, ni l'esprit ni même le flair ». Il n'était point royaliste ! Cela suffisait pour le rendre suspect à ses yeux. Il lui en voulait de ne pas avoir convaincu le général Roget de marcher sur l'Elysée.

Au sujet de cette affaire de la place de la Nation, Déroulède s'adressant aux jurés de la cour d'assises de la Seine, le 29 juin 1899, prétendait que cet « attentat était une tentative de guérison française et un essai de salut public ». Or ce n'était que de l'agitation ! Acquitté une première fois, mais ayant récidivé,

(1) La Haute Cour, dont les séances se prolongeaient, faisait le désespoir des sénatrices, qui reprochaient à leurs époux d'arriver en retard pour déjeuner, tandis que le fricot brûlait.

il ne le fut point la seconde. Le 4 janvier 1900 la Cour l'avait condamné avec Duval et Buffet (un buffet devant lequel on ne dansait point !) à dix ans de bannissement, Marcel Habert à 15 ans de la même peine, Guérin-le-Boucher à dix ans de réclusion. Peine plutôt légère pour des gars qui avaient voulu assassiner Marianne. Guérin avait fait preuve d'un certain cran. Enfermé avec ses 14 nervis dans son fort de la rue Chabrol, siège de la ligue antisémite, il avait tenu tête à la police pendant 38 jours, en jeûnant un jour sur deux. Il ne s'était décidé à capituler que lorsqu'une colonne du génie était intervenue qui mit fin à cette comédie. Jules Guérin, que Maurras qualifiait de « meneur d'hommes », n'était qu'un meneur de bestiaux aux abattoirs de la Villette.

Je me souviendrai toujours de l'agitation qui régnait dans ce quartier, paisible d'habitude, où je m'étais hasardé pour voir de près les conspirateurs. Une main s'abattit sur mes épaules, ayant été pris pour l'un d'eux. Je fus conduit au poste le plus proche, où je subis le supplice de la chaussette à clous et fus littéralement passé à tabac. J'étais en ce temps là de toutes les protestations, de toutes les manifestations en faveur de la paix et de la liberté. Depuis, j'ai compris, et j'ai cessé de m'en mêler, mais je n'en pense pas moins !

Pendant ce temps Déroulède avait gagné en douce la frontière et s'était mis à l'abri. Que ne se contentait-il d'écrire de mauvais vers ! Le bagage littéraire de ce nouveau Tyrtée, dont les vers de mirliton étaient aussi boiteux que son ancêtre grec, qui traînait la patte en ranimant l'ardeur patriotique des Spartiates, se composait des Chants du Soldat, d'une médiocrité lamentable, mais qui lui rapportaient gros, chaque pioupiou en ayant dans son barda un exemplaire. Il y avait, dans ce recueil de mauvais vers, une Chanson de marche de ce genre :

« Vive la Bombe et le canon,
Vive le sabre et le cheval,
Vive la jambe et le fusil », etc.

(Ça durait comme cela 107 ans !) Je vous fais grâce du reste. Ajoutons à cet encombrant bagage une méchante pièce de théâtre, Messire Du Guesclin, qui avait été un petit four !

« Le grand complot » était, d'après la presse conformiste, « l'un des événements les plus mémorables de notre époque ». C'était plutôt l'un des plus grotesques de ce siècle de lumières.

Dans la Lanterne, dont Viviani était en 1900 le rédacteur en chef, Briand s'élevait contre la République plébiscitaire, « un régime sous lequel on eût été appelé à vivre si, au lieu de retourner au râtelier, le cheval du général Roget avait consenti à porter à l'Elysée les espérances du président de la ligue des patriotes ». « Notre République, disait de son côté Viviani, n'est point la République sociale mais si médiocre qu'elle est c'est tout de même une République ». Il n'était pas difficile !

Déroulède devait rendre son âme au diable en 1914, la même année que Jean Jaurès, assassiné lâchement par derrière dans un restaurant, au coin de la rue du Croissant et de la rue Montmartre, où il se trouvait avec des amis, le 31 juillet 1914 à la veille de la guerre. L'assassin, un nommé Villain, qui portait bien son nom, un de ces faibles d'esprit (imbecilis, en latin) dont la réaction avait armé le bras, fut condamné à un franc symbolique de dommage-intérêts (1) pour ce crime crapuleux, bien que Viviani ait déclaré mensongèrement, pour apaiser les esprits, que l'assassin serait châtié. « Dans les graves circonstances que la patrie traverse, avait-il fait placarder sur les murs de la capitale, le gouvernement compte sur le patriotisme de la classe ouvrière pour observer le calme et ne pas troubler l'ordre. » On vit alors les responsables de cet assassinat faire hypocritement l'éloge du défunt dans leur presse pourrie. Déroulède et Jaurès, deux morts qui n'étaient point « du même côté de la barricade », selon l'expression chère à Clemenceau : « Le revolver de Villain, a pu écrire Lucien Le Foyer, a fait tomber Jaurès dans l'immortalité. »

Déroulède n'était pas le seul conspirateur (d'opéra-comique) qui avait juré d'assassiner la République. Jules Lemaitre, porte-parole du nationalisme intégral, complotait de son côté contre la Troisième dans les salons de la comtesse de Loynes, dont il était à la fois le protecteur et le protégé. Fort intel-

(1) C'était un franc de trop, même symbolique. Il aurait dû ne rien payer du tout. Ce jugement équivalait à un acquittement.

ligente, et de plus, fort jolie, la dame aux violettes, ainsi nommée de ce qu'elle portait à son corsage un bouquet de violettes de deux sous, en était arrivée, à force d'intrigues, par acquérir, contre une poignée de gros sous provenant de ses premières amours, une particule authentique qu'un noble dans la purée lui avait vendue. Cette échappée du bal Mabilie (2), dont le passé n'était point sans tâche — ni sans tache — devenue, de petite grue qu'elle était, grande dame patronesse, vit accourir en son hôtel Musard, où elle musardait tant et plus, tout le haut gratin littéraire et artistique de l'époque. Chez elle se retrouvaient en famille François Coppée, Henry Hous-saye, Maurice Barrès (« toujours lui, lui partout ! »), Emile Faguet, Victorien Sardou, Henri Lavedan, Gabriel Hanotaux, Maurice Donnay (qu'allait faire en cette galère l'ancien habitué du Chat Noir ?). La Patrie Française (en abrégé P.F.) y tenait ses assises. La dame, bien qu'un peu mûre du temps de Jules Lemaitre, avait encore de beaux restes. Elle exerçait sur ses hôtes une profonde ascendance. Son influence était considérable. Il fallait passer par son « canal » pour accéder à l'un des 40 fauteuils de la dame du coin du Quai. L'Académie était un autre salon où bavardaient des hommes d'Eglise, de robe, d'épée... et de plume ! On passait de l'un à l'autre sans difficulté.

Chez la de Loynes, comme chez les dames galantes qui, sur le tard, achètent une conduite et sont rangées des voitures, on était à cheval sur les principes. Elle n'eût admis pour rien au monde qu'on lui manquât de respect, selon l'expression consacrée. On devait avoir une tenue correcte et surveiller son langage. En aucun cas elle n'eût toléré que l'on parlât des choses de l'amour et que l'on fit allusion à son ancien métier. Elle avait aimé une fois dans sa vie, ce qui rachète bien des fautes. A sa mort, on la pleura comme une sainte ! L'Arthur Meyer des familles lui consacra un éloge déplacé, — ou plutôt bien placé, dans son Gaulois à tout faire. Pensez donc ! La P. F. avait perdu son Egérie !

(2) Ce bal, du nom de son fondateur, qui le tenait avenue Montaigne, après avoir été un lieu de rendez-vous pour les gens chics, en était devenu un pour les autres qui, peu soucieux de l'étiquette, préféraient le french-cancan au quadrille des lanciers.

Ce vieux beau de Jules Lemaitre était bien le « Jules » qu'il fallait à cette ancienne courtisane devenue comtesse par la grâce de ses écus, et de son c...l ! Comme tant d'illustres personnages cités au cours de ce volume, le maître de céans avait évolué. Il avait été républicain, comme tout le monde, déclarait-il à un journaliste, « il avait cru au parlementarisme », « il s'était opposé au boulangisme », mais il était revenu de loin « le 16 mai l'ayant indigné ». « C'est l'affaire Dreyfus qui m'a réveillé ». Là dessus le Jules déclare : « La doctrine de Maurras est admirable, la monarchie traditionnelle est le gouvernement le plus conforme à l'ordre naturel ». Pour lui comme pour l'homme des Martigues, « tout ce qui est national est nôtre, rien de ce qui est national ne peut être républicain ». Tous ses Discours royalistes, et ils étaient nombreux, de 1908 à 1911, prononcés aux Sociétés Savantes, en différents instituts, etc., etc, se terminent par ces mots : « Vive le Roi ». Dans un Discours sur un Gouvernement de mensonges, le 27 mars 1900, Salle VVagram, devant 5.000 auditeurs (ce qu'elle en a entendu depuis, cette salle VVagram en fait de bêtises) « c'est un signe excellent, déclarait-il, on commence à voter plus qu'on ne le faisait. Tout semble présager une ère nouvelle... L'histoire de la République parlementaire n'est qu'une longue imposture, un infatigable reniement de tous ses principes. Tout ce que renferme le beau mot République : liberté, égalité, justice, respect du droit, a été violé par nos maîtres », et il la qualifie de « fausse République ». Le malheur, c'est qu'il disait vrai. Lemaitre avait raison, mais il avait tort quand, sous prétexte « d'arracher la République aux faux républicains », il cherchait à la remplacer par un régime qui ne valait pas mieux. Il avait exposé sa nouvelle façon de voir les choses en différents ouvrages : Egalité et Tolérance, en 1900, et la même année le Gouvernement contre la nation, la Trahison du ministère Waldeck, Comment passer à l'action (1901), la République Intégrale, etc. S'adressant aux instituteurs français, dans un recueil d'articles intitulé : « Et si la guerre arrivait » (1905), il déclarait s'élever « contre la proscription qui avait été faite de l'imagerie guerrière dans les écoles ». Pour lui, « la suppression de la guerre ne dépendait pas des peuples faibles, mais des peuples puissants. Rien ne doit être fait contre la

guerre de ce qui serait contre la patrie ». En conséquence, armez-vous jusqu'aux dents ! Combes et Jaurès, et ceux qu'il appelait les « Prussiens du dedans » passaient un mauvais quart d'heure. Il s'adressait aussi Aux Femmes, qu'il essayait de convertir à sa foi royaliste.

L'auteur des Opinions à répandre (1901), qu'il eût mieux fait de garder pour lui, et des Impressions de Théâtre (mauvaises s'il en fût), n'en continuait pas moins, sous l'aspect d'un tribun de réunion publique, de faire preuve du même dilettantisme qui avait fait son succès comme critique littéraire.

Félix Fénéon, dans son Petit Bottin fin de siècle des lettres et des arts, plaçait le Jules en question dans « cette catégorie de Normaliens, la plus dangereuse, qui feignent de comprendre quelque chose ».

Un autre personnage que l'on ne s'attendait pas à trouver en si mauvaise compagnie, le bon François Coppée, authentique fils du peuple, auteur de poèmes intitulés les Humbles, défendait la même cause. « Aujourd'hui, constatait-il, on peut le déclarer hardiment, le parlementarisme est condamné. » Pour une fois il voyait juste. Le parlementarisme l'est plus que jamais en 1950.

Voici ce que l'on pouvait lire en 1900 dans le Soleil, journal réactionnaire, qui prenait ses désirs pour des réalités : « On aura beau faire et dire, la monarchie est plus proche que nos gouvernants veulent bien le laisser croire. Il y aura peut-être massacre, mais il y aura sacre ». Mauvais jeu de mots qui signifiait que les royalistes auraient recours à la violence, comme les révolutionnaires, pour remplacer un régime par un autre.



La comtesse de Loynes n'était pas la seule à tenir un salon où la politique et la littérature faisaient bon ménage. Il y en avait d'autres, répandus un peu partout dans Paris, notamment dans le noble faubourg Saint-Germain et les Champs-Élysées, où l'on complotait pour ou contre la République. Là s'ébauchaient les alliances avec les Russes et les Anglais, se maintenaient les relations avec l'Église et la Papauté,

se mijotaient en douce la politique extérieure et la diplomatie secrète, toutes les combinaisons nationales et internationales d'où dépendait le sort des français, depuis les salons de la duchesse de Rohan et de la marquise d'Argenson, jusqu'à ceux des nombreuses comtesses qui avaient pignon sur rue et possédaient quelque influence sur les ministres et ambassadeurs, mesdames de Pange, Greffulhe, Durfort, de Castellane, de la Rochefoucauld et autres dames du grand monde.

D'une toute autre paire de manches que la dame aux violettes et que la duchesse d'Uzès, qui nageait dans les mêmes eaux, sportive celle-ci, — elle eût percé le mur du son, — « chauffeuse, fabricante de statues et de prétendants » (Han Ryner dit) (1), était Lily de Clermont-Tonnerre, dite la duchesse Rouge, une duchesse du tonnerre pour le vulgum pecus, qui recevait chez elle des écrivains de tous les partis, Barrès voisinant avec Anatole France, Proust avec Paul Bourget, de Montesquiou-Fezensac avec Rémy de Gourmont, le socialiste Rappoport parmi eux, lequel était si sale qu'il fallait désinfecter la pièce après son passage. Il l'était aussi moralement, le même individu, ayant cru devoir en 1914, dans une cave de l'avenue Port-Royal, pendant que les gothas survolaient Paris, prendre à partie ceux qui ne pensaient pas comme lui, qu'il dénonçait ensuite à la police comme défaitistes. Lily était une femme du monde — au sens propre du mot — doublée d'une femme de cœur. Ecrivain, elle est l'auteur d'ouvrages qui ne sont point sans valeur, publiés sous le nom d'Elisabeth de Gramont : Au temps des équipages, les Marronniers en fleurs, Clair de lune et Taxi-Auto, la Treizième heure, le Chemin de l'U.R.S.S., etc.

En ce temps-là on discutait ferme dans les salons, pour ou contre quelqu'un ou quelque chose. On n'était pas uniquement préoccupé de « défendre son biftèque », comme on dit aujourd'hui. Les femmes ne votaient point, heureusement pour elles et pour nous, mais elles avaient leur mot à dire, et certaines ne s'en privaient point.

(1) Rendons-lui cette justice que « sa ponté s'étendant à toute la nature », comme le dit du « divin créateur » le Poète, elle venait en aide à Louise Michel, qui s'empressait de distribuer aux pauvres l'argent qu'elle avait reçu de sa bienfaitrice.

La plus belle des laideurs de la Belle Epoque : l'Affaire Dreyfus, une tragi-comédie qui a duré 12 ans. — Comment elle est née et par qui elle a été déclenchée. — Rôle joué dans cette affaire par l'antisémitisme et le nationalisme, son complice. — J'avais été dreyfusard dès la première heure. — Où les bêtes fauves déchaînées se ruent à l'assaut d'un innocent. La ménagerie antidreyfusarde en liberté. — Deux criminels de guerre : Drumont, dit Barbe-à-Poux, qui déclare les hostilités, et son brillant second Maurras-le-Sourd, qui jette de l'huile sur le feu. Un mot de ce dernier : « innocent ou coupable ». — Les bonimenteurs chargés d'égarer l'opinion publique : Maurice Barrès ou l'ennemi des lois, Léon Daudet dit le Gros Léon, Arthur Meyer, le juif converti au catholicisme, Henri Rochefort, le marquis transigeant, Judet calomniateur-en-chef et autres sous-hommes. — La presse antidreyfusarde. — De l'autre côté de la barricade : l'« Aurore » et ses rédacteurs.

Cette bataille rangée entre partisans de l'ancien régime et ceux du nouveau n'avait fait que croître et enlaidir à la faveur d'une nouvelle affaire qui devait durer 12 ans, de 1894 à 1906 : l'affaire Dreyfus, ou plus exactement l'Affaire tout court, avec une majuscule. Beaucoup de gens en ont entendu parler, mais ceux qui en ont été les témoins n'en ont point perdu le souvenir. Esquissons à vol d'oiseau cette ténébreuse Affaire, qui éclata en France comme un coup de tonnerre, à la fin du siècle dernier, pour se prolonger jusque dans les premières années du vingtième. Résultat d'un antisémitisme exacerbé, qui devait diviser en deux camps le pays, ainsi que les familles. Si on a pu dire qu'elle datait de 1898, à cause de l'ampleur qu'elle prit à ce moment-là, elle n'en avait pas moins, depuis des mois, couvé sous roche et suscité des commentaires passionnés. Vers la fin de 1897, dans le local où nous avons installé, 12, rue d'Ulm, notre revue Lutèce, dont j'étais le secrétaire de rédaction, et Fernand Hauser le directeur, ce dernier, rédacteur à l'Echo de Paris, par conséquent bien renseigné, m'avait annoncé, avec une vive émotion, que l'on allait apprendre du nouveau au sujet de la condamnation au bagne du capitaine

Dreyfus. Des preuves de son innocence allaient être produites au grand jour, une bataille allait s'engager entre les partisans de la vérité et ses adversaires. Un mois plus tard, c'était l'Affaire !

Notre ami Maurice Bouchor, un des meilleurs poètes de l'époque 1900, épris d'idées humanitaires, pensait que « la destruction de la société était préférable au maintien d'une injustice ». Et nous partageions son avis. En la personne de Dreyfus, c'est l'homme que nous défendions. Qu'il soit juif ou chrétien, peu importe, même s'il n'est pas des nôtres et n'a point nos idées, la vie d'un homme est sacrée, c'est elle avant tout qu'il faut sauver.

Pour moi, j'avais été dreyfusard dès la première heure, je ne pouvais pas ne point l'être, étant donné mes idées. Je me serais cru déshonoré si j'avais agi autrement. J'étais un esprit indiscipliné, ayant de qui tenir, si l'on en croit Edouard Herriot qui, dans un article paru dans les Cahiers de l'Ouest, en juillet 1955 (Ma jeunesse studieuse à la Roche-sur-Yon) disait de mon père, professeur au lycée de cette ville : « Je ne saurais oublier mon professeur d'histoire, M. de Lacaze-Duthiers, neveu du naturaliste bien connu, personnage original qui se souciait peu des programmes, mais qui m'a initié à l'histoire des origines françaises en me faisant connaître Fustel de Coulanges. » Moi aussi, je me souciais peu des programmes électoraux ou universitaires. Licencié ès lettres, je venais de refuser une bourse que m'offrait, pour préparer l'École Normale Supérieure, son directeur Georges Perrot, et, licencié en droit — le droit mène à tout, et à rien —, je n'avais pas voulu prêter serment pour être inscrit au barreau de Paris, bien que mon parrain fût M^o Danet, bâtonnier de l'Ordre des Avocats. J'aimais mieux manger de la vache enragée « à perpète » plutôt que de me soumettre à un pouvoir quelconque. Je devais apprécier par la suite les avantages et les inconvénients de cette méthode.

La presse était « pour ou contre », selon son habitude, copieusement arrosée des deux côtés. Dans la rue, les gens se regardaient de travers et s'insultaient grossièrement. Il y avait des attroupements et des discussions passionnées. On eût voulu rester « neutre », c'était impossible. Le cri « Mort aux juifs »

retentissait à tous les carrefours, poussé par des individus mobilisés pour la circonstance, accompagné du saccage des boutiques que l'on soupçonnait appartenir à des israélites.

L'affaire Dreyfus avait fini par absorber toute la politique du moment. Drumont, dit Barbe-à-Poux, l'un des responsables, qui était juif, à ce que l'on assurait, l'avait déclenchée dans la Libre Parole, qui n'avait rien de libre. « Haute trahison, arrestation de l'officier juif Alfred Dreyfus », lisait-on sur une manchette en gros caractères à la une du journal. On s'arrachait ce torchon ! « Le traître a fait des aveux complets », imprimait en toutes lettres le Drumont. « On a la preuve absolue qu'il a vendu nos secrets à l'Allemagne », mais ce qui était beaucoup plus certain, c'est que son torchon se vendait davantage — il fallut augmenter le tirage — ce qui était l'essentiel pour ce marchand de mauvais papier.

Charles Maurras, plus sourd (1) et moins poète que jamais, exigeait la tête du traître « innocent ou coupable ». A propos de cet « innocent ou coupable », il en a donné plus tard, dans ses Souvenirs politiques (1898-1900), une explication embarrassée : « Mon premier et dernier avis là-dessus, a été que, si par hasard (ce par hasard était tout un poème) Dreyfus était innocent, il fallait le nommer maréchal de France, mais fusiller une douzaine de ses principaux défenseurs pour le triple tort qu'ils faisaient à la France, à la Paix et à la Raison ». C'étaient les défenseurs de Dreyfus qui étaient coupables ! Le même confessera plus tard qu'il « était devenu royaliste et avait cessé sa carrière littéraire du jour où avait éclaté l'Affaire Dreyfus ». « Seul un roi, d'après lui, aurait pu mettre fin à l'Affaire qui était une affaire d'Etat qui éclatait dans un pays qui n'avait presque point d'Etat. » Il pensait que « pour que vécût la France, il fallait que revînt le roi ». Il avait juré fidélité « à Son Altesse Royale Monseigneur le comte de Paris », qu'il espérait voir sur le trône de France, sinon dans l'immédiat, du moins dans un proche avenir. « Nous travaillons pour 1950, mes amis et moi », déclarait-il. Or, en 1950, et après, le roi n'est pas encore rétabli sur le trône de France. Ce sont les rois de la République qui gouvernent !

(1) Maurras, sourd comme un pot, ne pouvait entendre la voix de la justice, ni celle de la vérité.

Notre Maurras, qui cultivait les muses à ses débuts, et tenait la rubrique des livres, d'ailleurs fort bien faite, dans la Revue Encyclopédique Larousse (1), devait pour son malheur et pour le nôtre se lancer dans la politique. On le vit alors collaborer assidûment — un article chaque matin, de plusieurs colonnes —, à l'organe du nationalisme intégral l'Action Française (2), et commettre des ouvrages qui n'avaient rien de littéraire, sur Kiel et Tanger (1895-1905), la République française devant l'Europe (1914), et autres du même genre.

D'après ledit Maurras, dénoncer les crimes de l'état-major, c'était porter atteinte au « moral de l'armée et nuire à la défense nationale ». Il attribuera les revers subis en 1914 par la France, « à ce que les soldats lisaient pendant l'Affaire, à la porte des casernes, l'Aurore et la Petite République ». C'étaient les « désarmements » qu'elle avait provoqués qui étaient la cause de la guerre ». Comme si les soldats avaient eu besoin de lire les journaux pour se faire une opinion sur l'armée et sur ses chefs !

« Tu as des droits absolus à montrer aux gens ta bassesse et ta stupidité », avait écrit Maurras en 1895 dans la Revue Encyclopédique. Il allait désormais montrer l'une et l'autre les années suivantes, engagé jusqu'au cou dans le maquis de l'Affaire Dreyfus.

Nous allons retrouver la main de Maurras, plus que celle de l'Allemagne, d'un bout à l'autre du drame. Pour moi, qui ne suis ni prosémite, ni antisémite, mais simplement humain, elle m'apparaît comme un défi à la raison et l'un des plus grands crimes de l'Histoire.

Un autre personnage, aussi encombrant que Maurras et son compagnon d'armes dans cette croisade contre la vérité, Mau-

(1) Cette Revue, dont Lucien Moreau était le secrétaire de rédaction, faisait une large part aux arts, aux sciences et aux lettres, comme elle le fait aujourd'hui.

(2) L'Action Française (l'A.F.), d'abord bimensuelle (1899-1904), puis mensuelle, était devenue quotidienne le 21 mars 1908, avec Vaugeois pour directeur.

rice Barrès, « le plus sec et le plus avisé des stendhaliens », écrivait Han Ryner dans ses *Prostitués*, oubliant qu'il avait été en son jeune temps « l'ennemi des lois », réclamait pour le pseudo-traître l'application de ces mêmes lois (sauf lorsqu'elles jouaient en sa faveur). Il était atteint d'une hypertrophie du « moi », qui le rendait sourd à toute pitié. On s'en aperçut par la suite. Il avait publié un certain nombre d'ouvrages qui lui avaient acquis quelque notoriété : les *Taches d'Encre*, revue littéraire (1884-1885), le *Quartier Latin*, *Sous l'œil des Barbares*, *Dialogues Parisiens* : huit jours chez M. Renan (1888), *Un Homme libre* et *Un amateur d'âme* (1889), le *Jardin de Bérénice* (1891), *Toute licence*, sauf contre l'Amour, le *Culte du moi* (1892), *Contre les Étrangers*, étude pour la protection des ouvriers français et *L'Ennemi des Lois* (1893), *Du Sang, de la Volupté et de la Mort* (1894), les *Déracinés* (1897). En 1899 il prononça un discours, *la Terre et les morts*, Sur quelles réalités fonder la Patrie française, qui précédait le Roman de l'énergie nationale : *L'Appel au Soldat*, en 1900.

Le « moi » barrésien était un moi plein de contradictions, si l'on en juge par tout ce qu'il avait dit avant l'Affaire, qui devait le révéler à lui-même et lui servir de pierre de touche. Il était de ces intellectuels pour lesquels se renier est comme une seconde nature. Pour tout dire une « girouette », mais une girouette ferme en ses desseins, bien que tournant à tous vents. Il y avait en lui deux Barrès, le second beaucoup moins intéressant que le premier. D'abord boulangiste, puis socialiste (rédacteur en chef de la *Cocarde*, en 1894, avec pour collaborateurs Clovis Hugues, Eugène Fournière, Zévaès et Pelloutier), ayant en 1890 désavoué dans le *Figaro* « les furieuses imprécations de la France Juive », et exhorté les « antisémites à rejoindre les socialistes, leurs frères, il s'était tourné vers le culte des morts, confondu avec le culte du « moi ». Après avoir dit : « Ils nous étouffent, nous en sommes les victimes », il disait tout le contraire, prônant sur tous les tons « ce que crient en nous l'influence héréditaire, la terre et les morts ». Paul Léautaud, dont j'aime le franc-parler, n'a pas manqué d'exécuter Barrès, comme il en a exécuté bien d'autres, à propos de ce fameux culte, devenu chez lui une idée fixe : « La

leçon des morts, l'obéissance aux morts, la petite patrie, etc. Idées inintelligibles, philosophie d'esclave. C'est là encore de l'esprit religieux... » De ce culte des morts, Rémy de Gourmont écrivait en 1899 dans *Épilogues*, « qu'il repose sur cette croyance obscure que les âmes reviennent après la séparation hanter les corps dont elles sont détachées ». C'était se placer à un point de vue un peu différent de Barrès, mais moins terre à terre que Libertad qui, dans son *Culte de la Charogne*, déclarait que ce culte était « une des plus grossières aberrations des vivants ». Pour Barrès il n'y avait plus que les morts qui comptaient. Ce culte des morts, il devait le célébrer à sa façon pendant la « grande guerre ». C'était l'occasion ou jamais. A Lavedan, autre patriote en chambre, qui nous l'a révélé dans *l'Illustration*, il avait dit, tout pénétré d'une ardente foi patriotique : « Je m'engage », résolution accompagnée comme il convient « d'un gentil mouvement de menton », mais non suivi d'effet, car il ne s'engagea jamais, tout président de la Ligne des Patriotes qu'il était. Il engagea plutôt les autres à courir au devant de la mort, la fleur au fusil et le sourire aux lèvres. Il ne s'engagea qu'avec des mots qui méritent d'être rappelés : « Nous, les non-combattants, Français de second choix (il aurait pu dire de dernier choix), nous achèverons notre vie heureux d'avoir vu tant de gloire », ou : « C'est notre sang (mais à coup sûr pas le sien) qui coule « sur les champs de bataille », ou encore : « J'entretiens le feu sacré », comme une antique vestale, etc. C'était l'heure où les chevaliers de l'escrivoire, que l'on voit partir en guerre avec de belles phrases, à chaque « saignée purificatrice », s'excitent et surexcitent en évoquant le « royaume sublime de la guerre », où l'on entend Gustave Hervé le renégat dire de ceux qu'il exhorte à mourir pour la patrie : « Ils ne sont pas morts, ils sont vivants », moins vivants assurément que ledit Hervé, tandis que Lavedan ose écrire : « Le soldat français rit partout ». Il riait plutôt de désespoir et de colère, dans les tranchées où il s'abrutissait à coups de gniole et de pinard. Tas de farceurs, ou plutôt de criminels !

Un professeur d'énergie, de fausse énergie, tel fut Barrès, dont l'individualisme était sujet à caution. L'homme du culte du moi n'avait point celui de la vérité. Il avait inventé le

vocable « nationalisme », qui était « résoudre chaque question par rapport à la France », c'est-à-dire par rapport à lui. Son nationalisme ne valait pas mieux que son individualisme. L'un et l'autre devaient, pendant l'Affaire, s'accoupler pour accomplir la plus détestable des besognes.

●

Le suivait de près Léon Daudet, autre polichinelle de service dans l'armée antidreyfusarde. Celui-là ne manquait point de talent, il en avait à vendre et à revendre. Royaliste à tous crins autant qu'antisémite, — ne dédiait-il pas l'un de ses livres : Au pays des Parlementeurs (1901) « à l'auteur de la France Juive, prophète en son pays, avec admiration et tendresse », (il avait de mauvaises fréquentations), on l'avait vu retourner sa veste et emboîter le pas aux gens de droite. Il n'était pourtant ni nationaliste ni antisémite, lorsqu'il débuta dans la carrière littéraire. Il combattait le cléricalisme. Il encensait dans le Journal le citoyen Jaurès et publiait dans une feuille an-archiste, Germinal, des articles incendiaires. On ne sait quelle mouche l'ayant piqué, il était passé dans le camp de la réaction. Le « gros Léon » avait assisté avec des pleurs de joie à la condamnation de Dreyfus qui, pour lui, comme pour les autres, était « un sale juif ». Lui-même en était un, à ce qu'on assurait, son faciès le désignant comme tel. Le fils d'Alphonse Daudet était l'auteur d'un certain nombre d'ouvrages : les Morticoles (1894), les Kamtchaka (1895), les Idées en marche (1896), la Romance du Temps présent (1900), les Deux Etreintes (1901), la France en alarme (1904), etc. Dommage qu'un si beau talent ait été mis au service d'une si mauvaise cause !

●

Arthur Meyer, le type du juif converti au catholicisme — la plus sale espèce de juif qui existe au monde — lequel « passait le coton à Blanche d'Antigny (sic) », au dire de Mirbeau, n'était pas l'un des personnages les moins marquants (et marqués) de l'équipe antidreyfusarde. Le Gaulois constituait entre

ses mains une arme redoutable, ayant comme lecteurs la majorité des gens bien pensants. Rien de plus répugnant qu'un juif antisémite ! Cet homme pourvu d'abondants favoris — une vieille barbe en ses écrits — et l'air bon enfant, n'en était pas moins un être dangereux.

Plus tard, pour justifier son attitude avant, pendant et après l'Affaire, il publia trois bouquins : *Ce que mes yeux ont vu*, *Ce qu'il faut taire*, et *Ce que je peux dire*, qui ne sont qu'un long plaidoyer pro domo. Peu importe ce que ses yeux avaient vu, ce qu'il fallait taire et ce qu'il pouvait dire, l'auteur de ces radotages séniles n'en était pas moins un fieffé réactionnaire. Faguet qui écrivit la préface de *Ce que mes yeux ont vu*, disait de lui : « qu'il fut au nombre des premiers boulangistes partisan d'une royauté, avec la duchesse d'Uzès ». Arthur Meyer, baptisé catholique, déclarait toutefois qu'il n'avait jamais crié : « A bas les juifs ». Il eût pu crier « A bas moi-même ». « Les juifs me considèrent comme un antisémite, déclarait-il encore, parce que j'ai abandonné la religion où le hasard m'a fait naître pour choisir celle dans laquelle je veux mourir ». Mais valait-elle mieux !

Pour l'Arthur des familles dont Léon Daudet, qui ne le gobait point, disait qu'« il faisait du crachat une décoration et du coup de pied au cul un petit fauteuil », c'était « le dreyfusisme qui avait porté au pouvoir Loubet et Fallières, et fait exiler de bons citoyens comme Déroulède, André Buffet et Lur-Saluces ». Drôles de citoyens ! D'après ce faux jeton, « le dreyfusisme avait éteint les étoiles (que lui Arthur, se chargeait de rallumer), et « supprimé la vieille chanson » (cette extinction des étoiles, un slogan que le socialiste Viviani avait mis à la mode pour renflouer la phraséologie révolutionnaire !). Quant à « la vieille chanson », on la connaît : accepter les yeux fermés comme parole d'Évangile, toutes les traditions religieuses, morales et sociales, dont nous sommes prisonniers dès notre entrée en ce monde.

Le marquis Henri de Rochefort-Luçay, Rochefort tout court pour le popolo, directeur de l'*Intransigeant* (disons plutôt le *Transigeant*) suivait le mouvement pour vendre son papier. Ce n'était plus le Rochefort que les Parisiens étaient venus acclamer à la gare du Nord à son retour d'exil, le 1^{er}

février 1895, ayant bénéficié d'une loi d'amnistie, ce dont il ne se montra guère reconnaissant envers la République comme on le vit par la suite. Ce redoutable polémiste, si agressif dans ses articles, était un timide dans la vie. Debout dans le fiacre qui le transportait à grand peine parmi la foule parisienne, il était pâle comme un mort et tremblait comme une feuille, lui qui avait fait trembler l'Empire. Sa houppe photogénique au sommet du crâne et sa barbe en pointe lui donnait un aspect comique. Je le vois encore, moi qui étais venu l'acclamer, dans cette attitude qui n'avait rien d'héroïque. Le pamphlétaire de la Lanterne allait jouer durant toute l'Affaire un rôle malfaisant. Disposant d'un journal à fort tirage, lu par les gens du peuple, il en profitait pour égarer l'opinion. Ce fut le plus odieux des anti-dreyfusards. Il était au-dessous de Drumont, ce qui n'est pas peu dire. Henri Rochefort, « le jappement fait homme », disait de ce roquet C. M. Savarit, n'en était pas à un jappement près. Il devait se comporter en cruel va-t-en guerre, ayant tous les culots et toutes les audaces. L'homme au double toupet, celui qu'il avait au sommet du crâne et celui qu'il avait en dedans, méritait l'épithète de « macrobe de l'Intransigeant » que lui décochait Laurent Tailhade dans son livre A travers les groins, ajoutant : « votre temps est fini, vieux pître ». On peut dire que ce « vieux pître » a contribué plus que tout autre à faire condamner Dreyfus.

Il avait un digne émule dans le sieur Judet (Ernest), « dont le nom commence en Judas et finit en gibet » (Mirbeau dit) qui versait à ses lecteurs dans l'Éclair, qui n'éclairait rien, et le Petit Journal, petit de toutes les façons, dont il était le directeur, le poison quotidien de la calomnie. Autres feuilles au service de la réaction : le Soir, de Vervoort, la Patrie, de Millevoye, le Petit Caporal, la Presse, le Soleil, qui ne brillait guère (1), la Croix, organe des assumptionnistes, qui n'était pas la dernière à salir les « sales juifs », au nom de la charité chrétienne, la Cocarde, dont le titre était tout un programme,

(1) Edouard Hervé, rien de commun avec Gustave, dirigeait le Soleil, qui d'antidreyfusard qu'il était au début de l'Affaire, n'allait pas tarder à devenir dreyfusard, ce qui ne fut pas sans causer quelques remous dans le clan maurrassien.

qui excitait au meurtre avec ses « rubriques antijuives », le Petit Parisien, vendu au plus offrant, et l'Echo de Paris, des frères Simond, juifs antijuifs, plus divers torchons de moindre importance mais tout aussi malpropres qui déversaient sur la tête de celui que Pierre Mille appelait « un affreux innocent », les injures habituelles de traître et de sale juif. L'Autorité était plus digne sous la direction de Paul de Cassagnac, bonapartiste, qui ne pouvait se faire à l'idée qu'un officier français eût été capable de trahir son pays. C'était une opinion !

En Afrique du Nord, à Alger, la Trique antijuive (secondée par l'Antijuif) dont le premier numéro parut le premier juillet 1898, sous la direction d'un M. de Peretti, soutenait la presse de la métropole dans sa bataille contre la vérité. Cette feuille de chantage, où la délation et la calomnie s'étaient au grand jour, de la première à la dernière page, avec ces mots en exergue : « L'Algérie aux Français ! A la porte les juifs ! » accusait la Lanterne d' « être un dépotoir d'excréments juifs », et son confrère Combat « un marlou de la youtrerie algérienne ». La même feuille, d'après laquelle l'Algérie « était peuplée d'hommes énergiques qui foncent carrément sur la juiverie », était toute à la dévotion de Max Régis, qui déclarait : « Je suis décidé à brûler la cervelle au premier youtre qui me menacerait. » Voilà ce qu'était devenue la polémique dans un pays que l'on eût cru pacifié !

Le sire de Rochefort prêtait main-forte au charognard Jules Guérin, bras droit de Drumont, dans l'œuvre funeste entreprise par eux en France et en Algérie. (1)

Menaient la bataille dans le camp adverse, la Petite République, la Paix, le Siècle, le Radical, la Lanterne, le Rappel, la Fronde, les Droits de l'Homme, les Temps nouveaux, le Journal du Peuple, de Sébastien Faure (ne pas confondre avec Félisque !), le Libertaire, et en tête de tous, à l'extrême pointe du combat, l'Aurore, que venait de fonder Ernest

(1) Ce Guérin (Jules, encore un !) qui vivait de combinaisons et de chantages, avait réussi à se faire prendre au sérieux par ses amis et par ses ennemis. Son frère Louis le secondait dans son action, qui avait donné pas mal de fil à retordre au gouvernement.

Vaughan, après avoir quitté l'Intransigeant et s'être brouillé avec son directeur.

L'Aurore — rien de commun avec celle d'aujourd'hui — avait une rédaction d'élite, parfaitement homogène, très décidée à faire triompher la justice. En relisant ses numéros depuis 1898, on suit pas à pas, chaque jour, la marche de l'Affaire, d'un côté les efforts de la réaction pour étouffer la vérité, de l'autre la lutte opiniâtre pour la faire triompher. L'Aurore comptait parmi ses rédacteurs Georges Clemenceau, Lucien Descaves, Octave Mirbeau, Urbain Gohier, Gustave Geffroy, Laurent Tailhade, Camille Mauclair, Jean Jullien, Adolphe Tabarant, Georges Lhermitte, Henry Leyret, Benjamin Guinaudeau, Léon Millot, Francis de Pressensé, etc., qui ne pouvaient ailleurs s'exprimer librement. Quelques-uns appartenaient à des journaux qui toléraient leur signature, à condition de ne point souffler mot de l'Affaire, sous peine de perdre leur gagne-pain.

VI

Où l'Affaire se mijote en douce dans les coulisses de l'Etat-Major. — Une officine de faux : le bureau de renseignements de la rue Saint-Dominique. — Il s'agit de sauver les coupables en accusant un innocent. — Une brute galonnée, le commandant Henry, se charge de cette besogne. — Du rôle des poubelles dans les histoires de trahison. — Le « bordereau », principale pièce accusatrice attribuée à Dreyfus, est trouvé en morceaux dans une boîte à ordures par une femme de ménage qui le transmet dans un cornet audit commandant. Ce dernier fabrique le télégramme « Alexandrine », où figurent les mots : « Ce canaille de D... », qui ne serait autre que le capitaine Dreyfus, choisi comme bouc émissaire. — De connivence avec Henry, un autre commandant, le sieur du Paty de Clam, fait venir Dreyfus dans son bureau et le met à la torture pour lui arracher des aveux, tandis qu'il proteste de son innocence. — Le général Mercier, ministre de la Guerre, dépourvu de caractère et faible d'esprit, outrepassant ses droits et de son propre chef, sans aucune preuve à l'appui, envoie le prétendu traître à la prison du Cherche-Midi. — Le Conseil de guerre le juge à huis clos, refusant de communiquer à son avocat, M' Demange, le « dossier secret » qui contient la preuve formelle (sic) de sa trahison. — Où l'on voit le grotesque Bertillon couper des cheveux en quatre à propos du bordereau qu'il attribue à Dreyfus. En conséquence, le traître est condamné à la détention perpétuelle dans une enceinte fortifiée. — Sa dégradation. Scènes ignobles à laquelle elle donne lieu. — Il part pour l'île du Diable, où il va subir pendant quatre ans le supplice de la double boucle.

A cette époque fonctionnait rue Saint-Dominique un service de renseignements, autrement dit Deuxième bureau, de fâcheuse réputation, destiné à dépister l'espionnage, composé de trois capitaines, d'une moralité douteuse, qui jouèrent en cette affaire un rôle triplement louche. Des « fuites » — un mot devenu à la mode ces temps-ci, — ayant été constatées dans ledit bureau, on les mit sur le compte de « ce canaille de D... », un faux grossier fabriqué pour prouver

la culpabilité de ce D..., lequel n'était autre que le capitaine Alfred Dreyfus, un « sale juif », choisi comme bouc émissaire pour payer les pots cassés. Il y a toujours en haut lieu un traître en réserve chaque fois que la patrie est en danger. (1) A l'heure où l'antisémitisme sévissait, le moment était bien choisi pour exciter les passions. On mangeait du juif à chaque repas, comme d'autres mangeaient du boche, au point d'en crever d'indigestion. On prétendait que Dreyfus était l'auteur d'un bordereau qui fournissait à l'ennemi héréditaire — l'Allemagne, toujours elle ! — des renseignements concernant la défense nationale, notamment sur un frein hydraulique et des troupes dites de couverture (en avaient-elles seulement ?), plus une « note relative à l'expédition de Madagascar » et autres secrets de polichinelle. Or, le bordereau, Dreyfus ne le connaissait même pas. Pourquoi lui, qui était riche, aurait-il vendu à l'étranger des documents sans intérêt, que le Figaro déclarait « peu importants », dans un article intitulé : Une affaire de trahison ? N'importe, il fallait un traître, pour faire un exemple. Les tripotages du Deuxième bureau avaient porté leurs fruits. Ces mots : « ce canaille de D... », figuraient bien en vue, au milieu d'un télégramme qui avait été jeté au panier, déchiré en plusieurs morceaux, rafistolés tant bien que mal, suivi de la signature énigmatique Alexandrine. Quel nom se cachait sous ce pseudonyme, c'est ce qu'il était difficile de savoir ? On l'attribuait, en désespoir de cause, tantôt à Schwartzkoppen, attaché militaire à l'ambassade d'Allemagne, tantôt à Panizzardi, attaché militaire à celle d'Italie. Or, ni l'un ni l'autre ne connaissaient Dreyfus. Ils n'avaient jamais entendu parler de cette « canaille ». Ce télégramme arrivait comme des cheveux sur la soupe — et pourtant bien à propos —, une mauvaise soupe que ces messieurs de l'état-major, épaulés par une presse à leurs ordres, allaient servir toute chaude aux bons français antisémites et patriotes, friands de fausses nouvelles pouvant servir leurs desseins.

(1) Il y avait eu, dix ans auparavant, en 1884, un autre traître du nom de Turpin, inventeur de la mélinite, qu'on l'accusait d'avoir vendue à l'Allemagne, mais l'affaire en était restée là, faute de preuves suffisantes.

Quant à l'autre pièce désignée sous le nom de bordereau, qui révélait à l'ennemi héréditaire les secrets de la défense nationale — et que certain commandant Henry, attaché et détaché au bureau de la rue Saint-Dominique mettait sur le compte de Dreyfus, choisi comme tête de turc pour dissimuler le ou les vrais coupables (car il y en avait dans les coulisses, qui n'avaient pas été inquiétés, n'étant pas juifs), par quelle voie était-il parvenu au bureau de renseignements? Ce commandant, un gros lourdaud sans culture, maladroit comme pas un et finassier comme cent, qui n'avait rien d'un aigle s'il avait tout d'un rusé compère, un vrai « corniau » dans le sens absolu du mot, prétendait que ce papier provenait de l'ambassade d'Allemagne. Ce n'était qu'un méchant chiffon de papier, fait de quatre morceaux recolés au petit bonheur, qu'une femme de ménage, chargée d'épousseter les meubles et de cirer le parquet à l'ambassade, avait trouvé dans une poubelle (1) (une nommée Bastian, que Maurras, qui l'admirait, portait aux nues), laquelle servait d'agent de liaison entre celle-ci et le Deuxième bureau, où elle remettait à Henry, dans un cornet à papier — analogue à ces cornets de frites de la Foire au pain d'épices — le résultat de ses trouvailles. Cette remise avait lieu généralement dans une église, pour écarter tout soupçon, lieu sacré et consacré tout indiqué pour ce genre d'opération. C'est ce que ledit Henry et son collègue Sandherr, autre personnage non moins compétent en matière de faux, appelait « la voie hiérarchique ». La Bastian, qui remplaçait souvent la pipelette dans sa loge, était bien la créature qu'il fallait à ces messieurs pour leur fournir des renseignements. En plus de la Bastian, Henry avait pour indicateur un certain Val Carlos, qui vivait d'expédients. Ainsi, dès le début même de l'Affaire se révélait son caractère grotesque autant qu'odieux, avec trucs et ficelles — rien n'allait y manquer — d'un parfait roman-feuilleton ou d'un mauvais roman policier. Disons

(1) Poubelle, préfet de la Seine de 1883 à 1896, avait imposé aux Parisiens des boîtes à ordures en fer qui portent son nom. Récipient peu pratique qui dégueule sur les trottoirs le trop plein de son contenu.

plutôt qu'il s'agissait d'une tragi-comédie en 5 actes, comportant moult épisodes. Un imbroglio avec coups de théâtre d'un bout à l'autre. Tâchons de démêler cet écheveau qui n'a jamais été bien démêlé, des points obscurs subsistant encore après tant d'années écoulées.

D'où vient que les soupçons s'étaient portés sur « ce canaille de D. », désigné dans la pièce signée Alexandrine ? La tête de Dreyfus, avec son air que l'on disait surnois et sa myopie invétérée, sa voix sourde et monotone, son attitude distante et effacée, il ne se livrait pas facilement et il était timide, ne plaidaient pas en sa faveur. De plus, il connaissait plusieurs langues, autre preuve de sa culpabilité. Il n'en fallait pas plus pour qu'on le cataloguât traître n° 1, ses collègues ayant de lui une si mauvaise opinion. C'est sur des bases aussi fragiles, et sans aucune preuve, qu'allait être étayée l'accusation !

Arrêté le 15 octobre 1894 sur l'ordre du général Mercier, ministre de la Guerre, il avait été conduit séance tenante, par les voies les plus rapides, sous bonne escorte, manu militari, le commandant Henry présidant à cet enlèvement, à la prison du Cherche-Midi, pour y être jugé par un conseil de guerre. M^e Demange, un des plus brillants avocats de la Belle Epoque, avait été choisi par Mathieu Dreyfus, frère de la victime, pour le défendre et il n'avait accepté cette lourde charge qu'après s'être bien convaincu que son client, si on pouvait employer ce mot, était innocent, ce que ce dernier n'avait cessé d'affirmer depuis son arrestation. M^e Demange et son confrère Labori devaient lutter sans arrêt, jusqu'à la victoire finale au péril de leur vie, pour arracher la victime à ses bourreaux. Ceux-ci voulaient bien les laisser plaider, en leur en ôtant les moyens !

En ce triste Cherche-Midi, de fâcheuse réputation, Dreyfus avait été soumis à toutes sortes d'épreuves, pour le forcer à avouer, au point qu'il avait failli devenir fou, pleurant et riant tour à tour, et qu'il le serait certainement devenu si le commandant Forzinetti, être humain et compréhensif, à cent

coudées au-dessus des autres, n'avait adouci ses tourments, à ce point qu'il était considéré comme un « tiède ». Il devait plus tard faire des révélations à ce sujet, qui n'étaient pas en faveur de ses collègues.

Auguste Mercier, deux fois ministre de la Guerre, une première fois sous Casimir-Périer, en 1893-1894, une seconde fois sous Charles Dupuy, en 1894-1895, était bien l'homme qu'il fallait à la réaction pour s'opposer à la manifestation de la vérité. Têtu comme un mulet et peu communicatif, l'auguste personnage allait remplir son rôle en conscience, si l'on peut parler de conscience à propos d'un ministre qui n'en avait point. Judet se vantait de l'avoir fait « marcher ». A son tour, il faisait marcher les autres.

Cette arrestation avait produit tout son effet, tandis que couraient sur Dreyfus les bruits les plus tendancieux. Il y eut la légende des prétendus aveux, mensonge cousu de fil blanc, le traître n'ayant jamais cessé de proclamer son innocence. On fouillait sa vie privée, on recherchait s'il avait eu dans son passé, et s'il en avait dans le présent, des dettes et des maîtresses. C'est tout juste si on ne l'accusait point d'homosexualité. Drumont n'y avait point pensé. On faisait dire à Dreyfus que s'il avait livré des documents, c'était pour en obtenir de plus importants (il l'aurait déclaré devant les juges !) Le Transigeant parlait d'une correspondance échangée entre lui et l'empereur d'Allemagne, ce que ce dernier avait démenti.

Ce « salaud de Dreyfus », tel était le refrain que l'on entendait un peu partout, dans tous les milieux. Or, il y avait, au mois de septembre 1894, eu relations suivies avec le deuxième bureau, un certain commandant Du Paty de Clam, lequel devait jouer dans l'Affaire un triste rôle. Ce sinistre individu (1), surnommé dans le civil la « dame voilée » de

(1) Il devait se retrouver un jour sous les verrous, par un juste retour des choses d'ici bas, la brouille étant survenue entre lui et ses complices. Entre gens du milieu, les choses finissent toujours par un règlement de comptes. Voilée ou dévoilée, la dame ne l'avait pas volé ! Elle n'avait aucune excuse.

ce qu'il avait cru devoir se déguiser pour découvrir les fuites, (laquelle dame voilée « habitait rue de la Pompe, dans les numéros élevés », disaient ses amis, qui ne voulaient point révéler sa véritable identité), accusait formellement Dreyfus, et l'ayant fait venir dans son bureau, lui avait présenté un revolver, « pour se faire justice », mais ce mauvais coup avait raté, le « traître » s'étant bien gardé d'en faire usage, déclarant : « Je suis innocent ». Ce Du Paty sans scrupules avait eu l'audace de perquisitionner chez la femme de celui qu'il accusait de trahison. Il avait mis Dreyfus au secret, et s'efforçait de lui arracher, au cours de multiples interrogatoires, des aveux que celui-ci ne pouvait lui faire, et pour cause, il était innocent ! Du Paty de Clam clamait et proclamait à qui voulait l'entendre, que Dreyfus était coupable.

Ce malfaisant personnage — car tout prouvait qu'il en était un — mort en 1916, que sa famille a cherché à réhabiliter — mais l'histoire est là pour le condamner — ne méritait aucune pitié, lui qui n'en avait pas eu pour Dreyfus.

C'est Mercier, l'homme qui ne riait jamais, et qui était froid comme le marbre, qui avait eu l'idée de confier à cet hurluberlu, qui l'était autant que lui, le soin de « cuisiner » ce canaille de D... On ne pouvait mieux tomber ! D'après Séverine, les marchandes des quatre saisons « témoignaient d'un flair très supérieur à celui du général Mercier », qui n'en montra guère par la suite, s'il montra combien il était de mauvaise foi et de parti-pris.

Avec le diabolique Du Paty de Clam et Henry, son compère, toute une ribambelle de généraux destinés à mourir dans leur lit avaient juré d'avoir la peau du traître, par n'importe quel moyen, pour sauver « l'honneur de l'armée », (qu'ils disaient !) Or cet honneur était bien mal représenté !

Le 22 décembre 1894, Dreyfus était condamné par le conseil de guerre sur les pièces fausses qui avaient été fabriquées pour le perdre, à la déportation perpétuelle dans une enceinte fortifiée, après avoir été dégradé publiquement. Il était reconnu coupable du crime de haute trahison, autrement dit « d'intelligences avec l'ennemi ». Son attitude ayant impressionné défavorablement les juges, ceux-ci ne se gênaient point pour le dire, ils l'avaient reconnu coupable à l'unanimité.

Ajoutons qu'il avait été jugé à huis clos, pour que rien ne transpirât de cette parodie de justice, mesure qui n'était guère justifiée, contre laquelle s'était élevé en vain M^e Demange. Le « dossier secret », dont on faisait état pour accabler Dreyfus ne lui avait pas été communiqué, non plus qu'à son avocat, lequel l'ayant réclamé, « dans l'intérêt de la défense » s'était heurté à une fin de non recevoir, sous prétexte qu'il y avait « d'autres intérêts en jeu dans ce procès » (on devine lesquels). Du Paty de Clam, pour prouver la culpabilité de Dreyfus, le traitait de « simulateur », ajoutant qu'il « avait tremblé en écrivant sous sa dictée », ce qui aggravait son cas (or, si Dreyfus avait tremblé, c'est qu'il gelait à pierre fendre dans sa cellule). Il disait à ce dernier : « C'est un agent allemand qui vous a dénoncé », alors qu'il savait pertinemment qu'il n'en était rien.

« Au nom de la loâ » Du Paty arrêta Dreyfus, qui lui cria son innocence. Quant à Henry, la mauvaise foi incarnée et la roublardise en personne, il jurait ses grands dieux, devant le Christ en croix (ce Dreyfus d'un autre âge), en grossissant sa voix et faisant de grands gestes, en fieffé cabotin qu'il était, tout en désignant du doigt Dreyfus, que ce dernier était coupable. « En mon âme et conscience, je le jure, le traître, le voilà ! » Une âme et une conscience plutôt élastiques. Un « je le jure » de plus ou de moins n'embarrassait point ce menteur.

On avait vu déployer ses talents de savantasse un énergumène qui répondait au nom d'Alphonse Bertillon, une « huile » de la Préfecture de police, où il dirigeait le service photographique. S'appuyant sur des calculs fantaisistes où une chienne n'aurait point trouvé ses petits, ce phénomène prétendait que l'écriture du bordereau ressemblait à celle de Dreyfus. Cette affirmation, sortie de la bouche de ce haut — et si bas personnage — devait décider du sort de l'accusé. Cet Alphonse, il convient de le dire et le redire, doit être tenu en partie pour responsable de ce qu'il y a eu une affaire Dreyfus. Sans lui, peut-être elle eût été évitée. On devait le

retrouver, tel un revenant d'opéra-comique, à tous les débats, procès, audiences, révisions, expertises, etc. au cours de l'Affaire, pour embrouiller les choses et égarer la justice, alors qu'on aurait dû le renvoyer à ses chères études. Ce Bertillon, dont les démonstrations, peu démonstratives, consistaient en graffiti, schémas, dessins bizarres, mélange de plusieurs écritures, mots pris les uns pour les autres, le tout compliqué d'une phraséologie absconse, n'avait inspiré nulle confiance à Casimir-Périer lui-même, qui déclarait que « ce système était celui d'un fou ». Et c'est ce fou dont les militaires invoquaient le témoignage pour accabler Dreyfus !

M^e Demange avait pleuré, après une telle condamnation, où toutes les lois de la justice avaient été violées par des bandits en uniforme.

Ce jugement, écrivait Paul de Cassagnac dans l'Autorité, « va causer dans le pays une profonde tristesse et une amère déception ». Il se demandait même « si Dreyfus ne serait pas innocent ».

Notre état-major, qui faisait la loi en se plaçant au-dessus des lois, s'était bien gardé d'avertir le ministre de l'Intérieur des protestations d'innocence de Dreyfus.

Cette condamnation avait comblé d'aise les antidreyfussards. La joie éclatait sur leur visage. La France était sauvée, et la paix avec elle. Les juges militaires avaient fait leur devoir, et, pour les remercier, le public criait à tue-tête « Vive l'Armée ! », Léon Daudet écrivait dans le Figaro : « Il n'a plus de teint, il fait couleur de traître. » Quelle couleur eût fait à sa place, lui Daudet (Léon) ? Ce Daudet dont le vrai nom eût été baudet, lequel devait en 1914 soutenir Georges Clemenceau dans sa répression contre les « défaitistes », Willy, qui avait de l'esprit, l'avait baptisé « le soutien Georges » (prononcez : gorge !).

La Libre Parole triomphait. Cette canaille de Drumont, plus dangereuse que ce canaille de D..., n'était qu'une crapule, car de quel autre nom désigner ce journaliste à tout faire qui mentait sciemment, ne craignant point, par ses mensonges, de déclencher la guerre civile. Il méritait l'épithète de « menteur immonde » que le capitaine Marin, calomnié par lui, lui avait un jour jetée à la face.

Le Petit Journal avait à ce point empoisonné les esprits que l'un de ses lecteurs, porte-parole des autres, parlait de « mettre Dreyfus dans une cage de fer, comme une bête fauve », devant laquelle le public défilerait, en lui crachant au visage.

L'Affaire débutait bien. Ce lever de rideau promettait pas mal de surprises, comiques ou tragiques, pour l'édification des siècles à venir, mais nous n'avions encore rien vu.

Le 5 janvier 1895 Dreyfus était dégradé à l'École militaire, en grand apparat, tandis que la musique jouait la « Marche de Sambre-et-Meuse ». Un cuirassier brisait en deux, sur son genou, l'épée du condamné.

« Vous n'êtes plus digne de porter les armes », lui avait lancé au visage l'officier qui venait de jeter dans le ruisseau ses épaulettes et ses galons. « Vous venez de dégrader un innocent », s'était contenté de répondre dignement Dreyfus. Le cocher qui le reconduisait au Cherche-Midi, dans un panier à salade, résumant les sentiments de la populace, s'écriait : « C'est le plus beau jour de ma vie. » On voit à quel degré d'avilissement était descendue la mentalité humaine, que le fanatisme prive de toute raison et de tout sentiment. On entendait des cris divers, qui témoignaient de la férocité des manifestants : « A mort, Judas ! Sale juif ! A mort ! », plus celui de « Vive l'armée ! » que Dreyfus lui-même avait poussé, en guise de remerciement (il aurait pu s'en dispenser). Barrès, qui avait daigné descendre des hauteurs de la stratosphère, pour partager l'allégresse commune, exultait pareil à une petite folle, taxant le lendemain « d'ignominie et de platitude » dans un journal de droite, l'attitude de la victime qui, disait-il, « avait le képi enfoncé sur le front, le lorgnon sur son nez ethnique », mais le sien l'était encore plus ! « Il faut le percer », (au figuré sans doute), disait de Dreyfus le Barrès altéré de sang, ce qui n'était pas très courageux de sa part, en face d'un homme désarmé, qu'il poursuivait de sa haine. Le Barrès antisémite et le Barrès nationaliste sont inséparables, Les deux font la paire.

D'après la presse nationaliste, Dreyfus avait subi « d'une façon ignoble » sa dégradation (qui l'était encore plus). Tandis que les uns prétendaient que son attitude piteuse prouvait sa culpabilité, les autres en voyaient la preuve dans sa tenue correcte : « Voyez comme il se tient droit, la canaille ! Vive la France ! Sale juif ! » Droit ou courbé, son aspect physique le désignait comme un traître. S'il criait son innocence, c'est qu'il était coupable. S'il se taisait, il l'était encore davantage. Que ne s'accusait-il plutôt, on l'aurait cru ! De toute façon son compte était bon, « innocent ou coupable », comme disait Maurras. Les antisémites, « revenants hideux des âges d'intolérance » (Michel Colline), se montraient ici sous leur vrai jour : des criminels de droit commun, dont il y avait tout à craindre.

La dégradation de Dreyfus avait été, selon Maurice, « un spectacle édifiant pour de bons français ». Il faillit étrangler le jeune Camille Mauclair qui ne partageait point son avis. C'était alors, nous dit celui-ci dans *Servitude et grandeur littéraire*, « un grand jeune homme maigre, pâle, avec sa mèche tombante », et plus fier qu'Artaban, ainsi que je pus m'en rendre compte un jour que je l'avais rencontré chez l'éditeur Charpentier, où j'étais allé chercher les ouvrages de Gustave Geffroy que ce dernier m'avait dédicacés. Avec son air hautain et dédaigneux il ne se prenait point pour de la petite bière, « l'égotiste » ! (néologisme qui remplaçait pour lui le mot trop banal d'égoïsme).

Là-dessus, les juges du « traître », traîtres eux-mêmes à la justice, l'envoyèrent méditer à l'Île du Diable sur les inconvénients d'être né sous une mauvaise étoile (l'étoile jaune !) (1) L'île du Diable, qui portait bien son nom — on y mourait à petit feu — était l'une des trois îles du Salut (qui ne l'était guère pour Dreyfus) — la plus petite, les autres étant l'île Saint-Joseph et l'île Royale — située non loin de Cayenne, en face de la Guyane, « une des hontes de la civilisation française », déclarait un personnage bien pensant, où l'on

(1) Le départ de Dreyfus pour l'île du Diable avait coïncidé, comme par hasard, avec l'élection de Félix Faure à la présidence de la République.

expédiait les condamnés aux travaux forcés à perpétuité (Alexandre Jacob y séjourna lui-même une partie de sa vie). Dreyfus avait dû passer auparavant par la Rochelle, où on l'avait roué de coups. Un officier l'avait lâchement frappé par derrière avec son épée, tandis que résonnaient les cris : « A l'eau ! A mort le traître ! » poussés par les chacals et les hyènes à face humaine. A Saint-Martin-de-Ré, dernière étape avant l'île du Diable, on l'avait soumis à la torture, qui pourtant était abolie en France depuis 1789. Mais tout cela n'était rien en comparaison du martyre qu'allait lui faire subir dans cette île lointaine, André Lebon — lequel était plutôt mauvais — jeune ministre des Colonies et tortionnaire à gages, qui s'était ingénié, pour faire du zèle et conserver son portefeuille, à lui infliger, le 8 septembre 1896, le supplice de la double boucle, avec clous enfoncés dans les chevilles, tandis qu'autour de sa cellule veillaient douze « anges-gardiens », pour l'empêcher de s'évader. On l'avait mis aux fers « par mesure de sûreté ». Un vaisseau n'était pas loin, sous pression. Un peu plus on eût mis toute une escadre autour de l'île ! Il occupait une case de 30 pieds carrés, où on lui interdisait de circuler. Son régime alimentaire était une infecte mixture dont un chien n'eût point voulu. Isolé du reste du monde, il était seul avec son déshonneur. Que pouvait-il contre tant d'ennemis ligués contre lui ? On avait essayé d'introduire dans son cachot un serpent dont la piqûre était mortelle. Ce serpent, plus humain que les hommes, l'avait épargné. Certains fonctionnaires ne reculent devant rien pour avoir de l'avancement. La « tête des autres » (dont parle Marcel Aymé) ne leur a jamais servi qu'à maintenir la leur dans la fonction qu'ils occupent. Ingrate patrie, que de crimes on commet en ton nom !

Tout au plus, par faveur spéciale, avait-on toléré, que le prisonnier écrivit au compte-goutte à sa femme. En mars 1898, il lui faisait part de ses tortures : « Mes souffrances sont grandes. Je vais écrire au Président de la République pour faire éclater mon innocence. » Mais celui-ci avait bien autre chose à faire que de s'occuper de ce juif ! Ce Dreyfus que d'aucuns s'efforçaient de faire passer pour une brute, n'en

était pas moins sensible et doux, plein de tendresse pour les siens, ainsi que le révèlent ses lettres, qu'il adressait à sa femme, de sa prison du Cherche-Midi, en décembre 1894, et de 1895 à 1898, de l'Île du Diable, lettres dont Zola écrira qu' « elles sont un monument impérissable ».

VII

Où l'on découvre le vrai traître, le uhlan Walsin-Esterhazy, d'origine autrichienne, ami du commandant Henry. Maître-chanteur et professionnel du vagabondage spécial, il n'avait aucun scrupule. — Où Mathieu Dreyfus, frère d'Alfred, le dénonce et le poursuit comme étant l'auteur du bordereau. Où ce dernier, à la suite de lettres compromettantes où il « conchait » l'armée française », demande à passer en conseil de guerre, qui l'acquitte à l'unanimité avec félicitations. La foule l'acclame en criant : « Vive l'armée ! ». — Rôle de la fille Pays, sa maîtresse, qui lui sert de secrétaire, tout en se prostituant pour l'entretenir.

Pendant que Dreyfus purgeait sa peine à l'Île du Diable, les « fuites » continuaient de plus belle (1), tandis que leur auteur, à l'abri de tout soupçon, jouissait de l'estime de ses chefs. Ce dernier, qui avait écrit le bordereau attribué à ce « canaille de D... », n'était autre que le rejeton d'une illustre famille, le comte Walsin-Esterhazy, un Autrichien, dit le « uhlan », une fripouille de haut vol, homme de sac et de corde, capable de tout, n'ayant point de scrupules, entretenu par les femmes, endetté jusqu'à la gauche et pourri de besoins. Il l'avait fabriqué de toutes pièces, avec la complicité d'une de ses maîtresses, la fille Pays, que je surpris un jour en train de faire la retape, rue de Douai, où elle habitait, au n° 49. (Elle m'avait raccroché un dimanche soir

(1) En ce deuxième bureau, où l'on était plus préoccupé de fabriquer des faux que de « défense nationale », il y en avait plein des annuaires !

que je rentrais au collège Rollin, à deux pas, avenue Trudaine, où j'étais pensionnaire. Arrivé en retard, je fus privé de sortie le dimanche suivant). Est-ce de la fille Pays dont certains voulaient parler, quand ils disaient qu'Esterhazy était l'amant de la sous-maitresse d'un lupanar mal famé ? Esterhazy, qui changeait souvent de logement, poursuivi par ses créanciers, n'habitait pas loin, depuis quelque temps, rue Duperré, qui rejoignait celle de Douai, ce qui lui permettait de surveiller les allées et venues de sa péripatéticienne arpentant le trottoir de long en large. Un « maquereau » de la plus belle eau, tel était cet Esterhazy, dit l'honneur de l'armée qui protégeait non seulement celle-ci mais une fille en carte, connue dans le business sous le nom de la Marion-aux-quatre doigts (qu'avait-elle fait du cinquième ?), qui avait constamment à ses trousses deux anges gardiens pour l'arrêter, dans le cas où elle ferait un faux pas dans l'exercice de ses fonctions. Qu'Esterhazy ait eu une maîtresse, c'était son droit, mais qu'il en ait fait une espionne, c'était celui de tous les français d'y trouver à redire. Il eût été étonnant que n'eût pas été mêlée une femelle à cette histoire de fous !

La fille Pays, comme il se doit à une horizontale soumise corps et âme à « son homme », lui obéissait docilement et lui servait de secrétaire, rédigeant sous sa dictée des faux et des contre-faux. Le juge Bertulus ne s'y était pas trompé qui ayant reconnu l'écriture de la belle sur le bordereau, mélangée à celle d'Esterhazy, lui avait fourré le nez dans ses affaires en lui conseillant d'avoir à cesser cette « mauvaise plaisanterie ».

L'Esterhazy en question, pour prouver qu'il était « un bon soldat et un bon officier », selon ses propres termes, écrivait en 1896 au député Jules Roche, auquel il demandait de le « pistonner » pour une place de tout repos, que « le bordel lui répugnait, car il ne tenait pas à attraper le mal des Croisés, et que ses ressources ne lui permettaient pas de fréquenter Liane de Pougy et Cie ». Un peu plus, on l'eût fait grand officier de la Légion d'honneur ! Ce dont il fut question par la suite ! Il avait appartenu jadis au Service de renseignements ! C'était une référence !

Mathieu Dreyfus, frère de la victime, qui avait accusé

Esterhazy d'être l'auteur du bordereau, s'était promis de venger, non l'honneur de l'armée, mais celui de sa famille. Il n'eut de cesse qu'il n'ait obtenu la mise en liberté du condamné et sa réhabilitation. Tandis que M^{es} Labori, Demange et Mornard plaidaient la cause de Dreyfus, M^e Trezenas, autre lumière du barreau, plaidait pour son triste client, convaincu qu'il était de son innocence. Ce dernier, après la divulgation de certaines lettres dans lesquelles il se vantait de « conchier » l'armée française, à l'instar d'un vulgaire Aragon, passa en conseil de guerre, les 10 et 11 janvier 1898, qui l'acquitta haut-la-main à l'unanimité. Dans l'une de ces lettres, adressées à Madame de Boulancy, sa cousine et sa maîtresse — les deux cumulaient — qui, pour se venger de ses infidélités, car le uhlan n'en était pas à une trahison près, les avait communiquées à la presse, il ne lui cachait point ses sentiments germanophiles et francophobes cent pour cent. Dans l'une, entre autres, il disait : « Tous nos généraux français ont encore la botte prussienne marquée plus bas que le dos. Que ne puis-je voir Paris pris d'assaut et livré au pillage de 100 000 soldats ivres ! »

Avec un culot monstre, Esterhazy (1) avait pris les devants, prétendant « avoir droit, disait-il, au conseil de guerre, qui est la forme la plus élevée de la justice militaire ». Il savait qu'il serait acquitté. Le verdict avait été salué par des vivats, au cri de « Vive l'armée ! Vive Esterhazy ! » deux cris qui désormais n'en faisaient qu'un. La foule l'avait acclamé à la sortie et porté en triomphe. Le commandant Ravary s'était livré à une apologie dithyrambique du monsieur. Le général de Pellieux et son sous-verge Henry avaient plaidé son innocence. Des généraux l'avaient embrassé et félicité pour son héroïsme. Cet ancien officier pontifical, devenu par la grâce du ciel artilleur dans l'armée française, souhaitait son anéantissement. Et c'est cet être taré à tous les points de vue, entremetteur et pourvoyeur d'une maison de rendez-vous, ce souteneur en uniforme, traître, faussaire, espion par dessus le marché, dont ses juges savaient qu'il était un es-

(1) Alors chef de bataillon au 74^e de ligne.

croc, que nos bons français portaient aux nues comme incarnant l'âme de la Patrie.

Tandis que l'Esterhazy était acquitté par le conseil de guerre pour avoir sauvé l'honneur de l'armée (sic), il allait être mis en réforme et chassé de cette même armée, pour « conduite habituelle », tout en conservant son honneur pour le reste. Comprenne qui pourra ! C'était le cas ou jamais de dire avec Clemenceau, s'adressant à ses collègues du guignol des Folies-Bourbons, lors d'une séance orageuse : « C'est de l'incohérence ! ».

En évoquant ces « hénaurmités », on se demande si l'on ne rêve pas et si vraiment il a pu exister sous le ciel de la « douce France », à un moment donné, des êtres aussi bas ou aussi bêtes pour acclamer comme sauveur de la patrie un homme qui la trahissait, ainsi que le prouvaient ses lettres.

Cet homme, qui étalait ostensiblement sur sa poitrine une brochette de décorations et dont le regard insolent défiait ses juges, était bien l'être qu'il fallait à cet Etat-major de faussaires pour servir ses desseins. Il était avantageusement connu de ses pairs, dont l'un d'eux, Gonse-Pilate, autre type peu recommandable, disait qu'il était « un panier percé, un braque », en ajoutant : « mais un militaire dans l'âme ». On s'en doutait !

L'acquittement du traître Esterhazy, le vrai de vrai, celui-là, avait été, d'après Charles Péguy, « un rude coup porté à la justice ». Cet acquittement scandaleux, car si le mot a un sens c'est bien ici, avait été salué par un cri de victoire dans le camp des antidreyfusards, et fort mal accueilli par les honnêtes gens. « L'immonde affaire Dreyfus-Esterhazy, écrivait Paul Adam, qui résumait la pensée de ces derniers dans son Triomphe des médiocres (1898), montre la couardise devant les chefs, qui empêche les inférieurs de témoigner, libres ; couardise des journaux, qui n'osent dire que par ordre. Couardise des petits, couardise des Grands. Couardise nationale. France des médiocres ! » Il ne cachait point son mépris pour Rochefort qui, « pour la première fois de sa vie, a pris le parti des forts contre les faibles, de l'injustice contre la justice ». Paul Adam, déjà connu comme essayiste et romancier, qui collaborait aux

jeunes revues symbolistes, flétrissait « l'affaire Dreyfus, où l'iniquité des conseils de guerre se manifeste monstrueusement... »

Après l'acquittement d'Esterhazy, où la justice militaire avait donné toute sa mesure, Laurent Tailhade s'écriait : « Le respect du sabre se dédore, son prestige s'évanouit. »

Ce dernier, qui ne cessa un seul instant de mettre son talent de polémiste au service de la vérité, ne ménageait ni les uns ni les autres, l'Etat-Major ayant partie liée avec les gens d'Eglise et ceux du Parlement, qui soutenaient la réaction. Il faut lire et relire aujourd'hui *Imbéciles et Gredins* (1895-1900), divisé en trois parties : Avant, pendant et après l'Affaire, où il exécute un certain nombre de fantoches qui jouèrent dans l'Affaire un rôle de premier plan. Sa verve n'épargne personne, tous marqués au fer rouge pour la vie, depuis « Rochefort aux glaviots » jusqu'à François Coppée « rembourré de charpie à l'iodoforme », en passant par « Félix Faure tanneur premier », son admiratrice Cécile Sorel et ceux qu'il appelle les « chevaliers de l'antisémitisme », parmi lesquels Max Régis et Paulin Méry. Dans *A travers les groins* (1899), il dénonçait le « chauvinisme sardinier » des « capitaines vaseux, gentillâtres dévots » et autres groins de même acabit. Tailhade a nettoyé ces écuries d'Augias qu'étaient en 1900 l'Etat-Major et ceux qui pactisaient avec lui. En plus des ouvrages cités plus haut, l'auteur d'*Au Pays du mufle* (1891), a publié *Un Ennemi du Peuple*, conférence sur Ibsen, faite au Théâtre de l'OEuvre (1899), Conférence sur Zola (1902), *Discours civiques* (1902), les *Commérages de Tybalt* (1903-1913), *Lettres Familières* (1904), *la Corne et l'Épée* (1908), *les Livres et les Hommes* (1908), et encore *Plâtres et Marbres*, *la Feuille à l'envers*, Préface à la *Pâques socialiste*, d'Emile Veyrin, *le Paillason*, *les Diaconales*, *Masques et Visages*, *Quelques fantômes de jadis*, *Contre les Dieux* (dont j'ai écrit la préface), etc., etc. Sans compter d'innombrables articles en des journaux et revues. Il nous manque aujourd'hui un Laurent Tailhade pour stigmatiser les vices de ce temps. C'est l'un des plus grands écrivains

de l'époque 1900. Nous fûmes nombreux à célébrer son génie au cimetière Montparnasse, ce dont certains profitèrent pour se faire de la publicité en parlant surtout d'eux-mêmes. Mais pour l'accompagner à celui de Combes-la-Ville, nous n'étions plus que sept.

L'Etat-Major, accumulant fautes sur fautes, était l'objet d'attaques qui n'étaient que trop justifiées, de la part de journalistes qui n'étaient pas à vendre. L'un d'eux, Georges Lhermitte, dans une série d'ouvrages où les faussaires sont démasqués : le Sabre et la Loi (1900), le Code Rouge, A bas la justice militaire (1904), l'Antimilitarisme et le mal militaire (1905), n'a pas manqué d'évoquer cette période où l'armée avait tous les droits et régnait en maîtresse sur la destinée des individus, ce qu'elle s'efforce d'être encore en l'an 1950.

Henri Bauer, l'un des esprits les plus libres et les plus généreux de la Belle Epoque, journaliste de grande classe qui révéla aux français les chefs-d'œuvre du théâtre scandinave, pouvait écrire, en face de tant de fausse gloire et de faux héroïsme : « Que me font les héros, leurs guerres et leurs victoires ? En quoi me rendent-ils plus heureux ? Toujours leur gloire est d'avoir tué, conquis, volé et forgé d'infrangibles chaînes de l'oppression individuelle. » C'est la vérité même !

VIII

Où le lieutenant-colonel Picquart, convaincu de l'innocence de Dreyfus, après avoir découvert certain « petit bleu », se range du côté de la vérité. — Henry fabrique des faux pour le perdre, et l'accuse de trahison. — Ses chefs le punissent pour lui apprendre à se mêler de ce qui ne le regarde pas et l'envoient en mission dans le sud-tunisien. — Hommage des écrivains et des artistes à Picquart. Ce dernier n'en continue pas moins d'obéir à sa conscience, en désobéissant à ses chefs. « N'avouez jamais », lui avait dit le Gonse-Pilate — je m'en-lave-les-mains —, son supérieur hiérarchique, qui craignait les histoires.

Il se trouva un honnête homme — une fois n'est pas coutume — au service des renseignements, pour ne point partager l'avis de ses collègues : le lieutenant-colonel Picquart. C'était un esprit cultivé, ami des lettres et de arts, qui connaissait plusieurs langues. C'est pourquoi il avait été nommé en 1895 fonctionnaire à ce service. Il était persuadé de l'innocence de Dreyfus et il avait le courage de son opinion (disons en passant qu'il avait cru d'abord à sa culpabilité, mais depuis il s'était ressaisi, bien décidé à faire toute la lumière, sa conscience, un mot que ses chefs avaient sur les lèvres, mais non dans le cœur, lui ordonnant de mettre fin à une erreur qui, pour lui, était monstrueuse). Chargé par le général de Pellieux de faire une enquête sur un certain nombre de faits qui lui semblaient suspects, son attention avait été attirée dès 1896 sur un télégramme dit le « petit bleu », adressé à Esterhazy, lequel petit bleu, qui avait été déchiré en plusieurs morceaux, ensuite recolés, ne laissait aucun doute sur le genre de relations que son auteur entretenait

avec une puissance étrangère. Dès lors, il avait acquis la certitude qu'Esterhazy était bien le traître que ses lettres à la Boulancy révélaient, et que Dreyfus était innocent du crime pour lequel il avait été déporté. Ce n'était point le résultat que ses chefs attendaient de cette enquête. Ils pensaient qu'il en serait tout autrement. Leur confiance en lui baissait, d'autant plus qu'envieux et jaloux, Henry, qui guignait sa place et ne lui pardonnait point d'avoir succédé à Sandherr au bureau des renseignements, agissait en dessous pour les indisposer contre lui. On devait calomnier Picquart, en le faisant passer pour un traître, comme on l'avait fait pour Dreyfus. Henry, devenu son ennemi n° 1, s'en chargea. Il l'accusait, de connivence avec son émule le commandant Lauth, autre gradé dégradé, aussi dépourvu que lui de scrupules (1), d'être un espion à la solde de l'étranger. Roget (le même que nous avons vu marcher à reculons sur l'Élysée) mêlait sa voix de fausset à la sienne, allant jusqu'à l'accuser de manœuvre frauduleuse, ce qui était un comble ! Esterhazy le traitait de « gredin », épithète qui s'appliquait parfaitement à son cas. Henry avait poussé l'astuce jusqu'à gratter l'adresse du petit bleu, de façon à détourner les soupçons et à faire croire qu'il avait été adressé à Picquart, qui était l'auteur du grattage, et non à Esterhazy. Ses chefs reprochaient à Picquart de négliger son service pour consacrer tout son temps à la recherche de la vérité. Ayant découvert la machination contre Dreyfus, il en avait déclenché une autre contre lui. Il y eut une affaire Picquart greffée sur la grande. On avait essayé de le compromettre avec une histoire de pigeons voyageurs, mais ce conte à dormir debout n'avait pas pris. Il fallait trouver autre chose. N'osant point le « suicider », ses chefs l'avaient mis aux arrêts, « pour faute grave dans son service », et expédié sur le Mont-Valérien pour, de là, l'envoyer en mission dans le Sud-Tunisien, pays où pullulent les scorpions, dont la piqure est mortelle (que j'évitai de justesse au cours d'un voyage que je fis en 1936 en Tunisie). Cette « faute grave », c'était d'avoir désobéi à

(1) Lauth, plus distingué que son copain Henry, dont la femme était sa maîtresse, n'avait rien à lui refuser.

l'ordre de ses chefs, qui lui conseillaient de mentir, pour « sauver l'honneur de l'armée ». Sauver cet honneur, à n'importe quel prix et par n'importe quel moyen, tel était le but visé par ces messieurs. La justice n'avait rien à voir en cette affaire. « Si vous ne dites rien, lui avait soufflé à l'oreille Gonse-Pilate, personne ne le saura, vous aurez de l'avancement. Taisez-vous, faites le mort, pour l'honneur de l'armée. » Mais Picquart ne se taisait point. Il avait de cet honneur une toute autre conception. Ce Gonse-Pilate faisait des mamours à Picquart, à l'heure où ses sous-ordres lui tiraient dans le dos. Plat comme une punaise devant plus haut placé que lui, il était d'une arrogance rare lorsqu'il avait affaire à un subordonné. Inférieur en grade à ses chefs, Picquart leur était supérieur par son honnêteté. Il avait pour lui sa conscience.

●

Ce témoin gênant « limogé », Henry lui succéda, au comble de ses vœux. Un drôle de pistolet, médiocre et sans culture, disions-nous, qui se croyait appelé à de hautes destinées. Entre Picquart et lui il y avait un abîme. Le jour et la nuit. Tandis que Picquart instruisait l'affaire du petit bleu, il continuait — et comment ! — super-faussaire breveté, de truffer le dossier — tenu secret ! — de pièces compromettantes pour Dreyfus. L'état-major était devenu, grâce à lui, une fabrique de faux. Il avait eu le culot de menacer Picquart dans une lettre d'insultes, afin de donner le change à ceux qui auraient douté de sa parole. Il le traitait de faussaire, alors que lui en était un. Ayant désormais la voie libre, il allait pouvoir défendre Esterhazy tout à son aise, à coups de faux et de mensonges. A croire qu'il était son complice et trahissait comme lui. En plaidant la cause du uhlan, c'est sa propre cause qu'il plaidait.

Naturellement, Maurras traînait dans la boue « ce bizarre, ce louche lieutenant-colonel Picquart, vite démasqué, mais si bien posté qu'il devait arriver à tout » (même à découvrir la machination ourdie contre Dreyfus !).

Des intellectuels protestèrent, prenant fait et cause pour Picquart. Le 28 novembre 1898, notre bon maître Anatole

France prononçait un éloquent discours : « Point de paroles, des actes », s'écriait-il, en présence d'une nombreuse assistance. « Ne nous séparons pas sans avoir pris l'engagement solennel d'avoir arraché le colonel Picquart à la haine intéressée de Mercier (1) et de Boisdeffre, à la bêtise désastreuse de Zurlinden, à l'égoïsme bas de Félix Faure, aux ruses et aux violences de tous les criminels de l'Etat-Major conjurés pour perdre l'héroïque dénonciateur de leurs crimes. » Le bon maître demandait par la même occasion qu'on supprimât les conseils de guerre.

En 1899 parut un Hommage des artistes à Picquart, avec une préface de Mirbeau, intitulée Derrière un grillage, dans laquelle il déclarait : « Je dirai du colonel Picquart que c'est un homme. Dans le temps de déchéance et d'avilissement que nous traversons, être un homme me paraît quelque chose de plus émouvant et de plus rare que d'être un héros. (2) L'humanité meurt d'avoir des héros, elle se vivifie d'avoir des hommes. » Avaient collaboré à cet hommage un certain nombre de peintres et dessinateurs, parmi lesquels Anquetin, Luce, Hermann-Paul, Petitjean et Valloton. Suivaient 142 pages grand format sur deux colonnes (il y en avait près de 300), contenant les noms des protestataires, lesquels déclaraient : « Les soussignés protestent, au nom du droit méconnu, contre les poursuites et les persécutions qui frappent le colonel Picquart, l'héroïque artisan de la révision, à l'heure même où elle s'accomplit. » Cette liste avait paru dans plusieurs journaux (le Siècle, le Radical, le Rappel, la Lanterne, l'Aurore, les Droits de l'Homme, etc). Figuraient sur cette liste les noms de personnalités appartenant à tous les milieux.

« La parole du lieutenant-colonel Picquart, écrira plus tard le capitaine Paul Marin, témoin impartial qui avait suivi

(1) Lequel se vantait en public d'être un « accusateur », alors qu'il n'était qu'un diffamateur.

(2) Pour Francis de Pressensé, Picquart était un « héros » (Un héros, le colonel Picquart, 1898), mais non dans le sens où l'entendait Mirbeau. Joseph Reinach publiait vers le même temps : Une conscience, le lieutenant-colonel Picquart.

l'affaire depuis les débuts, a été féconde. C'est de cette fécondité, comme d'un flambeau à plusieurs branches, que la lumière est descendue peu à peu sur les recoins obscurs du procès Dreyfus et sur ses acteurs, tapis dans l'ombre. Il a été le médiateur grâce auquel les consciences d'élite ont pu mesurer l'amas de mensonges entassés par trois des officiers de l'état-major général sur la procédure de condamnation de Dreyfus. »

Picquart, qui n'avait point voulu, déclarait-il, « emporter son secret dans la tombe », devait tenir bon jusqu'au bout. Redoutant d'être occis dans la périlleuse mission qui lui avait été confiée pour le faire disparaître, il avait pris soin de rédiger son testament et de le remettre en mains sûres. C'était une sage précaution, car avec les gens auxquels il avait affaire, on ne sait jamais.

L'armée n'était tout de même pas qu'un troupeau de brebis galeuses aux ordres de ses mauvais bergers. Il y avait, égarés dans ses rangs, quelques esprits d'élite, qui ne parlaient point de conscience, mais qui en avaient une. Avec Picquart, il convient de citer entre autres le commandant Fornizetti, qui avait refusé de s'incliner devant le veto des faussaires. Son nom allait désormais s'ajouter à celui des intellectuels dont les signatures condamnaient l'œuvre infernale des généralissimes, et peu génialissimes personnages, qui conduisaient le bal.

Avec Picquart, un autre honnête homme — il s'en trouve même au Parlement — Scheurer-Kestner, sénateur de Meurthe-et-Moselle et vice-président du Sénat, eut le courage de ses opinions. Abreuvé d'outrages lui aussi, il ne se laissa pas intimider et contribua grandement à la manifestation de la vérité. Il en fut l'un des artisans de la première heure, laissant à d'autres le soin de l'être de la onzième. Il perdit du coup, en 1900, son siège de sénateur !

Où l'Affaire Dreyfus devient l'affaire Zola. — La lettre ouverte « J'accuse » adressée à Félix Faure et publiée dans l'« Aurore ». — L'Etat-Major en mauvaise posture. — Méline renvoie son auteur en Cour d'assises, n'ayant retenu, pour esquiver le reste, que le passage concernant l'acquiescement d'Esterhazy. — Plaidoiries de Mes Labori et Demange. La parole leur est constamment retirée. — « La question ne sera pas posée », déclare à tout propos le juge Delegorgue. — Déposition des faussaires, affirmant à tour de rôle : « En mon âme et conscience, je le jure, Dreyfus est coupable », chacun prétendant en avoir la preuve absolue : Henry, le type du paysan du Danube sans éducation, Mercier, mauvais coucheur doublé d'un imbécile, Du Paty de Clam l'hermaphrodite, Gonse-Pilate le cynique, Billot l'Arsouille, deux « généraux de jésuitières » (selon Jaurès), de Pellieux et de Boisdeffre, sans compter les autres. — Où l'on retrouve Bertillon, plus grotesque que jamais, flanqué du trio Varinard, Couard et Belhomme. — Témoignages en faveur de l'accusé. — Félix Faure révoque Grimaux et Léon Bourgeois Paul Stapfer. — Esterhazy sort vainqueur du tournoi, au cri de « Vive l'armée ». — Zola et le gérant de l'« Aurore » condamnés par ordre au maximum. — Où l'on voit les « cannibales » pousser des cris de mort autour du Palais de Justice. — Où la « presse immonde » salit le père de Zola, tandis que l'Etat-Major appuie ses dires en fabriquant de nouveaux faux. — Opinion de la presse russe et italienne sur le verdict. « La vérité est en marche, et rien ne pourra l'arrêter », ainsi parla Emile Zola.

Comment sommes-nous parvenu à savoir que le bordereau attribué à Dreyfus était l'œuvre d'Esterhazy et que la lettre Alexandrine, désignant ce « canaille de D... », et autres faux, avaient Henry pour auteur ? C'est ce que nous verrons par la suite, mais auparavant un fait sans précédent s'est produit, qui allait décider de l'issue de la bataille et tout remettre en question.

Au milieu des ténèbres qui s'épaississaient de plus en plus, une voix se fit entendre, qui retentit dans le monde entier. Avec elle un nouvel acte fertile en épisodes allait se dérou-

ler sous nos yeux. A l'heure où les contempteurs de la vérité se frottaient les mains de plaisir, croyant l'Affaire enterrée, et Dreyfus par la même occasion, survint un coup de massue qui la fit rebondir. Certain Zola (Emile), romancier naturaliste, dont l'œuvre avait suscité d'ardentes polémiques, et qui avait vu s'ameuter contre lui toute la clique des gens bien pensants, jetait dans la balance de Thémis un poids d'importance, qui allait la faire pencher du bon côté. Au début des hostilités, Zola était à Rome, en train de se documenter pour le roman qu'il écrivait sur la Ville Sainte. Ce n'est que fin 1897 qu'il s'était intéressé à Dreyfus, après l'avoir cru coupable. L'avocat Leblois, que son honnêteté rendait suspect aux malhonnêtes gens, l'ayant documenté à son sujet, il devait dès lors se jeter à corps perdu dans la bagarre. Trois jours après l'acquittement par l'Etat-Major du traître Esterhazy, Zola crut devoir écrire au Président de la République, Félix Faure, qui en fit une maladie, une lettre ouverte intitulée *J'accuse*, parue dans l'*Aurore* du 13 janvier 1898. Cette lettre, dont le titre s'étalait en gros caractères en tête du journal, occupait la première page tout entière, et les trois quarts de la seconde, huit colonnes massives, bien tassées. C'était un réquisitoire en règle, en bonne et due forme, contre les faussaires de l'Etat-Major.

L'auteur de la lettre *J'accuse*, titre qui lui avait été donné par Clemenceau, n'y allait pas de main morte, faisant preuve d'un magnifique courage, car il savait qu'il allait être victime de son franc-parler. Il n'écoutait que sa conscience, geste qui démontrait qu'un écrivain est toujours capable, le moment venu, de prendre ses responsabilités. Il quittait sa tour d'ivoire pour accuser les auteurs de ce qu'il appelait « une des plus grandes iniquités du siècle ». Il n'avait qu'une passion, celle de la lumière. Il ne cherchait point la publicité, mais la vérité. Et il accusait sans ménagement les faussaires qui avaient agi autant par mauvaise foi que par bêtise. Il s'en prenait aux généraux félons, les démasquant l'un après l'autre : Mercier, Billot, Boisdeffre, Gonse, Pellieux, le greffier Ravary, les experts Belhomme, Varinard et Couard, plus le conseil de guerre et les feuilles à leur dévotion, l'*Eclair* et l'*Echo* de Paris.

« La lettre immortelle J'accuse, pleine d'angoisse et débordante de passion outragée » (Albert Lantoin), avait produit l'effet d'une bombe (atomique en son genre), au sein des populations, qui ne s'attendaient guère à celle-là. « Le jour où parut le terrible et magnifique J'accuse, toute la planète fut ébranlée », a pu écrire Maurice Le Blond, le gendre de Zola.

Avant l'Aurore, Zola avait collaboré au Figaro, dont son directeur, Fernand de Rodays, convaincu de l'innocence de Dreyfus, lui avait ouvert les portes. Dans son premier article Procès-Verbal (5 décembre 1897), il faisait le procès de l'antisémitisme. Il combattait les « persécutions religieuses, de race à race », qui nous ramènent de mille ans en arrière. Toute cette lamentable affaire Dreyfus est l'œuvre de l'antisémitisme, ce poison qu'on verse au peuple chaque matin, depuis des années. »

Le 14 décembre 1897, dans sa Lettre à la jeunesse : « Jeunesse, jeunesse ! Sois toujours avec la justice, sois humaine, sois généreuse ! », criait-il de toutes ses forces. Mais la jeunesse ne lisait point le Figaro. Zola proclamait dans les articles suivants l'innocence de Dreyfus, d'où moult désabonnements (1). Dès lors il eut dans l'Aurore une tribune qu'il ne devait plus quitter.

Ce coup de massue produisit tout son effet. La réaction, déchaînée, ne se tint pas pour battue. Zola fut poursuivi pour avoir dit la vérité.

Méline (2), l'arbin du pouvoir, avait renvoyé en Cour d'assises, sur l'instigation de Billot, ministre de la Guerre, l'auteur de J'accuse. Il y comparut le 7 février 1898, avec pour défenseur M^e Labori, et le gérant de l'Aurore, Perrenx, à ses

(1) On sait que pour la presse, la crainte du désabonnement est le commencement de la sagesse.

(2) Ce Méline, président du Conseil, dont le « protectionnisme » ne s'étendait pas aux malheureuses victimes de l'Etat-Major, « un saltimbanque », ainsi le qualifiait Urbain Gohier, avait été appelé par Félix Faure en 1896 pour former un cabinet de républicains modérés (plus que modérés, on s'en aperçut !). Ce phénomène convoita par la suite le poste avantageux de Président de la République, mais ayant échoué, il dut se contenter du portefeuille de l'Agriculture, que lui confia Briand. N'importe quel ministère est bon pour un politicien, pourvu qu'il palpe !

côtés, défendu par M^o Albert Clemenceau. Ce fut une belle comédie. Cette liberté de se défendre que l'on accordait aux criminels de droit commun, on la refusait à Zola. Là encore, on cria en plein prétoire : « Vive l'armée ! A bas Zola et mort aux juifs ! » « Merci pour la France ! opina du bonnet le grand dépendeur d'andouilles, lorsqu'il connut le jugement. L'auteur des « Chants du Soldat », dont Séverine disait que « les rimes n'étaient pas aussi riches que celles de Leconte de Lisle » prétendait parler au nom de tous. Il incarnait la Patrie ! « Acquitter Zola, disait-il, c'est la guerre ! » Encore un argument convaincant ! « A moi, France ! » glapissait le comte de Sabran-Pontevès, une main sur son cœur, avec des trémolos dans la voix, emboitant le pas à l'énergumène.

Les jurés, même s'ils avaient été bien intentionnés, n'eussent pu délibérer en leur âme et conscience, leurs noms et adresses ayant été affichés sur les murs du Palais dit de justice. Qu'attendre d'ailleurs autre chose qu'une condamnation en règle de la part des représentants de cette vile populace dont les cris de mort parvenaient jusqu'à eux ? « Enlevez-le ! A mort Zola, à la Seine, aux chiottes ! », criaient ces fanatiques, les mêmes que l'on retrouve chaque fois qu'un homme libre ne pense pas comme eux. Jamais on n'avait assisté, de mémoire de parisien, à une telle frénésie de meurtre qu'en cette triste année 1898 où, au nom de la patrie, et au cri de « Vive l'armée ! », on assassinait la vérité.

Pendant ce temps, Judet, la calomnie faite homme, attaquait dans le Petit Journal le père de Zola. Jacques Dhur, journaliste indépendant, — ouvrons une parenthèse à ce sujet — entreprit de défendre la mémoire de François Zola, dans une lettre qu'il adressa au Procureur de la République. Il voulait faire quelque lumière et aider du même coup la justice (peine perdue, croyons-nous). Il publia un volume de 300 pages dans lequel il démontrait par a plus b que les accusations portées contre François Zola étaient un faux fabriqué par l'Etat-Major, succédant à tous les faux précédents. On lui avait refusé — toujours le même système employé depuis le début des hostilités — de communiquer à Zola les documents qui permettaient d'accuser son père d'avoir été emprisonné en 1832 pour vol et malversa-

tions (ce que Judet affirmait dans le Petit Journal du 23 mai 1898). Le 25 mai le même Judet appelait Zola « le récidiviste ». Ce dernier avait répondu au diffamateur dans l'Aurore du 28 mai, traitant « d'âmes basses et d'immondes insulteurs » ceux qui cherchaient à salir le fils en salissant le père. Zola, « fils de voleur, fils de chapardeur », c'est ce que l'on pouvait lire dans la presse antidreyfusarde. Jaurès dans la Préface du livre de Jacques Dhur, s'indignait à juste titre : « Dans l'odieuse campagne menée contre ceux qui dans l'affaire Dreyfus ont cherché l'entière vérité et l'entière justice, l'épisode le plus odieux peut-être est l'agression des journaux nationalistes contre la mémoire du père de Zola ». Jacques Dhur en signalant ce nouveau faux, pouvait conclure que « la caste militaire est une caste à part dans la société ».

Barrès qui avait perdu l'occasion de se taire, ajoutait foi, une mauvaise foi, aux bobards qui couraient sur le compte du père de Zola. « Il y a les Alpes entre vous et moi », disait-il à l'auteur de J'accuse. Il n'y avait pas que les Alpes qui les séparaient mais deux mondes diamétralement opposés. « A Venise ! » criait de son côté le grand dépendeur d'andouilles, ce qui était pure goujaterie de sa part.

Il faut avoir été témoin des scènes innommables qui se déroulèrent autour du Palais dit de justice pour avoir une idée de ce que la bête humaine ayant perdu tout contrôle d'elle-même est capable de faire, au paroxysme de la haine. C'est un spectacle que l'on n'oublie pas.

Je m'étais faufilé parmi cette foule abjecte, qui entourait sa voiture à son arrivée au Palais. Il y avait de tout dans cette foule, des gens de toutes conditions, des fils de bourgeois et des fils du peuple, des jeunes et des vieux, des hommes et des femmes qu'une psychose collective avait conduits en ces lieux. On avait essayé de faire sortir ensuite Zola par le Quai des Orfèvres, pour éviter le pire. Il eût été lynché si de fidèles amis ne l'eussent protégé, parmi lesquels son éditeur Fasquelle, le graveur Desmoulins, illustrateur de ses romans, Alfred Bruneau, le musicien de l'Attaque du moulin, Jean Ajalbert, Paul Brulat et Marcel Batilliat. « D'opaques vagues humaines, a écrit Maurice Le Blond, venaient se briser sur sa poitrine avec des chocs sinistres ». Ce que confirme notre ami

Albert Lantoin en ces termes : « On ne peut rappeler sans une crispation de haine, l'horrible foule déchaînée, aux abords du Palais de Justice. C'est la bête tentaculaire de la légende, battant les murs de la ville, effrayante et baveuse. »

Oncques mémoire de Parisien on n'avait vu dans la capitale un tel afflux de populo. On s'écrasait littéralement. Zola comme Mirbeau et Anatole France, qui avaient tenu à l'accompagner, avait eu toutes les peines du monde à pénétrer dans le Palais. A la sortie comme à l'entrée, ç'avait été la bagarre, avec force horions échangés de part et d'autre. Quelques cris de « Vive Zola ! » avaient été poussés, mais sans succès. Je me suis rendu compte, ce jour-là, comme je devais m'en rendre compte par la suite en d'autres circonstances, combien la foule est lâche, ignoble et vile, lorsqu'elle se trouve en face d'un homme désarmé, qui a raison contre tous.

Ernest La Jeunesse, l'auteur des Nuits et des ennuis de nos plus notoires contemporains, aussi bon dessinateur qu'excellent écrivain, avait publié dans la Critique une caricature représentant ces « Cannibales » — ainsi les appelait Zola —, dansant autour de lui la danse du scalp. C'est miracle qu'il ait pu regagner vivant son domicile. Il aurait pu être assassiné par quelque fanatique.

L'Etat-Major — Billot en tête — avait profité de ce que le conseil de guerre venait d'acquitter Esterhazy pour poursuivre Zola en diffamation. violemment attaqué par ce dernier comme étant l'un des responsables, non des moindres, il s'arrangeait de façon à ce que l'on passât sous silence ses petites et grandes manœuvres contre le faux traître. Il n'avait voulu retenir de la lettre J'accuse que le passage concernant « l'acquiescement du coupable ». Ce qui allait réduire les débats à leur portion congrue, ou plutôt les supprimer. Encore une ruse de guerre destinée à étouffer la vérité. Ce tour de passe-passe avait pleinement réussi.

Tout, dans ce procès, avait été irrégulier d'un bout à l'autre. Rarement ce que l'on appelle la justice (la justice civile comme l'autre) n'était descendue aussi bas. On avait vu un président de Tribunal — le nommé Delegorgue, un drôle de juge d'une drôle de justice, pour ne pas dire un drôle tout court — rabâcher sans arrêt, tel un perroquet auquel on a fait

la leçon : « La question ne sera pas posée, la question ne sera pas posée » chaque fois qu'un avocat lui en posait une qui l'embarrassait, mais il permettait qu'elle le fût par la partie adverse. « Nous ferons respecter la chose jugée, disait de son côté l'avocat général. Sous aucun prétexte on ne touchera au fond du procès. » Etouffer la vérité à tout prix, tel était le mot d'ordre, exécuté servilement par ce magistrat prévaricateur. Voilà comment on rendait la justice sous la Troisième République. La rend-on mieux sous la Quatrième ?

Formule devenue de tradition dans la justice bourgeoise, chaque fois qu'elle veut tirer d'affaire des juges qui condamnent par ordre. « La question sera posée », disait Clemenceau, qui ne l'entendait point de cette oreille.

Le bouillant Labori, trop bouillant pour des magistrats refroidis, rassis et confortablement assis dans un fauteuil, avait dû s'effacer momentanément devant M^e Demange, plus pondéré et moins agressif. Tout ce que l'on pouvait lui reprocher — mais était-ce un reproche ? — c'était de foncer tête baissée contre les « robes rouges ». Il allait revenir à la charge en ce troisième acte d'une comédie judiciaire, comme on en voit rarement, même sur les tréteaux du Grand-Guignol, ce théâtre de la terreur. Cet avocat de qualité, « dont on ne saurait suspecter l'éclatante bonne foi » (Clemenceau), y allait de tout son cœur, s'exposant à la mort en défendant un traître. Auteur de plusieurs ouvrages concernant le droit et le jury criminel, directeur de la Gazette du Palais, c'est lui qui avait plaidé le 10 janvier 1894 dans l'affaire Vaillant, et qui devait plaider, en 1903, dans l'affaire Humbert et, en 1904, dans l'affaire Rochefort — de Val Carlos. Surnommé à juste titre « le Danton du barreau » (« de l'audace, encore de l'audace, et toujours de l'audace », avait dit ce conventionnel), il s'efforçait, mais en vain, de se faire écouter. Peine perdue. On lui opposait toujours la même fin de non recevoir. Les juges ne devaient pas sortir grandis de cette affaire. C'étaient de mauvais juges, pour ne pas dire des criminels.

M^e Labori s'était surpassé. Il avait prononcé une remarquable plaidoirie au cours de nombreuses audiences, en février, mars et avril 1898. Tâche écrasante qu'il était parvenu à supporter, à force de volonté et de patience. « Je ne crois pas qu'à

aucune époque affaire ait plus profondément que celle-ci secoué l'opinion publique », déclarait-il aux jurés, « nulle n'a, d'un côté, soulevé plus de clameurs, l'excuse en est, pour beaucoup de ceux qui les prononcent, qu'ils ne savent ce qu'ils font... Il faut que la vérité éclate, ne fût-ce que pour l'honneur du suffrage universel. » (En quoi l'éminent avocat se trompait, le suffrage universel étant une fumisterie.) Ce plaidoyer était d'une logique impeccable. Une à une il avait anéanti les preuves inventées par les adversaires de Dreyfus pour le perdre, notamment le fameux « dossier secret qui était sans valeur ». Il pouvait conclure : « La lumière, on ne l'arrêtera pas. » En terminant sa plaidoirie, il avait cru devoir ajouter, pour attendrir les jurés : « Vive l'armée ! Vive la France ! », ce qui ne les avait guère convaincus. Cette plaidoirie avait suscité des applaudissements et des clameurs. La mauvaise foi du président était évidente. Il cherchait des faux-fuyants, interrompant à chaque instant l'avocat. M^e Demange (1) n'était pas plus épargné que son confrère. La parole lui était constamment retirée, le président n'admettant point que l'on parlât des pièces dont il avait été question dans le huis clos. « Il ne vous est pas permis de toucher au fond du débat, vous n'en avez pas le droit. » Mais lui avait celui de couper la parole à l'avocat.

Delegogue refusait d'entendre Leblois — un honnête homme — qui avait aidé Zola à se faire une opinion sur Dreyfus, et Scheurer-Kestner, autre honnête homme, qui devait être exclu du Parlement. Il allait plus loin, en obligeant les faux témoins auxquels M^e Labori posait une question embarrassante, de lui répondre par du silence : « Taisez-vous ! Méfiez-vous ! Ne parlez pas », outrepassant ainsi ses droits. Tous ces veto pour sauver Esterhazy, dit l'honneur de l'armée, accusé par les dreyfusards d'être l'auteur du bordereau. Dans ces conditions, il n'y avait rien à attendre d'un tel juge, et d'un jury qui ne valait pas mieux. Le nom de ce juge prévaricateur devrait passer à la postérité, comme incar-

(1) M^e Demange, bien que catholique, étant soupçonné d'avoir des attaches avec la « juiverie », il fallait lui clouer le bec !

nant la félonie la plus basse et méritant le bague à la place de ceux qu'il y envoyait.

Dans la Lumière du 6 février 1898, Félix Gaborit avait écrit un article intitulé la Journée des dérobadés, où, tout en reproduisant les principaux passages de la lettre J'accuse, il dépeignait l'atmosphère qui régnait du côté des antidreyfusards, à la veille du procès : « Le grand jour de l'audience arrive... Et voilà les plaignants qui ne se plaignent plus, les témoins qui ne veulent pas témoigner, les magistrats qui, à l'exemple de Vacher (allusion au tueur de bergers — dont on parlait dans la presse —), étranglent la loi et la violent ». « Où sont, ajoutait-il, les diffamés ? Ils sont absents, disparus, évanouis. Félix Faure a permis à Billot de se dérober, Billot a permis à Mercier d'en faire autant, et celui-ci a exempté de toute comparution les camarades. » Et Gaborit concluait : « Les militaires sont au-dessus de toutes les lois civiles. » Ils furent bien obligés de se montrer et de vider leur linge sale, qu'ils s'efforcèrent de blanchir, avec des juges qui ne demandaient pas mieux. A une armée pourrie, justice pourrie, et presse qui ne l'est pas moins. On ne pouvait guère s'attendre à autre chose de la part de cette valetaille qui, depuis le début des hostilités, n'avait qu'une idée, ne visait qu'un but : sauver l'honneur de l'armée en perdant un innocent.

Mercier l'affreux avait autant que Billot le cynique sa part de responsabilité dans cette machination. La Lanterne se chargeait de résumer en peu de mots l'action funeste de « Mercier, le général faussaire, le faux témoin, le sinistre organisateur de l'expédition de Madagascar, le meurtrier de 7.000 enfants du peuple, venu insolemment s'asseoir sur un des moelleux fauteuils du Luxembourg ». Nul ne pouvait, en effet, mieux siéger parmi les Pères Conscrits, où ne figurait plus Scheurer-Kestner. Il méritait le bague, autant si ce n'est davantage que ses pairs, ayant authentifié le faux Henry, et sur ce faux, expédié Dreyfus à l'île du Diable. Depuis ce bel exploit il n'avait cessé d'affirmer — en son âme et conscience : « Dreyfus a été justement et légalement condamné ». Pour prix de ces loyaux services — car ce menteur ne s'était jamais démenti au cours des événements —, ses pairs l'avaient élu, en 1900, sénateur dans la Loire-Inférieure, sous l'étiquette « nationa-

liste », élection qui couronnait sa brillante carrière. Il ne lui manquait plus que d'être Président de la République. Il en eût fait un excellent.

On avait vu reparaitre et comparaitre les mêmes faussaires, proférant les mêmes âneries et s'obstinant dans leurs erreurs. Tout l'Etat-Major était là, au grand complet et en grand uniforme, prêt à réciter une leçon qu'il savait par cœur. Cette bande de polichinelles, nantis de grades qui dégradent et d'honneurs qui déshonorent, s'entendaient à merveille pour tomber à plate couture sur Zola, l'empêcheur-de-danser-en-rond. Comment oser douter de la parole d'un soldat français, qui affirme sur l'honneur que ce qu'il dit est la vérité même ! Ils parlaient de la chose jugée, à tour de rôle, à peu près dans les mêmes termes et avec les mêmes gesticulations. Tous, d'une seule voix, affirmaient, avec un aplomb imperturbable, que Dreyfus était un traître, et que Zola en était un autre : « Dreyfus est coupable, je l'affirme sur mon honneur », déclarait l'hypocrite Billot (un billot sur lequel il n'eût pas fait bon poser sa tête), tandis que l'Auguste Mercier, plus constipé que jamais, venait à la rescousse : « Je jure que Dreyfus est coupable, on ne doit plus rouvrir le dossier » (ce dossier, en effet, ne contenait que du vide). Il savait pertinemment que le télégramme Panizzardi était un faux. Mercier, « faible d'esprit », disait Zola dans sa lettre, n'avait guère brillé par son intelligence. Il s'obstinait à déclarer que le bordereau lui était parvenu par la voie ordinaire », qui était plutôt extraordinaire, puisqu'il avait été jeté au panier puis recueilli dans un « cornet », argument péremptoire par lequel il prétendait confondre la défense. Il n'en démordait point. Gonse-Pilate, un faux jeton, aussi roublard qu'inintelligent, y allait de sa larme à l'œil, du moment que l'on attaquait notre « admirable armée ». Avec ses airs de ne pas y toucher, c'était un vieux malin auquel il ne fallait pas se fier. La Dame voilée, monocle à l'œil, — « l'ouvrier diabolique de l'erreur judiciaire », disait Zola dans *J'accuse*, jurait ses grands dieux devant le Christ en croix, « en son âme et conscience » (encore une âme et une conscience élastiques), « que Dreyfus était un traître ». Au fait, a-t-on jamais éclairci le mystère de cette dame voilée (était-ce un homme ou une femme, en l'occur-

rence la marquise Du Paty), ou les deux ? Mais allez donc vous y reconnaître dans cet imbroglio dont le metteur en scène était notre Clam, qui opérait dans les coulisses. Roget — un brave s'il en fût, — mais non un brave homme, n'admettait point que l'on mit en doute sa parole... puisqu'il avait sur le crâne un képi d'officier. Henry, bureaucrate infatué de sa personne, qui lisait les feuilletons du Petit Journal dont il s'inspirait pour faire ses coups, n'avait plus devant lui Dreyfus pour lui dire en face : « Le traître, le voilà ! » Il le disait par derrière. Il osait accuser Picquart de mensonge et pour se donner de l'aplomb, s'écriait : « Allons-y ! » (autrement dit « déballons notre linge sale »). Lauth et Gibelin, comparses non moins cinglés, mais tout aussi dangereux appuyaient ses dires. Deux généraux à particules, qui s'entendaient comme larrons en foire, renchérissaient sur le menu fretin pour accabler le traître, l'un, De Boisdeffre, pour lequel « la culpabilité de Dreyfus ne faisait aucun doute, de nouvelles preuves depuis 1894, étant venues renforcer sa certitude inébranlable » (sic), l'autre, De Pellieux, encore plus affirmatif : « J'ai vu, tenu en main, disait-il avec un toupet monstre, les preuves irréfutables de la trahison », et gueulant comme un putois, avec grands gestes à l'appui, il ajoutait : « J'en appelle à mon collègue De Boisdeffre », affirmation gratuite que l'assistance avait accueilli par des acclamations, coup de théâtre attendu, ou inattendu, et qui n'allait pas peu contribuer à faire condamner Zola par la justice du peuple.

Ce dernier n'avait pas oublié dans son J'accuse le rôle joué par cette catégorie d'hurluberlus que l'on appelle des experts, gens à courte vue et sûrs d'eux-mêmes, qui font condamner des innocents sur leurs rapports fantaisistes. Le trio Belhomme, Varinard et Couard (un nom prédestiné pour un expert), beau trio de baudets qui passaient pour des as, incarnant la science infuse, alors qu'ils n'étaient que de pauvres types, allaient décider du sort du condamné. Il y en avait d'autres, non moins indésirables. Le plus ridicule d'entre eux, nous l'avons déjà pris la main dans le sac, le comique de la troupe, était le sieur Bertillon, que Zola, par pitié, avait négligé de nommer à côté des trois autres. Il eût été étonnant si l'on n'avait pas revu dans cette équipe le

camarade Bertillon sortir de son sac à malices quelques-uns de ces bertillonages ou llonneries dont il avait le secret. Ce phénomène se produisait à chaque audience, comme un veau à trois têtes dans une baraque foraine, ou comme ces clowns qui, dans un cirque, viennent distraire les spectateurs, pendant que, dans les coulisses, les acteurs se griment et répètent leur rôle. Ce sacré Bertillon, un fou comme on en voit peu, même à Sainte-Anne, lequel se défendait d'être un expert, tout en l'étant sans l'être, se perdait dans son système, qu'il perfectionnait de plus en plus en le rendant chaque fois plus obscur et plus inintelligible. Il jonglait avec les chiffres et les grilles, et commettait lui-même un faux en intervertissant l'ordre des mots et en les employant à tort et à travers. C'est ce qu'il appelait une « démonstration par l'absurde », ce qui était bien la seule parole sensée qui soit jamais sortie de sa bouche. Ce Bertillon de malheur, je ne veux point le lâcher sans rappeler, une dernière fois, le rôle funeste joué par lui dans l'Affaire, « Bertillon le bouffon », disait de lui Zévaès, tandis que Maurras l'appelait « un savant de génie », (« passez-moi le savant de génie sur un plat », dirait l'homme de la rue). Notre Alphonse, comme la plupart de ses collègues de la Tour Pointue, ne valait pas la corde pour le pendre. C'était une espèce de maniaque qui avait inventé le truc des empreintes digitales. Il attribuait à Dreyfus un faux calqué sur sa propre écriture, ce qu'il désignait sous le nom d'autoforgeries. En fait de forgeries, il était un peu là ! Il prétendait encore qu'une partie du bordereau était de la main de Dreyfus, l'autre partie de celle de son frère, les deux écritures ayant été habilement mélangées (il y avait maintenant deux traîtres !) Paraf-Javal et Henri Poincaré, avec quelques-uns de leurs collègues, n'eurent pas de peine à démontrer l'inanité et l'insanité du système bertillonesque, auquel Lépine en personne, alors préfet de police, avouait n'avoir rien compris. « Voilà l'expert, le principal expert », clamait d'une voix de stentor M^e Labori, qui confondait l'hurluberlu. On avait bien « rigolé » — c'est le mot — quand on l'avait entendu vanter l'excellence de son système. Il s'était fait siffler au point que l'on avait dû faire évacuer la salle, le fou rire qui l'avait accueilli ayant couvert la voix des témoins. Ce grotesque personnage en re-

venait à ses moutons, en dessinant des rébus, à la manière de Picasso. Ce système, dont les uns se moquaient, et que les autres prenaient ou faisaient semblant de prendre au sérieux, portait le nom de « signalement descriptif ou portrait parlé » (kékcéksà ?). D'après ce savantasse, l'écriture du bordereau était à la fois « senestrogyre » et « dextrogyre ». Ce maître de l'anthropométrie n'était qu'un mystificateur ! « La science de Bertillon est ésotérique », déclarait Yves Guyot. Disons plutôt qu'elle était « occulte », avec tout ce que ce mot suppose de supercherie et de trompe-l'œil ! Dire que le sort d'un tas de gens dépend d'un tas de Bertillons ! C'est avec des bertilloneries de cette espèce que l'on envoie des innocents au bagne. Or, l'auteur du bordereau attribué à Dreyfus par ce mauvais plaisant n'était autre, on le verra plus loin, que le dénommé Esterhazy, dit « l'honneur de l'armée ».

Appel et Darboux, de vrais savants ceux-là, n'avaient pas eu de peine à démasquer Bertillon-le-bouffon, qu'ils comparaient à « une seiche qui s'entoure d'un nuage épais d'encre noire pour qu'on ne l'aperçoive pas ».

« La controverse de ces écritures, a dit le capitaine Paul Marin, survivra comme un monument éternel de mauvaise foi et de bêtise. La comédie de la condamnation de Dreyfus a été une des choses les plus formidables qui aient jamais été. » Et il rappelle l'iniquité du huis clos, et la fable officielle des aveux faits à Lebrun-Renault. « C'est clair comme le soleil, que de Pellieux prend pour un faussaire », mais la vérité est comme le soleil, elle se montre à qui veut la voir.

Esterhazy, l'homme du jour, triomphant et plus en forme que jamais, retour de Hollande, où il se sentait plus en sûreté qu'à Paris, n'avait que des paroles de haine pour ses anciens camarades, et tourné vers Zola et ses défenseurs, vomissait contre eux les pires injures, se plaignant « d'être engueulé par ces cochons-là », tandis que ses supérieurs lui faisaient signe de se taire, de peur qu'il ne les compromît par quelque parole imprudente. Ce « cochon-là » qu'il était lui-même, s'était livré à une sorte de chantage dans les salles de rédaction, menaçant de ses foudres les journalistes qui ne prenaient point son parti. La « grande muette » qu'il incarnait si bien n'était plus qu'une « grande bavarde » qui propageait

des bobards . Esterhazy, ayant provoqué en duel Picquart, celui-ci s'était récusé, ne voulant pas le supprimer du monde des vivants, ce qui l'aurait du coup dérobé à la justice.

Notre « uhlan » avait écrit à Félix Faure en accusant Dreyfus de trahison, ajoutant en parfait maître-chanteur qu'il était : « je ne reculerai devant rien pour la défense de mon honneur, indignement sacrifié ! » Pour du culot, c'était du culot ! L'honneur d'Esterhazy ne valait pas tripette !

Celui de Picquart valait davantage, dont l'attitude avait été autrement digne, ainsi que le rappelle en ses souvenirs Paul Marin : « La figure de Picquart se dégage loyale, probe, correcte, au cours du procès Zola. » Ceci compensait cela !

Étaient venus témoigner en faveur de l'accusé, Clemenceau, Anatole France, Jaurès, Duclaux, Ranc, le chimiste Grimaux, que Félix Faure s'empressa de révoquer de sa chaire de professeur à l'Institut agronomique, pour lui apprendre à taire sa langue, tandis que Paul Stapfer, doyen de la Faculté des Lettres de Bordeaux, était l'objet d'un blâme de la part de Léon Bourgeois, alors ministre, qui passait cependant pour avoir les idées larges, et cela pour une phrase anodine prononcée à l'enterrement d'un collègue.

Le tanneur n° 1 en avait profité pour mettre Picquart en réforme. Un commerçant et un homme d'affaires, non un aigle, tel était Félisque, doublé d'un coureur de jupons. Ainsi que nous l'avons vu, c'était un esprit médiocre, qui eut toute sa vie durant « l'horreur de la vérité, surtout en ce qui concerne l'innocence de Dreyfus », fait remarquer le capitaine Paul Marin. Que lui importait la vie d'un homme, injustement condamné, du moment qu'il faisait le beau auprès des belles madames !

Bref, l'auteur de l'accuse, après ces longs et pénibles débats, oui donnaient de la justice — ou de ce qui passe pour l'être — une bien triste idée, la chose était prévue, récoltait par ordre un an de prison et 3.000 francs d'amende, et le gérant de l'Aurore était condamné à payer la même somme, plus à 4 mois d'emprisonnement.

Esterhazy s'en tirait à peu de frais, avec tous les honneurs de la guerre, incarnant comme par le passé la patrie en danger et l'âme de la France. Naturellement, pour ne pas en per-

dre l'habitude, nos bons français criaient à tue-tête : « Vive Esterhazy ! Vive l'armée ! »

Un tel verdict, où la mauvaise foi s'alliait à la bêtise, n'avait pas une bonne presse à l'étranger. L'Europe entière protestait. « Nos bons amis les Russes », on était alors en pleine alliance avec eux, le trouvaient scandaleux et ne se gênaient point pour le dire par la voie de leur presse. Ils pensaient que les tribunaux français avaient exagéré. Pour eux, la France n'était plus celle de 1789, que Goethe, ce grand Européen, avait saluée avec enthousiasme.

Méline, qui prétendait « défendre le bon renom de la France à l'étranger » (sic), se fourrait le doigt dans l'œil. Il n'avait qu'à lire les journaux de la Russie tzariste pour s'apercevoir du contraire. L'Affaire avait causé de la stupéfaction, pour ne pas dire de la stupeur, dans les milieux bien-pensants de Saint-Pétersbourg. Tous les journaux sans exception déploraient l'attitude de l'armée en cette affaire, ainsi que celle de la presse française et du public qui la lisait. « Emile Zola est l'homme du jour, on ne peut que l'envier », lisait-on dans *Syne Otetchestiva*. Les *Novosti* ne pouvaient croire « à quel degré d'exaspération sont arrivés les ennemis de la vérité vraie et de la justice juste ». A Moscou, un journal imprimait : « La populace de Paris n'a jamais eu encore une si bonne occasion pour manifester contre la liberté », un autre ajoutait : « La presse vénale a versé une atmosphère pestilentielle sur la France... A Paris, l'antisémitisme et le chauvinisme marchent de front. » Il protestait contre « les instincts ignobles » et les « graves atteintes aux droits de la défense ». Tous réclamaient la révision. L'écrivain Novicov écrivait à Zola : « Les véritables amis de la France sont profondément affligés de votre condamnation. »

Comme les Russes, les Italiens s'indignaient d'une telle condamnation. Ils n'en revenaient pas. Pour eux, l'innocence de Dreyfus ne faisait point de doute. Il ne fallait pas être grand clerc pour s'en apercevoir. Ce peuple sain d'esprit — plus que le peuple français — ne comprenait pas que Zola ait été condamné si légèrement, pour l'avoir défendu, alors

que tout prouvait qu'il avait eu raison d'écrire la lettre
J'accuse.

Ce pavé, lancé dans la mare aux grenouilles, en écrasa quelques-unes. Ces batraciens, qui demandaient un roi, coassèrent de plus belle en leur marais pestilentiel.

X

Après le procès, témoignages de sympathie des intellectuels à l'égard de Zola. Anatole France est le premier à lui rendre hommage. Plus tard le « bon maître » en est devenu un mauvais. Anatole France contre Anatole France. — Laurent Tailhade l'imite puis se ressaisit. Il me confesse qu'il a agi par mercantilisme. Je lui donne l'absolution. — Ceux qui approuvent Zola : Georges Deherme, Albert Lantoine, Francis Jourdain, Han Ryner, Gabriel Séailles, Jean Grave, Allemane, Bjørnstjerne Bjørnson, etc. Ce que l'on pense de « J'accuse » à l'étranger. — Ce qu'Octave Mirbeau a été pour Zola. — Marcel Proust avec nous. — Où François Coppée se conduit comme un pleutre. — Où Zola part pour l'Angleterre.

Zola avait accueilli le verdict avec sérénité. « Je vaincrai », avait-il dit à l'issue de son procès. Pour le punir d'avoir eu le courage de ses opinions, — un courage qui manque à pas mal d'intellectuels —, il fut rayé de son titre d'officier de la Légion d'honneur, le 26 juillet 1898, ce qui ne lui fit ni chaud ni froid (on la donne à des gangsters). Dans le conseil qui l'avait rayé, figurait à son déshonneur Sully Prudhomme, auteur de vers sur la Justice (1878), et d'Honneur et Patrie (1900), deux mots qui sont aux antipodes l'un de l'autre. Un certain nombre d'intellectuels avaient profité de l'occasion pour s'en rayer eux-mêmes, Anatole France, le premier, qui arracha, en présence de Zola, le crachat rouge qui le déshonorait.

Notre « bon maître », il faut bien le dire en passant, devint un mauvais maître en 1914. Il flancha littéralement. Ce fut un Anatole France en contradiction avec le premier que nous

connûmes ce jour là ! Pour contraindre les autres à en faire autant, il s'engagea, ou plutôt fit mine de s'engager, ce qui était encore plus malpropre, dans l'armée, qui ne voulut point de lui, le conseil de révision de Tours ne lui ayant pas trouvé les aptitudes physiques exigées pour être un bon soldat. Le défenseur de Dreyfus avait fait là un geste malheureux, qui détermina Laurent Tailhade à l'imiter sans plus de succès d'ailleurs. Ce dernier avait même écrit à ce sujet une lettre au sinistre Hervé qui la publia dans sa Victoire ! Comme je reprochai un jour à Tailhade son attitude, il me fit cet aveu où perçait quelque ironie : « mercantilisme, mon cher confrère, mercantilisme ». J'avais compris, mais n'en gardai point rancune à l'auteur du Pays du mufle qui lui n'en était pas un.

Anatole France ne se borna pas à exhiber sa maigre anatomie devant des juges militaires. Il s'avisa de publier en 1915 un volume intitulé Sur la voie glorieuse, qui eut d'emblée 15 éditions (succès bien mérité), un vrai monument de platitude que l'on ne peut lire sans éprouver des nausées. Sans doute voulait-il justifier par là le pseudonyme qu'il avait adopté (France c'était autre chose que Thibault !). De la part d'un autre que lui la chose eût été normale mais de sa part c'était assez troublant. Il salue, pour commencer, « un héros et un juste », en la personne du roi Albert, dont il vante les « vertus guerrières ». Il applaudit « aux exploits de « nos poilus qui ne sont point courageux par ordre et qui crient « mort aux boches ». Entendez-le s'échauffer : « Debout pour la dernière guerre ! A l'œuvre ! », donner des ordres, comme un général sur un champ de bataille. On songe au Petit Faust cette opérette où des énergumènes s'époumonnent à crier, en piétinant sur place : « Marchons, courons, volons ! » Il prodigue à « nos alliés » des épithètes flagorneuses : « l'Amérique, un peuple juste et magnanime, la Grande Bretagne, la reine des mers, Sainte Russie, géant au cœur infiniment tendre, Belle Italie que mon cœur adore, Belgique héroïque et martyre, pour finir sur la France, ma chère Patrie », et il ose parler d'une « Europe délivrée ». Il admire « l'esprit qui règne sur le front » (on voit bien qu'il n'y est pas allé !) loin des « tranchées » (qu'en savait-il ?). Il a le mauvais goût d'ajouter : « la gaieté est belle, alliée au courage et

l'on est touché de lire de beaux vers écrits sous la mitraille » pendant que soi-même, les pieds douillettement au chaud dans des pantoufles, au coin d'un feu moins dangereux, une calotte sur le crâne, en son manoir de la Béschellerie, on polit de jolies phrases et caresse de belles reliures à portée de la main, en compagnie de Simone de Caillavet, en train d'écrire *Les Heures Latines*, recueil de mauvais vers patriotards exhortant les poilus à tenir jusqu'au dernier homme ! Ces beaux livres auxquels il tenait tant, Anatole France ne les eût prêtés à personne, pas même à ces poilus dont il vantait l'héroïsme. Victor Basch, président de la ligue des Droits de l'Homme, qui lui avait demandé de lui confier pour une heure un de ces livres, avait essuyé un refus, ce dont il s'était plaint à moi amèrement.

L'ex-bon maître devait récidiver en 1916, en faisant parler les morts, dans *Ce que disent nos morts*, de même que Lavedan rendait la vue aux aveugles ! Il « honorait la mémoire des braves qui ont versé leur sang sous toutes les étendues de l'Alliance. Que la patrie reconnaissante ouvre assez grand son cœur pour les contenir tous. Que tous ceux dont le sang coule pour la patrie soient bénis ! »

Ce mauvais exercice de rhétorique se terminait par les paroles qu'il prêtait aux malheureux tombés « au champ d'horreur », qui encourageaient les vivants à y tomber à leur tour : « Frères, combattez, achevez notre ouvrage, Apportez-nous la victoire et la paix » Ils l'avaient, cette paix, celle des cimetières, à l'ombre d'une croix de bois ! Quand on pense que les hommes en sont encore à se battre pour des mots, au lieu de vivre fraternellement unis dans un monde libre, on doute à jamais que la paix règne un jour sur la terre !

Il ne s'agissait plus, pour l'ex-bon maître, de supprimer les conseils de guerre, mais de leur donner pleins pouvoirs pour châtier les traîtres, ou soi-disant tels. L'homme qui avait tant de fois donné des preuves qu'il n'était point le sceptique que d'aucuns lui reprochaient d'être, l'homme qui avait soutenu les premiers syndicalistes, approuvé la séparation de l'Eglise et de l'Etat, combattu les crimes du colonialisme (« la politique coloniale, avait-il dit, est la forme la plus basse de la barbarie »), l'homme qui avait lutté à côté de Jaurès, « le grand

disparu », pour arracher Dreyfus à ses bourreaux, qui devait plus tard en faire autant pour Ferrer, martyr de la libre pensée, au pays de l'Inquisition, l'homme qui avait défendu les Arméniens persécutés, la Grèce et la Macédoine opprimées, manifesté tant de fois sa sympathie pour le peuple russe et soutenu les antimilitaristes dans leur campagne contre l'injustice militaire, l'écrivain qui avait constamment parlé, agi en faveur du maintien de la paix dans le monde, prophétisé des temps meilleurs, dénoncé dans ses livres les laideurs des Etats de Pingouinie, et sans cesse réclamé « point de vaines paroles, des actes », le même homme se reniait sur toute la ligne.

L'homme qui avait écrit, résumant en ces seuls mots la cause de toutes les guerres : « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels », encourageait la jeunesse à mourir pour ces derniers. Il prononçait des paroles plus vaines que jamais. Comment aurait-on pu, désormais, le prendre au sérieux ? Où était dès lors ce triomphe final de la raison qu'il opposait à la folie des hommes ? Lui qui faisait dire à M. Bergeret : « Rien n'est plus puissant que la parole », mettait cette parole au service du mensonge. Cette « force de la pensée sans laquelle le monde appartiendrait aux brutes armées » s'effaçait devant celles-ci. Lui qui s'opposait à la violence se faisait l'auxiliaire de cette violence. Lui qui croyait « à la beauté, à la justice et à l'amour », ne croyait qu'à la haine et qu'à la guerre. Lui qui ne cessait de prophétiser « l'union future des peuples » criait : « mort aux boches », et n'était plus en 1914 qu'un jusqu'au-boutiste enragé. Quel crédit accorder à des écrits tel que l'article qu'il publia dans l'Humanité du 3 février 1919 pour prendre la défense de la Grèce contre ses oppresseurs, au nom du « droit des peuples à disposer d'eux mêmes » ? Comment avoir confiance dans un homme qui ayant prôné la paix sur tous les tons avant la guerre, n'en voulait plus pendant celle-ci pour, une fois la tourmente passée, en prôner de nouveau les bienfaits lorsqu'il n'y avait plus aucun danger à le faire ? De quel nom qualifier une telle trahison envers l'esprit ? Il est facile, une fois la guerre terminée, de revenir à ses anciennes amours et de vanter la paix après l'avoir combattue. On s'en tire par une piroquette et il n'y a plus qu'à passer l'éponge. Lorsque c'est le

fait d'un simple particulier, passe encore, mais lorsqu'il s'agit d'un écrivain ayant quelque influence sur ses contemporains, c'est chose impardonnable. D'Anatole France, moins que de tout autre, on devait s'attendre à un tel revirement. Quoi ! c'était là cet Anatole France qui avait condamné le crime légal dans tous ses écrits. Il était descendu au niveau de son « cher Gustave Hervé », auquel il écrivait le 1^{er} janvier 1915 une lettre enthousiaste s'achevant par ces mots : « La victoire est certaine ! patriotiquement à vous. » On ne retrouvait guère sur cette Voie glorieuse le M. Bergeret de jadis qui déclarait que : « le huis clos est une pratique détestable » et défendait Dreyfus et Picquart contre « ceux qui ne voulaient pas qu'on touche à l'armée car c'était la fin du pays ».

« Qu'on le veuille ou non, l'heure est venue d'être citoyen du monde, ou de se résigner à voir périr toute civilisation », à quoi bon avoir écrit ces lignes, après avoir renié ses idées en 1914. Anatole France prenait place parmi ces « chevaliers de l'escritoire » qui, dans la presse, encourageaient, en les couvrant d'éloges, les poilus à « tenir » jusqu'à la victoire finale. Décidément une guerre suffit à changer la mentalité d'un individu ! L'auteur de tant d'œuvres majeures serait-il devenu le gâteux que Van Dongen a peint et dépeint sur une toile qui n'est pas à son avantage !

Quittons Anatole France qui après tout était un homme, faillible comme tous les hommes, mais déplorons qu'il se soit conduit comme le premier venu en un moment où il aurait dû donner l'exemple de la sagesse et de la tolérance. Il y a homme et homme. Etre un homme dans le sens vrai du mot, c'est avoir le courage de ses opinions et rester fidèle à soi-même. On peut évoluer mais non se renier.

D'autres que l'Anatole France dreyfusard rendaient hommage à Zola. Georges Deherme, qui avait fondé la Coopération des Idées, et les Universités Populaires, déclarait à l'un de ses confrères : « L'attitude de Zola est belle, elle restera son chef-d'œuvre ». « La campagne pour l'innocence d'un condamné entreprise par Emile Zola sera devant la postérité son titre de gloire le plus beau » (Albert Lantoiné). « Ce jour

où tout semblait finir par l'acquittement d'Esterhazy, écrit Han Ryner dans *Prostitués*, Zola fut celui dont la vaillance inattendue efface la marche brutale et tranquille des puissances. On eut raison d'applaudir son action révolutionnaire ». Il se moquait du « Code qui déclare ce pauvre Félix Faure égal à Zola, dernier calomniateur de la grande muette ».

Pour Francis Jourdain qui le connaissait et l'avait vu « plein d'entrain le lendemain de sa condamnation, « C'était un grand artiste. L'Affaire avait fait de lui un héros ». (1)

Gabriel Séailles comparait Zola à un homme qui, « enfermé dans une chambre close, avait brisé une vitre afin d'y faire pénétrer un peu d'air et de lumière ».

Bernard Lazare disait ironiquement de l'auteur de *J'accuse* : « Monsieur Emile Zola vient de commettre une action abominable. Il a défendu les juifs ou plutôt il a attaqué l'antisémitisme. Qu'attendre d'un homme qui a du sang italien dans les veines ? »

Dans une conférence prononcée à l'Université populaire de Tours (1902) Laurent Tailhade, rappelant l'attitude de Zola pendant l'Affaire, disait qu'il était « la voix de la patrie, elle-même, parlant aux nations du haut de son intelligence et de sa probité ».

La Société Libre d'Éditions des Gens de Lettres publiait en 1898 un livre d'hommage des Lettres Françaises à Emile Zola (il y en eut un autre qui parut à Bruxelles). On lisait à la même librairie un *Colloque sentimental* entre Emile Zola et Fagus (ce Fagus n'était point dépourvu de talent comme poète. C'était un original et un être déconcertant. Employé à l'Hôtel de Ville, on le voyait quitter cet établissement sur le

(1) « L'affaire Dreyfus aura été la grande aventure de mon esprit, soudain tenté d'entreprendre la révision de toutes les notions sur lesquelles se fondent la certitude stupide et sa compagne la cruelle erreur, a-t-il écrit dans son livre : *Né en 1876*. Je suis loin de partager les idées de Francis Jourdain, né la même année que moi, qui affirmait peu de temps avant la « dernière » que « la paix doit être défendue les armes à la main », paroles que j'ai entendues au *Vel d'Hiv'*, au cours d'un meeting en faveur des camarades espagnols victimes de la répression franquiste, ce qui, soit-dit en passant, n'enlève rien aux qualités de l'excellent critique d'art qu'il a toujours été.

coup de cinq heures, une serviette sous le bras que l'on croyait bourré de manuscrits, alors qu'elle l'était de coke qu'il dérobait à l'administration pour se chauffer pendant l'hiver. C'est ce qu'il appelait sa reprise individuelle !).

Nombreuses avaient été les marques de sympathie pour l'auteur de J'accuse, qui approuvaient son geste et son courage. Le dramaturge norvégien Bjørnstjerne Bjørnson, l'auteur d'Au-delà des Forces Humaines et futur prix Nobel 1903 écrivait à Zola : « Combien je vous envie ! ». L'anarchiste Jean Grave le félicitait et l'appelait « mon cher ami ». Le socialiste Allemane l'approuvait et l'encourageait à persévérer dans la lutte.

Mirbeau acheta sur-le-champ tous les exemplaires de luxe des œuvres de Zola, les mettant bien en évidence dans sa bibliothèque « pour que tous ceux qui viendront le voir, voient comment j'honore un honnête homme, quand on en trouve un ! » rappelle en ses Mémoires (Quand Paris était un paradis) Maurice de Waleffe.

On avait reproché à Mirbeau d'avoir combattu les juifs, mais était-ce une raison pour continuer ? N'était-ce pas, au contraire, de sa part, un acte de loyauté que de prendre fait et cause pour Dreyfus ? Il avait, en effet, combattu en 1883, dans son pamphlet les Grimaces, la finance juive, à laquelle il attribuait tous les maux qui sévissaient à cette époque. Il avait démasqué dans ses articles l'Invasion, Encore l'invasion, la Religion d'État, le Théâtre juif (sur VWilliam Busnach), etc.

Depuis, Mirbeau avait compris que l'Affaire Dreyfus était une affaire où la liberté de l'homme était engagée et qu'il importait, avant tout, de la sauver. Il écrivait à Fernand Xau, rédacteur en chef du Journal. « J'ai pour Zola la plus grande estime, pour son œuvre la plus ardente admiration, pour son acte de vérité et de justice la plus ardente foi ». A l'enquête de l'Aurore (novembre 1898), sur le plus grand prosateur, il répondait : « Le plus grand prosateur ? Emile Zola, qui écrit J'accuse ». A celle que nous fîmes dans la Critique sur le rôle des intellectuels dans l'Affaire, il répondait pareillement : « Je trouve l'attitude de Zola admirable, et je l'admire sans réserves ».

En cette même revue d'avant-garde, dans mon article sur Octave Mirbeau et l'Affaire Dreyfus (5 octobre 1899), je rappelai, après avoir protesté contre « l'arrêt monstrueux du conseil de guerre, la part qui revenait à Mirbeau dans l'œuvre de réparation » et je dressai la liste des articles dans lesquels il avait démasqué les « mauvais bergers » (titre de l'une de ses pièces) qui avaient machiné l'Affaire. Passaient un mauvais quart d'heure, en ces articles, Brisson, Dupuy, Cavaignac, Millevoye, Arthur Meyer, Méline, Freycinet, Rochefort, Drumont, Judet, le jésuite Du Lac et le général Gonse, dit Pilate (« A moi Gonse, deux mots », comme dans le Cid). Il y avait là une galerie d'indésirables que Mirbeau s'était chargé d'exécuter en un tournemain, avec sa verve coutumière. « Après le procès intenté à Zola, disais-je dans le même article, l'iniquité relève la tête, plus insolente et plus agressive, les appels au meurtre retentissent avec plus de force, les passions ignobles et viles se déchainent et triomphent avec la complicité des gouvernements. C'est le faux encensé, c'est le crime protégé, ce sont toutes les puissances de mensonge conjurées contre la justice et le droit ». Article qui me fit mal voir de mes voisins et me brouilla avec ma famille.

Laurent Tailhade a pu dire de Mirbeau : « Son nom survivra dans une gloire toujours accrue. » C'est qu'il avait plus que tout autre la faculté de s'indigner.

Non seulement Mirbeau écrivit de nombreux articles dans l'Aurore, le Journal du Peuple et autres, pour soutenir Zola dans sa campagne contre le mensonge, mais il l'aida de ses deniers, allant jusqu'à payer les frais du procès de Versailles. Jamais il n'abandonna son ami au plus fort de la bataille.

Un nouveau venu dans les lettres, très estimé de ses collègues, le jeune Marcel Proust, qui n'en était pas encore « A la recherche du temps perdu », ne perdait pas le sien en faisant circuler une liste en faveur de la révision. Fils d'un illustre chirurgien, il avait été l'élève du philosophe Darlu, lequel « avait engendré sa pensée ». Auteur, en 1896, des Plaisirs et des Jeux, il devait traduire, en 1904, les œuvres de Ruskin, avant de produire toute une série de romans pleins

d'intérêt. L'œuvre proustienne était appelée à connaître un succès prodigieux, aussi grand que celui de ses aînés André Gide et Paul Valéry.

●

François Coppée avait émis des doutes sur la culpabilité de Dreyfus, ce dont il avait fait part à Zola. On raconte à ce sujet une histoire édifiante. Coppée n'aurait été dreyfusard qu'une demi-journée ! Ayant porté au directeur du Journal Fernand Xau un article en faveur de Dreyfus, il lui fut répondu : « Impossible, nous venons de recevoir la visite de ces messieurs de l'Etat-Major. » Le lendemain, Coppée apportait un autre article, mais cette fois, c'était pour accabler Dreyfus !

Paul Léautaud, qui a l'habitude de dire ce qu'il pense, s'indigne à juste titre, dans son Journal Littéraire (1893-1906), de ce que Coppée « ait eu besoin de consulter son directeur de conscience pour suivre Zola et devenir dreyfusard », ce qui « lui soulevait le cœur de dégoût ». « Malheureux homme, écrivait-il, et qu'il en est à plaindre, sous le rapport de l'intelligence comme sous celui de l'estime. » « François-les-chaussettes-roses (allusion à François les Bas-Bleus), dont le vrai nom est Francis Coppée », s'amusait à écrire Han Ryner et qui, d'après la Lanterne, « était naïf comme un cygne qui voudrait naviguer dans un seau d'eau », a toujours été un suiveur. Pris dans l'engrenage, il hurlait avec les loups. Jules Renard l'avait bien jugé qui, dans son Journal, lui disait son fait : « François Coppée, qui n'est pas un soldat, appelle la guerre et, en vieux garçon, il crie : « Faites des enfants ! » Encore un lapiniste en chambre !

Au début de l'Affaire, beaucoup de ceux qui devaient prendre la défense de Dreyfus le croyaient coupable, mais ils ne s'obstinèrent point dans l'erreur. Zola lui-même, avons-nous dit, avait eu des doutes.

« La vérité est en marche, rien ne pourra l'arrêter », avait écrit l'auteur de J'accuse. Ce qui advint, en effet, non sans quelques difficultés. Il alla de procès en procès, dont l'un avec Judet. Le 9 avril 1898 eurent lieu de nouvelles poursuites contre le gérant de l'Aurore et son collaborateur. Ils comparu-

rent le 23 mai 1898 devant la Cour d'assises de Versailles, qui rejeta leur pourvoi. Ils furent condamnés « par ordre » au maximum, pour ne pas en perdre l'habitude. Il fallait s'y attendre.

Zola n'avait cessé de riposter dans l'Aurore, aux attaques de ses adversaires. Le 20 janvier 1898, ç'avait été la Réponse à l'assignation, le 22 février une Déclaration aux Jeunes, le 16 juillet, une Lettre à Brisson, etc. L'Affaire Dreyfus était devenue l'Affaire Zola.

A la grande joie du « dépendeur d'andouilles », qui hurlait dans le prétoire : « Hors de France ! », Zola lui donna satisfaction en s'exilant à Londres, sur les conseils de ses défenseurs. Il en avait assez, ça se comprend ! L'Angleterre qui, en dépit de ses erreurs, est une terre accueillante aux exilés, remplaça un moment la « douce France », qui ne l'avait guère été en la circonstance. Le 18 juillet 1898 il partait pour l'Angleterre.

XI

Protestation des Intellectuels en faveur de la révision. — Où l'on voit des écrivains s'y opposer : Paul Valéry, Pierre Louis (dit Pierre Louys), Emile Faguet et autres. — Un pontife : Brunetière et les raisons de Basile. — Où Victor Basch, Yves Guyot, Darlu, Duclaux font justice de ces mauvaises raisons. — René Doumic s'en tient à la chose jugée. — Opinion de Romain Rolland sur Maurice Barrès. — Georges Sorel, socialiste et antidreyfusard. — Degas contre Dreyfus. — L'ouvrier-sculpteur Jean Baffier proteste contre la médaille offerte à Emile Zola. — La jeunesse des écoles fait chorus avec l'A. F. — Je crie : « Vive Zola », au cours de Droit criminel, à la Faculté de Droit. Je suis expulsé « manu militari ». — Le cas Claudel, homme d'église et d'argent. — Un « minus habens ». de la taille d'une souris : Jules Soury ou le sous-verge de Mercier. — Léon Bloy, « le mendiant ingrat », dit son fait à tout le monde.

L'Affaire avait été, pour les intellectuels indépendants — il y en avait à ce moment-là plus qu'aujourd'hui — l'occasion de quitter leur tour d'ivoire pour prendre le parti de la justice et de la vérité. Que de noms d'hommes célèbres, ou en passe de le devenir, dont une demi-douzaine encore vivants, on est heureux de relever sur cette liste d'intellectuels qui protestèrent contre la condamnation de Dreyfus, preuve qu'il y eût en France, à un certain moment, une élite pour représenter la liberté de l'esprit, au sein de l'esclavage. Il faudrait les citer tous. Ils sont trop nombreux. Des pages entières de l'Aurore se couvrirent de signatures, que vinrent rejoindre celles de simples citoyens qui avaient conservé quelque jugeote. Des écrivains, anciens et nouveaux, poètes, romanciers, auteurs dramatiques figurent sur cette Protestation des Intellectuels à la suite de Zola et d'Anatole France : Edmond Rostand, Victorien Sardou, Courteline, Paul Adam, Gustave Geffroy,

Octave Mirbeau, Victor Margueritte, Lucien Descaves, André Gide, Marcel Proust, Jules Claretie, Tristan Bernard, Alfred Capus, Jules Renard, Georges de Porto-Riche, Fernand Gregh, Georges Lecomte, Daniel Halévy, Pierre Valdagne, Paul Brulat, Marcel Bartilliat, Paul Alexis, Jean Ajalbert, Maurice Bouchor, Emmanuel Arène, Louis Ratisbonne, Gustave Kahn, Léopold Lacour, Hector Depasse, Pierre Quillard, Ferdinand Hérold, Gabriel Mourey, Laurent Tailhade, Armand Charpentier, Léon Riator, Gérard de Lacaze-Duthiers, René Ghil, Gustave Téry, Alfred Valette, directeur du *Mercure de France*, Jean Psichari, Georges Pioch, Henri de Bruchard, Saint-Georges de Bouhélier, Eugène Montfort, Maurice Le Blond, Louis Lumet, Maurice Magre, Séverine, la comtesse de Noailles, Marguerite Durand, directrice de la *Fronde*, etc., etc. Des artistes (peintres, musiciens, comédiens) : Claude Monet, Camille Pissarro, Eugène Carrière, Desmoulins, Dalou, Clairin, Jules Breton, Roll, Hermann-Paul, H.-G. Ibels, Emile Gallé, Henry de Groux, Alfred Bruneau, Lugné-Poe, Sarah Bernhardt, Réjane. Des professeurs, des érudits, des philosophes : Victor Basch, Gabriel Séailles, Lévy-Bruhl, Bouglé, Georges Duruy, Painlevé, Lavisce, Seignobos, Aulard, Havet, Darlu, Alexandre Bertrand, Stapfer, doyen de la Faculté des Lettres de Bordeaux. Des savants : Elie Reclus, Charles Richet, Grimaux, Raoul Allier, Duclaux, Painlevé, Appel, Gaston Bonnier, Dr Delbet, Frédéric Passy, Albert Réville, Paul Meyer, Michel Bréal. Des hommes politiques : Arthur Ranc, Ludovic Trarieux, Aristide Briand, Sarrien, Sigismond Lacroix, Lucien Victor-Meunier, Charles Longuet, Ferdinand Buisson. Comptons encore, parmi ceux qui furent les principaux artisans de la libération de Dreyfus, secondant les efforts de son frère Mathieu, Bernard Lazare, Joseph Reinach, Gabriel Monod, Albert et Georges Clemenceau, Jean Jaurès, et combien d'autres. Et ce sont ces hommes que Maurras et Cie osaient traiter de médiocres, de ratés, de lie du peuple.

Emmanuel Arène, frère du poète Paul Arène, était dreyfusard. Ses ennemis lui reprochaient d'avoir trempé dans l'affaire de Panama. « Calomniez, il en restera toujours quelque chose », disait le dénommé Basile.

Quant à Han Ryner, que son franc-parler devait faire mettre à l'index par les « prostitués » et les « amazones de

lettres », il était dreyfusard, cela va sans dire. Dans la revue les Partisans, il écrivait en mars 1901 : « Cette affaire Dreyfus est un vomissement. Un pareil tas d'immondices est au-dessous de la parole. Dans la bataille des sauveteurs, un seul homme s'est révélé : Picquart. Quand on a salué celui-là, il ne nous reste qu'à tourner le dos aux autres et à sourire de pitié. » Han Ryner, on le voit, disait ce qu'il pensait, selon son habitude. Lui qui avait critiqué l'œuvre des prostitués, de droite et de gauche, il les mettait aujourd'hui dans le même sac.

Les portraits des dreyfusards — dreyfusiens ou dreyfusistes, peu importe — figuraient au nombre de 150 dans un album publié chez Stock, leur éditeur attitré, intitulé les Défenseurs de la Justice, avec préface d'Henri Rainaldy. Il y avait, parmi eux, des membres de la Ligue des Droits de l'Homme, des journalistes, des écrivains, des militaires (Picquart et Fornizzetti), des indépendants, les principaux artisans de la révision appartenant à tous les milieux.

Au nombre des écrivains hostiles à la révision, on comptait Paul Valéry, ce qui ne témoignait point de beaucoup d'esprit critique de sa part, lui l'auteur de l'Introduction à la méthode de Léonard de Vinci (1895). Absorbé par la préparation de différents ouvrages, que lui importait la vie d'un être humain ! Le même avait écrit à son ami André Gide, le 8 mars 1891, à propos des fusillades de Fourmies : « Ces soldats qui ont tiré sur la foule, je les ai enviés... je déteste le peuple... Je désire presque une guerre monstrueuse... » On comprend qu'avec de tels sentiments, Paul Valéry ait pris parti contre Dreyfus.

Pierre Louys n'était pas plus clairvoyant. Les histoires de lesbiennes l'intéressaient bien davantage. Il devait trouver bientôt en François Coppée un admirateur qui se chargea de révéler son nom au grand public dans un article du Journal. Il avait publié en 1894 les Chansons de Bilitis, en 1896 Aphrodite, qui eut de nombreuses éditions, en 1899 la Femme et le Pantin et une Volupté nouvelle, en 1901 Byblis et les Aventures du Roi Pausole. Non conformiste en fait d'amour, il était conformiste en fait du reste.

Les universitaires étaient partagés en deux camps. Emile Faguet, qui aurait pu se contenter de publier des essais et d'assurer dans les Annales politiques et littéraires la critique des livres, « l'un des chefs, du moins nominaux, du conserva-

tisme cocardier, et de l'antidreyfusisme impénitent », rappelait dernièrement Jules Romains, n'osant s'attaquer directement à Zola, s'en prenait à son œuvre, afin de diminuer la portée de son geste. Le même Faguet (un Faguet de derrière les fagots) prétendait que c'était « la République anticatholique qui avait suscité l'antisémitisme ». Opinion que l'on pouvait ne point partager.

Un autre grand pontife de la littérature académique dont le dogmatisme, à l'inverse de l'impressionnisme de Jules Lemaitre, émettait ex cathedra des arrêts définitifs, conformiste cent pour cent en art comme en politique (on est toujours conformiste en politique, à quelque parti qu'on appartienne), le sieur Ferdinand Brunetière, marchait de pair avec la réaction. Dans une brochure intitulée *Après le procès, réponse à quelques intellectuels* (1898), rédigée en mauvais français, il commençait par déclarer « qu'il ne se débarrassait de M. Emile Zola que pour avoir un prétexte à parler d'autre chose ». L'Affaire « ne le regardait pas ». De retour d'un voyage à Rome, la grâce l'ayant touché, après une visite au Vatican, il glosait sur la science qui, d'après lui, avait fait faillite, tandis qu'il s'appuyait sur elle dans sa théorie de l'Évolution des genres, appliquée à l'histoire des littératures, et donnait de l'intellectuel une définition qui s'appliquait plutôt à lui-même. « Les intellectuels, super-hommes, ennemis des lois (allusion discrète au copain Barrès) ne font que déraisonner avec autorité sur des choses de leur incompétence. Quand l'intellectualisme et l'individualisme en arrivent à l'infatuation d'eux-mêmes, ils deviennent tout simplement l'anarchie. » Dans une conférence sur la Nation et l'armée, prononcée le 26 avril 1899 à la Patrie française, il ergotait sur l'antisémitisme, égratignant au passage le savant Duclaux et le pacifiste Frédéric Passy. Il répétait une dizaine de fois : « Il nous faut une armée pour contrebalancer le pouvoir de l'argent ! » Ce qu'il eût fallu démontrer. Il félicitait la Patrie française de son action antidreyfusarde, et terminait sur un ton emphatique : « Nous sentons flotter au-dessus de nos têtes l'âme même de la France. » Et il osait parler d'infatuation !

Brunetière avait commis, entre autres ouvrages, des Discours de combat (*les Raisons actuelles de croire*, 1900), où il exposait ses idées sur la Renaissance de l'Idéalisme, les Enne-

mis de l'âme française, l'Idée de Patrie, la Nation et l'Armée, la Science et la religion, l'Idée de solidarité, l'Art et la morale, avec comme conclusion une charge à fond de train contre le « subjectivisme » — qui était, disait-il, « une des grandes erreurs que nous devons combattre, une des graves maladies de notre temps ».

Ce critique pourvu d'œillères, qui donnait l'illusion d'avoir apporté quelque chose de nouveau dans le domaine des lettres, entendait par subjectivisme l'individualisme qu'il confondait avec l'égoïsme.

Yves Guyot, homme politique non dépourvu d'idées — on le connaissait pour avoir malmené quelque peu la préfecture de police —, n'avait pas de peine à démontrer combien les « raisons de Basile » (Basile, c'était Brunetière) ne tenaient pas debout. Il s'était lancé dans l'Affaire à corps perdu, au risque de se faire mal voir de ses contemporains. Il avait en plus des Raisons de Basile (1898), écrit un livre sur la Révision de l'Affaire Dreyfus, et une analyse détaillée de l'Enquête. Il avait déployé en tous sens son activité, traitant de différents sujets, tels que la Politique boer, la Question des sucres (à l'ordre du jour en 1901), les Préjugés économiques, la Science économique, la Population et les subsistances, le Boulangisme, la Séparation de l'Eglise et de l'Etat, la Suppression des octrois, les Assainissements de Paris, la Prostitution, la Traite des Vierges, la Comédie protectionniste, la Politique socialiste, la Comédie socialiste et les Préjugés socialistes, les Principes de 89 et le socialisme, Protectionnisme et socialisme, Socialisme et anarchie, la Doctrine individualiste, la Démocratie individualiste, etc. Il avait fondé le Radical et il était devenu directeur du Siècle.

Le philosophe Darlu, l'éducateur de Marcel Proust, rappelait au barbacole Brunetière, dont il était loin de partager les critiques concernant l'individualisme, ce qu'il fallait entendre par ce mot : « L'autorité brutale doit tomber, et à sa place doit se faire connaître une autorité morale, l'autorité extérieure doit se transformer peu à peu en une autorité intérieure ». C'était réhabiliter la conscience, entendue comme l'unique maître de l'individu intelligent, capable de se gouverner lui-même, en se passant du gendarme.

Victor Basch, dans la Grande Revue (Les Idées de Mon-

sieur Brunetière, janvier 1899), démontrait à son tour combien fragile était l'idée que se faisait de l'individualisme notre grand pontife de la critique dite littéraire, l'individualiste étant, d'après ce dernier, « un homme qui s'abandonne à ses passions », alors que ce qui constitue l'individualisme « c'est le devoir (ici l'auteur de l'Esthétique de Kant se plaçait au point de vue kantien), imposé à chaque homme de développer celles de ses virtualités qui ne sauraient jamais léser la liberté de ses frères en société ». L'individu qui aura pour guide sa conscience saura toujours agir conformément à ses idées sans nuire à celles des autres. Il exposera ou proposera les siennes sans les imposer. Convaincre et non vaincre, telle sera sa ligne de conduite.

Un autre philosophe, Frédéric Paulhan, plaidait le Droit des Intellectuels (1898) à exprimer librement leur opinion sur l'Affaire.

Le savant Duclaux, dans une brochure : Avant le procès (1898), répondait à l'auteur d'Après le procès que « l'individualisme n'était nullement un principe d'anarchie ». Le même militait Pour la liberté de conscience (1901). Dans une lettre à Scheurer-Kestner (Propos d'un solitaire), dans laquelle il le félicitait pour son courage (1), il constatait que « l'esprit public est bien peu scientifique. C'est certainement sa qualité de juif de Dreyfus qui a envenimé l'Affaire ». Duclaux ne faisait point de différence entre un civil et un militaire. Pour lui, « un ministre de la Guerre était un homme comme un autre ». Des Conseils de guerre (1899), il osait dire : « L'esprit de discipline ne tient compte que du nombre des galons et rend le juge esclave ». Voilà un savant qui ne craignait point de dire la vérité, malgré ses titres officiels. Il n'en avait que plus de mérite.

De son côté, Julien Benda, dans ses Dialogues à Byzance (Editions de la Revue Blanche, 1900) où il traitait des Questions militaires et de l'Affaire Dreyfus, considérait « les personnages de celle-ci » au point de vue de leur sensibilité à

(1) « J'ai acquis, avait dit ce dernier, l'entière conviction de l'innocence de Dreyfus. Le malheureux a été victime d'une épouvantable erreur judiciaire. J'emploierai tout ce que j'ai de force à sa réhabilitation publique ».

l'injure » et il n'avait pas de peine à démontrer que le fait « d'appeler la profession militaire le métier de l'honneur; est une impropriété de langage ». On se demande, en effet, en quoi le métier qui consiste à tuer ses semblables est plus honorable que les autres. Quelles que soient les raisons que l'on invoque pour le justifier : défense de la patrie, du droit, de la liberté, de l'honneur, de l'humanité, et autres raisons non moins mauvaises.

Tandis que ces hommes libres s'exprimaient en toute sincérité sur l'Affaire, « Brunetière, le modèle des hommes myopes et têtus » (Bernard Lazare), professeur à l'École Normale supérieure de la rue d'Ulm, racontait à ses élèves que la lettre J'accuse était un « monument d'outrecuidance et d'incongruités » et il en profitait pour protester contre la protestation des intellectuels en faveur de Dreyfus.

René Doumic, auteur d'une incolore Histoire de la Littérature française, à l'usage des aspirants au baccalauréat, emboîtait le pas à son collègue Brunetière. Ce futur académicien, qui faisait moins de bruit que ses pairs, n'en agissait pas moins dans les coulisses, en parfait jésuite qu'il était. Professeur au collège Stanislas, il inculquait à ses potaches le respect de la tradition et l'amour des idées reçues. Comment n'eût-il pas été l'un des premiers à figurer dans les rangs des tardigrades de l'antidreyfusisme ?

Quant à Barrès, l'ex-ennemi des lois, que notre cher Han Ryner appelait « une fille à soldats, à l'individualisme raffiné et onanique », il s'obstinait à nier l'évidence. « Cet homme n'est pas un Français », disait-il de Zola. Or ce dernier l'était plus que lui. Le théoricien de la « petite secousse », qui devait, en 1914, envoyer les autres se faire tuer à la guerre », avec un léger mouvement de menton, avait donné pendant l'Affaire toute sa mesure. Elle avait été pour lui l'occasion de manifester sa haine de l'étranger, tout comme un simple Déroulède. Elle lui avait permis de déployer ses activités multiples. On ne pouvait pousser plus loin le culte du « moi » (haïssable chez Barrès), négation du véritable individualisme. Ce stendhalien au petit

pied, n'avait d'énergie que pour nuire. Il convenait toutefois, que « le nationalisme manquait d'infini ». Il en manquait lui-même. « Quelle absence de politique, quelle ignorance, et ça veut Césariser ! », écrivait en juillet 1899 Paul Valéry à André Gide, qui lui répondait le lendemain : « Barrès fait les meilleurs articles dans le genre dit nationaliste ». « Il a raté sa carrière, ajoutait-il, il a beaucoup de charme, mais pas grande valeur. » Le barrésisme (le mot est de Camille Mauclair) allait désormais faire école. Un nouvel isme dont le monde aurait bien pu se passer.



Romain Rolland écrira dans son Journal des années de guerre, ces lignes à propos de Maurice Barrès : « Et voilà que Barrès et ses semblables rêvent d'écraser, d'humilier, ce Barrès délirant d'orgueil stupide, qui ose écrire aujourd'hui cette sottise : « La puissance germanique sera brisée, morcelée, et les Allemands eux-mêmes baisseront nos genoux en nous remerciant de les avoir guéris de leur délire d'orgueil ! » (Echo de Paris, 21 octobre 1914). C'est du Barrès tout pur. « Aux yeux des gens intelligents, déclare un de ses récents biographes (Jean-Marie Domenach), « Barrès n'est qu'une vieille statue faite au goût de 1900 ». Ce biographe a vu juste !

Georges Sorel, socialiste, rejoignait Barrès nationaliste. Il traitait par-dessous la jambe « la Révolution dreyfusienne », envisageant dans Zola « le représentant de la bouffonnerie dreyfusarde ». C'était un « personnage encombrant et un très petit esprit ». Songez donc ! Des femmes lui avaient envoyé des fleurs le lendemain de la lettre J'accuse. Il n'en fallait pas plus au socialiste Georges Sorel pour déclarer que l'Affaire était une « affaire ridicule ». Il écrira plus tard : « Que venait faire dans cette affaire, qui passionna toute l'Europe, la lutte des classes, sous prétexte que Dreyfus était riche ? »

D'autres éminents personnages défendaient « l'honneur de l'armée », parmi lesquels le père jésuite Du Lac et le général Chanoine (deux chanoines sous le même bonnet). « L'alliance du sabre et du goupillon », comme on disait alors, était désormais scellée. On s'étonnait de voir un artiste, tel que le

peintre Henner, se ranger du côté de l'iniquité. Degas, qui avait mauvais caractère, aurait dû se souvenir que lui aussi avait eu jadis maille à partir avec les mêmes gens qui combattaient Dreyfus. Que ne se contentait-il de peindre des danseuses !

Ses admirateurs ayant offert une médaille à l'auteur de l'accuse, l'« ouvrier-sculpteur » berrichon Jean Baffier, collaborateur au Réveil de la Gaule, avait cru devoir écrire en 1898 une Lettre ouverte à Francis de Pressensé et à Mathias Morhardt, dans les Marges d'un carnet d'ouvrier. Objections sur la médaille à M. Zola, offerte à propos de l'Affaire Dreyfus (sur cette médaille figurait au-dessous du nom de Zola, la phrase lapidaire : « La vérité est en marche, rien ne pourra l'arrêter »). Et quelles objections, plutôt misérables, tout en convenant toutefois que son collègue « Charpentier a eu le grand talent de tirer une belle œuvre d'un vilain homme ». Il s'agissait, d'après Baffier, d'une lutte engagée « entre les cosmopolites dits humanitaires-libertaires, procédant des races juives et les hommes relevant des traditions celtiques ». Il reprochait au « vilain homme » d'avoir eu le pouvoir comique de faire trainer en Cour d'assises les chefs de l'armée française pour y être traités comme des marionnettes, ce qui expliquait nos désastres passés et futurs ». Baffier considérait Zola comme « l'ennemi de sa race et de sa religion. Il lui criait sa haine et son espoir de vengeance ». D'après lui « la liberté, l'art, la paix et le bonheur universel n'étaient que des mots ronflants à l'usage des gens pervers qui amusent le public ». Pour certains, la chose était vraie, mais pour les esprits sincères rien n'était plus faux. Ces mots auront toujours un sens pour les hommes libres.

La jeunesse des Ecoles, trompée par ses maîtres et la « presse immonde », ainsi qualifiée par Zola, était en majorité contre lui. Le Quartier Latin n'aimait pas la vérité, les bandes d'Action française étaient maîtresse de la rue : « Conspuez Zola,

conspuez Zola, conspuez », chantaient les étudiants, qui d'habitude se contentent de conspuer les professeurs dont la tête leur déplait. Un beau jour je m'écriai, seul de mon espèce, à la Faculté de Droit, pendant le Cours du professeur de Droit criminel : « Vive Zola ! » ce qui déclencha un beau chahut et me fit expulser séance tenante par les appariteurs.

On jugera quel était l'état d'esprit de cette jeunesse en relisant la Vraie réponse des étudiants à MM. Emile Zola et Aujar, dans laquelle une poignée de potaches déclaraient : « la jeunesse ne s'applatira pas devant les apologistes d'un traître. Elle va vers la liberté. Nous sommes les défenseurs de cette justice que vous avez l'air d'ignorer. Où allez-vous sinistre romancier, qui délaissant pour un moment les fatigantes complications où se complait votre talent pornographique, vous êtes déclaré si insolemment le champion de Dreyfus et de ses dignes amis ? Vos arguments sont piêtres, votre fatras est indigeste. Haut les cœurs, vive la France ! Signé : Un groupe d'étudiants. — Tous, heureusement, n'étaient pas aussi naïfs !

Un autre ennemi de la vérité avait été Paul Claudel, ce qui n'avait rien de bien surprenant. D'après cet ambassadeur du génie français en Extrême-Orient — en 1900 il était consul en Chine — « l'affaire Dreyfus avait fait beaucoup de mal en France ». A qui la faute ? Comme Jules Renard trouvait qu'il exagérait en soutenant que celle-ci avait été déconsidérée aux yeux de l'étranger et qu'il avait prononcé le mot de « tolérance » notre ambassadeur s'était borné à répondre : « il y a des maisons pour cela ». Ce n'était pas très fort, comme dirait Breffort. Cette réponse était bien digne d'un homme qui devrait un jour, au cours de la « drôle de guerre », composer une ode consacrée à la louange d'un maréchal, pendant l'occupation, dont il remplaça le nom par celui d'un général pendant la libération, sans en changer le texte. Il n'en était pas à une mystification près ! Claudel aura sa place, une des toutes premières, parmi les girouettes de ce temps.

Comme Aragon, devenu super-patriote après ses « conchievements » successifs, comme Jean-Paul Sartre, avec Huis-Clos et les Mouches, Claudel qui trouve « abominable » l'œuvre de ce dernier, qui peut en dire autant de la sienne, a remporté ses premiers succès sous l'occupation, ce qu'ils ont oublié tous

les trois lorsqu'on les entend médire de cette même occupation. Ces messieurs ont la mémoire courte. Nous avons sous les yeux les éloges dithyrambiques qui leur furent décernés à ce moment là dans les journaux vichyssois. On pourrait, à ce sujet, poser à un certain nombre d'écrivains la question qu'Elie Faure posait en 1914 à Henri Barbusse, ennemi de la guerre, qui avait écrit : « Pourquoi te bats-tu ? » : « Vous devez votre gloire à la guerre. Aimeriez-vous mieux qu'il n'y en eût pas eue ? » Combien j'en connais, parmi ceux d'aujourd'hui, que la guerre a sortis du néant où ils végétaient !

A une époque où Paul Claudel n'était que l'auteur de la Ville, une œuvre originale pour un théâtre d'à-côté, connu seulement dans les chapelles (littéraires celles-ci), Charles-Louis Pilon le proclamait « le plus grand génie vivant ». Il n'en eût certes pas dit autant du Claudel 1950 qui, après avoir été ignoré du grand public pendant des années, était entré vivant dans la gloire en entrant à l'Académie, laquelle s'était finalement décidée à l'accueillir dans son sein, après l'avoir longtemps dédaigné. Ce Claudel que la lecture des œuvres de Rimbaud avait, à ce qu'il disait, converti au catholicisme, ce qui est un comble ! allait désormais devenir l'idole des gens bien pensants. Auteur obscur et difficile, rocailleux comme sa personne, mais non dénué de talent, — il y a des perles dans le fumier claudélien —, il lui avait suffi de plagier les versets de la Bible pour être sacré et consacré poète parmi les plus grands. Paul Léautaud, — incorrigible —, écrivait jadis à son sujet (il n'a point changé d'opinion) qu'« une pareille littérature, avec son fatras d'images, son délire verbal, tout son fond de bigoterie, ne donne pas l'idée d'une grande intelligence ». — « Pourquoi Claudel écrit-il d'une façon Tête d'or demandait Jules Renard dans son Journal, et d'une autre, ses compositions pour obtenir le poste de vice-consul à New-York. ? L'artiste doit être le même quand il prie et quand il mange ». Et pourquoi, dirai-je à mon tour en parlant de cet autre auteur non moins difficile Paul Valéry, n'a-t-il pas écrit son discours de réception à l'Académie Française dans le même charabia que le Cimetière Marin ? Comme son émule Paul Claudel, Paul Valéry se trouva un jour parmi les 40, ce qui fut le point de départ de sa renommée.

Paul Claudel était l'auteur de différents ouvrages et pièces

de théâtre, entre autres l'Arbre, l'Echange, Tête d'or, en 1890, la Ville en 1893, Connaissance de l'Est, en 1900 — œuvres qui n'étaient point sans valeur. Mirbeau avait été l'un des premiers — pour ne pas dire le premier — à publier des articles sur Claudel dans le Journal, dont l'un sur l'Otage, mais l'auteur de cette pièce, auquel je me permis de rafraîchir la mémoire, lors d'une réunion ds Amis de Romain Rolland qu'il présidait, ne lui gardait point une bien grande reconnaissance, si j'en crois la réponse qu'il me fit. Un grognement, ce fut tout.

Quant à prétendre que l'auteur d'une Saison en Enfer l'avait sauvé de l'Enfer et de l'Université, on se demande si Claudel, inspiré par l'Esprit Saint, est lui-même sain d'esprit lorsqu'il confesse que Rimbaud a eu sur lui « une action que j'appellerai séminale et paternelle ». Rimbaud le mécréant, père de Claudel le croyant ! Quant à « l'action séminale », c'est une plaisanterie de mauvais goût, comme il y en a tant dans l'œuvre de Claudel. Ne l'a-t-on pas entendu affirmer sans rire : « Nous sommes en possession de la photo du Christ » ?

La littérature et l'argent ont toujours fait bon ménage chez Claudel. Le culte du veau d'or s'accordait à merveille chez lui avec celui de la Vierge Marie. Il gérait bien ses affaires et savait faire fructifier ses revenus. Principal actionnaire de la Maison Gnome et Rhône, il touchait 625 000 francs par an de jetons de présence, sans compter les ristournes. Avec cela on peut se faire ouvrir toutes les portes, même celles de la Comédie-Française. La République lui a fait des funérailles nationales. Elle a oublié le poème sur Pétain. D'autres, qui en ont fait beaucoup moins, ont été fusillés. L'Eglise le canonisera un jour, son nom figurera parmi les saints du calendrier. Dans le cimetière de Brangues, les vieilles dévotes viendront s'agenouiller sur sa tombe et prier pour le repos de son âme. Ce sera un lieu de pèlerinages, où l'on ira en procession célébrer le génie du poète. Elles liront cette épitaphe effarante, pour ne pas dire « hénaurme » : « Ici reposent les restes et la semence de Paul Claudel. » Une semence qui a produit de la bien mauvaise graine, s'il s'agit, non point d'un enfant mort, mais de l'influence exercée par cet homme d'affaires sur un

public de gens bien pensants. — Une question : « Oui ou non, Claudel était-juif, comme on l'a prétendu ? »

Entre temps, le dénommé Jules Soury, directeur de quelque chose à l'École des Hautes Etudes à la Sorbonne, était venu grossir l'armée des antidreyfusards. Etre peu sympathique, dont toute la personne sentait à cent pas le jésuite à plein nez, je ne l'avais vu qu'une fois, mais cela m'avait suffi. Il avait écrit à Barrès une lettre amphigourique dans laquelle il louait « la haute intelligence, loyale entre toutes, du général Mercier », ce qui lui avait valu, en échange, les éloges dudit Barrès, qui disait que « chez cet honnête homme, on entend, mêlées à la voix d'un savant modeste, les voix lointaines des défunts français dont nous sommes le prolongement ». Or, le bagage scientifique de ce « savant modeste » se composait d'ouvrages plus ou moins fantaisistes traitant des sciences naturelles, dont l'un était intitulé : Anatomie et vivisection du caméléon dans Aristote ! Sujet palpitant s'il en fût. Cet animal lui était sympathique !

Soury avait écrit également à Maurras, le 26 janvier 1900, une longue lettre que publia le 1^{er} mars l'Action Française, lettre dans laquelle il se livrait à un éloge outrancier de « notre grand ami le général Mercier, officier loyal entre tous, dont la haute intelligence de ce savant, de ce grand justicier brille toujours sur ce tribunal où, grâce à sa puissante dialectique, la France fut sauvée. Tous nos officiers supérieurs se révèlent des esprits de premier ordre devant les juges du conseil de guerre de Rennes. Du procès de Rennes, où le traître Dreyfus fut la seconde fois condamné par ses pairs, date ce culte dont nous entourons les chefs de son armée. Vive l'armée ! Vive la France ! » En recevant cette missive, Maurras en bavait de joie. Et il prodiguait, comme Barrès, des éloges à ce lèche-pieds, pour ne pas dire à ce lèche-cul, qu'il appelait « l'illustre physiologiste, critique, historien, philosophe, auteur du Système nerveux central (le sien n'était guère d'aplomb !). « Il faut, ajoutait-il, que tous les Français soient édifiés sur la valeur des imaginations dreyfusiennes. Je ne connais rien de plus propre » — malpropre eût été plus juste — « que le verdict d'un Jules Soury, pour flétrir, avec toute l'exacritude et l'autorité nécessaire ces mystificateurs du public. Tout patriote sait que les véritables faussaires sont du côté de Dreyfus. Ces

prétendus intellectuels se trouvent être, en fait, les plus pauvres têtes de France. Mercier est notre grand ami, celui-ci est un vrai Français. » Tu parles ! « Jules Soury, grand admirateur des vertus intellectuelles de Mercier, associait au soldat le prêtre, à l'officier le religieux ». Quand on sait que Maurras se disait libre-penseur, cet éloge prête à rire ! Il appelle Soury « le grand naturaliste, l'éminent directeur d'études à la Sorbonne. Soyons dignes de ces soldats, qui sont les meilleurs types de l'organisation dans le genre humain ». Pauvre Maurras, qui était pourtant un esprit cultivé, voilà à quoi il en était réduit : à prodiguer de tels éloges à ce minus habens.

En 1902, notre Soury dédiait sa Campagne nationaliste (1899-1901), « au général Mercier, sénateur, ancien ministre de la Guerre, qui a bien mérité de la patrie en contribuant plus qu'homme en France, aux deux condamnations à Paris (1894) et à Rennes (1899), du traître juif Alfred Dreyfus ». Il se vante de sa campagne contre le « traître Dreyfus » et contre le gouvernement institué pour l'acquiescement de ce juif ». « Suis-je antisémite ? Sans aucun doute, répond-il. Je suis moins démocrate qu'anarchiste (?), je mourrai dans l'Eglise catholique, j'ai combattu, je combattrai jusqu'au bout avec les nationalistes, qui ne sont pas un parti, mais une armée, l'armée de ce que fut la France aux Français... Je suis uniquement du parti de la guerre. Pour moi, la trahison ressort clairement des contradictions et des mensonges perpétuels de l'accusé, de l'examen technique du bordereau et de l'examen cryptographique de ce même bordereau. Ma conviction n'a pas subi la plus légère atteinte. Elle est fortifiée par l'étude plus complète et plus approfondie de la cause », conclut ce pseudo-savant. En quoi ledit Soury ne faisait guère preuve de perspicacité. On juge ce que devaient être ses travaux scientifiques, s'ils n'étaient pas plus sérieux. Un tel « verdict » relevait de la douche. Lorsqu'on relit aujourd'hui de telles âneries, on n'en croit pas ses yeux, on reste éberlué. Si j'ai tiré de l'oubli ces textes, c'est à titre documentaire, uniquement, afin de montrer jusqu'où peut aller la bêtise unie à la mauvaise foi. Ce Soury-Sot était plus abject encore que ses pairs. Il était au-dessous de Barrès et du sire de Rochefort. Avec quelle suffisance il affirme ce qu'il se garde bien de prouver ! Abandonnons ce sous-homme à son vomissement.

Quant à Léon Bloy, prince de l'invective, il faisait bande à part. C'était un autre son de cloche, au sein du tumulte. Il était contre tout le monde, tout en étant, disait-il, « pour la crapule Esterhazy contre la crapule Zola ». Ce dernier en prenait pour son grade. Dans *Je m'accuse* (1900), dédié à Octave Mirbeau, « contempteur célèbre des faux artistes, des faux grands hommes et des faux bonshommes », qu'est-ce qu'il lui passe, à l'auteur de *J'accuse* ! « Oui, sans doute, Emile », déclare-t-il dans l'épigraphe en tête du livre, « je comprends, tu souffres d'être cru, par les jeunes gens peut-être, aussi par les vieux de mon espèce, un jean-foutre et un gaga. Ta probité vénitienne te força, en 1896, de confesser cette tablature sans grandeur... » Et il le traite de « salaud », d'« immonde crétin », de « crétin des Pyrénées » à cause de son roman sur les miracles de Lourdes. « Zola, c'est l'infécondité même » (allusion à son roman *Fécondité*). « Il s'est foutu de la vérité et de la justice... Il est tout cul... » Il y avait comme cela un tas d'épithètes plus ou moins bien choisies. Léon Bloy était allé jusqu'à souhaiter la mort du « tout cul ». Dans « cette sale affaire Dreyfus », qui disait-il encore, « est une affaire des plus étranges » il n'épargnait aucun des « scélérats » qui s'agitaient autour d'elle, pour ou contre, Rochefort qu'il traite d'« imbécile », Gohier, qu'il traite de « brute » et de « garçon coiffeur », jusqu'aux « religieux-larbins » de la Croix et du Pèlerin, auxquels il dit leur fait. Drumont y est démasqué, comme dans le *Salut par les Juifs* où Bloy fulminait, en 1892, contre les élucubrations du « pamphlétaire de la France Juive, cupide saltimbanque, organisateur et prédicateur de cette croisade pour le boursicaud, qui peut se vanter d'avoir trouvé le bon coin et le bon endroit ». On comprend qu'aucun éditeur n'ait voulu publier ce pamphlet. L'Entrepreneur de démolitions y démolissait pas mal de gens, de droite et de gauche.

Où le fossé entre dreyfusards et antidreyfusards se creuse de plus en plus. — Les jeunes au secours de la Vérité : Saint-Georges de Bouhélier, Paul Brulat, Camille Mauclair. — Parenthèse sur Clemenceau. — Autre parenthèse sur Urbain Gohier. — Où Rémy de Gourmont cesse d'être « aristocrate » pour devenir « médiocrate ». — Jugement porté sur lui par Paul Léautaud. — Où Jean Carrère fait des siennes. — Charles Albert félicite Zola, puis l'injurie bassement. — Position des anars (Sébastien Faure et Louise Michel. Zo d'Axa se désintéresse de l'Affaire). — Les socialistes (Janvion) refusent de se mêler à cette « querelle de bourgeois ». — Ce qu'en pensait Lucien Descaves dans son home du 46 de la rue de la Santé.

La lutte continuait, de plus belle, chacun plaidant pour son saint. D'après les antidreyfusards, l'Affaire était une « affaire immonde », et « la mauvaise cause », d'après un général qui avait été chef de cabinets (avec un s !) en ce temps-là, « gagnait du terrain, même chez les bons esprits ». C'était l'aveu que les mauvais en perdaient, au fur et à mesure de la marche des événements.

Certains faisaient une différence entre les dreyfusistes et les dreyfusards, les premiers, qui croyaient à une erreur, les seconds qui exploitaient l'Affaire pour attaquer l'armée. « Le dreyfusisme était devenu, au dire de Faguet, le groupement de tous les anarchistes ». Pour Maurice Talmeyr, scribouillard aux ordres de la réaction, « si tous les dreyfusards n'étaient pas des traîtres, tous les traîtres étaient dreyfusards ». On aurait pu lui répondre : « Si tous les antidreyfusards ne sont pas des imbéciles, tous les imbéciles sont antidreyfusards ». Or l'on sait que leur nombre est infini, stultorum infinitus est numerus, disait de son temps le roi Salomon. Il n'a fait que progresser depuis. Les imbéciles sont en majorité dans un monde où règnent l'esclavage, la haine et la peur.

Des jeunes prenaient parti, selon leurs forces et leurs moyens, pour la vérité contre le mensonge. Barrès, qui voyait d'un mauvais œil « les faiblesses où se glissèrent au début de l'Affaire un certain nombre de jeunes intellectuels », eût voulu les réunir en un groupe opposé à celui des rédacteurs de la Revue Blanche, dirigée par les frères Natanson, et qui avait été fondée par Paul Leclercq, dont Toulouse-Lautrec a fait le portrait, que l'on peut voir au Louvre. Il échoua dans ses projets.

Le fils d'Edmond Lepelletier de Bouhélier, rédacteur en chef de l'Écho de Paris et antidreyfusard, Saint Georges de Bouhélier, qui était loin de partager ses idées, publiait en février 1898 une brochure : l'Affaire Dreyfus. La Révolution en marche, dans laquelle il défendait Zola, que Rochefort et Cie déclaraient « ne pas être un écrivain » (à cette époque le naturalisme était mal vu des gens bien pensants, qui préféraient à la lecture de la Terre, celle des romans à l'eau de rose d'Octave Feuillet). « Le spectacle donné par Zola est admirable », disait-il, se faisant l'écho de la jeunesse littéraire d'avant-garde. Et il ajoutait : « La France actuelle est bien bas... Un Etat fondé sur le crime est destiné à la ruine... La révolution est en marche. » Saint-Georges de Bouhélier avait déjà produit à la fleur de l'âge une œuvre considérable, essais, romans, théâtre : l'Assomption et l'Annonciation en 1893, la Résurrection des Dieux, la Vie héroïque des aventuriers, Discours sur la mort de Narcisse, Documents sur le naturisme en 1894, l'Hiver en méditation (1896), Eglé ou les concerts champêtres (1897), Les Éléments d'une Renaissance française (1899), paru dans l'Événement en 1897, la Route Noire (1900), la Tragédie du nouveau Christ (1901), Chant d'apothéose pour Victor Hugo (1902), etc. Il avait fondé l'École Naturiste et le Collège d'Esthétique moderne. « Jamais il ne désespéra de la justice », disait de lui son ami Maurice Le Blond.

Paul Brulat, autre jeune non moins épris de vérité et de justice, publiait en 1898 un livre plein de généreuses pensées et fertile en enseignements : l'Affaire Dreyfus. Violence et

Raison. Il y parlait de l'honneur, que « chacun comprend à sa façon ». Il constatait que la « vérité n'est jamais du côté des masses ». « Il y a des hommes en France », disait-il, « qui ont le monopole du patriotisme. Ils l'exploitent en toute occasion. C'est au nom de la patrie qu'ils insultent et flétrissent ceux qui réclament la justice et la vérité. » Il dénonçait les méfaits de l'opinion publique et traçait les devoirs de l'écrivain qui « ne doit point se réfugier », disait-il, « dans le culte exclusif de son art, quand sont en jeu les grands intérêts de l'humanité ». Pour Paul Brulat, « Dreyfus était innocent, nous en avons, à cette heure, l'absolue certitude », était-il en droit de conclure.

Clemenceau (dont on s'obstine à écrire le nom avec un accent aigu sur l'e, alors qu'il n'en faut point), se posait dans sa Préface la question : « Un homme peut-il être jugé contrairement aux lois ? » Ce tombeur de ministères qui avait osé dire : « Décidément, les anarchistes ont raison, les pauvres n'ont pas de patrie », avait écrit vers ce temps-là des œuvres capitales : La Mêlée sociale (1895), le Grand Pan (1896), les Plus Forts (1898), Au Fil des Jours (1900). Il dirigea le Bloc, gazette hebdomadaire (1901) qui ne ménageait personne. Ses articles sur l'Affaire furent réunis en trois volumes : l'Iniquité, Vers la Réparation, tous deux parus en 1899, et la Honte (articles de 1900 à 1901) en 1903. Vers le même temps, il publiait des brochures sur les Affaires égyptiennes, l'Affaire du Tonkin, l'Arménie, la Politique coloniale, Des juges, la Justice militaire, l'Injustice militaire, l'Eglise et la guerre, Contre la Justice (1900), le Voile du Bonheur (1901), Aux embuscades de la vie (1903), Discours sur la Liberté (1903), puis d'autres encore, d'un tout autre esprit : Dans les Champs du pouvoir (1913), Vouloir en mourir (sur les mutineries des garnisons de l'Est, 1913), Pour la Patrie (1914-1918), La Leçon de la Russie (1915), La France devant l'Allemagne (1916), Allons enfants de la Patrie 1.500^e jour de la guerre (1918), Grandeur et misère d'une victoire, Discours de guerre, Au soir de la pensée, etc.

Nous devons retrouver Clemenceau à la direction de l'Homme libre, journal quotidien (1913), devenu en 1914 l'Homme Enchaîné (Paris et Toulon) où il subit plus d'une fois les caprices d'Anastasie. Après avoir été la plus grande partie de sa vie du côté de l'opposition, il passa de l'autre côté de la barricade pendant la grande guerre, ce qui lui valut d'être surnommé « le Père (ou le Perd) la Victoire », et « le premier poilu de France », qui disait : « je fais la guerre », en regardant les autres la faire. Ça valait bien une statue aux Champs-Élysées ! Le même homme qui passait pour avoir sauvé la patrie, n'en avait pas moins fait marcher la troupe contre les ouvriers qui revendiquaient leur droit à la vie. Comme quoi, lorsqu'on est au pouvoir, on n'a plus les idées que l'on avait lorsqu'on n'y était pas. Tous les politiciens, de droite ou de gauche, en sont là. Mettons-les dans le même sac !

Celui qui répétait à qui voulait l'entendre : « Il faut toujours dire la vérité, quelles qu'en soient les conséquences », ne l'avait pas toujours dite. Il n'était pas hors de tout reproche, loin de là.

Urbain Gohier n'avait pas ménagé ses critiques à « Clemenceau, qui prêche le patriotisme après avoir couvert l'armée d'outrages, Clemenceau qui tripote l'affaire du Maroc après avoir déclamé contre l'affaire du Tonkin, qui fusille le peuple après l'avoir flagorné, et qui touche des subsides anglais après les avoir diffamés ». Il aurait pu aussi lui reprocher — mais sans doute n'était-il pas au courant ? — qu'il faisait de fréquentes visites aux « petits rats », dans les coulisses de notre Académie Nationale de musique, mais cela ne faisait de mal à personne.

Urbain Gohier, si sévère pour les autres, ne l'était pas assez pour lui-même. Il changeait souvent d'opinion sans doute parce que ceux qu'il jugeait en changeaient eux-mêmes. Il était tantôt pour, tantôt contre certains hommes et certaines idées, faisant à la fois de la bonne et de la mauvaise besogne. Il fallait l'accepter tel qu'il était, avec ses rages, ses rancœurs ses colères, justifiées ou non. C'était un démolisseur ! Il avait publié en 1898 l'Armée de Condé et l'Armée contre la Nation. Poursuivi pour ce dernier ouvrage et défendu par M^e

Albert Clemenceau, il avait été acquitté. Dans l'Armée nouvelle, il y avait de bonnes choses à glaner, telles que les États-Unis d'Europe, le rôle des femmes dans l'action contre la guerre et la condamnation des « inutiles boucheries ». Il soutenait que « tout citoyen a le droit de dire ce qu'il pense de l'armée ». Dans un article paru dans l'Aurore (17 février 1902) intitulé L'École du vol, il avait déjà dit ce qu'il en pensait, à propos d'un acquittement scandaleux de voleurs en uniforme : « Dans l'armée, de terre ou de mer » (il n'était pas encore question de l'armée de l'air), le vol sévit du haut en bas et les voleurs sont acquittés avec félicitations ».

Chaque nouvelle guerre, disait-il d'autre part, en un dialogue où il faisait discuter le pontife d'Odéonie François Coppée avec un jeune réfractaire qui n'était point de son avis, « chaque guerre est l'occasion d'un nouveau bail avec le système dictatorial ». Que peut-il, en effet, sortir d'un massacre collectif, si ce n'est un tyran, de quelque couleur qu'il soit ?

Notre justicier épanchait sa bile en différents écrits : la Fin d'un régime en 1895, Contre l'Argent, Sur la guerre, les Massacres d'Arménie, en 1896, le Socialisme capitaliste, le Nouveau Pacte de famine en 1897, la Congrégation et les Prétoriens en 1899, la Préface de la Gloire du Sabre (une gloire peu enviable) de Vigné d'Octon, en 1900, Aux Sept mille morts de Madagascar (1896-1900), l'Ascète au beurre, Histoire d'une trahison et la Bande Jaurès (1899-1903), l'Antimilitarisme et la Paix (Plaidoirie en Cour d'assises), Spartacus (Cahiers de la Quinzaine, 12^e Cahier de la 6^e série), Sera-t-il permis à un Français de n'être ni juif ni jésuite en 1905, la Révolution vient-elle ? Leur République en 1906, Zola au Panthéon, Trois fantoches en 1907, la Terre juive en 1909. La même année il avait succédé à Gustave Téry comme directeur de l'Œuvre, jusqu'en 1911. En 1916 il écrit que « le sans-patrie Hervé, camarade de Caserio, exagère ». Il rédige des lignes sur la France aux Français. En 1917, il publie une Réponse aux socialistes du Kaiser, Comment je n'ai pas tué le traître Jaurès, etc. Cet ensemble assez disparate, témoignait de la part d'Urbain Gohier d'une soif de vérité qui finissait par devenir maladive et lui faisait commettre des erreurs, pour ne pas dire des injustices.

Camille Mauclair, encore un jeune, avait été « dreyfusard

dès la première heure, par goût de la vérité » rappelle-t-il dans ses Souvenirs. Se tenant toutefois sur une sage réserve, blâmant les excès commis de part et d'autre, il n'en avait été « qu'un assistant ému, et non un militant. J'y cherchais, dit-il, des hommes, des scènes, des sensations fortes plutôt que des principes ». Il critiquait sévèrement les dreyfusards de la dernière heure, arrivistes qui s'efforcent de recueillir les fruits de la victoire finale, remportée par les autres (mais ce n'est pas seulement dans des affaires comme l'Affaire Dreyfus que l'on a vu à l'œuvre des resquilleurs de cette espèce ! On en a vu bien d'autres !) Camille Mauclair avait toujours conservé la croyance en l'innocence de Dreyfus. « Comment pourrais-je regretter d'avoir été dreyfusard avec des hommes comme Gustave Geffroy et Eugène Carrière. » Il admirait la « conscience inflexible de Picquart », mais ne comprenait pas que les meilleurs amis puissent être devenus des frères ennemis à propos de l'Affaire. On avait lu de lui, connu en 1900 comme critique d'art, poète, essayiste et romancier : *Eleusis*, causeries sur la Cité intérieure (1894), *Couronne de Clarté* (1895), *Sonatines d'automne* (1895), *les Clefs d'or* (1897), *Le Soleil des morts* (1898), *l'Ennemie des rêves* (1900), *l'Art en Silence* (1901), *Les Camelots de la Pensée et les Mères sociales* (1902).

Pourquoi faut-il que ce même Mauclair, qui ne comprenait point que l'on se brouillât entre amis à propos de l'Affaire, se soit brouillé avec les siens, qui ne partageaient point ses idées, en 1914 ? Il n'a pas échappé, lui aussi, à ces changements d'opinion qui surgissent à la faveur des guerres. Il écrit textuellement dans le *Vertige allemand*, *Histoire d'un crime délirant d'une race maudite* (1916), « Notre devoir s'appelle la haine. Il nous faut haïr l'Allemagne et garder cette haine aussi longtemps que le souci de l'honneur, et enseigner les deux ensemble aux enfants de France. » Quel aveuglement de la part d'un écrivain qui, pendant la « drôle » de guerre, devait être considéré comme « collaborateur » ! Il justifiait l'épithète de « Mauclair de la lune », que Mirbeau lui avait jadis décernée dans un article du *Journal*.

Comme Camille Mauclair, Rémy de Gourmont était loin d'avoir, en 1914, les idées qu'il professait en 1900. Il était à ce moment-là pacifiste, antimilitariste et antipatriote. Il s'était expliqué à ce sujet dans un article paru dans le *Mercure de*

France du 16 avril 1891, intitulé le Joujou patriotisme, pour lequel il avait été révoqué, le lendemain, de son emploi de conservateur à la Bibliothèque Nationale. Mirbeau avait pris généreusement la défense de Gourmont dans le Journal et tourné en dérision l'administration qui faisait grief à son subordonné de mener de front son emploi de bibliothécaire et la littérature, deux choses incompatibles, d'après elle, alors qu'elles s'accordent parfaitement bien.

Dans son article, six pages pleines d'humour, Rémy de Gourmont s'en prenait à Déroulède, « le cerveau avarié du patriotisme » et à d'autres cerveaux non moins avariés, qui voulaient reprendre l'Alsace et la Lorraine aux Allemands, que les Français leur avaient volées. « Je ne soulèverais pas le petit doigt de ma main droite, en échange de ces terres oubliées, car il me sert à soutenir ma main quand j'écris, ni le petit doigt de ma main gauche, il me sert à soutenir la cendre de ma cigarette ». Il déclarait préférer les Allemands à tous les bons Français qui rêvaient de revanche et de représailles. Le patriotisme était pour lui « la sottise suprême ». Et il concluait : « S'il faut d'un mot dire nettement les choses, eh bien ! nous ne sommes pas patriotes ». Quelques années plus tard, il l'était devenu. Lui qui, en 1913, se vantait d'être un « artiste-tocrate », néologisme que j'avais inventé pour désigner l'artiste qui met ses actes en accord avec ses idées, n'était plus qu'un « médiocrate » hurlant avec les loups. Cette fois, c'était lui qui brandissait le joujou patriotisme, avec lequel on amuse les foules !

En 1914, Rémy de Gourmont publia Pendant l'Orage, recueil d'articles édités « en souvenir de P. B. Barbier, tombé au champ d'honneur » (dans la collection où avait paru Sur la Voie glorieuse) et autres ouvrages dans le même esprit cocardier et revancharde : Dans la Tourmente (1916), Pendant la guerre (1917), Les Idées du jour (1918), dans lesquels il tentait de « concilier son amour de la patrie avec celui de l'humanité ». « Il a été un grand Français qui mit ses forces au service de la Patrie », déclare son frère Jean. Le 8 avril 1915 il nous annonce que le Mercure de France est devenu guerrier « parce que la France est guerrière ». Il analyse différents « Bulletins des Ecrivains (1914-1915), Gazette des Morts glorifiant les hauts faits ! » Il va jusqu'à reproduire en entier

dans Pendant l'Orage la marche anglaise « Il y a loin à Tipperary ». Le joujou patriotisme était redevenu à la mode, grâce à lui. Et pourtant, Rémy de Gourmont était un homme intelligent. Jugez des autres !

Paul Léautaud pouvait écrire au sujet de son confrère du Mercure : « On lui a fait des obsèques religieuses, à lui qui mangeait si bien du curé ». Il renia pendant la guerre « le joujou patriotisme ». Il écrivit au journal la France Pendant l'Orage, livre dirigé contre l'Allemagne. Cette défaillance me le gêne. Je pense qu'il ne le regretterait pas peu aujourd'hui. Il est bien dommage qu'il ait faibli au début de la guerre ». Ainsi parla Paul Léautaud en son Journal littéraire (1897-1915). Rémy de Gourmont avait cessé d'être Rémy de Gourmont, individualiste et penseur libre, pour devenir un homme semblable aux autres, dont son frère Jean vantait la conduite comme patriote et comme chrétien !

Et pourtant, comme nous l'aimions, lui l'auteur de livres pleins d'idées : Lilith, Un cœur virginal, Une soirée au Luxembourg, le Chemin de velours, la Culture des Idées, le Livre des masques, Physique de l'Amour, les Promenades littéraires et philosophiques, les Lettres à l'Amazone, et autres de même qualité. Relisons-les pour y retrouver Rémy de Gourmont, le vrai, « l'aristocrate », non sombré dans la « médiocratie ».

Un nouveau venu, arrivé en droite ligne du Lot-et-Garonne (d' « Agen même », comme disent les naturels du pays), fief de Georges Leygues et de « la tribu des Chaumié » (Gustave Téry dixit en l'Œuvre hebdomadaire), Jean Carrère, collaborateur à notre revue Lutèce, avait rédigé une Réponse à Emile Zola (Affaire Dreyfus 1898), dans laquelle il faisait la remarque suivante : « Ce n'est pas un spectacle d'une médiocre ironie, en cette période à surprises, que de vous voir défendu

par ceux-là seuls qui vous combattaient autrefois (1). Aux yeux de tous les hommes indépendants, vous vous êtes révélé comme un « individu ». Il admirait Zola pour son entêtement. Il le ménageait sans le ménager, il l'admirait sans l'admirer. « Il faudra bien que cette lutte prenne fin », souhaitait notre jeune poète qui, après avoir fait quelques menus reproches à l'auteur de *J'accuse*, voyait déjà se profiler à l'horizon, « par la magie de son verbe, loin des tempêtes de nos tristes jours, cet avenir de concorde et de joie, de liberté et d'harmonie universelle, dont la poursuite sans relâche constitue seule, en vérité, la sainte mission des poètes ».

Le même jeune écrivain qui cherchait sa voie, plaçait peu de temps après Zola dans la catégorie des écrivains qu'il appelait « les mauvais maîtres », en compagnie de Baudelaire, Flaubert, Verlaine, Stendhal et George Sand (une bien mauvaise compagnie !), dans un article paru en 1903 dans la *Revue Hebdomadaire*. Il le rendait responsable de « l'inquiétude de la jeunesse et de son état de trouble intellectuel ». « Le bon maître, écrivait-il, est celui qui vous emporte vers un idéal de force et de lumière, le mauvais est celui qui vous berce dans le trouble de l'esprit et dans le frisson des sens ». Par la même occasion, il prétendait que « la poésie individualiste était celle des poètes inachevés (!) ». Même revue, l'année suivante, après avoir déclaré que « nul n'avait plus hautement proclamé le souci de la dignité des lettres », Carrère soutenait que « génie noble et viril, Zola a fait une œuvre nocturne et débilitante ». Il se garde bien de porter sur l'Affaire un jugement quelconque, cette revue n'étant pas précisément non conformiste. Ces articles, réunis ensuite en volume, étaient bien dans la note de ce fougueux poète, matamore à ses heures, mais vite calmé, ainsi que nous le vîmes lors d'un banquet de Lot-et-Garonnais de la Société la Prune, présidé par Darlan, garde des

(1) Jaurès, qui avait prétendu que Zola s'était moqué du peuple en écrivant *l'Assommoir*, avait depuis modifié son jugement. D'après Anatole France, ce que les antidreyfusards se faisaient un malin plaisir de rappeler, l'œuvre de Zola n'était « qu'un tas d'ordures », opinion que Jules Lemaitre était loin de partager. Dix ans plus tard, voilà Anatole France qui se rétracte et Lemaitre qui change d'avis ! Comme quoi, à la faveur des circonstances, on n'envisage plus l'œuvre d'un auteur sous le même angle. O fragilité des sentiments humains !

Sceaux, où, s'étant permis de discourir sur la décentralisation, il s'était vu vertement rappelé à l'ordre par ledit ministre, qui lui fit signe de se taire, injonction à laquelle il obtempéra sur-le-champ. Il devait finir ses jours dans la peau d'un ambassadeur au Vatican. Il avait trouvé sa voie. Rappelons que cet urluberlu, aussi plat devant l'autorité qu'il se montrait chambardeur lorsqu'il était parmi nous, avait été initié au félibrige par l'homme des Martigues. En conséquence, il était partisan d'une fédération des provinces et soutenait l'idée régionaliste. Lutèce avait publié de lui un beau poème : l'Atlantide. Il était l'auteur de différents ouvrages, parmi lesquels la Fin d'Atlantis ou le Grand Soir (un slogan qui fit fortune), l'Impérialisme britannique et le rapprochement franco-anglais (1900-1903), la Guerre du Transvaal (2 vol. 1901-1903), le Pape, etc.

Plus avancé d'idées que Jean Carrère, l'anarchisant Charles Albert, auteur de l'Amour Libre (ne pas confondre avec le traducteur de Nietzsche Henri Albert), publiait à Bruxelles, en 1898, une Lettre à Emile Zola, pour le féliciter « de son courage à défendre la vérité... Vous venez d'offrir un beau spectacle aux hommes de notre temps... Tout ceci est d'allure peu coutumière à notre époque, où, dans la terreur du coup de chien brutal, l'opinion se meut au doigt et à l'œil des chefs de troupe et de police, gardiens de l'ordre. Balayer cette pourriture, voilà l'œuvre actuelle, nécessaire. Sans crainte, sans remords, il faut détruire les institutions du passé. »

Les anars étaient divisés, les uns ne voulant point défendre un capitaine, comme Zo d'Axa, les autres défendant une idée, comme Louise Michel, que Rochefort, qui avait été son ami, laissait tomber. La bonne Louise espérait que le marquis finirait pas s'amender. Il n'en fut rien. Elle mourut en 1905, la même année qu'Elisée Reclus, non sans avoir vu celui qui avait combattu jadis à ses côtés pour le triomphe de la vérité, en devenir son plus mortel ennemi.

Sébastien Faure, « avec les petites bandes louches de l'anarchie » (d'après Maurras), prenait une part active au combat pour la vérité. Il avait publié dans le *Libertaire* une série d'articles, qu'il rassembla dans une plaquette : *Les Anarchistes et l'Affaire Dreyfus* (1898). Il se plaçait, disait-il, à « un point de vue beaucoup plus large et plus élevé que les personnalités de Dreyfus et d'Esterhazy ». Cette affaire, d'après lui, « portait à l'ordre du jour la question sociale tout entière, avec ses complexités ». Sébastien n'était ni pour les uns ni pour les autres. Il confessait néanmoins que les libertaires n'avaient point suffisamment réagi contre le courant « antisémite », car si, au lieu d'être juif, Dreyfus eût été catholique, son innocence eût été d'emblée reconnue ». Suivait une profession de foi bien dans la note sébastienne. A son tour il publiait, dans le *Libertaire*, un *J'accuse* plus violent que celui de Zola. Ce n'était pas à son homonyme Félix Faure, qu'il traitait de « parvenu », qu'il s'adressait, c'était « à ceux qui souffrent et qui sont sacrifiés ». Il allait plus loin que Zola, énonçant en bloc les méfaits de la société capitaliste. Il accusait tous ceux qui en sont les représentants, législateurs, magistrats, hommes de caserne et d'Eglise. « J'accuse la propriété individuelle, l'Etat, la Loi, la Magistrature, l'Armée, la Religion, l'Enseignement, la Presse. Principes, institutions, croyances, toutes ces forces sociales procèdent de la même source : l'autorité. » C'est finalement cette dernière qu'il accusait, car d'elle venait tout le mal. Ce *J'accuse* est une des plus belles pages, peut-être même la plus belle, qu'ait écrites Sébastien Faure. Elle résume en peu de mots toute son œuvre.

Sébastien Faure avait dû se munir d'un revolver au plus fort de la bataille, en cas d'attaque à main armée des trublions nationalistes. Porte-parole des an-archistes, c'est lui qui était particulièrement visé par ces autres « bandes louches » qu'étaient les camelots du roy.

Comme son camarade Sébastien Faure, Louise Michel combattait pour le triomphe de la vérité. Jusqu'à sa mort elle défendit Dreyfus, victime du militarisme. On la vit même quêter pour ce riche, avec autant de zèle qu'elle en mettait à le faire pour les pauvres, croyant pouvoir ramasser une somme suffisante pour le faire évader de l'île du Diable. Mais celui-ci était bien gardé.

Un certain nombre de socialistes prétendaient se désintéresser de cette « querelle de bourgeois ». Ils préféraient leur laisser laver leur linge sale en famille, plutôt que de se commettre et compromettre en leur compagnie.

De ce nombre était Emile Janvion, qui était loin de partager l'opinion de Sébastien Faure. Il y eut une scission entre « fauristes » et « janvionnistes », ce que Louise Michel déplorait. Janvion n'aimait point les francs-maçons, dont il jugeait ridicule le tablier en peau de cochon qu'ils revêtaient dans leurs cérémonies. Il n'allait pas tarder à évoluer vers la droite, sans renoncer pour cela à toutes ses idées.

Pour ceux qui n'étaient point de l'avis de Janvion, mais de celui de Sébastien Faure, l'Affaire dépassait la personnalité de Dreyfus, elle avait une portée autrement considérable qu'un simple différend entre frères - ennemis. Emile Armand publiait en 1899, sous son vrai nom E.-L. Juin, un petit livre : Emile Zola, le triomphe de la vérité, dans lequel il exposait son point de vue individualiste, à propos de l'Affaire.

Lucien Descaves, un vieux grognard, mais un chic type, était partisan de la révision. Ayant eu maille à partir avec Thémis lors de la publication de Sous-Offs, en 1886, il savait à quoi s'en tenir sur la mentalité des juges militaires. L'auteur de la Colonne, parue en 1901, soutenait la cause dreyfusienne comme il avait soutenu celle de la Commune. Il ne cessa sa vie durant de prendre la défense des faibles contre les forts et des opprimés contre les oppresseurs. De son logement de la rue de la Santé, qu'il était venu habiter, au n° 46, dans un modeste pavillon, après avoir quitté le boulevard Brune, il apercevait la fameuse prison du même nom, tristement célèbre pour avoir enfermé dans ses murs des hommes condamnés pour délits d'opinion. Descaves n'admettait point que l'Etat-Major ait condamné sans preuves un innocent, pour sauver « l'honneur de l'armée ». Et il faisait part de son indignation à ses jeunes amis venus le voir chaque dimanche dans sa nouvelle demeure, pour s'entretenir avec lui de la marche de l'Affaire. Pourquoi faut-il qu'il m'ait déclaré, en 1914, que Romain Rolland n'aurait pas dû écrire Au-dessus de la mêlée, car « ce n'était pas le moment ». Or, c'était le moment ou jamais !

XIII

Quelques belles figures qui ont pris parti pour la vérité. Le rôle de Séverine et son action comme journaliste aux environs de 1900. — Jean Jaurès et son œuvre. Son livre, l'« Armée nouvelle », est l'une erreur qu'il eût regretté par la suite. — Jaurès et Déroulède meurent la même année (1914), le premier après une vie bien remplie, le second après une existence toute d'agitation et de bravades ridicules. — Un oublié, Bernard Lazare, qui proclama le premier l'innocence de Dreyfus et demanda la révision de son procès.

Une femme courageuse, Séverine, eut l'occasion, pendant l'Affaire, de prouver que les femmes sont capables de jouer un rôle utile dans la société, non pas en politiquant et en imitant l'homme dans ses querelles partisans, mais en agissant intelligemment, avec courage et sincérité.

Dans son livre : Vers la Lumière, impressions vécues (1900), qui faisait suite à Notes d'une Frondeuse (1894), et à En marche (1896), articles parus en 1898-1899, elle traitait de lâche l'officier qui avait frappé Dreyfus par derrière avec son épée, lors de son passage à la Rochelle, et protestait contre les sévices dont il était l'objet à la Guyane, « guillotine sèche d'où bien peu sont revenus ». Elle fut dreyfusarde dès la première heure, et elle le resta jusqu'à la fin.

Séverine n'aimait pas Rochefort, — et pour cause —, qui l'appelait dédaigneusement « la féministe frondeuse ». Il « ne représentait plus » pour elle « qu'une promesse pour la masse honnête et bonne : le dernier bel enterrement. Il ne restera rien de vous que le souvenir d'un geste drôlement canaille : l'ombre d'un pied de nez sur un mur ». Le Riquet à la houppe qu'était le valeureux sire croyait se venger en la traitant de « marmite ». En tout cas, si c'en était une, on y faisait

de la bonne soupe. « Notre Dame de la larme à l'œil », ainsi l'appelait-il encore, ne pleurait pas hypocritement. Ses pleurs étaient sincères, ce n'étaient point des grimaces. Ils n'avaient rien à voir avec la sensiblerie et la sentimentalité des gens du monde. Ils étaient d'une autre qualité. Han Ryner, dans son *Massacre des Amazones*, avait fait pour elle une exception. « Séverine est une admirable nature faite d'humour et de lyrisme... Sa sensibilité s'émeut devant le malheur des hommes et des bêtes... »

Parisienne cent pour cent, née en 1855 d'une famille de petite bourgeoisie, de son vrai nom Caroline Rémy — Line pour les intimes (avant d'être Madame Guébard) — elle n'avait rien d'une bourgeoise, au sens étroit du mot. Libre-penseuse et anticonformiste, elle menait une existence indépendante, sans se soucier du qu'en dira-t-on. Elle était affranchie de tous les préjugés. « Elle allait, disait-elle, où son cœur la poussait », et il la poussait vers toutes les causes généreuses, autant que dangereuses, surtout à une époque où le féminisme était encore dans l'enfance (il n'y avait guère en ce temps-là de doctresses et d'avocates). « Il faut toujours dire la vérité », affirmait-elle. Ce dont elle ne se privait point, contrairement à tant d'hommes et de femmes, qui recommandent aux autres de la dire et ne la disent point eux-mêmes. Elle était d'une droiture à toute épreuve. Elle avait une conscience, ce qui, dans le monde journalistique, est chose plutôt rare. Celle qui pouvait se vanter d'« être avec les pauvres toujours », était allée d'instinct, en suivant son tempérament vers les humbles et les sacrifiés. Tous ceux qui souffraient trouvaient en elle aide et protection. Pour les bêtes, comme pour les gens, elle s'efforçait d'adoucir leur sort (elle condamnait la tauromachie, ce reste des âges barbares). La nature tout entière était pour elle une source d'émotion et elle n'admettait point que des vandales se permissent de saccager les forêts ou de détruire les paysages dont la beauté faisait la richesse.

Ayant beaucoup souffert, au point qu'elle avait voulu se suicider, elle était plus capable que quiconque de comprendre la souffrance des autres. Evadée d'un pénitencier où l'avait fait enfermer, pour une peccadille commise par une camarade, un père rigoriste, elle était arrivée, à travers mille difficultés, à

force de volonté et de patience, à occuper dans la presse une toute première place. Elle avait eu la chance de rencontrer sur son chemin, en Belgique où il était en exil, Jules Vallès, cet autre grand polémiste, qui lui confia la direction du *Cri du Peuple*, car il avait su apprécier son talent et son dynamisme.

Séverine était, à la Belle Epoque, l'une des plus nobles figures de la littérature française. Admirable écrivain, la première femme journaliste de France, non seulement par la date, mais encore par son talent, qui inventa le reportage et l'interview, elle flétrissait avec une total désintéressement les maux dont elle était le témoin, parmi lesquels l'affaire VWilson, le boulangisme, Panama, la guerre du Transvaal, la fusillade de Fourmies, les massacres d'Arménie, etc. Elle s'était élevée contre la triste condition qui leur interdisait de disposer d'eux-mêmes les peuples Irlandais, Polonais et Hongrois, et les autres, dits sauvages, notamment les noirs, considérés comme des êtres inférieurs. Elle combattait les bagnes militaires (Biribi) et tous les bagnes, ainsi que le colonialisme, le racisme, le militarisme, et tous les ismes dangereux. Elle désavouait l'antisémitisme, comme indigne d'un peuple civilisé. Retour de Rome, après avoir vu le pape Léon XIII, qui condamnait comme elle l'action funeste de Drumont et Cie, elle avait confié ses impressions au *Figaro*. On la vit prendre parti dans l'Affaire Dreyfus, comme dans toutes celles qui suivirent, l'affaire Ferrer et autres non moins sales. Elle avait pris la défense d'Elisée Reclus, aux prises avec les lois scélérates, et en 1918, elle devait prendre celle d'Emile Armand, injustement condamné par le Conseil de guerre de Grenoble. Pendant la Grande Guerre elle resta pacifiste et ne hurla point avec les loups. Dans les *Cahiers idéalistes français*, que dirigeait Edouard Dujardin, elle écrivit une *Prière à l'Innommée*, car prononcer à cette époque le mot paix était un crime, comme il l'est encore de nos jours.

Ennemie de la guerre, de la haine et de la violence, « elle avait le génie du cœur », ainsi que le rappelle sa « fille spirituelle », cette autre femme de cœur, Marcelle Capy. Celle que l'auteur de *l'Insurgé* considérait aussi comme la sienne, répandait sans compter sa pensée en des milliers d'articles, ayant réalisé ce tour de force de collaborer à des feuilles d'opinions opposées, sans rien changer à ses idées. C'est ainsi que l'on

pouvait voir sa signature dans des organes aussi différents que la Libre Parole, le Journal, le Gil Blas, le Gaulois, les Débats, le Figaro, le Matin, l'Eclair, l'Echo de Paris, l'OEuvre, le Voltaire, le Peuple (C. G. T.), la Fronde, l'Anticlérical et autres. Je l'avais rencontrée à l'Huma, dont notre cher Marcel Martinet, homme libre et pacifiste, assumait le secrétariat. Toujours affable et charmante, elle était la grâce même. Et quel magnifique talent ! Que de puissance dans son style, que de sagesse en ses propos ! Elle était toujours la première à mettre en garde ses contemporains contre les mensonges destinés à égarer l'opinion publique. Républicaine dans le sens élevé du mot, si bien que Victor Hugo lui avait dit en lui donnant l'accolade : « J'embrasse la République », elle n'approuvait point les fautes de celle-ci. Aimant les lettres, autant que la justice, elle avait consenti à faire partie du jury du Prix Fémina, dont elle avait refusé la présidence, pour y soutenir la candidature des jeunes écrivains d'avant-garde, en dépit de l'obstruction de ses collègues. Aimant les arts, elle avait soutenu Rodin dans la querelle engagée autour de la statue de Balzac, entre officiels et indépendants.

L'action complétait chez elle la pensée. Ce « mousquetaire en jupon », auquel Mirbeau disait : « Vous mériteriez d'être un homme » (bien que ce ne soit pas toujours une référence), n'avait pas craint de descendre dans la mine en feu de Villebœuf, près de Saint-Etienne, à la suite d'un coup de grisou, pour venir en aide aux mineurs, dont elle devait par la suite sauver de la misère les veuves et les orphelins. Elle avait été acclamée à la sortie par la foule qui admirait sa témérité. Elle prenait fait et cause pour les grévistes, manifestant dans leurs rangs, au risque d'être écharpée. En tout et partout elle payait de sa personne. Elle avait fondé un carnet d'entr'aide pour recueillir des souscriptions en faveur des malheureux, des sans-logis et de clochards. Elle avait été parmi les fondateurs de la Ligue des Droits de l'Homme et d'une Société pour la Paix des peuples.

Séverine, qui admirait Louise Michel, qu'elle appelait « une chrétienne à rebours », savait comme elle parler aux foules. Elle ne ménageait point ses forces, comme le jour où devant une salle comble, au Cirque de Paris, épuisée par tant

d'efforts, elle poussa un cri vengeur, de pitié et d'humanité, pour arracher au supplice de la chaise électrique ces deux martyrs de l'Inquisition en plein vingtième siècle, Zacco et Vanzetti, immolés à la barbarie américaine. Jusqu'à sa mort, survenue à l'âge de 74 ans, à Savigny-sur-Orge, où elle s'était retirée, elle resta fidèle à ses idées. Séverine, un nom qui ne périra point, et qui restera l'honneur du journalisme en 1900. On relira toujours ses ouvrages pour y puiser des leçons de courage et de sincérité. Pages Rouges, notamment, est un recueil qui la résume tout entière, dans sa force et son génie.

Une autre grande figure du passé, toujours vivante parmi nous, est celle de Jean Jaurès, qui, le jour même où avait paru l'article J'accuse, prononça à la Chambre, contre l'Etat-Major, un réquisitoire en règle qui déclencha un beau tumulte. Nous le retrouvons en cette même Chambre, le 7 avril 1903, où il en fit un autre pour démontrer l'innocence de Dreyfus. Il avait publié dans la Petite République une série d'articles qu'il réunit ensuite en un volume intitulé les Preuves, ouvrage que Léon Blum comparait aux Provinciales de Pascal, et qui comptait, d'après lui, « parmi les chefs-d'œuvre de la littérature dreyfusarde ». De ces preuves, Jaurès n'en avait trouvé aucune. Il apportait lui-même la preuve que tout avait été machiné dans les coulisses de l'Etat-Major pour perdre Dreyfus. Il dénonçait la vanité du système bertillonesque, « la principale preuve qui avait décidé du sort de Dreyfus, et qui n'était ni plus ni moins qu'une aberration cérébrale et qu'une imbécillité raisonneuse, d'une logique folle. Jamais il n'y eut, concluait-il, mystification pareille et vaudeville aussi grossier. Tout cela est enfantin et misérable ». Ainsi résumait-il en deux mots toute l'Affaire.

Ouvrons une parenthèse sur le nom de Jaurès, que l'on ne saurait oublier lorsqu'on jette un regard sur l'évolution sociale au début du siècle. Jaurès était le plus grand tribun de l'époque. Ancien professeur de l'Université, auteur d'une thèse sur la Réalité du monde sensible en 1891, aussi bon historien qu'excellent orateur, et philosophe qui tentait de concilier, en une synthèse harmonieuse, le réalisme et l'idéalisme, c'est avec

respect que je prononce ce nom. Homme d'une absolue sincérité et d'une honnêteté parfaite, bien qu'il fût député, on n'avait rien à lui reprocher. Ainsi qu'il le proclamait, « on doit avoir le courage de rechercher la vérité, et de la dire ». Il eut ce courage. Il ne cessa de lutter pour son triomphe, plaidant pour Zola et démasquant les « généraux de jésuitières ». Dreyfus était pour lui « le témoin vivant du mensonge militaire et des crimes de l'autorité ». Ses amis du parti socialiste, auquel il appartenait depuis 1893, ne l'ayant point soutenu, il fut battu comme dreyfusard en 1898, aux élections législatives.

Le 7 août 1904 Jaurès fondait l'Humanité, titre qui correspondait au but que se proposait le socialisme : réaliser l'humanité qui n'existait pas encore. Il voulait faire de ce journal « l'organe de la défense de l'homme » (il est devenu depuis celui du sous-homme !) Il s'y employa de toutes ses forces, parcourant le pays, en faisant dans chaque grande ville, en compagnie de Renaudel (1), des conférences pour recruter des lecteurs. Il avait su grouper autour de lui comme collaborateurs, des écrivains tels que Mirbeau; Jules Renard, Anatole France, et les socialistes Léon Blum, Marcel Sembat (2), Briand, Cachin, Viviani, Bracke et Lucien Herr, qui l'avait documenté au début sur les irrégularités de l'Affaire.

Jaurès n'aimait point la guerre et faisait tout pour l'éviter. Il était partisan d'un rapprochement franco-allemand, ce qui lui valut, en 1914, l'épithète de Herr Jaurès. On l'accusait d'être l'agent du Kaiser. Il était, pour les bons français, un mauvais français. S'adressant aux socialistes allemands, le 9 juillet 1905, il leur disait : « Aujourd'hui, la paix de l'Europe est nécessaire au progrès humain, et la paix, la paix confiante entre l'Allemagne et la France est nécessaire à la paix de l'Europe ». Il adjurait « la France et l'Allemagne de renoncer à tout antagonisme latent, à toute suspicion réciproque, et de concerter leur action pour l'affermissement de la paix ». C'était prêcher dans le désert ! Il ne devait pas tarder

(1) On doit à ce même Renaudel l'institution funeste des gardes-mobiles, qui ne défendent point l'homme. Encore un de ces révolutionnaires à la manège, qui trahissent le peuple après l'avoir berné.

(2) L'auteur de *Faites un roi, sinon faites la paix*, était un esprit distingué et un conférencier disert, qui n'avait rien d'un sectaire.

à payer de sa vie son courage à combattre un gouvernement qui, lui, voulait la guerre. Le lendemain de sa mort, elle était déclenchée. Elle en avait été le signal. Ce crime allait en précéder des milliers d'autres !

Dans son plaidoyer au procès de l'assassin de Jaurès, Paul-Boncour, pour laver ce dernier du reproche d'antipatriotisme, que lui faisaient ses adversaires, louait « la magnifique conception militaire de l'auteur de l'Armée nouvelle », mais ce beau morceau d'éloquence — simple ruse d'avocat — n'avait pas réussi à faire condamner le « vilain monsieur » qui avait frappé Jaurès.

Pourquoi faut-il que Jaurès ait écrit cette Armée nouvelle, qui n'ajoute rien à son œuvre, et qui la dépare plutôt ? Ce gros bouquin de 500 pages, bien accueilli par certaine catégorie de pacifistes, est plein de contradictions. Comment, lui, l'ami de la paix, qui déclarait : « L'humanité est maudite si, pour faire preuve de courage, elle est condamnée à tuer éternellement », a-t-il pu accoucher d'« hénaurmités » du genre de celles-ci : « Tout ce que la France fera pour ajouter à sa puissance défensive accroîtra les chances de paix dans le monde »... « L'organisation de la défense nationale et l'organisation de la paix internationale sont solidaires », ce qui n'est point prouvé. C'était revenir à l'adage latin, invoqué par les belli-pacifistes pour justifier les guerres : « Si vis pacem... », « C'est le devoir de la France de mettre en première ligne les hommes exercés et robustes que peuvent lui fournir les premières classes de la réserve... Si notre pays est menacé, nous serons les premiers à la frontière... C'est un crime que de séparer l'armée de la nation... Il n'y a de défense possible que si la nation y participe dans son esprit et dans son cœur... L'éducation militaire de la nation n'est pas faite. Saint-Cyr a le devoir de fournir à l'armée une élite scientifique capable d'aider à tous les progrès de l'armement. » « La nation armée signifie nécessairement la nation juste »... etc.

De telles aberrations sont inconcevables, lorsqu'on pense qu'elle sont sorties d'un cerveau tel que celui de Jaurès. Pour ajouter encore à ces absurdités — que la moindre observation des faits suffit à démentir, — l'ouvrage se terminait par un projet de loi dont le premier article était ainsi conçu : « Tous

les citoyens valides, de l'âge de 20 à l'âge de 45 ans, sont tenus de concourir à la défense nationale. » Belle perspective !

A vrai dire, cette armée nouvelle n'était que l'ancienne retapée et renforcée. Cela n'avait rien à voir avec la vraie paix. Bien qu'elle n'ait pas été faite pour plaire aux Etats-Majors, c'était encore une armée. Anciennes ou nouvelles, toutes les armées se valent. Toutefois, Jaurès était contre la loi de trois ans, et pour un arbitrage intégral capable d'éviter les guerres, ainsi que pour une fédération des peuples. S'il avait vécu, il eût certainement regretté cette mauvaise plaisanterie que constitue l'Armée nouvelle. Il s'en était confié à ce sujet à des amis, mais malheureusement les écrits restent. Heureusement qu'il y avait, en face de l'auteur de l'Armée nouvelle, un autre Jaurès, un Jaurès artiste à la hauteur du Jaurès penseur et philosophe. Il croyait en la mission sociale de l'art, il ne le considérait point comme un luxe réservé à une élite, et partageait l'opinion exprimée par Mirbeau dans ses Mauvais Bergers sur le « droit à la beauté » pour le peuple. Il en était de même pour Anatole France qui, dans une causerie qu'il fit le 14 avril 1900, au théâtre de la Porte Saint-Martin, à l'occasion d'une représentation du Théâtre Civique où nous l'avions convié, mes amis et moi, déclarait que l'art « ne se séparait pas de la vie ». Jaurès prononçait la même année un discours dans le même sens sur l'Art et le Socialisme, qui correspondait aux idées que la jeunesse professait alors sur la mission de l'art et des artistes.

Parmi les autres ouvrages de Jaurès, rappelons les principaux : Introduction à la Morale sociale (1894), Idéalisme et matérialisme dans la conception de l'histoire (1895), les Preuves, Affaire Dreyfus, la Petite République (1898), le Socialisme et l'Enseignement (G. Bellais, 1899), les Deux Méthodes, en collaboration avec Jules Guesde (1900), la Conférence d'Algésiras (1900), Bernstein et l'évolution de la méthode socialiste (1900), Etudes socialistes (Cahiers de la Quinzaine) (1901), Discours à la Jeunesse (1903), Discours sur la propagande anarchiste et la réaction (1904), le Proletariat et la guerre (1905), le Guèpier marocain (1906-1908) — il dure encore —, Action socialiste (1789 à 1900), Histoire socialiste (10 volumes), les Alliances européennes, la Justice et l'Humanité, la Paix et le

socialisme, Patriotisme et Internationalisme, le Socialisme à la Chambre, etc. Dans les Cahiers de la Quinzaine du 5 février 1900, on pouvait lire un article de Charles Péguy sur Jaurès, et dans la Révolution Française, en 1902, un article d'Aulard sur l'Histoire socialiste.

Il n'est point d'homme qui n'ait, autant que Jaurès, remué des idées, écrit, parlé, lutté, pour une organisation meilleure de la vie. Son socialisme était sincère, il n'avait rien à voir avec celui des socialistes en peau de lapin que nous avons connus depuis.

Un homme qu'il convient de saluer chapeau bas avait vu plus clair que ses contemporains : Bernard Lazare, qui avait été le premier à proclamer l'innocence de Dreyfus et à réclamer la révision de son procès. Il avait dénoncé avant tous, le « fâcheux équilibre mental (il eût pu écrire le déséquilibre) de Bertillon », dont le système — et quel système — ! n'avait pas peu contribué à faire condamner Dreyfus.

Dans la Vérité sur l'Affaire Dreyfus, qui eut trois éditions (la première parue à Bruxelles, ce qui avait valu à l'auteur l'hostilité des nationalistes), « il était monstrueux, déclarait-il, de condamner un homme sur une page d'écriture sur l'authenticité de laquelle on a les plus grands doutes ». « Le capitaine Dreyfus est innocent et on a obtenu sa condamnation par des moyens illégaux, il faut que son procès soit révisé. » Il exposait les faits qui avaient amené à le condamner illégalement. M^c Demange, alors que son opinion n'était pas encore faite sur l'affaire, lui avait écrit « Excusez-moi de ne pas oser croire à cette énormité d'une communication faite aux juges en dehors de l'accusé et de son défenseur ». Il n'allait pas tarder à en faire lui-même l'expérience puisque l'Etat-Major devait lui refuser de lui communiquer le dossier secret que personne n'avait vu, à commencer par Dreyfus !

« J'ai défendu le capitaine Dreyfus, mais j'ai défendu la justice et la liberté », pouvait écrire Bernard Lazare, mots qui résumaient toute sa pensée et toute son action ! « Redevenir des hommes libres et non des esclaves », assurait-il d'autre part, est ce qui importe pour les juifs comme pour les autres.

Rappelons son œuvre en quelques mots. Dans une conférence faite au Groupe d'Art social, le 4 avril 1896, sur l'Écrivain et l'art social, Bernard Lazare désignait sous le nom d'art social celui qui s'adresse non à une classe, mais à l'humanité entière. « Il faut que l'art aide à transformer la société et c'est ainsi qu'il devient révolutionnaire. L'œuvre de l'écrivain, l'œuvre de l'artiste, l'œuvre de l'art social est de faire comprendre à l'homme d'aujourd'hui d'autres formes de beauté, pour le rendre apte à habiter la cité de demain. »

Ses Figures Contemporaines, Ceux d'aujourd'hui, ceux de demain (1895) révélaient un excellent critique littéraire (il y analysait les œuvres de Barrès, Tailhade, Zola, Verlaine, Paul Adam, Ajalbert et d'une cinquantaine d'autres qui représentaient les lettres en France en ce temps-là). Parmi les principaux ouvrages de Bernard Lazare, citons : la Télépathie et le néo-spiritualisme (1893), l'Antisémitisme, son histoire et ses causes (1894), Figures contemporaines (1895), Histoire des doctrines révolutionnaires, leçon d'ouverture au Collège libre des sciences sociales (16 décembre 1895), Lettres Proletariennes (1895), Contre l'antisémitisme, Histoire d'une polémique (1896) Une erreur judiciaire. La vérité sur l'affaire Dreyfus (Bruxelles, 1896), L'affaire Dreyfus, deuxième mémoire sur des expertises d'écritures (1897), Le nationalisme juif (conférence, le 6 mars 1897), la Porte d'Ivoire (1897), les Porteurs de torche (1897), Antisémitisme et révolution (1898), Comment on condamne un innocent, l'acte d'accusation contre le capitaine Dreyfus (1898), les Juifs en Roumanie (1908), Alphonse Lévy et son œuvre (1902), etc.

Avec le juif Bernard Lazare, les juifs étaient mieux défendus que par quiconque. Il plaidait leur cause avec foi. Ce n'était pas un sectaire, mais un homme libre. Avoir agi sans haine et sans esprit de vengeance, l'auteur des Porteurs de torches avait réussi ce miracle. Aussi, ainsi que nous allons nous en rendre compte par la suite, il fut mal récompensé par ceux qu'il avait précédés dans la recherche de la vérité.

XIV

Charles Péguy, l'homme et l'œuvre. — Les Cahiers de la Quinzaine. Leurs collaborateurs. — Le socialisme de Péguy. — Il est d'abord dreyfusard, anticlérical et pacifiste. — De l'internationalisme au nationalisme intégral. — Sa brouille avec Jaurès. — Son amitié avec Romain Rolland. — Que chaque parti le revendique, chacun y trouvant des arguments en faveur de sa propagande. — Ce que pensait Péguy de l'Affaire. — Un mot à retenir : « La révolution sera morale ou elle ne sera pas. »

Un camarade de Jaurès, qui luttait comme lui pour le triomphe de la vérité, Charles Péguy (Pierre Baudouin), était entré à l'École normale de la rue d'Ulm le jour où Dreyfus avait été arrêté. On devait le retrouver au procès de Versailles, où il fut interpellé par la police, au cours d'une manifestation et passé à tabac. Ayant quitté Normale en 1895, où il avait été reçu cinquième, dans la même promotion que Félicien Challaye, qui avait été reçu premier à l'agrégation de philo, il avait épousé la sœur de Marcel Baudouin, dont le femme avait été l'amie de Louise Michel. De cette union il eut deux fils, qui se sont efforcés de propager ses écrits et de les faire connaître au grand public. Ce n'est vraiment qu'après la guerre de 1914 que l'on a commencé à parler de Péguy. Il a fallu pour cela qu'il tombe « au champ d'honneur ! », sans quoi, il serait encore un illustre inconnu pour la majorité des français.

Le 5 janvier 1900 paraissaient, 8, rue de la Sorbonne, les Cahiers de la Quinzaine, « qui n'étaient pas comme les autres », déclarait son fondateur, et dont le premier numéro, qui coûtait 1 franc 50, fut mis en vente à la librairie d'Action socialiste. Cette librairie, située au coin de la rue Cujas, n° 17, et de la rue Victor-Cousin, avait ouvert ses portes le 1^{er} mai 1898, sous la direction de Georges Bellais. Elle avait publié de nombreux ouvrages sur le socialisme et le syndicalisme, signés Vandervelde, Charles Andler, Léon Blum, William Morris, etc.

Les Cahiers donnaient du fil à retordre à leur animateur, obligé de faire de fréquents appels « à nos amis, à nos abonnés », pour renflouer la caisse vide. Ils avaient tout au plus 800 abonnés ce qui n'était point suffisant. Péguy avait engagé dans leur publication, toute sa fortune et celle de sa femme (une vingtaine de mille francs). C'était un beau geste !

Ces Cahiers, auxquels les collaborateurs fournissaient de la copie à l'œil, étaient rédigés chacun par un seul auteur, précédés ou suivis parfois de commentaires de leur directeur. Destinés tout d'abord à répandre l'idée socialiste, ils n'avaient pas tardé à traiter différents sujets, parmi lesquels De la raison (2^e Cahier de la III^e série), l'Eglise et l'Etat (3^e Cahier de la III^e série), Notre Patrie (3^e Cahier de la VII^e série), Notre Jeunesse (12^e Cahier de la XI^e série), L'Argent (6^e et 9^e Cahiers de la XIV^e série), Marcel, premier dialogue de la Cité Intérieure (8^e Cahier de la XV^e série), ce dernier sous le pseudonyme de Baudouin, Pierre, commencement d'une vie bourgeoise, etc.

Péguy publia dans les Cahiers des Notes sur Bergson, dont il partageait les idées et qui le considérait presque comme son disciple, mais il allait plus loin que l'auteur des Données immédiates de la conscience (1888). D'après lui, « la philosophie de Bergson était une philosophie de l'intérieur, presque aussi méconnue par ses partisans que par ses adversaires » (on sait quel engouement ont suscité ses cours au Collège de France, où les snobs de l'époque, les femmes principalement, se pressaient pour l'entendre, sans rien comprendre à ses théories.

Dans le local de la librairie se réunissaient les rédacteurs de la revue : Léon Blum, Félicien Challaye, Hubert Lagardelle, Jean Longuet, René Johannet, André Suarès, Anatole France, Pierre Mille, Maxime Vuillaume, Emile Moselly, Pierre Hamp, François Porché, Daniel Halévy (le fils de Ludovic, l'auteur de l'Abbé Constantin et de la Belle Hélène), Georges Sorel, Julien Benda, Louis Gillet (1), Jaurès, Lucien Herr qui avait introduit dans la maison Romain Rolland, lequel

(1) Qui lui écrivait, en 1900, qu'il était « heureux de l'alliance scellée entre Péguy et lui ».

contribua largement à leur lancement, avec les frères Tharaud. Il en était le principal collaborateur. Non seulement il y publia son *Jean-Christophe* en entier, mais encore, et pour débiter, les *Loups*, auquel les antidreyfusards reprochaient d'avoir quelque rapport avec l'Affaire (Jules Lemaitre lui écrivait : « Je ne vous connais plus »). Il y publia son *Beethoven* (Romain Rolland professait à ce moment-là un cours en Sorbonne sur l'histoire de la musique), *Danton*, *Michel-Ange*, le 14 Juillet, etc., œuvres tout imprégnées d'un véritable esprit libre.

Du coup, les actions de la maison, qui étaient en baisse, remontèrent au point de rendre jaloux son directeur, qui n'en revenait pas du succès remporté par son confrère. Il s'opposa même à la publication de *Jean-Christophe* par la librairie Ollendorff, en 1905 (1), prétendant en avoir seul la propriété et vendre l'ouvrage à son profit. Ce qui a pu faire croire qu'il était avare et intéressé.

A propos de la publication de *Jean-Christophe* par la librairie Ollendorff, Romain Rolland écrivait au directeur des Cahiers « qu'il ne voulait pas être traité en esclave ». Il voulait que l'on respectât son indépendance autant qu'il respectait celle des autres. C'était pour lui une affaire d'honneur et non d'intérêt.

Le prix de la *Vie Heureuse-Fémina* remporté par Romain Rolland avait aussi mécontenté Péguy. Il en fut de même d'un prix académique qui lui fut décerné plus tard, Rolland appuyé par la gauche, et Péguy par la droite. Il fallait tout sacrifier aux Cahiers.

Le siège social des Cahiers était un foyer de dreyfusisme, que leurs collaborateurs ne quittaient que pour aller se bagarrer dans les environs avec les bandes antidreyfusardes.

(1) La librairie Paul Ollendorff, l'une des plus importantes maisons d'éditions de la Capitale en 1900, située au n° 50 de la rue de la Chaussée d'Antin, publia en entier son *Jean-Christophe* et les autres ouvrages du même auteur. La direction m'en avait dit le plus grand bien, lorsque la même librairie édita en 1906 ma *Découverte de la vie*, qui fut traduite en espagnol en même temps que *Jean-Christophe*.

Péguy avait publié sur l'Affaire de nombreux articles dont l'un était consacré à Zola, l'autre à Jaurès, un autre à Dreyfus, etc. « Avec elle, le parti socialiste traversait une crise », pensait-il. Puis, d'ardent dreyfusard qu'il avait été dans sa jeunesse, manifestant dans la rue et payant de sa personne, il s'était assagi par la suite, lorsque l'Affaire, tirant à sa fin, ne présentait plus pour lui le même intérêt, mais il déclarait que si une nouvelle histoire de ce genre venait à se produire, il récidiverait. « Jaurès, déclarait-il, n'en avait pas moins commis le crime de nous imposer une odieuse et criminelle amnistie. »

On était loin de ce que Péguy avait écrit en 1903 dans les 3 volumes (17^e, 18^e et 20^e Cahiers de IV^e série), consacrés aux Débats parlementaires, à l'invalidation de Syveton, et à l'intervention de Jaurès à la Chambre sur l'Affaire Dreyfus (séances des 6 et 7 avril 1903). Péguy constatait déjà que l'Affaire n'était rien moins « qu'une entreprise en vue d'une substitution à l'ancienne Affaire d'une nouvelle uniquement parlementaire et politique ». Il était également question dans les mêmes Cahiers d'une affaire Henry-Reinach. On y lisait un article du lieutenant-colonel en réforme Picquart. « Soyons internationalistes », proclamait bien haut Péguy en ce temps-là. Il ne jurait alors que par Jaurès, il n'y en avait que pour lui. Ce dernier avait collaboré assidûment aux Cahiers, avec des articles sur l'Évolution révolutionnaire, le Socialisme et la vie, la Propriété individuelle, où il soutenait que « la domination d'une classe par une autre est un attentat à l'humanité ». Dans une Question de méthode, il lui disait : « Mon cher Péguy, quelles que soient nos divergences, je me félicite d'être en communication directe de pensée avec les libres esprits que votre initiative a su grouper autour des Cahiers de la Quinzaine ». Cette communication allait être de courte durée, Péguy ayant cru devoir rompre, pour une question de méthode, avec son dévoué collaborateur.

Dans la collection des Cahiers, de 1900 à 1914, on suit pas à pas l'évolution de sa pensée. Il y a là une série d'articles extrêmement intéressants. Péguy va d'un extrême à l'autre,

tout en restant fidèle à sa ligne de conduite, qui est d'instaurer dans la Cité un socialisme libre, en dehors du Parlement. Il en voulait à Jaurès d'y être entré en 1902 et le blâmait sévèrement pour cet acte qu'il jugeait contraire aux intérêts du socialisme tel que lui, Péguy, le concevait. Cette animosité de Péguy envers le grand tribun n'avait cessé de croître d'année en année, « le langage de Jaurès n'étant, disait-il, ni celui de la justice, ni celui du droit ». En conséquence, « il souhaitait pour lui la guillotine, avec roulement de tambour ». Péguy avait dit d'abord de Jaurès qu' « il était le vivant exemple de ce que peut et de ce que veut un socialisme vivifié », ajoutant qu' « il ignorait la haine ». En 1905, il écrira, après une visite qui l'avait profondément déçu, au moment de la fondation de l'Humanité : « Qui se fût attaché à lui ? Et qui, d'avance attaché ne se fût maintenant attaché ? » Lui s'en était détaché pour toujours et ne devait plus le revoir. A celui qu'il appelait un « optimiste professionnel », il serrait la main pour la dernière fois, avant son entrée « dans le marais de la politique ». Péguy n'était plus « jaouessiste », mais antijaouessiste cent pour cent.

Cette admiration qu'il refusait désormais à Jaurès, Péguy la réservait pleine et entière pour « le grand Bernard Lazare, juif sioniste » qui avait été le premier à proclamer l'innocence de Dreyfus. Comme cet autre juif Bergson, Bernard Lazare était « un pur ». A son sujet il n'a jamais varié.

Bernard Lazare allait être lâché par la suite par ceux qui l'avaient suivi. Isolé, méconnu, tenu pour négligeable, il devait non seulement souffrir de cet isolement, mais en mourir. Il ne lui restait guère comme ami que Charles Péguy, qui lui a consacré un admirable Portrait, l'une des plus belles pages qui soient sorties de sa plume (1). Écoutons-le : « Le prophète, en cette grande crise d'Israël et du monde fut Bernard Lazare. Saluons en lui l'un des plus grands noms des temps modernes. Ce fut un homme extraordinaire. La situation faite à Bernard Lazare après le faux triomphe de l'Affaire Dreyfus, le fit périr. Il s'était tant surmené qu'il en mourut. Il avait des parties de

(1) On pourra relire le **Portrait de Bernard Lazare** par Péguy, en tête du **Fumier de Job**, édité par Edmond Fleg.

saint, c'était un héros. Il fut un prophète, tombé dans un oubli concerté. Les juifs lui en voulaient parce qu'il n'était pas riche. Il était mort avant d'être mort. Il était devenu suspect. Il n'y a que Drumont qui ait su écrire ce qu'il était » (1). « Je fus, ajoute Péguy, son seul ami et son seul confident. Il était d'une bonté inépuisable... » Cet admirable portrait, dont ces fragments ne donnent qu'une idée imparfaite, bien qu'ils nous fixent sur le courage de Péguy à défendre le « juif sioniste », le venge de l'ostracisme dans lequel il fut tenu, non seulement comme écrivain, mais comme défenseur d'un coréligionnaire injustement condamné. « Ce sont de tels hommes qui comptent, et qui comptent seuls », dirai-je avec Charles Péguy.

Comme il avait rompu avec Jaurès auquel il reprochait de « mêler la politique à la mystique, et par là d'avoir péché contre l'esprit », il devait rompre avec Georges Sorel, la « Cité de tranquillité » qu'était la Cité Harmonieuse ne pouvant faire bon ménage avec la « Cité de violence » préconisée par ce dernier. C'étaient deux esprits différents qui ne pouvaient fraterniser. Sorel « excommunié » par le patron, cessa dès lors de collaborer aux Cahiers. La rupture avait été définitive. (Cette rupture a été racontée d'après des documents inédits, dans le 12^e Cahier de la XIX^e série.) Georges Sorel était l'auteur des Réflexions sur la violence (1906), un livre qui eut sur les esprits une certaine influence, et de la Révolution dreyfusienne (1909). Le meilleur de ses livres est, selon moi, celui qu'il consacra, en 1901, à la Valeur sociale de l'Art, qui « a pour mission, disait-il, d'embellir le travail manuel », opinion que partageaient Jaurès et Péguy.

Pas davantage Péguy n'épargna ses critiques à Gustave Hervé première manière, car nous verrons qu'il y en eut une deuxième, qui l'eût réconcilié avec lui. Il l'avait pris en grippe et exécuté en cinq secs dans le 1^{er} Cahier de sa septième série (1904-1905), répétant à satiété, en tête de chaque paragraphe de l'article : « Hervé traître, le traître Hervé, Tout simplement Tout exactement, Un traître ». On peut dire qu'il l'avait dans

(1) Il reconnaissait, en effet, son talent et son honnêteté, ce qui, de sa part, témoignait pour une fois d'une certaine compréhension.

le nez ! Il reprochait à la politique juive « de faire défendre Israël par M. Hervé. Invention admirable, se faire défendre par ce traître ».

Péguy avait publié jadis une lettre de Gustave Hervé, dans laquelle ce dernier écrivait : « je me ferai commis-voyageur en socialisme », et reproduit son fameux article sur l'Anniversaire de VVagram, où il était question de « planter le drapeau dans le fumier ». En ce temps-là Hervé, pas plus que Jaurès, n'était un traître pour Péguy.

Péguy, « en qui survivait l'âme raisonneuse des maîtres d'œuvre gothique » (disait Romain Rolland) voulait toujours avoir raison. Cet « homme terrible » était, d'après lui, « de la lignée de Veillot et de Camille Desmoulin, malheur à qui avait irrité sa plume vengeresse ».

De même qu'il était brouillé avec Jaurès, Sorel et, plus tard, avec Maritain et Halévy, Péguy, mauvais coucheur à ses heures, car s'il avait du caractère il n'avait pas bon caractère, s'était brouillé, peu de temps avant la guerre de 1914, avec son ancien de l'Ecole Normale, Félicien Challaye, qui défendait les Indo-Chinois contre les colonialistes. Challaye, resté fidèle à lui-même, était contre toutes les guerres (il n'y avait point pour lui de guerre juste). Péguy était allé jusqu'à l'accuser d'avoir touché de l'argent pour défendre ceux qu'il appelait « ses clients ». Or, les « clients » de Félicien Challaye ne lui ont jamais rien rapporté. Challaye connaissait infiniment mieux que Péguy la question coloniale. Ayant obtenu au concours une bourse pour un voyage autour du monde, il avait parcouru le Japon, l'Inde, l'Indochine et publié dans les Cahiers de la Quinzaine ses observations sur le colonialisme, que devait compléter, peu de temps après, son voyage au Congo. C'était un honnête homme, dans toute l'acception du terme, ce qui nous console des autres, qui se disent pacifistes tout en étant bellicistes.

Péguy était resté en bons termes avec Gustave Téry jusqu'au jour où ce dernier, ayant mis en cause pour une peccadille les Cahiers, dans la Petite République, il lui consacra son 7^e Cahier, 3^e série (Monsieur Téry, Polémiques et dossiers). Il lui disait, le tutoyant : « Tu appartiens à un grand journal », à quoi Téry ripostait : « Tu dérailles, mon cher Péguy, tu

m'appelles dictateur ». Paroles demi aigres-douces entre deux hommes qui professaient des opinions différentes sur le même sujet.

A part quelques légers différends, Romain Rolland et Charles Péguy restèrent toute leur existence de bons amis, leur correspondance en fait foi. En Juillet 1912, le premier écrivait au second : « Je suis loin de partager votre catholicisme et beaucoup de vos pensées. Mais je trouve une beauté dans le fait que deux hommes aussi différents que nous sont des compagnons d'armes et de bons soldats, tous deux, de la pensée française ». Le 2 août Péguy lui répondait : « Et combien vous avez raison dans tout ce que vous m'écrivez de notre commune liberté. Une fidélité entière dans une liberté entière, c'est l'amitié française même ». Voilà un éditeur et un auteur qui s'entendaient à merveille, malgré leur divergence d'idées. « Nous avons lutté ensemble, on se souviendra de nous plus tard », disait Romain Rolland dans un accent prophétique. (1)

A la suite du Congrès national socialiste de 1899, Péguy avait cessé d'appartenir au parti, sans pour cela cesser d'être socialiste, mais pour l'être à sa façon. Le socialisme tel qu'il le concevait était le vrai socialisme, qui n'existe pas seulement en paroles, mais qui se traduit par des actes : égalité pour tous, respect de la personne humaine, pratique du bien et du juste, mépris des honneurs et des décorations, renoncement à tout ce qui abaisse et diminue l'individu, satisfaction des besoins matériels dans la mesure où ils ne nuisent pas aux intérêts de l'esprit, tels en étaient les points essentiels. Il voulait un socialisme réel, épuré, élargi, sans compromission avec la politique, un socialisme libre en un mot.

Péguy reprochait au socialisme de ne considérer que le côté matériel de l'existence, sans tenir compte de son côté spirituel. « Défendre son bifteque », comme on dit aujourd'hui,

(1) On fera bien de consulter, à propos des relations de Romain Rolland et de Péguy, les « Bulletins de l'Association des amis de Romain Rolland ».

n'était pas tout pour lui. « Son socialisme était une mystique, mélangée de poésie, ainsi que le confirme son ami Joseph Lotte, qui plaçait dans sa bibliothèque ses ouvrages parmi ses mystiques préférés. » Romain Rolland voyait en lui « un frein individualiste opposé au socialisme officiel ». « Tout commence en mystique et finit en politique », constatait avec amertume le directeur des Cahiers, sans pour cela abandonner l'espoir que la « Cité harmonieuse » qu'il rêvait se réaliserait un jour. Cette opposition entre la mystique, d'une part (un mot que je n'aime guère, car on l'a mis à toutes les sauces), et la politique, d'autre part (un mot que j'aime encore moins) a constamment hanté Péguy. Elle constitue le fond de sa doctrine, elle en est l'essentiel !

Au socialisme prometteur de paradis futurs, Péguy préférait « le radicalisme verjuteux de Clemenceau, auquel on pardonnera beaucoup parce qu'il a beaucoup blagué », affirmait-il, en faisant allusion aux coups de boutoir qu'il dispensait à ses collègues du Palais des Folies-Bourbon lorsque, renonçant à toute politique, il se bornait à leur dire leurs quatre vérités. Péguy mettait dans le même sac politicards et sorbonnards — il aurait pu dire sorbonagres — auxquels il reprochait leur pédantisme et leur manque de convictions.

Il n'avait qu'une médiocre estime pour le suffrage universel. Il ne voyait dans les élections qu'un marchandage et qu'un odieux trafic : « Ces élections sont dérisoires. Elles sont une formalité grotesque, universellement menteuse, truquée de toutes parts... Déposer son bulletin dans l'urne, cette expression nous paraît aujourd'hui du dernier grotesque », plus encore, ajouterais-je, à notre époque, que du temps de Péguy.



Autant que le temporel, et même davantage, le souci du spirituel pour le peuple, qui ne peut pas vivre que de pain, mais qui a besoin d'un idéal, a préoccupé Péguy. Il a souffert de constater que le prolétariat, trahi par ses chefs, ne songeait plus qu'à des augmentations de salaires et qu'à en faire le moins possible. Il a été déçu par le spectacle de ceux qui se sont servis du socialisme pour arriver, comme il l'a été par un dreyfusisme devenu l'antichambre des ministères et des pré-

bendes. Et cette déception, il ne manque point de l'exprimer en termes véhéments. Il condamne le pseudo-socialisme qui fait de l'ouvrier une machine et non un être libre. Il considère le travail non comme une tâche que l'on accomplit sans goût, avec l'idée d'en tirer profit, mais comme une besogne que l'on a à cœur de réussir, pour sa satisfaction personnelle et son plaisir. Péguy croyait à la mission sociale de l'art : « La grande beauté est celle qui est faite pour tous », disait-il, et il avait raison. « Le grand art est dans les plus petits objets et dans les tâches les plus humbles. Il est dans tous les actes de la vie humaine », ai-je écrit moi-même dans l'Unité de l'Art (1905).

La conscience professionnelle n'était pas pour Péguy un vain mot. Il penchait pour l'artisanat. De mon temps, arppelle-t-il, « on chantait dans la plupart des corps de métiers. Aujourd'hui, on renâcle... Un artisan d'aujourd'hui n'est plus un artisan... (c'est un manœuvre, aurait-il pu écrire). On travaillait bien... On ne gagnait rien, on vivait de rien, on été heureux... Il ne fallait pas qu'un objet fût fait pour le salaire, mais bien fait en lui-même, pour lui-même... On respectait ses outils, au lieu de les détruire... » Mais le socialisme bourgeois est venu, qui a changé tout cela.

Homme du peuple, né du peuple, Péguy est toujours resté peuple, dans toute sa personne. Il en a les réactions, les défauts, et les qualités. Les libertés que le peuple a chèrement conquises, il entend les défendre et les conserver. Il agit au nom du peuple et pour le peuple. C'est sa propre cause qu'il défend en plaidant celle du peuple. Il était fier d'en être issu. Son père était menuisier et sa mère rempailleuse de chaise. Sa grand-mère gardait les vaches et ne savait ni lire ni écrire. Il voulait qu'on le considérât comme un paysan, fils de la terre. Il reprochait à Maurice Berteaux, député de Seine-et-Oise, qui aspirait à devenir président de la République, de rappeler « Félix Faure, en portant beau comme lui » (1). Il

(1) Maurice Berteaux était agent de change, multimillionnaire et... collectiviste, deux choses fort conciliables dans une démocratie qui ne se respecte point.

estimait les vieilles gens d'autrefois, respectueuses de ces vertus traditionnelles que sont l'honneur et l'amitié. Il a écrit de belles pages sur la misère et la pauvreté, ainsi que sur l'argent, cause de tous les maux.

La révolution de Péguy était « une révolution d'ordre spirituel », remarque Jean Roussel dans sa *Mesure de Péguy*. Ce dernier recherchait inlassablement la vérité. Il avait fort bien dit : « Qui ne gueule pas la vérité, quand il sait la vérité, se fait le complice des menteurs et des faussaires ». Sa vérité, à lui, allait changer de visage, tout en restant la même au plus profond de son être. « La révolution sera morale ou elle ne sera pas », parole qui résume toute la pensée de Péguy, qu'il sied d'approuver sans réserves. Point de révolution sociale, économique ou autre, sans une réforme de la mentalité des individus. Il mettent la charrue avant les bœufs, ces révolutionnaires qui s'imaginent que l'on peut améliorer le sort de l'homme sans avoir auparavant amélioré sa façon de penser et son comportement envers ses semblables. Commençons par là, le reste suivra !

Écoutons-le prophétiser (en 1907) : « L'humanité dépassera les premiers dirigeables comme elle a dépassé les premières locomotives. Elle dépassera M. Santos-Dumont comme elle a dépassé Stephenson. Après la téléphotographie, elle inventera tout le temp des graphies, et des scopies et des phonies, qui ne seront pas moins télé les unes que les autres et l'on pourra faire le tour de la terre en moins que rien. Mais ce ne sera jamais que la terre temporelle. » Ce qui veut tout simplement dire que tant que l'humanité ne vivra point d'une vie spirituelle, elle ne vivra vraiment pas.

Julien Benda reprochait à Péguy d'avoir méprisé les lois de l'esprit, l'intuition (bergsonienne) ayant pour lui plus de valeur. Ce qu'il méprisait c'était le faux esprit qui détruit et ne construit rien. Il voulait que l'esprit fût plus large, plus ouvert, plus près des réalités que celui qui régnait dans les hautes sphères académiques, perdues dans les nuages.

La « culture », chez Péguy, ne faisait pas obstacle à l'action. Ce n'était pas un intellectuel de tour d'ivoire, mais un

homme qui cherchait à faire passer dans les faits ses conceptions philosophiques et sociales. « Sa passion de la liberté était, d'après Romain Rolland, « presque malade ». Cette liberté, pour laquelle il allait se battre en 1914, allait être du même coup supprimée, la guerre étant de tous les esclavages, le plus odieux, acceptée de gaité de cœur par ce combattant de l'esprit, devenu combattant dans les rangs de l'armée française.

Il y a un « cas » Péguy vraiment typique. Curieux homme qu'il faut comprendre et prendre tel qu'il est, n'écoulant que sa conscience (1), autoritaire et tyrannique, ne faisant de concession à personne, voulant vivre pour ses idées et les réaliser, socialiste et nationaliste tout ensemble, pacifiste et cocardier, catholique et non clérical, un paradoxe s'il en fût !

« Il y a dans l'œuvre de Péguy, déclare Emmanuel Mounier, de quoi mécontenter tout le monde, les plus dures attaques contre les partis socialistes datent de sa jeunesse socialiste, contre les cléricaux, de ses années chrétiennes. » Mais il y a aussi, dirai-je, de quoi contenter tout le monde. Romain Rolland, dans son Péguy paru en 1944, qui est une mise au point magistrale de la vie et de l'œuvre de son ami, fait justement observer : « Chacun le tire à soi. L'un voit en lui le catholique, l'autre l'hérétique, le troisième le penseur-libre (Romain Rolland n'écrit point : le libre-penseur), celui-ci le « soldat de la République, celui-là le précurseur de je ne sais quel national-socialisme, un autre le raciste chrétien, un autre le prophète inspiré de la Révolution nationale de Vichy, et même on le compare au Kaiser. Chacun le prend à son service. » Rolland déclare simplement : « C'était une âme libre ».

Les contradictions plus apparentes que réelles que nous rencontrons chez Péguy étaient sans doute de celles que notre ami Han Ryner eût qualifiées d'« harmonieuses ». Antimilitariste et antipatriote à 20 ans, à 40 ans il cesse de l'être. A 20 ans il quête pour les grévistes, fait circuler une protestation

(1) Elle était, comme son écriture, parfois indéchiffrable, mais aussi droite qu'elle.

contre le sultan, qui massacre les Arméniens, et rêve d'une République universelle. A 40 ans, la grâce l'a touché, il se convertit au catholicisme, un catholicisme d'un genre un peu spécial il est vrai, et pas très orthodoxe. Il déteste les curés, et ne va pas à la messe. Il se passe des sacrements. Il se tient en dehors de l'Eglise sans toutefois la quitter (1). S'il est maintenant nationaliste, c'est pense-t-il que cette évolution servira ses idées. De pacifiste qu'il était, aux beaux jours de l'Affaire, l'ancien co-directeur de la Revue Socialiste était devenu belliciste intégral. Il souhaite l'anéantissement de l'Allemagne jusqu'au dernier de ses enfants. Il n'aimait pas Goethe, européen, il lui préférait Pascal. Il n'est plus d'avis que « Toute l'humanité batte comme un seul cœur ». Il place la France, fille de la Révolution, au-dessus de tout. Elle seule représente le progrès et la lumière. Elle seule est capable de faire triompher l'idée socialiste. Il est pour Poincaré, l'homme de la revanche, contre Jaurès, l'homme de la trahison. Son patriotisme s'exalte à la pensée que pour avoir la paix il faut faire la guerre. Elle est pour lui un soulagement, il s'y jette à corps perdu, tant et si bien qu'il y laisse sa peau, à l'âge de 41 ans, le 5 septembre 1914, à deux heures du matin, dans la région de Villeroy. « Il avait voulu, disait-il, tomber dans le gouffre de la guerre pour y remplir son destin. » Il y tomba.

Péguy était partisan de la guerre pourvu qu'elle fût « juste » et qu'elle donnât la victoire à son pays. Son métier de soldat ne lui déplaisait point. Il croyait que le métier militaire faisait des hommes des égaux en développant chez eux le sentiment de la solidarité (il suffit de pénétrer dans une caserne pour s'apercevoir du contraire). Il pensait que d'une guerre entreprise pour la liberté peut sortir un monde meilleur. Il l'appelle comme une délivrance, il la veut, il la prépare, il enjoint ses concitoyens d'en faire autant (s'il avait vécu, il se serait aperçu que d'une guerre rien de bon n'a jamais pu sortir). Comment a-t-il pu croire que pour gagner la paix il fallait d'abord gagner la guerre ? Que dirait-il, aujourd'hui, s'il

(1) Cette conversion au catholicisme n'a rien à voir avec celle d'Adolphe Retté. Elle est autrement sérieuse, n'étant point le fait d'un coup de tête, mais la conséquence d'une évolution, que l'on veut croire sincère.

voyait à quels résultats ont abouti la guerre qu'il a faite et celle qu'il n'a pas faite, toutes deux entreprises pour le triomphe de la justice et du droit ? A la faillite du sentiment, à la faillite du cœur et de l'esprit, à la faillite de l'honneur et de l'amitié. A tout ce qui enlaidit l'homme et le dresse contre lui-même. Après les deux « saignées purificatrices », qui devaient être les dernières, jamais les hommes n'ont été aussi grossièrement matériels, aussi pourris d'égoïsme et de malhonnêteté. Aucune sincérité, que du mensonge et de la haine. La politique a remplacé la mystique, et quelle politique !

S'il s'abuse sur les résultats d'une guerre juste, il s'abuse encore davantage lorsqu'il proclame que la guerre est une école d'héroïsme. Comment partager de telles illusions : « Je prétends que la paix n'est valable et que la paix n'est ferme que si la guerre précédente, après qu'elle fût devenue inévitable, a été conduite loyalement. La première loyauté consiste à traiter nos adversaires comme des hommes... à rester honnêtes... à ne pas mentir... La seconde, à faire la guerre pour de bon, à se battre corps pour corps... » Comment cela peut-il s'accorder ? Rester honnête ? Est-ce possible lorsque la bête humaine déchaînée se livre à toutes ses passions, qui passent pour des actions d'éclat et qui lui valent honneurs et décorations ? On ment toujours dans une guerre, avant de la faire, pendant qu'on la fait et après l'avoir faite. Rien de bon n'en peut sortir. Comment Péguy a-t-il pu préférer de telles inepties ? C'est du paradoxe, et du plus mauvais. Il glorifie le crime, il l'approuve, il va jusqu'à le réglementer. En 1905, il constatait avec dépit : « le peuple est beaucoup plus lâche qu'autrefois pour faire la guerre... Il aime toujours autant la guerre. Tout ce qu'il demande c'est qu'on la fasse à sa place ». Péguy traite d' « hypocrisie pacifiste » cette mentalité. Il voudrait que le peuple aime la guerre et la fasse proprement, en conscience, comme une besogne que l'on doit bien faire, en s'y donnant de tout son cœur, ainsi qu'un boucher à son boulot, et cela, corps à corps, comme il le dit si bien. En 1913, il écrira, faisant allusion au genre de paix qui régnait alors : « La guerre est la guerre et la paix est la paix... Ce n'est pas le régime de la paix armée, c'est celui de la guerre chargée... On a les deux charges, celle de la guerre et celle de la paix tout ensemble, d'où pendant la paix, une contribution de guerre de un milliard ».

Péguy avait raison, il condamnait la guerre froide et la paix encore plus froide que subissaient les français, mais où il avait tort c'est lorsqu'il ajoutait : « Nous n'avons ni l'honneur ni la grandeur de la guerre ». Et voilà ce que l'on trouve sous la plume d'un écrivain qui plaçait la révolution morale au-dessus de tout ! Cette « grandeur » et cet « honneur », nous devons l'avoir l'année suivante, se chiffrant par des milliers de morts, des ruines irréparables et plus d'un milliard à payer ! (1) Comment est-il possible de parler d'honneur et de grandeur de la guerre, où l'on voit la bête humaine déchaînée commettre les pires crimes !

Du temps qu'il était antimilitariste, Péguy traitait les soldats de « stupides automates ». Maintenant, ils incarnaient les plus hautes vertus : devoir, honneur et sacrifice. Il n'envisageait plus les choses sous le même angle.

Il pensait à ce moment-là de la guerre le contraire de ce qu'en pensait Romain Rolland. Il était loin de planer, comme lui, « au-dessus de la mêlée ». « Leurs pensées étaient, convenait ce dernier, dans deux directions opposées ». Pour Romain Rolland, sa « vraie patrie n'était pas la France, mais la vie ». Celle de Péguy s'appelait plutôt la mort.

« Heureux ceux qui sont morts pour une juste guerre », avait-il écrit dans son poème *Eve*. Une juste guerre ? Comme s'il y avait des guerres justes, comme si toutes les guerres n'étaient pas injustes ! Quelle erreur ! S'il mourut pour la France, c'est qu'il l'a bien voulu, exposant volontairement, et inutilement, debout pendant une heure, sa poitrine aux balles ennemies, en s'écriant : « Tirez, mais tirez donc, nom de Dieu », et non point, comme l'ont prétendu les cléricaux : « Tirez, au nom de Dieu », ce qui n'est pas la même chose. Quand cessera-t-on de déformer la vérité au profit d'un parti ou d'une croyance ? Il avait choisi ce genre de suicide (l'idée du suicide le hantait depuis longtemps) qui devait faire de lui un « héros ». Célèbre du jour au lendemain, ce « poète français tombé au champ d'honneur », devint la proie des partis,

(1) Ce qui me rappelle le fameux mot de Brizon à la Chambre : « Vous les aurez, vos 100 milliards de dettes ! », ce qui lui valut d'être censuré par ceux qui votent si légèrement les « crédits de guerre ».

croyants et libres-penseurs, réactionnaires et révolutionnaires cherchant à le tirer à soi pour les besoins de leur propagande (la politique ayant chez eux remplacé la mystique), comme ils l'ont fait pour Victor Hugo et Proudhon. Jeanne d'Arc devait subir le même sort (1).

Est-ce cela que Péguy avait voulu ? Il eut, pendant l'occupation, une bonne presse des deux côtés de la ligne de démarcation, on associa son nom à celui de Gabriel Péri, héros de la résistance, et communiste.

Millerand, revanchard à tous crins, ne ménageait point ses éloges au « Poilu Péguy », qui était « l'apôtre de la cité socialiste et dont l'œuvre demeure plus vivante que jamais », lisons-nous dans la Préface qu'il écrivit en 1916 aux OEuvres choisies du maître.

Paul Dermée constatait en 1911, dans la Libre Belgique, que l'on ne parlait guère de Péguy, bien qu'il se fût « jeté avec ardeur dans la mêlée de l'Affaire Dreyfus ». « Il a préparé toute une jeunesse à l'action », déclarait-il. C'était reconnaître l'influence qu'il exerçait déjà à la veille de 1914 et qui allait grandir après la guerre.

Romain Rolland, qui fut pendant 15 ans « l'irremplaçable, l'ami et le collaborateur fidèle » de Péguy, ne lui marchandait point son admiration : « Je ne puis plus rien lire après Péguy. Il est la force la plus véridique et la plus géniale de la littérature française. Purement et strictement française » (2).

Péguy n'écrivait point pour ne rien dire, et cherchait à convaincre ses lecteurs. De là son insistance à employer certains termes et modes d'expression sortant de la banalité. Son style était l'image même de sa pensée, tourmenté comme elle, procédant par vagues d'assaut successives, avec des répétitions

(1) Accaparée à la fois par la droite et par la gauche (en attendant d'être exécutée par le professeur Thalamas et réhabilitée comme « fille du peuple » par le parti communiste).

(2) Il n'en disait pas autant de Claudel, bien qu'admirant l'Annonce faite à Marie : « En politique, en religion, en art, nous ne servons pas la même cause », affirmait-il.

et des digressions continuelles. Ces longues phrases et ces paragraphes à n'en plus finir, où les mêmes mots reviennent constamment, où les adverbes abondent, se suivant à la queue leuleu, où tout nous pousse à réfléchir, avec de temps à autre une pointe d'ironie, déroutent le lecteur moyen, peu habitué à ce genre de littérature. On ne lit pas Péguy comme on lit du Georges Ohnet. C'est un auteur parfois difficile, qui rappelle Marcel Proust et Paul Claudel. On comprend qu'il ait eu peu de lecteurs de son vivant. Il s'est bien rattrapé depuis.

L'œuvre de Péguy est comme sa vie : une et diverse, comprenant non seulement ses articles des Cahiers, mais encore des poèmes en vers et en prose, dont certains d'une longueur interminable, parmi lesquels des « mystères » : celui de la Charité de Jeanne d'Arc, en 1909 (en 1897 il avait écrit, à l'âge de 23 ans, une autre Jeanne d'Arc, anticléricale et libertaire, drame en 3 actes, où il exprimait ses propres idées, et qui était de la catégorie des pièces de théâtre que l'on déclare injouables), celui de l'Enfant Prodigue, celui des Saints Innocents, celui du Porche de la deuxième vertu, et des « tapisseries », celle de Sainte Jeanne d'Arc, celle de Sainte Geneviève, celle de Notre Dame. Une œuvre qui occupe une place à part dans l'histoire des lettres françaises (1).

En 1912, Péguy voulant relier N.-Dame de Paris à celle de Chartres, n'avait trouvé rien de mieux que de faire à pied, en trois jours, 154 kilomètres dans l'espoir que cette dernière guérirait son fils de la fièvre typhoïde ! Depuis des « pèlerinards », jeunes pour la plupart, accomplissent chaque année, à la même époque, dans le même laps de temps, le même tour de force. Il faut croire qu'ils ont la foi ! Péguy est leur guide, qu'il le reste ! Ce n'est point ce Péguy-là que nous suivrons.

(1) On a beaucoup écrit sur « Péguy », Romain Rolland, André Suarès, les frères Tharaud, qui l'appellent « notre cher Péguy », son fils Marcel, Daniel Rops, Albert Béguin, Jean Roussel, René Johannet, Félicien Challaye, André Rousseaux, etc., etc. Il a ses « fidèles », qui ont parlé de sa « vocation » et qui en ont fait un « saint ».

XV

Romain Rolland dreyfusard. — Ceux qui l'ont dénigré après l'avoir approuvé au beau temps de l'Affaire (Eugène Hollande, Paul-Hyacinthe Loison, Charles Albert, Stéphane Servant). — Henri Massis l'attaque, Henri Guilbeaux le défend. — Qu'à partir de 1932, si l'on se rapporte à la lettre qu'il m'écrivit, il a de la paix une toute autre conception que celle qu'il exprimait dans « Au-dessus de la mêlée ». — Qu'il fut pour nous, les jeunes, en 1914, un cri d'espoir et une raison de vivre. — Je lance le néologisme « rollandiste » qui me vaut de prendre place dans ceux que la presse pourrie désignait, en 1914, sous le nom de « défaitistes ».

A la différence de son ami Péguy, Romain Rolland était resté pacifiste en 1914, et ne parlait point d'exterminer les « boches ». L'auteur de Jean-Christophe était « de ces Français qui se vouèrent eux-mêmes à la haine de leur peuple en défendant Dreyfus contre l'Etat et l'Armée », rappelle-t-il dans une lettre au pasteur suisse Keller. Aussi vit-il se dresser contre lui d'anciens collaborateurs ou amis (1), tels qu'Eugène Hollande, jeune professeur de philosophie et essayiste non dépourvu de talent, lequel me reprocha amèrement d'avoir conservé à l'auteur d'Au-dessus de la mêlée toute ma sympathie.

Il en fut de même de Stéphane Servant, l'unique collaborateur de la Revue Intellectuelle, où il signait de plusieurs pseudonymes ses articles (il avait fait en ma faveur une exception et publié quelques lignes de moi). Cet être original, qui avait fait tous les métiers, y compris celui de souteneur — il

(1) Il a pu dire que son « attitude pendant la guerre a fait de mes anciens champions mes adversaires les plus acharnés ».

s'en vantait ! — cessait d'être de mes amis parce que dans une conférence qui fit quelque bruit, sur les jeunes revues pendant la guerre, je les avais désignées sous le néologisme « rollan-distes ». Tant pis pour Stéphane Servant, anarchiste doublé d'un belliciste qui, jusque-là, s'était ignoré.

Même lâchage de la part du fils du père Hyacinthe, Paul Hyacinthe-Loison, un oison de mauvais augure, qui s'était découvert, comme par hasard, une âme de héros en 1914, prêt à pourfendre l'ennemi héréditaire du moment. Il me reprochait d'avoir écrit plusieurs articles sur Romain Rolland, l'un entre autre dans les Hommes du jour du 6 mai 1916, intitulé le Cas Romain Rolland, dont notre Anastasie nationale n'avait laissé subsister que le titre ! J.-M. Renaitour, qui n'était pas encore député, n'avait pas eu de peine à confondre cet oison—un véritable étourneau—, dans le Bonnet Rouge (1). Cet oison prétendait que « Romain Rolland n'aurait pas le droit de parler après la guerre ». Il le déclarait « atteint d'une amnésie déliquescente (sic) et d'un affaïssement de l'intelligence ». C'était plutôt Loyson qui en était atteint ! Je ne veux point lâcher cet étourneau sans constater combien ses « sincérités successives » (2) étaient sujettes à caution. Comment ne pas trouver étrange la nouvelle attitude de l'ancien secrétaire général de l'Association Emile Zola, du collaborateur du Siècle, de l'Action et de l'Aurore, de celui qui dès 1899 admirait le « grand Tosltoi » et qui pendant l'Affaire s'était toujours rangé du côté de la vérité ? Ne déclarait-il pas dans l'Aurore (22 novembre 1908) que ce journal « se souvenait avoir eu l'honneur d'être le clairon qui sonna la diane de J'Accuse ? »

Il fallait voir en ce temps-là notre oison combattre d'une plume acérée « les croisés du Roy », les « boxeurs du catholicisme intégral » et « les trucs à la Du Paty ». Dans les Idées en Bataille, discours et polémiques (1900-1910), il prenait la

(1) On sait ce qu'il advint de Miguel Almereyda, son directeur, qui se pendit dans sa prison avec un lacet (il faut croire qu'il était solitaire !). Son fils, Jean Vigo, est l'auteur d'un film remarquable : **Zéro de conduite**, que je fus le seul à défendre lorsque la presse tout entière et ceux qui figuraient dans ce film l'avaient injustement critiqué, lors de la générale, rue de Douai.

(2) Ce que Paul Brulat appelait des « sincérités successives » n'ont jamais été que des insincérités successives.

défense de Ferrer, souhaitait une révision de son procès, prisait peu le cléricisme de la Croix Rouge, plaidait la cause de l'école laïque, ne ménageait point ses critiques à Pie X, approuvait le modernisme, etc. Il avait chaudement salué l'entrée de Zola au Panthéon, après avoir souhaité le voir prendre place sous la Coupole parmi les 40, pour confondre ses adversaires. (1) Avec la guerre, tout change. Il faut entendre notre oison vanter le courage de « nos bons amis les Anglais », non moins que de nos bons amis américains, venus au secours des Français ! « Honneur soit rendu, écrit-il, à nos braves amis les Anglais et à leur patrie la loyale Albion ! » Pouvait-on mentir aussi effrontément !

Loyson était descendu au niveau d'un Léon Daudet, lequel ayant prétendu que « les vers de Victor Hugo étaient si lourds qu'ils semblaient être tombés dans une caisse de tessons de bouteilles », s'était attiré de la part du collaborateur de l'Aurore cette verte réponse que, « lui, Daudet, ne tomberait jamais que d'un entresol dans une poubelle ». Loyson l'y rejoignait. Devenu politicien, ce n'était plus qu'un pauvre type ! L'auteur de l'Affaire Dreyfus, Magog, sous le pseudonyme de Jean Rémy (1899), de Sur les marges d'un drame (1901), de Préludes (1905), de l'Apôtre et des Ames ennemies avait renié son passé. Il était pour jamais déplumé !

Charles Albert, qui avait été l'un des premiers parmi les jeunes à féliciter Zola pour son courage à défendre la vérité, fut l'un des premiers, en 1916, à ne point féliciter Romain Rolland de son courage à la servir. Dans une brochure où l'on sent le parti pris et l'animosité, intitulée Au-dessous de la mêlée, Romain Rolland et ses disciples, il se montre lui-même au-dessous de tout faisant chorus avec Loyson, Ruysen, Au-

(1) Zola ne fut point de l'Académie, et pour cause ! Il dut se contenter du 41^e fauteuil occupé avant lui par d'illustres écrivains, parmi lesquels Flaubert et Baudelaire. Un poète, Jules Blancard, s'était amusé à écrire des vers sur la Candidature d'Emile Zola aux faveurs de la dame du coin du Quai, qu'il appelait « la mère la Pudeur ».

lard, ex-dreyfusard. Ce dernier avait malmené dans la Victoire l'auteur d'Au-dessus de la mêlée, lettre parue dans le Journal de Genève du 15 septembre 1914 et commençant par ces mots : « O jeunesse héroïque du monde », ce qui valut à son auteur une bordée d'injures suivies de menaces de mort, de la part des gens de gauche comme de ceux de droite, les extrêmes étant toujours d'accord dès qu'il s'agit d'abattre le penseur-libre qui les gêne.

Comme tous les bellipacifistes qui font la guerre pour avoir la paix, selon l'adage latin, et qui ne l'ont jamais eue par ce moyen ledit Albert déclarait : « Nous sommes pacifistes si l'on entend par là qu'il faut travailler de toutes nos forces à la fin des guerres. Nous ne le sommes pas si l'on nous demande de défendre notre idéal de progrès dans la liberté plutôt que de le défendre à coups de canons... ». Telle est malheureusement la fausse position de beaucoup de gens qui se prétendent de gauche. Mais alors, ne nous parlez point de paix, puisqu'il vous faut des canons pour la défendre. Vive l'armée ! et tout ce qui s'ensuit.

Ce révolutionnaire rejoignait le réactionnaire Henri Massis qui écrivit un Romain Rolland contre la France (1915), en réponse à l'auteur d'Au-dessus de la mêlée. Il mentait lorsqu'il déclarait : « Romain Rolland, fuyant sa patrie, se réfugia sur les hauts plateaux de la Suisse... » Il l'accusait de réveiller « les passions fratricides », alors que c'était tout le contraire. Il cherchait à les apaiser.

Laurent Tailhade, à propos de la même lettre, admirait « cette conscience que M. Romain Rolland met aussi bien dans le pacifisme que dans ses travaux sur l'harmonie et les maîtres de l'art musical ».

Henri Guilbeaux, encore un traître pour ceux qui ne partageaient point ses idées, prenait courageusement la défense de Zola dans une brochure intitulée : Pour Romain Rolland. C'était un excellent poète et, de plus, un esprit indépendant, qui souffrit pour ses idées. Il ne fut pas toujours compris. Il n'était pas seulement le promoteur de la Poésie Dynamique, on lui devait une Anthologie des lyriques allemands contemporains depuis Nietzsche, un livre sur Laforgue, un autre sur VValt VWhitman en attendant celui qu'il devait décrire sur le paradis soviétique, après en avoir goûté les douceurs.

Quant à Romain Rolland, dont le Théâtre de l'Œuvre avait représenté en 1899 le Triomphe de la Raison, il était bien au-dessus de ces attaques. Traité de traître et de vendu, bien qu'il ait offert ses services à la Croix Rouge, il tenait tête à la meute qui aboyait à ses chausses. C'était un bel exemple de courage moral qu'il donnait dans un monde en proie à la folie du meurtre. Son pacifisme, il est vrai, évolua par la suite, mais on ne le vit point faire appel à la haine et à la violence. Longtemps après la publication d'Au-dessus de la mêlée, il m'écrivit, en effet, le 15 janvier 1932, de Villeneuve-Vaud (villa Olga), en Suisse, où il s'était rendu pour raison de santé, une lettre qui fut publiée dans la presse et dont je détache ce passage concernant la Russie soviétique, en butte aux attaques des puissances capitalistes : « ... Si paix signifie se croiser les bras, tandis qu'on attaquerait directement ou indirectement l'U.R.S.S., ou qu'on piraterait une partie de la terre, je dis : « Je suis l'ennemi de cette paix... » J'ai défendu la paix en France quand s'était un crime d'en parler. Je demeure fidèle à cette paix, mais ce n'est pas celle de la plupart des pacifistes français. ». (1)

A Christian Sénéchal, avec lequel j'étais dans les meilleurs termes, mais qui devait faire chorus avec ceux qui rêvaient l'anéantissement de l'Allemagne, et qui voulait écrire un ouvrage sur Romain Rolland, ce dernier avait répondu : « Connaissez-vous Gérard de Lacaze-Duthiers. Demandez-lui de vous communiquer une lettre (celle-ci, brève, mais très nette), que je lui ai écrite et qu'il a publiée l'an dernier. Elle fixe en quelques lignes ma situation vraie à l'égard du pacifisme ».

Cette lettre, que m'adressait en 1932 Romain Rolland, peut servir de transition entre son attitude de 1914 et celle de 1934. En effet, le prix Nobel de la Paix 1916, qui déclarait en 1922 que « les penseurs ne peuvent consentir à ce que la pensée soit soumise aux directions d'un parti, ce qui ne lui permettrait point de supporter son propre mépris », y consentait dix ans plus tard ! En 1928, il écrivait à notre ami Eugen Relgis, à propos du Congrès de l'Internationale des Résistants à la

(1) De Georges Pioch, notamment, qui lui reprocha cette attitude lors d'un congrès de la Ligue des Combattants de la Paix, qui dégénéra en bagarre (on se lançait des chaises à la tête !).

guerre : « Décrétons la résistance, l'opposition totale, le refus, le « non » absolu à la guerre ! Unissons toutes les forces spirituelles de la vie contre les forces de la mort ». En 1934, c'est un autre son de cloche qu'il faisait entendre. Le non absolu était devenu un oui absolu que l'admirateur de Gandhi (1) eût considéré de la part de ses confrères comme une « abdication de l'esprit devant l'opinion », en un temps où lui-même se dressait contre cette opinion. L'homme qui dans la Préface de ce chef-d'œuvre de pensée libre qu'était Clérambault, déclarait : « Osez vous détacher du troupeau qui vous enchaîne », n'était plus de « ces libres âmes dont le monde manque aujourd'hui, tout homme véritable devant rester seul à penser pour tous, et au besoin contre tous, ce qui est encore penser pour tous ». Le même Romain Rolland, qui critiquait en 1933 la politique de Daladier (2) l'approuvait en 1939. Il semblait dans cet « idéalisme guerrier » qu'il combattait la veille. Pour moi, qui avais vu Romain Rolland, rue Boissonnade, une heure avant son départ pour la Suisse, tandis que les déménageurs enlevaient ses meubles et qu'il me disait sa foi dans l'avenir de la paix, en contemplant, accoudé à sa fenêtre le parc où se trouvait un couvent de religieuses, en ajoutant : « Elles cultivent leur jardin, cultivons le nôtre », aurais-je jamais pu prévoir qu'il changerait un jour d'opinion sur la paix, pour laquelle il avait toute sa vie lutté, combattu et souffert ? Quoi qu'il en soit, je persiste à le croire sincère dans cette évolution, et je conserve — moi qui fais partie des « Amis de Romain Rolland », — pour l'auteur d'*Au-dessus de la mêlée*, exposé seul contre tous aux coups d'adversaires égarés par le fanatisme, une reconnaissance infinie pour nous avoir permis, à quelques-uns de mes camarades et à moi-même, de ne pas avoir désespéré de la vie à l'heure où tout conspirait à nous la rendre

(1) L'apôtre de la non-violence n'en avait pas moins consenti certain jour à passer en revue, dans les Indes, les troupes du roi d'Angleterre.

(2) Ce même Daladier, dont le gouvernement nous dénonça, durant la « drôle de guerre », mes amis et moi, à la Gestapo, comme communistes parce que nous étions demeurés pacifistes !

haïssable et peu digne d'être vécue. S'il n'y avait pas eu, en 1914, un Romain Rolland à nos côtés pour s'élever contre la bêtise universelle et parler le langage de la raison à l'heure où la raison avait déserté les consciences, je me serais suicidé. (1)

(1) D'aucuns lui ont reproché sa fin chrétienne, mais ceci est une autre histoire.

XVI

Où l'Affaire n'est pas près de finir. — Une opinion de Méline : « Il n'y a pas d'affaire Dreyfus ». — Galliffet affirme : « L'incident est clos ». Il donne sa démission de ministre de la Guerre. — Où les mêmes bobards reparaissent, colportés par l'Etat-Major : légende des aveux, chose jugée, le traître justement et légalement condamné, l'honneur de l'armée, guerre avec l'Allemagne, raison d'Etat, etc. — En marche vers la révision, en dépit de l'obstruction des faussaires.

Mais revenons à l'Affaire, après avoir constaté le courage des uns à défendre la vérité et l'acharnement des autres à la combattre. Tout l'Etat-Major marchait comme un seul homme dans la voie où il s'était engagé, pensant avoir le dernier mot dans le drame que sa mauvaise foi avait déclenché, tandis qu'à l'île du Diable Dreyfus attendait sa délivrance. Il y avait encore, pour ceux qui croyaient à son innocence, plus d'un obstacle à franchir.

Il y avait eu, à la Chambre, des séances orageuses, avec bruit de pupitres et vociférations, où la droite et la gauche échangeaient des injures. Différents personnages, civils ou militaires, s'étaient glissés dans l'Affaire pour en détourner le cours et brouiller les pistes. On ergotait, on palabrait, on discutait, on se posait des questions : « Le bordereau est-il d'un artilleur ? » et autres non moins oiseuses, alors qu'en définitive, pour quiconque n'allait pas chercher midi à quatorze heures, une seule question importait : « Oui ou non, l'Etat-Major est-il une bande de cinglés qui mériteraient d'être mis hors d'état de nuire, dans un asile d'aliénés ». Il s'efforçait par tous les moyens d'égarer la presse, à laquelle ses scribouillards collaboraient sournoisement, lui fournissant des documents

erronés, tout en menaçant les journalistes de leurs foudres, s'ils ne les publiaient point. Les fausses nouvelles succédaient aux fausses nouvelles, le populo n'y voyant goutte. Chaque jour on s'attendait à des révélations sensationnelles, susceptibles de changer le cours des événements ou d'y mettre un terme.

Ces messieurs de l'Etat-Major perdaient la tête, ne sachant comment s'en tirer et voulant à tout prix avoir le dernier mot. Bien que solidaires dans le crime, ils ne s'entendaient pas toujours sur la marche à suivre. L'auguste Mercier, Bouddha sans sagesse et nombril du monde, couvrait les faussaires de sa haute — et basse — autorité. Ce raté supérieur, dont la bêtise des français avait fait un ministre, eût mérité le bagne pour y remplacer Dreyfus, s'il y avait eu en France une justice digne de ce nom.

A l'audience du 12 février 1898, Jaurès avait fait le procès dudit Mercier, plus auguste que jamais. Il lui avait dit ses quatre vérités. Ce fantoche, dont la fonction funeste de ministre de la Guerre s'était exercée de 1893 à 1895, n'avait jamais eu, au fond, une bien bonne presse, du côté des antidreyfusards. La Libre Parole lui reprochait d'être trop mou et l'appelait « le colonel Ramollot » (nom d'un pamphlet hebdomadaire antimilitariste). C'était une vieille baderne qui conduisait le bal.

Autour des têtes de pipe, plus ou moins culottées, dont il était le chef, évoluaient les sous-ordres, qui leur obéissaient servilement, la discipline constituant, chacun le sait, la force des armées, parmi lesquels « l'homme à tout faire de la bande criminelle qui s'est emparée de l'Etat-Major » (Clemenceau), le dénommé Gribelin, et autres comparses de « l'arche sainte inattaquable », ainsi Zola désignait-il la grande muette, Cuignet — encore un saltimbanque ! — pour lequel l'honneur de l'armée passait avant celui de la justice, on l'avait vu en 1900 dans un conseil d'enquête, soutenir mordicus, pour appuyer les dires de ses chefs, que Dreyfus avait été « justement et légalement condamné », sans apporter, bien entendu, la moindre preuve. Il en était de même de Roget-la-Honte (comme dans le mélo du même nom, sauf l'orthographe), dont

les dépositions étaient un monument d'extravagance. Comme le garde municipal de la scie populaire « descendu de son cheval pour aller embrasser son frère marchand de marrons, au coin de la rue Maubué », il était descendu du sien (la rosse qui le portait place de la Nation et qui avait préféré rentrer à l'écurie plutôt que de rentrer à l'Élysée) pour venir à pied, cette fois, s'expliquer devant les juges de la Cour de Cassation, dans une nouvelle enquête. Il avait eu jadis Dreyfus sous ses ordres (ce dernier était entré en 1878, à 19 ans, à Polytechnique et, en 1890, à l'École de guerre, puis en 1893 il avait été nommé stagiaire à l'État-Major), et n'avait pas conservé de lui un bien bon souvenir, sa tête ne lui revenant pas. Sa déposition, ni chair ni poisson, où il y avait à boire et à manger, — à mal boire et à mal manger —, était un tissu de contre-vérités, où il ne se retrouvait pas lui-même, croyant ce que des attachés militaires, qu'il ne connaissait même pas, avaient raconté sur le condamné. Il n'osait trop en dire toutefois, pas plus qu'il n'osait n'en rien dire, usant de prudence comme il l'avait fait le jour où le grand dépendeur d'andouilles l'avait supplié de rebrousser chemin, « pour sauver la France », en s'engageant dans la direction de la présidence de la République.

Un certain Jean Roget (parent ou non du précédent), parlera plus tard des « machinations destinées à sauver le traître », passant sous silence celles qui étaient destinées à le perdre. Pour lui, comme pour les autres, Dreyfus avait été « justement et légalement condamné ». On devait retrouver cette « hénaurmité » écrite en toutes lettres dans son livre : l'Affaire Dreyfus, ce que tout le monde doit connaître, publié en 1925 !

Décidément, c'était un mot d'ordre, pour ne pas dire un mot de passe, qui circulait dans l'armée, depuis les grades les plus bas jusqu'aux grades les plus élevés : « Dreyfus a été justement et légalement condamné ». D'ailleurs, le ministre de la Guerre en avait « la preuve formelle », qu'il tenait secrètement sous clef. Billot jurait sur son honneur que Dreyfus était coupable. Que pouvait-on contre cette bande de faussaires com-

promis dans les mêmes histoires et liés par les mêmes intérêts ? Il fallait les croire sur parole, sous peine de passer pour un mauvais français.

L'astucieux Méline, la nullité faite homme, qui se prenait pour un aigle, osait déclarer *ex cathedra*, alors qu'elle battait son plein : « Il n'y a point d'affaire Dreyfus ». Or il y en avait une, et il y était pour quelque chose. Sans doute voulait-il dire par là qu'il n'y en avait plus, car elle avait été jugée et bien jugée, le traître, comme il était convenu de le déclarer à tout propos, ayant été « justement et légalement condamné ».

Du même avis était le marquis de Galliffet, que Barrès considérait en 1897 avec « un sourire de pitié », et qui était, en 1899, ministre de la Guerre. « L'incident est clos », déclarait solennellement à ses chefs de corps l'homme-au-ventre-d'argent (un argent mal placé !) qui ajoutait : « Les juges militaires se sont prononcés en toute indépendance », ce qui était archi-faux. L'« incident » était loin de l'être, et l'auteur de cette galéjade n'allait pas tarder à s'en apercevoir, au point qu'en mauvaise posture, il dut donner sa démission, accueilli à la Chambre, au cri de « Galliffet assassin ! »

On n'avait jamais vu tant de ministres de la Guerre se succéder rue Saint-Dominique — le poste ayant cessé d'être une sinécure de tout repos — depuis Zurlinden en 1895, Cavaignac en novembre de la même année, Billot l'année suivante, etc. Aucun d'eux n'avait eu le courage de dire : « Nous nous sommes trompés. » Ils persistaient, par bêtise ou par calcul, à s'enfoncer dans le mensonge.

La révision ayant été refusée en 1898, l'écriture d'Esterhazy prouvant bien qu'il était l'auteur du bordereau (1), ce dont ses juges l'avaient acquitté, ne devait pas être remise en question, au nom de la chose jugée. Cavaignac ne voulait rien savoir. Barthou s'y opposait au nom de la raison d'État (2),

(1) Ce bordereau que l'on connaissait, paraît-il, un an avant l'Affaire !

(2) Cette raison dont Péguy disait « que l'on n'avait pas le droit de tenir compte quand il s'agissait de justice », « Une bien belle chose que la raison d'État !, avait dit d'autre part Louise Michel. Plus muette et plus terrible que le bourreau, elle prend partout ses victimes ».

la plus mauvaise raison qu'invoquent les gouvernements lorsqu'ils ont perdu toute raison. Il soutenait que Dreyfus « avait été justement et régulièrement condamné ». Il n'allait pas chercher plus loin. Sa conscience ne l'étouffait pas, non plus que la sienne n'étouffait Félix Faure, qui partageait son opinion et qui avait d'autres chats à fouetter. Il faisait la sourde oreille, selon son habitude, préférant s'expliquer avec la Steinheil. Chaque fois que Darlan, Garde des sceaux, l'interrogeait sur l'Affaire, il faisait semblant de ne pas comprendre et passait à autre chose. A l'instar de Ponce-Pilate, il s'en lavait les mains.

Un certain Q (Quesnay) de Beaurepaire, « magistrat prévaricateur en rupture de vérité », d'après le journal les Droits de l'Homme, qui incarnait en sa personne, non la justice militaire, mais la justice civile, aussi pourrie (les deux font la paire) soutenait que « Félix Faure avait eu en mains la preuve formelle du crime de Dreyfus », ce que Tanneur I^{er} n'avait pas osé démentir, craignant les foudres de Drumont, qui avait calomnié son beau-père. Aussi lâche que froussard, il faisait le mort. Il ne fallait pas d'attendre à un bien grand courage de sa part, ce parvenu sans conscience ne songeant qu'à ses amours. La visite du prince de Monaco, quelques instants avant le drame dont nous avons parlé plus haut, venu l'entretenir de ce que lui avait dit l'Empereur d'Allemagne eu sujet de l'innocence de Dreyfus, avait mis notre Félisque de fort méchante humeur. Le prince avait été éconduit et presque mis à la porte par le Président, qui écumait de rage et qui entra dans une colère noire, se comportant comme un mufle à l'égard d'un souverain qui le valait bien. Ça ne lui avait pas porté chance. Ainsi, jusqu'à l'article de la mort, notre tanneur national avait juré d'avoir la peau du traître !

La presse ne cessait, comme par le passé, de calomnier celui que ses bobards n'avaient pas peu contribué à faire envoyer à l'île du Diable. On parlait — il fallait bien trouver autre chose pour accabler Dreyfus — d'un flirt qu'il aurait eu avec une jolie naïade sur les bords de la Riviera, ce qui n'avait aucun rapport avec l'Affaire. Sa « sale tête » continuait d'indis-

poser contre lui ses ennemis, qui le considéraient comme un être hypocrite et sournois, du moment qu'il était myope, alors qu'ils l'étaient plus que lui.

Un rapporteur du Conseil de guerre, Bexon d'Ormeschville, avait décelé en Dreyfus un super-criminel (on ne disait pas encore un paranoïaque), qui connaissait à fond l'art de déguiser ses sentiments. Atteint de mythomanie, il avait fait disparaître les preuves de sa culpabilité. Pas de preuves, c'était encore la meilleure preuve de sa trahison. La perquisition faite par la « dame voilée » au domicile de Lucie Dreyfus n'ayant rien donné, c'était encore une « preuve accablante » pour lui. On prétendait, ce qui n'était pas nouveau, qu'il avait imité en la décalquant l'écriture d'Esterhazy. Le bruit qu'il s'était évadé de l'île du Diable avait couru, ce qui eût été pour lui bien difficile, étant donné le redoublement de surveillance dont il était l'objet depuis que le monde entier s'intéressait à son sort.

Tout ce qui était invoqué pour la défense de Dreyfus était renvoyé aux calendes grecques, tout ce qui était contre lui accepté les yeux fermés. Ces « colonels » et commandants qui « avaient vu, disaient-ils, Dreyfus mentir tout le temps » (sic) mentaient eux-mêmes sans arrêt. Yves Guyot, qui s'était livré à une analyse approfondie de l'Enquête, avait raison d'écrire : « Ceux qui ont condamné Dreyfus sont capables de tout, excepté de faire que leurs mensonges deviennent des vérités ». Ils continuaient de soutenir « sur l'honneur », toujours l'honneur, que ce dernier était un traître. L'ambassade d'Allemagne avait beau affirmer, comme elle l'avait toujours fait, que Dreyfus lui était inconnu, on ne la croyait point, pas plus que l'on n'ajoutait foi aux démentis de l'empereur Guillaume II, qui n'avait cessé de déclarer, depuis le début des hostilités, « de la façon la plus formelle », que le prisonnier de l'île du Diable ait eu des rapports avec des agents allemands.

L'illustre Millevoye, du journal la Patrie, parent du non moins illustre auteur d'une poésie sur une « pauvre feuille desséchée », qui figure dans tous les recueils de morceaux choisis, prétendait — et cela il l'affirmait d'une façon catégorique — avoir eu sous les yeux une lettre dans laquelle ce même empereur réclamait « les pièces promises par Dreyfus ». Ce

qui était une absurdité ! Encore un faux commis par un vulgaire pékin pour appuyer ceux de l'Etat-Major.

La fable des prétendus aveux formels du condamné persistait, acquérant comme la calomnie, des forces à mesure qu'elle se propageait. Et cela en dépit des déclarations du capitaine de gendarmerie Lebrun-Renault, qui n'était plus là, comme par hasard, pour démentir ces racontars. Chargé de rédiger, le jour de la dégradation de Dreyfus, un rapport sur ce qui s'était passé, il n'avait recueilli à aucun moment ses aveux. Son rapport n'en faisait point mention. Il s'était expliqué maintes fois à ce sujet, notamment un jour qu'il se trouvait au Moulin-Rouge, en compagnie de journalistes venus l'interviewer. Ce qui n'empêchait point Maurras de soutenir que Dreyfus lui en avait fait l'aveu le jour de sa dégradation, mais fallait-il s'attendre à autre chose que des menteries de la part de ce sourd, qui ne voulait rien entendre et qui s'efforçait, par tous les moyens, d'étouffer la vérité.

La révision était décidément pour nos bons français une catastrophe. Oser mettre en doute la parole de nos braves officiers, c'était mettre en danger la patrie. Et puis, il y avait l'alliance franco-russe, et il ne fallait pas donner à « nos alliés » l'impression que « notre admirable armée » (sic), était incapable de défendre le territoire autrement qu'avec des faux. Pour Maurras, pour Barrès, pour Déroulède, pour Rochefort et autres antirévisionnistes, acquitter Dreyfus, c'était la guerre avec l'Allemagne. De Pellieux avait invoqué le même argument au cours du procès Zola, faisant entendre aux jurés, pour les impressionner, qu'acquitter l'auteur de J'accuse, c'était « envoyer leurs fils à la boucherie », paroles qui dans la bouche d'un général étaient plutôt déplacées.

Pour parler comme le vulgaire, toucher à la chose jugée, c'était « la fin des z'haricots ». Les esprits étaient à ce point obnubilés par des arguments de cette force, que nul ne pouvait se mettre au service de quelqu'un, entreprendre un commerce

ou solliciter un emploi, et même se marier — l'amour et le devoir entrant en conflit — sans avoir déclaré auparavant qu'il n'était point dreyfusard.

Entre écoliers, c'étaient pendant les récréations et à la sortie du lycée des brimades à n'en plus finir, où les cancre se vengeaient des succès remportés par leurs camarades juifs, en les traitant de « sales youpins ». Les professeurs eux-mêmes, dans leurs cours, à propos de la correction d'une version latine tirée des Commentaires de César ou d'un épisode de l'histoire de France, ne dédaignaient point de faire allusion aux événements.

Des pères de famille, peu nombreux il est vrai, avaient pris le parti de ne jamais ouvrir la bouche à propos de l'Affaire surtout à table, préférant digérer en paix plutôt que d'entamer des discussions à n'en plus finir sur le bordereau, le télégramme Alexandrine et le petit bleu.

On ergotait toujours sur la façon dont le bordereau était parvenu au bureau des renseignements. On insinuait que la Bastian l'avait caché au bon endroit sous ses jupes, pour faire croire qu'elle était enceinte (comme cache-sexe, elle eût pu trouver mieux). Cette dangereuse analphabète (nom sous lequel on désignait en Espagne les ignorants qui ne savent ni lire ni écrire) pour laquelle Maurras avait le plus profond respect, recevait en échange de la fonction qu'elle exerçait une pige de 250 francs par mois, ce qui était, pour l'époque, un salaire fort élevé.

On racontait en dernière heure que le bordereau n'aurait pas été ramassé dans une corbeille à papier par une femme de ménage, mais intercepté tel quel, sous pli fermé (1). Qui n'entend qu'une cloche n'entend qu'un son. Et que de sons, plus ou moins faux n'a-t-on pas entendu pendant 12 ans que la vérité avait été tenue sous le boisseau. (2)

(1) Un autre pli que celui que la Bastian avait en son bas ventre, où elle aurait pu l'introduire, le cas échéant. C'était une excellente cachette !

(2) On parlait aussi d'une demoiselle Millescamps, maîtresse d'un garçon de bureau, laquelle devait être par la suite condamnée pour espionnage. Allez donc vous y reconnaître dans une telle bouillabaisse !

Que le bordereau fût parvenu par la voie ordinaire — plutôt extraordinaire — qu'était celle de la Bastian, ou par tout autre voie, au bureau des renseignements, ce qui était vrai, c'est qu'il y était bien parvenu, déchiré, froissé ou en bon état, peu importe.

Il fallut bien reviser le procès. C'est à quoi tendirent les efforts des défenseurs de Dreyfus, ce qui donna lieu à de nouveaux incidents.

Pour étouffer encore une fois la vérité, les antirévisionnistes s'y étaient opposés par tous les moyens en leur pouvoir.

Harduin, journaliste du *Matin*, soutenait qu'il fallait exiger la révision, non seulement comme dreyfusard, mais aussi comme antidreyfusard, et surtout comme français, car enfin, disait-il, « si les français ont fait la révolution de 1789 c'était bien pour quelque chose. Ils ont le droit de savoir à quoi s'en tenir. Réclamer la révision, c'était défendre la cause de l'humanité. » Langage de la sagesse, que bien peu écoutaient.

Tandis que certains points obscurs de l'Affaire s'éclaircissaient, les ténèbres s'épaississaient sur d'autres. La révision n'en continuait pas moins son petit bonhomme de chemin, lentement mais sûrement, malgré les obstacles qu'elle rencontrait. Les antidreyfusards avaient beau se démener, menacer, mentir et trahir, elle allait se faire, malgré eux et contre eux. Elle était fatale et ne pouvait point ne pas se produire. Mais attendons la fin. Ce n'étaient là que menus épisodes de cette ténébreuse Affaire, où l'on voyait apparaître et disparaître tour à tour les malfaisants personnages qui l'avaient déclenchée. Le troisième acte commençait.

XVII

Où la Cour de Cassation, toutes chambres réunies, après la Cour criminelle dessaisie, renvoie l'Affaire devant le Conseil de guerre de Rennes. — Où ce dernier, son siège fait d'avance, ne veut rien entendre et condamne une seconde fois Dreyfus (moins deux voix) à dix ans de détention dans une enceinte fortifiée. — Où M^r Labori l'échappe belle, un fanatique ayant voulu l'assassiner. — Où Loubet gracie le prisonnier de l'île du Diable, ne pouvant faire autrement. — Comment la réaction accueillit cette grâce. — Et ce qui s'ensuivit...

Depuis la découverte du Petit Bleu en mars 1896, qui avait valu à Picquart d'être envoyé en mission, la vérité avait fait du chemin. Arrêter sa marche n'était plus possible. L'heure de la justice allait bientôt sonner, en dépit des efforts faits par la réaction pour l'empêcher. Le lundi 5 juin 1899, ses gardiens annonçaient à Dreyfus, enchaîné dans sa double boucle — par bonheur il était encore vivant — que la Cour de Cassation, toutes chambres réunies, avaient le 29 mai cassé et annulé le jugement rendu le 22 décembre 1894, et renvoyé en conséquence le prisonnier devant le conseil de guerre de Rennes.

Ce n'avait pas été sans mal. La Chambre criminelle de la Cour avait été d'abord convoquée pour procéder à l'examen des pièces qui avaient fait condamner Dreyfus. Comme elle n'avait pas donné satisfaction aux antirévisionnistes, elle avait été abreuvée d'outrages et son président, Lœw, traité de « sale Prussien », du moment qu'il était Alsacien (remarquons en passant combien nos bons français, acharnés à reprendre l'Alsace et la Lorraine, n'ont aucun égard pour ses habitants). Les membres de la Cour étaient, au dire de Drumont, « des malandrins en hermine et des valets de synagogue ». La Cour tout entière était le « sanctuaire de la trahison et l'autre de Judas ».

Devant l'hostilité des trublions nationalistes, Dupuy, qui craignait les histoires, avait fait voter une loi dite de désaisissement, par laquelle la chambre criminelle était remplacée par les trois chambres de la Cour réunies, où siégeaient les conseillers Mazeau, Manau, Tanon, Ballot-Beaupré, qui n'allaient pas tarder d'être insultés et calomniés à leur tour. N'ayant point cédé aux clameurs de la populace, ils avaient décidé, après examen du dossier, de renvoyer purement et simplement Dreyfus devant de nouveaux juges. La Cour s'était rangée à l'avis de M^o Mornard, en dépit des dépositions des faux témoins, dont le plus enragé de tous, le plus coupable d'entre les coupables, du Paty de Clam, s'était violemment opposé à la révision, ayant pris à parti le procureur général Baudouin, alors qu'il eût mieux fait de se taire, mais en s'opposant à la révision, c'est sa propre cause qu'il plaidait.

Cuignet soutenait son collègue, élevant la voix, menaçant, tempêtant, faisant du chantage, pour intimider les juges. Ce qui n'avait produit sur eux aucun effet. Gonse-Pilate — je m'en-lave-les-mains — cherchait à les amadouer, avec son air bon enfant, soutenant qu'il n'avait jamais tenu à Picquart les propos que ce dernier lui prêtait : « Faites le mort, taisez-vous. Si vous ne dites rien, personne ne le saura, ça passera comme une lettre à la poste », tandis qu'il s'attirait cette verte réponse de Picquart, déclarant devant la Cour « que sa parole d'honneur n'avait aucune valeur ». Gonse-Pilate en fut quitte pour ses frais de salive et Picquart pour être de nouveau limogé.

Mercier l'infaillible — du moins il croyait l'être, qui ne pleurait ni ne riait, froid comme un glaçon et raide comme un pieu — s'embrouillait dans ses distinguos. Il ne fallait pas le contredire.

Quant à Bertillon, flanqué du capitaine Valerio, aussi peu sensé que lui, il récidivait, selon son habitude, infatué de sa personne et sûr de lui. Et d'accumuler des graffiti, et d'aligner des signes kabbalistiques, et d'affirmer sans rire qu'il s'agissait d'écritures mélangées, enchevêtrées, décalquées, de grattages, nettoyages et surcharges, dont lui seul, Bertillon, détenait le secret !

La décision d'annuler le jugement par les trois chambres réunies de la Cour de Cassation, décision à laquelle les antirévissionnistes ne s'attendaient guère, car ils espéraient bien que

la Chambre criminelle étant dessaisie, ils auraient gain de cause, avait été mal accueillie par eux. Les gandins à l'œillet blanc dont s'ornaient leur boutonnière, en devinrent rouges de colère. Ils se livrèrent à de nouvelles manifestations, insultant les magistrats qui avaient annulé le jugement. Le sire de Rochefort, plus en forme que jamais, ne parlait rien moins que de leur crever les yeux, pour leur apprendre à voir clair. C'était le dernier argument qui lui restait pour prouver la trahison de Dreyfus.

Le supplicé était tombé de Charybde en Scylla, avec le nouveau conseil de guerre. Celui-ci, réuni dans un des locaux du Lycée, le 9 septembre 1899, l'avait condamné — il fallait s'y attendre — à dix ans de détention dans une forteresse. Le jugement avait été salué par des applaudissements et par les mêmes cris que d'habitude : « Vive l'armée ! A bas les juifs ! » Barrès prétendait que les magistrats du conseil de guerre « avaient agi en leur âme et conscience et sauvé l'honneur de l'armée », formule qu'il faisait sienne. Ce que cet « honneur de l'armée » a fait couler de flots d'encre, et encore plus de flots de sang ! Un honneur un peu spécial, avouons-le. Ce Barrès, qui s'est vanté de ce qu'il avait vu à Rennes (Ce que j'ai vu à Rennes, 1904), n'avait rien vu, pas même sa bêtise, qui aurait dû lui ouvrir les yeux.

Le nouveau conseil de guerre se montra encore plus lâche et plus odieux que celui de 1894. Ce ne fut, comme ce dernier, qu'une parodie de justice. On avait vu défiler 115 témoins — pas moins — au cours de 15 audiences. Dreyfus était présent, ramené de l'île du Diable sur le « Sfax », vieilli, usé, maigre comme un clou et ne tenant pas debout. Il lui restait cependant assez de souffle pour proclamer pour la Nième fois son innocence. Si Dreyfus était présent, Esterhazy ne l'était point, disparu comme par enchantement de la circulation. Il avait perdu l'occasion d'être de nouveau acclamé par ses chefs. Ceux-ci menaçaient, à court d'arguments, de démissionner si on acquittait Dreyfus (on n'y aurait assurément pas perdu grand chose). Malgré les preuves produites par M^e Mornard en faveur de l'accusé, par 5 voix contre 2 (deux justes, qui avaient refusé de s'associer à ce nouveau crime, le commandant de Bréon et le capitaine Beauvais), le conseil l'avait condamné. Tandis que ces deux voix proclamaient son innocence

le fait d'une seconde condamnation ne plaidait point en sa faveur. C'est du moins ce que croyaient les esprits faibles. Ils étaient persuadés qu'il était vraiment coupable, puisqu'il n'avait pas été acquitté. D'autre part, ces deux voix affirmaient son innocence, ce qui n'était point sans jeter quelque trouble dans les esprits.

Maurras jubilait, et toute sa clique avec lui. Il se félicitait de ce résultat auquel il avait collaboré. Il se vantait de ce que Jean Moréas, l'ayant rencontré en sortant de la Closerie des Lilas, lui avait dit, en parlant du jugement : « C'est très beau ! » Ce jour-là notre poète avait oublié son monocle !

A l'étranger on jugeait sévèrement le verdict de la Cour de Rennes, comme on l'avait fait pour le procès Zola. « Le nom seul d'Esterhazy a soulevé une protestation unanime de la part de tous ceux que passionne la véritable équité, déclarait Zakrewski, sénateur de l'Empire Russe, qui ajoutait, sans ménagement pour les français : « Cette affaire a montré quelles passions aveugles, quels bas instincts de bêtes fauves déchaînées récite la foule ignare de ce pays qui compte parmi les plus éclairés de l'univers et qui devrait marcher à la tête de la civilisation ». Ce sénateur ne nous l'envoyait pas dire ! Le tzar lui-même nous désapprouvait. Tolstoï donnait son opinion : « Les français ont un cas de conscience à résoudre ». Mais ce cas était devenu plutôt chez eux un cas d'inconscience. Gabriele d'Annunzio, qui était pourtant antisémite, ne doutait pas de l'innocence de Dreyfus, après tant de faux accumulés pour le perdre. Avec ses compatriotes, il déclarait que les français avaient agi comme des têtes de linottes. Il ne se gênait point pour le dire, entre deux amours, qui absorbaient sa vie.

Un tel jugement était peu fait pour apaiser les esprits. Jean Ajalbert avait noté jour par jour Quelques dessous du procès de Rennes (1901) : « Mercier est sénateur, au lieu d'être au bagne... A Rennes, toute férocité s'allie à toute stupidité. » Tel était son avis, qui n'était que trop justifié ! Il faisait l'éloge d'Urbain Gohier, « l'écrivain qui dénonçait la canaille militariste ». Ajalbert n'y allait pas de main morte.

Dans la Forêt Noire (1899), il avait montré le rôle joué par l'Eglise dans l'Affaire Dreyfus, comme il avait montré le rôle joué par l'Etat-Major dans *Sous le Sabre* (1898), et les Deux Justices (1899).

Après l'arrêt de la Cour de Cassation, Séverine s'était écriée : « Vérité vengeresse ! Aurore qui se lève ! », prophétie qui n'allait pas tarder à se réaliser. Elle avait suivi pas à pas le procès, du 7 août au 9 septembre 1899, et tracé des juges des portraits peu flatteurs. Elle pouvait conclure, après la rude bataille livrée pour la vérité : « Nous avons tiré l'homme du bagne, Dreyfus a quitté l'île du Diable. Notre volonté a fait se lever Lazare de son tombeau. »

Les gandins à l'œillet blanc, plus patriotes que jamais, se livrèrent à Rennes à des voies de fait sur M^e Labori. Un énergumène de 25 ans — encore un jeune homme de bonne famille, comme on en trouve chaque fois qu'il s'agit de faire un mauvais coup — posté sur le pont de Richemont, l'attendit au passage pour tirer sur lui deux balles de revolver à bout portant, ce qui ne témoignait pas d'un bien grand courage de sa part. L'avocat, grièvement blessé, ne dut d'avoir la vie sauve qu'à l'intervention des chirurgiens Doyen et Reclus, accourus sur les lieux de l'attentat. La réaction, toujours prodigue de mensonges, prétendit qu'il avait tenté de se suicider, et ses suppôts, payés pour la circonstance, braillaient en chœur dans les rues la Chanson de l'assassiné, dont chaque couplet se terminait par ce refrain :

As-tu vu
Le trou d'balle, le trou d'balle
As-tu vu
Le trou d'balle à Labori ?

Ce qui était, comme on le voit, du meilleur esprit gaulois. (1)

(1) On conte que M^e Labori, que cet attentat avait rendu méfiant, se croyait toujours menacé. Ayant entendu, un jour qu'il quittait le Palais de justice, un bruit insolite, il avait cru qu'une bombe avait été lancée sur son passage, un titi parisien s'étant amusé à imiter le pétomane (qui faisait recette au Moulin Rouge), tandis qu'autour de lui se dégageait une odeur particulière. Cette bombe était moins dangereuse que le coup de revolver de Rennes. C'était une boule puante!

En ce même chef-lieu d'Ille-et-Vilaine, la bande des camelots du Roy s'en prit à Victor Basch, professeur de littérature étrangère à la Faculté des Lettres, clamant sur l'air des lampions : « A bas Basch ! A bas Basch ! Basch à l'eau ! » et le traitant de « boche » parce qu'il faisait un cours sur Goethe et sur Nietzsche. Ils avaient essayé de le jeter par-dessus le pont, ce dont il se vengea en les recevant l'année suivante au bachot à la cession de juillet. Il n'était pas rancunier.

A la suite de cette nouvelle condamnation plus inique encore que la précédente, Dreyfus, ayant refusé de se pourvoir en cassation, Loubet, rendons-lui cette justice, lui fit remise de sa peine de dix ans de détention, en septembre 1899. Il est vrai qu'il lui eût été bien difficile d'agir autrement, devant les preuves accablantes, non plus concernant la culpabilité de Dreyfus, mais celle des faussaires qui l'avaient condamné. Ce que ses prédécesseurs n'avaient pas osé faire, il avait pris la responsabilité de le faire lui-même. N'empêche que Dreyfus avait été bel et bien torturé pendant 5 ans !

Cette grâce, accordée à contre-cœur, avait soulevé les protestations de l'armée antidreyfusarde, qui en profita pour récidiver. Le fait de l'avoir acceptée constituait, d'après elle, pour le condamné « un nouvel aveu de son crime ». S'il avait agi de la sorte, c'est qu'il se sentait coupable, ayant saisi la balle au bond pour échapper à une nouvelle condamnation, qui eût été définitive cette fois. Maurras, voulant avoir raison coûte que coûte, brandissait, tel un trophée, un document tombé du haut du ciel entre ses mains : une lettre publiée en 1899 dans un journal de Vienne, auquel l'avait adressée le socialiste allemand Wilhelm Liebknecht, père de Karl Liebknecht et « camarade de Jaurès et de Francis de Pressensé ». Comment le signataire de cette lettre a-t-il pu écrire que « Dreyfus aurait dû rester en prison pour prouver son innocence ». Il y serait certainement resté jusqu'à sa mort, son innocence n'ayant pas été reconnue davantage. Longue lettre dont je me borne à citer quelques mots : « Si l'Affaire s'était passée en Allemagne au lieu de se passer dans la France dégénérée, je l'ai dit, Zola, Labori, etc., seraient en prison comme criminels, Picquart eût été condamné à dix ans de forteresse, sans perspective de grâce, et Dreyfus enseveli vivant ou fusillé sans merci. » VVilhelm Liebknecht nous donnait une triste idée de la façon dont

la justice était rendue dans son pays ! Mais pour Maurras, qui faisait flèche de tout bois, ce document était irréfutable. Il allait chercher des preuves de la culpabilité de Dreyfus jusque dans l'opinion d'un Allemand, si toutefois cette opinion n'avait pas été truquée pour la circonstance. (1)

(1) Les notes de Liebknecht avaient été reproduites dans l'A. F. de décembre 1899. L'auteur — ou le soi-disant auteur de ces notes —, mort en 1900, avait été l'ami de Karl Marx. Ennemi de Bismarck, il s'était opposé à l'annexion de l'Alsace-Lorraine en 1870. Son fils devait refuser, en 1914, de voter les crédits de guerre contre la France !

XVIII

Où l'Affaire se politise et les partis s'organisent. — Fondation de la Ligue des Droits de l'Homme et de celle de la Patrie Française. La réaction ne se tient pas pour battue et redouble d'efforts pour se rendre maîtresse de la rue. — Où l'on voit Maurras récidiver, secondé par Maurice Pujo. — Où Georges Valois quitte l'A.F. en faisant claquer les portes. — Un intermède : l'affaire Syveton. — Où le général André rend aux cléricaux la monnaie de leur pièce. — Où l'on voit des politiciens imiter de Conrart le silence prudent. — Où l'attaché d'ambassade Paléologue remet l'Affaire en question dans ses « Souvenirs », publiés après sa mort. — Que ce document à retardement, versé au dossier de l'Affaire, n'apporte pas grand chose de nouveau. — Où l'on en est encore à chercher un troisième homme, qui serait un nouveau traître, à ajouter aux autres.

Depuis le 19 décembre 1894, où sur l'ordre de Du Paty de Clam, Dreyfus avait été conduit à la prison du Cherche-Midi, suivi de sa dégradation le 5 janvier 1895, et, peu après, de son envoi à l'île du Diable, il avait enfin recouvré la liberté. Mais pour en arriver là, nous l'avons vu, que de batailles rangées avaient eu lieu entre partisans de la révision et ses adversaires.

Il fallait tout de même en finir. L'Affaire suivait son cours, fertile en incidents. En sortirait-on jamais ? Dénonciations et lettres anonymes pleuvaient. Ragots, bobards, potins allaient bon train. Il y eut des duels, dont celui de Clemenceau avec Drumont, celui de Laurent Tailhade avec Barrès, ceux d'Henry avec Picquart et de Picquart avec Gonse, qu'il ne fit qu'égratigner, mais il ne voulut point se battre avec Esterhazy, préférant lui laisser la vie sauve, afin de le confondre. Il y eut des procès, dont le procès Reinach-Rochefort, et celui qu'intentèrent au premier la veuve Henry et Esterhazy, défendus par M^e de Saint-Auban, qui aurait pu mieux employer son

talent. Quel toupet avaient ces deux-là pour s'en prendre à Joseph Reinach, qui savait à quoi s'en tenir sur leur bonne foi et leur sincérité !

Les gens de gauche et d'extrême-gauche, devant le péril nationaliste, avaient senti le besoin de se grouper en vue d'une action commune. C'est alors qu'ils fondèrent, le 24 février 1898, la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen qui, depuis, n'a pas toujours été très conséquente avec elle-même. Elle a plus d'une fois déraillé (à noter que pas mal de francs-maçons étaient antidreyfusards. Dès qu'il s'agit de politique, de guerre ou d'autre chose, on constate au sein d'un même parti, des divergences d'idées qui en rompent l'unité). La Ligue comptait dans son comité, Francis de Pressensé, Mathias Morhardt, Thadée Natanson, Ernest Psichari, Georges de Porto-Riche et le rédacteur en chef de l'Aurore, Ernest Vaughan.

Face à la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen, les gens de droite et d'extrême-droite s'étaient rassemblés le 27 janvier 1899, dans celle de la Patrie Française, fondée par Jules Lemaitre (1), qui en fut le premier président, avec pour vice-président son brillant second François Coppée. Avaient répondu à leur appel tout un état-major de personnages éminents, académiques ou non, et autres « huiles » recrutées un peu partout, au nombre desquels le général Mercier, à tout seigneur tout honneur, Louis Dausset, Henri Vaugeois, Charles Bernard, Maurice Spronck, Dauphin Meunier, Lucien Moreau, le colonel de Villebois-Mareuil, Albert de Mun, le duc de Broglie, E. M. de Vogüé, Albert Vandal, Albert Sorel, Thureau-Dangin, Ferdinand Brunetière (2), Petit de Julleville,

(1) Jules Lemaitre, « enfonceur de portes ouvertes, chafouin et rusé », disait de lui Bernard Lazare, dans ses *Figures contemporaines*. Charles Maurras lui reprochait de ne voir dans l'Affaire qu'« une question de fait », et l'accusait de « craindre de passer pour réactionnaire », ce que Maurras et ses amis se vantaient d'être cent pour cent.

(2) L'auteur de l'*Enquête sur la monarchie*, qui souhaitait que « le nationalisme s'étendît au monde entier », prisait peu les propos tenus par Brunetière le lendemain de son adhésion à la Ligue, affirmant qu'il repoussait « avec énergie la doctrine antisémite et la doctrine nationaliste ». Ce « pédant de Carnaval », ainsi l'appelait Maurras, ne devait pas tarder à donner sa démission de la P. F. dont il avait fait la veille les plus grands éloges.

Emile Faguet, Mistral (1), Henri Lavedau (2) José-Maria de Hérédia, Paul Bourget, André Theuriet, Victor Cherbuliez, Maurice Barrès (« toujours lui, lui partout »), le vieux Legouvé des familles, auteur de ce vers mémorable : « Tombe aux pieds de ce sexe auquel tu dois ta mère », le biologiste Alfred Giard, plus une poignée d'artistes parmi lesquels le musicien Vincent d'Indy, les peintres Edouard Detaille, fournisseur attitré de l'armée, Gérôme, Harpignies, les sculpteurs Carrier-Belleuse et Denys Puech, Forain, du Doux Pays, et combien d'autres ejusdem farinae, tous enrôlés sous la bannière du nationalisme intégral.

Autre ligueur d'importance, Cavaignac, dont la place était toute indiquée dans ce milieu pourri. La P. F. comptait encore parmi ses ligueurs Maurice Pujo, excellent écrivain, dont les idées frisaient parfois l'an-archisme. C'était un esprit remarquable qui allait prendre une part importante dans les destinées de la Ligue, en secondant Charles Maurras, mais autrement sincère que lui. Il est vraiment dommage que jeune et cherchant sa voie, Maurice Pujo ait cru la trouver dans le giron de l'Action Française. Il était l'auteur d'un très beau livre, écrit à l'âge de 20 ans, en 1894, le Règne de la grâce (l'Idéalisme intégral), plein d'aspirations généreuses, dans lequel une large place était faite à « l'esthétique indépendante », ce qui n'était point pour me déplaire, livre dont j'avais fait un compte rendu élogieux dans la revue l'Art Libre, que dirigeait Paul Arosa. Pour Pujo, les « sciences morales, opinion que je partageais, étaient une critique de la vie ». L'auteur souhaitait l'avènement d'une jeunesse libre, émancipée de tous les jougs. Une phrase du Règne de la Grâce en résumait l'esprit : « L'amour est le dernier mot de l'art comme il est celui de la vie. Ce qu'il ne trouve pas dans la vie, l'amour le réalise

(1) Mistral avait donné spontanément son adhésion à la Ligue de la Patrie Française, « à laquelle il était profondément dévoué, écrivait-il, parce que provincial et passionné pour ma Provence ». Il souhaitait « l'émancipation des forces provinciales », et faisait l'éloge de Jeanne d'Arc et de Charlemagne.

(2) Le même qui, confortablement assis dans son fauteuil, en 1914, faisait la guerre avec la peau des autres, en écrivant « les aveugles verront ». Mais lui ne voyait pas plus loin que le bout de son nez !

dans l'art. » Parmi ses autres ouvrages, signalons la Crise morale, parue en 1918, les Camelots du Roi, l'Aggression contre l'esprit, les Cadres de la démocratie, la Guerre et l'homme et les Nuées..

Maurice Pujo avait traduit les œuvres du grand romantique allemand Novalis. Il fonda l'Art et la Vie ou Revue Jeune (1892-1898), qui comptait parmi ses collaborateurs Lucien Le Foyer, Henry Bérenger, Eugène Hollande, Philéas Lebesgue, Firmin Roz, Gabriel Sarrazin, Jean Berteval, Paul Verlaine, etc., équipe parfaitement homogène d'essayistes et d'esthéticiens.

Dans l'Éclair du 19 décembre 1898, dont Alphonse (1) Humbert, « ancien communard, très bon patriote » (les deux vont ensemble !), au dire de Maurras, était le directeur, Maurice Pujo blâmait ces « droits de l'homme où s'unissaient les libéraux et les anarchistes... Ces droits de l'homme, transportés du boulevard chez les Annamites ou les Sakalaves, dans les conquêtes coloniales qui nous ont tant coûté, sans compter qu'ils rendent moins bons et moins heureux les indigènes auxquels nous les apportons ». Vérité confirmée par les faits. Mais il montrait le bout de l'oreille en prétendant que ces droits de l'homme « avaient rendu stériles les efforts tentés au lointain de l'Afrique par quelques Français ». Ces efforts, nous en avons aujourd'hui le résultat sous les yeux.

S'adressant Au Lecteur, dans une brochure qui reproduisait cette lettre, il lui faisait part de l'attitude qu'il allait adopter avec ses amis au sujet de la révision : « L'Affaire a pris une autre direction que celle que nous espérions. Nous laissons à nos adversaires la besogne anarchiste de remettre en question la chose jugée, nous n'avons pas lieu de modifier notre opinion sur les hommes et les idées du dreyfusisme. L'affaire Dreyfus est un bateau dans lequel sont montés tous les flétris de la politique, tous les ratés du journalisme et des lettres, tous les aigris et les médiocres de l'Université et d'ailleurs. Nos têtes vides ont trouvé le moyen de se refaire une virginité ». On aurait pu en

(1) Ce même Alphonse, nous le retrouverons plus tard à la direction du Journal, où il ne cessait de rabâcher chaque matin : « Des canons, des munitions » (ces dernières en espèces sonnantes et trébuchantes, pour remplumer son « canard »).

dire autant des antidreyfusards. Dans sa lettre à l'Eclair, Pujo déclare qu'il tient à dire ce qu'il pense, comme étant jeune. Et ce qu'il pense, le voici : « Ces hommes en chapeau haut de forme sont dans un état d'esprit analogue à celui des premiers chrétiens, depuis Sébastien Faure, de sa voix d'androgyme, équivoque comme le personnage, jusqu'au citoyen Paul Desjardins, oiseau de nuit de la morale. On ne retourne pas en arrière, on ne fait rien avec les morts, l'avenir est à la forme nouvelle, à l'idée plus aiguë, qui fera paraître ridicules, comme de vieilles loques, les déclarations dreyfusardes, et mesquines les prétentions réactionnaires... ». Mais qu'en pensaient le Barrès des morts et le Maurras de la réaction !

Charles Maurras, d'accord avec Maurice Pujo, — mais ceci se passait beaucoup plus tard, en 1926, — attaquait la Politique du Vatican, sous prétexte que l'abbé Demulier, curé de Coudekerque-Branche (Nord), encouragé par l'autorité ecclésiastique et le cardinal Andrieu, qui accusait l'Action Française de propagande païenne, avait osé écrire, dans un bulletin dont il était le directeur, que « depuis 1919 la France s'était rendue coupable vis-à-vis de l'Allemagne, de mille vexations », « Poincaré-la-Guerre, crie le Vatican germanophile », criaient de leur côté Maurras et Pujo, qui en profitaient pour tomber à à plate couture sur « le charivari romano-clérico-boche ». Cet apôtre de la réconciliation franco-allemande, un vrai chrétien celui-là, qui prenait au sérieux la parole évangélique : « Aimez-vous les uns les autres », allait lui-même être victime de sa sincérité, désapprouvé par cette autorité ecclésiastique qui l'avait d'abord soutenu. Insistant sur « la responsabilité russe et française de la guerre de 1914 » et dirigeant la Correspondance Catholique franco-allemande, l'Eglise le reniait et lui cherchait noise. Il reprochait à la France son attitude hostile à l'égard de l'Allemagne en 1914, comme il devait le faire en 1939. Ce n'était pas un curé comme les autres, il avait du bon sens. (1)

Un autre lieutenant de Charles Maurras dans cette croisade contre la vérité, le Toulonnais Frédéric Amouretti, que

(1) J'ai de lui une lettre qu'il m'écrivit peu de temps avant sa mort, et qui est un document à verser dans le dossier des responsabilités de la France dans les deux guerres.

le hasard me fit un jour rencontrer dans les bureaux de la Quinzaine, dont il était le directeur, dressait des plans pour le retour en France de la monarchie héréditaire. Il avait signé des deux mains le manifeste de l'Action Française du 15 novembre 1899, qui contenait entre autres bobards celui-ci : « Si les nations étaient supprimées, nous aurions à craindre un recul de la civilisation. Le nationalisme est une obligation rationnelle et mathématique ». C'était aller un peu loin ! Lamartine, en d'autres temps, n'était point de cet avis, qui avait écrit, dans la Marseillaise de la Paix : « Nations, mot pompeux pour dire barbarie ».

Quant à Jacques Bainville, auteur de Louis II de Bavière, paru en 1900, Maurras l'avait en grande estime, du moment qu'il était royaliste. C'était un esprit distingué, suffisamment large d'idées, pour avoir osé dire du bien, dans sa critique des livres de l'A.F., de ma Liberté de la Pensée, qui était d'après lui « une somme des idées de ce temps ». Il allait être pour Maurras un précieux collaborateur, sans s'abaisser comme lui, aux procédés dont il usait pour étouffer la vérité.

Un autre collaborateur à l'A.F., aux convictions peu solides, « Georges Valois, qui a connu remarquablement les dessous économique-financiers de notre époque pour avoir « touché » successivement à toutes les caisses » (Rassinier le rappelait ces temps derniers) ne devait pas tarder à la quitter en traitant de « misérable » Charles Maurras qui, disait-il, l'avait « calomnié » (simple règlement de comptes entre gars du milieu). D'après lui, « les anarchistes avaient été les plus ardents dreyfusards et cherché surtout à faire de l'agitation ». Et lui, il en faisait autant ! Dans son livre D'un siècle à l'autre, il écrivait : « J'ai vécu au pays d'anarchie. Les années pleines de 1897 à 1900, ce sont les années où l'anarchie en France est devenue une doctrine dangereuse ». Il voulait parler de l'anarchie gouvernementale, mais que voulait-il mettre à la place ? Le fascisme ?

Le Valois, qui devait fonder par la suite une feuille intitulée Nouvel Age, laquelle n'avait rien de bien nouveau, à part quelques vues intéressantes concernant le problème économi-

en 1920, 25 - § Valois était encore confesseur
de l'AF. avec L. Dandré. etc.

que, avait pour Georges Sorel un véritable culte. C'était, d'après lui, « l'un des plus grands esprits de notre temps ». Dans son ouvrage, le Fascisme, plein de contradictions et de phrases creuses, il cite Mussolini qui déclare : « Ce n'est ni à Nietzsche ni à VWilliam James que je dois ce que je suis, c'est à Georges Sorel ». Le fascisme était sorti des Réflexions sur la violence. Citons parmi les principaux ouvrages de Valois : Basile ou la politique de la calomnie, Contre le mensonge et la calomnie (deux livres anti-maurassiens), Un Nouvel âge de l'humanité, la Révolution Nationale, la Révolution sociale, Guerre ou révolution, l'Etat, les finances et la monnaie, le Franc or, l'Homme contre l'argent, Appel aux producteurs, l'Economie nouvelle, la Monnaie saine, la Religion de la laïcité, etc.

Notre Valois se déclarait fasciste cent pour cent : « Au faisceau, confesse-t-il, nous sommes toute une équipe, de lui dépend la nouvelle grandeur française... Le nationalisme sorélien plus le socialisme égale fascisme... » Il disait encore : « Moscou est en route vers le fascisme », ce qui n'était que trop vrai ! C'est ce même Valois qui, tout en étant fasciste, se disait pacifiste, que nous vîmes un jour, pour nous le prouver, piquer des petits drapeaux sur une carte, à l'instar des habitués du Café du Commerce, qui suivent de loin les opérations, en jouant à la belote, argument qui ne nous convainquit nullement, contre lequel s'éleva la majorité de l'assistance qu'il avait conviée à venir l'entendre. Ce pacifisme déguisé n'avait rien de commun avec le pacifisme intégral, qui ne veut d'aucune guerre ni d'aucune armée. Georges Valois faisait fausse route.

A cette même Ligue de la Patrie Française appartenait le sieur Syveton, professeur d'histoire au Lycée de Reims, héros d'une petite affaire qui vint se greffer sur la grande, Arriviste cent pour cent, criblé de dettes, politicien véreux et maître-chanteur par-dessus le marché, il était contre la révision, comme de juste. Trésorier général de la P. F. il en avait profité pour détourner à son profit une centaine de mille francs, restitués plus tard par sa moitié. Un beau jour on le trouva

mort dans sa chambre. On prétendit que sa veuve l'avait assassiné, ou poussé au suicide. On parlait d'un accident de gaz ! Une femme l'aurait envoûté, il aurait été victime des loges maçonniques. Tout cela n'était pas très clair, sauf la soustraction des billets. On ne sut jamais le fin fond cette histoire, aucune trace d'assassinat n'ayant été découverte. Syveton, paraît-il, conduisait sa fille dans les lupanars et couchait avec sa belle-fille. Pourquoi pas avec sa belle-mère ! Qu'en savait-on ? Coucheries ou non, c'était un triste personnage. Sa mort ne fut guère regrettée. On chantait dans les rues : « Vive Syv'ton, Je demande est-ce qu'on lessive, Lessive-t-on ? Ton-taine tonton ! » C'était bien un « mystère historique », ainsi que l'écrivait Fernand Hauser dans son livre : L'Affaire Syveton (1905). Sale affaire pour la Ligue de la Patrie Française dont les membres prétendaient donner au populo ce qu'en leur jargon ils appellent « le bon exemple ». Barrès ne craignait point de dire de Syveton que « sa vie publique était irréprochable et que c'est d'elle qu'il est mort ». Encore une de ces affirmations gratuites dont le moi barrésien était coutumier, toujours prêt à mentir à la première occasion.

Autre affaire non moins troublante dans le camp opposé : l'affaire des fiches (1904-1905), dont le général André, qui avait succédé en 1900 à Galliffet l'assassin, comme ministre de la Guerre sous le ministère Combes, avait été l'instigateur. Ce général, non plus de droite, mais de gauche, avait demandé au Grand Orient de France, rue Cadet, de lui faire connaître, par l'entremise du frère Vadecart, le nom des officiers, candidats à l'avancement, qui étaient suspects de cléricisme. Procédé inélégant, qui fut divulgué par le nommé Bidegain, et qui était peu fait pour rehausser le prestige de la Franc-Maçonnerie qui, d'ailleurs, couvrit les « fichards ». C'était rendre aux cléricaux la monnaie de leur pièce. Syveton-tontaine s'était cru le droit de gifler André, geste qui ne prouvait rien, auquel ce dernier n'avait même pas daigné répondre. Mercier l'affreux, toujours à son poste de combat, lui dont la tête à gifles, avec son air d'en avoir deux, était loin d'inspirer confiance, avait

chaudemment félicité l'agresseur pour cet acte d'héroïsme. Renvoyons-le à sa mercerie !

Entre temps certains politiciens, plus clairvoyants que les autres, se demandaient où l'on allait en venir au milieu des coups de théâtre qui se succédaient à qui mieux mieux. Ils hésitaient à se prononcer, ayant des doutes, après toutes les fautes commises par l'Etat-Major.

Dupuy, Hanotaux (1), Delcassé et autres « huiles » ejusdem farinae commençaient d'ouvrir l'œil, ne voulant point se compromettre, étant déjà suffisamment compromis par ailleurs.

Poincaré, avocat roublard, avait eu le bon esprit d'attendre, pour se prononcer en tout état de cause, quelques éclaircissements, et il était d'avis qu'on réparât une « erreur judiciaire », ayant voulu, disait-il, libérer sa conscience (qui en avait grandement besoin).

Maurice Paléologue, jeune attaché aux Affaires étrangères, depuis 1896, sous les ordres de son ministre Hanotaux, auquel succéda Delcassé, servait d'agent de liaison entre le Quai d'Orsay et le service de l'armée affecté aux renseignements. Il était bien informé, de par ses fonctions, sur les hommes et sur les choses qui se rapportaient à l'Affaire. Ses Mémoires, dernièrement parus dans le Figaro, ne nous apprennent rien de bien nouveau, l'auteur passant sur certains faits ou se montrant un peu trop réservé sur certains autres. Le ministère des Affaires étrangères, étant en bis bis avec celui de la Guerre, Paléologue était tenu à une certaine réserve. On est diplomate ou on ne l'est pas. Ces mémoires, publiés après sa mort, alors qu'il eût été plus courageux de les publier de son vivant, n'en offrent pas moins certain intérêt. Il faut en tenir compte dans une certaine mesure. Il était tout de même de ceux qui, ayant reconnu l'innocence du faux traître, avait eu comme Picquart, le courage de le proclamer. Son antisémitisme, qui dès le début de l'affaire, l'avait égaré, s'était atténué par la suite. Du coup, il était devenu la bête noire de l'antidreyfusisme.

(1) Rendons cette justice à notre ministre des Affaires étrangères, qui ne s'était pas toujours montré aussi clairvoyant, qu'il n'approuvait point les poursuites, le bordereau ne lui paraissant point une preuve suffisante pour conclure à la culpabilité de Dreyfus.

A ces Souvenirs, les descendants des faussaires ont opposé des démentis. D'après eux, ces derniers avaient fait leur devoir, de du Paty à Sandherr, mais l'histoire est là, accusatrice, et rien désormais, rien ne pourra réhabiliter ces coupables qui ont envoyé au bagne un innocent pour se sauver eux-mêmes.

Vois au amitière d'Alen
le Vapre Financier
dela Plume fell au Hanskamp
accusa au miid, Elle u
Voulai par celi a "22" cou"
top brassate

Valentin Verbi

XIX

Un coup de théâtre : le commandant Henry avoue, après l'avoir nié, être l'auteur de plusieurs faux, parmi lesquels « ce canaille de D... », qui a fait condamner Dreyfus. — Il prétend l'avoir fabriqué pour « sauver l'honneur de l'armée ». — Emprisonné au Mont-Valérien, il se suicide, après avoir une dernière fois joué la comédie. — Il est proclamé « héros national » et le « faux Henry » est baptisé « faux patriotique ». — La « Libre Parole » ouvre une souscription pour élever une statue au faussaire. — Les écrits restent et ceux qui ont envoyé leur argent, accompagné d'insultes grossières, s'ils sont encore vivants, n'en sont peut-être pas très fiers.

Quelques mois après le procès Zola, un événement sensationnel se produisit qui allait hâter le dénouement de cette mauvaise plaisanterie qu'on appelle l'Affaire Dreyfus. Un bruit se répandit un beau matin dans Paris : le principal témoin de l'accusation, l'artisan primordial qui était à l'origine de cette machination, le commandant Henry — car c'était lui ! — venait de se suicider. Il s'était fait justice. C'était la fin qu'il méritait ! Accusé avec preuves à l'appui d'être un faussaire, il fallait bien qu'il s'expliquât, depuis le temps que durait cette sinistre comédie, dont il était la « cheville ouvrière », en collaboration avec Du Paty de Clam, Sandherr et Cie, ayant accumulé pour son propre compte mensonges sur mensonges depuis des années.

Il vint une heure où le pot-aux-roses fut découvert. Force lui fut de se mettre à table, ou de se déboutonner, comme on dit. « Allons-y », s'était-il écrié au procès Zola, avec un aplomb imperturbable. Il y alla, mais trébucha en route, et ce fut finalement au Mont-Valérien qu'il échoua.

Après s'être défendu bec et ongles et avoir nié avec la dernière énergie, selon le précepte : « N'avouez jamais », le

crime dont on l'accusait, ce rustre maladroit et manquant souvent de flair, en dépit de ses roublardises, fut bien forcé de reconnaître, le nez mis dans ses ordures, qu'il était l'auteur du faux qui avait fait condamner Dreyfus. Le 30 août 1898 on apprenait par l'Agence Havas, toujours bien informée, qu'il avait fait des aveux. Il reconnaissait avoir adressé le 3 octobre 1896 à l'attaché d'ambassade italien Panizzardi le télégramme « Alexandrine » où figuraient les mots : « Ce canaille de D... », la principale pièce dont on faisait état pour accabler Dreyfus. Il avait gardé pendant des mois ce secret, qu'il révélait à ses juges, ne pouvant faire autrement. Cette confession avait été laborieuse. Le faussaire avait répondu « non » une douzaine de fois aux questions qui lui étaient posées, disant entre autres mensonges qu' « il ne décollait jamais les lettres » (mais il savait les recoller), pour achever son interrogatoire par un « oui » qui, cette fois, ne mentait plus. Pris comme un rat dans une souricière, il ne pouvait plus en sortir.

Ce n'était plus le doigt levé dans la direction de Dreyfus qu'il s'écriait : « Le traître, le voilà ! » mais dans la sienne, Après avoir accusé les autres, il s'accusait lui-même. Il faisait de l'autocritique. Il « avait agi, disait-il, dans l'intérêt du pays. Sa conscience ne lui reprochait rien. Il était victime de son patriotisme ». Comme Dreyfus, il criait son innocence, mais la sienne n'était pas prouvée. « Avant tout l'honneur de l'armée » avait-il dit au juge Bertulus, en se trainant à ses genoux, pensant sauver sa peau avec ce slogan usé jusqu'à la corde. Mais ce truc était éventé.

Ce menteur, qui ne s'était jamais démenti au cours de l'Affaire, se démentait cette fois, se voyant perdu. Ce même Henry, plein d'assurance quand il s'agissait de noircir les autres, se noircissait à son tour, non sans chercher des circonstances atténuantes, alors qu'il n'en avait aucune.

Le faux « Alexandrine » n'était pas le seul qu'il avait commis. Il en avait d'autres sur la conscience, dont une demi-douzaine pour perdre Picquart, auquel il ne pardonnait pas d'avoir découvert le « petit bleu ». Il avait fait l'impossible pour blanchir son complice Esterhazy. Un faux de plus ou de moins ne l'embarrassait point. Il était passé maître en la matière, ayant raté sa vocation. Il eût fait un excellent fabricant de fausse monnaie.

Entre autres « pièces accablantes » pour ce « canaille de D... », il y avait celle dite des chemins de fer, une lettre signée Speranza, une signée Espérance, rédigées en mauvais français. « D... m'a parlé beaucoup de choses intéressantes », lisait-on sur un chiffon de papier. Expert en manœuvres frauduleuses, les seules manœuvres qu'il ait jamais faites de sa vie, l'embusqué du bureau des renseignements avait encore rédigé un papelard publié par l'Eclair, où ne figurait plus le D majuscule, pas plus qu'un autre Dr... plus explicite : « Décidément, cet animal de Dreyfus devient trop exigeant ». Cette fois, il y était allé carrément, il n'y avait plus à s'y tromper, le nom figurait en toutes lettres dans ce faux grossier. Henry prétendait encore avoir découvert dans le coffre-fort de son ami Sandherr quantité de « pièces accablantes », pour ce malheureux Dreyfus, mais on ne les avait jamais vues. Plusieurs lettres anonymes, de styles différents et de diverses écritures, non datées, ou portant de fausses dates, étaient venues s'ajouter à ce dossier secret, truffé de mensonges et de calomnies.

Esterhazy savait qu'Henry était l'auteur du faux Alexandre. Flanqué de sa payse, il disait à qui voulait l'entendre, le lendemain de ses aveux : « Nous savions que c'était lui. Il n'aurait pas dû avouer. » Sans doute Esterhazy avait-il en lui un indicateur qui le renseignait sur les secrets — si bien gardés — de l'Etat-Major. On ne pouvait guère en douter. Les deux compères s'entendaient comme larrons en foire !

Pour se défendre, Henry mettait plus bas que terre son complice, disant au juge Bertulus : « C'est un bandit ! » Il trahissait même ses amis !

« Des faux, pas trop n'en faut », mon commandant. Ils vous retombent un jour ou l'autre sur le nez.

« Tu sais dans quel intérêt j'ai agi », déclarait ce phénomène à sa femme, croyant par là se réhabiliter à ses yeux. Etait-ce le dénommé Lauth qui le faisait cocu (un ménage à trois, qui vivait en bonne intelligence) ? Ce Lauth, moins tur-

bulent que lui, cachant son jeu, n'en agissait pas moins dans les coulisses. Un être dont il fallait se méfier, d'autant plus redoutable qu'il cherchait à passer inaperçu.

Il ne restait plus au faussaire qu'à se suicider, ce qu'il fit dans sa prison, en se tranchant la gorge avec un rasoir, que l'on avait laissé à portée de sa main. Ce rasoir en disait long ! Un suicide par ordre, cela ne faisait aucun doute. Pourquoi, d'autre part, n'avoir pas procédé à l'autopsie ? On aurait peut-être appris du nouveau ? On s'en était bien gardé, en haut lieu.

La chose n'avait pas traîné. Le lendemain, à 3 heures de l'après-midi, le faussaire Henry avait cessé de nuire.

Par une cruelle ironie, il avait été enfermé — chacun son tour — dans la cellule qu'avait occupée Picquart, lorsqu'il avait été mis aux arrêts, décision à laquelle il n'avait pas été étranger. La veille de son suicide, il parlait de se jeter à la Seine, cherchant à apitoyer ses juges. Jusqu'à l'article de la mort, il avait joué la comédie !

A l'issue du procès Zola, il avait déclaré à ses amis qu'il songeait à résigner ses fonctions de la rue Saint-Dominique. Il en avait marre ! « J'en ai assez, disait-il, de ce sacré bureau de renseignements », qui lui-même en avait assez de lui. Il s'était condamné d'avance !

A la suite de ce coup de théâtre, auquel ils ne s'attendaient guère, les partisans du trône et de l'autel, mais non point de la vérité, continuèrent de s'agiter. Ils reprirent du poil de la bête, plus enragés que jamais, en exploitant la chose à leur profit. Pour faire accepter le faux Henry, on le baptisa « faux patriotique » ! Son auteur avait sauvé l'honneur de l'armée ! Il était devenu du coup un héros national ! Laurent Tailhade s'en gaussait avec humour dans sa Ballade patriotique sur la louange du colonel Henry, parue dans l'Aurore, dont chaque strophe se terminait par ce vers : « L'honneur fleurit à l'ombre du drapeau ». Ce faux, authentique celui-là, en bonne et due forme, dont Cavaignac (Godefroy) avait en 1898 donné lecture à la Chambre des députés, en déclarant que ce n'en était pas un (quel flair d'artilleur pour un ministre de

la Guerre, qui n'en persistait pas moins à croire ou feindre de croire à la culpabilité de Dreyfus), ce faux était devenu un symbole, le symbole de « La France aux Français » !

Après ce beau discours, plein de phrases grandiloquentes, Cavaignac avait été acclamé par la Chambre, qui vota à l'unanimité l'affichage de ce plaidoyer pro domo. Il conservait toute son estime, disait-il, pour le commandant Henry, qui avait sauvé l'honneur de l'armée. Aussi criminel que Mercier, ce fils de fusilleur eût mérité le bagne.

En réponse à ce discours, aussi vaseux que celui qui venait de le prononcer, Ludovic Trarieux, sénateur de la Gironde et président de la Ligue des Droits de l'Homme, adressait en 1898 une lettre à Cavaignac, où il lui disait son fait, d'une façon polie, mais ferme : « La vérité, c'est que l'honneur de l'armée qu'on nous oppose masque d'autres obstacles qu'il faut savoir discerner, car ils sont un danger et une menace ». Ces obstacles, c'étaient le néo-boulangisme, qui couvait sous roche, « l'antisémitisme, cette forme équivoque de l'intolérance religieuse, et le nationalisme, cette exagération malade du vieil esprit chauvin ». Il insistait sur l'illégalité du procès et les prétendus aveux. « La France aurait-elle la douleur et la honte, disait-il, de reculer d'un siècle en cédant à l'action de terreur exercée par les antisémites, déjà maîtres du sol algérien ? ».

Ludovic Trarieux, encore un de ces « intellectuels » qui avaient pris le parti de Dreyfus. Il avait toujours été un homme de gauche. On avait de lui plusieurs ouvrages qui ne manquaient point d'intérêt. Citons les Syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers (1891), l'Arbitrage international (1894), Lettre à Francis de Pressensé à propos de Picquart (1898), Discours pour la défense de la République, prononcé à Sèvres le 14 janvier 1900. François Coppée, impayable comme d'habitude, présageant une issue de l'Affaire conforme à ses désirs, avait salué « la venue des hirondelles, avec l'arrivée du printemps ». Ce qui faisait dire au président de la Ligue des Droits de l'Homme, terminant son discours : « Les hirondelles de Monsieur Coppée doivent être des hirondelles à robe noire ». C'étaient plutôt des « corbeaux » !

Jaurès avait été l'un des premiers à démasquer le faux Henry, dans ses fameuses Preuves. Comme Trarieux, il pro-

fessait la même opinion sur l'arrivée des hirondelles en robe noire.

En cette même séance, où Cavaignac avait si brillamment plaidé la cause du faussaire, le comte Albert de Mun, orateur catholique, dont l'éloquence creuse galvanisait l'Assemblée, dénonçait le « syndicat juif mystérieux et occulte », et terminait son réquisitoire par une tirade en l'honneur de l'armée, ce qui lui valut un tonnerre d'applaudissements sur tous les bancs.

Partageant la conviction (?) du tribun, Judet affirmait dans son journal « avoir la preuve de l'existence d'un syndicat international fondé dans le but de sauver le traître ». Mais cette preuve, il se gardait bien de la fournir. M^e Labori, définissait un jour le syndicat, « mot habile, mot ingénieux, destiné à faire fortune », disait-il, ce qui arriva, en effet, quelques années plus tard.

Bienheureux — ou malheureux Henry — victime de son patriotisme, pleuré à chaudes larmes par ses pairs, qui vantaient sur tous les tons son héroïsme. La presse antidreyfusarde le faisait du coup monter en grade, louant le dévouement de ce « brave colon mort pour la France ». Sabatier, devenu directeur de l'Eclair, avait reçu à cette occasion, pour prix de ses fausses nouvelles, la Croix de la Légion d'honneur. Encore un « légionnaire » de plus dans l'armée antidreyfusarde !

Le « faux Henry n'innocentait pas Dreyfus », lisait-on dans les « torchons » de Drumont et de Rochefort, convaincus plus que jamais de sa culpabilité. Ce coup de massue ne les avait pas assommés.

Cavaignac, qui avait prétendu que le faux Henry n'en était pas un, maintenant qu'il était prouvé qu'il en était un, s'obstinait à répéter qu'« il n'avait en rien modifié son opinion sur Dreyfus ». Inconscience ou mauvaise foi ? Les deux ensemble, à n'en pas douter.

Avec des arguments puisés aux meilleures sources jésuitiques, Charles Maurras entreprit la défense du faussaire contre ceux qui auraient pu douter de sa sincérité. Ç'avait été, écrivait-il dans la Gazette de France, le premier sang versé dans

l'Affaire. (1) Il « saluait — tenez-vous bien — la droiture civique du suicidé », et rappelait le dévouement qu'il mettait à remplir sa tâche avec zèle ». Il glorifiait « l'espèce de culte qu'il porta jusqu'au fanatisme dans les fonctions sacrées qu'il occupait dans son bureau de la rue Saint-Dominique ». Si Henry avait fabriqué un faux, « son erreur n'était pas un crime ». « Simple copie de renseignements verbaux », donc un péché véniel sans importance. » « Notre devoir est d'épargner le déshonneur à ce corps sanglant », qui avait fait le sien en fabriquant un faux pour sauver « l'honneur de l'armée. Le faux disait le vrai, l'apocryphe exprimait la vérité. » Henry « était tombé dans une embuscade. Ce courage malheureux méritait la reconnaissance de tous les patriotes. » C'était « un martyr auquel on aurait dû faire des funérailles nationales ». Article qui n'était rien moins que ridicule et qui, d'après son auteur, « devait relever le moral du pays ». Or ce moral était tombé si bas qu'il avait besoin d'un Maurras pour se relever !

On vit alors une chose inouïe, à peine croyable, qui prouvait à quel degré d'abaissement ce moral était descendu : une souscription fut ouverte pour élever un monument au faussaire. Des milliers de souscripteurs avaient répondu à l'appel de la Libre Parole, dont les noms avec les sommes souscrites étaient annoncés chaque jour sur un transparent aux fenêtres du journal. Pierre Quillard, qui n'était pas seulement un excellent poète, mais un homme de cœur — il avait défendu les peuples opprimés, parmi lesquels les Arméniens, victimes des Turcs — publia en 1899 ces « listes rouges », un gros volume, « mémorial de honte et répertoire d'ignominies », déclarait-il dans sa Préface. Ce n'était qu'une longue suite de phrases ordurières et d'appels à l'assassinat. Il n'y était question que de torturer les juifs, de leur crever les yeux, leur couper les oreilles, leur écraser le nez, leur briser les jambes, les griller, les faire rôtir, leur administrer des lavements au vitriol, fumer leurs jambons, les écorcher vifs, les convertir en hachis, etc., et autres tortures renouvelées du moyen âge. L'armée, le clergé et la noblesse, toute la bourgeoisie bien pensante, faisait

(1) L'homme des Martigues, qui était pour les courses de taureaux, contre Séverine qui ne l'était point, voyait du sang partout !

chorus avec la populace. Un certain abbé Cros, ex-lieutenant, souscrivait « pour une descente de lit en peau de youpin, pour la piétiner matin et soir ». « Au colonel Henry, crions tous à demain. Vive la France ! » Parmi ces fanatiques qui lui criaient « Tous à demain », on remarquait, à côté de Drumont, de ses aides Guérin et Max Régis, des politicards bien pensants, honorés et honorables, la fine fleur de l'aristocratie, tels que Messieurs Le Cour Grandmaison, Le Provost de Launay, Baudry d'Asson, Edmond Blanc, des artistes : Jean Baffier, Valadon, Hébert, des écrivains (ou soi-disant tels) : Déroulède et Barrès, Amouretti, Louis Artus, Paul Valéry, Jean Drault, François Coppée, Jean Lorrain, Pierre Louys, Georges Madaque, Georges Montorgueil, Charles de Rouvre, Paul Vérola, Guy de Téraumont, Maurice Talmeyr, Gyp, Marie-Anne de Bovet, etc.

Paul Léautaud écrivait le lendemain à la Libre Parole une lettre à cheval, exigeant que l'on rectifiât sur-le-champ les propos qu'on lui prêtait « pour la justice et la vérité », alors qu'il avait écrit : « contre la justice et la vérité ». Ce qui n'était point la même chose. Sans doute n'était-ce là qu'une boutade de sa part ? Nombre de signatures avaient dû être extorquées par surprise, au moins souhaitons-le pour les signataires.

Dans son ouvrage : L'Affaire Dreyfus, Billets de province (1898), Paul Stapfer, sous le pseudonyme de Michel Colline, après avoir fait justice de la raison d'Etat et de l'abjecte formule : « Légalement condamné », pouvait écrire, faisant allusion au faux Henry : « Soucieux de l'estime du monde, je veux qu'on sache que j'ai cru Dreyfus innocent, plusieurs semaines avant que le malheureux Henry eût reçu des grands criminels qui redoutent ses révélations, l'ordre cruel et lâche de se couper la gorge, j'établis par des dates précises ce que j'ai dit à voix haute et ce que j'ai écrit en temps utile, c'est pour moi une question d'honneur » (3 octobre 1898).

Traitant dans un autre volume des Actualités dans les vers de Victor Hugo, il faisait de larges extraits dans les écrits du grand poète dont je détache ce distique :

« La conscience humaine est engloutie au fond
D'un océan de haine où tout rampe et se fond. »

Paul Stapfer avait publié, pendant qu'il était doyen de la Faculté des Lettres de Bordeaux, sous son nom et sous le pseudonyme de Michel Colline, de nombreux ouvrages, dont les plus connus étaient les Réputations littéraires et Humour et humoristes.

L'antisémitisme faisait chaque jour des progrès. Au fur et à mesure que l'on soulevait un coin du voile qui dérobait la vérité, il devenait plus menaçant. Une foule en délire avait acclamé, salle des Mille Colonnes, les orateurs qui excitaient au meurtre et prêchaient la haine, ce qui était peu fait pour apaiser les esprits et réconcilier entre eux les français.

Avec le suicide d'Henry, le troisième acte de la tragi-comédie s'achevait. Le quatrième s'annonçait fertile en incidents. On marchait à grands pas vers la révision mais que d'obstacles encore à franchir pour arriver au but !

XX

Nouveau coup de théâtre. — Où le camarade Esterhazy se dégonfle. — Se sentant perdu après la mort d'Henry, et ne pouvant dissimuler qu'il est l'auteur du « bordereau », il prétend l'avoir écrit sur l'ordre de ses chefs. — Il fait du chantage et menace de faire intervenir l'Empereur d'Allemagne en sa faveur. — Il met autant d'énergie à s'accuser qu'il en avait mis à se défendre, fier des succès qu'il a remportés au cours de sa carrière. — Comment les antidreyfusards accueillent ses aveux. Maurras plaide la cause du coupable. Dreyfus n'en est pas moins considéré comme un traître par les antirévisionnistes qui connaissaient depuis longtemps le véritable auteur du bordereau. — L'attaché à l'ambassade d'Allemagne, Von Schwartzkoppen, déclare avant sa mort : « Français, Dreyfus est innocent », et il le prouve dans ses « Carnets », écrits en 1917 et publiés en 1930. — Le traître finit sous un faux nom ses jours en Angleterre. — La comtesse Esterhazy écrit une brochure dans laquelle elle défend l'honneur de son cher Ferdinand, confondu avec celui de l'armée. Ce qui ne fait qu'ajouter un faux de plus aux précédents.

Décidément, les antirévisionnistes n'avaient pas de chance. Un nouveau coup de théâtre, non moins sensationnel, vint s'ajouter au précédent. Esterhazy, l'homme de toutes les trahisons, professionnel du chantage, allant jusqu'à menacer le président de la République, ne devait pas tarder à suivre l'exemple de son ami Henry, non pour se suicider, il tenait trop à sa précieuse peau, mais pour tirer son épingle du jeu. Lui qui disait de son complice qu'il n'aurait jamais dû avouer, avouait à son tour ses méfaits, pareil à ces gangsters qui, fiers de leurs exploits, s'en vantent pour épater la galerie. Ayant jadis déclaré aux juges du Conseil de guerre qui l'avaient acquitté avec félicitations : « Toutes mes déclarations sont vraies et crient mon innocence », il affirmait maintenant le contraire et faisait son autocritique : « C'est moi qui suis l'auteur du bordereau, je l'ai écrit sur l'ordre de mes chefs. C'est Sandherr

qui me l'a dicté pour obtenir de l'Allemagne des renseignements plus importants en échange de ce papier sans valeur » (1) Sandherr n'avait fait qu'exécuter les ordres de ses chefs, Billot, Boisdeffre et Gonse.

Esterhazy triomphait, il avait vendu la mèche. Du coup, tout le monde était dans le bain. A quoi bon se gêner ! A notre ami le reporter Serge Basset, venu l'interviewer, il avait tenu à le répéter. « Bien sûr que c'est moi, et pas un autre, mais encore une fois, on me l'a dicté, et j'ai dû obéir à mes chefs, en bon soldat que j'ai toujours été. » Même déclaration avait été faite par lui à Oscar Wilde, réfugié en France en 1898, à la suite de ses jémêlés avec la pudique Albion. Il ne s'en cachait point. Que craignait-il, alors que tout le monde était au courant ? Il avait adressé une lettre à Drumont, dans laquelle il disait : « Que j'aie écrit le bordereau, tout le monde le sait, et mieux encore que les autres, ceux qui le nient avec impudence, qu'ils soient de Polytechnique, de Normale ou de Charenton. » Il était sûr de lui, on pouvait l'accuser, il saurait se défendre. N'était-il pas l'idole des français ?

Ainsi donc, ce fameux bordereau en papier quadrillé de couleur crème, qui avait fait couler des flots d'encre, était bien de la main d'Esterhazy, et non de celle de Dreyfus. Il n'y avait plus aucun doute là-dessus.

Ce n'était pas ce dernier, comme on l'avait prétendu, qui avait imité l'écriture d'Esterhazy en la décalquant pour faire croire que le bordereau était de lui, mais bel et bien la main de l'ancien officier pontifical qui avait contrefait sa propre écriture, avec la collaboration de sa Marguerite aux yeux doux, qu'il effeuillait à sa façon : « Je t'aime un peu, beaucoup, passionnément... ». Ou connaît la suite !

Il avait suffi d'un examen du bordereau un peu plus sérieux que les grilles de Bertillon pour arriver enfin à découvrir la vérité.

(1) Sandherr — farouche antisémite — n'était plus de ce monde pour confirmer ses dires. Mais c'était bien lui qui avait dicté ce pape-lard autour duquel s'étaient engagées les hostilités.

Cet Esterhazy avait toute sa vie durant mystifié ses contemporains. Après le suicide de son alter ego Henry, se sentant morveux, il avait fui en vitesse à Londres, sans même prendre le temps de faire sa valise. Mais c'était pour revenir au bon moment, pour toucher la forte somme en échange de ses aveux. Ce maître-chanteur, il faut en convenir, avait une certaine allure ! Il ne s'était jamais départi de son attitude provocante. A la deuxième audience du procès Zola, on l'avait vu refuser de répondre ou ne répondre qu'avec des menaces aux questions que lui posait M^e Labori. Il avait, à ce qu'il disait, « un héritage de gloire à défendre ». Il se vantait de descendre d'Attila (« ce fléau des rats »), ce qui était parmi ses lettres de noblesse, assurément la plus authentique. Ce reître ennobli se montrait d'une arrogance rare, même avec ses chefs, qu'il ne redoutait point. Nanti de quatre galons, il en imposait aux imbéciles ! Le procès Zola l'avait mis en vedette, et il en profitait pour faire du chantage. Il donnait du fil à retordre plus encore à ses amis qu'à ses ennemis.

Esterhazy qui avait pour maîtresse — encore une ! — la charmante sociétaire de la Comédie-Française Léonide Leblanc (1), il faut croire qu'elle n'était pas dégoûtée — faveur qu'il partageait avec plusieurs autres personnages hauts placés du monde bien pensant de la magistrature et de l'armée — ne s'en faisait pas, connaissant leurs secrets et prêt à les dévoiler, si la chose était nécessaire. Il avait toujours affirmé n'avoir point de dettes, être un bon père de famille et un bon soldat, mais ajoutait qu'il avait « le défaut d'être un homme », et que l'on n'avait point de droit de contrôler sa vie privée. Elle ne regardait personne.

Deux jours après la publication dans l'Aurore de la lettre J'accuse, le vrai traître Esterhazy, authentique auteur du bordereau, avait été porté en triomphe dans les rues et salué comme un sauveur. Ayant souhaité l'anéantissement de ce « stupide peuple français », ce même peuple se montrait encore plus stupide en l'acclamant. (2)

(1) Ne pas confondre avec Georgette Leblanc, épouse Maeterlinck.

(2) On pouvait voir dans le Sifflet une caricature de H.-G. Ibels représentant Esterhazy sous les traits d'un condottière menaçant les passants, avec son sabre qu'il tenait sur son derrière.

Chevalier de la Légion d'honneur, distinction qu'il avait bien méritée pour ses loyaux services, il n'était pas homme à se laisser intimider. Fier des succès qu'il avait remportés dans les différents procès auxquels il avait été mêlé, il ne parlait rien moins que de « faire marcher son régiment contre les juifs » Il était devenu l'homme-du-jour, plus populaire que Déroulède. Il aurait pu, s'il l'avait voulu, déchaîner une révolution. Il n'avait qu'à dire un mot !

Quant à la fille Pays, qui s'était jetée dans les bras de son « petit homme », amoureuse comme une chatte, le jour du procès Zola, elle avait repris du service sur le bitume parisien, rue de Douai et dans les environs.

●

Ce coup de théâtre avait été pour les antirévisionnistes l'occasion de récidiver. Ne sachant quel argument invoquer pour confondre les partisans de Dreyfus, ils l'accusèrent d'avoir vendu des documents... à la Russie ! Pourquoi pas aux Zoulous, ou aux Lapons !

Là encore, comme pour le faux Henry, la réaction chanta victoire. Les esthéraziens ne perdirent pas le nord. Maurras était allé jusqu'à prétendre qu'Esterhazy, « malheureux officier, perdu de mœurs, de dettes » (il était bien forcé de le reconnaître) avait imité l'écriture du bordereau pour faire croire qu'il en était l'auteur, et cela non d'après l'original, mais d'après un fac-similé paru dans le *Matin* du 10 mai 1896. Ce qui était une explication tirée par les cheveux, pour blanchir le traître et noircir le faux. Voilà où en était réduit l'auteur de *l'Avenir de l'Intelligence* (1905) : à inventer une fable où la sienne ne brillait guère. Toutes les mauvaises raisons sont bonnes lorsque l'on veut avoir raison.

●

Rappelons qu'en 1900 les Chambres avaient voté une loi sur l'amnistie. On sait ce que valent les amnisties à sens unique. Cè n'était ni la première ni la dernière de ce genre. Elles sont faites pour donner le change et calmer l'opinion publique. Seuls en profitent certaines catégories d'individus, Les

autres en sont exclus. Dreyfus n'en bénéficiait point, comme par hasard, mais Esterhazy en sortait blanc comme neige. Elle avait été faite exprès pour lui ! Il n'en était pas moins un traître, n'ayant jamais cessé de protester de son innocence, menaçant et faisant du chantage si l'on mettait en doute sa parole. Ne faisait-il pas partie de cette « grande muette » dont le patriotisme était au-dessus de tout soupçon ? Un moment, il s'était cru perdu, celui qui l'avait pris sous sa protection ayant quitté ce monde. La mort de Félisque l'avait plongé dans l'affliction. « C'était pour lui un coup terrible », déclarait-il à qui voulait l'entendre. (Quel mauvais coup pour la fanfare !)

Sa correspondance avec la Boulancy et pas mal d'autres l'avait montré sous son vrai jour, à court d'argent, ne reculant devant aucun moyen pour s'en procurer, pas même devant le métier de proxénète ou la pratique du « vagabondage spécial ». Avec cela, « ce héros chéri de la France » (ironisait Henry Leyret), se prenait pour le premier moutardier du Pape traitant Zola de « simple particulier qui aspirait à devenir député », ce que lui-même aurait voulu être (il eût été d'ailleurs à sa place parmi les « honorables »).



Il y avait une justice, immanente si l'on veut. Tout vient à point pour qui sait attendre. Le mensonge et la trahison n'ont qu'un temps. Le 22 février 1900, le digne « mirlitaire », dit « l'honneur de l'armée », après avoir juré ses grands dieux — comme le dénommé Henry — qu'il était innocent, et menacé ses juges d'invoquer en sa faveur le témoignage de l'Empereur d'Allemagne — avait été bel et bien sommé de s'expliquer. Ce qui confirmait les aveux d'Esterhazy qui, pour une fois dans sa vie, avait dit la vérité, c'étaient les déclarations plusieurs fois réitérées, de l'attaché à l'ambassade d'Allemagne Schwartzkoppen, qui l'avait vu à l'œuvre et savait à quoi s'en tenir à son sujet. Ce dernier n'avait jamais vu Dreyfus et ne connaissait son nom que par le bruit fait autour de lui, ce qu'il avait déclaré en pleine Affaire à Félix Faure — mais l'amant de Meg Steinheil ne voulait rien savoir —, en revanche il connaissait bien le uhlan qui venait sans cesse le « taper » en lui apportant des documents intéressant la défense

nationale, exigeant à chacune de ses visites davantage d' « espèces sonnantes et trébuchantes », alors qu'il touchait déjà 2 000 francs par mois. Il faut croire que le métier que faisait la Marion aux 4 doigts ne lui suffisait point pour payer ses dettes. Il trahissait depuis le 20 juillet 1894, où sous prétexte de demander un passeport à l'ambassade d'Allemagne, il était venu faire ses offres de service à Schwartzkoppen, que ce procédé avait rebuté. Notre Alphonse en uniforme était allé jusqu'à le menacer de dévoiler ses relations coupables avec une poule de luxe. Ce qui n'avait point troublé ce dernier, qui n'ayant point voulu céder à ses chantages avait fini par le mettre à la porte, avec un coup de pied quelque part.

« C'est la plus grande canaille qui ait jamais existé », disait Schwartzkoppen de notre chef de bataillon. Ce dont convenait Billot l'Arsouille, lequel avait déclaré en petit comité : « Esterhazy est un gremlin », ce qui ne l'empêchait point de le prendre sous sa protection, ce qui prouve qu'il en était un lui-même. A gremlin, gremlin et demi.

Gonse-Pilate, qu'est-il besoin de le rappeler, qui avait fait l'impossible pour tirer des griffes de la justice Esterhazy, aussi bon patriote que lui, avait fini par avouer qu'il était lui-même « le dernier des imbéciles », ce que rappelle Paléologue en ses Mémoires. On le croit sans peine !

●

Schwartzkoppen, avant de rendre le dernier soupir, en 1917, s'était écrié : « Français, Dreyfus est innocent », sentiment que partageait son ambassadeur le comte de Munster, qui regrettait que « ce pauvre Dreyfus ait été condamné à tort, aucune preuve sérieuse n'ayant été relevée contre lui, l'ambassade ne le connaissant même pas ». Il n'y avait jamais mis les pieds ! L'ambassade d'Allemagne était fondée à déclarer que c'étaient là de « pures inventions ».

Schwartzkoppen avait mis les choses au point en ses Carnets, qui furent publiés qu'en 1930. Cette fois, on était fondé à dire, se rappelant le mot de Galliffet : « L'incident est clos ».

Il ne l'était toujours pas pour certains français de partis ou de mauvaise foi. Ceux qui savaient depuis longtemps

à quoi s'en tenir sur l'auteur du bordereau n'en proclamaient pas moins qu'Esterhazy était, oomme Henry, un héros national. Il avait sauvé l'honneur de la l'armée, sauvé déjà tant de fois par d'autres ! Xavier de Cardaillac, dans ses Propos d'un croyant sur Dreyfus, publiés en 1898, n'avait pas craint de le dire : « Le bordereau est bien de la main d'Esterhazy, c'est le secret de Polichinelle, tout le monde le sait, mais Dreyfus n'en est pas moins un traître... Je croirai toujours dans le patriotisme de l'armée de France. » Laissons-lui cette croyance !

Ni les aveux d'Esterhazy ni les déclarations de Schwartzkoppen n'étaient parvenus à persuader nos bons français de l'innocence de celui que l'Etat-Major avait si légèrement condamné. Il y avait toujours des antidreyfusards pour s'opposer à la manifestation de la vérité. Ceux-là étaient indécrottables. On ne les convaincrat jamais.

Esterhazy avait trahi, mais pour nos bons français, cela n'avait aucune importance. Ils en étaient plutôt fiers. « J'aime mieux, disaient-ils, que ce soit lui plutôt qu'un juif. Il fait honneur à la France. Il est d'une bonne famille. C'est un comte ! »

On n'allait pas tarder à l'oublier, finalement. L'Exposition était prête à fermer ses portes, le 12 novembre 1900. Déjà Esterhazy n'était plus qu'un mauvais souvenir. Las d'en entendre parler, le populo préférait se promener rue de Paris ou contempler les fontaines lumineuses. « Allons voir l'Exposition. C'est autrement intéressant. »

On s'est demandé si Esterhazy était bien le seul qui ait fourni des renseignements à l'ambassade d'Allemagne (1) et s'il n'y en aurait pas eu un autre qui, celui-là, n'aurait rien avoué. Quel était cet X mystérieux, que l'on soupçonnait de trahison ? Etait-ce un certain Maurice Weil, qui avait son entrée dans tous les ministères, étant l'ordonnance du général Saussier, qui gouvernait militairement Paris, tout en faisant

(1) Il y avait eu pas mal de traîtres, avant Esterhazy, au bureau des renseignements. Les premières « fuites » dataient de 1886 !

du pied à son épouse, malgré sa soixantaine (encore un cornard de plus dans cette histoire de fous). Saussier ne croyait pas à la culpabilité de Dreyfus, n'étant ni antisémite, comme Sandherr, ni fanatique et entêté comme Mercier. C'était un type pas méchant, qui songeait plutôt à la bagatelle qu'à inventer des faux pour faire condamner un innocent. En conséquence, Esterhazy le traitait de « clown » et le prenait pour un gâte-sauce. (1)

Décidément, tout paraît mystérieux en cette affaire, comme dans l'affaire Dominici. Allez donc savoir quel est le vrai coupable, son complice ou ses complices ! Ne perdons point notre temps à épiloguer à ce sujet. Ce qui importe pour nous, c'est de savoir qu'un innocent a été injustement condamné. Désormais nous sommes fixés. N'en demandons pas davantage. Qu'il y ait eu un troisième et même un quatrième homme compromis dans cette histoire de trahison, laissons aux chercheurs et aux curieux le soin de le dénicher.

Madame Esterhazy, née comtesse Anne de Nettancourt-Vautrecourt, crut devoir plaider en 1930 l'innocence de son cher mari, dans quelques pages intitulées la Vérité sur l'Affaire Dreyfus, « cette affaire, disait-elle, qui a brisé ma vie ». Elle convient que « Sandherr rédigea par ordre un faux dossier qu'il dicta à Esterhazy, à la place du vrai, que pour des raisons diplomatiques (toujours les mêmes mauvaises raisons !) on ne pouvait divulguer ». Cette dame nous confie que son seigneur et maître « est passé en Angleterre de son propre gré, personne ne l'y forçant, car il était bien vu en France ». « J'ai dit la vérité, toute la vérité, rien que la vérité », conclut-elle, « je le jure devant Dieu. » Nous voulons bien croire cette dame, ce qui nous prouve en quelles mains Dreyfus était tombé. En-

(1) Georges Huisman, dans un numéro d'Evidences, a fait justice des soupçons que nourrissait à l'égard de Weil l'attaché du Quai d'Orsay Paléologue.

core un « je le jure », comme on en a tant entendus au cours de ce procès, mais c'est sur les lèvres d'une femme qu'on le trouvait cette fois. Elle croyait venger l'honneur de son « cher et tendre » Ferdinand, confondu avec celui de l'armée. Mais saura-t-on jamais ce qu'il y avait au fond de ce dossier, — le vrai à ce qu'elle assurait —, auquel Esterhazy, sous la dictée de Sandherr, en aurait substitué un faux, pour des raisons diplomatiques ? Personne n'avait vu le faux pas plus que le vrai ! Tout se terminait sur un point d'interrogation, à propos d'un dossier imaginaire, lequel n'était qu'une mystification de plus dans cette histoire de fous.

Et puisque nous venons de citer Mme Esterhazy, constatons combien les femmes ont joué un rôle — qui n'est point négligeable — dans ce drame en cinq actes et plusieurs tableaux, depuis les filles des rues jusqu'aux dames patronesses des salons, en passant par les pensionnaires de la Comédie-Française et celles que Toulouse-Lautrec a immortalisées dans ses dessins. Cherchez partout la femme, ce proverbe s'est vérifié une fois de plus dans l'Affaire Dreyfus. Le troisième homme que l'on cherche c'était peut-être une femme !

« L'ange Esterhazy » (ainsi qualifié par Laurent Tailhade), né le 16 décembre 1847, devait couler ses jours en paix, la conscience tranquille, en attendant de comparaître devant l'Éternel en 1923, dans un faubourg de Londres, où il s'était retiré sous le pseudonyme de Jean de Voilemont. Il avait eu l'intention, en 1899, d'écrire un livre intitulé les Dessous de l'Affaire Dreyfus, sur la proposition d'un éditeur qui l'eût grassement payé. Ce roman-feuilleton aurait sans doute contenu des révélations sensationnelles, compromettantes pour tout le monde, et il est regrettable qu'il n'ait jamais paru. Il aurait eu un succès de curiosité.

Esterhazy était en somme une belle canaille, et comme toutes les canailles, il avait su tirer son épingle du jeu. La fin chez lui justifiait les moyens. Il avait vécu sa vie aux crochets de sa payse, souteneur, tenancier de maison publique, maître-

chanteur, gigolo pas très rigolo, tout en incarnant, pour la majorité des français, l'âme même de la Patrie. Acquitté à l'unanimité par ses pairs, il avait été acclamé et porté en triomphe. C'était l'homme du jour. Tout Paris avait eu pour lui les yeux de Rodrigue pour sa Chimène bien aimée. Les femmes lui sautaient au cou et lui baisaient les mains. Jamais il n'avait eu autant de succès auprès d'elles. Convenez avec moi, ami lecteur, que ce sont toujours les êtres les plus tarés et les moins recommandables qui, dans notre société, sous le couvert de l'honneur et de la vertu, en imposent aux foules et font la loi au monde.

Où Zola, de retour en France, continue de lutter pour la révision. — Où celle-ci ne tarde pas à s'accomplir. — Dernier acte de la tragédie : la Cour de Cassation, toutes chambres réunies, annule l'arrêt du conseil de guerre de Rennes et proclame l'innocence de Dreyfus. — Celui-ci est réhabilité au cri de « Vive l'armée ! », à l'endroit où il avait été dégradé dix ans plus tôt. — Les nationalistes considèrent son acquittement comme une nouvelle preuve de sa culpabilité. — Où Zoia n'est plus là pour assister au triomphe de la vérité. — Il meurt asphyxié, une main criminelle étant intervenue. — Un mot d'Anatole France : « Il fut un moment de la conscience humaine ». — On transporte ses restes au Panthéon. Barrès proteste. Un coup de révolver pour rien.

Laissons maintenant Henry et son complice Esterhazy, le premier mort et enterré, le second toujours vivant, réfugié en territoire étranger. Tournons-nous vers Dreyfus et vers celui qui donna le coup de pouce qui l'arracha définitivement à ses bourreaux, Emile Zola.

Après la libération, la réhabilitation s'imposait. Là encore il y eut des opposants, qui n'avaient point désarmé. Ils redoublèrent d'efforts pour salir l'auteur de J'accuse, mais la vérité, plus forte qu'eux, n'en poursuivait pas moins son petit bonhomme de chemin.

Des journalistes, parmi lesquels Gaston Calmette, directeur du Figaro (1), avaient été d'avis de gracier le condamné. Ceux-là avaient une conscience !

(1) Ce Calmette, pas mauvais homme au fond, ainsi que je pus m'en rendre compte lors d'une visite que je lui fis au Figaro, devait mourir tragiquement, assassiné par Mme Caillaux, qui crut « venger son honneur » — toujours l'honneur ! — parce qu'il avait publié dans ce journal les lettres qu'elle avait adressées à son « cher Jo ». Joseph « Caillaux de sang » (disait Mirbeau), qui avait inventé l'impôt sur le revenu et le slogan « la grande pénitence », pour sortir les français de l'impasse où la politique les avait conduits, était si ladre, me confiait un jour Victor Basch, qu'il refusait de donner un pourboire à un cocher ! — N. B. La vie privée des citoyens ne regarde personne, mais celle d'un homme public regarde tout le monde, quand tout le monde en est victime.

Dans une série d'articles sur l'Affaire, réunis dans son livre *Tout yeux tout oreilles* (1901), Jules Huret raconte qu'ayant interviewé Dreyfus le lendemain de sa libération, ce dernier lui répondit : « On dirait que je rêve », tant il était surpris de voir la lumière du jour.

Marcel Prévost, qui avait signé la protestation des intellectuels, accueillait en ces termes la nouvelle : « C'est tout de même intéressant, confiait-il à Jules Huret, d'être là au moment où l'abcès va crever ». Il se faisait l'interprète de ce que pensaient les honnêtes gens que le sectarisme n'avait pas aveuglés.

Le 3 juin 1899 Zola était de retour dans la Capitale, après 11 mois passés de l'autre côté de la Manche, sous un nom d'emprunt — il se faisait appeler Pascal, comme le héros de l'un de ses romans —, et le lieutenant-colonel Picquart, « le héros populaire qui a déjà sa légende », proclamait Mirbeau, revenait parmi nous, l'un et l'autre bien décidés à mener la lutte jusqu'au bout.

Le 29 septembre 1899, Zola écrivait à Lucie Dreyfus pour lui annoncer l'arrivée de son mari dans son ingrate patrie : « Ce jour là est un grand jour de victoire et de fête ». Le 29 mai 1900, il adressait une lettre ouverte aux sénateurs, et le 22 décembre de la même année une autre lettre ouverte au président Loubet, publiée dans *l'Aurore*, comme celle qu'il avait adressée deux ans auparavant à Félix Faure, dans laquelle il reprenait une à une les accusations qu'il avait portées contre l'Etat-Major.

Au plus fort de la bataille, malgré les clameurs, les vociférations et les menaces, Zola n'avait cessé de travailler. Il avait publié, en 1894, *Lourdes*, premier roman de la série *les Trois Villes*, en 1896 *Rome*, en 1898 *Paris*, et dans la série *les Quatre Evangiles*, *Fécondité* en 1899, *Travail* en 1901 (à l'occasion de la publication de cet ouvrage, les ouvriers lui avaient offert un banquet, le 1^{er} mai). En 1903 paraissait *Vérité*, œuvre posthume. (1)

(1) On peut relire dans son livre *la Vérité en marche* (1901) les articles de Zola, de 1897 à 1900 (*Lettres à la jeunesse, à la France, à Félix Faure, à Brisson, à Loubet, Déclaration au Jury, etc.*).

Un jour j'aperçus Zola au coin de la rue de la Chaussée d'Antin. Il avait l'air soucieux, attendant un grand moment le passage des voitures, beaucoup moins nombreuses cependant à cette époque qu'à la nôtre. Quel roman il eût écrit, s'il avait vécu, sur le machinisme assassin !

L'Affaire n'avait guère profité à Zola au point de vue pécuniaire. Le tirage de ses ouvrages n'augmentait point pour cela. Il avait refusé de tirer profit de ses articles, ne voulant pas mêler la défense de la vérité à une question de gros sous. Albert Sarraut ne lui ménageait pas moins ses critiques ? « L'orgueil détermina Zola, disait-il, à entrer dans cette aventure. Cet homme prendrait volontiers son nombril pour le centre du monde. Après lui-même, il n'a qu'un culte, l'argent. » Ce culte, ceux qui le lui reprochaient l'avaient au centuple ! Il ne fallait pas chercher chez eux le désintéressement dont avait fait preuve l'auteur de J'accuse.

Il ne restait plus, pour gagner la dernière manche, qu'à réviser le procès de Rennes. Ce fut la Chambre criminelle de la Cour de cassation qui s'en chargea, les 3, 4 et 5 mars 1904. En présence du conseiller Boyer et de l'avocat général Baudouin, M^e Mornard, qui n'avait ménagé au cours de l'Affaire ni son temps ni sa peine, avait développé ses attendus, concluant que « la demande de révision était recevable, étant donné les documents falsifiés qui avaient été produits. Des faits nouveaux révélant les fautes commises, le système d'accusation s'écroulait tout entier ».

Il avait fallu à M^e Mornard une forte dose de patience pour réduire à néant les machinations des faussaires. Comme ses confrères Demange et Labori il avait apporté dans cette tâche toute sa science et sa conscience d'honnête homme. Le dénouement approchait — telle la catastrophe dans le drame antique — qui allait mettre le point final à cette tragi-comédie.

Enfin, il était temps, depuis 12 ans que traînait en longueur la « sale affaire » dont parlait Léon Bloy, la Cour suprême, toutes chambres réunies une fois encore, annulait, le

12 juillet 1906, l'arrêt du Conseil de guerre de Rennes du 9 septembre 1899, qui avait, disait-elle « condamné Dreyfus par erreur ». Après 15 audiences et une centaine d'attendus, elle mettait fin à cette parodie de justice, concluant « qu'en dernière analyse rien ne reste debout de l'accusation portée contre Dreyfus ». En conséquence, elle autorisait celui-ci à publier le jugement dans une cinquantaine de journaux, y compris le Journal Officiel, et cela aux frais du Trésor, c'est-à-dire aux frais de la princesse, qui n'était autre que « le cochon de payant », autrement dit le contribuable, taillable et corvéable à merci (il l'est toujours dès qu'il s'agit de payer les pots cassés par l'administration).

Les magistrats de la Cour de Cassation, Manau, Bard et Ballot-Beaupré, — Lœw atteint par la limite d'âge n'en faisait plus partie — s'ils n'avaient point sauvé « l'honneur de l'armée », avaient du moins sauvé celui de la justice, qui avait grand besoin, elle aussi, d'être réhabilitée, quand on savait en quelles mains elle était tombée, avec des juges tels que Delegorgue et Cie, représentants de la magistrature couchée, plutôt qu'assise ou debout.

Mathieu Dreyfus, qui avait écrit le 15 novembre 1897 au ministre de la Guerre une lettre dans laquelle il accusait Esterhazy d'être l'auteur du bordereau, voyait enfin ses efforts couronnés de succès.

D'après les antidreyfusards, si la Cour avait cassé le jugement de Rennes, c'était pour empêcher un troisième Conseil de guerre de condamner Dreyfus. Ils avaient là encore une raison — mauvaise — maintenant que la révision avait été faite, suivie de la réhabilitation, pour la discréditer. Ils voulaient à tout prix que Dreyfus fût coupable, alors qu'il était prouvé qu'il ne l'était point !

Comcedia finita est. La farce du faux-traître était terminée : elle s'achevait le 22 juillet 1906, en cette même Ecole Militaire où il avait été dégradé dix ans plus tôt, acclamé par ceux qui l'avaient maltraité la veille, au même cri de « Vive l'armée ! » par où son martyr avait commencé, suivi de cet autre, non encore entendu : « Vive la République ! » On eût pu ajouter : « Celle des camarades ! » Quant à cette armée, qui l'avait condamné, il y était réintégré avec armes et bagages,

plus la Croix de la Légion d'honneur (1) et le grade de chef d'escadron au son des tambours et des trompettes, accompagné de l'inévitable Marche de Sambre et Meuse, accommodée à toutes les sauces. En avant la zizique. Elle adoucit les mœurs !

De son côté, Picquart sortait sain et sauf de l'aventure, avec le grade de général, en attendant d'être promu ministre de la Guerre. Ça lui faisait une belle jambe ! Quant aux faussaires, ils courent encore !

Pour Zola s'il n'eut point la joie d'assister à la réhabilitation de Dreyfus il avait eu du moins celle de le ramener parmi les siens. Il n'était plus là pour assister au triomphe de cette vérité que rien n'avait pu arrêter mais il était au Panthéon, depuis le 6 juin 1908, les Chambres ayant voté le transfert de ses cendres, du cimetière Montmartre, où il avait été d'abord inhumé, à ce Temple dont on sait qu'il a été affecté aux « grands hommes par la patrie reconnaissante », où Jaurès devait un jour le rejoindre (2). Il était mort à l'âge de 62 ans, le 29 septembre 1902, en son hôtel de la rue de Bruxelles, asphyxié par des émanations d'oxyde de carbone, ce qui faisait dire aux curés que c'était le « doigt de Dieu » qui se vengeait de ce qu'il avait écrit un roman sur Lourdes ! (en 1894). (3) La mort avait épargné sa compagne, qui avait été transportée dans une clinique.

Dans son discours prononcé le 5 octobre 1902 sur la tombe

(1) « Au nom du Président de la République, je vous fais chevalier de la Légion d'honneur », lui avait dit le général de service, en lui épinglant sur la poitrine ce hochet de la vanité humaine. Comme quoi il faut avoir été cinq ans au bagne pour avoir droit à cette distinction.

(2) On prête à Jaurès ce mot, lors d'une visite qu'il fit au Panthéon : « Si je savais qu'un jour je serais enfermé là-dessous, toute mon existence serait gâchée ».

(3) En fait de doigt de Dieu, on en acquit la preuve par la suite, c'était une main criminelle qui avait bouché le toit de la cheminée qui aboutissait à la chambre à coucher du romancier, une main de bon français, naturellement, patriote et nationaliste, qui avait cru par ce geste venger l'honneur de l'armée.

de Zola, au cimetière Montmartre, Anatole France, après avoir dit qu' « il était un esprit de bonté, que son œuvre littéraire était immense (1) que les conséquences de son acte étaient incalculables et que sa gloire atteignait une hauteur inaccessible », terminait par ces mots : « Envions le, sa destinée et son cœur lui firent le sort le plus grand : il fut un moment de la conscience humaine » De tels moments sont si rares qu'il convient de les saluer d'un grand coup de chapeau. (2)

A l'heure où l'on transportait les restes de Zola au Panthéon, réhabilité comme l'avait été Dreyfus, les antidreyfusards de la première heure se rappelaient combien l'auteur de *J'accuse* avait été injurié par ce même peuple qui l'acclamait maintenant. Ils le revoyaient dans son fiacre, entouré par une vile populace, qui poussait des cris de mort. Sur les bords de la Seine on dansait le soir autour d'un feu de joie, dans lequel avait été placé un mannequin en paille figurant l'effigie de Zola, dont on jetait la cendre dans le fleuve, n'ayant pu y jeter l'écrivain en chair et en os. On chantait dans les rues : « Zola est un gros cochon. Plus il devient vieux, plus il devient con ! » Des commerçants en profitaient pour se faire de la réclame, ainsi qu'on pouvait le voir dans un dessin paru dans *l'Auto-vélo*, où on le représentait enfourchant la « petite reine » (autrement dit la bicyclette alors à ses débuts).

Durant les fêtes du Carnaval, qui était en 1898 l'une des fêtes les plus populaires de l'année, les camelots vendaient des chansons, où l'odieux le disputait à la bêtise, et que les badauds reprenaient en chœur. Notre Bruant national, plus patriote que jamais, en son cabaret du Mirliton, lui reprochait

(1) Oubliant tout le mal qu'il avait dit de l'œuvre de Zola, il se rétractait le 1^{er} octobre 1904 : « J'avais reconnu en lui la force et la bonté de sa création littéraire », disait-il, ce qui était une contre-vérité.

(2) Le 5^e Cahier de la Quinzaine, consacré par Péguy à Emile Zola, contenait tous les discours prononcés sur sa tombe, au nom de la Société des Gens de Lettres ou autres, au cimetière Montmartre, ainsi que la liste de ses œuvres, auxquelles était faite une large publicité.

de « prendre un torchecul pour une serviette » (sic). Pauvre Bruant qui flattait le populo en s'abaissant à son niveau ! Ce qui n'avait rien d'étonnant (ainsi qu'on le verra dans notre tome second) si l'on songe que cet argotier — gargotier n'était jamais plus heureux, après avoir enguirlandé les grands de la terre qu'en son jardin, sur les hauteurs de la butte Montmartre, fumant la pipe et coiffé de son képi militaire qui lui rappelait « les bons moments où il faisait son service dans l'armée », pour laquelle il avait composé des refrains patriotiques.

Gyp (la comtesse de Martel) l'un des auteurs prétendus gais de l'époque, y allait aussi de son boniment, cherchant de son côté à salir Zola, en répandant parmi la foule un mauvais pamphlet intitulé les Izolatres !

« Le pornographe de Venise », ainsi désignait-on Zola, n'était rien moins qu'un « sadique » qui déversait l'ordure à pleins seaux sur le pavé de Paris. On l'appelait le père la Mouquette et l'on vouait à tous les diables sa Nana.

Les plumitifs ne manquaient aucune occasion de le mettre en boîte, et les chansonniers ne s'en privaient point. Sa myopie était un crime, comme celle de Dreyfus, et son physique aussi désagréable que le sien. Gaston Méry, bras droit de Drumont, lui reprochait sa nervosité, prétendant que pendant son procès « il mordait de rage et de désespoir la pomme de sa canne ». Le Transigeant l'appelait « le dindon de la farce », alors qu'en fait de dindon c'était Rochefort qui en était un, ce Rochefort devenu à ce point populaire par ses reniements que la foule lui avait fait une ovation à la première audience du procès. Il ne pouvait descendre plus bas !

« L'Affaire la plus célèbre de notre histoire », a-t-on écrit, était aussi, disons le, celle qui avait mis en lumière l'ignominie de la foule, qui insulte, piétine, crucifie et assassine quiconque ne pense point comme elle. On l'avait vue à l'œuvre place Dauphine et ailleurs, et l'on était fixé désormais sur ce dont elle est capable, égarée par la passion. On pillait les magasins, on brisait les vitres des commerçants suspects de dreyfusisme ou qui étaient juifs, sous la direction du boucher Guérin, commandant en chef des cannibales.

« Jamais spectacle ne donna idée de celui-ci », avait écrit Séverine, « devant un tel déchaînement de haine et de folie », et elle ajoutait, à propos de l'attitude de Zola impassible sous l'insulte : « J'ai vu le héros plus beau que l'humanité ne l'ait jamais conçu », en le voyant descendre les marches du palais de justice. (1)

Ceux qui l'avaient vu descendre du même Palais et qui l'avaient acclamé, au risque d'être comme lui jetés à la Seine, ne pouvaient s'empêcher, maintenant que le héros — un vrai celui-là — était au Panthéon, de revivre par la pensée les différentes phases du procès, depuis le 7 février 1898, où Zola avait été poursuivi pour avoir diffamé l'armée un mois auparavant, et dont le jugement, après avoir été cassé, avait été renvoyé le 2 avril 1898 devant les assises de Versailles. Ils n'avaient pas oublié les simagrées d'un Delegorgue — ce représentant d'une justice pourrie —, ce type du Brid'Oison infatué de sa personne, gros plein de soupe et gras à lard, qui se tortillait sur son siège, comme s'il était couvert de totos des pieds à la tête, n'ouvrant la bouche que pour interdire à Lucie Dreyfus de défendre son mari, coupant la parole aux avocats, interdisant à M^e Latorî de poser des questions à M^e Demange, et à M^e Albert Clemenceau de défendre Perrenx, gérant de l'Aurore. Ils avaient vu le dénommé Van Cassel, accusateur public, dans le genre de Q. de Beaurepaire, s'opposer à ce que « l'on remît en question la chose jugée », insistant pour faire condamner Zola au maximum.

Les jurés ne valaient pas mieux qu ces chats-fourrés. De pauvres types qui ne comprenaient rien à l'Affaire, d'une ignorance crasse, — ils confondaient Richelieu avec un marchand de patates —, et froissards en diable. Tous choisis parmi ces bons français, dont un nommé Dubois (du bois dont on fait des flûtes !), dans le civil marchand de peaux de lapins, pris comme juré suppléant, pour venir en aide à ses pareils. Là-dessus, on était fixé, la justice du peuple ne valait pas mieux que celle des robes rouges.

(1) Saint-Georges de Bouhélier le voyait bien ainsi dans la *Revue naturaliste*, lorsqu'il écrivait : « Les héros, ce sont les poètes. Par eux la révolution se prépare. Elle aura lieu »

Ce procès leur revenait à l'esprit comme un leit-motiv, avec ses faux témoignages, ses contradictions, ses maladresses, son côté à la fois tragique et comique. 200 témoins, pas moins, pour aboutir à un jugement illégal, rendu le 23 février 1898, où l'on avait perdu de vue le véritable objet de la lettre J'accuse, pour ne retenir que la diffamation envers Esterhazy : la condamnation d'un innocent, exécutée par ordre.

Ils revoyaient, du moins ceux qui avaient réussi à pénétrer dans la salle d'audience, avec des ruses d'apache, le fameux Gonse-Pilate plus menteur qu'un arracheur de dents, affirmer sans rire, pour sauver son protégé Henry, que ce dernier n'en voulait nullement à Picquart, et qu'il n'avait point fabriqué de faux pour le perdre, alors qu'au contraire il l'avait dans le nez, jaloux de ce qu'il avait été nommé à sa place au service des renseignements. Ce paysan du Danube, qui eût mieux fait de rester à garder les vaches dans la ferme paternelle, plutôt que de s'engager dans l'armée pour avoir des galons et une brochette de décorations sur la poitrine, avait traité Picquart de faussaire, alors qu'il en était un lui-même. On le revoyait, ce protégé de Gonse, plus corniaud que jamais, le teint blême, les yeux hors de la tête, bavant comme un chien enragé, jurant « devant Dieu et devant les hommes », en « son âme et conscience », une main sur son cœur, et l'autre levée vers Dreyfus, que ce dernier était un traître. Ils revoyaient Sandherr, reprocher à Dreyfus « son caractère sournois et vaniteux ». D'après lui, la race juive n'avait ni patriotisme ni honneur, ayant livré le Christ¹!

En même temps que ce procès unique dans l'histoire, car même le jugement de Dieu, en vigueur au moyen âge, ne pouvait lui être comparé, les contemporains de Zola revoyaient les principaux grands rôles de l'affaire, du côté antidreyfusard : le Mouton de Boisdeffre (1), un mouton peu ordinaire, qui hurlait avec les loups, et qui détestait Zola, au point de donner sa démission, si on l'acquittait, et cet autre cinglé, monoclé comme pas un, qui répondait au nom

(1) On devait retrouver plus tard de Boisdeffre à la cour du Tzar, pour représenter la France. On lui devait bien cette sinécure.

de Du Paty de Clam. Tout le côté occulte de l'Affaire était son œuvre : dames plus ou moins voilées, rendez-vous en l'Eglise Saint-Clotilde ou dans le parc Montsouris, quand ce n'était pas en des cabinets particuliers ou en des cabinets tout court. Ce grotesque personnage qui avait dicté à Dreyfus, dans les bureaux du général de Boisdeffre, la page d'écriture qui devait décider de son sort, et qui, pour l'amener à faire des aveux, avait projeté sur sa figure un jet de lumière aveuglant, pour le réveiller en sursaut, n'en était pas à une supercherie près. Avec ses lunettes bleues et sa fausse barbe, il ne lui manquait plus, pour être tout à fait ridicule, que son plumet de saint-Cyrien au sommet du crâne !

Tandis que le du Paty allait à son tour connaître la prison, où il envoyait les autres, Billiot et Mercier, que la bombe Vaillant avait jadis effleurés, n'en menaient pas large, bien qu'arrogants et sûrs d'eux-mêmes, la bombe Zola ayant éclaté malgré eux.

Ils revoyaient Cavaignac, qui avait de qui tenir, étant le fils d'un fusilleur, affirmer sans rire, avec un aplomb imperturbable, à la Tribune de la Chambre, le 7 juillet 1898, en brandissant le faux Henry, que Dreyfus était coupable.

Tous ces souvenirs s'ils faisaient détester la bande de maîtres-chanteurs qui avaient mis la justice en demeure de choisir « entre eux et Zola » leur rendaient plus cher ce dernier dont le socialiste Jules Guesde avait dit que sa lettre J'accuse était « le plus grand acte révolutionnaire du XIX^e siècle ».

Parmi ceux qui s'étaient opposés au transfert des cendres de Zola figuraient Maurice Barrès qui, lui, n'y est point entré. Urbain Gohier, toujours frondeur et mécontent, rejoignait l'« Ennemi des lois » et s'opposait autant que lui, à ce transfert, Zola incarnant les turpitudes de la Troisième République. « Trois fois, rappelle-t-il en 1907 (1) le gouvernement a fait annoncer la translation des cendres de Zola au

(1) Dans sa brochure : **Zola au Panthéon**, où il prend un malin plaisir à citer Anatole France qui avait déclaré jadis, dans la *Vie Littéraire* : « M. Zola est digne d'une profonde pitié. Son œuvre est mauvaise. »

Panthéon. Trois fois il a reculé ». Gohier prétendait que l'auteur de J'accuse « s'était lancé dans la bataille par intérêt. Il s'y montra cupide et pleutre. Avec lui nous sommes à l'apogée de la pleutrerie. Tous des pleutres y compris Clemenceau, le patriote tardif. L'appétit des choses putrides est la marque des sociétés qui vont mourir. Vive la cabane à lapins et Zola au Panthéon ». Gohier exagérait !

Le jour du transfert des cendres de Zola au Panthéon, un nommé Grégori, minus-habens du journalisme, tira dans la foule deux coups de revolver, qui le tirèrent de l'obscurité. Il avait cherché par ce moyen à attirer sur lui l'attention. Arrêté sur le champ il fut traduit en Cour d'Assises et acquitté par le jury de la Seine qui avait fait preuve d'indulgence à son égard (1). Il se vantait d'avoir tiré « non sur Dreyfus, mais sur le dreyfusisme ». D'après lui, l'affaire Steinheil était la suite de l'Affaire Dreyfus : « la révision de la révision s'imposait, après la mort du président Félix Faure. Ce dernier avait vu la preuve formelle de la trahison, mais un philtre lui versa la mort et la révision fut faite ». Un philtre ! nous savons de quelle espèce de philtre il s'agissait !

L'auteur de J'accuse n'en était pas moins au Panthéon, étant mort d'une tout autre façon que le Phœnix Faure. La cérémonie du transfert avait revêtu, comme toutes les cérémonies officielles, un caractère solennel, avec force discours, places réservées (2) et cartes de faveur, bref tout ce qui, relevant de l'Etat et de l'autorité, ne pouvait être qu'une mascarade. La vie continuait !

(1) Nous l'aperçûmes depuis dans une réunion de journalistes, où il chercha à s'imposer, exigeant qu'on lui trouvât sur-le-champ une position sociale, tenant le crachoir pendant des heures et ne parlant que de lui, alors que l'objet de la réunion ne le concernait point.

(2) On avait refusé, aux Mimi Pinson, chères à Gustave Charpentier, des places au premier rang, la police les ayant écartées comme indésirables.

Après l'Affaire. — Ce qu'en pensaient ses principaux acteurs, catholiques, protestants, libre-penseurs. — Ce que Dreyfus en pensait lui-même. — Ceux qui firent amende honorable. — Ceux qui s'obstinèrent dans l'erreur. — Ceux qui regrettent d'avoir été dreyfusards. — Opinion de Charles Péguy, Gustave Téry et Laurent Tailhade sur les profiteurs de la dernière heure. Qu'il ne faut pas regretter d'avoir été « dreyfusard », c'est-à-dire d'avoir combattu pour un idéal de vérité et de justice. — Qu'il faut préserver avant tout la liberté individuelle des atteintes dont elle est l'objet de la part de tous les pouvoirs.

On en avait enfin terminé avec cette lamentable histoire où l'on avait vu aux prises les partis, une élite divisée, un peuple fanatisé et une presse « immonde » s'efforçant par tous les moyens d'égarer l'opinion publique. Terminée ? était-ce bien sûr ! Quand on songe que les hommes ne profitent guère de leur expérience, commettant toujours les mêmes fautes et les mêmes erreurs. Chacun récoltait ce qu'il avait semé, les uns mécontents d'avoir échoué dans leur croisade contre la vérité, les autres satisfaits d'avoir été vainqueurs dans la bagarre. Les premiers s'en tiraient sans gloire, leur nom à jamais flétri pour la postérité, les seconds pouvant dire qu'ils ne s'étaient pas battus pour rien. Il y avait malheureusement le revers de la médaille, toute cause juste dégénéralant tôt ou tard, entre les mains de ses exploiters, en vulgaire combinaison politique.

Les esprits étaient loin d'être apaisés. Même après l'Affaire, il y avait encore des antidreyfusards qui sous le moindre prétexte s'efforçaient de « remettre ça » comme on le vit aux matinées classiques du Théâtre de l'Odéon où

mademoiselle Ventura, ayant voulu lire une page de Zola, se vit accueillie par des sifflets. L'art passait au second plan, la politique primait tout. Les trublions de l'Action Française ne rataient aucune occasion de manifester leurs sentiments par dépit de n'avoir pas réussi dans leurs projets. .

La bande des faussaires galonnés faisait triste figure, en dépit de ses rodomontades. Nos généraux « avec leurs filles entretenues » (Gohier dixit), avaient enfin démissionné, depuis le temps qu'ils menaçaient de le faire. Le panier de crabes de l'Etat-Major, au fond duquel ils grouillaient, était un panier percé d'où ils s'échappaient par la tangente dans toutes les directions. A commencer, par ordre de démerite, par le plus cinglé de tous, Du Paty de Clam, qui avait tout machiné selon ses plans diaboliques. Il avait pris plaisir à faire passer à Dreyfus un examen d'écriture, en l'obligeant à se tenir dans toutes les positions, couché à terre, sur le dos ou sur le ventre, appuyé contre un mur, assis sur une chaise ou à genoux. Ce monstre se taisait depuis qu'il avait reçu le coup de massue de J^laccuse. L'homme des fameuses « preuves accablantes » passées de mains en mains, sauf dans celles de l'intéressé était lui-même accablé sous le poids de ses forfaits. Cet inquisiteur sans âme, qui avait refusé au frère de Dreyfus l'autorisation d'aller voir ce dernier à la prison du cherche-midi, et à sa femme de lui rendre visite, refusant de lui dire pourquoi son mari avait été incarcéré, ce qui était la soumettre à la torture, — il ne fallait pas ébruiter la chose ! — méritait à son tour d'être enfermé entre quatre murs, jusqu'à la fin de ses jours, sans voir la lumière ni âme qui vive. Bernard Lazare a pu écrire à son sujet « qu'il méritait de prendre place à côté des Laffemas et des Laubardemont (1). Il se montra le plus félin des tourmenteurs. Il n'était conduit que par la haine ». Il aurait pu aussi bien le comparer au « divin marquis » de Sade, mais ç'eût été lui faire trop d'honneur.

Mercier, le président de cette association de malfaiteurs à tout faire qui représentaient l'honneur de l'armée, « esprit

(1) Le premier, lieutenant civil sous Richelieu, chargé d'exécuter ses ordres criminels, le second, magistrat prévaricateur qui, pour complaire à ce dernier fit brûler Urbain Grandier et envoya à l'échafaud Cinq-Mars et de Thou.

épais » au dire de ses pairs, n'allait tout de même pas avouer qu'il avait envoyé sans preuves Dreyfus à l'île du Diable. Il ne fallait pas le contredire : « Scrongnieu-gnieu ! Rompez ! Pas d'histoire ! ou j'vous fous d'dans ! ». L'homme à la triste figure, aussi dépourvu de caractère qu'il l'était d'intelligence s'entêtait dans son erreur. On pouvait le mettre sur le même pied d'égalité que son indicateur Du Paty de Clam, ayant été comme lui à l'origine de l'Affaire. Cet idiot sans envergure, muet comme une carpe ou palabreur à tous crins quand il en sentait la nécessité, voulant toujours avoir raison, rongeaient son frein, voyant s'écrouler ses accusations que les juges de la Cour avaient réduites à néant. Son honneur n'était pas atteint. A celui-là encore sa conscience ne reprochait rien.

Quant à Gonse-Pilate, autre bonze gonflé de suffisance, il s'en lavait les mains, qui en avaient grand besoin, car elles étaient sales. Il ne voulait point qu'il soit dit qu'il avait joué dans l'Affaire un rôle de faux témoin, accusant sans preuves un innocent. Billot l'Arsouille faisait une drôle de bille en voyant la vérité se montrer à lui toute nue, au sortir de son puits. Comme Tartuffe se voilant la face tout en écarquillant les yeux, il s'écriait : « Cachez ce saint que je ne saurais voir ». Quant aux autres, qui obéissaient à leurs chefs, ils n'en menaient pas large, mais n'en laissaient rien voir. Leur conduite avait été exemplaire au cours des débats. Ils avaient d'une seule voix, obéissant à la consigne qu'ils étaient tenus d'observer, déclaré à l'instar de l'homme au rasoir : « Le coupable, le voilà ! » Tous ces stratèges en chambre, honneur de la « grande muette » qui n'avait jamais dit tant de sottises, se retrouvaient en famille avec force saluts militaires et congratulations, pour affirmer, « en leur âme et conscience », les mêmes contre-vérités.

De tous ces guignols, grands ou petits, qui ont joué un triste rôle dans l'Affaire, l'ont déclenchée par leur mauvaise foi et prolongée par leur bêtise, que reste-t-il ? Le souvenir de leurs forfaits. Leurs noms sont désormais immortels, comme celui de Zo!a, mais pour d'autres raisons. Ils méritent de figurer dans un Bottin de la canaille à travers les siècles. Ces gens là sont la honte de l'espèce humaine. Les Bertillon,

les Henry, les Du Paty de Clam, et autres saltimbanques, avec la presse caporalisée à leur dévotion, n'ont droit à aucune indulgence. Rien ne les excuse et ne les excusera jamais. Ce sont des sous-hommes.

La révision avait porté un coup terrible aux civils, autant qu'aux militaires. La ligue des Poires, ainsi désignait-on celle de la Patrie Française, où le Rasoir et la Croix faisaient bon ménage, perdait de son prestige, ayant perdu la partie. Ces poires étaient devenues blettes ! Jules Lemaître ne s'en consolait point, lui qui n'avait plus, pour amortir le choc, le giron de la Comtesse de Loynes. Pauvre Jules, qui s'était donné tant de mal pour n'aboutir à rien. Après l'Affaire, qui l'avait « réveillé », il s'était de nouveau endormi !

Jusqu'au lanternier il signor de Rochefort, dont l'attitude fut piteuse. Sommé de s'expliquer, il prétendit qu'il avait recueilli ces informations comme des informations ordinaires (sic), ce que l'on appelle en argot de presse les chiens écrasés, preuve qu'il les puisait à bonne source. Il était plat comme une punaise. Ce cruel va-t-en-guerre n'avait même pas le courage de ses opinions. Il s'était montré durant toute l'Affaire d'une partialité révoltante et d'une mauvaise foi insigne. C'était un bien triste sire. Il n'avait aucune excuse. En vain la bonne Louise, qui avait été en exil avec lui en Angleterre, et transportée en sa compagnie sur la Virginie à la presqu'île Ducos, essayait-elle de lui trouver des circonstances atténuantes, croyant qu'on l'avait trompé. Pleine d'indulgence elle eût voulu qu'on lui pardonnât ce qu'elle appelait un « égarement ». La chose n'était pas possible. Ce « valet d'un Etat-Major sans vergogne » n'avait pas osé assister à l'enterrement de son ex-camarade de combat, le 10 janvier 1905, craignant de s'entendre dire de dures vérités, tandis que les rochefortistes étaient écartés du cortège comme indésirables dans les mêmes rangs que Séverine, Malato, Girault, (1)

(1) Ernest Girault, auteur d'un livre sur la Bonne Louise (1905) et de la Crosse en l'air.

Libertad, Broutchoux, Sébastien Faure et Briand. C'est tout ce qu'ils méritaient !

C'est Maurras qui faisait une sale tête. La mauvaise foi incarnée, il ne cessait de déclarer, à qui voulait l'entendre, que Dreyfus était bel et bien coupable. D'ailleurs, il avait avoué et sa culpabilité ne faisait aucun doute. Il méritait douze balles dans la peau. Tel un monolithe — (« et s'il n'en reste qu'un je serai celui-là ») — Maurras demeurait ferme sur ses positions, plus farouche que jamais. Pour lui, tout homme devait être exécuté sur le champ, « innocent ou coupable », du moment qu'il n'était ni royaliste ni nationaliste. Il était sans pitié pour qui ne pensait pas comme lui. Ce sourd ne voulait rien entendre. Il était bouché à l'émeri.

Barrès s'était sali en salissant Dreyfus. Il avait décrit avec une joie féroce, dans *Scènes et doctrines du nationalisme* (1898) la dégradation du traître qui, disait-il, « marchait trop bien » (encore une « preuve accablante » brandie par lui comme par tant d'autres). Barrès qui avait plaint « parce qu'il était de sa race », l'anarchiste Emile Henry, n'avait eu aucune pitié pour Dreyfus, parce qu'il était de « race juive (1).

Pour ce qui est de Léon Daudet, « mangeur de bon Dieu et assassin d'innocents » (Han Ryner), il partageait l'opinion de Maurras, et se vengeait terriblement d'être du côté des vaincus en vomissant sur les vainqueurs des calomnies et des injures. On l'avait vu, le jour de la dégradation de Dreyfus, rendre visite à son père pour lui dire que le traître s'était déshonoré par son attitude, ayant « la tête haute », au lieu de l'avoir basse, comme il sied à un condamné à mort. Un pauvre type ce Léon, que l'on soupçonnait d'avoir des origines juives, lui qui faisait profession d'antisémitisme. En 1906, il n'avait point désarmé. Il représentait le nationalisme intégral dans toute sa beauté. L'Affaire Dreyfus ne lui avait rien appris. (Nous le retrouverons dans notre tome second, en bien mauvaise posture, au sujet de son fils Philippe).

Certaines personnes, moins sectaires que les autres,

(1) Or le nom de Barrès était celui d'une famille de juifs portugais habitant Lisbonne !

admettaient bien qu'un juif ait autant le droit de se défendre qu'un chrétien, mais regrettaient toutefois « l'abominable campagne contre l'armée » que l'Affaire avait provoquée. Campagne qui n'était que trop justifiée, ce dont elles ne convenaient point.

D'autres, ne voulant pas trop s'engager, se tenaient sur l'expectative, ne voyant dans l'Affaire qu'une querelle de politiciens.

Les catholiques n'avaient guère fait preuve de charité chrétienne à l'heure où ils auraient dû mettre leurs actes en accord avec leurs principes. La majorité agissait de connivence avec les faussaires. Il y avait eu tout de même de courageuses exceptions parmi eux. Il faut rendre cette justice à des gens bien-pensants qu'ils surent trouver leur chemin de Damas, ne voulant pas se rendre complices d'une iniquité. Ils firent amende honorable, au lieu de s'entêter dans l'erreur. De ce nombre était le commandant de Bréon, l'un des deux juges qui avaient voté l'acquittement de Dreyfus au procès de Rennes, authentique chrétien qui était allé prier à l'église, d'où il était revenu convaincu de l'innocence de Dreyfus, ce qui lui avait valu l'épithète de « sale calotin » que lui décocha le fils Mercier. Le « sale calotin » fraternisait avec le « sale juif ». Le général de Boisdeffre, autre « calotin » chef de l'Etat-Major, qui avait pour confesseur le père Du Lac, devait lui-même par la suite reconnaître son erreur. Jusqu'à Barthou qui, ayant recouvré la raison, était devenu dreyfusard.

Parmi les prêtres qui n'écoutèrent que leur conscience, n'ayant jamais douté de l'innocence de Dreyfus, venait en tête l'abbé Viollet, (1) fils du professeur Viollet, qui avait

(1) L'abbé Viollet ne craignait point de discuter avec les « anars » dans leurs meetings. On le vit plus d'une fois aux prises avec André Lorulot pour défendre l'Eglise contre les libres-penseurs. Le même abbé eut souvent des prises de bec avec notre ami Han Ryner qui, repoussant tous les dogmes religieux, résumait en deux mots ses idées à ce sujet : « Tout ce qu'il y a en moi de noble et d'humain repousse le catholicisme. »

formé un comité pour la révision du procès. Il eut le courage de ne point pactiser avec les assumptionnistes de la Croix. Il en était de même du député Aynard, de Lyon, qui défendit jusqu'au bout la vérité. Le Vatican, — c'était habile de sa part —, se félicitait hautement de la « légitime réparation accordée au juif injustement condamné ». Le 14 juillet 1906, on pouvait lire dans l'Osservatore Romano, : « Nous nous inclinons devant la sentence, et nous en sommes enchantés ». Ils eussent été aussi « enchantés » si la sentence avait été toute autre ! L'Eglise se met toujours du côté du plus fort, en temps de paix comme en temps de guerre. Léon XIII, faisant allusion à la tragédie du Calvaire, avait recommandé la tolérance. Néanmoins, c'était un geste !

L'abbé Pichot, professeur de mathématiques, ne voulait pas qu'il soit dit qu'il ne s'intéressait qu'à des « vérités géométriques » et il écrivait à la Croix, le 28 août 1898, une lettre sur la Conscience chrétienne et l'affaire Dreyfus. dans laquelle il exprimait, entre autres vérités, celle-ci : « L'honneur de l'armée est chose moins précieuse que la justice ». Au risque d'être condamné par le Saint-Office, « catalogué qu'il était parmi les vendus du syndicat », il suppliait la feuille cléricale de ne point accabler Dreyfus, s'il était coupable, et d'exiger la lumière, s'il ne l'était point, ajoutant après avoir posé quelques questions embarrassantes au rédacteur en chef : « Toute vérité est bonne à dire et doit être dite ». C'est ce qu'il faisait lui-même, sans se soucier du qu'en dira-t-on.

Un autre catholique, publiait en 1900 une brochure sur les Victimes d'une iniquité et le procès Zola. « L'iniquité triomphe une fois encore », en dénonçant les dessous d'une amnistie boiteuse qui assurait l'impunité aux vrais coupables ». C'était « le plus grand scandale du siècle qui s'achève », dont les antidreyfusards profitaient pour saboter « la grande foire » qu'était pour eux l'Exposition Universelle.

Un autre encore soulageait sa conscience en écrivant une brochure : L'Affaire Dreyfus et la révision, (Bordeaux, 1898). Un autre qui signait Un Catholique dreyfusard dédiait en 1898 « à Mr et Me Alfred Dreyfus, persécutés », 150 pages, signées « un chrétien simple observateur de la loi évangé-

lique... Je suis catholique et dreyfusard à cause même de mon catholicisme ». Ce vrai chrétien comparait Picquart à Achille et Zola à Homère, parce qu'il avait été « réellement sublime », écrivait-il.

Comme les honnêtes gens, qui mettaient en pratique le précepte : « Aimez-vous les uns les autres », Marc Sangnier, le fondateur du Sillon, défendait un juif injustement condamné. Il n'hésitait pas à le dire partout où il prenait la parole en public.

Certains membres du clergé ne voyaient point les choses de la même façon, et continuaient d'affirmer leur solidarité avec les faussaires. Parmi ces fanatiques il y avait l'abbé Demnise, vicaire de N. Dame de Lorette, qui incarnait l'antidreyfusisme clérical, dans ce qu'il avait de plus bas. Il avait commis à l'usage de ses paroissiens, des vers exécrables sur Dreyfus, « l'officier traître ». Oyez plutôt, comme dit l'autre : « Honneur ! Honneur à vous, Quesnay de Beaurepaire ! Que Law auprès de vous, ah ! que Law est petit ! D'autres peuvent mentir, le soldat ne ment pas. Dreyfus importe peu. Les Guyot, les Vaughan, ceux que poursuit la dèche », ne valaient pas mieux. Il appelle Joseph Reinach « boule de suif », il traite Picquart de « traître, il nous faut à tout prix un traître », et s'adressant à la Veuve Henry, « honneur à vous, Madame » déclare ce poétereau de bas étage. Ce cannibale, qui bouffait du Dreyfus à chaque repas, et disait des messes, non point pour le repos de son âme, mais afin qu'il finisse ses jours à l'île du Diable, publiait coup sur coup des brochures destinées à abrutir ses ouailles : la France en 1898, Poésies patriotiques, le procès Zola (1898), la Grande Trahison (1899), Dieu et Patrie (1903), etc. Tous les catholiques n'étaient pas aussi stupides. Laissons là ces ordures.

François Mauriac écrivait ces temps derniers que les catholiques n'avaient guère fait preuve de charité chrétienne lorsque celle-ci s'imposait. « Le temps n'est plus de cette prétendue belle époque, où la masse des catholiques, ameutée par la « bonne presse », était du côté des faussaires, et où il ne s'en trouvait qu'une poignée pour défendre l'innocent ». Applaudissons à ce qu'il écrit à l'adresse des politiciens de

la Croix qui, aujourd'hui comme hier, ne sont pas plus humains : « Votre « bonne presse » était seule alors à pénétrer chez nous. Ce qu'elle y apportait au plus noir de l'affaire Dreyfus, j'aurai la charité de ne pas vous en faire souvenir ». Un bon point pour Mauriac !

Dans le Troisième Cahier de la 3^e série des Cahiers de la Quinzaine, Georges Sorel, parlant des rapports de l'Eglise et de l'Etat, estimait qu'« elle n'avait pas commis de plus grande faute que d'avoir pris parti contre la révision du procès Dreyfus ».

Si les catholiques avaient été en grande partie antidreyfusards, les protestants avec Jules Siegfried, Gabriel Monod (1), Scheurer - Kestner, s'étaient montrés plus clairvoyants. Presque tous étaient dreyfusards, si quelques-uns avaient hésité à se prononcer, craignant des représailles. Francis de Pressensé collaborait à l'Aurore. Il avait été avec le juif Bernard Lazare l'un des principaux artisans de la révision. C'était un honnête homme, dans toute l'acception du terme, ne s'emballant pas, mesurant ses paroles, n'affirmant qu'à coup sûr ce qu'il avançait. Il était l'auteur de nombreux écrits, où s'affirmait son indépendance, parmi lesquels le Parti Socialiste et la guerre (1898), l'Idée de Patrie, (1899), Gabegie et atrocités coloniales (1904). Il avait fondé en 1905 la Vie Socialiste. Il avait jugé sévèrement la loi des suspects et autres lois scélérates « votées au pied levé dans un esprit de férocité » par tous les députés. « L'humanité vit de justice et de liberté, écrivait-il. Ce sera assez pour nous d'avoir donné notre effort, et, s'il le faut, notre vie pour une telle cause ». Un beau caractère, tel était le protestant Francis de Pressensé.

Autre artisan de cette vérité que rien désormais ne pouvait arrêter : Joseph Reinach, qui n'avait point changé de religion, comme l'Arthur des familles. Ancien secrétaire de

(1) Que Maurras traînait dans la boue, mais dont Péguy disait qu'il était « l'homme le plus innocent, le plus dévoué, le plus innocemment dreyfusiste ».

Gambetta et l'ennemi personnel du général Boulanger, il s'était jeté corps et âme dans la lutte, avec l'espoir de tirer de l'île du Diable son coréligionnaire Alfred Dreyfus. Historien consciencieux, que guidait avant tout le souci de la vérité, ce n'était pas la première fois qu'il prenait la défense de malheureux injustement condamnés. Dans un Rapport sur 5 détenus de l'île Royale (l'une des 3 îles du Salut), il avait plaidé la cause de Monod, Lardaux, Vauthier, Meunier et Courtois, « condamnés par les tribunaux en raison de leurs opinions politiques et sociales ». Il n'avait cessé depuis, en différents ouvrages, de s'exprimer librement sur les questions du jour : Démagogues et socialistes, en 1896, Vers la justice par la vérité, À l'île du Diable, le Curé de Fréjus ou les preuves morales, les Faussaires, Une conscience : le lieutenant-Colonel Picquart, les Enseignements de l'histoire, en 1899, Tout le crime et le tome 1er de son histoire de l'affaire Dreyfus, en 1900, ouvrage suivi de six autres, édition de la Revue Blanche. Il avait examiné en détail le procès de 1894, dévoilé les manigances des deux compères Cavaignac et Félix Faure, du gangster Esterhazy, les causes de la Crise, etc. Il avait publié d'autres ouvrages, Contre l'alcoolisme, les Blés d'Hiver, etc. qui attestaient son indépendance d'esprit et sa valeur d'écrivain. Il était à l'avant-garde de la révolution dreyfusienne, comme Francis de Pressensé et Zola.

●

Scheurer - Kestner n'avait pas eu plus que Zola la joie d'assister à la réhabilitation du condamné, étant mort de chagrin en 1899, car il n'avait pu supporter les calomnies qui couraient sur son compte. On s'attaquait à lui, que l'on savait ne pouvoir se défendre, étant donné son âge. On le traitait de « vieillard lubrique », qui aurait eu des affaires de mœurs sur la conscience. La presse pourrie tentait de le salir, en le faisant passer, en sa qualité de sénateur, pour un vieux marcheur endurci. On avait vu, au cours du procès Zola, une prostituée s'écrier en le voyant s'avancer à la barre, « voilà mon satire ! », et cela pendant qu'un jeune avocat stagiaire la tenait sur ses genoux, en lui pelotant les fesses ! C'étaient

avec des arguments de cette sorte que les partisans des faussaires entendaient s'opposer à la manifestation de la vérité. En face de tels hommes, les petits roquets du nationalisme, les amateurs de gauloiseries à la Meyer, les trublions de l'A. F. et l'équipe maurassienne n'en menaient pas large, malgré leurs défis et leurs provocations.

Dreyfus — qui l'eût cru — en dépit de ses plaidoyers pro domo : Lettres d'un innocent (1898), qui furent traduites en anglais, italien, russe, polonais, etc. et Cinq années de ma vie (1894-1899), ce dernier ouvrage publié en 1901, n'était point « dreyfusard ». Son Affaire ne l'intéressait pas. Où ses défenseurs voyaient un acte de justice à accomplir, il n'était préoccupé que de sauver sa peau, ce dont on ne saurait le blâmer. L'Affaire le dépassait de cent coudées. Il lâcha par la suite ceux qui l'avaient tiré de l'enfer de l'Ile du Diable. Cependant il dédicâ à Emile Zola un exemplaire de Cinq années de ma vie, « en témoignage de sa grande reconnaissance ». C'était mieux que rien ! Militaire dans l'âme, il avait eu confiance en ses juges, indigné de ce que des civils aient eu l'audace de traîner en cours d'assises des officiers dont l'honneur était inattaquable. Ils avaient été « loyaux et sincères », écrivait-il à sa femme, étant incapables d'agir par fraude et par pure passion. Il ne leur en voulait point. Lui-même eût agi pareillement s'il avait fait partie d'un conseil de guerre appelé à juger d'autres Dreyfus. Il approuvait ceux qui criaient : « A mort le traître ! », du moment qu'il le faisaient suivre de cet autre cri : « Vive l'armée ! ». Il disait qu'il n'était nullement un symbole, mais seulement la « victime d'une erreur judiciaire qui avait retardé son avancement ». C'était réduire singulièrement la portée de son Affaire. Cet aveuglement l'avait rendu peu sympathique, même à ses défenseurs, auxquels son physique, distant et d'un abord glacial, déplaisait

autant qu'à ses adversaires. Il lui sera beaucoup pardonné parce qu'il a beaucoup souffert. (1)

Si Dreyfus n'avait pas compris grand chose à son Affaire, d'autres s'en étaient emparée pour la défigurer. Combien de Dreyfusards, reniant leur passé, en profitèrent par la suite pour se hisser au pouvoir. Chose normale, après tout, lorsque l'on n'a point l'esprit de vérité chevillé dans l'âme.

Cette carence n'avait pas échappé aux premiers artisans de la révision. Ils constataient que la cause pour laquelle ils avaient combattu n'était plus qu'un tremplin pour les arrivistes. L'Affaire — avec une majuscule — était devenue une affaire pour les profiteurs de la dernière heure. Toute pensée généreuse, toute théorie sincère et vraie, toute œuvre d'écrivain qui contient des idées vivantes, sont exposées tôt ou tard à être sabotées, déformées, épurées et caricaturées, dans l'intérêt d'une propagande ou d'un parti.

Déjà, nous l'avons vu, Charles Péguy avait sonné l'alarme. Il confessait qu'« il avait été dreyfusard, mais qu'il n'était plus dreyfusardiste », il attendait mieux de cette « révolution dreyfusienne » que ne prisait point Georges Sorel. Il y avait eu, selon l'animateur des Cahiers de la Quinzaine, deux affaires Dreyfus : l'une, réelle, la première, l'autre, fictive, la seconde. « Nous fûmes grands pendant l'affaire Dreyfus », rappelait-il en se plaçant au point de vue spirituel, d'autres n'en ayant vu que le côté matériel. D'après lui, « il eût mieux valu que l'affaire ne recommençât point. Nous n'eussions point été acquittés par la Cour de Cassation. Mais nous demeurions purs devant l'histoire... Nous ne prévoyions pas, hélas ! que cette reprise ne serait que la plus basse dégradation, un détournement grossier de la mystique en politique ». Péguy avait agi en honnête homme, où les

(1) Alfred Dreyfus qui devait se couvrir de gloire sur les champs de bataille en 1914, mourut en 1935, ayant eu tous loisirs de méditer sur la férocité de la bête humaine qui devait, quatre ans après, en 1939, renouveler ses exploits au cours d'une drôle de guerre et d'une « libération » plus drôle encore.

autres n'avaient agi que par intérêt. Celui que Pierre Lasserre appelait, dans ses Chapelles Littéraires, « une sorte de croyant désespéré, dans le genre de Lamennais », et dont il a pu écrire : « Parce que sa vie a été une leçon de magnanimité elle a servi la cause de l'intelligence », ne s'était pas converti sur des bases aussi fragiles qu'un Retté et qu'un Claudel, ce dernier fécondé par la semence d'un Rimbaud (1)

Péguy n'était point le seul, parmi les hommes sincères, à constater le fâcheux état d'esprit qui avait fait dégénérer l'Affaire en basse politique. Gustave Téry regrettait, comme lui, « d'avoir été dreyfusard dès la première heure ». Ç'avait été, disait-il, « la plus criminelle des impostures ». Il ne pouvait encaisser « cet abject régime d'arbitraire, de mensonges, de fanatisme et de fraude qu'on ose encore appeler la Politique ». Le Parlement des 15.000 l'écœurait.

Téry, qui avait écrit en 1902 les Cordicoles, devait fonder le 1er mai, l'année suivante, l'OEuvre hebdomadaire (2) où furent publiés de nombreux articles consacrés aux affaires et et aux scandales qui continuaient de plus belle : les Délations dans l'armée, les Jésuites Rouges, Jean-Jaurès, la Pénétration Pacifique à propos du Maroc, etc. L'OEuvre avait les mêmes rédacteurs toutes les semaines, « chacun n'étant responsable que de ce qu'il écrit », Séverine, Urbain Gohier, Robert de Jouvenel et Gustave Téry. Le 16 février 1909, Urbain

(1) Un matin où jeune étudiant il s'était rendu, par « une curiosité de jeu », en l'église Notre-Dame de Paris, « cherchant, disait-il, dans les cérémonies catholiques, un excitant approprié et la matière de quelques exercices décadents ». « Alors » comme pour le Retté anarchiste, « se produisit l'événement qui domina toute ma vie ». Et naïvement, le fondateur du claudélisme s'écria, illuminé par la grâce divine et celle de Rimbaud : « Si c'était vrai que Dieu existe... Il est là, je le sens, c'est un être aussi personnel que moi. Il m'aime, il m'appelle. » A partir de ce moment, Claudel, affligé de la folie des grandeurs, se prenait pour Dieu lui-même !

(2) L'OEuvre, 3, place de l'Odéon, paraissait tous les jeudis, 10 centimes le numéro, abonnement cent sous.

Gohier ne ménageait point cette «république de mensonge, cette république de boue », et de Clemenceau il disait qu'ayant dénoncé la faillite de la liberté, maintenant il la préside ! ... D'où sort Clemenceau ? se demandait l'Œuvre ? Elle en voulait particulièrement à Briand, contre lequel elle entreprenait une violente campagne dans chacun de ses numéros (nous verrons plus loin que ce politicien ne l'avait pas volé). C'est ainsi qu'on y lisait des articles sur « Aristide Briand dit Aristide le cynique », condamné pour attentat aux mœurs le 4 novembre 1891, et, le 2 février 1892, devenu grand-maître de l'Université, le 25 octobre 1900, garde des Sceaux, le 4 janvier 1908, président du conseil, le... ? » (L'Œuvre, 15 avril 1909). Elle insistait sur sa demi-culture, ses vices, ses appétits, son bagout, son casier judiciaire, et blâmait Fallières, « l'homme qui en avait fait un président du Conseil ». Autres articles : Marianne et Aristide : « Combien de temps durera ce contrat de louage » ? Il s'acharnait après Aristide, « le camarade du forçat Manda », qu'il appelait l'« adapté ». Autres articles : La voix d'Aristide, Aristide le cynique, ment cyniquement etc.

La Tribu Chaumié, le Président, son fils et Lannes passaient également dans l'Œuvre un mauvais quart d'heure. Quand on relit le pamphlet de Gustave Téry on voit revivre sous nos yeux une page d'histoire de France riche en enseignements. Tous les politicards issus de l'Affaire Dreyfus y étaient jugés sévèrement.

Nous allons retrouver Laurent Tailhade tout aussi combatif après l'Affaire, mais encore plus désabusé que Gustave Téry. Il « regrettait d'avoir perdu son temps et sa peine bien inutilement ». Il était « dégoûté, déclarait-il en 1906, en un factum où sa signature était suivie des mots : « un anarchiste désillusionné, » des agissements de certains de ses camarades « anticléricaux, antimilitaristes et révolutionnaires », qu'il traitait de « sinistres imbéciles ». « L'Affaire où je me suis rué avec la fougue et le désintéressement que l'on sait, ne m'a rapporté que des coups d'épée et des injures. Si la chose était à refaire, je ne recommencerais pas

mes errements d'autrefois ». Il entendait ne plus travailler que pour l'art et la beauté. Laurent Tailhade avait tort selon moi, de regretter son passé de militant. C'était son plus beau titre de gloire !

Tailhade n'en était pas à un écœurement près. De là ses revirements qui nous le montrent collaborant au journal d'Arthur Meyer, qu'il avait combattu la veille, ainsi qu'au Figaro, avec la même ardeur qu'à l'Anarchie, l'En-dehors, la Bataille et la Petite République. L'homme qui avait publié les Diaconales, prononcé un Discours sur la paix, qui avait été emprisonné à la Santé, avec le gérant du Libertaire, Louis Grandidier, pour « excitation au meurtre », le défenseur de Ferrer comme de Dreyfus, n'en était pas moins conséquent avec lui-même. Il est mort pauvre, à l'âge de 64 ans (il était né en 1854).

André Lorulot fait justement observer que Laurent Tailhade fut « une des figures les plus vivantes de la Belle Epoque, et l'un de ses plus magnifiques écrivains », en dépit de ses évolutions. C'était avant tout un artiste. Ce fils de bourgeois ne pensait point basement. Ce n'était pas un auteur de tour d'ivoire, qui écrivait uniquement pour une élite. Ennemi de la laideur, autant physique que morale, il lui opposait la beauté, signe par excellence de l'Artistocratie. Pour le plaisir de faire une jolie phrase, il lui arrivait souvent d'être injuste, mais on passait sur ce défaut. On pardonnait à Tailhade ses sautes d'humeur, du moment qu'il en résultait un admirable poème ou une magnifique page de prose.

Certes, il n'avait pas toujours été compris et il s'était fait pas mal d'ennemis. Il avait été lui-même victime de son indépendance, comme le jour où la bombe du restaurant Foyot l'atteignit en plein visage. Un journaliste étant venu l'interviewer, il avait la tête bandée et « l'air d'un arabe blessé » : « je n'ai aucune rancune, lui avait-il répondu, je ne puis me défendre d'une véhémence d'admiration pour ceux qui, d'un cœur généreux, donnent leur vie à l'Idée et nous devançant dans l'enfantement de l'avenir ». Tailhade ignorait sans doute à ce moment qu'il s'agissait non de l'Idée mais d'une bombe policière.

L'Idée ? Elle est toujours vivante parmi nous, plus forte que toutes les réactions liguées contre elle. C'est elle qui mène le monde, elle a toujours le dernier mot. Même aux heures les plus sombres de l'histoire, elle veille au destin de l'humanité. C'est elle qui a triomphé dans l'affaire Dreyfus. Il ne faut pas regretter de l'avoir servie, à l'heure où elle était si dangereusement menacée.

XXIII

Que l'Affaire a été l'occasion de réviser toutes les valeurs sociales et morales. — Qu'elle a donné lieu à toutes sortes de publications bonnes ou mauvaises, pour ou contre. — L'Affaire au point de vue folklorique. — L'Affaire en images, en vers et en chansons, tout finissant par celles-ci, chez le peuple le plus spirituel de la terre.

Il n'est point d'affaire qui n'ait soulevé autant de problèmes et provoqué autant de discussions, dans tous les domaines, que l'Affaire Dreyfus. On l'a envisagée sous les aspects les plus divers : morale, sociologie, littérature, esthétique et philosophie. Toutes les valeurs ont été remises en question à son sujet. Il serait trop long de l'examiner ici à ces différents points de vue. Un volume n'y suffirait pas. Les uns — la majorité — n'en avaient vu que le côté sérieux, les autres en avaient dégagé le côté héroï-comique, mêlant le plaisant au sévère.

On avait fait un « jeu de l'Affaire Dreyfus », analogue au jeu de l'oie, où l'on voyait sur un carton les têtes de tous ceux qui en avaient été, pour ou contre, les acteurs, avec au centre le mot Vérité, à laquelle on finissait par aboutir après bien des détours. Un autre jeu consistait à découvrir la dame voilée et ses mystères. Tristan Bernard n'ayant pas à cette époque inventé les mots croisés, on se contentait dans les salons de charades, devinettes et autres jeux de société peu compromettants, analogues à la main chaude ou à colin-maillard. On tirait la bonne aventure et on interrogeait les lignes de la main pour savoir si l'Affaire allait durer encore longtemps et comment elle se terminerait. Mlle Couesdon, l'illustre pythonisse, faisait des affaires d'or. Le Père Noël, auquel on croyait ferme, mettait dans les sabots des petits n'enfants, dans la cheminée familiale, un Dreyfus en chocolat ou un Esterhazy en pain d'épices. On s'amusait

follement, en faisant évoluer sur une table, en guise de soldats de plomb, les gradés de l'Etat-Major jouant à cache-cache avec la vérité.

L'Album Mariani, nom du fabricant d'un vin généreux, vanté sur tous les tons par d'illustres personnages dont les portraits y figuraient, après avoir paru en supplément dans les journaux, faisait une large place aux hommes politiques qui avaient pris part à l'Affaire. Le musée Grévin donnait à ses visiteurs, des étrangers pour la plupart, l'illusion d'approcher les mêmes personnages en chair et en os, sous la forme de mannequins de cire d'une exécution parfaite. On y retrouvait Félix Faure et François Coppée, Jean Jaurès et Georges Clemenceau, réconciliés pour la circonstance.

Le cinéma, à peine né, consacrait à l'Affaire, avec Méliès, en 1899, une douzaine de films. On voyait gesticuler sur l'écran des marionnettes prises sur le vif. Le spectacle était souvent troublé par des réflexions qui auraient pu dégénérer en bagarres, si un accident technique n'était venu à temps mettre fin au défilé des images. (1)

Des centaines de cartes postales, de dessins, de caricatures (2) rappelant les différentes phases de l'Affaire, avec des légendes pour ou contre, avaient été éditées dans tous les pays. J'ai sous les yeux une carte postale du dessinateur Couturier, qui était dreyfusard, au bas de laquelle on lisait : « L'heure de la vérité a sonné, Humanité, Vérité, Justice ». Le même avait caricaturé les faussaires monoclés (on portait beaucoup le monocle en 1900, surtout dans le militaire), avec leur képi sur le crâne (remplaçant le gibus réservé aux civils), tous juchés sur un monocycle, avec en tête Félix, en uniforme de Président de la République. Ils faisaient des

(1) On a fait dernièrement plusieurs films sur Zola et l'Affaire Dreyfus, dont l'un fut joué à Berlin et interdit à Paris, pour éviter de nouvelles bagarres entre français.

(2) John Grand-Carteret, ce grand collectionneur, avait eu la patience de reproduire, dans un livre sur l'Affaire Dreyfus et l'image, 286 caricatures françaises et étrangères. Il en avait fait autant pour Zola.

kilomètres de faux, tournant en rond comme les écureuils des six jours au Vel-d'Hiv', tandis que Mercier l'Auguste de cette bande de saltimbanques, les surveillait du coin de l'œil.

Pépin, autre caricaturiste de talent, avait représenté les mêmes personnages, les lèvres fermées par un cadenas pareil à une ceinture de chasteté sur la bouche, marchant au pas, le petit doigt sur la couture de leur pantalon, fidèles à la consigne qui était de se taire, pour sauver l'honneur de l'armée. H. G. Ibels avait publié en 1898 un recueil de dessins intitulé *Allons-y !* et en 1900 des *Légendes du Siècle* peu banales. Le Sifflet, avec ceux d'Hermann-Paul (il y en avait deux cents environ) plaidait avec chaleur la cause dreyfusienne. Jossot en faisait autant dans *l'Assiette au Beurre*, dont le titre était tout un programme (1).

Un journal lyonnais offrait à ses lecteurs l'effigie des tricoteuses de 1897 : la Billote, la Rocheforte, la Drumonde, la Millevoite et l'Alphonsine-Humbert !

Dans la Feuille on pouvait voir en liberté les moutons de Boisdeffre, dus au crayon d'un Steinlein, le vrai nom de ce généralissime étant, avons-nous dit, le Mouton de Boisdeffre !

L'imagerie d'Epinal racontait en détail « l'histoire d'un innocent » qu'un sculpteur anglais avait statufié debout clamant son innocence. A Londres, la revue *Punch* se moquait de la justice, qu'elle représentait sous les traits d'une dame voilée !

Un caricaturiste autrichien montrait Zola, armé d'une pince monseigneur, en train d'essayer d'ouvrir les mâchoires de Casimir Périer, Félix Faure et Méline, fermées à triple tour par une serrure de sûreté.

(1) Ce dernier, qui illustra mon Mauer, homme préhistorique dans la société actuelle, est l'auteur d'un pamphlet, le *Fœtus récalcitrant*, et de plusieurs affiches dont la plus réussie était consacrée aux sardines Arsène Saupiquet, sur laquelle figuraient les physionomies d'illustrissimes personnages parmi lesquels Yvette Guilbert et Sarah Bernhardt. J'avais revu Jossot en Tunisie, à la Marsa, après sa conversion à l'islamisme. Il avait cru trouver dans cette religion la vérité, mais ne l'y trouva pas plus que dans les autres. Il en était revenu, m'avait-il avoué. Ce cher Jossot, que je n'ai plus revu !

Dans le camp adverse Forain défendait dans PSITT..., l'honneur de l'armée avec celui du drapeau. Il réclamait la guillotine pour tous les dreyfusards. Caran d'Ache déversait sa bile dans le Figaro, accompagnée de légendes féroces. Il tenait absolument à prouver qu'il était français, alors qu'il avait du sang étranger dans les veines. Antisémitisme cent pour cent, il exigeait pour le traître douze balles dans la peau. L'un de ces dessins représentait la « Maison Dreyfus, Judas et Cie, fondée en l'an 33 de notre ère, où l'on vendait des bordereaux ». Ce n'était pas très spirituel.

Le Supplément Illustré du Petit Journal traduisait sur sa couverture, en des dessins d'une médiocrité lamentable, les aspirations de la foule (c'était au-dessous du Radar actuel, ce qui n'est pas peu dire), faisant appel à ses sales instincts en reproduisant sous ses yeux des scènes ignobles.

Pour les fêtes du Carnaval, en plus de la marche du bœuf gras on vendait l'Ordre et la marche du cortège vers l'île du Diable, où figuraient des masques et la binette du père la Mouquette avec la tête de Zola. Un programme que s'arrachaient les parisiens.

La Silhouette, le Pilori, le Rire, le Grelot, Triboulet, Don Quichotte, le Charivari, Fantasio, les Quat'Z'arts, la Chronique amusante, le Cri de Paris, la Comédie Politique (de Lyon) et autres feuilles satiriques avaient pris part à la bataille, n'ayant pu rester neutres dans ce conflit d'idées.

Les chansonniers avaient leur mot à dire à côté des caricaturistes. Fursy, qui avait réjoui ses contemporains avec la Remise de la Toison d'or à Félix Faure et Mr Loubet au grand prix, « notre cher président qu'Beaur'paire engueule », avait composé cette autre chanson rosse « Encore l'affaire », sur l'air de l'Expulsion des Princes :

« On n'en finira donc jamais avec cte rasoir d'affaire, on est depuis 6 mois en paix, on voit recommencer la guerre... « Pour eux, l'Affaire, c'est les affaires ». Cependant que de son côté Raoul Ponchon, toujours blagueur dans le Journal où il avait ses coudées franches, plaisantait à sa façon, prenant la chose à la blague :

Parle - moi donc de cette affaire

Multicolore

Et somnifère

Dont on nous rebat dans l'Aurore.

A propos du secret professionnel, si souvent invoqué au cours des débats, le poète Clovis Hugues se moquait d'« une colonelle rose et belle », qui cherchait un endroit où abriter ses amours, et ne l'ayant point trouvé, ni derrière une panoplie ni dans un hôtel meublé, ni en plein air, s'était décidée finalement à donner rendez-vous à son amant... derrière le secret professionnel !

Nombre de rimailleurs s'en donnaient à cœur-joie, pondant de mauvais vers, ou s'exprimant en farces grangui-gnolesques pleines de fantaisie, tandis que Loubet, natif de Marsanne, en prenait pour son grade : « Monsieur Loubet nous gâte, nous gâte Montélimar ».

En 1898 paraissait l'Éscarmouche, Journal d'un dreyfusard, par le fils du père Duchesne. Sous le pseudonyme Bouvard et Pécuchet (héros d'un roman de Flaubert), officiers d'académie bureaucratique, deux joyeux ronds-de-cuir s'étaient amusés à reproduire dans un Petit manuel du polémiste, les injures, coups de gueule et coups de trique, que s'adressaient les adversaires. Il y en avait pour tous les goûts et pour tous les dégoûts.

Cette marée montante de quotidiens et périodiques, nés à la faveur de l'Affaire, avait suggéré à Félix Valloton un dessin dans le Cri de Paris (janvier 1898) avec cette légende « l'âge du papier ». Il y en avait à vendre et à revendre. C'était le papier qui était la cause de toute cette agitation.

Une bibliographie complète de l'affaire Dreyfus comporterait un gros volume, plus de 1000 publications environ, livres et brochures, sans compter un nombre considérable d'articles dans les journaux et les revues, principalement de 1898 à 1900.

A la devanture des libraires on pouvait faire un choix parmi l'avalanche de volumes qui paraissaient chaque matin, dont la plupart avaient des titres suggestifs, tels que l'Affaire Dreyfus, d'où vient-elle et où mène-t-elle ? L'Affaire et ses ressorts secrets, les Dessous de l'affaire Dreyfus, l'Affaire Dreyfus aux Enfers, Une bataille pour une idée, Judas en Gaule, la Raclée, Hommage à l'armée, Le mot de l'énigme,

Le maquis de l'affaire Dreyfus, l'Affaire Dreyfus et ses dessous allemands, le Mystère Dreyfus, Tout le sac dreyfusard, Dialogue entre deux antidreyfusards dont l'un est de bonne foi, Les antidreyfusards sur la sellette, La Conscience militaire, Le traître légalement fusillé, La réponse de tous les français à Zola, Esterhazy et ses complices, Derrière les masques, etc. etc.

Dans ces différents écrits, où le vrai et le faux s'affrontaient, toute une époque ressuscite, avec ses grandeurs et ses petitesesses. Il faut de tout pour faire un monde, à ce qu'affirme un dicton. On n'avait ici que l'embarras du choix, on était servi à souhait. Ce n'étaient point les documents qui manquaient.

Enseignements à tirer de l'Affaire. — Qu'elle est un épisode de la lutte engagée de tout temps entre le mensonge et la vérité. — Qu'un homme qui ne pense pas comme les autres aura toujours à se défendre contre quelqu'un ou quelque chose. — Que le racisme n'a point désarmé et que le fascisme nous guette. — Que la paix est plus que jamais menacée, la liberté en danger et l'individu prisonnier du social. — Qu'il y a beaucoup trop d'Affaires Dreyfus dans le monde et qu'il est temps que « ça change ».

Encore une sale histoire dans l'histoire de la Troisième. Qu'elle nous serve de leçon, à nous gens de la Quatrième ! Nous avons vu ce que la passion, alliée à la bêtise, est capable de commettre en fait d'iniquités contre la personne humaine. Cette Affaire, avec une majuscule, qui dépasse toutes les autres par son étendue et sa durée et dont nous avons suivi pas à pas le développement dans un labyrinthe plein d'obscurités, doit rester pour ceux qui en furent les témoins ou qui en ont entendu parler un enseignement susceptible de réformer leur mentalité.

Nous avons vu un être désarmé, seul aux prises avec la société qui dirigeait contre lui ses batteries : Etat, justice, armée, police, église, autorité, afin de l'envoyer au bagne, parce que tel est son bon plaisir, et pour faire un exemple jusqu'à ce qu'intervienne une poignée d'hommes libres bien décidés à le tirer de ses griffes. La lutte avait été chaude, les uns ayant enfin compris qu'ils s'étaient grossièrement trompés, les autres persistant dans leur erreur, tandis que la vérité sortait victorieuse de son puits. Certes le prisonnier de l'île du Diable était lui-même, de par son métier, un représentant de cette société qui l'avait condamné. La fatalité s'était acharnée après lui, de préférence à tout autre, au moment où l'antisémitisme sévissait. Il était devenu par

la force des choses, un symbole, le symbole de l'individu victime de toutes les forces sociales liguées contre lui. Dreyfus incarnait l'homme privé de liberté, auquel il est interdit de penser, de rêver, d'aimer, de créer, de vivre intégralement. Et c'est cela qui pour nous importait plus que les combinaisons des arrivistes qui s'étaient emparés de l'Affaire pour en tirer profit.

Avec le recul nécessaire, on peut porter sur l'Affaire un jugement impartial, en dehors de toute préoccupation politique, en se plaçant uniquement sur le terrain de la liberté individuelle, violée sous tous les régimes, quels qu'ils soient.

Ce procès nous a montré ce que valent les expertises, fécondes en erreurs judiciaires, exécutées de parti pris, dans un esprit préconçu, et dont les victimes se chiffrent par centaines, peuplant les bagnes, les prisons, ou condamnées injustement à mort. Les experts genre Bertillon (1) ont plus d'un crime sur la conscience, qu'aucune réhabilitation ne compensera jamais, lorsque par hasard elle vient, toujours tardive. Cette bête malfaisante que l'on appelle un expert, n'a jamais servi, à de rares exceptions près, qu'à entraver l'œuvre de la vraie justice, qui repose sur des bases plus solides que des rapports mensongers et des calculs fantaisistes.

Les rivalités policières avaient également joué un rôle dans l'Affaire, où l'on avait vu les « poulets, » « en bourgeois » et « quart d'œil » brouiller les pistes, afin de se donner de l'importance. On retrouve toujours ces messieurs dans tous les tripotages, compromis et finissant par s'accuser les uns les autres, étant pareillement coupables.

Comparez à l'Affaire Dreyfus l'affaire des « fuites » actuelles, où « les profiteurs de la trahison ont voulu détruire les preuves que l'on avait contre eux » et qui a finalement dégénéré en eau de boudin. On y retrouve les mêmes personnages, hommes d'Etat, journalistes, diplomates, mili-

(1) Que Casimir Périer, en un moment de lucidité, avait pris pour un « échappé de la Salpêtrière ».

taires, juges, etc. « un dossier secret » et un « huis clos ». Rien n'y manque ! Après 50 ans c'est le même mauvais tabac avec la même mise en scène. Là encore on essaie d'étouffer la vérité par tous les moyens. Il ne manque qu'un Bertillon pour communiquer à cette nouvelle Affaire Dreyfus son côté héroï-comique.

« La crise n'aura pas été inutile », disait en ce temps là un chroniqueur, qui ajoutait : « Par l'affaire Dreyfus un peu plus de lumière, de justice et de bonté est entré dans le monde ».

Armand Charpentier, dans son Historique de l'Affaire Dreyfus partage la même opinion. De ce que la vérité a triomphé de l'erreur, il en conclut que « l'Affaire Dreyfus restera comme l'une des pages les plus glorieuses de notre longue histoire ». Pour le capitaine Paul Marin, qui en a été le témoin, c'était « une cause célèbre entre toutes à laquelle aucune autre ne saurait être comparée ». C'était avant tout une cause humaine !

Notre « bon maître » Anatole France, qui n'était pas encore celui que nous avons connu en 1914, envisageait l'Affaire sous le même angle. Pour lui, elle avait été fertile en résultats. Lors de la célébration du huitième anniversaire de J^lAccuse, il s'était exprimé en ces termes : « On ne peut nier que l'Affaire n'ait tué en France la théocratie, détruit l'armée des moines, renversé le parti noir, ouvert la voie à l'esprit laïque et socialiste ». Le « bon maître » était rempli d'illusions. L'Affaire n'a rien tué, mais elle nous a appris à nous tenir sur la défensive, et à agir en conséquence au cas où pareils faits se produiraient.

Dans son remarquable ouvrage : Jean Barois, Maurice Martin du Gard a sous une forme romancée, dégagé la morale de cette histoire, en offrant à son héros Marc Elie Luce le soin d'exprimer ses propres pensées. Ce dernier nous fait assister au « soupçon de l'affaire » à ses débuts, la suit pas à pas du procès Zola à celui de Rennes. Il nous rappelle dans quelles conditions et pour quels motifs Henry s'est suicidé, et finalement nous conduit à l'Exposition Universelle, le

3 mai 1900. Luce prononce alors l'Oraison funèbre de l'Affaire en présence de ses amis : « Déjà, dit-il, les détails s'estompent, nous sommes au lendemain d'une véritable révolution. Nous étions une poignée de dreyfusistes, et maintenant ils sont une armée des dreyfusards. Hélas ! ils ressemblent par bien des côtés à ceux que nous avons renversés mais je ne pense pas qu'ils puissent être pires. Songeons que, dans quelques 50 ans, l'Affaire Dreyfus ne sera qu'un petit épisode des luttes de la raison humaine contre les passions qui l'aveuglent : un moment, et pas davantage, de ce lent cheminement de l'humanité vers plus de bien ».

Comme tout cela semble lointain, et pourtant rien n'est plus près de nous, si l'on considère combien les mêmes erreurs subsistent dans la société présente. Rien n'est changé. L'Affaire Dreyfus reparaît sous de multiples formes, dans lesquelles on retrouve les mêmes passions et les mêmes intérêts. Elle ressuscite dans les querelles de clocher, où la politique divise les individus. Elle ressuscite dans les guerres coloniales et toutes celles qui, sous un prétexte ou sous un autre, ensanglantent la planète. Elle ressuscite, avec l'aide de la technique au service de la mort et le progrès matériel dressé contre le progrès moral. Elle ressuscite en tous lieux, à tout moment, partout où le virus de la haine a pénétré, faisant de l'homme le bourreau de soi-même, acharné à nuire à ses semblables, les dépouiller, les torturer pour prendre leur place et les dominer. Elle ressuscite dans les codes draconiens. Elle ressuscite dans les sentences rendues par les tribunaux civils et militaires où l'on voit des innocents payer pour les coupables, et condamnés à expier dans les prisons les crimes commis par leurs juges. Chacun de nous comme Dreyfus, peut être accusé, sans preuves à l'appui sur de fausses pièces qu'il ne connaît point, et envoyé au bagne à perpétuité, sans autre forme de procès, soit que sa tête déplaît, soit que l'Etat ait intérêt à se débarrasser de lui. Sa vie peut être empoisonnée jusqu'à la fin de ses jours lorsqu'il se trouve en présence d'une brute galonnée, ou d'un juge sans conscience. Il peut être arrêté sur le champ sans savoir pourquoi par une gestapo

aveugle et sans pitié ? Il y a de nos jours des crimes politiques pires que les autres, des oubliettes et des bastilles comme sous l'ancien régime et des lettres de cachet non moins odieuses. La République une et indivisible a repris pour son propre compte les tortures que les moines infligeaient aux mécréants, coupables de ne point partager leurs croyances. Nul n'a le droit d'exprimer une idée qui sort de l'ordinaire sans s'exposer à faire connaissance avec les tribunaux de la bourgeoisie. Qu'un objecteur de conscience refuse de tuer son prochain, il est condamné à mourir à petit feu dans une geôle militaire.

La peine de mort, honte des sociétés dites civilisées, est loin d'avoir été abolie dans le pays des Droits de l'Homme, où l'on a vu maintes fois de présumés coupables, victimes d'erreurs judiciaires, passer sous le couperet de la guillotine, à titre d'exemple !

Le passé n'est guère fameux, mais le présent vaut-il mieux ? « Les mystiques sanguinaires », que flétrissait Bernanos, reprennent du poil de la bête. Il n'y a jamais eu autant de maux en isme dans notre univers concentrationnaire.

Le fascisme est toujours debout, guettant l'instant propice où il sèmera en tous lieux la terreur et la mort. Le racisme n'a point désarmé, plus odieux en 1950 qu'il ne l'était en 1900, déniait à certaines catégories d'individus, de couleur et de religions différentes, le droit de vivre sur le même pied d'égalité, et cela au moment même où des nations, qui se prétendent pacifiques, se proclament les protectrices de la veuve et de l'orphelin. Le racisme est une honte pour l'univers civilisé, qui tolère semblables mœurs.

Au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, d'autres peuples s'emparent de leur territoire, soi-disant pour les protéger, ou leur fournissent des armes pour attaquer le voisin.

Le nationalisme est de plus en plus menaçant, chaque peuple, pour acquérir sa liberté, se livrant aux pires excès. Nul n'est en sûreté nulle part. Il faut s'attendre à tout, en un monde où ce sont les brutes qui dominent, les militaires et les politiciens.

L'esprit antidreyfusard, esprit de haine et de mensonge, souffle partout où la bête humaine, plus cruelle que toutes

les espèces animales réunies, domine et s'impose. Le monde est victime des charlatans, il patauge et s'enlise dans la boue, en attendant que le premier dictateur venu l'écrase sous sa botte.

Il y a partout des Affaires Dreyfus, sur tous les continents et dans tous les pays, où la violence et la haine commettent les pires crimes.

Avec ce cri pour tout programme : « A bas les juifs ! » des individus se sont érigés en censeurs des mœurs décidés à tout chambarder sans rien mettre à la place. Ce que nous avons vu en 1900 en France et en Algérie, se renouvelle sous nos yeux. Il y a toujours des Max Régis et des Drumont pour exploiter le mécontentement des populations. On entend les mêmes slogans poussés par les mêmes gens : « Vive l'armée ! », « X au poteau », « Z au pouvoir », « A mort untel » etc. Il y a toujours un traître à abattre, au nom de la raison d'Etat. Confusionnisme sans pareil dont tirent parti ceux qui l'ont provoqué par leurs discours ou leurs écrits, avec l'idée bien arrêtée de prendre le moment venu, la place de ceux qu'ils ont juré de renverser, non pour faire mieux, mais pour faire plus mal.

Le vrai coupable, dans l'Affaire, disons le pour terminer, ç'avait été l'antisémitisme, auquel le nationalisme avait prêté main-forte. Zola l'avait bien vu, du jour où il était entré dans la bataille, et où il déclarait dans le Figaro, que « toute cette lamentable affaire est son œuvre ».

« On ne saurait trop le dire, on ne saurait trop le répéter », disait de son côté Bernard Lazare, « l'histoire de l'antisémitisme en France n'est qu'un coin de l'histoire du parti clérical... Drumont n'est pas tout l'antisémitisme. Il est un écho et peut-être un instrument » (Histoire d'une polémique, 1906). Dans un échange de lettres, avec l'auteur de la France Juive, qui reconnaissait que son correspondant « n'était pas un sot et qu'il avait du talent », Bernard Lazare n'avait jamais pu obtenir de réponses précises au sujet des questions qu'il lui posait touchant l'antisémitisme, lequel ne

« servait que les intérêts d'une fraction de la bourgeoisie ». Dans *Antisémitisme et Révolution* (1898), le même écrivait : « L'antisémitisme, c'est bon pour les curés, les réactionnaires et les bourgeois, car ce sont les seuls qui peuvent ou qui espèrent en tirer quelque chose ». Ajoutons que c'est bon aussi pour les dictateurs (ce fut le cas d'Hitler) pour se hisser au pouvoir. L'antisémitisme peut servir les intérêts d'un parti, mais non ceux de l'humanité. Ce n'est jamais que de la politique et l'on sait où elle mène.

On a essayé dernièrement de laver du reproche d'antisémitisme les hommes qui ont condamné Dreyfus. Il ne s'agissait nullement, de la part des royalistes, de complot contre la République, non plus que d'une campagne des catholiques contre les israélites. Les juges auraient été sincères ayant jugé en leur âme et conscience. L'erreur serait due à l'imagination des foules, toujours portée à déformer les faits, etc. Cette thèse, exposée par Guy Chapman dans *The Dreyfus Case : A Reassessment*, ouvrage publié à Londres, ne semble guère soutenable. L'antisémitisme n'en a pas moins joué le principal rôle d'un bout à l'autre de l'Affaire. Elle a été déclenchée par Drumont et Cie, au cri de : « A bas les juifs ! » poussé à tout propos par le peuple et ses dirigeants.

Tirez en la conclusion que vous voudrez, ami lecteur, maintenant que vous avez entre les mains tous les éléments du procès.

Une mauvaise affaire pour la France : l'alliance Franco-Russe Pour quels motifs elle a été décidée. — Rôle joué dans cette alliance par les présidents de la République, de Félix Faure à Poincaré. — Où Marianne se fourre le doigt dans l'œil en se mettant corps et âme au service de l'ours moscovite. — Arrivée en France de Nicolas II, fils d'Alexandre III, venu demander aux bons français des hommes et de l'argent pour attaquer l'Allemagne. — Où les emprunts russes ruinent les petits épargnants. — Accueil enthousiaste fait par les populations aux marins russes, à Toulon comme à Paris. — Où les porteurs de lyre s'en donnent à cœur joie. — Où Laurent Tailhade flétrit « le Triomphe de la domesticité ». — Où l'on voit Poincaré affirmer en 1914 que « la mobilisation n'est pas la guerre », alors qu'elle l'était pour le tzar qui déclencha du même coup celle de l'Allemagne, provoquant celle de la France. — Bilan de l'Alliance Franco-Russe : « le grand crime » de 1914-18, suivi du traité de Versailles, qui en était un autre. « Avec ce traité, disait Clemenceau, j'emmerde le monde pendant cinquante ans » ! Il aurait pu dire « pendant cent cinquante ». Du beau travail, en vérité. Voilà où mènent les alliances !

Parallèlement à l'Affaire se déroulait en France une autre affaire dont les conséquences allaient peser lourdement sur le destin des peuples : l'alliance Franco-Russe, conclue au nom de la paix, que l'on invoque chaque fois qu'il s'agit de préparer la guerre. Cette alliance, amorcée depuis longtemps, sous prétexte d'assurer « l'équilibre européen », était un trompe-l'œil. Il en est de ces alliances entre peuples comme de ces mauvais mariages contractés par intérêt, destinés un jour ou l'autre à mal finir. Pour l'instant c'était la lune de miel. On nageait en pleine euphorie. Si les Russes n'étaient point d'accord avec la majorité des français au sujet de l'affaire Dreyfus, ce n'était là qu'un malentendu. Autocratie et démocratie fraternisaient, avec de part et d'autre des protestations d'amitié qui devaient durer éternellement. Le couple France-Russie allait marcher la main dans la main, formant un couple idéal.

Aucun nuage ne pouvait désormais en ternir la pureté. Des deux côtés on s'adressait de mutuels éloges, afin de donner au monde l'exemple d'une parfaite union, contre laquelle toutes les tentatives d'invasion viendraient se briser.

« Pour le bonheur de l'Europe, il faut que la France reste forte », ces paroles d'Alexandre I^{er}, prononcées en 1814 (1) devaient aboutir un siècle après, en 1914, à la boucherie que l'on sait. Ses successeurs avaient répété à l'envie cette affirmation qui n'était point gratuite pour Marianne. Elle devait par la suite s'en apercevoir mais un peu tard, pour son bonheur.

Cette alliance, dirigée contre l'Allemagne, était, d'après un général russe, « une nécessité historique, sa base ayant été posée par Napoléon I^{er} à Moscou et scellée par Napoléon III à Sébastopol. Elle devait être faite dans l'intérêt commun des deux nations ». On sait par expérience ce que signifie cet « intérêt commun », qui rapproche deux alliés qui, le lendemain, cessent de l'être.

Dans une brochure, intitulée *Échec et Mat à la politique de la France par l'alliance Franco-Russe (1887)* : « Nous sommes prêts, déclarait un autre russe. Nous ne voulons par la guerre... Il faut espérer que par l'alliance Franco-Russe l'Europe entière aura la paix et la tranquillité. Viennent les joueurs qui feront à la politique de M. de Bismarck échec et mat... A Paris, la presse conservatrice et opportuniste appartient, ajoutait-il, à l'internationale de la Banque et ne reconnaît d'autre dieu que l'argent. » Cet argent eût été évidemment bien accueilli des Russes si la même Banque leur en avait fait cadeau.

« Il suffira à Alexandre III, écrivait un nommé Pader en 1888, de crier : Vive la France ! » pour que ces paroles magiques fassent rentrer sous terre les espions et les traîtres. Elles seront entendues à Berlin, où la colonne de la Victoire

(1) Ce « parfait parisien », au dire de Talleyrand, expert en flatterie, dont les troupes occupaient à ce moment le Bois de Boulogne, n'en était pas à une trahison près, continuant la politique panslaviste inaugurée par un sadique du nom de Pierre le Grand. Que d'alliances, depuis, ont été conclues entre la Russie et la France, qui ont mal tourné pour cette dernière.

chancellera sur sa base, et à Paris, où l'on répondra : « Vive la Russie ! » Ce matamore ajoutait : « Les nihilistes ont espéré terrasser le peuple russe en abattant sa tête, mais pour le bonheur de l'humanité cette tête repousse à mesure qu'on la coupe... L'alliance Franco-Russe est pour les deux nations une nécessité inspirée par une mutuelle sympathie que rien n'a pu altérer. » Une sympathie sujette à caution !

Un auteur, qui signait un Ermite de l'Oural, écrivait en 1892 : « La France doit choisir entre la Russie et l'Angleterre. La Russie sera toute à la France, corps, âme et fortune ». C'était lui promettre la lune !

Dans son Histoire diplomatique de l'alliance Franco-Russe (Souvenirs et Révélations), publiée en 1893, Ernest Daudet écrivait qu'elle était « la plus solide garantie de la paix du monde » et dans sa Préface pleine de sous-entendus, il convenait « que les chancelleries n'avaient pas encore livré à la publicité leurs plus importants documents, pour des raisons diplomatiques ». Il ajoutait sans ambages : « Ce serait une erreur de croire que la Russie est venue vers nous entraînée par une générosité chevaleresque, mais comme la France elle n'a pris conseil que de son intérêt ». L'auteur avait la loyauté de le reconnaître, l'alliance Franco-Russe n'avait rien de désintéressé. Elle était pour nos bons français un rideau de fer élevé contre les prétentions d'une Allemagne alliée à une Italie qui formait avec elle « une seule et même famille ».

Les avantages que procurait aux bons français cet accord avec la Russie, étaient purement illusoire. C'était du blablabla. Les faits devaient se charger de leur donner un cinglant (et sanglant) démenti. Tout cela ne faisait que creuser plus profondément le fossé qui séparait la France et l'Allemagne, deux peuples qui auraient pu fort bien s'entendre pour assurer cet « équilibre européen » dont se gargarisaient nos bons amis les Russes, qui s'efforçaient par tous les moyens d'empêcher leur rapprochement.

L'intérêt, qui fait et défait les alliances pour aboutir aux pires mésalliances, voilà ce que l'on trouvait à la base de ces négociations. Il ne fallait point s'étonner si la Russie, en échange de l'amitié toute platonique qu'elle éprouvait pour la République française, lui demandait de lui fournir un « ma-

tériau humain », avec des armes et du « fric », pour maintenir en respect la Germanie et l'attaquer au besoin.

Les Allemands et les Anglais envisageaient sous un autre angle ce mariage d'intérêt entre deux êtres aussi différents. Ils exprimaient ce qu'ils en pensaient en différentes brochures et de nombreux articles. De Berlin, le prince Galitzin répondait à un article du Figaro, porte-parole du gouvernement français.

Cette mauvaise plaisanterie que l'on appelle l'alliance Franco-Russe devait coûter cher aux Français, en les engageant dans une aventure dont ils firent tous les frais, pareils au raton de la fable qui tire les marrons du feu. J'avais assisté en 1896, au défilé des marins russes, faisant leur entrée à Paris à la sortie du bois de Boulogne, acclamés par une vile populace comme le furent, pendant la dernière des dernières drôles de guerre, les soldats américains qui lançaient du haut des airs, accompagnées de quelques bombes, des tablettes de chocolat sur les populations (1). Les tablettes de chocolat qu'apportait dans ses bagages le fils d'Alexandre III Nicolas II étaient du même calibre.

L'expérience ne leur ayant rien appris, nos bons français se jetaient tête baissée avec un ensemble touchant dans la gueule du loup, ou plutôt dans les pattes de l'ours moscovite, quittes à s'en repentir par la suite.

Nicolas II allait inaugurer, à l'occasion de l'Exposition Universelle, en 1900, le pont Alexandre III (avec ses pylônes dorés de mauvais goût), et passer en revue l'armée française devenue la sienne, prête à voler sous ses ordres au secours de

(1) Devenus par la suite les maîtres de la « douce France », ces chers Yankees lui firent cadeau de leurs « surplus » et de leur chewing-gum, en même temps que d'une augmentation astronomique du coût de la vie.

la paix menacée. C'était un événement sensationnel, une date historique dans l'histoire des nations. L'armée française avait pour chef le tzar de toutes les Russies, qui avait cherché à imposer au gouvernement de la République la loi de trois ans. Ce projet avait échoué. Le même tzar n'en avait pas moins proposé, en 1898, aux puissances européennes, une conférence pour la limitation des armements, mais Delcassé s'y était opposé. Il n'était préoccupé que de voir aboutir l'alliance Franco-Russe, en attendant « l'entente cordiale » avec l'Angleterre, qui en était le complément. Le sort d'une nation dépend d'un ministre ou d'un chef d'Etat qui ont sur elle droit de vie et de mort. Il suffit d'un dictateur genre Hitler ou Mussolini pour empoisonner l'univers, voire d'un simple président du Conseil !



De Félix Faure à Loubet, l'alliance Franco-Russe avait été péniblement élaborée. Le premier avait pris la chose à cœur, désireux de la voir conclue au plus vite (2). Entre le souverain et lui venus tour à tour se rendre visite, s'était scellée pour toujours une inaltérable amitié, que rien ne pouvait rompre. Nos deux altesses se faisaient des politesses, comme dans les vers de Victor Hugo. Le monde était sauvé.

Félicite avait commandé au sculpteur russe Léopold Bernstamm, expert en l'art de modeler la glaise, — on lui devait la plupart des personnages en cire qui figuraient au Musée Grévin, — de reproduire en biscuit de Sèvres le culte impérial. (Notre tanneur, sensible aux charmes de la tzarine, pensait ainsi se concilier ses bonnes grâces.) Un biscuit plutôt dur à avaler ! Encore un cadeau qui devait nous coûter cher.

L'alliance Franco-Russe était un fait accompli en 1897. Panama I^{er} ayant repris l'affaire à son compte, après Tanneur I^{er} et bambocheur en diable, mort dans les circonstances

(2) Il avait été le premier des présidents de la Troisième, à mettre les pieds sur le sol russe, en 1897. Loubet en fut le second en 1902.

que l'on sait (1), l'alliance allait devenir encore plus étroite entre les deux nations.

Cette alliance, si elle avait été une bonne affaire pour l'empire des Tzars, en avait été une mauvaise pour la République troisième du nom. Faguet lui-même en convenait : « Elle nous avait fait plus de mal que de bien ». Pour une fois, ce myope avait vu clair.

Cette « ténébreuse » Russie dont Victor Hugo avait dit qu'elle constituait une menace pour l'Europe, avait tendu un piège à nos bons français, enclins à gober tout ce qu'on leur raconte, du moment que l'on fait vibrer chez eux la corde patriotique.

Raspoutine, le moine lubrique, qui terrorisait les grandes dames de la cour dont il était la coqueluche, en leur cornant aux oreilles : « Pêchez, mes sœurs, pour gagner le ciel ! » moyennant quoi il se les envoyait, n'avait pas porté chance à la Troisième. Celle-ci s'était acoquinée avec les grands-ducs venus faire la bringue à Paris. Elle y perdit plus qu'elle n'y gagna.

On sait ce qu'il advint de ce moine paillard, dont le contre-espionnage anglais livra tous les secrets. Un assassinat débarrassa la Russie de « cet être fantastique, quasi légendaire qui personnifia le plus intensément la folie et la criminalité du régime tzariste », rappelait en 1918 W. Bienstock dans la Fin d'un régime.

Tout cela devait finir par une tuerie collective, en l'an 1914. Se sentant soutenu par la France, la Russie avait profité d'un incident pour déclarer la guerre à l'Allemagne, et celle-ci ne l'avait déclarée à la France que parce que cette dernière

(1) On s'est depuis efforcé de l'oublier, pour s'en tenir à la version peu compromettante que l'on peut lire dans le Larousse du XX^e siècle : « Il expira brusquement à l'Elysée, emporté par une hémorragie cérébrale ». Avec cela, on est fixé ! Sans doute avait-il fait un bon dîner et bu plus que de coutume ce jour là !

était l'alliée de la Russie. Comme quoi Marianne eût mieux fait de les laisser se débrouiller toutes seules plutôt que de se mêler de leurs affaires. Mais Poincaré en avait jugé autrement. C'était l'occasion ou jamais, pour « cet enfant de la Lorraine », de reprendre celle-ci avec la peau des autres. Si pour lui la « mobilisation n'était pas la guerre » (1), bobard qu'il avait fait avaler aux français, elle l'était bel et bien pour le Tzar, qui n'y allait pas par quatre chemins. La mobilisation russe avait été pour l'Allemagne l'occasion de mobiliser à son tour. Qui avait voulu la guerre ? La Russie, avec l'appui de Poincaré, sur lequel elle comptait. Si elle n'avait pas été sûre de l'aide de la France, elle n'aurait pas mobilisé. De Boisdeffre, alors chef d'Etat-Major de l'armée française, pensait, contrairement à ce que prétendait Poincaré, que la mobilisation c'était la guerre, d'accord en cela avec le Tzar. Poincaré est donc le grand coupable en cette affaire, qui se chiffra par des milliers de morts en France et en Allemagne. Ce dernier n'avait-il pas déclaré à plusieurs reprises, à qui voulait l'entendre, qu'« il n'avait jamais eu d'autre raison de vivre, depuis sa plus tendre enfance, que de recouvrer nos provinces perdues » ? Il n'avait accepté d'être Président de la République qu'à cette condition. L'alliance de la France avec la Russie n'avait point d'autre but. Il n'était préoccupé que d'une chose : trouver un prétexte pour déclencher la guerre. Ce prétexte, la Russie le lui fournit, avec l'incident de Sarajevo (l'assassinat d'un archiduc !). Quant au reste, réformes sociales, amélioration du sort des travailleurs, bonheur du peuple, ce n'était point dans son programme. La Paix ? Il n'en voulait à aucun prix. Cet avocat sans cause — sauf la mauvaise qu'il plaidait, — fut l'un des hommes politiques les plus funestes de la Troisième République, laquelle en compte pourtant pas mal à son actif. Son sobriquet de Poincaré-la guerre n'était que trop justifié.

(1) C'est par un mensonge que débuta le « grand crime » de 1914, qu'il dura pendant quatre ans et qu'il se termina, attribuant à l'Allemagne la cause de la guerre et lui imposant par le Traité de Versailles des conditions draconiennes, contraires au programme de désarmement général proposé aux alliés par le président Wilson. Rien ne fut fait à cette époque par la France pour améliorer ses rapports entre elle et l'Allemagne.

Barrès, lorrain comme lui, espérait qu'un jour viendrait où la France aurait sa « revanche », mot tout rayonnant, disait-il, « de joie et de gloire », et il condamnait « l'ignoble pacifisme ». « La France respirait à pleins poumons l'atmosphère des grands jours religieux et nationaux. » Pour ce baratineur, comme pour tant d'autres, l'alliance Franco-Russe avait servi de prétexte pour déclencher une guerre « qu'il attendait, affirmait-il, depuis 44 années ». Mais il se garda bien de la faire, laissant à ceux qu'il glorifiait le soin de se battre à sa place. Il n'agissait que par personne interposée ! Tel était le langage que cet ancien socialiste, admirateur de Karl Marx en sa jeunesse, révolté à 20 ans contre toutes les turpitudes de son temps, tenait à l'heure où par sa faute et par celle de Poincaré la France allait s'engager dans une guerre infernale ! On retrouvait en 1914 le Barrès en chair et en os des beaux jours de l'Affaire, aussi vaillant qu'autrefois. Il voyait d'un bon œil le mariage de Marianne avec l'ours moscovite. La Russie était « sainte » pour lui comme elle l'était pour l'Anatole France revanchard, dont Rouveyre avait reproduit les traits dans ses Carcasses divines, et qui avait cessé d'en être une. Il était au comble de ses vœux, partageant l'allégresse de ses compatriotes. On allait enfin avoir la guerre ! Quelle aubaine pour le nationalisme !

Ses articles rappelaient la mauvaise littérature antidreyfusarde dont les publications portaient des titres vengeurs entre 1895 et 1898. On retrouvait le même Barrès qui avait applaudi des deux mains le doux François Coppée, lequel avait osé écrire dans le Journal, devenu un journal comme les autres, cette phrase ignoble : « Ah ! qu'on nous montre donc l'immonde face du traître, que nous crachions tous dessus l'un après l'autre, braves gens du Conseil de guerre ». Ce Coppée, prisonnier des nationalistes, était plus immonde que le traître sur lequel il crachait !

Dans Nouvelles et Curieuses révélations, la trahison de Dreyfus, les turpitudes dévoilées, Bernard Lazare et Cie, un dessin représentant quinze soldats fusillant le traître à bout portant comblait d'aise ledit Barrès. Circulaient ouvertement dans le public d'autres libelles aussi odieux : Preuve écrasante de la trahison. Appel à tous les français. Mort aux traîtres.

L'honneur de l'armée (1897), « La Clé de la Trahison », Dreyfus l'espion. La vérité sur le complot pour ruiner et déshonorer la France. Révision du procès, fusillez-le (1898). Dans A bas les juifs ! A bas les traîtres. Jugement et condamnation d'Émile Zola (1898), avec une portrait de Dreyfus, à gauche, et un de Zola, à droite, on parlait de Manœuvres occultes, et de Nouvelles prédictions de la voyante. Comment finira l'Affaire Dreyfus. La fin du monde. L'heure et la minute finale. On y reproduisait une Protestation du commerce parisien contre le syndicat de la trahison, adressée aux habitants de la Capitale. Un dessin signé Chantecler représentait les traits des principaux artisans de la révision, Joseph Reinach, Scheurer-Kestner, Mathieu Dreyfus, Émile Zola, tous en mauvaise posture. Un autre avait pour légende : En route pour l'Île du Diable. Sur la même feuille, on lisait dix couplets dans ce goût :

« Zola ferm' ta boîte !

Avec tes Rougon-Macquart

Tu nous ras's d'puis longtemps car Maint'nant qu't'es riche comm' Crésus, N'viens pas la faire au Jésus, T'as pris tes youpins odieux Pour des michets trop sérieux », chaque couplet se terminant par ces mots : « T'as assez vendu ! Tu n'es qu'un vendu ! ». On trouvait ce morceau de littérature, tiré à 1.000 exemplaires (le 9 février 1898), chez Léon Hayard, rue Montmartre.

On vendait à Bordeaux, pour dix centimes — elle valait encore moins — une feuille intitulée : A nos Pioupious. Les adieux de la France à Dreyfus ou la plainte du traître à l'occasion du nécessaire départ d'Alfred Dreyfus pour la Déportation (1895), poème en XV chants, où toute l'Affaire repassait sous les yeux du lecteur, en de mauvais vers au nombre de 384, commençant par ces mots :

Un officier d'Alsace

Vient de trahir son pays,

Voilà qui n'est pas joli.

Si 'cor y avait pas d'danger

A renseigner l'ennemi,

D'la part d'un « brillant soldat »,

Croit on qu'ça soy' délicat », etc.

Face au portrait du « traître infâme » figurait celui de Canrobert (François-Certain), « le soldat fidèle », avec les mots traditionnels : « Vive la Patrie ! « Vive l'Armée ». Le tout se chantait sur l'air de Fualdès : « O République, tu dois à la France de bien garder Dreyfus confié par elle à tes soins responsables », etc. Ces chants portaient les titres : le Crime du Conseil de guerre, le Procès en révision, la Notification, En cellule, la Dégradation, la Lecture, la Conduite de Grenoble, le Lieu de déportation, Calédonie ou Cayenne, A l'île de Ré, Morales 1^{re}, 2^e et 3^e, la Potence, Or c'est fini, Bon voyage. Signé : un groupe d'étudiants. En plus de cette méchante versification, des extraits de journaux achevaient de convaincre le lecteur de la trahison de Dreyfus, le Temps (« Cela, c'est bien fait »), le Petit Journal (« Lapidé ! ») et son Supplément illustré où figurait sur sa couverture Alfred Dreyfus anéanti dans sa prison, le Petit Parisien (« L'expiation »), la Libre Parole (« Mort au traître ! »), le Soleil, la Liberté, la Paix, tous d'accord pour injurier et insulter celui qui ne pouvait se défendre et jusqu'à la Petite République, qui faisait chorus avec les autres. On avait une bien triste idée de la presse quand on lisait de tels articles.

Le Siècle du 21 février 1898 s'était amusé à publier un Agnelet en cour d'Assises d'après la Farce de M^e Pathelin, mise en vers modernes par Georges Gassier de Brûlies, où l'on entendait ledit Agnelet déclarer

A mes amis les Allemands

J'ai vendu quelques documents,

et qui se terminait par le mot « canaille » dans la bouche de son défenseur.

Barrès rejoignait dans ses écrits ces pauvretés. En 1914, comme en 1900, il faisait preuve d'une insigne mauvaise foi. C'était le même nationalisme exacerbé, aussi fanatique et aussi méprisable.

Pour en revenir à l'alliance Franco-Russe, la plus funeste des alliances que la France ait jamais connue, l'élite et la foule communiaient dans la même allégresse. Sous prétexte de re-

conquérir les provinces perdues — qui ne l'étaient point pour tout le monde — la France s'était mise sous la coupe du Tzar. C'est ce qu'avait compris Jaurès, qui avait signalé les dangers de cette alliance bâtarde, mais qui l'eût approuvé à l'heure où le fanatisme aveuglait les français qui considéraient comme une trahison le fait de ne point partager leurs illusions. Jaurès était un traître qui menait « une campagne antinationale contre la revanche ». Il fallait se battre jusqu'au dernier homme pour reprendre l'Alsace et la Lorraine, et par là favoriser la politique du Kremlin.



L'arrivée de Nicolas II en France avait été l'occasion de réjouissances populaires comme on n'en avait pas encore vues sur le territoire de la Troisième République. L'hymne russe *Bodjie Tzara Krani*, Dieu protège le Tzar (il l'a si bien protégé qu'il devait périr assassiné en 1918), retentissait à tous les carrefours, tandis que nos bons français — bons pour la prochaine — braillaient en chœur le chef-d'œuvre de Rouget de Lisle : « Allons z'enfants de la patrie ». Ces « bons français » auxquels Nicolas II « apporta son estime et sa sympathie » (Arthur Meyer dixit), étaient aux anges et buvaient du lait (1). C'était pour eux la Belle Epoque ! Ils n'avaient plus rien à craindre de l'ennemi héréditaire (la Prusse de Bismarck), se sentant si bien protégés. Ils étaient loin de se douter à ce moment — toute médaille a son revers — qu'un jour viendrait où ils expieraient dans les larmes leur légèreté et leurs folies. Ce jour-là d'immenses champs de croix de bois remplaceraient dans les villes les dancings où ils se livraient à leurs ébats. En attendant on s'amusaît ferme, on ne s'en faisait pas. Toute la France était russophile, depuis les gosses à la mamelle jusqu'aux vieillards ayant un pied dans la tombe. C'était du délire ! Partout des manifestations avaient lieu en l'honneur de ces braves alliés dont on attendait le salut. Il n'y en avait

(1) Une estime et une sympathie plutôt intéressée. L'emprunt russe avait été une escroquerie, qui ruinait les petits épargnants. Ils avaient cru faire une bonne affaire, ils avaient été roulés dans les grands prix.

que pour eux. On oubliait du coup les scandales financiers et l'affaire Dreyfus. Un chansonnier belge traduisait cet enthousiasme en des vers de cette veine :

L'alliance russo-franque,
Quell' superbe combinaison,
On s'en paye et l'on s'en flanque
De Paris jusqu'à Toulon,
On illumine, on pavoise,
On réveillonne très tard,
On s'rencontre et l'on se croise
En criant « vive le Tzar ».

Le portrait de ce dernier et celui de l'impératrice figuraient à la devanture de tous les magasins, et jusque sur les objets les plus divers, y compris les plus intimes objets de toilette, tels que des vases de nuit, avec un œil au fond.

On était accouru en foule à Toulon attendre impatiemment la flotte russe venant rejoindre la « belle armée française ». Les marins russes avaient été accueillis à bras ouverts par les populations. Ils étaient arrivés les mains pleines de cadeaux (« je te donne un œuf pour avoir un bœuf »). Les parisiens avaient adopté pour les recevoir, en cas de mauvais temps, un parapluie franco-russe, et le soir, pour les rejoindre, une lanterne sourde moscovite. Il y avait le menu touristique franco-russe où dominaient le caviar et la vodka, avec la sauce tartare, la salade franco-russe et des entremets du même nom. Le « champagne de l'emprunt », coulait à flots, comme on pouvait le voir sur une affiche.

On servait dans les restaurants des repas dans des assiettes sur lesquelles étaient inscrits ces mots : « France et Russie », au-dessus de dessins représentant des soldats français et russes qui vidaient force chopines. L'une d'elles, où figuraient un cuirassier et un uhlan contenait cette légende : « Apprenez, garçon, qu'à des guerriers comme nous, ce sont de grands petits verres qu'il faut servir, et non des dés à coudre »

Tout se faisait à la russe, l'amour comme la cuisine. Laisant de côté toute pudeur, les femmes se jetaient dans leurs bras. On peut se permettre en pareil cas de faire cocu son mari. Le patriotisme excuse bien des choses. On forniquait dans les

rues. Les bordels avaient redoré leurs lanternes et renouvelé leur personnel. Différentes fantaisies se donnaient libre cours. Le baiser franco-russe, avec coup de langue au fond du gosier, était très apprécié des amateurs. Mais ce qui l'était encore plus, c'était la poignée de main franco-russe, qu'à la tombée de la nuit, dans les jardins des Tuileries, des péripatétitiennes proposaient au sexe mâle, pour la modique somme de dix sous : serrer leurs mains au bon endroit, sous leurs pantalons entrouverts (1) !

Il fallait s'attendre à ce que la poésie — ou ce qui passe pour l'être — entrât en scène pour commémorer pareil évènement. Des chanteurs groupaient en plein air autour d'eux une foule d'auditeurs qui reprenaient en chœur des refrains patriotiques. Toute une théorie de mauvais versificateurs comme il s'en trouve chaque fois qu'il s'agit de remonter le moral des populations, célébraient à l'envie, en des vers de mirliton au-dessous de ceux de Déroulède, les « messagers de paix ». Un illustre inconnu nommé Simond était devenu célèbre du jour au lendemain, rien que pour avoir adressé en 1893, Aux Marins russes à l'occasion de leur visite en France, et à l'amiral Avellane, « ambassadeur de paix », ce salut fraternel :

« Débarquez, nautonniers,
Héraults d'un peuple ami,

Unis pour la défense, unis pour la victoire, le Russe et le Français voleront aux combats. Une ère de bonheur jaillira de leur gloire ».

La même année, un certain J. France, conseiller municipal de Sceaux, taquinait la muse, dans le même style pompier : « Le vaisseau amiral glisse, s'avance avec fierté. Sur la proue il a mis les 3 couleurs, le drapeau de la France ». Un autre avait pondu une ode patriotique, toujours à l'occasion de l'arrivée à Paris des marins russes, « pour cimenter » (sic),

(1) Le sénateur Bérenger (René), autrement dit le Père-la-Pudeur, qui était l'auteur d'une proposition de loi sur la prostitution et les outrages aux bonnes mœurs (Séance du Sénat du 27 avril 1894), constatait qu'elle ne pouvait pas grand chose contre le laisser-aller des populations dont les mœurs étaient plutôt mauvaises.

— un ciment peu solide ! » l'union de la France et de la Russie. Voici pour vous le jour de l'allégresse. La voix d'un peuple ami, loyale et vengeresse... La France et la Russie ensemble marcheront. Ce sera la revanche éclatante et superbe, et vous les franchirez ces vaniteux brins d'herbe... Honneur donc à ce peuple, à ce bon peuple russe, redisons tous en chœur, d'une voix chaleureuse : « L'amitié d'un grand peuple est un bienfait des dieux » (1).

Certain Brondel éternisait le Souvenir des fêtes franco-russes dans une chanson satirique, Sous la Coupole, en 1893, au Caveau Lyonnais, avec sur la couverture un amiral qui retournait dans ses pénates : « Cuic vive la Russie. Quoi, la fête est bien réussie ». Elle l'était, en effet, mais pas pour tout le monde.

Edmond Rostand, en passe de devenir poète officiel, avait composé un long poème à l'occasion de la venue de la tzarine en France, où l'on trouvait ce compliment :

Rien qu'à la façon qu'elle glisse (2)

Oh ! oh ! c'est une impératrice...

faisait-il dire au tapis sur lequel elle avait posé ses pieds.

Comme il l'avait fait pour l'affaire Dreyfus, John Grand-Carteret avait reproduit dans l'Actualité en images, 88 caricatures provenant de tous les pays, dont l'une, publiée en 1893, dans le Journal satirique Pasquino, paraissant à Turin, représentait l'ours moscovite dansant avec une jeune et jolie française : « Fêtes grandioses, brillantissimes, enthousiastes, frénétiques, auxquelles n'a point manqué le gendarme venu exprès pour ne pas perdre les danseurs de vue ».

Une autre figurait un ours mal léché disant à la République française dont il escomptait les faveurs : « Lions-nous d'amitié, mais c'est toi qui paieras, car je suis fauché ». Il voulait se faire régaler à l'œil ! Du maquereautage, ou je ne m'y connais pas !

Le dessinateur Pépin n'avait pas manqué de ridiculiser

(1) Si grand que le Journal le Franco-Russe procurait du travail aux femmes enceintes. On ne pouvait se montrer plus galant.

(2) Les malins rectifiaient : « Rien qu'à la façon qu'elle pisse ! »

ces faits et gestes qui tendaient à assurer « l'équilibre européen », sur le dos de Marianne, toujours naïve et bonne fille, qui se donne à qui veut la prendre. D'un autre dessinateur cette légende pleine d'humour : « L'union fait la farce ». L'ours moscovite était pris sur le vif, dans toutes les positions. Que d'ours ! que d'ours ! n'en jetez plus, aurait-on pu s'écrier en voyant ce plantigrade s'efforcer de faire des grâces pour se rendre sympathique aux hôtes qui l'accueillaient comme un frère.

Le peuple russe, disons-le à son avantage, n'en était pas moins un grand peuple, avec ses écrivains, ses poètes, et ses musiciens illustres. La société russe n'était pas déplaisante à fréquenter, à Saint-Petersbourg comme à Paris, à cette époque où régnait une certaine courtoisie jointe à quelque sociabilité. Ce peuple n'était sans doute pas très heureux du temps des tzars, mais l'est-il davantage aujourd'hui ?

Cette mauvaise plaisanterie dont les metteurs en scène n'avaient rien épargné pour la faire prendre au sérieux, ne pouvait s'éterniser. Laurent Tailhade avait prévu le dénouement, qui écrivait dans le *Libertaire* un article qui n'était pas piqué des vers sur Nicolas II. ce qui lui valut de faire un stage à la Santé, tandis que sa femme accouchait. Celle-ci avait été à ce point impressionnée par cette arrestation que le fils qu'elle mit au monde ne vécut que quelques heures, l'accouchement n'ayant pu avoir lieu dans des conditions normales. La République Athénienne — Loubet regnante — avait refusé à l'écrivain l'autorisation d'aller la voir.

Dans cet article au titre vengeur : Le triomphe de la domesticité, le fougueux polémiste disait l'applatissage des français devenus les vassaux de l'empire des Tzars et donnait libre cours à son indignation. Il ne parlait rien moins que de faire subir au tzar le sort qu'avait subi Carnot. Rappelant l'attentat de la rue de la Ferronnerie, il écrivait textuellement : « il ne se trouvera pas un soldat pour frapper jusqu'à la mort, en montant sur le marchepied des carrosses, tzar, président, ministres et les clergés infâmes ? ». Il récolta un an d'emprisonnement à la Santé, peine qui fut abrégée lorsqu'il eût renoncé à se porter à la députation contre le sieur Millerand, ce qui n'empêcha point l'auteur de la Ballade à

Solness de récidiver à la première occasion. Une voix au moins s'était fait entendre pour pousser un cri vengeur. Cette protestation avait du bon !

Les alliances n'ont jamais bien réussi aux français, qui donnent toujours plus qu'ils ne reçoivent. C'est à la guerre qu'elles les mènent, où sous prétexte de les protéger, leurs alliés bombardent leurs villes et leurs villages, leur causant plus de mal que « l'ennemi ». Ils n'ont encore rien appris.

La morale de cette histoire ? Méfions-nous des alliances, quelles qu'elles soient. L'une des deux parties est invariablement roulée. « Fallait pas qui y aille ! », dirait le vulgumpecus.

Dans une thèse soutenue en 1928 par Jean Picheral, sur l'Alliance franco-russe, on pouvait lire cette vérité première : « Cette construction diplomatique s'est effondrée en 1918 par la paix séparée germano-russe. Cette catastrophe a suffi pour dépouiller l'alliance de l'auréole dans laquelle on l'avait vue jusque là. L'alliance avait coûté cher dès sa naissance, les emprunts nous paraissaient une chose alléchante. Patatras ! le public avait cru faire une bonne affaire. Il n'en a jamais fait une plus mauvaise. Puisse la France se garder de toute alliance qui entre les mains de politiciens sans scrupules se transformerait comme précédemment en un instrument d'impérialisme ». Sage conseil qu'il sied de suivre, lorsque l'on n'a point perdu toute raison. La Belle Epoque nous a légué avec l'alliance Franco-Russe le plus lourd des héritages et la moins fructueuse des opérations. Qui ne voit que nous en supportons aujourd'hui les conséquences ?

XXVI

Autre affaire qui n'a pas peu contribué à enlaidir l'époque 1900 : la guerre anglo-boer. — La ruée vers l'or transvaalien. — La perfide Albion envahit le Transvaal. Les Boers contre-attaquent et se défendent. Ils succombent vaincus par le nombre. — Opinions de la presse, dreyfusarde et antidreyfusarde, sur cette guerre homicide (comme le sont toutes les guerres) — Où les poètes, les chansonniers et les caricaturistes prennent part à la bataille. — Où le roi Edouard VII, vainqueur des Boers, entre triomphalement en France, pour la conquérir à son tour et conclure « l'entente cordiale ». — Accueil qui lui est fait par les populations, qui laissent royalement choir le président Krüger. — Ce dernier meurt de chagrin en Suisse en 1904, abandonné de tous. — Leçon qui découle de ces événements.

Comme si ce n'était pas assez de l'affaire Dreyfus et de l'alliance Franco-Russe, cause de la guerre de 14, une autre affaire, — jamais deux sans trois, si l'on en croit un proverbe — était venue enlaidir la Belle Epoque, de l'autre côté de la Manche, chez « la perfide Albion », autrement dite l'Angleterre, ainsi nommée de ce qu'elle n'a jamais envisagé que son intérêt, au détriment de celui des autres peuples, en employant les moyens les plus déloyaux pour arriver à ses fins.

Bien qu'ils fussent occupés à mater les « boxers », nom qu'ils avaient donné aux insurgés chinois en révolte contre les Légations européennes, messieurs les Anglais prétendaient faire la loi aux habitants du Transvaal. Ils avaient attendu le moment propice pour se livrer à une agression préméditée depuis longtemps.

En 1896 avait eu lieu l'annexion par la France de l'île de Madagascar, — après un prétendu protectorat dont la reine

Ranavalo avait été dépossédée avec de belles promesses (1). Le général Galliéni, un héros et un « dur », qui s'était déjà distingué au Tonkin, au Sénégal et au Soudan, avait procédé à cette « pénétration pacifique », analogue à toutes celles dont s'enorgueillit la Troisième (on sait ce que signifie une annexion en langage colonialiste : un vol avec effraction, comme on pénétrerait dans un logement pour en chasser les locataires).

L'Angleterre en faisait autant en Afrique du Sud, occupant « pacifiquement » le Transvaal. On retrouvait ici la main de la perfide Albion, une main qui n'avait pas toujours été très propre, et qui cherchait à s'emparer des mines d'or découvertes dans le sud-africain.

Cette guerre exterminatrice d'un peuple de paysans qui ne demandaient qu'à vivre tranquillement dans leurs foyers, n'avait pas eu en France une bonne presse, ce qui était assez surprenant quand on pense qu'elle en faisait autant de son côté, mais il ne faut pas demander de la logique aux nations civilisées.

Les boers étaient des « barbares », au dire des Anglais, qui en étaient eux-mêmes de fameux. C'étaient des « rebelles » qui méritaient un châtement exemplaire. Telle était la mauvaise raison pour laquelle ils allaient massacrer tout un peuple.

Les boers n'étaient pourtant pas aussi arriérés que le prétendaient les citoyens du Royaume-Uni. A l'Exposition Universelle de 1889 ils avaient fait leurs preuves et, en 1900, leur pavillon, où le buste du président Krüger figurait à l'entrée, avait été très remarqué, à proximité d'une ferme boer, « le clou moral de l'Exposition », d'après un visiteur.

L'opération Transvaal avait d'abord échoué et failli mal tourner pour les Anglais. Les Boers s'étaient défendus avec une énergie farouche. C'avait été une levée en masse de soldats improvisés, confondus dans les mêmes rangs, hommes, femmes, enfants, aîeuls, fils et petits-fils. Il n'eût pas fallu leur parler

(1) De même que, de 1892 à 1893, le roi Behanzin avait été dépossédé de son royaume par cet autre « pacificateur » le général Dodds !

d'opposer à l'envahisseur une résistance passive, de répondre à la violence par la non-violence. Ils préféraient se battre jusqu'au dernier d'entre eux plutôt que de céder un pouce de terrain. Les femmes boers, plus enragées que leurs maris à défendre le sol natal, étaient bien décidées, affirmaient-elles, s'ils rentraient dans leurs foyers, à les en chasser pour qu'ils retournent sur le front. Comme les antiques romaines, elles étaient guerrières dans l'âme.

Les Boers étaient d'excellent tireurs, étant d'excellents chasseurs. N'ayant point pour eux la force — ils étaient tout au plus 15.000 combattants — ils agissaient par la ruse. Ils avaient donné du fil à retordre aux Anglais qui ne s'attendaient pas à une résistance aussi opiniâtre de leur part. Depuis longtemps ils tenaient en réserve soigneusement dissimulés des fusils Mauser et des canons, ce que les sujets de Sa Majesté le roi d'Angleterre étaient loin de soupçonner, comptant pénétrer comme en pays conquis au Transvaal. D'où les revers que ces derniers avaient d'abord essayés, mais la guerre se prolongeant ils avaient fini par avoir le dessus. Après les avoir repoussés, les Boers étaient à leur tour écrasés par le nombre, dans cette lutte inégale. Ayant eu confiance dans le dieu des armées, ils avaient fait des prières pour le remercier de les avoir favorisés dès le début et pensaient qu'il continuerait de soutenir leur juste cause. Ils n'allaient pas tarder à s'apercevoir, après quelques triomphes éphémères, qu'il les abandonnait à leur sort, en accordant la victoire à la perfide Albion.

Les jeunes Anglais étaient accourus s'enrôler dans une armée qui n'était qu'une bande d'assassins. Des criminels de droit commun, déguisés en militaires, tels étaient les envahisseurs.

Venus en permission dans leur pays, les tommies étaient accueillis comme des héros ayant fait leur devoir. Ludovic Naudeau, l'un des meilleurs journalistes de la Belle Epoque, rappelait qu'à Londres, à l'Empire Théâtre, ils se vantaient de leurs exploits (disons plutôt de leurs crimes) devant un parterre choisi de gentlemen et de miladys acclamant Chamberlain et conspuant Krüger. Jamais une nation n'était descendue aussi bas.

Ces English de malheur parcouraient les rues de Londres en promenant des caricatures sur lesquelles les Boers étaient représentés sous la forme d'un citron pressé. « Serrez un peu plus », lisait-on sur ces dessins, « nous n'avons pas encore la dernière goutte ». Ils allaient le presser jusqu'à la dernière ! Ils avaient poussé le sadisme jusqu'à employer les balles dum-dum (anciennes balles améliorées !) qui éclataient dans le corps et le déchiquetaient, déjà utilisées par eux en d'autres circonstances, tout en prétendant mensongèrement que les Boers en avaient fait usage les premiers. Ça valait bien les bombes qu'ils mettaient dans le derrière des nègres pour les civiliser. De quel côté étaient les sauvages ?

Dans cette guerre « qui avait passionné toute la race humaine », ainsi que le rappelait Jean Carrère dans son livre la Guerre du Transvaal, le Pays de l'Or rouge, celui-ci avait joué le principal rôle comme de nos jours le pétrole et l'uranium. Une guerre n'est jamais qu'un acte de banditisme déguisé, et celle-ci en fournissait une nouvelle preuve. Les guerres que nous vîmes depuis, avec leurs atrocités, ne furent jamais aussi odieuses que cette guerre du Transvaal qui endeuilla la Belle Epoque. Ce crime crapuleux avait « soulevé la réprobation universelle », selon un cliché connu. La guerre anglo-boer, encore une sale guerre à inscrire dans les annales de l'humanité.

Comme pour les Russes, le président Krüger, à son arrivée à Paris, en novembre 1900, avait été l'objet d'une réception enthousiaste de la part des populations. J'ai sous les yeux une carte postale qui le montre saluant la foule venue l'acclamer, à l'heure où il débarquait en France. Dans une autre, il monte en voiture, entouré de civils en haut de forme, de militaires en grand appareil, tandis que les drapeaux claquent au vent, et qu'autour de lui se presse un public nombreux. A ce moment on n'aimait guère l'Angleterre et de telles manifestations traduisaient bien les sentiments que nourrissait à l'égard de la perfide Albion la population française acclamant le petit peuple qu'elle avait envahi.

L'Illustration, magazine pour gens bien pensants, se faisant l'écho de l'opinion publique, « admirait la simplicité de

ces hommes aussi frustrés qu'héroïques, qui tiennent en échec la puissance anglaise... Cet attentat d'une nation puissante contre un petit Etat d'hommes libres qui avaient chèrement acquis leur droit à l'indépendance ouvre tristement le nouveau siècle, qu'on saluait comme l'aube d'une ère de justice et de fraternité ».

L'Almanach Hachette (1901) convenait que « cette guerre a été l'une des plus sanglantes des guerres coloniales de l'Angleterre... La lutte héroïque et inégale que les Boers ont soutenue pendant de longs mois, défendant pied à pied leur territoire contre l'invasion étrangère, leur a conquis l'admiration de tous, même celle de leurs adversaires ».

« Leur cause est juste, proclamait un député. Elle est de celles pour lesquelles la France se passionne, et elle intéresse tous les peuples. » « De tels hommes, déclarait le réactionnaire Georges Berry, président du Comité d'Honneur de la jeunesse française pour les Boers, n'honorent pas seulement leur pays, mais l'humanité tout entière. » « Honte à l'Angleterre, s'écriait-il, qui s'est associée à un traître, payant de son or une campagne qui devait compromettre notre défense nationale et le succès de notre Exposition. Honte à elle, qui ayant échoué dans ses criminels desseins, fit le même jour acclamer Dreyfus et lacérer le drapeau français par une foule en délire. » Il terminait cette diatribe par ces mots : « Vivent les Boers ! » (1).

Un anonyme, moins partial que Georges Berry, déclarait que « son admiration pour les Boers n'était faite d'aucune haine pour les Anglais ». Il constatait que la Civitta Catholica, qui avait combattu Dreyfus, n'était pas favorable aux Boers. Il en profitait pour écrire : « la campagne antirévissionniste fut menée en France avec la violence que l'on sait par les feuilles cléricales et nationalistes ». On sait que le Journal qui a fait le plus de mal au pays a été le Petit Journal et que la devise des moines dans les Croix des Judet des Rochefort, a été « l'Honneur de l'armée ». En France on s'est plu à flétrir du nom de Sans-patrie ceux qui combattaient pour la justice et pour l'humanité. Les manipulations diplomatiques de

(1) A propos des Boers, on remettait sur le tapis l'Affaire Dreyfus.

M. Chamberlain sont aussi obscures que les manipulations du dossier Dreyfus. »

Yves Guyot faisait observer dans le *Siècle*, en 1900, « qu'en se livrant à l'apologie des Boers, au lieu d'examiner leur civilisation, les journaux employaient exactement les mêmes procédés que pendant l'affaire Dreyfus. On retrouvait Drumont, Rochefort, Jüdet et Arthur Meyer, d'accord avec leurs adversaires. A ce sujet, Yves Guyot avait une prise de bec avec le sieur Brunetière, dont il ne vantait point la courtoisie, ce dernier lui ayant adressé une lettre aigre-douce.

Cette réserve, de la part d'Yves Guyot, n'était que trop justifiée. On avait vu parmi les défenseurs des Boers les mêmes personnages qui avaient combattu Dreyfus, victime comme eux d'une iniquité. On retrouvait ici les noms des souscripteurs du fameux monument Henry, qui s'étaient étalés sur 703 pages de l'ouvrage de Pierre Quillard, tous d'accord pour glorifier le faussaire, à commencer par « les gardiens de la paix, de planton chez Rothschild, qui se plaignaient d'être obligés de défendre un coquin, en attendant de lui casser la gueule (sic) ». Poupoule et Lolotte se flattaient de « bouter hors de France Joseph Reinach et sa bande », chefs eux-mêmes d'une bande d'énergumènes à tout faire, voisinant avec Paul Valéry, qui avait envoyé son obole, « non sans réflexion », avait-il dit, et qui retrouvait à ses côtés ceux que nous avons déjà cités, et bien d'autres encore, parmi lesquels Vervoort, Henry Gauthier-Villars (autrement dit Willy), de Chambure, directeur de l'*Argus de la Presse*, Robert de Bonnières, le dessinateur Iribe, le dénommé Morras (une drôle de coquille !), Camille Debans, Alphonse Humbert, Lasies, Ernest Roche, Albert de Mun, Marcel Habert, etc., qui appartenaient à la meilleure société comme à la plus mauvaise, boerophiles cent pour cent : militaires, diplomates, curés, avocats, ingénieurs, professeurs, médecins, pharmaciens, étudiants, mélangés à des filles d'Eve qui ne demandaient pas mieux. Une occasion pour eux d'assouvir leur haine contre l'Angleterre, qui était dreyfusarde. C'était assez troublant !

Esterhazy, l'idole des français, eût combattu pour ou contre les Boers, si on l'avait grassement payé. Ce soudard à la mine plus antipathique encore que celle de Dreyfus, si tant

est que ce dernier l'ait eue autant qu'on le prétendait, justifiait ce qu'Henry Leyret avait écrit dans la préface des Lettres d'un coupable, au sujet de « cet acquitté qui n'était pas un innocent. Ces lettres, c'est l'attestation des plus viles pensées, c'est le suprême hoquet de la dégradation, c'est le manuel de toutes les tares humaines ». Quelle différence avec Dreyfus ! L'amant de la « Petite Secousse » (encore une parmi tant d'autres, on se demande comment il pouvait s'y prendre pour satisfaire toutes ses « poules »), eût encore donné des rendez-vous à une dame voilée (ou violée), dans une vespasienne. Lui qui avait vendu pour 1.000 francs un plan de mobilisation à l'Allemagne, n'y regardait pas de si près. Il eût encore joué un double jeu. De Pellieux se mordait les doigts d'avoir cru à ces bobards, et se sentant brûlé auprès de ses chefs, demandait à son ministre la liquidation de sa retraite. Quant à de Boisdeffre il regrettait amèrement d'avoir été mystifié. Il avait cru agir pour sauver l'honneur de l'armée ! En conséquence il se confessa et communia. A tout péché miséricorde !

●

Laissant de côté l'Affaire, Edmond Demolins, dans Boers et Anglais se demandait : Où est le droit ? Et il disait : « Les peuples qui n'ont eu que la supériorité militaire n'ont exercé qu'une domination éphémère, comme les Tartares d'Attila, de Gengis-Khan ou de Tamerlan ? Le premier occupant, c'est le règne du hasard ou de la pure violence... Les Boers se distinguent par des qualités morales remarquables... »

Frédéric Mistral, nationaliste et patriote, vantait « l'héroïsme de ce peuple, qui empourpre de sa gloire et sanctifie de sa foi l'aube du 20^e siècle ».

« Lilliput a jeté son gant à Gulliver, et M. Chamberlain est satisfait. Il a sa guerre », écrivait Paul Hamelle au sujet de la Crise Sud-africaine. Les sympathies de l'Europe ne vont pas au colosse, faisait-il remarquer. « Du jour où le pâtre boer buta sur une pépite, sa ruine était inévitable, elle pouvait être sans gloire, il l'a voulue héroïque. »

« On se demande comment, écrivait Paul Combes dans les Héros boers, Cent ans de lutte, de pareilles iniquités peuvent encore se produire à l'aurore du XX^e siècle. »

Décidément, l'Angleterre n'avait pas une bonne presse. Rémy de Gourmont écrivait dans le *Mercure de France* que les « Anglais en étaient à la période où l'on prête à rire, mais nous les verrons peut-être à celle où on inspire de la pitié ». Il traduisait par là les sentiments de la majorité des français, Clemenceau en tête, qui était leur ennemi personnel.

Séverine, dans le *Journal*, prenait le parti des boers, avec le même courage qu'elle apportait dans toutes les causes qu'elle défendait. Elle justifiait son premier pseudonyme de « Sévère », dans un éloquent article : *Bas les Armes*, où elle souhaitait « la fin de cette abominable guerre du Transvaal » et militait en faveur de la paix et de la liberté pour tous les peuples. Urbain Gohier, sous le titre *Fusillades*, stigmatisait dans l'*Aurore* « l'atroce conduite des Anglais au Transvaal », et il en profitait pour en dire autant des Américains aux Philippines, des Autrichiens à Trieste, des Espagnols à Montjuich, des Français à Chalon, au Soudan, à Madagascar, à la Martinique, en Indo-Chine, en Chine, flétrissant les exploits des Mrachand, Frey, Galliéni, Millerand-Gallifet (en un seul mot) et autres criminels de guerre. Il fallait être ce farceur de Jules Lemaître pour oser écrire dans l'*Echo de Paris*, à propos de ce massacre en série, qu'« il n'y avait pas de quoi nous brouiller avec l'Angleterre plus que nous ne l'étions déjà », ce qui ne le compromettait guère.

Edouard Naville, auteur de la *Question du Transvaal* (1900), « conseillait aux Boers de se rendre, et de s'en remettre aux conditions que leur fera l'Angleterre ». C'était un autre point de vue !

La France entière protestait contre l'indigne conduite de l'Albion. A part quelques voix discordantes, on s'accordait à reconnaître que c'était là une « guerre monstrueuse ». On ne parlait que de « l'offensive victorieuse des boers », qui avaient pris les devants de peur d'être attaqués. On qualifiait d'« épique » leur résistance héroïque. On exaltait leurs sentiments religieux et leur confiance en Dieu. On priait pour eux et l'on

faisait dire des messes. On recueillait des dons pour venir en aide aux veuves et aux orphelins. On publiait des ouvrages où la vie du peuple boer était décrite en détails depuis les origines (1). On avait frappé des médailles en l'honneur du président Krüger, où il était représenté sous les traits les plus sympathiques, avec sa bonhomie habituelle et son masque de bon vieux grand-père. On évoquait la mémoire des héros « morts pour le Transvaal », au cours d'une lutte qui durait depuis des années, pour aboutir à celle-ci, encore plus terrible. On célébrait à l'envie Pretorius, Steinjn, Joubert, Cronze, Bothe, Ollivier, Dewet et Villebois-Mareuil qui, pour donner le bon exemple, s'était engagé dans l'armée boer. Encore un sacrifice inutile ! « Tous contre l'Angleterre affolée de mégalomanie et affamée de conquêtes », s'écriait un boerophile. Un autre exhortait les « Boers à combattre jusqu'à la mort, avec l'aide des volontaires français. » Mieux valait pour eux mourir debout que vivre couchés ! (le mot n'est pas nouveau).

Des stratèges en chambre, genre Café du Commerce, en profitaient pour ranimer au cœur des foules « la divine flamme du patriotisme », réclamant à cor et à cri « des armements de plus en plus perfectionnés », et demandant que « l'instruction du tir soit poursuivie dans toutes les nations européennes » (c'était le meilleur moyen, en effet, pour assurer la paix).

Un certain commandant D... avait écrit un Manuel du bon tireur où il traitait de l'Emploi du fusil pour les boers, et de la manière de s'en servir. « Se garder, se défiler, se coucher », avec cela on était sûr de la victoire ! Il ne s'agit pas seulement, conseillait-il, d'apprendre à commander. Un bon tireur ne suffit pas, il faut être un bon soldat ». Tout l'art de tuer en cinq leçons, comme le tango !

A l'étranger, on était pour les Boers. La Russie critiquait sévèrement l'Angleterre (2). La Norvège, par la voix de

(1) Le roman de Meyne-Reid : Les chasseurs de girafes (1882); où étaient contés les exploits des jeunes boers, était littéralement « dévoré » par la jeunesse.

(2) Bien que Nicolas II se souciât médiocrement de recevoir la visite de Krüger.

Bjœrnstjerne Bjœrnson, proclamait que « les Anglais s'étaient déshonorés ». En Allemagne, VVilhem Liebknecht reprochait « à la presse d'Outre-Manche d'exciter la population à l'infâme guerre de brigandages contre les Boers, plus infâme que ne le fut celle de l'opium en Chine et qui était entreprise dans l'intérêt des spéculateurs sur les mines d'or sud-africaines ».

Tout un essaim de poètes mineurs, jeunes ou vieux, avait pris son vol pour célébrer les vertus de ce « petit peuple héroïque ». Jean Aicard, premier poète français par ordre alphabétique (natif du midi et quart, disait-on) s'agenouillait devant « l'Arbre de Noël des Boers, messenger de Dieu », terminant pas ces mots des vers ridicules : « Le tzar est chrétien, l'Europe est chrétienne ». Sully Prudhomme dédiait à Un jeune poète boer mort en défendant sa patrie un sonnet parnassien d'une régularité parfaite. Paul Hyacinthe Loyson dédiait 16 pages à la mémoire du jeune poète boer Martinus Schaink, défiguré à coups de baïonnettes en défendant la justice, monté transfiguré à Dieu dans un cri d'amertume. Emmanuel des Essarts exaltait dans le même style le génie du président Krûger. Michel Dalques, poète épique, glorifiait en 1899, « L'Épopée Boer », et encensait Krûger, « Nouveau David à la fronde puissante... Que ceux-là soient maudits qui font couler le sang, pour un peu de cet or que nous cache la terre, courage ! Vous vaincrez ! j'y crois, je veux y croire ». Et tout le monde y croyait avec lui !

Edouard Noël adressait à l'Empereur allemand un sonnet pompier en l'honneur du président Krûger, sonnet qui fut dit par Raphaël Duflos à la Comédie Française :

« Salut, noble vieillard qu'une guerre inhumaine força d'abandonner cette terre africaine. Ta gloire a retenti sur les bords de la Seine ».

Vallet des Bruignières félicitait dans le Premier livre de l'Épopée boer, « ce peuple d'agriculteurs, de commerçants et de braves gens ».

Henri de Veyge ne se creusait pas davantage les méninges (La justice des choses, ode aux Boers) « en hommage au président Krûger, le fier guerrier devenu l'honneur de l'histoire, grâce auquel les Boers sont entrés vivants dans la gloire ».

Louis de Soudak, autre porteur-de-lyre, animé des meilleures intentions, publiait chez Vanier des Etapes sanglantes : « Le boer valeureux a sa place marquée au livre d'or des preux. Les voilà les héros » !

Allin de Vallincourt apportait dans le Réveil des Boers une note héroï-comique :

« Du balai, toujours du balai,
L'ennemi, pris de panique,
Tout est bon, jusqu'à la trique,
Boers, canardez les Anglais...
Ce petit peuple n'a pas la flemme,
Je t'admire, petite République,
Tape sur la peau des goddems,
Chambarde la grande Britannique ».

Que voilà de beaux vers libres !

Un autre poète à particule, E. de Lambert, dédiait son Salut à Krüger « à Edouard Drumont, le grand patriote, en modeste hommage ».

Qu'un lâche léopard, Albion sur tes armes, Fasse couler le sang, La France alors se lève, et sèche bien des larmes, Au cœur de l'innocent ».

Berthe Reynold, qui signait ses élucubrations B. Reynold, ne voulant pas être confondue avec les amazones qu'Han Ryner avait si élégamment massacrées, ne se sentait plus, en si noble compagnie et proclamait, à grands renforts d'alexandrins, dans ses Chants d'un poète : « Un peuple meurt debout en superbe agonie ».

A la Haye paraissait un Carmen pro invictis, contenant des offrandes de poètes aux Républiques Sud-Africaines, livre dédié « à ceux qui étonnent le monde ».

Franc-Nohain (1) dans le Journal, passant en revue sous le mode ironique les dômes de l'Exposition, dans la Muse à l'Exposition, faisait allusion en ces termes aux balles dum-dum :

De dôme en dôme
Le voilà le joli dôme,

(1) Ne pas confondre avec Jean-Nohain-Jaboune.

Domus, domi, domo, dum-dum,
Et dominus vobiscum !

On channonait les English dans les boîtes de Montmartre et dans les rues, où le public reprenait en chœur le refrain :

« Voilà les English, aoh ! yes, very well », accompagné de coups de grosse caisse et de cymbales.

Les revues de fin d'années reproduisaient dans les music-halls les différents aspects de la guerre. Le cinéma en faisait autant dans ses actualités. Quand les Boers avaient le dessus, les spectateurs applaudissaient et jetaient des bouquets contre l'écran !

Les caricaturistes faisaient écho aux chansonniers : « Si j'étais jeune, disait sur un dessin Napoléon I^{er}, je partirai là-bas et le monde verrait de grandes choses ». Sur un autre dessin, le maréchal de Saxe, rappelant un fait historique, proclamait : « Les Anglais sont perdus, car Messieurs les Boers me paraissent tirer les premiers ». Une page entière de l'Illustration faisait parler les grandes figures nationales du passé, Bayard, Jeanne d'Arc, et combien d'autres disaient son fait à la perfide Albion.

Adolphe Willette, anglophobe cent pour cent, stigmatisait dans le Rire l'œuvre funeste des Anglais aux Indes, lesquels n'hésitaient point, pour chasser les crocodiles, à attacher des enfants à un arbre au bord d'une rivière, pour leur servir d'appât. Caran d'Ache, comme Willette, ne se privait point du plaisir de se moquer des officiers anglais prisonniers des Boers, qui avaient le toupet de leur réclamer des tartines de confiture, alors que ces derniers n'avaient que de la marmelade à leur offrir. Mais le plus redoutable et redouté des dessinateurs antianglais était Jean Veber qui, dans l'Assiette au Beurre, avait poussé l'irrespect jusqu'à représenter l'Impudique Albion sous les traits de la reine Victoria exhibant aux yeux de tous une « hénaurme » paire de fesses sur lesquelles on apercevait les traits du prince de Galles, le futur Edouard VII, dessin qui fut saisi en 1901 pour éviter un incident diplomatique, et qui ne put reparaitre qu'après avoir été caviardé.

Les Chambres avaient voté en 1900, pour une fois elles avaient été d'accord — une motion sympathique au président Krüger chassé de son pays, protestation plutôt platonique si l'on songe que quatre ans après, par un de ces tours de passe-passe dont est coutumière la diplomatie secrète, « l'entente cordiale » allait rapprocher deux pays dont l'un a toujours été la dupe de l'autre. La brouille avec l'Angleterre avait duré comme les roses (avec des épines) l'espace d'un matin. Cette entente n'a jamais été qu'une mésentente déguisée dont seule a profité l'une des deux parties, car les mots, en langage diplomatique, perdent leur sens primitif pour revêtir un sens contraire (le mot « paix » signifie « guerre », le mot « liberté » « dictature », et ainsi de beaucoup d'autres). Il n'était question que d'ententes, grandes ou petites, triples ou non, aux environs de 1900. Jamais on n'entend parler autant d'ententes qu'à l'heure où les peuples ne s'entendent point. C'est un mot d'ordre destiné à tromper les foules. Delcassé, qui avait manigancé en douce l'Alliance franco-russe avec son compère Félisque, avait mijoté dans les coulisses avec Loubette l'entente franco-anglaise, qui ne valait pas mieux, bien qu'elle fût « cordiale » (vocable signifiant « bon accord », d'après le Larousse).

Les français étaient persuadés qu'il était plus pratique pour eux de s'entendre avec l'Angleterre que de se la mettre à dos. D'où ce revirement inattendu.

Comme pour nos alliés de la Sainte-Russie, il n'était question que de la paix qui devait découler de l'entente et régner dans le monde, « paix des peuples, paix européenne, paix réelle, paix durable, paix définitive, paix éternelle, paix des paix » (une paix du tonnerre, quoi !)

A la presse qui disait du mal des Anglais en avait succédé une autre qui n'en disait que du bien. Un renversement de vapeur comme on voit !

La barde Théodore Botrel (auquel un speaker mal informé avait donné à ses débuts le nom de Bodor) qui l'année d'avant promettait d'en « faire deux (jumeaux) à sa paimpolaise, pour combattre la flotte anglaise », rectifiait son tir, en substituant à son texte celui-ci : « pour aider la flotte anglaise ». Ce qui nous rappelle le fameux poème claudélien

double jeu de la drôle de guerre. Les Botrel-Claudé ne s'embarrassent pas pour si peu. On change un mot et tout est dit.

Clemenceau en personne, l'ennemi n° 1 de l'Angleterre, n'hésitera pas en 1908 à faire le voyage de Londres pour assister aux obsèques de son premier ministre (ce pître n'en était pas à une pirouette près !)

Devant le fait accompli, des hommes politiques s'étaient mis à la page, acceptant l'état de choses créé par le triomphe des vainqueurs.

Le député Denys Cochin (1^{er} du nom) reconnaissait, en 1903, à propos du traité franco-anglais, « qu'il vaut mieux recourir, quand on le peut, à l'arbitrage qu'à la menace, à la raison qu'à la force ». Il convenait que l'Angleterre avait été « belliqueuse et même cruelle envers le Transvaal ».

Alfred Neymarck, constatait dans son livre : 1903, l'année de l'entente cordiale, que « c'était une année de hausse, où les affaires reprenaient, la France et l'Angleterre s'étant unies par un traité d'arbitrage, évènement capital, le plus important qui, depuis notre alliance avec la Russie, se soit produit dans ces dernières années ». On allait nager dans l'abondance ! C'était se placer à un point de vue positif, exempt de tout idéalisme ! « Le Boer est honnête et courageux, mais qu'il ne cède pas à la tentation que lui donne un gouvernement peu délicat en matière d'argent », conseillait un touriste américain, pour lequel le Transvaal était « un paradis colonial ».

En novembre 1900, disions-nous, le président Krüger avait été accueilli par des vivats dans les rues de Paris. Il n'y en avait que pour lui et pour son peuple. Ce même Paris recevait, avec plus d'éclat encore, le souverain qui l'avait expulsé de son pays. O comédie humaine ! On fête celui que l'on conspuait la veille, on laisse tomber celui que l'on portait aux nues. La France entière se levait, non plus cette fois pour acclamer Krüger, mais son vainqueur.

Rien ne manquait lors de la réception d'Edouard VII, venu à Paris en 1902, ni les discours ni les réjouissances populaires. On avait vu ce geste ridicule d'un président de

la République offrant son bras à une reine qui n'avait rien de républicain, tandis que sur leur passage retentissait le cri de « Vive Loubette ! » et que les parisiens chantaient à gorge déployée, sur l'air de Viens Poupoule ! (1) « Viens Mimile, viens, boulotter du z'homard au fameux Temple Bar ». L'ordre de la Jarretière fraternisait avec celui du Poireau (mérite agricole), le God save the queen (Dieu sauve la Reine) avec la Marseillaise. On s'embrassait dans les rues. C'était encore pour les français la Belle Epoque. Ils avaient la mémoire courte, en attendant qu'un nouveau Fachoda (1898) vint la leur rafraîchir (2). D'anglophobes ils étaient devenus anglophiles. Il n'y avait plus de boerophiles, encore moins de krûgérophiles ! Tout le monde se défilait !

On avait vu se renouveler les mêmes scènes que pour l'alliance franco-russe : drapeaux des deux nations fraternisant, défilés militaires en grand tralala, sauteries et polissonneries (toutefois il n'y avait point de poignée de main franco-anglaise, la pudique Albion étant plutôt rigoriste en matière de mœurs). Ç'avaient été des fêtes musicales, des fêtes maritimes, des boustifaileries à s'en fourrer plein la panse (Eugène Carrière avait dessiné à cette occasion un menu qui était un chef-d'œuvre). Il est certain que les Anglais qui ne connaissaient, en fait de cuisine, qu'un mauvais bifteck aux pommes, se rattrapaient sur les meilleurs plats confectionnés par les cordons bleus de la mère Marianne.

Invités comme cela se fait chaque fois qu'un souverain met le pied sur le sol de la Capitale, à une représentation de gala à la Comédie-Française, Edouard VII et sa moitié, la reine Alexandra, avaient été acclamés par l'assistance, et, satisfaits du spectacle, avaient quitté leur loge pour venir

(1) Le grand succès de Mayol au Petit-Casino.

(2) Cinq ans après que l'Angleterre se fût emparée, à la barbe des français, de cette ville que le général-explorateur Marchand avait « pacifiquement » occupée en 1898, les français avaient tout oublié, malgré l'affront fait à leur orgueil national (il faut s'attendre à tout en matière de politique extérieure ou pour un oui ou pour un non, des adversaires se réconcilient, quittes à redevenir ennemis le lendemain. Fait que l'on peut constater tout au long de l'Histoire, fertile en enseignements).

féliciter Le Bargy, l'un des meilleurs acteurs de la maison de Molière. Geste touchant, qui partait d'un bon naturel.

Edouard VII avait passé quatre journées en France, où il avait été comblé de toutes les façons. « Sire je lève mon verre en l'honneur de votre majesté », avait dit le Président de la République auquel le roi avait répondu : « C'est à moi de vous remercier pour votre belle réception... Ce souvenir ne s'effacera jamais de ma mémoire... Je suis très sensible à l'accueil amical du gouvernement et du peuple français ». Loubet devait lui rendre la pareille en Angleterre où il passa également quatre journées et le remercia dans les mêmes termes « de l'accueil amical du gouvernement et du peuple anglais ». Echange de bons compliments, préfabriqués, en un langage stéréotypé, que s'adressent les chefs d'Etat, à la faveur de la « chaleur communicative des banquets ».

L'Angleterre avait acclamé par intérêt Panama 1^{er}, le même qui avait reçu en 1901 Nicolas et qui l'année d'après lui avait rendu visite. Il en avait fait autant avec Edouard VII. Voilà un président de la République qui n'avait pas perdu son temps.

On devait remettre ça en l'an 1903 où l'ambassade de France à Londres offrait à sa Majesté Edouard VII un gueuleton-fleuve comprenant 16 plats, plus une quantité de vins fins. Une soulographie en règle destinée à faciliter l'entente entre les deux peuples. Encore une note à payer !

L'entente cordiale succédant à celle qui avait eu lieu sous Louis Philippe, faisait l'objet d'un traité entre la France et l'Angleterre, le 8 avril 1904, un an après les visites réciproques de Loubet et d'Edouard VII, une fois la question du Transvaal définitivement réglée au profit de la perfide Albion.

L'entente cordiale, une jolie comédie dont la France avait fait les frais ! En attendant on avait oublié ces pauvres Boers, ces héros, ces martyrs, auxquels on souhaitait une revanche éclatante. On n'en parlait qu'à mots couverts, quand on en parlait, pour ne pas déplaire aux Anglais. Le mot d'ordre était de garder de Conrart « le silence prudent », pour éviter « les histoires » !

Les Boers n'étaient plus que de pauvres gens que l'on exploitait après les avoir civilisés à coups de fusil, en

attendant de les exterminer. Ils subissaient le sort réservé aux peuples colonisés. Qui se souvient d'eux aujourd'hui et de leur président Krüger ? Jadis fêté et adulé, porté aux nues, ce dernier devait mourir de chagrin en 1904 en Suisse, abandonné de tous. Il ne reste plus, pour rappeler son souvenir, qu'un parc national portant son nom aux environs de Johannesburg, où s'ébattent tous les spécimens de « gibier », qui peuplent l'union sud-africaine, laquelle déclarait en 1914 la guerre à l'Allemagne et en 1939 aux puissances de l'Axe. Là encore la « civilisation » a fait son œuvre. L'Afrique du sud est un pays semblable aux autres. Elle a une armée comme tout le monde !

Le 50^e anniversaire de l'Entente cordiale, célébré en 1954, n'a été qu'une congratulation de part et d'autre pour célébrer l'alliance franco-anglaise, dont les intérêts, au dire des représentants des deux nations, étaient les mêmes. A la Sorbonne, comme à l'Elysée, nos altesses se confondirent en politesses. On sait ce que valent les compliments que s'adressent avec le sourire aux lèvres les chefs d'Etat lorsqu'ils sont en présence, mais lorsqu'ils se tournent le dos, ils s'adressent des défis, en attendant de s'adresser des balles dum-dum (1)

(1) « Les Anglais qui ont toujours été depuis Duguesclin nos ennemis sournois », a pu écrire Paul Reboux dans *Défense de l'Homme*, ont perdu le Transvaal, malgré la férocité avec laquelle ils ont maltraité les Boers ». Ce qui prouve, encore une fois, que la violence ne paie pas.

Où vient s'ajouter aux maux précédents un mal en isme aussi nuisible : le cléricalisme. — On l'avait vu à l'œuvre avant, pendant et après l'Affaire. — Où le combisme intervient pour lui barrer la route. — L'anticléricalisme, d'après Georges Sorel et Waldeck-Rousseau. — Où il est question d'une prétendue séparation de l'Eglise et de l'Etat. — Le pour et le contre. — Ce qu'en pensent Anatole France et Edouard Vaillant. — L'ex abbé Charbonnel et le Journal la Raison. — Où Léo Taxil, à la fois clérical et anticlérical, joue un double jeu. — Les inventaires et le milliard des Congrégations. — La loi du 17 juillet 1904. — Où le Pape Léon XIII tente de concilier les contraires. Echec de sa tentative. — Briand succède à Combes et détruit en partie son œuvre. — Où les anticléricaux ne valent pas mieux que les cléricaux lorsqu'ils professent une morale conformiste et sont pourris de préjugés. — Où le mot « libre pensée » doit être entendu dans un sens beaucoup plus large que celui qu'on lui prête d'habitude. — Où l'on doit se garder de tout sectarisme dans la lutte entreprise contre le cléricalisme.

Pendant ce temps le cléricalisme, qui avait joué durant l'Affaire un si grand rôle, avec le nationalisme et l'antisémitisme son compère, ne chômait point. C'était l'un des ismes les plus redoutables du moment. Le cléricalisme, qui est la forme la plus basse de la politique introduite dans les choses religieuses pour leur donner force de loi, redoublait d'efforts afin d'exercer sur les esprits un pouvoir encore plus grand que celui qu'il avait exercé jusque là. L'Eglise cherchait par tous les moyens à constituer un Etat dans l'Etat, et à lui imposer ses volontés.

Tout mal en isme engendre son contraire. L'anticléricalisme allait lui livrer bataille, sous différentes formes, allant de la satire à la philosophie. On lisait, dans la Lanterne du 4 septembre 1900, ce blasphème : « Dieu est mort, mais il faut piétiner son cadavre car il récalcitre » (sic). Sur un ton

plus élevé, l'ex-abbé Victor Charbonnel défendait la raison dans le journal international hebdomadaire de philosophie, de sociologie et de littérature portant ce titre, dont il était le directeur pour la France. Dans le 1^{er} numéro de la Raison (1) paru le 12 janvier 1901, l'article de tête en définissait le programme dont nous détachons les lignes suivantes : « L'affaire Dreyfus a permis à la liberté humaine de se ressaisir... Il n'est pas de trop de toutes les forces progressistes du monde moderne pour tenir en échec les puissances de ténèbres. Les préjugés religieux sont soigneusement entretenus non seulement par la caste des prêtres qui en vivent directement, mais par les catégories sociales qui bénéficient de la résignation des travailleurs. Les libres penseurs sincères, quelle que soit leur condition, ont intérêt à suivre le développement de la philosophie positive basée sur l'expérimentation et l'observation. La Raison n'est pas et ne sera jamais un journal politique. Nous vous dirons la vérité sans haine et sans crainte ». Parmi les rédacteurs qui avaient entrepris cette tâche figuraient Benjamin Guinaudeau, Henry Bérenger, Hector Denis, Eugène Fournière, Charles Malato, Gabriel Séailles, Louis Lopicque, Georges Clemenceau, Emile Chauvelon, Emile Deschanel, Louis Lumet, le père Mathieu Tréquand, Andrée Téry, et Gustave Téry, qui n'était alors que prof' de philo (avant de devenir rédacteur en chef de l'OEuvre quotidienne que « les imbéciles ne devaient pas lire ») qui examinait le cas Jaurès, auquel les anticléricaux reprochaient de ne pas avoir converti sa femme à la libre pensée (2). Le même adressait au général André, ministre de la guerre

(1) Dont la Raison militante, organe d'action laïque et de propagande rationaliste, avec André Lorulot pour directeur et Jean Cotereau pour rédacteur en chef, continue l'œuvre commencée il y a cinquante ans par Victor Charbonnel.

(2) Jaurès ayant supporté que sa femme fit faire sa première communion à sa fille, n'avait pas une bonne presse. « Il ne s'était pas cru le droit, répondait-il, d'imposer à son épouse ses idées et de ruiner son foyer ». Ce qui prouve qu'il est bien difficile, lorsque l'on a une compagne qui partage votre lit, mais non vos idées, de mettre ses actes en accord avec ses théories.

en 1901, qui avait succédé à Galliffet, qui l'avait été en 1899-1900, « l'homme des fiches », disaient ses adversaires, une lettre ouverte. Gaston Doumergue, député du Gard, critiquait « Rome et l'expédition de Chine », Urbain Gohier s'en prenait aux trois C (Crasse, Crétinisme, Cruauté). Laurent Tailhade donnait libre cours à sa verve païenne (Noël humain), Athéna, Contre les dieux, Les Diaconales, Sur les tantes, Mascarade Franco-Russe). Le pillage du Tonkin était sévèrement critiqué. La Raison publiait des brochures formant une bibliothèque anti-superstitieuse, pour débourrer les crânes.

Naturellement l'ex-abbé était mal vu des cléricaux, auxquels il répondait en public du tac au tac. Ces prises de bec ne manquaient point d'attirer une foule d'auditeurs, libres penseurs et catholiques. Charbonnel, dont Louis Veuillot disait : « qu'il aboyait contre le pape, contre les évêques, contre l'Eglise », aboyait en effet tant et plus, cherchant à faire partager par ses auditeurs sa conception d'une République sociale, et leur signalant l'opposition qui existait entre cette République et l'Eglise qui cherchait à s'y introduire pour la noyauter. Dans son Discours sur l'Eglise et la République (21 janvier 1900), il déclarait que « le cléricalisme est l'ennemi qu'il faut abattre », rééditant la fameuse formule « le cléricalisme, voilà l'ennemi » que Gambetta avait lancée en 1877 dans son Discours sur les menées ultra-montaines (1). Jules Ferry et Buisson étaient du même avis : l'ennemi, pour eux, c'était le cléricalisme.

Dans son Discours, Charbonnel confessait avoir été du « troupeau d'église, de sacristie et du clergé ». Il dénonçait le péril clérical. « Il y a encore un péril clérical en pleine République, après 30 ans de gouvernement républicain... Il y a l'empreinte et l'état d'esprit césarien, boulangiste, déroulédiste » ! D'après lui, ce que les faits confirmaient, « le cléricalisme se dissimulait derrière le nationalisme ». Il s'en prenait à « la France noire des congrégations, la révolution sans révolutionnaires et la République sans républicains.

() Mais le Gambettisme, revanchard et cocardier, en était un autre.

Tartufe est le maître, le drapeau de la République devient la bannière de l'Eglise, les cléricaux ne peuvent être de vrais républicains. » Il espérait que la République se défendrait contre l'intrusion corruptrice de l'Eglise (1). Charbonnel ayant rompu avec cette dernière, ne lui ménageait point ses critiques pas plus qu'il ne ménageait une République qui, tout en faisant semblant de se séparer de l'Eglise, renouait d'autre part ses liens avec son ennemie N°1, qui vivait de ses subsides dont elle se servait pour la combattre.

Dans un autre discours sur la séparation de l'Eglise et de la famille (1900, édition de la Raison), l'abbé faisait observer qu'avant de parler d'une séparation de l'Eglise et de l'Etat, il fallait commencer par séparer l'Eglise de la Famille : « Députés opportunistes, radicaux, socialistes, ça se ressemble. Il y a encore un budget des cultes, et nous le payons. Méline ou Waldeck-Millerand ne valent pas mieux. 50 millions par an pour entretenir 40.000 curés, qui hurlent en chaque prône contre la République dont ils vivent, quelle déplorable niaiserie ! Vous demandez la séparation de l'Eglise et de l'Etat, mais le faites-vous dans votre famille ? Avez-vous séparé votre femme, vos enfants, toute votre famille de l'Eglise ? »

D'autre part l'abbé Jouet dépensait beaucoup de salive, en un meeting, rue Ramey, pour convaincre Sébastien Faure de la nécessité d'une réconciliation du socialisme avec l'Eglise. Mais l'orateur an-archiste, qui n'était jamais à court d'arguments, n'avait pas de peine à convaincre ses auditeurs que cette réconciliation était impossible.

Henri Brisson, de son côté, signalait en 1902, « le péril que faisait courir à l'enseignement la politique qui avait pour fin de faire passer le gouvernement de la France entre les mains des jésuites ». Il mettait tous ses espoirs dans l'école laïque, dont il disait dans son livre sur la Congrégation,

(1) Victor Charbonnel avait préconisé un Congrès Universel des religions à Paris en 1900, *Histoire d'une idée* (article paru dans la *Revue de Paris* du 1^{er} septembre 1895). On lui doit plusieurs ouvrages, parmi lesquels le *Congrès des religions et la Suisse* (1897) les *Mystiques dans la littérature présente* (1897) la *Volonté de vivre* (1897), l'*Origine musulmane des Jésuites* (1900) etc. etc.

Opinions et discours (1879-1901) : « L'école laïque, avec toutes ses œuvres, d'hygiène, d'assistance, de mutualité, d'enseignement social qui, aujourd'hui la complètent, et la prolongent, sécularisera toutes choses autour d'elle, et surtout les esprits et les mœurs. Elle balayera tous les fantômes ». Il entendait par là la danse de Saint-Guy de l'ultramontisme, la Boulange, le nationalisme, la Patrie Française, les appels à une Saint-Barthélémy, le père Didon (1), etc. Il s'illusionnait là-dessus, car il reste encore beaucoup à faire à cette école laïque, premièrement à balayer devant sa porte, avant de réaliser ce programme mirifique (2).

Ce « balayage », dont le même Brisson avait jadis parlé, Gambetta, anticlérical cent pour cent, y avait renoncé, préoccupé par ailleurs. Ce qui excitait la verve de Nadar, qui s'en prenait à lui dans un pamphlet paru dans la Lanterne, en janvier 1882, publié ensuite dans une brochure humoristique avec force caricatures : La passion illustrée de N.S. Gambetta, suivie d'une notice de l'auteur des Dicts et Facts de Chier Cyre Gambetta le Hutin en sa court. En ce « tabarinage », disait-il, il montrait Brisson s'intéressant à l'illustre patriote, ce Déroutède avant la lettre : « je vous adjure de déclarer si vous avez réellement dit : « je suis la distinction même ». M. Gambetta lui répondit : « En vérité, tu m'fends l'arche ». C'était d'un bout à l'autre d'une ironie cinglante pour l'homme qui regardait vers l'est (heureusement, sa statue a disparu de la Cour du Louvre, qu'elle déshonorait). A celui « qui balaie la Chambre des Députés », ainsi le désignait-il, Nadar tenait à peu près ce langage : « Balayez ferme, balayez à droite, balayez à gauche, balayez au centre, de la montagne à la plaine et de la plaine au marais et passez vite votre balai à vos collègues du Sénat ». Il n'en avait pas moins oublié de

(1) Que Gustave Geffroy exécutait dans l'Aurore sous ce titre : **Tradition du Dominicain.**

(2) Vers la même époque Camille Bouglé bataillait « Pour la démocratie française » (1900) et « Pour la liberté de conscience » (1901), Albert Meyrac préconisait « la lutte contre le cléricalisme », et Léon Bourgeois baratainait sur l'Education de la démocratie, prétexte à de beaux discours sous la Troisième République.

balayer « les tripotages financiers », de cette écurie d'Augias qu'était le Parlement. Il ne songeait qu'à la revanche !

Le cléricisme passait un mauvais quart d'heure, combattu par les gens de gauche.

Dans son livre, publié en 1900, sur l'Article concernant un projet relatif à la liberté de l'enseignement que Grévy et Jules Ferry avaient présenté à la Chambre, projet qui spécifiait que nul ne pouvait être admis à diriger un établissement s'il appartenait à une congrégation religieuse non autorisée, Léon Blum demandait au ministre de l'Instruction Publique, Georges Leygues, de le faire voter à la Chambre.

Des manifestations hostiles au Clergé avaient eu lieu où les cris de « A bas la calotte ! » et « Vive la Sociale » alternaient dans les réunions publiques avec des refrains incendiaires : « Que demande un républicain ? », Le Christ à la voirie », « La Vierge à l'écurie », etc. auxquels venaient s'ajouter le fameux Ça ira des sans-culottes, retouché pour la circonstance : « Vive le son, vive le son, Et le Saint-Père au diable, Vive le son du canon ! ». Tel était le genre de cantiques que sur le parcours des processions les anticléricaux faisaient entendre.

L'histoire du frère Flamidien, accusé d'attentat aux mœurs, avait apporté de l'eau au moulin anti-clérical. On chantait en chœur, dans les patronages laïques le refrain :

C'est nous qui fessons
Et qui refessons
Les gentils petits
Les petits garçons.

bissé et rebissé plusieurs fois.

Des esprits pacifiques ayant essayé d'atténuer les attaques contre l'Eglise avaient été l'objet de sévères remontrances de la part des feuilles anticléricales. Le « petit père Combes », comme on l'appelait familièrement, trouvait exagérées ces critiques. Il était allé jusqu'à dire, faisant preuve de tolérance, qu'il « fallait une religion pour le peuple » (le fameux « opium du peuple » de la future Russie Rouge !). Jaurès pareillement tolérant, s'était vu traité de « charlatan » par ses amis.

L'anticléricisme avait eu un précurseur en la personne

de Léo Taxil (pseudonyme de Gabriel Pagès), natif de Marseille. Cet ancien élève des Jésuites, dont il avait conservé l'esprit, admirateur d'Henri Rochefort, et quelque peu fantaisiste, comme son compatriote Marius, avait fondé plusieurs feuilles subversives, dont l'une intitulée l'Anticlérical. Mécontent d'avoir été lâché par ses camarades qui le jalouaient, et qu'il avait indisposés contre lui par ses façons d'agir, il avait quitté le giron de l'Eglise pour celui de la franc-maçonnerie qu'il n'allait pas tarder à quitter pour les mêmes motifs, en dévoilant au grand jour ses secrets, pour retourner ensuite à ses premières amours. Ce double jeu l'avait rendu suspect. Sans doute se plaisait-il à mystifier ses contemporains, en plaidant le pour et le contre. Un curieux homme, en vérité ! Toujours est-il qu'on ne le prenait pas au sérieux. Il n'en avait pas moins rendu service à la cause anticléricale. On pouvait puiser dans ses écrits des arguments contre l'église, ce dont le public populaire auquel il s'adressait ne se privait point. Il suffit de rappeler le titre de quelques uns de ses ouvrages pour en être convaincu : la Religion du crime, Par la grâce du Saint-Esprit, Album anticlérical, la Bible amusante, les Bêtises sacrées, Calotte et calotins, A bas la calotte, la Chasse aux corbeaux, le Débauches des abesses, les Amours secrètes de Pie IX, le Diable au XX^e siècle, C'est nous qui fouettons ces vieux polissons, la Vie de Jésus, Les 3 cocus (réédités en 1900), La confession et les confesseurs, les Livres secrets des confesseurs (1901), le Journal d'un valet de chambre (1901), etc. Il dénonçait d'autre part la Ménagerie républicaine, et la Corruption fin de siècle (1901), plus un ouvrage sur Drumont. A côté d'exagérations, il y avait tout de même dans l'œuvre de Léo Taxil quelques bonnes vérités à répandre au lieu de les garder pour soi.

La séparation de l'Eglise et de l'Etat, en suspens depuis la Commune, était à l'ordre du jour aux environs de 1900. Elle figurait en tête du programme du parti radical, qui tenait entre ses mains les leviers de commande. Elle faisait couler des flots d'encre et des flots de salive. Chacun avait son mot à dire à ce sujet. Les gens de droite reprochaient à ceux de gauche de s'en prendre à de pauvres femmes qu'ils chassaient des couvents, ceux de gauche voulaient enlever à

l'Eglise le pouvoir envahissant qu'elle prenait dans les affaires de l'Etat, prétendant lui imposer ses dogmes. Le Pape n'était-il pas allé jusqu'à manifester publiquement sa mauvaise humeur parce que le Président Loubet était venu à Rome rendre visite au roi d'Italie, sans passer par le Vatican, ce qui était pour ce dernier une grave offense. Geste que la République radicale ne pouvait tolérer. En conséquence, Loubet avait rappelé en 1904 l'ambassadeur français près du Vatican après avoir déclaré devant la Chambre qu'« il n'avait pas voulu tolérer l'ingérence de la Cour Pontificale dans nos rapports internationaux ». Qu'avait le Pape à se mêler de ce qui ne le regardait pas ! Loubet avait fait là un geste révolutionnaire que les cléricaux ne lui pardonnaient point. Aussi s'efforçaient-ils de multiplier par tous les moyens les difficultés dans lesquelles se débattait la République dont il était le chef. Les prétentions de l'Eglise à s'immiscer dans les affaires de l'Etat atteignaient de telles proportions que l'un de ses porte-paroles, le député Baudry d'Asson, avait soumis au Parlement en 1896 « une proposition de loi ayant pour objet d'interdire le travail du dimanche » ! C'était aller un peu loin !

Anatole France avait senti le péril. Dans son livre sur l'Eglise et la République, paru en 1904, il recherchait de quelle façon l'Etat devait se séparer de l'Eglise. « Ne lui demandez pas la paix, déclarait-il, elle ne veut pas, elle ne peut pas nous l'accorder. Elle a déjà dressé sur la Butte Montmartre la Saint Pierre de la Rome Nouvelle (allusion à la Basilique du Sacré-Cœur dont l'architecture anachronique, pareille à une champignonnière, dépare la Capitale). Rompez les liens par lesquels vous l'attachez à l'Etat, brisez les formes par lesquelles vous lui donnez la contenance et la figure d'un grand corps politique et vous la verrez bientôt se dissoudre dans la liberté ». Le même revenait à la charge dans la Préface de la Séparation de l'Eglise et de l'Etat, étude juridique sur le projet Briand et le projet du Gouvernement, publiée par Grunebaum en 1905 (1). Il y préconisait « la

(1) Grunebaum Ballin avait publié en 1899 un ouvrage sur le Droit d'association, et peu après un autre, en collaboration avec Briand, sur l'Inventaire des biens des établissements ecclésiastiques (article 3 de la loi du 29 décembre 1905)

grande réforme par laquelle on se propose de rompre les derniers liens qui rattachent l'Etat français à l'Eglise catholique ». Ce projet de loi comprenait 45 articles et 6 titres. On y envisageait le problème sous tous ses aspects. Jusqu'aux sonneries de cloches, qui devaient être réglées par le conseil municipal.

Combes et son bloc avaient fini par faire voter les lois de laïcisation en 1902. Le « petit père » n'y allait pas de main morte, bien qu'on ait pu lui reprocher, d'avoir eu quelques égards pour ceux dont il avait restreint l'action dans le pays. Il n'en avait pas moins fait preuve d'une certaine crânerie, bravant l'hostilité des cléricaux. Ancien séminariste, s'il avait conservé quelque onction dans son comportement envers eux, il leur tenait la dragée haute ainsi que l'on put s'en rendre compte en 1902, à la Chambre, dans sa réponse au Comte Albert de Mun, chef d'un nouveau parti crypto-socialiste, le parti de l'action libérale, nouveau visage de la réaction qui cherchait attirer à elle les ouvriers. Les syndicats chrétiens étaient des syndicats jaunes, ils n'avaient rien de socialiste. Dans son discours sur Renan, prononcé en 1902, à Tréguier, Combes déclarait : « qu'il se refusait comme libre penseur à se courber sous un enseignement quelconque et à abriter derrière une croyance les doutes de l'intelligence ».

Dix jours après la constitution de son ministère, le 10 juin 1902, un décret faisait fermer 125 établissements congréganistes et le 10 juillet 3 000 environ (1). La loi du 17 juillet 1904 interdisait aux congrégations non autorisées « l'enseignement de tout ordre et de toute nature ». Combes renversé, ce fut Briand qui prit la suite sous le ministère Rouvier. Il laissait à l'Eglise la liberté de vivre à sa guise et supprimait le budget des cultes. Mais était-ce suffisant ? Les anticléricaux que cette solution était loin de satisfaire, le considéraient comme un tiède, qui ménageait la chèvre et le chou, et l'appelaient pour cette raison « Monseigneur Briand ».

Dans la Lanterne du 1^{er} janvier 1900, Bourceret, commentant la loi de scolarité, souhaitait que les Eglises soient

(1) Il faisait une différence entre l'Eglise et les Congrégations, alors qu'elles visaient le même but.

complètement séparées de l'Etat. Il y faisait les jours suivants le Procès des Assomptionnistes. Ce journal, dont René Viviani était le rédacteur en chef, menait de front la bataille contre toutes les réactions. Il ne se contentait point d'être anticlérical, il était anti-colonialiste et anti-militariste. Il publiait les jours suivants un article de son rédacteur en chef sur la Réaction châtiée, un autre dans lequel il réclamait pour l'Algérie une vie économique nouvelle. La même année on y lisait des articles de Briand sur les Grèves sociales, les Milices nationales, le Régime plébiscitaire (dans lequel il prenait à partie le grand dépendeur d'andouilles), de Gustave Rouanet sur la Magistrature réactionnaire, et, sur divers sujets, d'Eugène Fournière, André Lefèvre, Maurice Allard, Henri Turot, Camille Pelletan, futur ministre, etc.

Waldeck-Rousseau, président du Conseil de 1899 à 1902, qui en 1901 avait préparé, par sa loi sur les associations, la séparation des Eglises et de l'Etat, écrivait peu de temps avant sa mort, en 1904, à Millerand, futur soutien de l'Eglise : « L'Anticléricalisme est une manière d'être constante, persévérante et nécessaire aux Etats » (1). « L'homme aux yeux de poisson mort » (ainsi le qualifiaient ses ennemis), déclarait cyniquement : « La grosse affaire en politique est d'avoir raison », même et surtout si l'on a tort, aurait-il pu ajouter.

Georges Sorel comptait sur « anticléricalisme pour propager le socialisme dans les campagnes ». D'après l'auteur des Illusions du progrès », l'anticléricalisme représentait parfaitement la lutte journalière contre la domination. Je crois qu'il n'y a pas d'action plus importante, pour achever la propagation du socialisme dans les campagnes, que l'action anticléricale ». Il se faisait des illusions !

Edouard Vaillant (2), militant socialiste de la Belle Epoque, ne voulait à aucun prix entendre parler de « socialisme chrétien », ce dernier ayant pris naissance comme par

(1) Lettre publiée dans le 5^e cahier de la 6^e série des Cahiers de la Quinzaine, sous le titre : Testament politique de Waldeck-Rousseau.

(2) Edouard Vaillant, mort en 1915, avait collaboré au *Petit Sou*, à *Ni Dieu ni Maître*, et au *Parti Socialiste*, trois feuilles anticléricales.

hasard le lendemain du massacre de Fourmies, pour apaiser la colère des travailleurs. Il était partisan d'une séparation dans laquelle l'Etat ne devrait accorder aucune indemnité ni subvention à l'Eglise. La séparation telle que l'entendait Briand était un bluff d'après lui.

Georges Lhermitte et Maria Verone constataient en 1906 (La séparation et ses conséquences) qu'elle mécontentait également et ses adversaires et ses « promoteurs ». Là-dessus, les deux partis étaient d'accord ! En vain Léon XIII, dit « le pape des ouvriers », aux idées plus larges que celles de ses prédécesseurs (si tant est qu'un Pape puisse avoir des idées larges), avait sonné le ralliement des catholiques à la République (1). Loin d'apaiser les esprits, ce geste l'avait fait mal voir à la fois des républicains et des catholiques.



La lutte n'en continuait pas moins de plus belle, passionnée de part et d'autre, avec tour à tour, pour les deux camps, des victoires et des défaites.

Dans un voyage en zigzags à travers l'opportunisme, comprenant plusieurs lettres d'un libre diseur, au président Carnot (1892), « A toutes les époques de notre histoire les chiens s'étant permis de regarder les évêques, » « la Révolution se trompe, disait l'auteur, I. Bertrand, si elle croit que les concessions du Pape sont un acte de faiblesse... La République à laquelle Léon XIII conseille aux monarchistes de se rallier n'a rien à voir avec la vôtre qui a toutes les allures d'une diva de café-concert... » Il se moquait de ces politiciens à double face qui changent d'opinion selon les circonstances, et plaident tour à tour le pour et le contre. « A Montélimar, dont il était le maire, M. Loubet, disait-il, respecte et fait respecter la liberté des consciences dans la personne de ses administrés. Comme sénateur, il vote en franc-maçon qu'il n'est pas ».

(1) Le Sillon, qui avait essayé de mettre en pratique les idées de Léon XIII avait été blâmé en 1910 par Pie X. Ce qui prouve que les Papes se suivent et ne se ressemblent pas, bien qu'étant les représentants de Dieu sur la terre.

« Favoriser la politique du pire, pour dégoûter le pays du régime républicain », tel était le but visé par les anticléricaux. En face des radicaux et des radicaux-socialistes » (mariage de la carpe et du lapin), ils sentaient le besoin de se serrer les coudes pour résister à l'assaut que leur faisaient subir les francs-maçons, tout puissants à ce moment-là.

Les inventaires avaient donné lieu à des batailles rangées entre cléricaux et anticléricaux, chacun y allant de son monôme, accompagné de cris divers ! Jamais parvis de cathédrales n'entendirent pareils slogans et n'assistèrent à pareil spectacle. Les insultes pleuvaient des deux côtés tandis que les huissiers de la Troisième crochetaient les serrures et faisaient main basse sur le « milliard des congrégations » (au fait où est-il passé ?)

Finalement l'Etat l'avait emporté. L'Eglise ne se tint point pour battue et s'efforça par la suite de reconquérir le terrain qu'elle avait perdu. La victoire anticléricale n'avait été qu'une victoire à la Pyrrhus !

On aurait pu croire qu'en 1906 la séparation était un fait accompli. Oui, en théorie, non en pratique. Rien de bien sérieux n'avait été fait dans ce sens. L'Eglise et l'Etat marchaient la main dans la main, malgré les apparences. La séparation — la vraie — reste encore à faire, cinquante ans après. Il est probable qu'elle ne se fera jamais, si l'on en juge par les événements. Plus que jamais ils sont unis, comme cul et chemise. On voit aujourd'hui des présidents de République et des ministres assister à l'inauguration d'églises et de chapelles, prendre part à des fêtes religieuses, où fraternisent croyants et libres penseurs. On voit des évêques intervenir dans les cérémonies officielles où ils figurent sur le même pied d'égalité que les chefs d'Etat. Ils bénissent tout ce qui leur tombe sous la main. Ils bénissent les canons, les sous-marins, les vaisseaux de guerre et les avions. Ils bénissent les bombes atomiques et les engins thermo-nucléaires. Ils bénissent les armées, leurs drapeaux et leurs fétiches. Ils bénissent les mariages et les enterrements des cabotins. Ils bénissent les reines de beauté, les starlettes et les catherinettes. Ils bénissent les music-halls, les cirques et les caf' conc. Ils bénissent les clowns, les pîtres, les boxeurs, les coureurs

cyclistes, les courses d'automobile et les courses de chevaux. Ils bénissent tous les animaux de la création, y compris les chiens, les chats (1), les vaches et les cochons. Leurs bénédictions se chiffrent par milliers. Ils ne sont pas embarrassés pour si peu. Tout y passe, bêtes et gens.

L'Eglise, plus puissante qu'elle ne l'a jamais été, impose aux gouvernements sa tyrannie. Ils composent avec elle, comme elle compose avec eux. Simple échange de bons procédés pour s'assurer chacun de son côté un pouvoir illimité sur les individus.

Rien n'est changé depuis 50 ans. Le combisme n'avait été qu'un épouvantail à moineaux (ou à corbeaux !) et les lois de laïcisation n'avaient pas plus produit d'effet qu'un cautère sur une jambe de bois. C'avait été un coup d'épée dans l'eau. Le cléricalisme, comme le bonhomme de la chanson, vit encore, il a la peau dure !



D'autre part, pourquoi le cacher ? Les anticléricaux ne sont pas exempts des reproches que l'on est en droit d'adresser aux cléricaux. Même sectarisme, même fanatisme, même obscurantisme. C'est un cléricalisme à l'envers. La morale laïque ne vaut pas mieux que l'autre, lorsqu'elle étouffe l'esprit critique chez les individus, exaltant chez eux le chauvinisme, l'amour du drapeau, le devoir, l'obéissance aux lois, l'obligation de voter et de mourir pour la patrie, qui est pour elle « le sort le plus beau », Les laïques ont leurs défauts, comme les autres. Ils sont loin d'être affranchis. Leur morale est conformiste. Ils bouffent du curé à tous les repas, mais ils admettent que leurs gosses avalent le fils de Dieu le Père, incarné dans une hostie de pain azime. Ils les envoient au catéchisme pour s'en débarrasser. Ils se marient à l'Eglise et s'y font enterrer, ça fait bien pour la famille. Ces laïques là, soumis au pouvoir et à l'autorité, sont les ennemis du véritable

(1) « Moi, me disait une vieille rombière, c'est monseigneur untel qui a béni mon chat » !

laïcisme qui respecte toutes les idées, « pourvu qu'elles soient sincères ».

Quant à ce qu'on appelle la Libre-Pensée, pour mériter vraiment son nom, elle ne saurait être exclusivement anticléricale. « Le mot « libre », dans la libre pensée », fait observer Jean Cotereau, veut dire libre non seulement de toute insubordination à une pensée étrangère, mais de toute servitude intérieure, passions, préjugés, croyances... Le véritable libre penseur n'est soumis qu'à la vérité ». C'est bien ainsi que l'entendait Ferdinand Buisson qui déclarait en 1904 : « La Libre Pensée n'est rien si elle ne vise à une action sociale ». Qui ne combat qu'un seul cléricanisme, dirons-nous, c'est encore du cléricanisme. Et dieu sait s'il y en a !

XXVIII

Où le modernisme vient battre en brèche le cléricisme. Il refuse de s'incliner devant les dogmes de notre Sainte Mère l'Eglise. Ceux que l'on appelle renégats, pour n'avoir pas voulu se soumettre à l'autorité ecclésiastique. — Où l'abbé Loisy est excommunié pour avoir osé penser par lui-même. — Où le père Hyacinthe, prédicateur à Notre-Dame, abjure la foi catholique. — Prosper Alfaric achève leur œuvre. — Où sa Sainteté Pie X condamne le modernisme. — Où les petites religions font concurrence aux grandes. — Où les superstitions les plus grossières, mélangées ou non à la religion, nous ramènent à la nuit du moyen-âge (qui eut pourtant ses penseurs-libres). — Où l'Eglise est contrainte de se mettre à la page pour consolider son pouvoir sur les âmes, tout en ne touchant pas à ses dogmes sacrosaints. Où il ne faut pas désespérer de voir notre planète devenir un jour habitable, une fois délivrée de toutes les superstitions, religieuses ou non.

Un autre isme, plus susceptible que l'anticléricisme d'ébranler le dogme catholique, venait de faire son apparition : le modernisme. Avec lui on quittait le terrain de la politique pour celui de l'exégèse et de l'apologétique religieuse. L'Eglise voyait d'un mauvais œil ces dissidents qu'elle avait couvés dans son sein, bien décidés à rejeter par par dessus bord son enseignement traditionnel. Les mises à l'Index se succédaient au Vatican, dont l'encyclique *Pascendi dominici gregis*, pour vouer aux flammes éternelles les partisans du nouveau schisme. L'abbé Loisy, qui en était le principal représentant, avait été destitué en 1900 par Sa Sainteté Pie X, autrement dit Sarto (1), de la chaire qu'il

(1) Ce même représentant de Dieu sur la terre qui, d'après un évêque, « conduisait à la gaffe la barque de Saint-Pierre », fut témoin de la prétendue séparation de l'Eglise et de l'Etat, assista aux inventaires, condamna le modernisme, désapprouva le Sillon, apprit aux petites oies blanches à prononcer le dimanche à la messe *oum* au lieu de *u* en latin, et prit d'autres mesures non moins autoritaires

occupait à l'Institut Catholique de Paris, et en 1908, excommunié par la Sacré Congrégation du Saint-Office, prolongement de l'Inquisition à notre époque.

Dans son ouvrage sur l'Évangile et l'Église (1902), l'abbé Loisy examinait du point de vue de la raison le problème religieux. Il condamnait la superstition, faisant observer que « Saint Antoine de Padoue n'a pas le pouvoir de faire retrouver les objets perdus, gagner le gros lot à la loterie, recevoir au baccalauréat les écoliers paresseux », qui feraient mieux, ajoutait-il, de mériter le succès par le travail et de ne compter que sur eux-mêmes, ainsi que tous ceux qui travaillent ». (1)

Dans Quelques Lettres qu'il adressait à d'émigrants personnages, Alfred Loisy déclarait : « A quoi bon se défendre, et comment le faire quand on est poursuivi par des adversaires qui savent condamner, dénigrer, calomnier, mais qui condamnent sans discussion, qui dénigrent et calomnient par ordre, et qu'on dirait ne savoir pas toujours pourquoi ils condamnent, dénigrent et calomnient ? » Que de polémiques a suscitées ce modernisme que l'Église considère comme son plus mortel ennemi !



Il y avait eu, avant l'abbé Loisy, certain Charles-Jean-Marie-Loyson, dit le Père Hyacinthe, qui avait fait parler de lui, et dont E. Armand rappelait dans les Hommes d'aujourd'hui, en 1898, que « pour conserver ses croyances religieuses il avait dû résister au chef de la chrétienté » qui pour cette insubordination l'avait excommunié. Ça avait été un beau scandale ! Notre prédicateur n'avait pas tardé à se séparer de

trouvait que Maurras était « un beau défenseur de la foi », ce qui ne l'empêcha point, les Papes n'étant point infallibles, et se contredisant comme de simples mortels, de condamner le maurrassisme et l'Action française peu de temps après.

(1) Alfred Loisy avait exposé ses idées en différents ouvrages, notamment dans les Etudes Bibliques (1894), et les Etudes Evangéliques (1902).

l'Eglise, dont les dogmes lui paraissaient contraires à la raison : « Je suis le prêtre de la religion chrétienne libérale et progressiste : » déclarait-il à un reporter. C'était faire exception à la règle qui exige qu'un prêtre se soumette corps et âme aux diktats de notre Sainte Mère l'Eglise, catholique, apostolique et romaine.

L'ex-prédicateur de Notre-Dame avait écrit une foule d'ouvrages dans lesquels il exposait « les raisons de son insoumission », parmi lesquels la Paix (1869), Appel aux Evêques catholiques, la Crise de la République, Du Sacerdoce au mariage, Lettres sur mon mariage, Michel Servet, Ni cléricaux ni athées, les Principes de la réforme catholique, l'Harmonisation du catholicisme et de la Civilisation, Qu'est le Christ ? Le respect de la vérité, Réfutation de l'Apologie de l'inquisition, faite par le père Monsabré, etc. Il avait écrit un recueil de pensées, sous le pseudonyme Venient, qui voulait dire en latin « celui qui vient sans cesse à la charge au nom de la raison », la raison, non pas dans le sens que lui prêtent certains sectaires, qui en ont fait leur idole, plutôt fragile, ce qui leur permet sous ce nom de se livrer aux pires folies, mais cette raison raisonnable qui, s'inclinant devant les faits, en tire les conclusions qui s'imposent, conformes à la vérité (1).

Autre excommunié, Prosper Alfarc (2), auteur de De la foi à la raison, (éditions des Cahiers rationalistes), qui ordonné prêtre en 1899, en vint dix ans plus tard à douter des dogmes de l'Eglise après avoir lu les ouvrages de l'abbé

(1) Le père Hyacinthe, qui s'était marié contre les volontés de l'Eglise, grave atteinte portée au célibat des prêtres (un célibat entre parenthèses, qui subit tous les jours pas mal d'entorses), avait engendré l'oison dont nous avons parlé, lequel avait mal tourné en un moment de délirium patriotard, niant tout ce qu'il avait adoré jusque là. Loyson avait cessé de rimer avec raison !

(2) Né en 1876, mort en 1955, Professeur d'histoire des religions à la Faculté des Lettres de Strasbourg, alors qu'il eût dû occuper une chaire en Sorbonne, mais il était trop avancé pour elle. Prosper Alfarc ayant refusé de rétracter ses « erreurs » qui dénonçaient celles de l'Eglise, avait été mis à l'index en 1933 par cet autre Pie onzième, d'accord avec la Congrégation suprême. On doit à Alfarc divers ouvrages, dont une excellente biographie de Jean Macé, fondateur de la Ligue de l'enseignement.

Loisy (1) et de Guignebert. Allant plus loin que ses prédécesseurs, il envisageait les religions au point de vue historique et social, comme une suite de légendes dues à l'imagination des peuples primitifs. Il s'était spécialisé dans l'étude des origines du Christianisme qui lui fournissaient la preuve que ce n'est point Dieu qui a fait l'homme à son image, mais l'homme qui a fait Dieu à la sienne.

A la lumière de la critique historique, les textes bibliques s'éclairaient. Les dogmes affirmés *ex cathedra*, sans preuve aucune, par l'Eglise, s'écroulaient un à un. Décidément entre la science et la foi, aucune conciliation n'était possible. C'étaient deux choses différentes.

●

Ce modernisme dont Paul Claudel disait que « partout renaissant et triomphant il l'avait en exécration », faisait chaque jour des progrès, en dépit des excommunications. Un certain nombre de religieux libéraux, venus de plusieurs contrées d'Europe, du Japon, et des Etats-Unis, s'étaient réunis en Congrès à Boston en mai 1900, dans le but de former une association qui, l'année suivante, en tint un autre à Londres, et un troisième à Genève en 1905. Jean Réville, professeur à Paris, y examinait les « rapports de la religion avec la conception moderne de l'ordre naturel ». Encore une forte tête qui devait passer sous le couperet de la guillotine vaticane, comme il était advenu à Loisy et Guignebert, ces deux piliers du modernisme, auxquels étaient venus se joindre Maurice Goguel, étudiant à Paris, en 1899, et l'abbé Turmel, qui disait-il « avait donné congé aux dogmes ». Ce dernier passait pour un renégat aux yeux de ses anciens collègues qui condamnaient son indiscipline et l'abreuyaient d'outrages. Il en était de même de Houtin et Hébert, autres ecclésiastiques revenus à la raison.

Tout en condamnant le modernisme, l'Eglise lui faisait certaines concessions. Elle était bien forcée d'admettre telles

(1) Principalement le Quatrième Evangile, qui avait été pour lui une révélation.

vérités scientifiques, comme la doctrine de l'évolution. Celle-ci ne la gênait nullement. Elle avait fini par l'admettre. Dieu avait pu, déclarait-elle, créer des pré-adamites, précurseurs du premier homme. Il avait tiré du néant en sept jours (de plus de 24 heures), toutes les espèces animales, depuis les plus simples, apparues dans les mers chaudes, jusqu'à l'être humain, couronnement de son œuvre, après laquelle il s'était reposé. D'autre part, l'Eglise ne se prive point d'utiliser le progrès matériel pour sa propagande. Les curés et les religieuses vont en vélo ou en auto. Ils se servent de la radio et de la télévision pour leurs messes et leurs prêches. Le Pape en fait autant. L'Eglise s'empare de toute invention dont elle aurait brûlé vifs les auteurs au moyen-âge. Elle utilise pour son bien-être les conquêtes de la science, s'éloignant de plus en plus du christianisme des premiers chrétiens, qui étaient pauvres et ne vivaient point, comme le Pape, en un palais plein de richesses et de trésors.

L'Eglise s'adapte au goût du jour et suit le mouvement pour s'imposer et dominer. Elle a sa politique à elle, qui varie selon les circonstances et les milieux. Elle est tantôt pour la paix, tantôt pour la guerre (1), tantôt pour la tyrannie, tantôt pour la liberté. Elle épouse toutes les causes, du moment qu'elles servent la sienne. Elle rectifie ses dogmes et les adapte aux idées nouvelles. Elle se met à la page. On voit le chef de la Chrétienté, malgré le châtement infligé par le Créateur aux filles d'Eve (« Tu enfanteras dans la douleur ») parce que leur mère, tentée par un serpent, a croqué une pomme dans le paradis terrestre, admettre l'accouchement sans douleur (2), et se mêler de donner des conseils aux jeunes époux. Le chef de la chrétienté autorise à la rigueur le birth control, tout en

(1) « Tu ne tueras point », « sauf dans le cas de légitime défense », lisons-nous dans le catéchisme, la guerre étant considérée comme telle par nos bons chrétiens !

(2) « Dieu n'a pas voulu, affirme-t-il sans rire, défendre aux mères d'utiliser les moyens qui rendent l'accouchement plus facile et moins douloureux » (textuel). Quand Dieu a-t-il pu lui faire cette confidence ?

condamnant par ailleurs les moyens anticonceptionnels, le mariage ayant été institué par Dieu pour procréer dans l'intérêt de notre Sainte Mère l'Eglise des fidèles à sa dévotion, et non pour accomplir l'acte sexuel dans le seul but d'éprouver de la jouissance. Le même acte, en dehors du mariage, est un péché ! Le Pape pontife (n'est-il pas le Souverain Pontife ?), sur toutes sortes de sujets, allant de la physique à la métaphysique, exigeant qu'on le croie sur parole, qui est celle de Dieu dont il est le représentant sur la terre. L'Eglise n'en agit pas moins avec prudence sans renoncer pour cela à ses dogmes sacro-saints. Elle n'admet point qu'on les discute, le Saint-Office se chargeant de rappeler à l'ordre les esprits par trop indépendants. On doit lui obéir les yeux fermés. Croire à tout ce qu'elle affirme est le commencement de la sagesse pour tout bon chrétien.

Toute la morale chrétienne est contenue en ces mots : « L'homme a été mis sur la terre pour aimer Dieu, le servir et chanter sa gloire ». Ce qui est loin d'être une sinécure. Servir Dieu, c'est servir l'Eglise. Les « commandements » de Dieu et ceux de l'Eglise se confondent. C'est kif kif ! Qui désobéit à l'un désobéit à l'autre. Obéir, tout est là. On est prisonnier de l'Eglise, comme on l'est de l'Etat, de l'autorité, de la loi, de l'armée, de la police, de la justice, de l'administration. Dieu est le souverain juge, et l'Eglise est son prophète. Celle-ci s'arroge tous les pouvoirs et prend toutes les libertés. Elle règne en maîtresse sur la destinée des individus, qui lui appartiennent corps et âme



Les religions ont toutes la même origine, juive, musulmane ou catholique. La crainte de châtiments éternels, comme la promesse de félicités non moins éternelles, maintient les foules sous le joug des prêtres de toutes les religions, qui vivent de leur métier, comme les épiciers de leurs épices. Le commerce de l'au-delà est le plus fructueux des commerces. C'est celui qui fait le plus de victimes. Toutes les religions sont une affaire, chacune prétendant détenir le monopole de la vérité. Toutes se contredisent, prêchent le bien et font le mal.

Le plus sage est de n'en pratiquer aucune, on est sûr d'être dans le vrai.

En ce qui concerne la catholique, la vente de bénédiction pour gagner le ciel et éviter l'enfer est une source de revenus dont elle use et abuse. C'est à qui fera dire le plus de messes, et achètera le plus de cierges pour écarter les tourments éternels, en plus des ex voto, en signe de reconnaissance. Avis à ceux qui ont trop d'argent, ils ne peuvent faire un meilleur placement.

Chaque jour Notre Sainte Mère l'Eglise fabrique de nouveaux saints, comme s'il n'y en avait pas suffisamment comme cela. Il y aura bientôt Saint Don Juan qu'elle s'apprête à canoniser, sans compter les saints américains qui surgissent comme par enchantement, depuis que l'oncle Sam est notre allié. Il y a des milliers de saints sur le calendrier, auxquels on prête toutes sortes de vertus, et des anges gardiens qui veillent sur nous, ce qui ne nous empêche point d'avoir le cancer ou d'être écrasé par une auto.

Le modernisme, autrement dit l'interprétation rationnelle des faits religieux, s'il avait été un coup dur pour l'Eglise, n'avait pas mis fin aux superstitions qu'elle entretient dans son sein. Les populations n'en continuaient pas moins de croire, ou de faire semblant de croire, à des légendes qui sont des contes de fées pour enfants. Elles se livraient, comme par le passé, par manque d'esprit critique, ou par calcul, à toutes sortes de pratiques plus ou moins moyennâgeuses.

Comme les peuplades sauvages, les nations dites civilisées ont leurs totems et leurs tabous. Elles ont leurs sorciers et leurs sorcières. On retrouve partout, sous toutes les latitudes, les mêmes cérémonies et les mêmes superstitions. La religion chrétienne qui est la païenne adaptée à d'autres temps et d'autres mœurs, contient pas mal d'absurdités que le bon populo accepte les yeux fermés. Ici, on adore le prépuce de Jésus-Christ, là on vénère une empreinte du pied de Dieu, ailleurs on s'agenouille devant une goutte de lait de la Sainte-Vierge, blanche ou noire, qui a eu un fils conçu par l'opération

du Saint-Esprit, descendu du haut du ciel, sous la forme d'une colombe ou de langues de feu pour la mettre à mal. On a vu la statue de cette vierge immaculée et conçue sans péché, s'ennuyer dans une église et s'en évader pour chercher asile dans celle d'un village voisin, remuer les paupières et pleurer toutes les larmes de son corps, saigner des pieds à la tête ou encore se changer en glace, avec de l'eau de Lourdes, pendant les grands froids (1).

Pour ce qui est des miracles qui s'accomplissent dans ce site privilégié, l'Eglise n'a pas encore osé en faire un article de foi. Cette entreprise de fumisterie est une source de revenus pour le pays. On y vient de partout se plonger dans une piscine qui a le don de rendre la vie aux mourants et de redresser les bossus. L'illusion joue un rôle essentiel en matière religieuse plus qu'en aucune autre. En fait de psychose collective on n'a pas trouvé mieux (2).

L'homme prête à Dieu son langage et ses passions. Il le mêle à tous ses actes, ce qui fait qu'il n'est pas beau. Il lui demande aide et protection et lui fait parler toutes les langues, y compris le volapuk et l'iroquois. Rien n'est impossible à Dieu, être infiniment bon et Tout-Puissant. Il faut l'écouter et implorer son pardon, afin de fléchir son courroux. On le met à toutes les sauces, comme les langues d'Esopé !

L'exploitation de l'homme par Dieu, qui est une des for-

(1) « Il est temps de revenir au sérieux », demandait en 1897 aux catholiques le géologue Albert de Lapparent. S'il les voyait aujourd'hui, il éclaterait de rire !

(2) Lire à ce sujet : **Lourdes et l'illusion**, thèse des docteurs Guy et Thérèse Valot qui l'avaient d'abord intitulée : **Lourdes et l'imposture**. La doctoresse ayant trouvé la mort, peu de temps après la publication de l'ouvrage, dans un accident d'auto, en allant soigner ses malades, un évêque n'avait rien trouvé de mieux que d'écrire à son mari : « Et maintenant, j'attends votre conversion » pendant qu'au Club du Faubourg un prêtre exhortait ses auditeurs à « prier pour le repos de l'âme de celle que Dieu, dans son infinie miséricorde, avait punie ». On n'est pas plus mufle ! C'est ce que l'on appelle « la charité chrétienne » !

mes de l'exploitation de l'homme par l'homme, sévit de nos jours encore plus qu'au temps jadis. On voit à notre époque des fous se proclamer Dieu et réunir autour d'eux des fidèles prêts à exécuter toutes les singeries qu'ils leur commandent. Il faudrait citer ici bien des superstitions, qui sous le masque ou non de la religion, abrutissent les individus. Ne serait-ce, dernière venue, que cette mystification du Christ de Montfavet, dont les disciples laissent mourir leurs enfants sous prétexte que Dieu les rappelle à lui pour racheter les péchés du monde, ou encore ce prétendu message envoyé dit Paradis par « Staline qui s'intéresse beaucoup à l'avenir des jeunes françaises », ou mieux cet « appel de Notre-Dame de Fatima pour la paix du monde par la conversion de la Russie », appel qui se termine par un appel au porte-monnaie, avec en plus un « Petit catéchisme de l'Armée bleue » à l'appui, moyennant finance. Je copie textuellement : « Si vous faites ce que je demande, la Russie se convertira et nous aurons la Paix ». Ce n'est pas plus difficile que cela ! Après un tel message, dont l'absurdité saute aux yeux, il n'y a plus qu'à tirer l'échelle... pour monter au Septième Ciel !

Et dire qu'il a suffi de la lueur d'un phare d'auto pour faire croire à cette ineptie. Mais dans quel costume donc la dame de Fatima s'est-elle montrée ? Dans celui de la mère Eve ou vêtue à la dernière mode par Jacques Fath ou Christian Dior ? Et puisqu'elle est apparue en chair et en os, a-t-elle un sexe, en use-t-elle, ou couche-t-elle et fait-elle ses besoins comme tout être normal, homme ou femme, obéissant aux lois de la nature ? Et comment sait-on qu'elle est vierge ? On demande à voir ? Tout cela ne tient pas debout et tous les miracles sont de cette espèce. Cette Vierge qui veut la paix du monde a déclenché du même coup une bagarre autour de sa statue, le jour d'une procession en son honneur, les uns et les autres s'en disputant la propriété. Comment peut-on croire à ces âneries ? On voudrait ridiculiser la religion que l'on ne s'y prendrait pas autrement. Les croyants font plus de mal à la religion que les incroyants. Qui veut trop prouver ne prouve rien !

Le Pape, qui se pique d'être un génie universel, au courant de toutes les sciences, n'a pas échappé à la contagion.

Il a vu, de ses propres yeux vu un beau matin le Seigneur Dieu lui apparaître dans les nuages, ce que confirme un humble citoyen qui l'a photographié à la même heure !

De la même force est l'achat d'une plume de l'archange Gabriel par une punaise de sacristie qui avait ce jour là trop d'argent dans son gousset. Elle aurait pu en faire un meilleur usage. Elle avait, comme le Pape, des visions !

Comment ne point hausser les épaules quand on voit d'autre part des théologiens écrire de gros bouquins sur le « sexe des anges », alors que le sexe est un instrument de péché dont les anges peuvent fort bien se passer, ou publier 600 pages, comme l'a fait un Jésuite (il faut croire qu'il avait du temps à perdre !) pour démontrer que le serpent qui tenta notre mère Eve dans le paradis terrestre, en lui conseillant de croquer un pomme, était le plus beau serpent de la création, appartenant à l'espèce naja ! De telles niaiseries sont inconcevables dans le pays où sont nés Descartes et Voltaire. On ne peut les prendre au sérieux. Il y a eu des superstitions à toutes les époques, et l'époque 1900 en a eu pas mal pour sa part, mais au siècle de la bombe atomique elles n'ont point d'excuse.



Si les catholiques usent de tous les moyens en leur pouvoir pour ramener dans le giron de l'Eglise les brebis égarées, que dire des protestants qui de leur côté en font autant, bien que leur culte soit beaucoup plus simple. « Lis ta Bible jeune ! (on ne dit pas si elle est expurgée), avec cela tu seras sauvé », et par la même occasion le monde avec toi. Un sauvetage en règle pour gagner le ciel par les voies les plus rapides (mais où est-il donc, ce ciel ? On ne nous l'a jamais dit. Quant à l'enfer, il est sur la terre !)



Quels bienfaits ont rapporté aux hommes les religions, toujours animées de bons sentiments, mais ne les mettant point en pratique. Les guerres de religion ensanglantent le monde de nos jours comme au temps des croisades. Le Dieu

auquel on prête ces paroles : Aimez-vous « les uns les autres », est toujours le Jéhovah des armées, avide de sang et de carnage, que chacun invoque à sa façon pour obtenir la victoire. On se bat et on s'étripe en son nom. Ne comptons point sur les religions pour faire régner la paix dans le monde. Elles ne peuvent que le diviser.

En marge d'une religion d'Etat florissaient en 1900 dans la Capitale et en province maintes petites religions. La magie noire, à Paris comme à Lyon, avait de nombreux adeptes. Le culte de Sathan était toujours en vigueur, il avait ses chapelles et ses fidèles. L'occultisme ou l'ensemble des pratiques que l'on désigne sous ce nom faisait concurrence à la théosophie, religion pour gens du monde. Que de chapelles ont poussé sur le sol de la « douce France » depuis le culte antoiniste, qui a la sienne en plein Paris, jusqu'à celui dont le dénommé Freytag — un beau farceur — était le grand-prêtre, propriétaire par dessus le marché de plusieurs châteaux, et dont les disciples se confessaient en public (comme le font, depuis 1881, qu'ils sont en France, les soldats de l'armée du Salut, avec un général à leur tête, et quantité de lieutenants), laquelle exploite les pauvres, en prétendant les secourir. Il faut entendre ses adeptes raconter leurs petites histoires, toujours les mêmes, et sur le même ton. Dans un costume ridicule, avec un parler qui ne l'est pas moins, on voit ces « salutistes » des deux sexes parcourir les rues, en y semant des prospectus, provoquer des attroupements, réciter pendant des heures des leçons apprises à cœur et terminer invariablement leurs boniments par ces mots : « Enrôlez-vous dans l'armée du Salut ». Et cela au nom du Christ, « qui vous apporte la paix ». Pure comédie de leur part, ces prétendus soldats de la paix n'étant que des soldats de la guerre édguisés, prêts à marcher au premier signal contre les autres armées. Cette mauvaise auberge ne loge pas à l'œil les malheureux qui viennent y chercher un refuge. Elle en vit, et ils en meurent.

Les superstitions les plus absurdes et les cérémonies les plus grotesques, avec ou sans sacrifices humains, sont toujours

à l'ordre du jour. Tout un monde opère dans les coulisses, formant un état dans l'Etat. Les charlatans sont légion : fakirs, mages, médiums, voyants, voyantes, tireuses de cartes et autres pythonisses font des affaires d'or, spéculant sur la faiblesse des cerveaux. Il n'y en a jamais eu autant qu'à notre époque où tout est prétexte à interroger les lignes de la main et le marc-de-café pour connaître l'avenir. On évoque les esprits, on communique avec les morts, on fait tourner les tables et l'on se livre à toutes sortes de pratiques, où la fumisterie intervient. Jusqu'à de vieilles rombières qui se prennent pour une réincarnation de Jeanne d'Arc ou de Sainte Marie Alacoque ! il faut croire que les gens les plus intelligents sont les plus bêtes, du moment qu'ils ajoutent foi à ces sornettes.

En dernier lieu l'histoire des soucoupes volantes envoyées par les Martiens sur notre globe a fini par détraquer complètement les esprits faibles. On en a vues partout, sous les formes les plus extravagantes, avec des créatures qui ne l'étaient pas moins. Une vieille folle a prétendu qu'un Martien lui avait donné un billet pour l'échanger dans une banque contre une monnaie plus courante, mais la banque n'en a pas voulu. C'était de la fausse monnaie !

Les phénomènes naturels sont ainsi dénaturés, attribués à des êtres mystérieux qui n'ont jamais existé que dans l'imagination des cerveaux malades.

Certes bien des choses nous paraissent inexplicables, dont la science ne nous a pas encore fourni la clef. Mais même si elle ne nous la donne jamais, ce qui est fort possible, est-ce une raison pour déraisonner comme le font beaucoup de gens. Ils se raccrochent à n'importe quelle croyance, incapables qu'ils sont de penser par eux-mêmes. A une époque où l'homme a percé le mur du son, il n'a pas percé celui de la bêtise ! Jamais il n'a été aussi superstitieux. De là le pouvoir que les religions ont sur lui, le maintenant dans l'ignorance, afin d'exploiter sa crédulité.

Regards sur la bourgeoisie française au temps de l'Affaire, de l'alliance franco-russe, de l'entente cordiale, du cléricalisme et du nationalisme, etc. — Une existence facile pour les riches, où dominait le sentiment de la sécurité, semblait faite pour durer éternellement. — Où l'incendie du Bazar de la Charité éclate au milieu des plaisirs. — Où le père Ollivier, qui déclare dans la chaire de Notre-Dame que le ciel a puni la France pour ses fautes, se voit rappeler à l'ordre par ses supérieurs hiérarchiques. — Ce qu'en pense Léon Bloy. — Duels, mariages, divorces et autres cérémonies bien parisiennes, y compris les exécutions capitales, avec la « veuve » de Deibler, assassin légal pour le compte de la société. — Deux commissaires de police peu ordinaires : Andrieux et Lépine (autrement dit Lapine). — Qu'au sein d'une mauvaise justice un « bon juge » se révèle, le Président Magnaud, du Tribunal de Château-Thierry. Ses jugements sont des modèles d'humanité. Qu'il n'eut point de l'avancement.

Nous connaissons désormais certains aspects du monde bourgeois de 1895 à 1905. Ce monde nous a déjà livré une partie de ses secrets. Pour passer à un autre ordre de faits qui achèveront de nous éclairer sur une société où le comique se mêle au tragique et où les « bonnes manières » faisaient oublier les mauvaises (1), c'était l'époque où ces « nom de Dieu de princes », chansonnés par Mac-Nab (2), prince de Galles et prince de Sagan, sans compter les autres, auxquels s'étaient joints les grands-ducs de Russie en tournée dans les boîtes de Montmartre, alimentaient par leurs excentricités la chronique scandaleuse. Il était juste qu'on les mit en boîte !

(1) En ce temps où dominaient la courtoisie, l'élégance et le bon ton, du moins dans certaine classe de la société, qui n'était pas exempte pour cela de vices et d'hypocrisie, la joie de vivre, même pour les petites gens, n'était pas un vain mot, en dépit de leurs misères quotidiennes.

(2) Voir notre chapitre : « Au temps des cabarets (tome II)

Il n'y en avait décidément que pour une aristocratie bourgeoise dont les représentants possédaient de riches hôtels particuliers où ils recevaient leurs intimes. Salons et boudoirs avaient leurs habitués, ainsi que les cercles et les clubs. C'était un monde à part, avec ses fêtes, ses bals costumés, ses batailles de fleurs, ses promenades au Bois de 5 à 7, dans l'allée des Acacias, en de fastueux équipages, point de mire de ceux qui, moins fortunés, venaient s'asseoir le long du parcours pour les voir défiler sous leurs yeux. Malgré tout, cette époque valait bien la nôtre, où les mufles sont en majorité. Cette aristocratie avait des défauts, mais aussi des qualités que n'ont point les parvenus qui cherchent à l'imiter. Certes, elle aimait le plaisir, la bonne chère et les réceptions où s'étalait un luxe insolent, les femmes exhibant des toilettes qui valaient une fortune et les hommes ne se faisant point faute d'entretenir des concubines qui leur coûtaient les yeux de la tête, mais ce spectacle amusait les foules qui oubliaient, pendant ce temps, qu'elles trimaient pour leur procurer du bien être !

Au milieu de cette existence facile, où le sentiment de la sécurité dominait — on croyait que ces temps heureux n'auraient point de fin — un événement se produisit qui plongea dans l'affliction la population parisienne : l'incendie du Bazar de la Charité, 17, rue Jean-Goujon, dans le VIII^e arrondissement, le 4 mai 1897, à 4 h. 20, où de soi-disant gentilshommes, manquant ce jour-là de courtoisie, s'étaient conduits comme des goujats ne songeant qu'à sauver leur peau au lieu de sauver celle de leurs compagnes, ce dont se chargèrent d'humbles prolétaires accourus sur les lieux du sinistre. Ce bazar avait été consumé en moins de cinq minutes. On y vendait toutes sortes d'objets au profit d'œuvres de bienfaisance, des consommations de premier choix et d'exquises pâtisseries. Tous le « charitable » du moment étaient venus en foule s'y distraire et se montrer. Quantité de dames patronesses y tenaient différents comptoirs, parmi lesquelles la duchesse d'Uzès et la duchesse d'Alençon. Toute la haute et basse noblesse y était représentée. L'incendie du Bazar de la

Charité était considéré comme un « désastre national ». L'Opéra avait fait relâche, en signe de deuil (beaucoup de ses abonnés du lundi figuraient parmi les morts). Le directeur du « Gaulois », Arthur Meyer, dont les siens avaient également péri dans l'incendie, cherchait à consoler les survivants avec de belles phrases, tandis que Léon Bloy poussait un soupir de soulagement en déplorant dans une lettre qu'il adressait à un ami « qu'il n'y eût pas davantage de victimes ! Enfin, voilà un commencement de justice », écrivait-il. (1)

135 morts, 300 blessés, tel était le bilan de la catastrophe. Il avait suffi d'une allumette dont s'était servi dans une chambre noire un opérateur de cinéma, afin d'y voir clair en remplissant d'éther une lampe, pour propager l'incendie. Le hasard avait voulu que l'on transportât ce bazar (qui se tenait d'habitude rue de la Boétie) dans une construction faite de brique et de broc sur un terrain vague, proie toute indiquée pour les flammes, le sapin et le goudron dominant dans cette construction hâtivement faite.

Benjamin-Constant, peintre du grand monde, avait envoyé une Jeanne au Bûcher pour la tombola. C'était un mauvais présage ! Le Nonce apostolique avait béni duchesses et marquises, ce qui ne leur avait point porté chance.

Cette catastrophe avait été l'occasion de manifestations diverses, services solennels, prêches et discours, dont une allocution sur la Providence et ses bienfaits, de Monseigneur Gouthe-Soulard (drôle de nom pour un évêque !). Des poèmes s'étaient ajoutés aux prières. Un chanoine du nom de Dubois avait composé un Mystère en 12 tableaux, analogue à ceux du moyen âge. On avait édité un Pieux souvenir des 135 victimes de la charité (dont la duchesse d'Alençon, présidente du comptoir des noviciats dominicains), dédié à toutes les bonnes

(1) Il est certain que le fait pour les riches de se distraire en des kermesses ou de danser jusqu'à l'aube sous prétexte de charité est une insulte faite à la misère et à la pauvreté. Ce genre d'aumône ne prouve guère en faveur de ceux qui le font, espérant par là gagner le ciel et faire oublier leurs laideurs. Ce qui ne vaut pas mieux que les semaines de bonté, de l'amitié, de l'amabilité, de la politesse, de la courtoisie, de la paix, etc. moyennant quoi les gens peuvent se payer le luxe de s'enguirlander durant le reste de l'année.

âmes chrétiennes. Une chapelle dite Notre-Dame de Consolation fut ensuite élevée sur les lieux du sinistre, consolation plutôt platonique, qui ne ressuscitait point les morts.

Le Père Ollivier, de l'ordre des Dominicains, qui avait commis une gaffe, en proclamant du haut de la chaire de Notre-Dame que cet incendie avait été une punition du ciel méritée par la France pour expier ses péchés, s'était vu vertement rappelé à l'ordre par ses supérieurs hiérarchiques.

Lépine, préfet de police, dont les organisateurs n'avaient point sollicité l'autorisation, déclinait toute responsabilité, cette œuvre de bienfaisance étant « une œuvre privée ». Une pythonisse célèbre, Mlle Couesdon (1), avait prédit la catastrophe. Elle avait déclaré deux jours auparavant : « Je vois des flammes s'élever et des gens hurler près des Champs-Élysées. » Le Figaro avait fait une quête pour les funérailles, passant sous silence la conduite de nos gentilshommes. Cette quête avait produit plusieurs millions.



Henri Brisson, député de la Seine et anticlérical notoire, avait versé un pleur sur « les nobles victimes de la charité », qui avaient péri dans l'incendie du 4 mai : « La France a reçu des marques de sympathie du monde entier », annonçait-il. Il adressait, au nom de la Chambre des députés, « un souvenir » à ces « nobles victimes ». Et il en profitait pour blâmer la « diatribe » que le Père Ollivier avait prononcée le 18 mai. L'union sacrée était réalisée entre gens de gauche et de droite, pareillement éprouvés par ce désastre national.

Pendant ce temps, le divorce de la princesse de Caraman-Chimay, ex Clara VVard ou Clara Soleil (ainsi nommée de ce qu'elle avait une chevelure couleur d'or), qui s'était amourachée du tzigane Rigo — car c'était aussi l'époque des tziganes ! — passionnait l'opinion publique (il en faut si peu pour la

(1) On venait de fort loin consulter cette demoiselle qui avait le don de prédire l'avenir et de diagnostiquer les maladies. Ses prédictions étaient infaillibles, à ce que l'on prétendait : « Un trésor est caché là... Il y a du sang sur le plancher... C'est de l'estomac que vous souffrez. Soignez votre foie, surveillez votre vésicule biliaire » etc. Les grands comme les petits ajoutaient foi à ces bobards.

passionner !). On s'arrachait les journaux. Rien de changé à notre époque où les épousailles et divorces de stars et starlettes tiennent pendant des mois en haleine les gogos. Ces histoires de grands de la terre, si petits par tant de côtés, ont toujours captivé les masses. Elles s'extasiaient devant le faste des royautés et font la haie sur le passage des monarques, comme sur celui des coureurs à la conquête du maillot jaune.

Tout ce joli monde, qui passait pour incarner l'honneur et la vertu, et dont les gazettes célébraient les faits et gestes, était loin d'être honnête et vertueux. Hypocrites fiéffés, cachant sous de grands airs austères leurs vices sans grandeur, où les étalant au grand jour avec ostentation, gens à cheval sur les principes, honnêtes pères de famille passant de l'église au bordel et vice-versa, c'est dans de tels milieux que l'on rencontre la corruption la plus complète et que naissent les scandales aussitôt étouffés. Cela n'est point particulier à 1900, on peut en dire autant de 1950 qui, sous ce rapport, ne vaut pas mieux, et même vaut encore moins.

Les duels, héritage du Jugement de Dieu de l'époque médiévale, étaient à la mode à la Belle Epoque, où les journalistes, les hommes politiques et les maris trompés vidaient leurs querelles, et quelquefois leur sang, avec ou sans réconciliation, sur le Pré Catelan, au Parc des Princes, ou à la Grande Jatte. Autre aspect du crime légal, autorisé par les pouvoirs publics. C'était une « cérémonie bien parisienne », comme le Grand Prix, le concours hippique, la journée des Drags et les mariages célébrés en grande pompe en l'église de la Madeleine.

Autre cérémonie bien parisienne — avec justice faite — l'assassinat, par le sieur Deibler, exécuteur des Hauttes, ou plutôt Basses Œuvres, de prétendus coupables, alors qu'il eût dû passer le premier sous le couperet de la guillotine, où il envoyait les autres, à la Petite Roquette, avant que la « Veuve » n'émigrât boulevard Arago, derrière la prison de la Santé. Confiant à ses aides cette besogne macabre, revêtu d'une redingote flambant neuf et le chef couvert d'un chapeau haut de forme, en parfait fonctionnaire qu'il était, cet assassin légal représentait la Société, tandis que le troupeau exultait à

la vue du sang versé et qu'un prêtre bénissait ces horreurs.

Autre fonctionnaire non moins indésirable, le vertueux (?) Lépine (que nous appelions Lapine, — nous avons de bonnes raisons pour cela), alors préfet de police, ni meilleur ni pire qu'un autre. Que de fois me suis-je colleté avec cet individu, lorsqu'à la tête de ses sbires, il fonçait sur les manifestants qui criaient : « A bas la guerre ! » sur les hauteurs de Ménilmontant et sur la Butte Rouge !

Lépine avait organisé en 1901 le concours de jouets qui porte son nom, et qui se renouvelle chaque année. C'est tout ce qu'il fit d'à peu près potable pendant ses deux passages (qui n'étaient pas à tabac) à la préfecture de police, en 1893 et 1899-1912. Toutefois, ledit Lépine, qui goûtait la poésie verlainienne, donnait l'ordre à ses agents de ne pas arrêter pauvre Lélian, lorsqu'il se trouvait en état d'ivresse sur la voie publique. Un bon point pour le préfet ! Il est vrai que Verlaine avait de hautes relations, Lépine craignait les histoires !

Son digne émule Andrieux, qui fut reçu par complaisance docteur ès lettres en Sorbonne, à l'âge où l'on ne passe plus de thèse, valait encore moins. Dans ses Souvenirs d'un Préfet de police, il s'est vanté, avec des larmes de crocodile, de la façon dont il mystifia les anars, dont il avait fait ses « collaborateurs inconscients », ayant fondé avec eux la Révolution sociale et médité de faire sauter, à Saint-Germain-en-Laye, la statue de « Mossieu Thiers », projet qui finit en queue de poisson. Il avait habilement manœuvré les compagnons libertaires en leur suggérant ce stupide attentat (ce n'était d'ailleurs pas le seul qui soit sorti de son cerveau), histoire de les faire tous coffrer. Louise Michel avait été mystifiée par ce préfet provocateur. Il s'était attaqué de préférence à une femme qu'il savait sincère et prête à tout pour défendre ses idées. Ce n'était pas très propre de sa part. On retrouvait la main de la police dans l'attentat qui faillit coûter la vie au dénommé Alphonse XIII venu en France exhiber au populo son anatomie avariée. Machination dont elle est coutumière, pour justifier la répression qui en sort invariablement renforcée.

A cette époque, ce que l'on appelait d'un terme impropre la justice rendait des jugements iniques et envoyait à l'échafaud des criminels ou soi-disant tels, « au nom de la société ». Il se trouva un juge, un seul, le président Magnaud, du Tribunal de Château-Thierry, pour s'élever contre la peine de mort appliquée aux criminels de droit commun, alors qu'il eût fallu, plutôt que de les punir, « faire naître en eux, pensait-il, le remords de leurs forfaits ». Il s'était efforcé d'humaniser la loi (si tant est qu'elle puisse l'être !). Ses acquittements, rien que pour l'année 1900, se comptaient au nombre d'une centaine, pour vagabondage, mendicité, etc. Il protégeait le faible contre le fort, les enfants, les femmes, les travailleurs des deux sexes contre leurs exploiters. Il avait supprimé les emblèmes religieux dans le prétoire. « La particule, disait-il, ne constitue pas un titre de noblesse. » Celle-ci était dans le cœur de l'homme. Il avait été président d'honneur du Congrès de l'Humanité en 1900. Le 4 mars 1898 il avait acquitté une pauvre, Louise Ménard, qui avait volé un pain. Il avait fait faire une quête pour elle et lui avait procuré un emploi. Allez donc trouver aujourd'hui des juges de cette trempe ! Il n'eut point de l'avancement ! (i)

(1) Les jugements du Président Magnaud ont été recueillis par Henry Leyret dans deux volumes : *Les jugements du Président Magnaud* (1900) et *Nouveaux jugements du Président Magnaud* (1903) Un livre d'hommages, dont Laurent Tailhade avait écrit la Préface lui avait été offert en 1900 par ses admirateurs. Je me souviens d'un bel article qu'Octave Mirbeau avait écrit à son sujet dans le *Journal*.

En réaction contre les laideurs de la Belle Epoque, des idées nouvelles se font jour dans le domaine économique et social. — Qu'une révolution dans les mœurs devait fatalement se produire au sein du prolétariat, en présence d'une société où les riches avaient seuls le droit de vivre. — Où en était le socialisme en 1900. — Ses différents aspects. — Manifestes et Congrès. — Déviation du socialisme, qui en se politisant, se suicide. — Vrai et faux socialisme. — Socialisme parlementaire et socialisme tout court. — Socialisme et syndicalisme. — Naissance de la C. G. T. et du Parti socialiste unifié. — Fernand Pelloutier condamne toutes les dictatures, y compris celle du prolétariat. — La lutte des classes et la question sociale. — Les grèves et l'arbitrage (préconisé par Millerand). — Enquête de Jules Huret auprès du patronat. — Un parti ni chair ni poisson, opportuniste cent pour cent : le parti radical. — Une cote mal taillée : le parti radical-socialiste. — Opinion d'Yves Guyot sur les uns et sur les autres. — Que l'union des travailleurs n'a pas encore fait la paix du monde. Jamais ils n'ont été aussi divisés.

Une telle époque, remplie de contradictions, où le meilleur et le pire voisinaient, était bien faite pour accélérer la marche du socialisme, la classe ouvrière ayant peu à peu pris conscience de sa force, au sein des événements. Ce que l'on appelait la « question sociale » était loin cependant d'avoir été résolue en 1900, pas plus qu'elle ne l'a été depuis. Elle n'a cessé de se compliquer avec une « lutte des classes » parvenue à son paroxysme. On parlait — déjà ! — de régler les grèves, et l'on commençait d'envisager un arbitrage obligatoire entre le capital et le travail. Au nombre des plus ardents artisans et partisans de cet arbitrage figurait le camarade Alexandre Millerand — un joli coco ! — l'un des leaders du socialisme, avec Jules Guesde et Allemane, et futur président de la « République bourgeoise et capitaliste » (de plus, propriétaire d'un certain nombre d'immeubles dans plusieurs quartiers de la Capitale, dont les gérants se montraient intraitables envers les locataires qui ne pouvaient payer leur terme !)

Jules Huret, excellent journaliste et roi des enquêteurs,

avait mené, en 1902, dans le Figaro, une enquête sur les grèves et l'arbitrage obligatoire, parue en volume aux éditions de la Revue Blanche, avec une Préface, datée d'août 1901, signée Millerand, ministre du Commerce : « Le devoir élémentaire des hommes d'Etat français, leur tâche essentielle, disait ce commerçant, c'est l'éducation du suffrage universel. Le droit des ouvriers à protéger par des décisions communes leurs intérêts communs, établit sa légitimité », déclarait-il en un langage digne de monsieur Prud'homme. Il avait pris l'initiative d'un projet de loi qui comptait 33 articles sur le règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail. Or l'éducation du suffrage universel est loin d'être faite. Quant aux intérêts communs n'en parlons pas. Ils sont plutôt opposés. L'unité d'action de la classe ouvrière n'est pas près d'être réalisée. Elle est encore à l'état de rêve. (1)

Jules Huret, dans une nouvelle enquête, avait interrogé les patrons des grands centres industriels : le Creusot, Lille, Roubaix, Lens, Anzin, Carmaux, Saint-Etienne, Marseille Paris, etc., sur ce qu'ils pensaient de cet arbitrage. Dans une autre enquête sur la Question sociale en Europe, en 1897, il avait reproduit d'intéressantes réponses d'Alphonse de Rothschild, Schneider et Jules Guesde, avec deux Préfaces, l'une de Jaurès député du Tarn, l'autre de Paul Deschanel, vice-président de la Chambre des députés. D'après le premier « le socialisme devait abolir la propriété capitaliste », d'après le second, « on sentait ce qu'il y a, aujourd'hui encore, d'affreusement misérable dans un grand nombre d'existences, et ce qui reste d'injustice dans nos vieilles sociétés à la veille du vingtième siècle ». Or le socialisme n'a point réalisé la prédiction de Jaurès, la propriété capitaliste est loin d'être abolie et l'injustice que le Vice-Président de la Chambre dénonçait n'a jamais été aussi flagrante.

On sait ce que deviennent les grèves, sabotées par ceux qui les provoquent lorsqu'ils sont dans l'opposition. Parvenus au pouvoir, ils brisent l'arme qu'ils ont mise entre les mains

(1) « L'union des travailleurs fera la paix du monde », magnifique slogan ! En attendant, c'est leur désunion qui règne. Jamais ils n'ont été aussi divisés.

du prolétariat pour sa libération. De nos jours, les grèves ont perdu leur caractère professionnel pour devenir politiques. Elles n'ont fait qu'accentuer le conflit existant entre patrons et ouvriers, à l'avantage des premiers et au détriment des seconds. Partout où se glisse la politique, c'est le ver dans le fruit. Cette arme s'est retournée contre les travailleurs, ayant fini par s'é mousser à force d'avoir servi. Les grèves, à la Belle époque, n'étaient pas déclenchées à tout propos (1) et terminées de même, ce qui ne fait que compliquer les choses, priver les populations de chauffage, d'éclairage, de correspondance, de moyens de transport et de produits alimentaires, sans nuire pour cela aux privilégiés de la fortune qui trouvent toujours le moyen de s'en tirer. Ce sont finalement les « gros » qui ont le dessus et les « petits » qui ont le dessous.

Constatons combien est illogique le prolétariat qui prétend « se sauver lui-même ». Des gens qui se mettent en grève pour un oui ou pour un non, ne s'y mettraient point pour empêcher les guerres. Toute leur énergie, quand ils en ont, consiste à réclamer des augmentations de salaires. Leur grève a pour unique objet la défense d'un bifteck plus ou moins avarié. Augmenter les salaires, c'est augmenter le coût de la vie. Remède pire que le mal. Ce problème de la vie chère est loin d'être résolu, et il ne le sera point tant qu'il y aura des gouvernements qui ont intérêt à ce que « ça dure ».

« La grève, écrivait en 1897 Paul Adam dans la « Critique des mœurs, reste encore le seul moyen d'obtenir des améliorations passagères, pour le sort des malheureux ». Le mot « passagères » n'était que trop vrai. Elles sont le fait du caprice des dirigeants, qui les accordent et les suppriment chaque fois que bon leur semble. Jeter un os à des chiens de temps à autre n'est point calmer leur faim ! Le même auteur mettait en garde les travailleurs contre les meneurs qui les

(1) Rares en comparaison de celles d'aujourd'hui, et cependant assez nombreuses, le mécontentement des travailleurs ne cessant d'augmenter avec les difficultés croissantes de la vie. C'est ainsi que, pour l'année 1900, on comptait 223 000 grévistes ayant protesté contre les bas salaires.

exploitent : « Bon prolétaire, tu t'imagines en vain avoir gagné la partie quand un gaillard plus ou moins énergumène t'a débité en tranches le Capital de Karl Marx et s'est fait élire député par ta confiance naïve. » « N'aie pas affaire, ajoutait-il, à ces gens là qui te parlent de légalité, parce que la légalité c'est le manche et qu'ils espèrent bientôt passer de ce côté de la poêle à frire, et où tu continueras longtemps à frire. » Ce conseil mérite d'être médité et suivi à la lettre, à l'heure où plus que jamais ce sont les mêmes qui tiennent la queue de la poêle et les mêmes qui sont frits !



Le socialisme en 1900 faisait trembler dans leur culotte les bourgeois. L'Internationale n'avait point pour emblème à ce moment le drapeau tricolore, le rouge lui suffisait, ni pour cantique la Marseillaise, qui a remplacé de nos jours le chant d'Eugène Pottier, devenu séditieux pour nos révolutionnaires en peau de lapin.

« La propagande du prolétariat, c'est la vérité », disait Marcel Martinet. Sa propagande aujourd'hui, c'est le mensonge.

Dans la lettre qu'il adressait en 1899 aux Anarchistes, Fernand Pelloutier les déclarait : « ennemis de toutes les dictatures, y compris celle du prolétariat », preuve que déjà celle-ci montrait le bout de l'oreille et qu'il fallait compter avec elle. Bien que devenu menaçant pour les privilégiés de la fortune, le prolétariat n'était pas suffisamment organisé pour tenter sa chance. Meetings, déclarations, programmes, autant de tâtonnements en attendant le « grand soir », qu'il attend encore.

Le lundi 3 septembre 1895 naissait à Limoges la C.G.T., qui comprenait dans son programme la journée de huit heures. Dix ans plus tard, le 25 avril 1905, la fusion des groupes socialistes français en Parti Socialiste Unifié, section française de l'Internationale ouvrière, était un fait accompli. Ce n'avait pas été sans mal. Toute collaboration avec un gouvernement bourgeois était proscrite. Jaurès souhaitait « qu'une libre coopération s'établît entre le parti socialiste et la C.G.T., cha-

cun conservant son autonomie ». Socialisme et syndicalisme devaient lutter de concert pour une émancipation qui serait l'œuvre des travailleurs, maîtres de leur destin et sachant ce qu'ils veulent. Le syndicalisme professionnel, non politique, à cette époque, était le moyen pour la classe ouvrière de conquérir certaines libertés et certains avantages destinés à améliorer son sort.

Les prolétaires n'avaient point, il est vrai, des syndicats aussi puissants que ceux d'aujourd'hui pour défendre leurs intérêts, mais à voir la besogne qu'ils font, est-ce vraiment regrettable ? On s'en passerait volontiers. Le syndicat est un mot qui s'applique à n'importe quoi et sert les intérêts les plus opposés, comme tout ce qui, pouvant améliorer le sort de l'homme, peut aussi le rendre pire, selon l'usage qui en est fait. Il n'est de vrai syndicalisme que dans la liberté.

La loi de 1884 sur les syndicats, élaborée par Waldeck Rousseau, devait subir pas mal de modifications. Au syndicalisme révolutionnaire s'opposait le syndicalisme patronal. Ils n'étaient guère faits pour s'entendre.

Sébastien Faure définissait ainsi le syndicalisme : « Le syndicalisme c'est le mouvement de la classe ouvrière en marche vers son affranchissement intégral, par l'abolition du salariat et l'abolition du patronat. » Or, 50 ans après, ni l'un ni l'autre n'ont été abolis. Ils renaissent de leurs cendres, plus funestes que jamais !

Parlant, dans l'Humanité Nouvelle (1898) de l'Avenir socialiste des Syndicats, Georges Sorel terminait son article sur ces mots : « Le développement du prolétariat comporte une puissante discipline morale exercée par ses membres, au moyen des syndicats qui sont appelés à faire disparaître toutes les formes de groupements légués par la bourgeoisie. L'avenir du socialisme réside dans le développement autonome des syndicats ouvriers. »

D'après Jaurès qui, d'autre part, était partisan de la représentation proportionnelle, « il était impossible aux syndicats de s'organiser sans intervenir directement dans le fonctionnement de la société capitaliste ».

Fernand Pelloutier, qui avait été nommé en 1895 secrétaire de la Fédération des Bourses du Travail, définissait en ces

termes le programme qu'elles étaient appelées à réaliser : « Nous sommes les ennemis irréconciliables de tout despotisme moral ou collectif et les amants passionnés de la culture de soi-même. La mission du prolétariat éclairé est de poursuivre plus méthodiquement, plus obstinément que jamais, l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes fiers et libres. » En septembre 1902, le Congrès de Montpellier achevait l'unité des organisations syndicales, destinées à seconder les efforts du parti socialiste. Beau programme, reculé de nos jours aux calendes grecques ! (1)

Le socialisme connut des fortunes diverses. Dans un livre paru en 1901, sur les Congrès ouvriers et socialistes (Bibliothèque Socialiste), Léon Blum passait en revue tous ceux qui, de 1876 à 1900, et ils étaient nombreux, avaient été tenus, parmi lesquels, à Paris en 1900, le 8^e Congrès de la Fédération des Bourses, le II^e Congrès Corporatif de la Confédération du Travail, et à Ivry, le 18^e Congrès ouvrier où le mot unité fit son apparition à côté de celui d'union, sur le terrain de la « lutte des classes ». Sous le pseudonyme Bracke, un socialiste de la stricte observance rendait compte, dans une brochure, du Congrès du Parti ouvrier, qui avait eu lieu salle Wagram en 1901, et résumait la même année dans un livre plus conséquent, 11 Ans d'histoire socialiste, de 1899 à 1900.

En 1898, les socialistes avaient constitué un Comité de Vigilance, car ils avaient senti le besoin de se grouper et de se défendre contre l'ennemi commun, le capital. Ils avaient signé l'année suivante un Manifeste de la France ouvrière et sociale. En 1900, les uns avaient adhéré au Parti ouvrier français de Jules Guesde, tandis que les autres, en 1901, adhéraient aux Socialistes révolutionnaires, avec Edouard Vaillant, et que Briand, Viviani, Jaurès et Renaudel militaient au Parti Socialiste Français. Jaurès envisageait le socialisme comme une sorte de paradis terrestre pour les travailleurs. Il le conciliait avec l'individualisme, mais le socialisme ne tarda pas à s'éloigner de

(1) C'est à croire que les chefs révolutionnaires n'ont aucun intérêt à « ce que ça change ». Ils perdraient du coup leur prestige. « Pourvu que ça dure ! » pensent-ils en leur for intérieur.

la conception jauréssienne, pour sombrer dans la démagogie. Le 28 mai 1902 avait eu lieu le banquet du Parti Socialiste Français (Union fédérative), avec discours de Viviani, Edgar Milhaud, Briand et Jaurès, sur l'Action du parti socialiste au Parlement et dans le pays, discours qui furent publiés par le Comité interfédéral du parti socialiste (1902).

On discutait ferme à ce moment au sujet de la participation des socialistes au gouvernement bourgeois. 93 députés socialistes étaient entrés au Parlement pour y représenter l'opposition. Or, celle-ci n'a sa raison d'être qu'en dehors du Parlement, où elle n'existe plus guère, ayant vite fait de voter comme un seul homme, avec les autres partis, des indemnités parlementaires (en bon français des augmentations de salaires), à la veille des vacances, et des crédits militaires à la veille de la « rochaine ». Là-dessus, tout le monde est d'accord, l'union sacrée est réalisée (1).

Déjà le socialisme n'était plus le socialisme à l'état pur. Il ne l'était que de nom. C'était une étiquette destinée à recouvrir une marchandise avariée. C'est alors que le parti radical chercha à se l'annexer. On vit figurer sur des panneaux électoraux, au moment des élections législatives, le mot socialiste accolé au mot radical. Un nouveau parti, le parti radical-socialiste, entra en scène. Cette union mal assortie de la carpe et du lapin, assaisonnée à la sauce saumâtre, devait s'achever par un divorce pour incompatibilité d'humeur, chacun retombant sur ses positions (certains candidats à l'assiette-au-beurre n'en persistèrent pas moins à briguer sous cette étiquette les suffrages de leurs concitoyens).

Le fameux parti radical, ni chair ni poisson, (bien que nageant entre deux eaux !), était tout puissant en l'an 1900. Il s'est toujours maintenu depuis, à force d'intrigues, à côté des autres partis. Tout en variant sans cesse, il est resté fidèle à

(1) Les hommes politiques qui se battent à la Chambre à coups de pupitres (dans pupitres il y a pitres !) se réconcilient à la buvette sur le dos des électeurs à coups de pinard !

sa ligne de conduite : se ménager une place dans les combinaisons ministérielles. Paul-Hyacinthe Loyson, qui bataillait dans ses rangs, prétendait que « la démocratie triompherait par un radicalisme régénéré ». C'est plutôt à un radicalisme dégénéré qu'il fallait s'attendre. Ce parti à tout faire pratiquait l'opportunisme (1) sur une vaste échelle, cramponné au pouvoir, comme un chien défend sa pâtée. Ce qu'il demandait c'est qu'on le laissât mijoter dans son fromage. « Pas d'histoires », ce slogan résumait toute sa politique. Il avait assez à faire avec les curés sans chercher à compromettre son existence en se lançant en de nouvelles aventures. Ses « honorables » n'avaient guère de convictions bien arrêtées. On cite le cas d'un certain Michon qui, pour se venger de ce que Clemenceau lui avait dérobé des sandwiches que lui-même avait dérobés à la buvette de la Chambre et dissimulés dans les basques de sa redingote, lui avait voué une haine à mort et s'était vengé en quittant le parti. A quoi tient l'opinion d'un député : à une question de saucissonnaille !



Quant aux socialisme, Yves Guyot ne lui ménageait point ses critiques. Il allait même un peu fort. Il avait publié à son sujet une demi douzaine d'ouvrages qui contenaient pas mal de vérités, entre autres les Principes de 89 et le socialisme, Caractères de la politique socialiste, la Tyrannie socialiste, etc. Dans la Comédie socialiste (1897), il rappelait aux salariés « qu'il avait fait l'impossible pour augmenter leurs salaires, tout en essayant de les détacher des « Polichinelles, des Arlequins et des Paillasses du socialisme... Quelle serait votre destinée si les Jaurès, les Guesde, les Millerand et leurs compagnons pouvaient jamais mettre leur grappin sur le gouvernement de la France ». Il n'était tendre ni pour le premier qu'il appelait « un lâcheur », ni pour le second dont il disait « que jamais républicains n'ont poussé aussi loin l'opportunisme que

(1) L'opportunisme est de tradition dans tous les partis politiques. On retourne sa veste, dont la couleur n'est pas la même à l'envers qu'à l'endroit.

ce socialiste », ni pour le troisième, qu'il appelait un « suspect » avocat avant tout, plus socialiste qu'il ne le voudrait ». Allemane était un « manche à balai », Clemenceau le « dissolvant qu'il a toujours été (« il détruit, c'est sa fonction ») (1), Pelletan un « pauvre type », Gérault-Richard un « veinard », Berteaux « possesseur d'une fortune évaluée à une quinzaine de millions, et qui de radical alla au socialisme. Il est fort élégant et porte la décoration de la Légion d'honneur ». Guyot rappelait Oscar Wilde a écrit *L'âme de l'Homme* dans le socialisme, qui substituera la coopération à la concurrence. Bref, « les socialistes n'étaient qu' « un groupe de saltimbanques ».

Il s'en prenait par la même occasion aux anarchistes, dont l'idéal, prétendait-il, était « de retourner à la horde anarchique des peuples les plus arriérés, des Fuégiens, des Weddahs, des Vaalpens ». « Ils sont venus de Russie avec une seule notion : la destruction ». Quant à ceux qui les soutiennent, les Kropotkine et les Reclus, « ce sont des niais ». Il écrira encore dans la Préface de *Socialistes et Anarchistes* (1894), de Charles Chaumel : « Il y a trois sortes d'anarchistes : ceux qui dans l'ombre veillent à leur organisation, ceux qui pérorent et ceux qui agissent, mais si Ravachol, Vaillant, Henry, Francis, Meunier, Léauthier, Caserio inspirent l'horreur, les socialistes qui leur suscitent des émules et des vengeurs, méritent le mépris et l'indignation ». Yves Guyot, comme on le voit, n'avait pour les socialistes qu'une médiocre estime, et c'est surtout sur eux qu'il déversait sa bile. L'auteur des *Lettres sur la politique coloniale* les rendait responsables de ce qui se passait dans les territoires d'outre-mer comme à l'intérieur de la Métropole, et il ne leur cachait point son mépris.

Quant à l'individualisme, il le définissait en ces termes :

(1) Ce Clemenceau qui critiquait si bien les autres, n'était pas lui-même exempt de toute critique, son journal la *Justice* étant commandité pendant l'Affaire de Panama par Cornélius Hertz, tandis que Déroulède, cet épouvantail à moineaux, autrement dit le Don Quichotte de la Chambre, avec ses bras pareils à des ailes de moulin à vent, l'accusait d'être vendu à l'étranger. Tout cela n'était pas très propre, comme on voit. Cela se renouvelle aujourd'hui sur une vaste échelle. Il y a encore des Panamas qui couvent sous la cendre!

« La doctrine individualiste est la doctrine politique en vertu de laquelle l'individu est la fin et l'Etat le moyen. » Or nous savons que l'Individu et l'Etat sont des adversaires inconciliables et irréconciliables.

Dans son Voyage en zigzags. I. Bertrand constatait sur le mode ironique : « Prêcher le socialisme et palper, comme Rochefort, 25 à 30 mille francs par an tandis que les ouvriers typographes gagnent à peine de quoi vivre, est le fait d'un joli farceur que les travailleurs ont le tort de prendre au sérieux ». Et le même ajoutait : « L'ouvrier qui peine dans nos ateliers n'est pas le seul dont il faille s'occuper. Le cultivateur que l'on écrase d'impôts mérite aussi quelque intérêt ! »

Nous sommes loin, en 1950, de la définition que donnait du socialisme Millerand au début de sa carrière : « Le socialisme vise à assurer à chaque être humain, par une transformation bienfaisante et d'ordre exclusivement naturel, ces deux biens jumeaux : liberté et propriété, que leur ravit le régime capitaliste ». Cette définition a rejoint les vieilles lunes. Le socialisme en est encore à chercher sa voie. En attendant, nous avons eu le national-socialisme !

Glissant sur la pente fatale où il s'était engagé, le socialisme ne méritait plus son nom. Il s'était embourgeoisé. Il ne fallait plus compter sur lui pour combattre la société capitaliste et lui substituer une société meilleure. Il avait fait faillite. Ce socialisme auquel il y a 60 ans Charles Péguy avait converti Félicien Challaye, qui rappelle que « sa première exigence était la suppression de la misère, donc de la faim et du froid », n'avait plus le même visage. Sa participation au pouvoir l'avait défiguré. Elle en avait fait un parti comme les autres, et les autres, nous ne le savons que trop, ne valent pas grand chose.

Elisée Reclus disait de nos bons socialos : « Les socialistes qui désirent le pouvoir deviendront fatalement réactionnaires ». Que voilà une prophétie qui se vérifie chaque jour ! Parvenus au pouvoir, ils renient tout ce qu'ils ont adoré, en premier lieu la paix, en tête du programme pour lequel ils ont été élus. Toutes leurs belles promesses ont rejoint les vieilles lunes !

Des défections ne tardèrent pas à se produire au sein même du parti. C'était bien d'une crise qu'il s'agissait et pas seulement à cause de l'affaire Dreyfus, comme le même Péguy l'avait écrit, mais par sa propre faute. Les uns restèrent fidèles à l'idéal qu'ils préconisaient, les autres se servirent du socialisme comme d'un tremplin pour « arriver ». Pas besoin d'attendre 1950 pour assister à ces retournements de veste dont sont coutumiers les opportunistes de la politicaille. Il y a partout des brebis galeuses. Elles opèrent dans tous les milieux, laissant des traces de leur passage, dont l'odeur ne sent point la rose.

Les renégats se glissent dans tous les partis, ballottés d'une rive à l'autre, comme des épaves. En 1900, le parti socialiste en comptait un certain nombre qui n'étaient plus socialistes, mais qui prétendaient l'être, ce qui, de toutes les escroqueries morales était bien la plus malhonnête. Je n'en citerai que trois, mais ils sont de taille ! (Voir pour plus de détails le chapitre suivant).

Un beau trio de renégats, dont l'exécution sommaire s'imposait dans un livre où fantoches, girouettes et pantins jouent un rôle peu reluisant. Un chapitre n'est pas de trop pour rappeler leurs méfaits. — Au premier de ces messieurs : le « baron » Alexandre Millerand. — Contempteur de la société capitaliste, il ne tarda pas, par intérêt, à se mettre à son service. — Devenu président de la République, après avoir retourné sa veste, il se voit contraint de démissionner, vomit de l'Elysée par ceux qui l'y avaient porté. — Il tente de faire un coup d'Etat, comme feu Déroulède, mais il tombe sur un bec de gaz ! — Deuxième renégat, non moins dépourvu de scrupules : Aristide Briand (ne pas confondre avec Aristide Bruant !). Venu en savates de Saint-Nazaire à Paris, ce révolutionnaire à la manque dément ses propos de la veille, fait arrêter les ouvriers qu'il avait poussés à la révolte, brise la grève des cheminots qu'il mobilise et celle des instituteurs. — Où l'Affaire Ferrer survient, dans laquelle il joue un rôle plutôt louche. — Onze fois président du Conseil (un record dans ce genre de présidence), après avoir occupé plusieurs postes ministériels, ce mégalomane essaie par la suite de revenir à ses premières amours et proclame à la face du monde qui le prend au sérieux : « Tant que je serai là, il n'y aura point de guerre », mais s'il avait été là il y en aurait eu une. — Troisième renégat, qui ne fut ni député ni ministre bien que méritant de l'être, mais un traître dans toute l'acception du terme ; le professeur Gustave Hervé. Après avoir planté le drapeau dans le fumier, il l'en retire. — L'Affaire du Piou-piou de l'Yonne. Briand plaide sa cause. — Il écrit deux histoires de France, dont l'une est aux antipodes de l'autre. — Où son Journal la Guerre Sociale change de nom et devient la Victoire en 1914, dans laquelle il défend tout ce qu'il combattait jadis. Il prétend être resté fidèle à ses idées et s'entoure d'une équipe, composée de ses anciens copains libertaires, anarchistes et socialistes, écrivains et dessinateurs. — Son panégyrique de Mirbeau, qui ne méritait point cet affront. — Un polichinelle, tel fut le sieur Hervé, passé de l'autre côté de la barricade, plus par intérêt que par conviction, le type du parfait renégat, à ne pas imiter.

Parmi les renégats de la Troisième République, figure en tête, au premier rang, à la place d'honneur, le baron Alexandre

Millerand, ainsi nommé de ce que parvenu au faite du pouvoir, il n'eut rien de plus pressé que de servir les intérêts, confondus avec les siens, des barons de la Haute Finance, au détriment de ceux du peuple, qui lui avait servi de marchepied pour gravir les échelons qui devaient le mener à la magistrature suprême. Il avait quitté le parti socialiste pour s'embourgeoiser et profiter des avantages que lui valaient ses reniements. Sa moitié y avait été, dit-on, pour quelque chose, « voulant arriver dans les hautes sphères », conseillée par les deux moines qui la confessaient. Je ne pense point qu'Alexandre le Petit ait eu besoin d'être stimulé par quiconque pour satisfaire son ambition. C'était un esprit médiocre qui, comme tous les esprits médiocres, flairent d'où vient le vent pour en tirer parti. Son « moi » lui suffisait. Il tenta sa chance et, le moment venu, se tourna vers la droite, qui l'accueillit à bras ouverts, après avoir quitté la gauche, se mettant du côté des financiers dont il avait dit tant de mal, de l'Eglise qu'il voyait d'un mauvais œil, et de la réaction qu'il avait juré d'exterminer. On le vit alors combattre le ministère Combes, dont l'anticléricalisme le gênait, renforcer la clique antidreyfusarde et se mettre, en 1914, du parti de la guerre jusqu'au bout, faite avec la peau des autres, non la sienne. Cet adversaire du colonialisme, lorsqu'il était dans l'opposition, en devint le pourvoyeur lorsqu'il fut au pouvoir. Le « régime abject » qu'il combattait, il en fut le plus ferme soutien. On ne reconnaît plus, dans ses écrits, le Millerand qui collaborait à la Petite République, en compagnie de Jaurès et de Viviani.

Sa carrière de politicien d'affaires devait le conduire à la présidence de la République, où il ne resta pas longtemps, vomi par le « cartel des gauches » qui avait fini par voir clair dans son jeu. Il avait depuis longtemps fait son beurre et cessé d'être le petit avocat sans cause qu'il avait été tout d'abord.

Il n'était plus question des idées qu'il affichait dans son discours-programme prononcé à Saint-Mandé le 30 mai 1896, l'un de ces fameux — et fumeux — banquets dont la chaleur est communicative. Il avait fait du chemin, mais en sens inverse, pour se retrouver nanti d'un portefeuille de ministre, dans le giron de la République « une et indivisible », avant de devenir son « premier magistrat ».

Il avait jadis écrit une étude sur le Socialisme réformiste, parue en 1905, et publié la même année un livre sur les Congrégations non autorisées et leurs liquidateurs devant la loi de 1901. Nous le retrouvons au ministère de la guerre, du 14 janvier 1912 au 12 janvier 1913, avec l'espoir de reconquérir pour la France, à l'instar de Poincaré, l'Alsace et la Lorraine. Dans la Guerre Libératrice (sic), parue en 1918, il accusait l'Allemagne, accusation gratuite renouvelée chaque fois qu'on lui déclare la guerre, d'en être seule responsable : « L'entente a tout fait pour maintenir la paix », affirmait-il, contrairement à la vérité. Tous les slogans, bobards et bourrages de crânes du temps de guerre se pressaient sous sa plume. « Tenir, il le fallait, déclarait-il, jusqu'au bout, jusqu'à la victoire finale ». Qu'importait la mort de milliers d'hommes sur le front, qu'il qualifiait de « héros ». Il donnait à Joffre l'accolade, et faisant allusion à l'Affaire, « les temps sont passés, déclarait-il, où un malentendu parut séparer la France de son armée ». Pour ce patriote en chambre, « la France de la paix devait être digne de celle de la guerre et présenter les mêmes vertus ! » Quel fumiste ! ne pouvait-on s'empêcher de penser en le lisant. Mais ce sont des fumistes de ce genre, transfuges du socialisme, qui font le malheur des peuples.

Ce futur président de la République avait dit de son prédécesseur, Casimir-Perrier : « Le Président de la République est l'incarnation vivante, le rejeton orgueilleux des grands bandits légaux qui ont détrossé nos ancêtres par l'usure, par le monopole, par la savante mise en œuvre de tous les procédés que la loi, faite par eux et pour eux, leur mit en main », paroles qui s'appliquaient à lui plus qu'à tout autre.

Dans la Pie du 15 décembre 1900, petit pamphlet hebdomadaire que nous avons fondé, Fernand Hauser et moi, nous rappelions le Programme de M. Millerand, qu'il avait oublié d'appliquer : « M. Millerand, depuis de longs mois, est ministre ; il donne des bals officiels, auxquels sont conviées les belles Madames de la Haute Bourgeoisie et de la Basse Noblesse, il roule carosse, il se fait couvrir le plastron de grands

cordons, de plaques et de crachats. M. Millerand est mûr pour la particule, nous supplions le Nonce du Pape de la lui faire octroyer. Dans son programme électoral, qui le fit élire en 1896 député du 12^e arrondissement, figuraient la Séparation des Eglises et de l'Etat, la suppression du budget des cultes, l'abrogation des lois scélérates de 1893 et 1894, etc., etc. Ne serait-il comme la plupart de nos politiciens, qu'un prometteur ? » C'était bien, en effet, ce qu'il était. Ce prometteur avait d'ores et déjà trahi la classe ouvrière à laquelle il promettait la lune et qu'il défendait avec un zèle intempestif à l'époque où il n'était encore que ministre du Commerce. Lors de l'affaire de la Ricamarie, les mineurs, reconnaissants de ce qu'il avait fait pour eux, l'avaient assuré « en termes émus, de leur sincère gratitude, ayant obtenu gain de cause, grâce à son énergie ». Cette énergie n'était plus dirigée dans le même sens, elle l'était dans un sens tout opposé. Ils ne l'eussent certainement pas remercié si cette affaire avait eu lieu un peu plus tard. Il les eût fait coffrer sans autre forme de procès.

A l'enquête qui suivit l'ouvrage de Victor Barrucand sur le Pain gratuit (1896), dans lequel l'auteur déclarait : « Tour-nons-nous vers les pauvres. La question du pain n'est autre chose que la question sociale vue sous un angle vif et pénétrant », Millerand proclamait « la nécessité du pain pour tous ». Aujourd'hui, il ôtait aux pauvres le pain de la bouche.

Ce Millerand, qui avait écrit, en un moment de lucidité dans Travail et Travailleurs : « Malheureux qui n'a jamais rêvé ! » ne rêvait plus désormais que plaies et bosses sur le dos des travailleurs, en compagnie des grands-ducs et des grandes-duchesses de Russie. L'une d'elles lui ayant fait présent d'un bijou, sa moitié le portait ostensiblement, s'imaginant être elle-même une duchesse !

Clemenceau n'était pas tendre pour le gars qu'il prenait pour un polichinelle (bien qu'en étant un lui-même). Il fallait voir notre Georges exécuter Alexandre dans un article où il lui disait son fait, le 24 avril 1900, à l'occasion d'un discours que ledit baron avait prononcé, étant ministre du Commerce,

à l'inauguration de l'Exposition Universelle : « Monsieur le Ministre du Commerce a cru devoir, en sa péroraison, nous régaler d'une rhétorique solennelle sur les bienfaits de la « justice » dont il est le représentant. Le gouvernement dont M. Millerand est la clé de voûte peut représenter tout ce que l'on voudra. S'il est une chose que M. Millerand et ses collègues se sont interdits de représenter, c'est bien l'idée de la plus vulgaire justice, consistant à réprimer le crime et à protéger l'innocent. C'est un réformateur si épris de réformes qu'il est devenu révolutionnaire dans son fauteuil de ministre. »

A propos d'un voyage que Loubet avait fait à Toulon, un poète au nom de Jean de Thomeray, en des Folies Rimées politiques (1906), faisait dire à Millerand, qui pérorait à côté de Méline, Waldeck-Rousseau, Combes et Rouvier (1) :

« A moi, mes braves anarchistes,
A nous la bourse et les papistes !
Votez pour moi, mes bons amis,
Et je vous mène en paradis ! »

Il les menait plutôt en enfer !

L'ancien ami de Jaurès et de Clemenceau n'était plus qu'un pauvre type, malgré sa richesse, qui plastronnait à côté d'un Waldeck-Rousseau et d'un Galliffet dans les cérémonies officielles. L'auteur de tant d'articles incendiaires publiés dans la Justice et la Petite République, allait faire voter des lois aussi scélérates que celles de Casimir-Périer, dont il avait dit pis que pendre.

André Lorulot a pu écrire dans sa brochure, le Baron Millerand : « M. Alexandre Millerand a dû quitter la présidence de la République (2) devant la juste réprobation de tous les hommes de gauche... Cet homme a tout trahi... Il est avec Poincaré (3) un des hommes les plus néfastes de ce temps ».

(1) Le même, qui avait trempé dans l'Affaire de Panama, de connivence avec Floquet et le baron de Reinach, plus deux cents « honorables » environ, au nombre desquels figurait, assurait-on, Emmanuel Arène, député de la Corse, auteur de la *Comédie Boulangiste, Chansons et satires* (1891), que l'on a confondu à tort avec son frère le poète Paul Arène, l'auteur de *Jean des Figues*.

(2) Remplacé par Doumergue, président du Sénat.

(3) Celui-là ne s'était point renié : il avait voulu la guerre, il l'avait eue.

Celui qui blâmait sévèrement les barons de la Haute Finance était devenu leur soutien, pour ne pas dire leur souteneur.

En même temps que Millerand s'enrichissait aux dépens des pauvres bougres qu'il avait trahis, la « République du pain cher » ainsi que nous l'appelions dans la Pie, faisait des siennes, de moins en moins républicaine et de plus en plus capitaliste. Notre « baron » ne perdait aucune occasion de lui prêter main-forte. Une telle trahison était flagrante. Elle avait indigné Francis Delaisi qui, dans une brochure éditée par les Temps Nouveaux, s'élevait avec véhémence contre la loi Millerand du 21 mars 1905, destinée « à envoyer au bagne, pour délit de presse, les antimilitaristes de la classe ouvrière », qui avait commis le crime d'avoir pris au sérieux ses déclarations d'autrefois. « Organisons la résistance, s'écriait Delaisi, la République bourgeoise en sera pour sa courte honte ». Mais la honte n'étouffait pas plus cette dernière qu'elle n'étouffait le baron à son service.

Laurent Tailhade avait tracé du personnage un portrait peu flatteur : « Faze équivoque de souteneur, d'agent d'affaires, brutal comme un garçon de lupanar, retors comme un jésuite... à plat ventre dans la boue et léchant les semelles des manieurs d'argent... Tout entier alternant de la calomnie au pillage, menteur comme une fille et voleur comme un corbeau... c'est l'espoir du nationalisme, le messie attendu par les frères Quatre-Bras ! Il n'est trahison, lâcheté, vilénie, imposture à quoi il n'ait besogné avec amour... » Laurent Tailhade était encore au-dessous de la vérité !

Si l'on en croit la Trique, journal satirique du moment, notre baron, à l'instar de feu Déroulède, conspira contre la République, une fois qu'il eût été battu, rossé et pas content, par les gens de gauche qui s'en débarrassèrent un beau matin, ce scandale n'ayant que trop duré, en l'obligeant à donner sa démission. Tout avait été soigneusement préparé pour ce coup d'Etat. Il comptait sur un quarteron d'officiers qui ne demandaient pas mieux que de marcher dans la combine. Les conjurés s'apprêtaient à pénétrer dans l'Élysée par l'escalier de service, mais quelqu'un troubla la fête, une maîtresse — ou sous-maîtresse — de l'un d'eux, qui, pour se venger d'avoir été

congédiée, menaçait d'alerter la maréchaussée. Et le complot finit faute de comploteurs.

Ce complot avait raté, comme avait raté celui du grand dépendeur d'andouilles, et le baron en fut quitte pour retourner à ses chères études, sans regret pour personne. Décidément, les conspirateurs n'ont pas de chance, de Boulanger à Millerand ! Ils en sont toujours pour leurs frais ! Combien de Millerands avons-nous vus depuis en politique, lesquels partis de rien sont devenus des exploiters de la misère humaine !

Un autre renégat de la Belle Epoque, Aristide Briand, comme tous les politiciens qui ne se respectent pas, avait donné l'exemple des pires palinodies. Face à Poincaré-la Guerre, Briand-la Paix permettait à tous d'espérer qu'on en finirait un jour avec cette saloperie qualifiée de « libératrice » par le baron Millerand. Il n'en fut rien. Il avait été de ces farouches révolutionnaires, comme il y en a tant et comme il y en aura beaucoup encore, qui prêchent l'action directe, la violence et la grève générale, en parfaits meneurs qu'ils sont. Il avait dans le Journal du Peuple bataillé à côté de Sébastien Faure pour la libération du martyr de l'île du Diable. Il avait été dans l'affaire du Pioupiou de l'Yonne, l'avocat du sinistre Hervé (1), l'homme du « drapeau dans le fumier » qui, lui-même s'y plongea jusqu'au cou quand survint le grand crime de 1914. Chambardeur-à-tous-crins et bouffeur-de-curés dans la Lanterne, Briand était devenu du jour au lendemain, grâce à ceux qu'il avait poussés à la révolte, président du Conseil (le socialisme mène à tout, à condition d'en sortir). Antimilitaristes, syndicalistes et autres passèrent, sous son règne, un mauvais quart d'heure. Il y eut le guet-apens de Draveil, perpétré par Clemenceau, ce qui n'empêcha point notre homme de dormir. Jaurès le démasqua pour avoir dupé la classe ouvrière, mais il n'en continua pas moins à la duper.

Briand, devenu belliciste, de pacifiste qu'il prétendait être

(1) Ce qui n'avait pas peu contribué à le tirer de l'obscurité où il végétait.

avant 1914, et qu'il se vantait d'être resté dans les dernières années de sa vie, s'était écrié, en un moment d'exaltation patriotique : « Debout les classes ! » comme il aurait dit : « Debout les morts ! »

On était loin du fameux Discours sur la grève générale et la révolution, prononcé par lui en décembre 1899, dans lequel il assurait la classe ouvrière qu' « il serait dans ses rangs pour lutter avec elle contre le capitalisme ». « Loin de vous désapprouver, disait-il aux ouvriers, je me ferai un devoir, le cas échéant, de prendre place dans vos rangs. Allez-y avec des piques, des sabres, des pistolets, des fusils. » Pure démagogie de sa part. Il y alla, mais pas du même côté, sabres, piques, pistolets et fusils s'étant retournés, sur ses ordres, contre le prolétariat auquel il avait prêché la veille la violence.

« Est-il rien de plus édifiant, de plus réconfortant, avait écrit Aristide dans la Lanterne (10 janvier 1900), que les victoires successives remportées dans toute la France sur le patronat par les grévistes du Creusot, de Saint-Etienne et de Montceau-les-Mines. Il s'en dégage une force révolutionnaire en face de laquelle la société capitaliste commence à sentir et à marquer son impuissance ». Il n'allait pas tarder à la briser, étant ministre, au profit du capitalisme. Venu de Saint-Nazaire à Paris, en savates et en casquette à trois ponts, faire la loi aux français, il abusait de la situation. « Paresseux comme une couleuvre » (1), me disait un jour Painlevé, il n'allait pas tarder à se montrer odieux envers ceux qu'il avait poussés la veille à la révolte. A peine arrivé au pouvoir, il s'empessa de faire disparaître un dossier compromettant, qui relatait ses ébats amoureux dans un pré (2), au bord d'une rivière, en galante compagnie, où « il la broutait », disait dans son procès-verbal le garde-champêtre, qui l'avait surpris dans cette attitude. Mais c'était broutille insignifiante auprès des autres !

(1) Ce que confirme Jules Verne, qui l'ayant connu à Amiens, le représentait dans l'un de ses romans « débraillé, manquant de tenue et peu travailleur ».

(2) Le pré de Toutes Aydes, où il n'avait eu besoin de l'aide de personne pour se livrer à ce genre d'exercice. Il eut plus tard des goûts plus relevés. Il tourna autour de Sarah Bernhardt et fréquenta Cécile Sorel, qui admirait « son patriotisme » et le portait aux nues.

Que fit Briand (1), une fois qu'il eut en mains les rênes du pouvoir. Il commença par briser la grève des instituteurs et par prendre contre eux des sanctions. Lors de la grève des cheminots, il fit encore mieux. Ayant déclaré que « pour défendre l'existence de la nation, il n'hésiterait pas à avoir recours à l'illégalité », il les mobilisa, les rendant passibles de la peine de mort comme déserteurs, dans le cas où ils n'auraient pas obéi à l'ordre de mobilisation. C'est ce qu'il appelait « un gouvernement de détente pour tous les citoyens ». Ménageant la chèvre et le chou, Briand, ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, s'était prononcé pour une « séparation sans violence de l'Eglise et de l'Etat » (2) Plus tard, pris de remords, il essaya de se refaire une virginité. Il devint pacifiste (il est toujours facile, en temps de paix, de se déclarer pacifiste, quitte à cesser de l'être quand la guerre est déclenchée), répétant à qui voulait l'entendre : « Tant que je serai là, il n'y aura pas de guerre » (il ne devait pas y être longtemps ! et s'il y en avait eu, ce brillant personnage eût été jusqu'au boutiste !).



C'est ce même Briand qui, étant ministre de l'Intérieur, engagea Ferrer, réfugié en France, pour échapper aux poursuites dont il était l'objet de la part du cléricanisme espagnol, à partir en Belgique, le 4 juillet 1909, et cela non pour le sauver, mais pour s'en débarrasser, car il était gênant. Notre ministre de l'Intérieur ne respectait même pas le droit d'asile ! Trois mois

(1) Un de ces ministres interchangeable, comme il y en a tant, passant d'un ministère à l'autre, sans connaissances spéciales ; instruction publique, agriculture, marine, commerce, justice, etc. Le même individu, pourvu qu'il soit bien en cour, peut occuper successivement les postes les plus différents. Ces ministres passe-partout sont bons à tout, sauf à bien faire. On en fabrique à la douzaine. On crée de nouveaux ministères et sous-secrétaires d'Etat, uniquement pour les caser. C'est toujours la République des camarades qui fait la loi ou la défait, pour se maintenir au pouvoir.

(2) Plus tolérant pour les curés que l'opportuniste et progressiste « grand Bêta » (ainsi l'appelait Léon Daudet), qui avait préparé avec Paul Bert la loi de séparation.

après, Ferrer mourait assassiné, le 13 octobre, avec 12 balles dans la peau, dans les fossés de la forteresse de Montjuich, à Barcelone, Alphonse XIII étant resté sourd aux protestations de l'univers civilisé. Des intellectuels n'en avaient pas moins refusé en France de signer la pétition pour la révision de son procès, parmi lesquels Victor-Émile Michelet, qui me tint des propos saugrenus lorsque je lui présentai une feuille pour y inscrire son nom.

Si l'affaire Dreyfus avait été une monstrueuse iniquité, l'affaire Ferrer, trois ans après, en était une autre, qui devait durer moins longtemps — et pour cause ! — le conseil suprême de la guerre et de la marine espagnoles, pressé d'en finir, l'ayant fait exécuter, sans même lui laisser le temps de se défendre. Son crime ? Avoir fondé l'École Moderne, pour combattre l'analphabétisme, entretenu par les moines, afin de maintenir le peuple dans la servitude. Un crime d'idées qu'il fallait châtier en en commettant un autre. On lui reprochait d'appartenir à la franc-maçonnerie, et d'être à la tête d'un mouvement révolutionnaire, ce qui était une contre-vérité, Ferrer étant individualiste et comptant plus sur l'éducation que sur la violence pour affranchir les individus. On était allé jusqu'à dire qu'il était bolchevick ! Il avait été condamné sans être jugé. « Je suis innocent, vive l'École Moderne ! », s'était-il écrié avant d'être exécuté. L'Espagne de Torquemada avait fait de Francisco Ferrer Guardia un martyr de plus de la Libre-Pensée, mais n'avait pu étouffer ce cri vengeur. De passage un jour à Barcelone, je crus de mon devoir — il est des heures où le mot « devoir » a un sens — d'aller au cimetière visiter sa tombe. Ayant demandé au gardien de m'indiquer où elle se trouvait, je manquai d'être arrêté. Le pays de Goya aux mains des moines était tombé plus bas que terre ! Comme je contai la chose à Miguel de Unamuno, recteur de l'Université de Salamanque, ce dernier ne put que me répondre combien il regrettait qu'un pays où était né Cervantès en soit réduit à de telles pratiques. Lui-même ne devait pas tarder à en être victime.

Une parente de Zola écrivait à Trinidad Ferrer, le lendemain de cet assassinat : « Ayez le courage de continuer l'œuvre de l'École Moderne, mon cœur est près du vôtre. » D'un livre

que Sol Ferrer a consacré à son père, je détache ces lignes : « Qu'on me permette un instant de fierté reconnaissante quand, me penchant sur la presse de l'époque, j'y relève les traces gigantesques de l'opprobre que souleva dans l'univers entier l'annonce de l'irréparable. C'est à ne pas croire ! Les survivants ne peuvent évoquer rien de semblable. La seconde condamnation de Dreyfus, l'exécution de Sacco et Vanzetti ne déchainèrent en comparaison qu'une houle de surface, celles récente, de Cristino Garcia et de ses camarades, qu'une écume. » Mais ce n'est pas une protestation, hélas ! qui rend la vie à un martyr ! (1)

Notre ministre de l'Intérieur avait joué un rôle plutôt louche en cette affaire. Il avait eu peur de perdre son portefeuille. C'était un beau salaud ! « La seule présence du citoyen Briand au pouvoir a déchainé cette épidémie de viols et de forfaits sadiques dont la France est écœurée », écrivait Urbain Gohier, tandis que Gustave Téry l'exécutait dans plusieurs numéros de l'Œuvre. « En politique, comme aux échecs, il faut se servir de fous... », avait dit un jour ce renégat. Il en était un lui-même, mais c'était un fou qui savait ce qu'il faisait.

Clemenceau, dans ses Discours de guerre, reprochait à Briand « d'avoir pu croire qu'il barrerait indéfiniment la route à la vérité par le moyen de son exécration censurée... Avec le cynisme des mentalités amorphes, il permet aux uns de dire ce qu'il interdit aux autres ». Mais la censure clémentiste, lorsque fut arrivé au pouvoir celui qui se vantait d'être « le premier flic de France » ne valait pas mieux que la censure brian-diste. C'était le même tabac ! L'homme qu'avait raté le jeune anarchiste Cottin, ne ratait point les autres. Encore un renégat passé du côté des « plus forts » ! Titre d'un de ses livres.

Jaurès ne pardonnait point à Briand d'avoir été ministre,

(1) Le cri « Vive Ferrer », en dépit des brutalités de la police qui avait essayé de l'étouffer, devait accueillir Alphonse XIII et le dictateur Primo de Rivera lors de leur passage à Paris.

ce que lui-même ne fut point. Léon Daudet le traitait de « sous-teneur, gouape, araignée de water-closet », tandis que Maurras exigeait pour lui la Haute Cour, le rendant responsable de la mort de Marius Plateau, assassiné par Germaine Berton (autre histoire de la Troisième).

On ne comprend vraiment pas pourquoi Victor Margueritte, l'auteur de la Patrie Humaine, sous prétexte que Briand ne cessait de répéter sur ses vieux jours : « Tant que je serai là il n'y aura pas de guerre » ait cru devoir lui consacrer un livre qui le représentait comme un grand pacifiste, et faire d'un bout à l'autre son panégyrique, considérant comme des fautes vénielles sa conduite envers le prolétariat. Rien n'efface de telles fautes. Margueritte le regrettait, m'écrivait-il quelques jours avant sa mort.

On comprend mieux que Gassier l'ait figuré, dans le meilleur de ses dessins, en habit d'Arlequin, tenant en main un bâton et menaçant les passants, avec au bas ce mot vengeur : « Un jaune », qui résumait sa politique de Jocrisse. Ce Briand, passé d'un ministère à l'autre — Instruction publique, Intérieur, Affaires étrangères, — onze fois président du Conseil par-dessus le marché — un record d'entre les records — n'était jamais qu'un pantin. C'était un charlatan et un beau parleur. Bref, un triste individu, tel fut Briand, le type du renégat-politicien, du parvenu qui se venge sur ses frères de n'être qu'un raté. (1)

Un troisième renégat, de moindre envergure, mais tout aussi méprisable, bien qu'il n'eût été ni ministre ni président de la République, Gustave Hervé, se chargea, et comment, de mettre une sourdine à ses idées quand le moment fut venu de les mettre en pratique. On vit alors l'hervéisme condamné par Hervé lui-même. Le père de Mam'zelle Cisaille, qui conseillait aux prolétaires de couper les fils télégraphiques pour combattre

(1) Briand reçut un jour une maîtresse-gifle en plein visage, de la main d'un militant d'action française, geste qui vengeait du même coup les révolutionnaires qu'il avait lâchement trahis.

le capitalisme, le chambardeur qui exhortait les antimilitaristes à « s'engager » dans l'armée pour en faire la conquête », l'homme qui avait, en 1902, « planté le drapeau dans le fumier » (1), l'auteur de l'Instruction Civique (1905), Leur Patrie (1906), Propos révolutionnaires (1909), devait en tenir d'autres diamétralement opposés, en 1914. Le signataire de Mes Crimes, 11 ans de prison pour délits de presse, modeste contribution à la liberté de la presse sous la Troisième République, usait de cette même liberté pour dire exactement le contraire de ce qu'il avait dit précédemment. Cet Hervé deuxième manière publiait divers ouvrages sur l'Alsace-Lorraine, la Patrie en danger, et des Propos d'après guerre, bien différents de ceux d'avant-guerre (2). Son journal, la Guerre Sociale (1906-1915), dans lequel parurent sur la guerre non-sociale une série d'articles, du 1^{er} novembre 1914 au 1^{er} février 1915, changea son nom, qui rappelait trop de choses, en celui de la Victoire (1916), où il faisait « la guerre au jour le jour », laissant toute latitude au sieur Aulard (« l'omelette au lard », comme nous l'appelions !), de salir Romain Rolland, qui n'avait rien renié de ses idées.

On doit à ce maître renégat, aussi fourbe que lâche, qui faisait figure d'agent provocateur, une double Histoire de France, dont l'une est l'envers de l'autre. La première, publiée en 1903, était destinée à l'enseignement pacifique par l'histoire et s'adressait aux élèves de l'enseignement primaire. Elle était accompagnée de gravures reproduisant les atrocités et les tortures qui avaient eu lieu au cours des âges, dont l'une, sur la couverture, était entourée de ces mots : « Nous changerons l'épée en un soc de charrue ». L'auteur, qui « a été chassé de l'Université comme hérétique, par les conciles universitaires,

(1) « Tant qu'il y aura des casernes, avait-il écrit dans le *Pioupiou de l'Yonne*, à propos de l'Anniversaire de Wagram, article que Charles Péguy avait reproduit dans les *Cahiers*, je voudrais qu'on rassemble dans la principale cour du quartier toutes les ordures et tout le fumier de la caserne, et que solennellement, en présence de toutes les troupes, en tenue n° 1, au son de la musique militaire, le colonel en grand plumet, vint y planter le drapeau du régiment ».

(2) Et dire que le même Hervé avait été en 1907 l'avocat d'André Lorulot !

n'est pas assez naïf pour croire que son livre sera admis du jour au lendemain, comme livre classique dans les écoles publiques », disait-il. Ce livre est « nettement hostile au patriotisme... L'enseignement public a été depuis trente ans une école de nationalisme et de césarisme », etc. C'était signé Gustave Hervé, agrégé de l'Université, professeur en retrait d'emploi. Parlant de l'affaire Dreyfus, il voyait en ce dernier « un martyr des cléricaux et des antisémites ». L'ouvrage ne s'embarassait point de dates et visait à rendre odieuses les guerres. Le moyen âge était pour Hervé « une époque d'obscurantisme et de médiocrité intellectuelle », Jeanne d'Arc, la fille de Jacques Bonhomme, non la Sainte qui avait entendu des « voix ».

En 1930, c'est une nouvelle Histoire de France, revue et corrigée par l'auteur, qui était écrite « en vue de l'éducation patriotique des jeunes français ». On entendit un autre son de cloche. On peut juger par là, de la valeur morale de l'auteur. Écoutons-le ! « S'il a changé d'avis, c'est qu'il y a eu la guerre (piètre raison !). Il a été jeté, étant enfant, dans l'illumination révolutionnaire, par la façon dont on lui enseigna l'histoire. La guerre a fait tomber les écailles des yeux de l'universitaire illuminé, qui vivait depuis sa jeunesse dans les rêves et les chimères ». (sic) Il a pensé faire une « bonne action en s'efforçant de désiller les yeux des instituteurs publics qui, après l'avoir lu, n'oseront plus parler avec mépris de l'Église et des rois de France ». Il se livre à un éloge outrancier de Jeanne d'Arc qu'il compare « aux plus beaux soldats de la Marne et de Verdun. C'est le plus grand miracle de l'histoire ». Il condamne « la guerre sociale qui paralyse le relèvement de la patrie ruinée », etc., etc., etc. Il n'est plus question de couper les fils télégraphiques ni de conquête de l'armée. On adore tout ce que l'on a brûlé, on brûle tout ce que l'on a adoré. Il n'est guère possible de se renier avec plus de cynisme. Décidément, Gustave Hervé était un pauvre type. (1)

(1) Son collègue Clémendot, qui avait collaboré pour une large part à son Histoire, première manière, ne cachait point sa stupéfaction lorsque parut cette seconde Histoire, expurgée et remaniée au goût du jour. Il ne la digérait point !

Ce pauvre type, en sa Victoire, ancienne Guerre Sociale améliorée, s'est vanté d'être resté fidèle à son passé, tout en s'inclinant devant la censure, qui caviardait sa prose lorsqu'elle était trop agressive.. Il n'avait même pas le courage de ses reniements. Il prétendait qu'il n'avait pas changé et qu'il continuait de batailler, jusqu'à la « Victoire Finale », pour la liberté et la paix. Mensonge grossier, qui ne trompait que les imbéciles.

Les socialistes de l'Yonne, ayant exclu Hervé de leur groupe, les partisans de ce dernier « trouvaient indécente une telle décision », « car il agissait dans un complet désintéressement et il avait toujours les mêmes idées ». Botrel, le barde breton, félicitait son « bon compatriote Hervé » pour son abnégation et son courage qui consistait, tranquillement assis dans une salle de rédaction, à envoyer les autres se faire casser la gueule à sa place, comme le faisaient Barrès et Lavedan.

La Victoire — cela va sans dire — était toute dévouée à Briand-la-Paix. Elle l'exhortait, pour une fois elle n'avait pas tort, à persévérer dans sa campagne contre l'alcoolisme : « Briand, hâtez-vous ! sans attendre les décrets-lois. Supprimez l'alcool. Par simple décret, d'ailleurs pour assurer au métro la circulation normale dans Paris, assurez enfin en France l'utilisation saine de toutes les énergies. Vous aurez sauvé la France (17 janvier 1917) ». L'alcool — pinard ou gniolle — n'en jouait pas moins le plus grand rôle dans ce massacre collectif — mais Hervé, comme tant d'autres, n'en était pas à une contradiction près !

Ce mystificateur avait réussi à grouper autour de son torchon victorieux ses anciens collaborateurs de la Guerre Sociale, lesquels avaient changé, comme lui, leur fusil d'épaule. Ils étaient passés de l'autre côté de la barricade. Ceux qui avaient eu le courage de rester fidèles à leurs idées étaient traités de « lâches » et de « pacifistes bêlants », par ces pacifistes hurlants. Nous devons les retrouver, tous ces dreyfusards de la plume et du crayon, adversaires de l'armée et du militarisme, autour du renégat Hervé. Tous lui faisaient escorte. Tous avaient répondu : « Présent ! » comme un seul homme, à son appel, le traître profitant de leur talent pour vendre son torchon, dans lequel il prêchait la guerre à outrance. Il voyait

d'un mauvais œil les Russes sur le point de lâcher prise et les engageait avec force tirades à continuer la lutte. Jamais journaliste ne s'était déshonoré à ce point. On ne pouvait trouver mieux en fait de reniements.

Aux écrivains s'étaient joints les dessinateurs qui pendant l'Affaire avaient combattu le militarisme, H. G. Ibels, Hermann Paul (« Bée, bée ! », légende qui ridiculait les pacifistes) (1) et jusqu'à Steinlen, jadis au premier rang des révolutionnaires du crayon, qui n'avait pas hésité à salir son talent avec des illustrations de ce genre : « La victoire en chantant ! » et « La République vous appelle ! » Pouah ! On ne pouvait tomber plus bas ! Il faut bien vivre ! Il tendait la main à son adversaire antidreyfusard Abel Faivre, qui signait en 1915 une affiche pour un emprunt destiné à financer la guerre, intitulé : « L'or combat pour la victoire. Pour la France, versez votre or ». En attendant, les poilus auxquels on avait versé des flots de pinard versaient des flots de sang pour que cette guerre « soit la dernière ». La guerre est toujours la dernière, pour ceux qui en meurent !

La mort d'Octave Mirbeau, survenue le 16 février 1917, la même année que celle de Léon Bloy, de Drumont et de Balot-Beaupré, avait été pour Hervé l'occasion de palabrer sur sa tombe. Mirbeau, hélas ! en un moment de délirium patriotard, avait prétendu que les poilus descendaient d'un train en marche pour courir plus vite au devant de l'ennemi héréditaire. De la part de l'auteur du Calvaire, ce roman qui contenait contre la patrie et la guerre un réquisitoire en règle, un tel revirement m'avait profondément chagriné. Je n'en revenais pas.

Sous le titre : Octave Mirbeau est mort, la Victoire publiait un article d'Hervé dont je détache ces lignes : « Au

(1) Hermann-Paul, qui dans un dessin paru en juillet 1901 dans l'Assiette au Beurre flétrissait les horreurs de la guerre, en faisant dire à un enfant devant un monceau de cadavres : « En voilà des papas ! » encourageait maintenant d'autres papas à faire des orphelins !

temps d'une certaine affaire dont personne ne se souvient plus, mais qui fit quelque bruit, il y a 20 ans, nous étions renforcés dans nos convictions par la présence dans nos rangs d'Emile Zola, Octave Mirbeau et Anatole France. Nous étions traités de mauvais français et de sans patrie... Mirbeau ne fut jamais une pacifiste bêlant... Il parlait de nos poilus avec attendrissement, avec orgueil. » « Alors, vous êtes toujours sûr de la victoire », me disait-il peu de temps avant sa mort. Cette France nouvelle, nous veillerons à ce qu'elle réalise votre grand rêve de justice et de beauté. »

Le numéro de la Victoire du 18 février 1917 proclamait en deuil les lettres françaises. Le 20 février elle reproduisait le discours de Gustave Hervé Sur la tombe de Mirbeau, enterré au cimetière de Passy (1). Il lui adressait « le suprême adieu de tous ses amis connus et inconnus, le dernier salut de tous les gueux, de tous le traîne-misère, de tous les parias. Vous pouvez dormir heureux au fond de votre tombeau, puisque vous avez connu l'immortelle victoire de la Marne. Vous resterez avec nous pour réaliser la grande œuvre de résurrection nationale ». Toutes ces belles paroles ne lavaient point Hervé du crime de trahison envers l'esprit.

La Victoire avait publié les opinions d'un certain nombre d'écrivains sur ce grand disparu. Paul Brulat écrivait : « Octave Mirbeau, un probe ouvrier des lettres... Jamais il n'hésitait devant une cause qu'il croyait juste... on le vit bien durant l'affaire Dreyfus ». Lysis s'écriait, avec Georges Leygues et Victor Basch : « Toute la France debout pour la victoire du droit. » « Le nom d'Octave Mirbeau survivra dans une gloire toujours accrue et reviviscente », déclarait Laurent Tailhade. Tybalt rejoignait le fameux Montéhus, lequel après avoir chanté, en d'autres temps, « Honneur au Dix-Septième », le régiment qui s'était mutiné, glorifiait à présent « nos braves poilus qui ont souffert mille misères pour que la guerre n'existe plus ». Comme si la guerre pouvait tuer la guerre ! Il dédiait son Jean Guenille à Mirbeau. Il accepta plus tard la

(1) Mirbeau avait rendu visite en 1912 à Hervé à la Conciergerie, ce dont ce dernier se montrait reconnaissant en couvrant de fleurs de rhétorique son cercueil.

Croix de la Légion d'honneur ! Que ne ferait-on pas pour avoir celle-ci ! Léon Daudet déclarait : « Mirbeau était aux antipodes de mes idées, surtout depuis l'affaire ». On sait que le gros Léon lui devait une fière chandelle pour l'article enthousiaste qu'avait écrit à son sujet dans le Journal son confrère de l'Académie Goncourt.

Malgré ce fléchissement de Mirbeau pendant la grande guerre, pouvais-je ne plus aimer celui qui avait tant de fois combattu l'iniquité, défendu tant d'artistes, révélé au grand public des écrivains de talent, écrit des romans et des pièces de théâtre qui constituent dans l'histoire des littératures autant de dates glorieuses.

Quant à celui qui faisait son éloge sur sa tombe, il n'a droit qu'à notre mépris. Certes, Mirbeau avait mal tourné, mais Hervé avait encore plus mal tourné. Cet Hervé jusqu'au-boutiste disait bien haut que « s'il eût accepté des propositions de paix de l'Allemagne, il se serait cru à jamais déshonoré, les morts glorieux s'étant dressés devant lui d'un air de reproche ». Le Tatave de l'Affaire, devenu celui des affaires, retirait du fumier le drapeau qu'il y avait planté, ce qui faisait dire à Romain Rolland, dans *Au-dessus de la mêlée* : « Hervé demande à mourir pour le drapeau d'Austerlitz », résumant par ces mots l'attitude du renégat, passé avec armes et bagages du camp socialiste dans le camp nationaliste.

Gustave Hervé restera, jusqu'à preuve du contraire, le type intégral du joyeux « fumiste ».



Millerand, Briand, Hervé, beau trio de renégats, qui n'ont point changé par conviction, mais par intérêt. On sait maintenant, d'après cet exemple, à quoi s'en tenir sur la sincérité de ces bons apôtres qui prêchent la révolte qu'ils s'empressent de saboter dès qu'ils sont parvenus au pouvoir.

Dans l'histoire de la Troisième République, ces trois là occupent une place à part. C'est le modèle du genre ! On en compte bien d'autres qu'il serait trop long de démasquer ici. Ils sont peu intéressants. A eux seuls ils forment un parti

composé des laissés-pour-compte des autres partis : le renégatisme.

C'est le cas de rappeler ce que pensait des renégats le père Hugo qui, étant « l'écho sonore de son siècle », en refléta les différents visages, depuis l'âge où il était royaliste, jusqu'à celui où il devint libre-penseur et an-archiste : « Ce qui est honteux, c'est de changer d'opinion pour son intérêt, et que ce soit un écu ou un galon qui vous fasse brusquement passer du blanc au tricolore et vice-versa ». Paroles qui s'appliquent plus encore qu'à la sienne à notre époque, où tant d'illustres personnages ont retourné leur veste, pareils à certains animaux doués de cette curieuse faculté qu'on appelle le mimétisme, qui consiste à changer de forme et de couleur avec le milieu dans lequel ils se trouvent et les êtres qui les entourent.



La politique n'a point le monopole des renégats. L'art et la littérature ont aussi leurs girouettes et leurs pantins. Vous les voyez partout où l'on se montre, s'exhibe et plastronne. Ils détiennent toutes les places, palpent à toutes les caisses, jouissent de toutes les faveurs et réussissent pleinement où d'autres échouent. Ils sont dans le mouvement (1).

(1) Décidément, nous ne rencontrons sur notre route que des gens qui changent d'opinion, laissant aux imbéciles le soin de n'en point changer, ce qui donne une triste idée de la moralité des gens intelligents.

Autres problèmes qui, en 1900, préoccupaient les esprits. — De quelques remèdes susceptibles de régénérer la société, en lui infusant un sang nouveau. — Le fédéralisme, sous son double aspect, économique et social. — Opinions de J. Paul-Boncour et de Charles Maurras à son sujet. — Que le fédéralisme à l'échelle humaine peut seul assurer la paix entre les peuples. — Ce que pensaient de la décentralisation Maurice Barrès et Paul Deschanel. — Ce qu'en pensait Han Ryner. Du régionalisme au point de vue artistique. — Le coopératisme et ses avantages. Qu'il n'est pas une affaire, mais une œuvre d'entraide et de solidarité. — Coopératives de production et de consommation. — Différents congrès coopératifs en France et à l'étranger. — Comment Charles Gide concevait la coopération. — Qu'elle est une arme de combat contre le « capitalisme », en s'abstenant de toute politique.

Au milieu des laideurs de la Belle Epoque, — guerres, scandales et autres turpitudes dont elle a été le théâtre —, s'ébauchaient différents systèmes, économiques et sociaux, susceptibles d'améliorer la condition humaine. Ainsi, du sein même de la pourriture naissent des formes de vie nouvelles, plus riches et plus harmonieuses, ce que Léon Bloy appelait « le fumier des lys ». La nature a de ces contrastes !

Un problème préoccupait à la Belle Epoque les esprits soucieux d'une meilleure organisation sociale : le fédéralisme. Un jeune qui promettait, autant par son talent d'orateur que par l'étendue de ses connaissances, Joseph Paul-Boncour, qui avait fait ses débuts comme avocat en 1895, s'intéressait tout particulièrement à ce problème. Il publia en 1900 chez Félix Alcan un important ouvrage sur le Fédéralisme économique, étude sur les rapports de l'individu et des groupements professionnels, augmenté en 1901 d'une préface de Waldeck-Rousseau, où ce dernier déclarait : « C'est pour être plus fort, plus

heureux et meilleur, que l'individu tend à l'association ». (1)

Dans la République et la Démocratie, recueil contenant le débat qui avait eu lieu en 1903 entre plusieurs personnalités, où il fut question du régionalisme, de la décentralisation et du fédéralisme, trois problèmes qui n'en formaient qu'un, Paul-Boncour était revenu à la charge. Il déclarait notamment : « La décentralisation est une nécessité de notre temps, elle est la condition même de certaines réformes politiques et sociales dont l'ajournement indéfini est la cause profonde d'un malaise perpétuel et de crises périodiques. Nous souffrons à l'heure actuelle d'un excès de centralisation ». Remarque qui n'était que trop justifiée. Pour Paul-Boncour, « l'individu ne prenait toute sa valeur qu'au sein de la société et des groupes dont elle se compose, ce qui l'arrache à la contrainte de l'Etat ». Charles Maurras, qui avait pris part à ce débat, n'était point de cet avis. La République n'était pas capable, d'après lui, de décentraliser. En cela il ne faisait que se conformer à la lettre que lui avait écrite de Marienbad, le 18 août 1900, son patron Philippe d'Orléans : « La décentralisation, affirmait ce dernier, dépend en partie du pouvoir royal, et c'est d'elle que dépend l'avenir de la France. Elle seule est capable d'assurer la liberté et l'économie... Réformer pour tout conserver, tel est mon programme ». C'était jouer sur les mots. Il y a décentralisation et décentralisation. Ça dépend comment on l'entend.

Un nouveau débat s'engagea peu après sur la République et la Décentralisation, auquel prirent part des hommes de toutes tendances, parmi lesquels Buré, Clemenceau, Clémentel, Xavier de Ricard, Varenne, etc. Paul-Boncour préconisait les syndicats de fonctionnaires, idée qui a fait depuis son chemin. C'était un précurseur. Il ne s'en tenait pas seulement au Fédéralisme économique et au Syndicat obligatoire, il soutenait encore, étant ministre du Travail, qu'il fallait réformer l'administration des Beaux-Arts, « l'art populaire ne devant pas être un art de rabais, mais l'art mis à la portée du peuple », thèse qu'il a exposée dans son livre l'Art et l'Etat. Sa pensée rejoit-

(1) Aujourd'hui l'association exige le sacrifice de l'individu au profit d'une collectivité dont il « s'engage » à respecter les mots d'ordre, après avoir renoncé à toute personnalité. Il n'en est que plus malheureux.

gnait sous ce rapport celle de Léon Bourgeois, grand-maître de l'Université, qui déclarait à la même époque : « Les artistes ont conscience du rôle qui leur appartient dans une démocratie comme la nôtre, ils ont le sentiment qu'au bas de cette montagne dont ils habitent les sommets lumineux, il y a une foule immense encore plongée dans une obscurité profonde, mais qui élève les yeux vers les sommets, qui s'efforce d'en distinguer les clartés, de s'approcher d'elles, et ils ont senti le devoir de s'incliner vers cette foule, de lui tendre les mains, et de l'aider à monter ». Le régionalisme et la décentralisation étaient tout indiqués pour leur tendre la main et les aider à monter. (1)

Paul-Boncour, que j'avais connu à Blois, lorsque professeur au collège Augustin Thierry je m'efforçais, au grand désespoir de l'administration, de faire de mes élèves des hommes (2), était lui-même élève du collège des Jésuites de Pont-Levoy, non loin de Saint-Aignan, dans le Loir-et-Cher. Nous avions fait ensemble une tournée de conférences dans la région pour y semer des idées qui n'étaient pas précisément conformistes (un numéro de la Vie Blésoise contient un dessin (Deux conférenciers) où nous figurons côte à côte). Paul-Boncour avait plaidé en 1903 pour VVilly, auteur de la Maîtresse du Prince Jean, roman poursuivi comme pornographique (2) — le fameux outrage aux mœurs du sénateur Bérenger —, et plus tard contre Villain (4), l'assassin de Jaurès. Je le rencontrais

(1) La décentralisation artistique est d'une importance capitale pour l'éducation du peuple qu'elle arrache à ses préoccupations exclusivement matérielles.

(2) Comme disait mon paternel, esprit frondeur, mais pas autant que moi, « Un professeur d'université n'est pas un marchand de grec, un marchand de latin, un marchand de sciences mathématiques ou naturelles, un marchand d'histoire et de géographie (il aurait pu ajouter, un marchand de mauvaise soupe), il a charge d'âmes, c'est un éducateur ». Est-ce ainsi que les professeurs actuels conçoivent leur métier ?

(3) La vente de l'ouvrage, de 18 000 exemplaires qu'elle avait été lors de sa publication, avait atteint après le procès 60 000 exemplaires.

(4) Rappelons que ce Villain (Raoul), être taré à tous les points de vue, physiquement et moralement, qui avait traîné sa bosse un peu partout, à la recherche d'une position sociale, ancien sillonniste

souvent sur le quai de la gare de Blois, lisant l'Action Française, où Charles Maurras exposait sa doctrine d'un fédéralisme destiné à renforcer le pouvoir royal, et qui n'était pas précisément celui que préconisait son lecteur.

Les deux extrêmes, socialistes et royalistes, concevaient à leur manière la décentralisation. Déjà en 1885, un anonyme, dans une brochure intitulée Fédéralisme ou Césarisme, ne parlait rien moins que de substituer l'un ou l'autre au « système parlementaire ». « Le parlementarisme a fait son temps, proclamait cet auteur. Tant que la France ne sera pas sortie du

et protégé des Jésuites, chez lesquels il avait fait un stage, était tout désigné par la divine Providence pour accomplir son crime. Ce déclassé qui se croyait appelé à remplir une mission sacrée allait mettre en pratique les leçons dans l'art de tuer qu'on lui avait apprises au régiment. Avec son air sournois et sa mine patibulaire, ce faux jeton n'inspirait guère confiance. Ne sachant comment tuer le temps, il avait juré de tuer Jaurès. L'espionite aidant — on voyait en ces heures tragiques des espions partout — et le cri de « Vive l'armée ! » C'est toujours ce même cri que l'on entend chaque fois qu'il s'agit de faire un mauvais coup) poussé par le français moyen, — plus que moyen —, revanchard et patriotard, l'ayant grisé autant que les petits verres qu'il avait absorbés pour se donner du courage, il se sentait une âme de « héros », bien en forme ce jour là. N'ayant rien lu de Jaurès et ne l'ayant jamais vu, il versait des larmes de joie à la pensée qu'il allait sauver « la patrie en danger » en abattant un traître, et en bon chrétien qu'il était, il suppliait le ciel de l'assister dans cet exploit. Muni d'un revolver dissimulé sous son veston, il s'était rendu au Café du Croissant, 146 rue Montmartre, où on lui avait dit que Jaurès prenait ses repas, bien décidé à le supprimer du nombre des vivants, puis son forfait accompli il s'était sauvé en vitesse. En tuant Jaurès, il avait tué la paix. Le lendemain, c'était la guerre ! Mis en prison les jours suivants, pour la forme, il y coula des jours heureux, logé et nourri aux frais de la princesse (autrement dit la bonne Marianne), bien à l'abri pendant que ses compagnons se morfondaient dans les tranchées, alors que l'on eût dû pour le punir l'envoyer en première ligne se faire tuer sur le front. Il en sortit cinq ans après, en 1919, pour être jugé, si l'on peut donner le nom de jugement à cette parodie de justice. Ce misérable, acquitté par un jury plus misérable encore, auquel il avait fait valoir, pour sa défense, les « sentiments religieux » qui l'animaient, avait bien mérité de la patrie. Ce fut la veuve de Jaurès qui paya les frais du procès !

parlementarisme, rien n'aura été fait pour son repos ». C'était en 1885. Nous sommes en 1955 !

« La France ne sera libre, disait de son côté un isolé, I. Bertrand, dans un *Voyage en Zigzags*, que le jour où l'on nous aura débarrassés de la centralisation qui nous étreint... Pourquoi ne créerait-on pas vingt, trente provinces, s'administrant elles-mêmes, sans avoir à prendre l'avis du pouvoir central ? Il estimait « inutile un président fantôme, grassement rétribué et renouvelable tous les sept ans ». Et il en profitait pour dire son fait à la démocratie centralisatrice : « La démocratie opportuniste cédera le pas à la démocratie radicale, qui fera place, à son tour, à la démocratie socialiste, dont la démocratie anarchiste songe dès maintenant, à recueillir l'héritage. Ces diverses démocraties ne valent pas mieux les unes que les autres... Il est sérieusement question de démocratiser la monarchie, sans parler de l'Eglise catholique ». I. Bertrand n'avait pas de peine à démontrer que « les radicaux, les royalistes, les impérialistes, les socialistes, les anarchistes et autres réformateurs en iste visaient au même but, monter dans le train », autrement dit s'emparer de l'assiette-au-beurre, même rance ! Mais était-ce une solution ?



« La question de la décentralisation est à l'ordre du jour dans le milieu politique », écrivait Han Ryner en 1895, à propos d'un ouvrage de Paul Deschanel sur la décentralisation, contenant les articles que ce dernier avait publiés dans le *Temps* en 1891. « C'est, disait l'auteur du *Crime d'obéir*, la réforme réclamée, la bonne panacée, le remède à la mode ». A condition, ajouterai-je, que le remède ne soit pire que le mal, si la bureaucratie continue de faire des siennes. Qui dit décentralisation, dit simplification et suppression d'un tas d'emplois inutiles, ainsi que de paperasses, formalités et démarches qui font perdre beaucoup de temps à des gens qui n'en ont pas à perdre.

Barrès était en ce temps-là chaud partisan de la décentralisation. Dans un *Discours* qu'il avait prononcé à Bordeaux le 29 juin 1895 sur *Assainissement et Fédéralisme*, paru à la li-

brairie de la Revue Socialiste, il faisait le procès de la centralisation : « Assainissement, constitution du droit économique, voilà deux grands problèmes qui ne peuvent aboutir, à cause de notre absurde centralisation. Décentralisation, régionalisme (1), fédéralisme, le droit de respirer enfin ! Voilà ce que réclament les individus, les villes, les groupes professionnels, les régions... Ce ne sont pas seulement les individus, mais les villes et les associations que le gouvernement corrompt... Famille d'individus, voilà les communes, familles de communes, voilà la région, famille de régions, voilà la nation, une famille de nations, citoyens socialistes, voilà l'humanité fédérale où nous tendons » (2).

L'idée d'un socialisme fédéral est loin d'avoir été réalisée. Cinquante ans après, elle est encore à l'état de rêve.

Le fédéralisme résoudrait bien des problèmes, à commencer par celui de la paix, non seulement à l'intérieur de chaque peuple, mais dans les relations des peuples entre eux. Point de décentralisation si l'on continue de se battre et si l'armée subsiste. Avec elle disparaissent les institutions qui entravent la liberté de l'individu. Plus de classes, plus de pauvres ni de riches, plus de fossé entre travailleurs manuels et intellectuels. Rien qu'une entente et une parfaite solidarité succédant à Ce qui meurt (3). Point de dictature, mais un minimum d'organisation, chaque peuple, et chaque contrée dans chaque peuple, conservant son originalité au sein d'une humanité régénérée.

(1) Un aspect du régionalisme, en Provence, était le félibrige, dont les représentants, poètes et prosateurs, s'exprimaient dans les dialectes de la langue d'oc.

(2) Les collaborateurs de la *Cocarde*, Clovis Hugues, Frédéric Amouretti, Charles Maurras, Paule Mink, Eugène Fouanière, Pierre Denis et Paul Brulat, étaient du même avis que leur rédacteur en chef : la décentralisation était un bien, la centralisation un mal.

(3) Titre de l'un des premiers livres d'Henri Ner, dont Léon Daudet faisait les plus grands éloges en 1893 dans la *Nouvelle Revue*.

Autre aspect du problème économique et social lié au précédent : la coopération ou l'achat en commun de matières et d'objets coûtant moins cher que s'ils étaient achetés individuellement. L'union faisait la force des coopérateurs, leur permettant de lutter efficacement contre un capitalisme dont le plus clair de la besogne était de ruiner les pauvres pour enrichir les riches. Des coopératives, encore peu nombreuses, existaient déjà, faisant leur apprentissage, non sans tâtonnements. Les travailleurs des deux sexes, qui en faisaient partie, pouvaient bénéficier des avantages qu'elles leur procuraient. Les coopératives, de production et de consommation, qui ont pleinement réussi à l'étranger, ont eu en France nombre de difficultés à surmonter avant de fonctionner normalement. Cette « création socialiste », destinée d'après Jean Gauchon à combattre le capitalisme, ne peut que vivre et prospérer. Elle a pour elle l'avenir. Pour Charles Gide (1) « elle n'était pas une enseigne mais une étoile dont la clarté peut servir de guide à l'humanité en quête d'une meilleure utilisation de ses forces pour constituer un patrimoine de bien commun ». Puisse cette étoile briller d'un plus vif éclat, et n'être pas une combine aux mains des profiteurs. Comme pour le fédéralisme et la décentralisation, la politique n'a pas à s'en mêler. Elle reste à la porte !! Si elle s'introduit dans la place, la coopération n'est plus possible. C'est à quoi devront veiller les vrais coopérateurs, pour lesquels la coopération n'est pas une affaire (2).

En septembre 1904 avait eu lieu à Budapest un Congrès de l'Alliance Coopérative Internationale succédant à ceux de Londres en 1893, de Paris, en 1896 et 1899, et de Manchester, en 1902. Charles Gide venait d'être élu président de l'Union Coopérative française. Les théoriciens de la coopération n'étaient pas toujours d'accord sur les méthodes à appliquer. Le mouvement dans son ensemble n'en était pas moins dirigé,

(1) Oncle d'André Gide, bête noire des gens bien pensants.

(2) Disons en passant qu'il y a beaucoup trop de restaurants qui s'intitulent « coopératifs » où l'on paie aussi cher qu'ailleurs, et où l'on ne mange pas mieux.

quelles que soient les divergences d'opinions, contre le capitalisme, étant avant tout un mouvement de libération économique tendant à améliorer les conditions d'existence du prolétariat, manuel et intellectuel.

Jaurès poursuivait la même campagne en faveur des sociétés coopératives, appelées à contrebalancer le pouvoir de l'argent.

Le mutualisme, comme la coopération, ne doit pas l'être que de nom. Il est synonyme de fraternisme et doit se manifester par des actes.

Fédéralisme, décentralisation, régionalisme, coopération, mutualité, peuvent aider à transformer la société en une société meilleure, où l'autorité et l'Etat auront disparu, remplacés par l'initiative individuelle, le savoir, la sociabilité, l'intelligence et l'amour de la liberté.

De tels efforts vers un mieux-être économique et social, provenant de sociologues et d'hommes d'opinions souvent différentes, atténuent dans une certaine mesure les laideurs de la Belle Epoque. Ils attestent qu'à cette époque le besoin se faisait sentir de reconsidérer certains problèmes et de résoudre certaines questions d'un point de vue beaucoup plus large qu'on ne l'avait fait jusque-là. Une révision des valeurs s'imposait, capable d'apporter d'heureux changements au sein d'une société qui était loin d'être parfaite.

XXXIII

Où l'époque actuelle perpétue en les aggravant les laideurs de la Belle Epoque. — Qu'il reste encore beaucoup à faire avant d'améliorer la condition humaine. — La misère au sein de l'abondance. — Le problème du logement et les loyers. — Apparition du marché noir. — Où les salaires ne sont pas en rapport avec l'augmentation du coût de la vie. — Ou l'Etat est le premier des fraudeurs. — Du chômage comme moyen de gouvernement. — De la machine au service du capital. — D'une monnaie uniforme pour tous les pays. — D'une économie distributive et de la relève des hommes par la science. — La onzième plaie d'Egypte : le lapinisme ou culture intensive du microbe humain. Qu'en fait de natalité la qualité vaut mieux que la quantité.

Est-on plus avancé, en fin de compte, en fait de conquêtes sociales, en 1950 qu'en 1900 ? Oui, sous certains rapports, et non sur d'autres. Profits et pertes se balancent. On recule, on piétine, on stagne, ou l'on avance à grand peine, avec toujours de nouveaux obstacles à franchir.

On ne parlait pas encore de cette catégorie de parias dénommés « économiquement faibles », charmant euphémisme pour désigner les gens qui meurent de faim au sein de l'abondance, ni des petits retraités qui n'ont pour vivre qu'une aumône dérisoire. Ce n'était pas le pérou mais ce n'était pas la famine. Le marché noir n'existait pas, et le prix des denrées alimentaires n'augmentait pas à vue d'œil, chaque matin et chaque soir. On se plaignait toutefois, en 1898, de payer le pain trop cher. Mais combien le payons-nous aujourd'hui ?

Pas davantage il n'était question d'expulser sans autre forme de procès des locataires dont le propriétaire voulait augmenter le loyer. On ne vendait pas à coups de millions des appartements dans des maisons de rapport construites en série. Il n'y avait point de logements inoccupés, ou occupés par des

administrations inutiles, tandis que des malheureux en sont réduits à coucher sous les ponts ou à dormir sur les marches des escaliers du métro. C'est de tous les scandales de ce temps l'un des plus odieux, nos dirigeants ayant d'autres soucis que de s'occuper du sort des malheureux. Ils préparent la « prochaine » ! Il ne faut point compter sur eux pour améliorer le sort du peuple. Ils ne font que le rendre pire. Chaque jour nous en fournit la preuve. Des milliards sont engloutis en des guerres aussi stupides qu'inutiles. Les impôts augmentent avec chaque changement de ministère. Taxes, majorations, charges et surcharges s'abattent sur le dos des populations, pour « sauver le franc », comme sous la dictature poincarienne. Austérité, « grande pénitence », privations et sacrifices, c'est ce qu'exige l'Etat — Souverain, de la part de ceux qu'il exploite tant et plus. Ce sont toujours les pauvres qui paient et les riches qui s'en dispensent (ils paient en monnaie de singe). On entend de tous côtés des plaintes et des récriminations. Des gens conviennent qu'« il faut que ça change », mais ils ne font rien pour changer eux-mêmes. Ils sont en partie responsables d'une situation qui va chaque jour en s'aggravant.

Les riches ont aujourd'hui tout à gogo, ayant l'argent. Rien ne leur manque. Ils peuvent se payer des appartements luxueux et des repas pantagruéliques. Ils fréquentent les boîtes de nuit où l'on sable le champagne à 5.000 francs la bouteille. Tout leur est permis du moment qu'ils y mettent le prix. Les pauvres n'ont aucun droit, que celui de se taire, ils se débrouillent comme ils peuvent. Ils étaient beaucoup moins nombreux au début du siècle que de nos jours, où leur nombre augmente sans cesse. On rencontre à chaque coin de rue des clochards et des clochardes qui n'ont pour tout potage que les ordures des poubelles. Des mendigots, vrais ou faux, implorent la pitié des passants. Jamais on n'a vu un aussi grand nombre de suicides provoqués par la misère. Jamais celle-ci n'a été aussi effroyable et la pauvreté n'a fait autant de victimes. Ce spectacle manque de beauté. A quoi bon vanter sur tous les tons le progrès matériel, alors que tant de pauvres gens logent dans des taudis ! Pendant que les uns crèvent de faim, les autres crèvent d'indigestion. Un luxe insolent s'étale chez

les riches, tandis que des miséreux n'ont que de mauvaises hardes à se mettre sur le dos.

Tant que nous vivrons en régime capitaliste, il y aura de la misère s'il est vrai, selon les principes d'une économie mal dirigée, qu'il faut des riches pour faire vivre les pauvres, et des pauvres pour faire vivre les riches, de même qu'il faut des guerres, vont répétant les mercantis, « pour faire marcher le commerce et supprimer les bouches inutiles ». Si l'on veut supprimer ces dernières, que l'on commence par ne point les mettre au monde ! Le lapinisme est un fléau auquel il sied de mettre un terme. Mieux vaudrait réduire au minimum le « matériau » humain plutôt que de pousser sans cesse à son accroissement (1). L'Etat-pieuvre favorise la surpopulation (faire des soldats et de bons citoyens, c'est le but qu'il vise), en accordant des avantages aux familles nombreuses, dont il ne peut ni loger ni instruire les rejetons, faute de locaux pour les contenir. Ce fléau est destiné à s'étendre de plus en plus, tant qu'une procréation consciente et des moyens anticonceptionnels ne l'auront pas maîtrisé. La loi du 31 juillet 1920 (encore une « loi scélérate », due au vertueux Barthou), votée à la sauvette par une Chambre lapiniste, devrait être décidément abrogée, mais à l'heure où tous les partis, y compris les communistes, se livrent à une propagande effrénée en faveur d'une sur-natalité funeste à tous les points de vue, nous ne sommes pas près de la voir disparaître.



Que de réformes, ou plutôt de révolutions il reste à accomplir si l'on veut vivre dans un monde plus stable et plus humain ! Et pour commencer, remplacer toutes les monnaies existantes par une monnaie uniforme pour tous les pays. Ce serait déjà un fameux progrès. On en aurait fini avec les combinaisons boursicotières, qui font le jeu des mercantis. Mais avant d'en arriver là, il coulera beaucoup d'eau sous les ponts. Ne prenons point nos désirs pour des réalités.

(1) Tout se fait aujourd'hui en vitesse, y compris l'amour, d'où tant d'enfants de si mauvaise qualité.

Dire que l'on nageait dans l'abondance en 1900 serait une contre-vérité. De tout temps il y a eu de la misère et la fin du dix-neuvième siècle en a eu suffisamment pour sa part, mais on ne connaissait point la disette et la famine que connaissent les peuples à l'heure où les produits de toute sorte surabondent. On pourrait, avec une économie distributive bien comprise, résorber le chômage. On s'en garde bien en haut lieu. On n'avait tout de même pas imaginé en 1900 cette économie non distributive, qui consiste à priver de denrées alimentaires quantité d'êtres humains. Et cela pour les vendre plus cher, après les avoir rendus plus rares. On ne commettait point la folie de rejeter le poisson à la mer et de répandre le lait dans les ruisseaux. On n'en était tout de même pas arrivé là. On était beaucoup plus sérieux. Certes, il y avait des intermédiaires qui faisaient la pluie et le beau temps, des parasites qui vivaient aux dépens de la communauté, des accapareurs qui raflaient tout sur leur passage et des commerçants qui n'étaient pas toujours très scrupuleux, mais c'était l'exception, aujourd'hui c'est la règle. Qui ne vole pas ne vit pas. La spéculation n'a plus de frein. Le profit prime tout pour les trafiquants du marché noir. Ils n'hésitent pas à ruiner le pays pour s'enrichir. L'Etat est le premier à donner l'exemple. Il encourage la fraude en ayant l'air de la combattre. S'il arrive à un commerçant de baisser le prix de sa marchandise, il lui cherche noise.

L'Etat tout puissant, comme Dieu, vole et pille à sa guise, sous le couvert des lois qu'il fabrique pour les autres.



Le citoyen « inconscient et inorganisé » de la République Quatrième du nom, est plus que jamais à la merci d'un patron, qui peut du jour au lendemain le congédier, sous prétexte qu'il n'y a point de travail. On lui donne, chaque fois qu'il grogne, un mauvais os à ronger, qu'il paie très cher de ses deniers. Il regimbe, proteste, se révolte. Révolte vite calmée, dès que le gendarme se montre, armé d'un revolver.

On ne parlait point de chômeurs en 1900, c'était une espèce inconnue. On ne voyait pas, comme aujourd'hui, moult professionnels du chômage venir faire timbrer à jour fixe leur

carte dans les mairies. Si le machinisme, en 1900, n'avait pas résolu, loin de là, la question sociale, il ne l'avait pas compliquée au point où nous en sommes. On commençait à s'apercevoir que la machine est faite pour l'homme, et non l'homme pour la machine, mais on ne l'utilisait pas au point d'épargner à l'individu maintes corvées dont l'absence lui eût permis de vivre et de penser. C'était une lacune ! L'a-t-on comblée depuis ? Nullement. La machine continue d'asservir l'homme au lieu de le servir. L'automation est synonyme de robotisation, non de civilisation. Le machinisme, loin d'améliorer le sort de l'homme, l'a plutôt compliqué. « Non, la machine n'est pas plus belle que la Victoire de Samothrace », comme le prétendait Marinetti le futuriste (1), mais elle peut être aussi belle lorsque, procurant à l'homme des loisirs, elle lui permet de sculpter sa propre statue et d'en faire un chef-d'œuvre.

« L'ordre social plus vaste et plus fraternel, où la machine sera la servante commune des travailleurs libérés », que prédisait Jaurès, n'est pas encore venu. La machine est la servante des intérêts du capital, qui s'en est emparée pour maintenir la classe ouvrière sous son joug.

Ce problème de la machine, qui peut dispenser l'homme de maintes corvées matérielles et lui permettre de vivre d'une vie de l'esprit plus large que celle qui consiste à boire et à manger, n'est pas autre chose que celui de la relève des hommes par la science (2), dont le capitalisme ne veut à aucun prix. C'est encore une utopie, d'après nos distingués économistes qui eux ne s'en relèveraient pas si elle venait à se réaliser.

La science, avec ou sans majuscule, joue un double jeu dans le monde actuel, favorisant à la fois le bien et le mal. A l'homme de savoir l'utiliser pour son bonheur. Détournée de sa mission, qui est de rechercher la vérité, elle devient une arme dangereuse entre les mains des politiciens. La « République n'a pas besoin de savants », disait Fouquier-Tinville

(1) Ennemi du « passéisme » et partisan de la guerre, ainsi que nous l'apprenait son manifeste « futuriste » paru en février 1909 dans le **Figaro**.

(2) Cette relève que ne cesse de préconiser le théoricien de l'abondance Jacques Duboin, dans le journal portant ce titre.

dans son réquisitoire contre Lavoisier, mais l'humanité en aura toujours besoin lorsqu'ils s'efforceront de la rendre meilleure en arrachant à la nature ses secrets. Tant de découvertes faites par l'homme au cours des âges pour adoucir son sort n'auraient servi qu'à le rendre pire, elles en auraient fait un robot, privé d'âme et de sentiment ! A quoi bon avoir dompté les éléments et domestiqué la nature, si c'est pour en devenir l'esclave et le prisonnier ? Faire plus vite un travail n'est pas une solution si l'on n'est pas plus heureux après l'avoir fait ?

Cette science, le Jules Soury en personne, que nous devons retrouver lors de l'Affaire du côté de la réaction, voyait en elle, d'après la lettre qu'il avait adressée à Gustave Kahn (publiée en mars 1894 dans la revue la Société Nouvelle), « la seule vérité humaine », ajoutant : « le pape et l'empereur sont toujours prêts à domestiquer les vagues humanités ». Il combattait en ce temps-là « les conceptions spirites et spiritualistes des sauvages et des barbares, des hommes de foi religieuse et métaphysique ». Comme on change !

La science n'a pas encore affranchi l'homme de la superstition et de la crainte. Il croupit dans son ignorance et ne fait rien pour en sortir.

Mentalité du prolétaire 1950. Qu'il n'est préoccupé que d'une chose : défendre son « bisstèque ». — Que la grève est une arme dont il use et abuse à tout propos. — Qu'il aspire à prendre la place des bourgeois. — Qu'il fait des heures supplémentaires pour gagner davantage. — Que la politique est un boulet qu'il traîne après lui. — Méfions-nous des propagandes. — Ce qui manque à la démocratie pour mériter son nom. — Que le gouvernement du peuple doit être autre chose qu'une mafia d'indésirables. — Que la violence est un pis-aller, et une arme inefficace pour combattre le capitalisme. — Que le peuple n'a rien compris ni rien appris et qu'il fait son malheur lui-même. — Que la technique toute seule ne peut améliorer le sort des travailleurs. A l'art est réservé le soin de parfaire leur éducation.

La démocratie en est encore à réclamer du pain et des jeux, panem et circenses, comme au temps de l'Empire romain, formule devenue « le pain, la paix, la liberté ». La fusillade de Fourmies, le 1^{er} mai 1890, date cruciale dans l'histoire du prolétariat, suivie des incidents plus que regrettables de Clichy-Levallois, avait prouvé aux travailleurs qu'il est bien difficile de les obtenir (La Bourse du Travail avait fermé ses portes en 1893). Jean-Baptiste Clément (1) avait été arrêté, tandis que ses camarades chantaient autour de lui le Temps des Cerises dont il était l'auteur. Ce temps n'était pas encore venu. Les cerises, c'étaient des balles de revolver !

Il y a 50 ans, le 1^{er} mai, pour lequel Emile Pouget avait

(1) Une belle figure d'homme libre, dont le nom a été donné à une place de Montmartre, dont il fut maire sous la Commune. Jean-Baptiste Clément avait ajouté à son poème une strophe en l'honneur de Louise Michel. Aussi dépourvu qu'elle de pécune, il avait été obligé de vendre ses droits d'auteur, afin de pouvoir se payer un poêle pour se chauffer pendant l'hiver. (On lira avec intérêt le livre de Fernand Planché : *La vie ardente et intrépide de Louise Michel.*)

activement milité, n'était pas une fumisterie, c'était un vrai de vrai 1^{er} mai. La Fête du Travail avait sa raison d'être. Elle a dégénéré depuis en fête de la paresse. La bistrocratie y a gagné, non le prolétariat. Le 1^{er} mai est de nos jours un 1^{er} mai bien sage, où le muguet se vend très cher. C'est même une fête religieuse, le Pape en ayant profité en dernière heure pour rappeler aux foules qu'il y eut un certain charpentier du nom de Joseph, qui fut le père putatif du petit Jésus, dont il encaissa la paternité. Etre fait cornard par le Saint-Esprit, quel honneur pour un travailleur !

Le drapeau noir des anarchistes, qui joua un certain rôle à Levallois-Perret, le 1^{er} mai 1891, n'aurait aucune raison d'être en 1950. Ce serait encore un drapeau et les drapeaux ne sont jamais que des symboles de violence. A bas tous les drapeaux, quelle que soit leur couleur ! Ils font le malheur des peuples. « Rien n'est plus bête qu'un drapeau », disait Alfred de Vigny. Encore plus bêtes ceux qui le saluent !

Par drapeau voyez pétrole, uranium, bombe atomique ou bombe H, etc., et par son « honneur » le nombre de victimes qu'il a immolées sur l'autel de la Patrie.



Le salaire des prolétaires manuels — pour ne parler que de ceux-là — était peu en rapport en 1900 avec les heures de travail qu'ils fournissaient. Une ouvrière travaillant dans un atelier ou une usine, gagnait moins de deux francs par jour. Mais aujourd'hui avec 27.000 francs par mois de minimum vital, l'ouvrier n'est pas plus riche (sauf dans certaines catégories privilégiées).

Les prolétaires jouissent de certains avantages à notre époque, devant lesquels il n'y a pas lieu de s'extasier, si l'on songe que l'Etat leur accorde d'une main ce qu'il leur retire de l'autre. Le travail n'en est pas mieux fait pour cela. Laisser-aller, je m'en fichisme, inconscience professionnelle et sabotage vont bon train. Il ne faut pas demander l'impossible à des gens qui cherchent à en faire le moins possible, et à gagner chaque jour davantage.

La journée de huit heures, que le Congrès de Bourges en 1904 avait eu bien du mal à obtenir et qui devait être généralisée pour tous les corps de métier, après tant d'efforts dépensés pour l'arracher au patronat, a cessé d'exister avec les heures supplémentaires qui sont venues s'y ajouter, les prolétaires consentant à s'esclavager un peu plus, en travaillant de jour et de nuit dans les usines de guerre, tout en se disant partisans de la paix. Les mêmes qui se battaient jadis pour la journée de huit heures se battent aujourd'hui pour en faire le double. En 1900, les « masses » défendaient leur bifteck, mais aussi leurs libertés. Aujourd'hui, elles sont domestiquées entre les mains de leurs meneurs, arrivistes et bureaucrates, pour lesquels l'essentiel est de moisir dans leur fromage. Nous sommes loin d'une journée de deux heures qui permettrait aux travailleurs, après leur tâche faite, d'avoir suffisamment de loisirs, pour meubler leur esprit. Ces deux heures pourraient être elles-mêmes pour eux une joie, employées à quelque chose d'utile et correspondant à leurs capacités. Pour l'instant, il n'y faut pas songer. C'est une utopie ! Mais ce qui n'en est pas une, c'est le travail à la chaîne exécuté par des robots humains dans ces bagnes du travail que l'on appelle des usines.

On a inventé toutes sortes de palliatifs pour faire prendre au peuple son mal en patience, en attendant les paradis futurs. Les assurances sociales et les congés n'existaient pas du temps de nos grands-mères, qui ne s'en portaient pas plus mal. Il y a aussi la Loterie Nationale, ce scandale permanent qui entretient chez les individus cette horrible soif de l'or qui ne les rend pas plus heureux. Quand ils ont gagné le gros lot, qu'ont-ils gagné de plus ? Ils se saoulent ou deviennent fous, comme le dénommé Bonheure, qui fut le premier à profiter (?) de cette aubaine. C'est en leur promettant des millions que l'on tient en laisse les foules.

Le peuple, malgré ses défauts qui sont nombreux, n'en a pas moins des réserves d'énergie qu'il pourrait utiliser à bon escient. La politique l'a perdu. La classe ouvrière fait elle-même son malheur. Elle a besoin d'être guidée autrement qu'avec des slogans.

Les plus belles idées, déformées par les propagandes, cessent tôt ou tard d'être vivantes. Tout le bien qu'elles ont pu faire est perdu, par la faute de ceux qui s'en sont emparées pour en tirer profit.

Le prolétariat croit s'émanciper par la violence du joug du capital. Qu'il se croise les bras, cela vaudrait beaucoup mieux. Ce n'est pas en renversant des autobus, en mettant le feu à des boutiques, en assommant les passants et en se battant dans les rues que l'on fait une révolution. Rien de bon ne peut sortir d'une émeute où des agents provocateurs se sont glissés. C'est dans le calme et le silence que toute révolution sérieuse s'accomplit. Elle est avant tout intérieure et suppose que l'individu est assez maître de lui-même pour vaincre ses passions. Il est capable d'obtenir par la volonté et la patience ce que ni la force ni la violence ne lui procureront jamais. La non-violence a du bon, à condition d'en user intelligemment. C'est une arme plus efficace que toutes les autres pour triompher de la misère et de la faim.

Certes, nous l'avons vu, la politique divisait le pays en 1900, autant qu'elle le divise aujourd'hui. C'est elle qui s'oppose à toutes les réformes capables d'améliorer le sort des travailleurs. Cette politique qu'en des temps très anciens Platon considérait comme un art, n'est plus que celui de rouler les autres pour prendre leur place.

Pas de politique, telle devrait être la devise de tout prolétaire intelligent. La politique ne peut rien pour le bien des individus. Elle ne peut que retarder leur émancipation. La destinée des peuples est entre leurs mains, non dans celles des maîtres qu'ils se sont donnés. Quand le comprendront-ils enfin?

La politique ou l'art de gouverner les imbéciles, a pris désormais le pas sur la justice et la vérité. Les blablablas et les baratinages entretiennent le peuple dans sa crasse morale et physique. Il ne sait pas ce qu'il veut, bien qu'il le sache au fond : imiter le bourgeois et jouir comme lui. C'est ce que l'on appelle la révolution sociale ! La politique, le plus redoutable fléau des temps modernes, contient dans son sein tous les autres. Elle est le refuge de tous les impuissants. Elle a nui au progrès spirituel et fait de l'homme son propre bourreau. S'il veut vivre normalement et recouvrer son équilibre, il doit rejeter ce fardeau qui pèse si lourdement sur ses épaules.

Il faut s'attendre à des revirements de la part d'hommes politiques dont les convictions sont peu sincères. Dans tout politicien il y a un homme qui songe à se faire une situation et à vivre sur le dos des autres. C'est en se reniant, en ne tenant point ses promesses, que l'on arrive au pouvoir et que l'on s'y maintient. C'est à force de mentir que l'on devient ministre ou président du Conseil. Cela n'a guère changé depuis 1900. Combien de guignols de la politique avons-nous vus à l'œuvre, plus nuisibles les uns que les autres, sous toutes les législatures !

Les incapables, que l'intrigue, le hasard ou les circonstances ont portés au pouvoir, ne font jamais que de la mauvaise besogne. Cela durera tant que le prolétariat n'aura rien appris ni rien compris. Il est à la merci d'une mafia d'indésirables qui détiennent l'assiette au beurre et ne veulent point la lâcher. Ils ne savent qu'inventer pour faire croire à leur sincérité et trahissent le peuple avec de belles paroles. Autant de discours, autant de mensonges dans la bouche des dirigeants.

On juge un homme politique sur ses actes, non sur ses promesses. Et des promesses, le prolétariat en a par dessus la tête, mais il n'a que celles qu'il mérite.

Que voit-on aujourd'hui ? Des gens qui se chamaillent à propos de bottes dans la rue ou au Palais. Tous ces gens-là se disputent pour des idéologies qui empoisonnent leur existence, et qu'ils veulent imposer à leurs voisins. Cette mentalité nous vaut des séances orageuses à la Chambre non moins que dans les tribunaux, spectacle qui, s'il peut être amusant, n'en est pas plus rassurant pour cela.

La politique — ce poison des poisons — dépotoir de tous les ratés de la création, fait de l'homme bien intentionné qui a eu le malheur de s'y fourvoyer, un être sans conscience, qui ne tarde pas à s'adapter, et pris dans l'engrenage à s'avilir comme les autres.

●

S'il est vrai, comme le prétend Bernard Shaw, que « la démocratie est le gouvernement de tout le monde par n'importe qui », nous sommes bien servis sous ce rapport. Notre démocratie est une médiocratie dans toute l'acception du terme. Nulle place n'y est faite pour un idéal de vérité et de justice, mais des intérêts qui s'opposent, des partis qui s'affrontent, et des indifférents qui laissent faire. C'est le règne de l'impuissance et le triomphe de la médiocrité.

Si le socialisme n'a pas encore libéré l'homme de la servitude, et de la première de toutes, cette servitude intérieure qui en fait l'esclave de lui-même, si le communisme, tel qu'il est, ne vaut pas mieux, « l'inévitable anarchie », que Kropotkine annonçait en 1900 comme devant leur succéder, s'efforce d'y parvenir. Elle est l'apanage d'un petit nombre d'esprits en dehors de tous les partis. Cette an-archie, dont l'étymologie signifie absence d'autorité, et qui faisait dire à la même époque au bon poète Fagus (1) : « j'avoue qu'Étiévant m'est plus sympathique que le capitaine Dreyfus, ne serait-ce que parce que celui-ci est un officier », ne s'est guère depuis éloignée de son but, qui est la libération de l'homme dans tous les domaines, mais elle prend d'autres chemins pour y arriver. Elle renonce à la violence, qui est mauvaise conseillère. La seule action directe qu'elle entend pratiquer est une action morale avant tout, qui se manifeste par l'exemple et la non-participa-

(1) Dans Colloque sentimental entre Emile Zola et Fagus. Ce colloque comprenait 69 poèmes, qu'il était venu déposer l'un après l'autre, chaque matin, dans la boîte aux lettres de l'écrivain, dont il disait, en conclusion : « Et si j'ai pour Zola tant de dilection, C'est qu'il s'est, Depuis sont héroïque action, Manifesté plus grand artiste et grand poète, que toutes les œuvres grandes qu'il a faites. » Zola rejoignait Étiévant !

tion à toutes les laideurs, sociales ou économiques. Désormais, plus de bombes terroristes lancées à la terrasse des cafés ou à la Chambre, plus de tentatives d'assassinat sur la personne des chefs d'Etat ou de simples particuliers. Il y a mieux à faire, pour supprimer l'autorité, que de provoquer par de tels gestes des représailles de sa part. La marmite de 0,95 de Vaillant, qui déclarait qu'il fallait que « tout change » pour justifier son attentat n'a rien changé. Ce sont toujours les mêmes qui commandent et les mêmes qui obéissent.

On n'obtiendra jamais rien par la violence. Il n'est de révolutionnaire que la pensée. Elle seule a le pouvoir de modifier le monde et de transformer l'homme.

L'anarchie non violente préconise avant tout l'éducation dans la réforme des mentalités. Elle ne renonce à aucune des conquêtes de la science lorsqu'elles sont utilisées pour le bien de l'humanité. Elle fait appel au progrès matériel dans l'œuvre de régénération individuelle et sociale qu'elle poursuit sous tous les gouvernements. En s'adaptant aux conditions nouvelles de la vie, par suite des découvertes scientifiques qui ont apporté dans l'existence des hommes de notables changements, elle n'en reste pas moins fidèle à sa ligne de conduite, qui se résume en peu de mots : en premier lieu s'abstenir de toute politique, principal obstacle qui s'oppose à la libération de l'individu, — refus de pactiser avec le mensonge sous toutes ses formes, refus de prendre les armes contre le « prochain, l'ennemi » (disait Romain Rolland), qui « habite de l'autre côté de l'eau » (ainsi Pascal condamnait le crime légal), refus d'obtempérer aux ordres d'une autorité qui est le désordre organisé, refus d'obéir aux préceptes d'une morale immorale qui ne tient aucun compte des lois naturelles, refus de se plier aux conventions et aux routines que le vulgaire accepte les yeux fermés, refus de s'adapter aux us et coutumes sans fondement, refus de se mêler aux manifestations d'une plèbe en délire qui acclame les dictateurs, refus de s'associer aux plaisirs et aux jeux du troupeau qui obéit à des mots d'ordre et marche au pas, refus de se courber devant tout ce qui est contraire à la raison comme au simple bon sens, en toute chose penser par soi-même et n'obéir qu'à sa conscience, cette façon de se comporter au sein d'une société pourrie ne saurait se passer du

concours de la technique chaque fois qu'elle est susceptible d'aider à l'émancipation des esprits. Un tel non-conformisme qui se garde bien de hurler avec les loups ou de bêler avec les moutons, ne repose point de parti pris le progrès matériel. Il ne refuse aucun des avantages que ce progrès bien dirigé est capable d'apporter à la libération de l'homme. Il ne se prive d'aucune des ressources que la technique a mises à sa disposition pour un mieux-être économique et social. Cependant la technique ne saurait à elle seule assurer le bonheur des individus. Elle en fait des robots privés d'âme et de pensée.

Si le machinisme a modifié l'aspect de la planète, il n'a point modifié l'esprit de ses habitants. Plus que jamais ils sont féroces et sanguinaires, sourds à toute raison comme à tout sentiment. A l'an-archie, avec un trait d'union, de parfaire leur éducation et de les ramener dans la voie de la sagesse.

Ce n'est pas nous éloigner de notre sujet que de rappeler le rôle de l'art dans cette évolution — ou plutôt révolution qui contribuera à modifier profondément les mœurs et les idées.

Un idéal esthétique est nécessaire à l'humanité pour s'orienter vers une conception meilleure de la vie. A l'art est réservé le soin de transformer en hommes libres les esclaves. L'art est essentiellement révolutionnaire. Né de la liberté, il la propage. C'est de lui qu'il faut attendre un renouvellement dans les mœurs et une refonte des mentalités (1).

L'art est plus vivant que la vie et plus réel que la réalité, étant lui-même une vie supérieure, et une réalité différente de celle qu'il reproduit dans ses œuvres.

Tout ce qui est vu à travers l'art prend un visage nou-

(1) Ce rôle de l'art dans la vie humaine, je me suis attaché, dans mes ouvrages d'esthétique (l'Idéal humain et l'art, la Découverte de la vie, l'Unité de l'art, le Culte de l'Idéal ou l'Artistocratie, etc.) à en démontrer l'efficacité.

veau ! Toute chose est belle envisagée sous un certain angle. Il s'agit d'en découvrir la beauté (1).

Tout acte de la vie peut être une œuvre d'art. Il suffit qu'il soit imprégné d'harmonie et de beauté.

L'homme qui considère l'existence comme une œuvre d'art ne saurait avoir les mêmes préoccupations que l'homme ordinaire. Tout ce qu'il accomplit possède un sens humain et vivant.

Efforçons-nous d'être des artistes, pour être des hommes.

Point d'éthique sans esthétique, point d'esthétique sans éthique. Elles visent le même but : embellir la vie humaine. Les séparer, c'est tuer l'art de vivre.



Quand on a longtemps observé les êtres autour de soi, quand on a réfléchi et médité sur le sens de la vie durant des années, quand on a examiné bien des problèmes à la lumière de la raison et que l'on a été le témoin d'événements qui ont bouleversé le globe, on en arrive à penser, avec Jules Laforgues : « Il n'y a que la jeunesse et la beauté ». Tout le reste est littérature !

Au sein des ténèbres du présent une raison de vivre s'offre à nous : « Ce flambeau de l'art qui survit aux ruines et aux désastres, dont la lueur impérissable guide les hommes en marche et ne s'éteint jamais », pour citer encore une fois Laurent Tailhade.



J'avais fondé, le 25 décembre 1899, la société l'Esthétique, destinée à propager l'art parmi le peuple et à éveiller chez lui le sentiment du beau, autrement efficace pour modifier sa mentalité que les querelles partisans et l'agitation sous toutes les

(1) Ce que disait sous une autre forme ce cher Alain qui, partageant mes idées, m'appelait « l'idéaliste invincible » : « Il n'y a pas de formes belles et de formes laides, il y a une beauté de chaque forme ».

formes. Je reçus à ce sujet une centaine de lettres, signées des meilleurs artistes et écrivains qui m'encourageaient vivement à persévérer dans cet effort de rénovation sociale. Adolphe Retté m'écrivait le 26 mars 1901 : « C'est seulement par le développement du sens esthétique qu'on arrivera à rendre les hommes moins féroces et moins stupides. S'ils entendaient des symphonies, s'ils regardaient des toiles de maîtres, si on leur récitait de beaux vers, cela leur serait plus efficace que toutes les déclamations politiques et sociales. » Ce que confirmait d'autre part une lettre que m'adressait, le 18 avril de la même année, le poète socialiste Clovis Hugues : « Ai-je besoin de vous dire que je vous approuve et vous félicite. Il est monstrueux de penser que tous les êtres humains n'ont pas encore le même droit à la compréhension du Beau. Le Beau n'est cependant qu'une des formes de la justice, et je ne vois pas pourquoi cette justice, comme les autres, n'existerait pas pour le peuple ».

Edouard Ducoté résumait en peu de mots la pensée de mes correspondants : « A une époque et dans un pays où, du haut en bas de l'échelle sociale, il n'est guère question que d'intérêts, le culte de la Beauté est peut-être le seul remède à l'abaissement moral ». Ce remède, que je préconisais en l'an 1900, l'an 1950 en aurait grandement besoin pour mettre un point final à toutes ses laideurs.

Quant à la mission de l'artiste dont ne se soucient guère les mystificateurs que l'on désigne aujourd'hui sous ce nom, avides de réclame et de publicité, « C'est sans doute, d'après Maurice Erit, de contrebalancer le jeu des passions et des folies humaines en jetant dans la vie le germe d'enthousiasme pouvant conduire, par la perception de la Beauté, au désir d'un idéal meilleur et à la recherche des moyens de le réaliser ».

Du rôle de l'éducation dans la réforme des mentalités. — Le devoir de l'élite n'est point de penser comme tout le monde, mais contre tout le monde. — De l'éducation des éducateurs. — Deux tentatives dans un esprit différent, pour éclairer les masses et les instruire : Georges Deherme et le Mouvement des Universités Populaires ; Marc Sangnier et le Sillon. Le Pape, n'osant condamner ce dernier, lui inflige un blâme. — Où l'éducation du peuple est encore à faire, après 50 ans de tâtonnements. — Où pendant ce temps se profilaient à l'horizon la silhouette de deux futurs dictateurs : Benito Mussolini et le camarade Lénine. — Où le communisme, le premier parti de France par le nombre, et le dernier par ses palinodies, s'insurge contre le capitalisme. — Les deux communismes : le vrai et le faux. — Qu'il n'est de salut pour l'homme que dans le rejet de toutes les dictatures, y compris celle du prolétariat. — Que le véritable féminisme n'est point de palabrer dans les assemblées parlementaires, mais pour la femme de s'affranchir de toutes les superstitions.

Ce problème de l'éducation, destinée à changer la face du monde, était à l'ordre du jour aux environs de 1900, et il l'est encore 50 ans après. Le devoir de l'élite, non cette caricature d'élite que nous ne connaissons que trop, lâche et servile devant le pouvoir, préoccupée avant tout de soigner ses petits intérêts, c'est d'éduquer le peuple, au lieu de l'abrutir. Eduquer le peuple, c'était le but que s'était proposé Georges Deherme en fondant les Universités Populaires. Tâche que seuls les éducateurs libérés de tous les dogmes peuvent entreprendre, et non des perroquets qui rabâchent les âneries que d'autres perroquets leur ont apprises, pour les transmettre à leur tour à de nouveaux perroquets. Ce qui suppose avant tout l'éducation des éducateurs et la réforme de l'enseignement. En premier lieu, supprimer les examens et les concours, voilà une réforme qui s'impose ! L'instruction universitaire a fait jusqu'ici des pé-

dants, à l'instruction libertaire de faire des hommes, et non des perroquets (1).

Georges Deherme venait de fonder la Coopération des idées, dont il était le président, et l'Université du faubourg Saint-Antoine, n° 157, ainsi que sa revue du même nom, de 12 pages, dont le premier numéro avait paru en février 1896. « Organe de bon sens, indépendant des coteries, des partis, des pouvoirs, de l'argent, et même des lecteurs et abonnés ». C'était méritoire !

Dans son Rapport sur l'Enseignement social en France, présenté au Congrès International de l'Enseignement des sciences sociales, tenu à Paris du 30 juillet au 3 août 1900, Georges Deherme déclarait : « Nous voulons éveiller les énergies latentes... la liberté et la justice ne se décrètent ni ne s'imposent... Régénérer l'individu pour améliorer l'état social, fortifier les volontés actives, développer le pouvoir d'inhibition pour accroître la liberté, nourrir l'intelligence, exalter les facultés cérébrales, élargir la conscience pour qu'il y ait plus de justice en ce monde et plus de liberté. Voilà l'œuvre audacieuse que nous entreprenons, but et moyen ». Le premier abonné de la Coopération des Idées avait été Jean Richepin (2). Le n° 2 ouvrait une enquête : « Quel sera l'idéal de demain ? » à laquelle répondirent 90 lecteurs, pris dans toutes les classes de la société, écrivains, artistes, travailleurs. Le programme était magnifique. Deherme préconisait la fondation d'un théâtre populaire et d'un Palais du Peuple, ajoutant : « La Bourse

(1) Errico Malatesta avait déjà préconisé les avantages d'une éducation libertaire pour le peuple dans ses *Dialogues*, publiés en 1903 à Genève : *Au Café*, *Le réveil socialiste anarchiste*, *Conversation entre ouvriers en période électorale*, *Critique du suffrage universel*, *Entre Paysans*, etc. Il a publié une quinzaine de volumes traitant de l'évolution de l'anarchisme, de la liberté, de la guerre, du socialisme, de la propriété, de l'égoïsme, de la solidarité, etc. D'après lui l'anarchie était spécialement désignée pour accomplir une « œuvre de libération morale » consistant pour l'individu « à agir et penser librement ».

(2) Il ne se doutait point qu'il serait un jour académicien, l'auteur de la *Chanson des gueux* !

et la Guillotine ne sont que des baraques provisoires qui n'expriment qu'un régime de transition : la ploutocratie. Déjà leurs charpentes vermoulues ne peuvent plus supporter le poids de nos dégoûts ».

Georges Deherme exprimait par là le besoin de changer d'air qu'éprouvaient les « honnêtes gens », les « vrais », non la racaille qui porte ce nom. Un grand coup de balai s'imposait, pour assainir l'atmosphère ! Il reste encore à donner !

Dans une conférence prononcée le 14 novembre 1903, à l'Université populaire d'Abbeville, Albert Thibaudet, professeur au Collège Courbet (il n'était pas encore agrégé ni critique littéraire) avait ainsi défini le but assigné au U. P. à l'heure où Georges Deherme venait de les fonder : « Une université populaire est un centre de travail et ne peut être que cela... Notre œuvre est parallèle à celle des syndicats ouvriers... Ce que nous vous apportons, camarades, c'est seulement un cadre, des projets, et de la bonne volonté ! » C'était un enseignement bien différent de l'enseignement officiel, destiné à fabriquer des citoyens-robots, respectueux de toutes les idoles.

L'action de Georges Deherme s'est prolongée jusqu'à nos jours, la Coopération des Idées paraissant avec le même programme (plus justifié que jamais) et servie gratuitement à toute personne qui en faisait la demande, avec la faculté d'en publier des extraits sans en indiquer la source. C'est dire avec quel désintéressement son directeur agissait. Ce dernier y examinait sans sectarisme les problèmes à l'ordre du jour durant ces dernières années. Il y faisait le procès du machinisme et poussait un cri d'alarme en face du progrès matériel mal dirigé. En 1935 il prévoyait : « l'effondrement de la civilisation occidentale... » « ni soviétisme, ni démocratie, ni ploutocratie : aristie sociologique », tel était pour lui le remède. Il constatait, ce qui n'a guère changé depuis, ce qui est même devenu pire, combien nos mœurs parlementaires laissaient à désirer : « Le suffrage universel n'est qu'une duperie et le parlementarisme une lugubre farce. Ils ne fonctionnent que par le mensonge, la corruption et l'intrigue ». En 1936 (42^e année), dans un article intitulé Au seuil de la guerre, il ne ménageait ni la Russie ni l'Angleterre, cette dernière dont le mercantilisme faisait échouer toute tentative de conciliation entre les peuples, et

terminait par ces mots : « L'Etat de Moscou et la Cavalerie de Saint-Georges sont les plus redoutables ennemis de la civilisation », ce qui n'était que trop vrai. Disciple d'Auguste Comte, Georges Deherme avait publié entre autres ouvrages, où il exposait ses idées de rénovation sociale, le Positivisme dans l'action, Démocratie et Sociocratie, la Crise insoluble. Son œuvre serait bonne à lire et à relire maintenant que la civilisation occidentale tremble sur ses bases, menacée par l'orientale qui ne vaut guère mieux !



En face de Georges Deherme, un autre éducateur du peuple, à l'opposé de ses idées, Marc Sangnier, allait fonder peu de temps après, en 1899, avec Paul Renaudel et Etienne Isabelle le Mouvement Sillonniste (34, boulevard Raspail), et le Sillon, organe de ce mouvement (1). Marc Sangnier était l'auteur d'un certain nombre d'ouvrages relevant du « socialisme chrétien », parmi lesquels l'Éducation sociale du peuple (1899), la République démocratique, la Démocratie, l'Éveil Démocratique, etc. Orateur de grande classe, pouvant se mesurer avec Jaurès, — nous en eûmes maintes fois la preuve, en l'écoutant, salle Wagram —, il avait prononcé, de 1891 à 1906, des centaines de discours, dont l'un, fort important, sur l'Éducation Populaire, le 14 mai 1900. Dans ce discours, il préconisait des centres d'études où les jeunes ouvriers viendraient exposer leurs idées. Il ne prisait point l'enseignement des Universités populaires de Deherme, qu'il jugeait par trop scientifique. En un sens, il n'avait pas tort. Les cours de ces Universités ont été souvent trop théoriques, trop savants, pour un public populaire, qui exige des formules plus simples que celles qu'emploient messieurs les agrégés. Mais ce n'était pas toujours le cas. Nos amis les chansonniers, entre autres Jehan Rictus, venaient distraire les camarades. Et combien de causeries nous fîmes les uns et les autres, pour traiter, en termes accessibles à tous, tel problème à l'ordre du jour. En la salle

(1) La Jeune Garde avait mis à la mode la vente des journaux dans les rues, en offrant aux passants le Sillon, moyen de propagande qui fut depuis repris par maintes feuilles d'avant et d'arrière garde.

du Faubourg Saint-Antoine on avait entendu en 1904 une remarquable conférence de Han Ryner sur Ibsen, le grand dramaturge scandinave dont les œuvres commençaient d'être connues.

En ce temps-là les prolétaires étaient plus préoccupés de s'instruire que ceux d'aujourd'hui, hypnotisés par la conquête du maillot jaune, passant de celui-ci à celui-là à chaque étape du Tour de France, événement qui les tient en haleine pendant des semaines, au point qu'ils en perdent le boire et le manger, — une belle fumisterie destinée à amuser le popolo. Pendant ce temps, il oublie la guerre, les impôts, la vie chère et tout le reste.



Tandis que les Universités Populaires de Deherme s'efforçaient d'arracher le peuple à la tutelle de l'Eglise, l'enseignement préconisé par Marc Sangnier s'en gardait bien, tout en affichant certains principes qui rejoignaient les siens.

« Au Sillon, dira-t-il dans un discours : Cléricalisme et Démocratie (27 octobre 1907), résumant ses idées et ses efforts, pas toujours compris des catholiques, au Sillon, nous luttons contre toutes les formes de cléricalisme et d'anticléricalisme. Nous voulons que, par une bonne législation sociale, on réprime les excès du capitalisme actuel, nous voulons que l'on permette aux ouvriers d'avoir le temps matériel, en dehors de leur travail, de réfléchir, de travailler à s'émanciper eux-mêmes au lieu de recevoir leur émancipation de la part d'un Etat tyrannique ou philanthropique. Nous voulons qu'une action économique se fasse par les syndicats, les coopératives, et que le prolétariat puisse s'organiser et obtenir la force nécessaire pour transformer de l'intérieur la société ».

Le programme plus que modéré de Marc Sangnier n'avait pas eu l'heur de plaire au « bienheureux » Pie X, pape de 1903 à 1914, qui ne partageait point les idées de Léon XIII. Il n'osa point l'excommunier, se contentant de le blâmer. Marc Sangnier, pour complaire au Souverain Pontife, modifia son programme, ce qui lui permit de jouir d'une certaine tolérance.

Ce nouveau Schisme écarté, l'Eglise triomphait une fois de plus (1).

Marc Sangnier avait en face de lui des adversaires autrement redoutable que le chef de l'Eglise catholique : les anarcho-syndicalistes qui lui livraient bataille, comme on le vit dans la nuit du 23 au 24 mars 1903, au cours d'un « meeting sanglant », salle des Mille Colonnes, rue de la Gaîté, où Métivier avait ouvert le feu. Bon nombre de manifestants étaient restés sur le carreau des deux côtés : Victor Charbonnel et Henry Bérenger (2) avaient été copieusement enguirlandés par Marc Sangnier et ses disciples. Mais ce n'étaient point de telles échauffourées qui pouvaient réduire à néant l'enseignement traditionnel. Empêcher un orateur de parler ou saboter un meeting est une mauvaise méthode pour instruire les foules. Coups de poing, de pied ou de revolver n'ont jamais servi qu'à entretenir dans leur sein l'esprit de violence qui ne résoud rien. Ce sont là procédés d' « apaches », pour ne pas dire de gangsters.

●

Dans ce renouveau des idées qui, même au sein des laïeurs de la Belle Epoque, marquait un tournant de l'histoire vers une conception meilleure de la vie, la femme avait un rôle des plus importants à jouer : faire son éducation en même temps que celle de son compagnon. Deux tâches parallèles qui n'alliaient pas sans quelques difficultés. C'est ce dont s'étaient rendus compte des socialistes moins sectaires que les autres. Le féminisme, mot qui prête à différentes interprétations, mais qui signifie en termes précis que la femme a le droit de jouir des mêmes avantages que l'homme dans la société, au lieu d'être une éternelle mineure, trouvait en la personne de Geor-

(1) L'abbé Loisy avait fondé vers le même temps le Culte des Vieux Catholiques — il existe encore — qui suivaient les cours d'éducation moderniste qu'il faisait au cirque d'Hiver.

(2) Henry Bérenger avait fait ses preuves comme écrivain ayant des idées. On lui devait entre autres ouvrages l'*Aristocratie intellectuelle* (1895) et les *Prolétaires Intellectuels* (1901) moins favorisés que leurs frères manuels dans la bataille pour la vie.

ges Renard, directeur de la Revue Socialiste, un éloquent défenseur. Celui-ci adressait en 1895 une Lettre aux femmes, dans laquelle il les exhortait à être les inspiratrices et les auxiliaires des constructeurs de la cité future » (1). A voir la façon dont les femmes se comportent en temps de guerre, on doute que jamais cette cité future vienne au monde. Le féminisme ne consiste pas à politiquer dans les assemblées parlementaires, il a un but plus noble : faire de la femme un être libre. A celle-ci de le vouloir !

L'éducation de la femme, qui est aussi capable que l'homme de faire de grandes choses, mais qui l'imite un peu trop dans les petites, reste encore à faire. Elle exige de sérieuses qualités de cœur et d'esprit. Quand on veut être libre, il faut le mériter.

Prisonnière de la morale et de la loi, la femme revendiquait en 1900 son droit au bonheur. Déjà George Sand avait préparé le terrain, non seulement dans ses romans mais en de nombreux articles et quantité d'essais sur les sujets les plus divers : la Vraie République, la Cause du peuple, Lettres au peuple, l'Ouvrier des villes et l'ouvrier des campagnes, Pétition pour l'organisation du Travail, les Conteurs ouvriers, Poètes populaires, Dialogues, La Révolution pour l'idéal, Souvenirs et idées, Questions politiques et sociales, l'Impôt, Aux Riches, le Père Hyacinthe, le Père Communiste, les Sauvages de Paris, la Guerre, Journal d'un voyageur pendant la guerre, l'Homme et la femme, la Femme dans la société présente, etc. On peut penser de son œuvre et d'elle-même ce que l'on voudra, George Sand mérite d'être réhabilitée comme écrivain et comme esprit libre. Peu d'hommes méritent de lui être comparés, qui n'ont ni son talent ni son caractère.

D'autres avec George Sand ont poursuivi le même but d'émancipation sociale et humaine. Clémence Royer, à la fois préhistorien, historien, astronome et sociologue, avait prouvé qu'elle pouvait, aussi bien que l'homme, faire preuve de

(1) On parle beaucoup trop de la « Société future », alors que c'est plutôt la société présente qu'il conviendrait d'améliorer. Pour cette société future, toujours reculée aux calendes grecques, des prolétaires se crèvent au boulot ! Avec ce mythe, on maintient le peuple dans la servitude.

connaissances scientifiques et s'intéresser aux questions sociales. On lui doit divers ouvrages : Age préhistorique, Histoire du Ciel, la Nation dans l'humanité, les Phases sociales des nations, la Question religieuse, le Bien et la loi morale, De la nature du beau, Introduction à la philosophie des femmes, Lettre à M. Laisant, etc. Marguerite Durand, fondatrice et directrice de la Fronde avait publié en 1900 un livre sur la Condition et les droits de la femme. Elle aussi militait activement pour la libération du sexe faible auquel le sexe fort imposait ses volontés, avec un code draconien qui le privait de tous ses droits.

Une autre femme courageuse s'était ralliée spontanément au mouvement des U. P. secondant Georges Deherme dans sa tâche : Nelly Roussel. Elle avait rejeté par-dessus bord, proclamait-elle en 1903, toutes les fausses raisons que sa raison condamnait. Une société meilleure ne pouvait être qu'un ensemble d'individus meilleurs. Cela revenait à dire qu'il n'y a point de vraie révolution sociale sans une révolution individuelle. Nelly Roussel préconisait l'éducation morale et esthétique (elle soulignait ce mot dans le journal la Voix des Femmes, ajoutant qu' « un peuple épris de beauté combattrait, sous toutes ses formes, la souffrance qui est laide »). Journaliste et conférencière elle plaidait avec chaleur la cause de la justice. Pacifiste, elle militait pour une paix durable et souhaitait qu'une entente entre tous les peuples mît fin à toutes les guerres. Bel exemple que les femmes devraient suivre, si elles avaient tant soit peu de jugeote !

Marcelle Cappy, dont le talent d'écrivain et d'orateur rappelait celui de Séverine, qui la considérait comme sa fille adoptive, est l'auteur d'un très beau livre paru en 1918, affreusement mutilé par une censure imbécile : Une voix de femme dans la mêlée, dont Romain Rolland a écrit la Préface, disant d'elle qu'elle est « une femme compatissante, et qui ose le paraître ». Elle a dirigé la Vague, excellent journal de combat. Elle a servi pendant des années la cause du juste et du vrai. Elle a été l'honneur de la presse en un temps où il y avait

encore en France une presse capable d'imprimer autre chose que des borbards et des mensonges. On doit à Marcelle Capy un certain nombre d'ouvrages, romans, essais, critiques, où sa belle sensibilité s'allie à la raison : Bas les armes ! De l'amour du clocher à l'amour du monde, la Défense de la vie, l'Égypte au cœur du monde, l'Amour Roi, l'Homme et son destin, Des hommes passèrent, Du côté du soleil, la Vie tient à un fil, Femmes seules, le Droit et le devoir de la femme, préface du livre d'Alexandra Kollontai, la Femme nouvelle et la classe ouvrière, etc.

Une autre femme qui mérite que l'on rappelle ici son nom, Julia Bertrand, alors institutrice, qui appartenait en 1904 à la Libre Pensée, et luttait aux côtés d'Henry Bérenger et de Charbonnel, était une féministe au meilleur sens du mot. Ce fut l'une des premières femmes à combattre la guerre, la vivisection, le tabagisme et l'alcoolisme, et, ce qui était un attentat aux mœurs dites bonnes, elle décida un beau matin de venir faire sa classe jambes nues, sans avoir mis de bas. Scandale qui lui valut un déplacement d'office, en attendant la révocation, pour ce geste révolutionnaire. Julia Bertrand est l'une des dernières représentantes de l'émancipation féminine en France, autrement sérieuse que ce fameux féminisme qui consiste à imiter l'homme dans ce qu'il a de plus mauvais ! Du coup, elle fut arrêtée et internée en 1914 pour avoir osé crier à la face des nationalistes que les « bandits tragiques » étaient de tout petits bandits à côté de ceux qui déchainent les guerres ». En 1956 elle est toujours la même, fidèle à ses idées de jeunesse et luttant, malgré son âge, pour le triomphe de la paix.

Citons encore, parmi les pionniers du vrai féminisme, Jeanne Humbert, qui depuis des années ne cesse de plaider la cause de la Génération consciente (titre du journal qu'elle a dirigé), et des problèmes qui s'y rattachent, eugénisme, puériculture, liberté sexuelle, pacifisme, en de nombreux ouvrages, tels que le Pourrissoir (la prison de Saint-Lazare), Sous la Cagoule, Contre la guerre qui vient, Eugène Humbert, Sébastien Faure, Gabriel Giroud, etc. D'autres encore, Maria Deraisme

(Ève dans l'humanité), **les Droits de l'enfant**, Contre l'abus de la vivisection, France et Progrès, Nos principes et nos mœurs), **Madeleine Vernet, directrice de la Mère Éducatrice** (Contes et Chansons pour la paix, **la Nouvelle Équipe (roman de la paix)**), **l'Arc-en-ciel**, **la Volonté de paix**, **le Rameau d'olivier**, De l'objection de conscience au désarmement, **l'Amour libre**, **les Sans-famille du prolétariat organisé**), etc., **Louise Saumoneau, directrice de la Femme socialiste** (**le Mouvement féministe socialiste**, **les Femmes socialistes contre la guerre**, **Aux femmes du prolétariat**, Pour l'internationale communiste, A. M. Gustave Téry), etc., **Madeleine Pelletier, la première femme doctoresse en France** (Idéologie d'hier, Dieu, la morale, la patrie, Justice sociale, Philosophie sociale, Capitalisme et communisme, Mon voyage en Russie communiste, Prétendue dégénérescence du génie l'Amour et la maternité, **la Femme vierge**, **la Femme en lutte pour ses droits**, **l'Émancipation sexuelle de la femme**), etc., **Marianne Rauze, auteur de l'Antiguerre**, **Postpréface de Romain Rolland**, où elle défend le « pacifisme intégral » et fait « justice des faux antiguerriers et des faux antimilitaristes qui demandent la réduction des armements, et qui l'attendent avec tranquillité ». D'autres encore, **Paule Mink**, **Maria Pognon**, **Yvonne Netter**, **Suzanne Lévy**, **Marthe Goulliart**, **Charlotte Davy**, **Camille Drevet**, **Maria Vérone**, **Magdeleine Paz**, **Marguerite Grépon**, etc. ont apporté leur pierre à l'édifice du véritable féminisme.



La femme a certainement évolué depuis 1900, mais il ne suffit pas de s'habiller en homme et de porter des cheveux courts à la garçonne pour se dire émancipée.

Pas davantage la femme n'est émancipée parce qu'elle dépose un bulletin de vote dans une urne. Ce geste n'améliore en rien sa condition. C'est pour elle un esclavage de plus, « le suffrage universel étant l'expression de l'universelle lâcheté », disait en 1900 Han Ryner, qui ajoutait : « Dans l'affaire Dreyfus, le parti de la révision a montré la puissance d'une agitation non électorale. Electoralement il n'existait pas. Il eut le courage de s'avouer minorité et de combattre la majorité reconnue,

majorité déclarée stupide. S'il eût essayé la lutte électorale, en juin 1898, il n'existait plus ».

Les sports ont pu, dans une certaine mesure, contribuer à l'émancipation des filles d'Eve. La sportive, ce nouveau type de femme, est de nos jours fort répandu. Pourvu qu'elle ne perde ni sa grâce ni son charme ! « Les jeunes filles modernes, nous dit Louis Chauvet, peuvent s'égaliser à l'homme dans les domaines sportifs, alors que le sexe maculin leur dénie cet avantage. Chaque jour la femme rivalise avec l'homme dans les sports les plus périlleux ». Sans doute, mais est-elle pour cela une femme complète, vraiment digne de ce nom ! (1)



On le voit par tout ce qui précède beaucoup d'idées avaient été émises dans tous les domaines à la fin du siècle dernier. Il y avait un tri à faire et une mise au point à effectuer. Le monde allait-il changer de base, ainsi que le proclamait l'auteur de l'Internationale !

Déjà s'esquissaient dans la pénombre certains mouvements qui n'allaient pas tarder à modifier le cours des événements. Un anarchiste obscur et besogneux prêchait la révolution sociale dans les sous-sols de la Vilette, entretenu par ses copains et sa maîtresse, qu'il devait salement plaquer par la suite. Le futur duce — car c'était lui —, qui rompa des lances contre le roi d'Italie, lui reprochant ce qu'il n'allait pas manquer de faire lui-même, après sa marche sur Rome (en 1922), en massacrant les Ethiopiens, dans une guerre qui valait bien la guerre anglo-boer par ses atrocités, se faisait fort de démontrer à ses auditeurs l'inexistence de Dieu, en posant sur une table sa tocante et nous disant sans sourciller, après avoir vidé un verre de fine : « Si dans cinq minutes je suis encore en vie, c'est que Dieu n'existe pas ». C'était un drôle de phénomène que l'on ne prenait pas au sérieux, car il n'avait que des arguments de cette force à nous offrir pour nous rallier à son pseudo-socialisme qui était bel et bien du fascisme à l'état naissant. On s'en

(1) Nous reparlerons plus longuement de l'émancipation du sexe faible dans notre tome second, au chapitre le concernant.

aperçut peu après. Une fois qu'il eût remisé dans son palais l'Empereur d'Ethiopie (titre qu'il avait donné à Victor-Emmanuel pour le dédommager de n'être plus que son vassal), il prêcha le lapinisme, sous prétexte d'espace vital, mais en réalité dans le but d'avoir de la chair à canon sous la main. Il avait su faire payer les riches, ce que les régimes totalitaires n'ont pas encore fait, mais il n'avait point pour cela enrichi les pauvres, ayant surtout fait ses affaires et celles de sa famille. En proie à des crises dues à une vieille vérole, il faisait supporter sa mauvaise humeur à ses concitoyens. Il devait finir ses jours comme les finissent la plupart des dictateurs, son cadavre piétiné et couvert de crachats par ceux qui l'acclamaient la veille.

Si Benito a eu le sort qu'il méritait, son action funeste n'en continue pas moins de faire des siennes après sa mort. Loin d'avoir été abattu, le fascisme rouge ou blanc « relève la tête ». Il a ses hommes, ses chefs, ses soldats. Il a ses mots d'ordre et ses slogans. Il a ses assassins et ses tortionnaires (1) prêts à entrer en action dès que l'occasion s'en présentera pour eux.

Un autre futur dictateur, auprès duquel le précédent faisait figure de parent pauvre, — il ne lui arrivait pas à la cheville, — Vladimir Lénine, ami de Marcel Cachin, qui était en 1899 étudiant à la Faculté des Lettres de Bordeaux, initiait ses jeunes disciples, dans les brasseries du Quartier Latin, aux beautés du matérialisme historique. Il leur lisait des pages du Capital (2) espérant qu'un jour la dialectique marxiste ferait

(1) Ce procès du fascisme, je l'ai instruit maintes fois, à mes risques et périls, notamment dans le tome VIII de la *Vie de Mauer* (1937), p. 1.368 et suivantes. Se reporter à cet ouvrage !

(2) Combien parmi ceux qui se prétendent communistes ont lu le *Capital* (en allemand ou en français), ou s'ils en ont lu des passages, y ont compris quelque chose, pareils à ces snobs en habit qui applaudissaient à tout rompre, en la Maison de Molière, un drame assommant de Claudel et qui le lendemain avouaient, en petit comité, n'y avoir « pigé que dalle ».

de la terre entière un paradis, après avoir pénétré dans la société bourgeoise et l'avoir noyauté. Il était parvenu à grouper autour de lui une élite d'étudiants qui assistaient assidûment à ses réunions, comme ils eussent suivi des cours en Sorbonne (1). Le léninisme n'allait pas tarder à se répandre à travers le monde, après avoir instauré, à la place du régime tsariste, à la faveur de la révolution de 1917, un régime qui n'était autre chose qu'une démocratie totalitaire. Un tzar rouge avait succédé à l'ancien ! l'U.R.S.S., traduisez : Union des Républiques Socialistes Soviétiques, était née, puissance formidable, avec laquelle il fallait désormais compter. Saint Lénine devait être immortalisé dans une statue colossale, haute comme une montagne, et adoré à l'égal d'un Dieu. Karl Marx n'était rien à côté de lui.

Le parti communiste n'existait pas en France en 1900, bien que le mot existât depuis longtemps (ce mot, Boucher de Perthes, dans son livre *Hommes et choses*, l'avait longuement analysé). Il date du Congrès de Tours, tenu en 1920. Ce parti allait devenir le premier parti de France par le nombre de ses adhérents, qui obéissaient aveuglément aux ordres de leurs chefs. C'est ce qui fit sa force. Quand on avait dit « le parti », on avait tout dit. Pour « le parti » on était prêt à verser son sang. On vivait et on mourait pour lui. Quiconque n'était point du « parti », était un traître, qui méritait douze balles dans la peau. Qu'en est-il advenu ? Comme les socialistes, les communistes ont accédé au pouvoir, ils ont eu, sous la Quatrième République, plusieurs ministres et un président du Conseil. Ils ont participé au gouvernement bourgeois, brisé les grèves, fabriqué des lois antiouvrières, accouché des « nationalisations », voté des budgets de guerre et des indemnités parlementaires. Ils ont été décorés de la Légion d'Honneur, ils ont pris part à des cortèges officiels. Il n'y a rien eu de changé. Le peuple a été trahi une fois de plus. Le parti communiste était un parti semblable aux autres, avec ses 200 familles, ses maîtres et ses esclaves, ses exploités et ses exploités, ses bureaucrates et ses jouisseurs. Rien ne le distinguait du régime capitaliste qu'il

(1) Lénine trônait à la Closerie des Lilas et au café du Dôme, Trotsky, son alter ego, au Camée, rue de Valence, et dans les environs.

prétendait avoir aboli, ce qui faisait dire à Bernanos : « communisme et capitalisme, c'est la même chose ».

« De nos jours, écrira en 1921 Henry Leyret dans son livre De Waldeck-Rousseau à la C.G.T., la Société et les Syndicats, trop d'ouvriers sont persuadés que le bonheur est dans l'égalité, et que l'égalité, c'est le nivellement des conditions, le partage des biens, le communisme ». Le bonheur, c'est autre chose, et l'égalité n'est point le nivellement par le bas. Malheureusement « l'œil de Moscou » et le « couteau entre les dents », ont servi de prétexte aux gens de droite pour regrouper leurs forces et s'opposer à tout progrès social. Aujourd'hui, le monde est partagé en deux camps : les communistes et les anticommunistes. Quand serons-nous débarrassés des uns et des autres (1).

Il y a deux sortes de communismes : le vrai et le faux. Ce dernier cédera-t-il un jour la place au premier ? Permettra-t-il à l'individu de se réaliser intégralement au sein d'un monde libre, étant la condition même d'un véritable individualisme, ainsi que l'affirmait Maurice Thorez, « le fils du peuple », en un meeting qui eut lieu à la Mutualité, où nous étions l'un à côté de l'autre (2). Est-il toujours du même avis, maintenant qu'il a des valets de chambre et de pied pour le servir, et qu'il possède des châteaux qui ne sont pas en Espagne, dont une villa de 28 millions sur la Riviéra, entre la même Moineau et l'Aga Khan, et une propriété dans l'un des plus beaux sites des environs de Paris ?

(1) Je tiens à affirmer une différence entre les communistes sincères et ceux qui ne le sont pas, boutiquiers, commerçants, bourgeois, artistes, écrivains, etc. qui se sont mis du « parti » uniquement par intérêt. J'apprends, en dernière heure que le colosse de Rhodes qu'était Joseph Staline, « l'homme le plus génial de tous les temps, le plus grand bienfaiteur de l'humanité et le père de tous les peuples », etc. vient d'être descendu par ses thuriféraires du piédestal sur lequel ils l'avaient hissé. Le plus grand criminel de l'histoire n'est plus un dieu pour eux !

(2) Thorez affirmait alors : « Rien n'est plus étranger aux communistes que l'homme standardisé. L'idéal humain des communistes, c'est l'homme libre développant sa personnalité originale dans une société libre ».

Où le mot de la fin appartient au ministre de l'Instruction publique Georges Leygues, qui déclare : « Ce siècle est le siècle de Pasteur, de Victor Hugo, et de Chauchard ». Ce dernier est promu Grand-Croix de la Légion d'Honneur. — Briand signe le décret qui lui confère cette haute distinction, pour services rendus à l'industrie française (et sans doute aussi pour avoir exploité ses employés des magasins du Louvre). — Où les discours flagorneurs de Georges Leygues gonflent de vanité le multimillionnaire. Il « leygue » au musée d'en face des toiles de maîtres achetées à vil prix, et une somme dérisoire aux pauvres de Paris. On lui fait des funérailles nationales. — Dernières constatations qui s'imposent après avoir quitté le siècle de Chauchard. — Que tout conspire à compliquer la vie, semer la haine entre les hommes et les pousser au crime. — Que la guerre, de quelque nom qu'on la désigne, et sous quelque prétexte que ce soit, n'est jamais qu'une combine. — Du problème colonial. Comment nos maîtres l'ont résolu. — Du militarisme et de la paix armée. — Qu'il y a encore des Barrès parmi nous. — Dictature de l'argent. — Méfaits de la presse à son service. — Sort réservé à l'esprit dans un monde robotisé. — Que la liberté individuelle ne tient qu'à un fil. — Etouffer la vérité, tel est le mot d'ordre des gouvernements. — Où les leçons de l'Affaire peuvent encore nous servir pour en éviter de nouvelles.

Terminons par une galéjade ce tour d'horizon sur la Belle Epoque, considérée dans ses laideurs, de 1895 à 1905. On entendit un jour Georges Leygues, ministre de l'Instruction Publique (on n'avait pas inventé le terme d'Éducation Nationale, d'où l'éducation est d'ailleurs exclue) déclarer le plus sérieusement du monde : « Le XIX^e siècle aura été le siècle de Pasteur, de Victor Hugo et de Chauchard », ce qui était une insulte à la mémoire des deux autres. Affirmation gratuite, qui avait gonflé d'orgueil ce multimillionnaire, en même temps qu'il recevait le Grand cordon de la Légion d'Honneur, en échange de quoi il coucha sur son testament, pour la somme rondelette de 15 millions, ledit ministre, et « leygua » au

musée du Louvre quelques toiles de maîtres achetées à vil prix. C'était toujours ça de gagné, mais ce n'était point gratuit !

C'est Aristide Briand, le révolutionnaire d'antan, qui avait signé le décret par lequel le dénommé Chauchard, directeur des Grands Magasins du Louvre, était élevé à la dignité de Grand Cordon (1). Que de chauchards à notre époque a décorés Marianne, du moment qu'ils ont versé la forte somme !

L'académique Bonnat, peintre officiel de personnages décorés, était bien celui qu'il fallait audir Chauchard pour fixer ses traits sur une toile. Son portrait était le clou du Salon. On faisait queue pour l'admirer. Il n'y en avait que pour lui. Cette mauvaise peinture était comme le personnage : vide de sentiment et de pensée.

Le journal satirique *Fantasio* mettait en boîte Chauchard, « grand collectionneur de rubans », qui recevait dans sa villa de Longchamp le Président de la République. Il n'y avait pas de déjeuner chez Chauchard sans Georges Leygues, que ce dernier appelait « le grand citoyen, l'amateur éclairé, le protecteur des artistes ». Leygues, qui connaissait son personnage, lui décernait éloges sur éloges : « Vous êtes le seul représentant de l'Industrie et du Commerce qui ait été promu à la dignité de Grand Cordon... Vous n'avez d'égaux que les chefs d'Etats et les citoyens illustres qui, par leur vaillance et leur génie, sont l'orgueil et la force de la Patrie. » (Discours prononcé à Longchamp le 16 novembre 1907). En méridional à la langue bien pendue, ce Leygues exagérait. Il n'en était pas à son premier discours, où il vantait les mérites de son hôte. Il en avait déjà prononcé au château de Longchamp une douzaine sur le même ton (4 janvier 1904, 18 novembre 1905, 9 juin 1906, 8 juin et 16 novembre 1907, 13 juin et 14 novembre 1908, etc.). Il ne cessa sa vie durant de lui décerner le titre de « grand philosophe ». Il alla même jusqu'à l'appeler « demi-dieu ». « Plus on approche Chauchard, plus on l'aime et on l'admire. » Pour sûr qu'il se payait sa tête ! Car de tels compliments dépassent les bornes.

(1) De ces « cordons » on en retrouve tant qu'on veut, à tous les prix, au magasin du Louvre.

La mort en 1909 de cet industriel de haut vol (né en 1821) qui exploitait ses employés des grands magasins du Louvre, avait pris la tournure d'un deuil national. La France perdait en Chauchard l'une de ses gloires les plus pures. Tous les ministres étaient présents à ses obsèques, ainsi que le président de la République en personne. On prononça des discours, chacun y alla de sa larme à l'œil. Il laissait aux pauvres de Paris 200.000 francs, ce qui n'était guère généreux. Il leur devait sa fortune !

Georges Leygues avait prononcé, étant ministre, bien d'autres discours, dont l'un sur Falguière, l'autre sur Alphonse Milne-Edwards, tous deux morts en 1900. Il avait inauguré, dans la cour d'honneur du collège de Villeneuve-sur-Lot, le buste, exécuté par Benliure y Cajal, de mon grand-oncle Henri, membre de l'Institut, et prononcé son éloge en Sorbonne, à l'occasion d'une plaque apposée en son honneur sur les murs de cet établissement. Il ne m'avait point, d'autre part, refusé la somme de 1.000 francs (le legs Chauchard avait du bon) pour nous aider, mes amis de Lutèce et moi, à édifier un monument à Paul Verlaine, dans les jardins du Luxembourg. Mais ce n'est pas une raison pour passer sous silence son admiration intéressée pour l'homme au Grand Cordon.

Georges Leygues qui savait si bien flatter les multimillionnaires, n'était pas seulement orateur, comme il convient de l'être pour un ministre de l'Instruction publique, qui le fut aussi de la Marine, il était encore poète, un poète dont les vers n'étaient pas libres. On lui doit un Coffret Brisé et une Lyre d'airain, cette dernière dont l'épigraphe, tirée d'une chanson de Béranger, résumait l'esprit cocardier : « Si l'on est Prussien en Prusse, en France soyons Français ». Et il s'écriait : « Sois Français et sois fier, voilà le vrai devoir », et s'adressant à la France : « Tes fils ont gardé ces vertus qui seules font les braves, L'amour de la Patrie et de la Liberté ». Il a écrit un livre sur les Origines et le sens de la Grande Guerre, où, naturellement, c'est l'Allemagne qui a tous les torts et la France le beau rôle.

Georges Leygues, à l'instar du baron Millerand, avait poussé en 1914 le cri vengeur : « Toute la France debout pour la victoire du droit. » Rendons-lui du moins cette justice qu'il n'était pas un renégat. Il n'avait pas prêché la grève générale, quitte ensuite à l'étouffer, comme le dénommé Briand. Sous ce rapport, il était propre. Il était resté fidèle à sa politique opportuniste. Que pouvait-on lui demander de plus ?

Le siècle de Chauchard, qui était aussi celui de Georges Leygues, nous le retrouvons dans le nôtre. « Cette époque de troubles et d'incertitude propice à toutes les aventures », ainsi s'exprime Georges Charensol dans son remarquable ouvrage sur l'Affaire Dreyfus et la Troisième République, s'est prolongée jusqu'à nos jours. Dans ce manoir à l'envers que constitue la société présente, tout s'oppose au libre développement de l'individu. Tout est fait pour le diminuer. Il est à la merci du moindre événement. La crainte le ronge, comme le lièvre de la fa fable. Il ne vit pas, il fait semblant de vivre. Il se disperse, s'agite, se remue, ne réfléchit à rien, ne pense à rien. Bouffer des kilomètres au risque de s'endommager le portrait, en des moyens de communication qu'un grain de poussière suffit à détraquer, se livrer à toutes sortes d'excentricités, perdre son temps en des besognes inutiles, négliger de mettre ses actes en accord avec ses théories, reprocher à ses semblables ce que l'on fait soi-même, se contredire sans cesse, palabrer à propos de tout et de rien, affecter d'aimer la vérité et se complaire dans le mensonge, en toute chose se montrer veule, impuissant et de mauvaise foi, tel est le but de l'existence pour la plupart de nos contemporains. Aucune générosité dans ses actes, aucune profondeur dans sa pensée, rien que de l'indifférence et de l'incômprehension pour tout ce qui offre un réel intérêt, tel est l'idéal pour le prétendu roi de la création. Cet être est le déshonneur d'une planète que sa malfaisance a rendue inhabitable (1). Il faut une certaine dose de volonté et de pa-

(1) « Le monde est fou », disent les sous-hommes qui contribuent à le rendre encore plus fou. Qu'ils ne se plaignent point, ils l'ont fait à leur image.

tience pour persister à vivre au sein d'un monde où la force a toujours le dernier mot.

Une majorité de crapules, une minorité d'honnêtes gens, telle est l'humanité actuelle. Une collection de brutes, parmi lesquelles les êtres raisonnables ont bien du mal à subsister. Jamais elle n'a été aussi stupide, incapable qu'elle est de se défaire de ses préjugés et des routines qui, dans tous les domaines, l'enchaînent au passé. Jamais, en aucun temps, la politique n'a fait autant de ravagés, jamais l'Etat ne s'est montré aussi tyrannique, jamais l'incohérence, la gabegie et la pagaie qui règnent dans toutes les administrations n'ont autant contribué à perpétuer les maux qu'elles sont censées combattre. Ce manoir à l'envers a beau chanceler sur ses bases, il est encore solide et n'est pas près de s'écrouler.

Le peuple français a sa part de responsabilité dans la débâcle où l'on voit sombrer les grandes valeurs spirituelles qui sont l'excuse de la vie. La République robotienne, qui n'a rien d'athénienne, ne se préoccupe guère du sort de l'esprit. Ce qui compte, pour elle, c'est l'utilisation de la matière, non pour affranchir l'homme, mais pour l'abrutir un peu plus.

Comme l'a si bien dit Henri Jeanson, « La République est un trust, la démocratie une affaire, la liberté un monopole... »



Toutes les « gueuseries » propres à une république qui ne l'a jamais été que de nom (le général Changarnier, gouverneur de l'Algérie, l'avait baptisée la « gueuse ») se donnent libre cours en notre bienheureuse époque, à commencer par le colonialisme, l'une des plaies majeures de ce temps. C'est une lèpre qui sévit dans le monde entier. Là encore on découvre la main du capitalisme, qui appauvrit les uns pour enrichir les autres. On les connaît ces « pacificateurs » qui vont porter dans les contrées lointaines les poisons du corps et de l'esprit. Ils donnent d'une main ce qu'ils reprennent de l'autre, exploitant les indigènes, en tirant le plus qu'ils peuvent, exaspérant leurs sentiments nationalistes après les avoir domestiqués et en avoir fait des soldats qui se vengent terri-

blement avec les armes que l'on a mises entre leurs mains. Je puis en parler sagement, les ayant vus à l'œuvre lors d'un séjour que je fis en Tunisie (en 1936, dans une série d'articles parus dans la Patrie Humaine, j'avais prédit ce qui devait arriver, et dénoncé le péril (1). Fruits secs dont la Métropole s'est débarrassée à bon compte, parvenus qui ne cherchent qu'à se faire servir sans bourse délier, fils de famille à la recherche d'une position sociale, insolents avec leurs « inférieurs » qu'ils traitent par dessous la jambe, les injuriant et les frappant, employeurs et patrons d'usine qui les font travailler à vil prix, tels sont à quelques exceptions près, ces fameux « colons » dont une presse à leur service vante les qualités. Ils sont les maîtres et ils en profitent, recherchant avant tout leur bien-être, et jouissant de privilèges scandaleux.

Il faut voir comment ces indésirables, venus s'échouer sur les territoires d'outre-mer, traitent ceux qu'ils ont sous leurs ordres. Entre autres humiliations que font subir aux prétendus « sauvages » nos prétendus « civilisés », un gouverneur des colonies belges se vantait dernièrement, à qui voulait l'entendre, d'avoir infligé à un malheureux nègre une punition exemplaire. Comme il pleuvait et que dans la hutte où s'abritait ce fonctionnaire il y avait un trou par où passait la pluie, il n'avait rien trouvé de mieux que de faire asseoir en son sommet ledit nègre, dont le derrière servait de bouche-trou ! Ayant quitté son refuge, il avait oublié le patient, qui attendit pendant des heures l'ordre d'avoir à quitter son perchoir ! Ceci se passait en 1905, mais depuis on a fait beaucoup mieux, en fait de civilisation (2).

(1) Ai-je été abreuvé d'outrages, insulté et menacé de mort par ces bons français « colonialistes » pour avoir dit la vérité, au lieu d'avoir touché des subsides de la Résidence pour dire le contraire, comme la plupart de mes confrères de la presse, moi qui avais écrit mes articles à l'œil et fait à mes frais le voyage. Venu en simple touriste visiter la Tunisie, je n'avais pas cru devoir passer sous silence ce que j'avais vu et observé.

(2) Lire à ce sujet ma brochure publiée par l'Idée Libre : *La Torture à travers les âges. Notes pour servir à l'histoire de la férocité humaine.*

En certaine ile de la mer des Indes, un chef de la police, qui n'est qu'un vulgaire soudard que l'on a mis à ce poste pour ses « loyaux services », prend plaisir, pour obliger un prisonnier à avouer un crime qu'il n'a point commis, mais surtout pour l'humilier, « parce que c'est un poète » (sic), à boire de l'urine de sa secrétaire ! Que ne lui faisait-il absorber ses excréments par dessus le marché ! On appréciera la délicatesse de ce rustre, représentant la civilisation française !

René Fauchois, esprit libre et parfait poète, me fit part de son indignation, au retour d'un voyage en Algérie, où le chauffeur qui le conduisait en auto, avait foncé volontairement à toute vitesse dans un troupeau de moutons, en tuant une douzaine, et menaçant le berger qui les gardait, « Ferme ta gueule, ou je t'assomme avec ma matraque ». Voilà comment on se fait des ennemis et l'on sème la haine dans les pays que l'on prétend civiliser. Ce chauffeur incarnait toute une classe d'individus, toujours les mêmes, qui récoltent ce qu'ils ont semé et ne devraient point s'étonner qu'on leur rende la pareille.

Pour ce qui est des atrocités qui furent commises à la Belle Epoque au Tonkin, au Maroc (1) ou à Madagascar, combien bénignes à côté de celles que la Quatrième Républicaine fait subir actuellement à ses protégés de la Désunion françaises. A elle le pompon !

Le colonialisme, honte de la Troisième République et plus encore de la Quatrième, est une mauvaise plaisanterie qui a fini par leur coûter cher. C'est l'une des formes les plus barbares de l'exploitation de l'homme par l'homme. Cela fait hausser les épaules de pitié lorsque l'on vient vous dire que la pseudo-civilisation qui s'est introduite chez les populations d'outre-mer a fait leur bonheur.



Le militarisme, ce bras droit du colonialisme, est loin d'avoir désarmé. Il est à l'origine de tous nos malheurs. Par-

(1) Jaurès avait combattu le colonialisme, « qui s'abritait derrière les grands principes », pour faire ses mauvais coups, en Tunisie et au Maroc.

tout où il opère, c'est le crime en permanence. Il y en aurait long à dire à ce sujet.

« Les militaires claquent du talon avec une arrogance qui rappelle les beaux jours de l'Affaire Dreyfus », constate Maurice Joyeux dans le Monde Libertaire. Ainsi que l'écrivait en 1904 Georges Lhermitté dans A bas la justice militaire (Editions de la Raison), « insensés sont ceux qui prétendent que la réforme de la justice militaire est subordonnée à la liquidation de l'Affaire. Nous avons encore d'autres arguments à invoquer contre elle ». Réformer la justice militaire ? Parlons plutôt de la supprimer. Ce jour-là, le monde respirera.

Quant aux tueries fratricides que le militarisme entretient et perpétue parmi les peuples (« Otez l'armée, vous ôtez la guerre » (1), assurait Victor Hugo, il faut croire qu'ils n'en ont pas encore assez puisqu'ils continuent à se massacrer avec des armes de plus en plus perfectionnées. Quand on sait sous quels fallacieux prétextes les guerres sont déclenchées, « il y a d'quoi s'marrer », comme dit l'autre. Honneur, patrie, prestige, espace vital, ne sont que des paravents derrière lesquels se dissimulent les appétits des conquérants.

Guy de Maupassant, auquel le meurtre légal inspirait une sainte horreur, a sévèrement critiqué dans ses Contes « l'armée glorieuse massacrant ceux qui se défendent, emmenant les autres prisonniers, pillant au nom du Sabre et remerciant un Dieu au son du canon, sont autant de fléaux effrayants qui déconcertent toute croyance à la justice éternelle, toute la confiance qu'on nous enseigne en la protection du ciel et en la raison de l'homme ». Ces lignes datent d'avant le « grand crime » de 1914. Que dirait aujourd'hui l'auteur de Bel Ami ?

Aux armes de « destruction individuelle » sont venues s'ajouter celles de « destruction massive ». Evidemment, c'est un

(1) L'historien Ernest Lavisse a pu écrire que « les Etats ont des armées pour se défendre contre la guerre, et qu'ils ont la guerre parce qu'ils ont des armées. » C'est l'évidence même !

progrès. La guerre aura tué la guerre lorsqu'il ne restera plus un seul homme pour la faire !

Quant à l'idée de revanche, dont l'absurdité saute aux yeux, elle est encore fortement enracinée dans l'âme des peuples, manœuvrés par leurs mauvais bergers. On a vu ce qu'une telle idée a rapporté à la « douce France », du temps de Poincaré-la-guerre, qui faisait si bon marché de la vie des autres, « ses regards constamment tournés, avouait-il, vers la frontière que le traité de Francfort avait imposée à la France ». Une politique d'agression allait succéder avec lui à la politique « d'atermoisement » qu'il avait toujours combattue. Du jour où il avait pris en mains les rênes du pouvoir, « la guerre était fatale », ce dont convenait l'ambassadeur de Russie à Londres, ajoutant que « la France la verrait venir sans regret » (et les « poilus » donc !). Le ministre de la Belgique à Paris attribuait à la Sainte-Trinité-Poincaré-Delcassé-Millebrand « l'invention de la politique nationaliste. C'est, déclarait-il, l'entente cordiale anglo-française qui a réveillé l'esprit de revanche ». Ce Poincaré de malheur qui déshonorait un nom illustre dans les sciences (il était le cousin du mathématicien Henri Poincaré) confessa plus tard sans rougir : « D'accord avec la Russie, qui me semblait prête, j'ai choisi l'heure favorable. J'ai rendu à la France l'Alsace et la Lorraine ». Mais il ne lui avait pas rendu la paix ! (1) On était bien avancé. « Cette œuvre magnifique (sic), osait dire l'un de ses complices, avait été poursuivie sans arrêt. Le Président ayant été largement payé de ses peines, le reste comptait peu ». Or les veuves et les orphelins que cette œuvre avait faits l'étaient beaucoup moins.

(1) Non plus que restitué leur argent aux petits épargnants qui avaient cru faire une bonne affaire avec les emprunts russes. Panama ne leur ayant pas servi de leçon, ils avaient changé leur cheval borgne contre un cheval aveugle.

Tant qu'il y aura des industriels pour s'enrichir avec les guerres et des idiots pour les faire, elles ne cesseront pas d'empoisonner l'univers. Il y a toujours eu des guerres et il y en aura toujours, affirme le vulgaire, qui ne fait rien pour les empêcher. Qu'il ne se plaigne point s'il en est la première victime.

Les guerres de nos jours portent différents noms, dont le dernier en date est celui de « pacification », plus menteur que les précédents. Comme si l'on pouvait « pacifier » les gens en commençant par les assassiner !

Dire qu'il y a encore, en plein vingtième siècle, des gens qui prêchent « la guerre sainte pour Dieu et pour la patrie », et qui n'hésitent pas, en leur nom, à semer partout la terreur et la mort. Il suffit d'un mot prononcé par un dictateur pour transformer en cimetière la planète.

Des guerres de religion à notre époque, c'est à peine croyable. Voilà où nous en sommes, après 20 siècles de civilisation judéo-chrétienne ! Le Dieu des armées est adoré par tous les peuples qui, en son nom, se massacrent. Comme ils prient pour la guerre, ils prient pour la paix, espérant que de celle-là pourra sortir celle-ci.

Faire des prières pour la paix, c'est encore pour l'Eglise un moyen d'assurer son pouvoir sur les âmes. Ces prières ne produisent pas plus d'effet qu'un cautère sur une jambe de bois. Depuis le temps que l'on prie pour la paix, celle-ci tarde à venir. La guerre n'en continue pas moins de faire des ravages, sous le regard de Dieu le Père infiniment bon et tout-puissant, qui n'intervient point pour la faire cesser. Nous sommes les « enfants de Dieu », qu'il nous épargne au moins la guerre ! Si la guerre est une punition du ciel infligée dans sa descendance au premier homme pour expier la faute qu'il a commise en désobéissant au Créateur dans le Paradis Terrestre, comment cela se concilie-t-il avec le « tu ne tueras point » de l'Evangile ? Cette guerre proclamée d'essence di-

vine par Joseph de Maistre et ses disciples (1) n'a jamais été qu'un défi à la raison humaine.

« C'est en Dieu que nous mettons notre confiance », telle est la nouvelle devise des Etats-Unis. Et chaque peuple en fait autant. Voilà qui résout tous les problèmes et dénoue toutes les crises. On est sûr d'avoir la paix pour des siècles !



Le patriotisme, dont Guy de Maupassant déclarait qu'il est, « l'œuf des guerres », continue de plonger le monde dans la barbarie. On assiste de nos jours à des défilés militaires, des fêtes de la victoire, des minutes de silence et toutes sortes de manifestations, destinées à entretenir chez les foules l'esprit guerrier dans toute son horreur. Et l'on ose parler de paix ! C'est le cas de répéter après Victor Margueritte : « Crève donc, humanité ! »

« La guerre hypocrite qu'on appelle la paix » (Han Ryner) se manifeste chaque jour sous forme de menaces et d'intimidations échangées de part et d'autre entre nations dites civilisées.

Si l'on veut la paix, que l'on en prenne le chemin. La paix de l'âme et du cœur conduit à la paix tout court. La paix armée conduit à la haine qui divise les peuples, soigneusement cultivée par ceux qui ont intérêt à l'éterniser. On braille la paix à tous les carrefours et l'on fait partout la guerre. On s'étripe sur tous les continents. Cette mystification n'a que trop duré.

Le commerce des armes n'a jamais été aussi florissant (2) qu'à notre époque, où le meurtre est entretenu avec un soin jaloux par les maîtres de l'heure. Tandis que les peuples se congratulent et se serrent la main, ces mêmes peuples fabri-

(1) Pour Paul Bourget, Henri Lavedan, Abel Bonnard, Messieurs Baudrillard et Sertillanges, quantité d'autres esprits bien pensants, la guerre est « purificatrice, régénératrice, civilisatrice, moralisatrice », etc. (ils oublient d'ajouter qu'elle est exterminatrice).

(2) A défaut de bombe atomique, arme n° 1 de la destruction universelle, les armes classiques ou tactiques pourront toujours servir pour perpétuer l'ancienne guerre du droit, devenue celle du pétrole.

quent des bombes atomiques destinées à les exterminer. Ceux qui ne se battent pas fournissent des armes à ceux qui se battent, et, ce qui est un comble, même à ceux qui les combattent, leur en procurant par personne interposée. Tout est illogique et logique à la fois, chez les peuples que la folie guerrière a déchainés. Il est question d' « une coexistence pacifique » pendant que l'on procède au réarmement des deux Allemagnes et que s'engage entre les nations une guerre « psychologique » sans merci. Que l'on ne vienne pas nous parler de liberté lorsqu'on nous parle de la guerre. Les guerres entreprises au nom de la liberté en sont la négation. Se battre pour la liberté est un non-sens, on ne se bat jamais que pour des esclavages.

Césarisme et fascisme ont partie liée pour plonger le monde dans la barbarie. L'un et l'autre, appuyé par la presse aux ordres du capitalisme, n'hésiteront pas, lorsque le moment leur paraîtra favorable, à déclencher le mouvement qui leur permettra de régner en maîtres sur les populations. C'est maintenant l'Orient et l'Occident qui sont aux prises, chacun tirant à hue et à dia de son côté, ne voulant rien entendre ! La folie guerrière s'étend d'un bout à l'autre de la terre, comme un incendie auquel chacun apporte son fagot. Tout le monde veut avoir raison et tout le monde a tort. Ce sont les mêmes défis et les mêmes rodomontades qui se font entendre derrière toutes les frontières. Nul ne veut supporter son voisin et rêve de l'anéantir. Ce qui prouve à quel degré d'abaissement le prétendu roi de la création est descendu, ayant perdu tout contrôle sur soi-même et devenu fou furieux.

En un temps « où les journaux font des articles, et les ministres des discours » (comme l'écrit notre cher Maurice Rostand), pour nous préparer à la prochaine « saignée purificatrices », où les avions sillonnent le ciel pour semer la mort sur les populations, où l'on ne travaille dans les usines que pour la guerre, où tout ressemble si bien, en beaucoup mieux, aux « pacifications » que nous avons connues jadis, qu'attendre des peuples abrutis et de leurs chefs qui ne le sont pas moins, autre chose qu'un assassinat collectif !

L'O.N.U. a fait faillite comme la Société des Nations. La déclaration Universelle des Droits de l'Homme en 30 articles, dont il nous fit cadeau le 10 décembre 1948, n'a jamais été appliquée. Encore une mystification ! On l'a jetée au panier. Il faut croire qu'elle gênait pas mal de gens ! Les conventions entre Etats ne sont que des « chiffons de papier » qu'ils s'empressent de déchirer dès qu'ils y trouvent un intérêt.

« Le vrai visage de la guerre, écrit Alexis Danan, est celui d'une putain crasseuse, qui ne vaut rien de plus que le crachat ». Faudra-t-il encore des siècles pour le faire comprendre aux hommes ? Et qu' « une cause qui a besoin de soldats est une mauvaise cause », ainsi que l'affirmait Han Ryner.

La guerre ? On se tue, puis on se tend la main sur des cadavres.

Les guerres que les gouvernements imposent aux peuples, quand ce ne sont pas les peuples eux-mêmes qui se les imposent, par fanatisme ou par bêtise, et qui sont toujours pour eux la dernière, faisaient dire à Marcel Martinet qu'au lieu d'en finir avec l'assassinat et la violence, elles ne font que les perpétuer : « J'en demande pardon à l'ombre douloureuse de Péguy, entre tant d'ombres qui ne veulent qu'être plaintes (des centaines de milliers d'assassinés qui ne sont morts et qui n'ont tué que pour la prolongation et la multiplication du mal), l'été 1914 n'appellera jamais que la malédiction des âmes saines ».

L'impérialisme, ce frère jumeau du nationalisme, a fait de la terre un charnier. Tous les peuples sont atteints de la même psychose guerrière, ne rêvant que conquêtes, représailles et domination universelle ! Chacun cherche à imposer aux autres ses mœurs et son régime. Le monde n'est qu'un vaste champ de carnage, où dominent la peur et l'insécurité.

Les guerres, aussi sales les une que les autres, n'enrichissent que les marchands de papier et les marchands de canons. Elles font l'affaire des pisseurs de copie et de l'internationale des armements.

Aujourd'hui, on choisit sa guerre. C'est ce que l'on appelle être pacifiste. Que l'on choisisse ou non sa guerre, c'est toujours pour des combines que l'on meurt ! (1)

Tout individu est à la merci d'un ordre de mobilisation qui peut l'envoyer se faire tuer pour des intérêts qui ne sont pas les siens.

Tant qu'il y aura des frontières il y aura des imbéciles pour proclamer que leur pays est au-dessus de tous les autres, alors que chaque pays a son originalité qui le différencie de ses voisins et les enrichit par là-même.



Si vous ne hurlez pas avec les loups, vous passez pour un « défaitiste », bon pour le poteau d'exécution, comme en 1914 et 1939. Pour nos super-patriotes, « pendant une guerre, tout ce qu'on donne d'amour à l'Humanité, on le vole à la Patrie » (Albert Guinon). « Les destins de l'humanité passent avant ceux de toutes les patries », leur répondait Romain Rolland dans *Au-dessus de la mêlée*, « Ce chant de raison, de pitié et d'espérance », écrit Alain, que l'auteur avait d'abord intitulé *Au-dessus de la Haine*. Réponse qui n'avait pas peu contribué à amener contre lui les « chevaliers de l'Escritoire », dont l'un d'eux William Vogt, avait écrit en 1916 que c'était « un livre imbécile », dans un pamphlet qui l'était lui-même cent pour cent : A propos du moins Romain des Rollands furieux, Rinaldo Christopholo exasperato. Riposte à l'auteur d' « Au-dessus de la mêlée » et à ses thuriféraires de jadis et d'aujourd'hui. Encore un anti-rollandiste à la façon des Servant, Loyson, Hollande et Cie, qui entamaient avec le jeune Jean-Michel Rénaitour, directeur de la revue *l'Essor*, une polémique publiée en août et septembre 1915 dans le *Bonnet Rouge*, de Miguel Almeréyda, parue ensuite en volume : Romain Rolland et la guerre, *Au-dessus* ou au cœur de la mêlée, dans lequel ils échangeaient des idées aigres-douces, n'ayant point la même façon d'envisager les choses. L'auteur de Jean-Christophe de-

(1) Lire dans mes *Vers avec rimes et raison* le poème intitulé *Sais-tu pour qui tu meurs ?* dédié A ceux qui meurent pour rien.

vait « réviser » plus tard ses idées. Il ne s'en cachait point (d'où échange de lettres entre lui et Bernard Shaw) ainsi qu'on peut s'en rendre compte à la lecture de *Par la révolution la paix* (1), alors qu'il avait écrit « Périclès la révolution plutôt que la liberté ». On doit à cette évolution *Quinze ans de combat* (1919-1934), *Comment empêcher la guerre* (1936), *Comité d'initiative contre la guerre*, etc.

Romain Rolland n'était plus celui auquel A. Maurel dans *les Ecrivains et la guerre* (1918), demandait ; « Combien de temps encore Monsieur Romain Rolland restera-t-il allemand ? » et que Georges Anquetil plaisantait la même année dans *Essai sur Romain Rolland, son œuvre et ses erreurs en concluant* : « Je l'admirerais au lieu de le condamner s'il avait simplement attendu la fin de la guerre pour faire son prêché en grande partie momentanément inutile et en dernière analyse quelque peu dangereuse ». On avait entendu le commissaire du gouvernement Mornet (le même qui pendant la guerre de 1939 représentait la justice vichyssoise et qui devait sous la libération assassiner légalement Laval) affirmer le 11 mai 1918, dans une audience du 3^e conseil de guerre « qu'on ne dira jamais de lui qu'il a été un grand français » (2). Les uns et les autres en voulaient à Romain Rolland d'avoir écrit *Jean-Christophe*, sujet allemand qui se rendait compte du mal que la « foire sur la place », autrement dit la politique, avait causé à la France.

Ceci dit, et pour notre gouverne, ayons toujours présente à l'esprit la formule lapidaire de Bertrand Russel : « Pas un seul des maux que l'on veut éviter par la guerre n'est un mal aussi grand que la guerre elle-même ». Sages paroles que feraient bien de méditer ceux qui considèrent le meurtre légal comme une panacée !

La guerre ne paie pas, mais nous payons pour elle, c'est le plus clair de l'histoire !

(1) C'est dans cet ouvrage (Edition Commune, 1935), qu'il a reproduit, p. 105, la Lettre à Gérard de Lacaze-Duthiers sur le *Pacifisme et la Paix*, 15 janvier 1932).

(2) Pour être un grand ou un petit Français, il suffit de crier à tout propos : « Vive l'armée ! A Berlin ! » et « Mort aux boches ! », en se planquant dans un coin en attendant les événements.

Tout plutôt que la guerre où les vices deviennent des vertus et les vertus des vices. Pourquoi donner le nom de « héros » à ceux qui tuent leurs semblables sur un champ de bataille, et considérer comme des assassins ceux qui tuent parce qu'ils ont faim ou pour tout autre motif ?

Mieux que des « héros », nous voulons des « hommes ». Des héros ? Il y en a des milliers. Des hommes ? Il y en a quelques-uns. Ceux-là sont de vrais héros, qui ne tuent personne pour éviter d'être tués. A ces derniers va notre admiration, aux autres va notre pitié.

« Le courage, a dit Jaurès, ce n'est pas de laisser aux mains de la force la solution des conflits que la raison peut résoudre ». Les hommes d'aujourd'hui n'ont point ce courage le courage de la paix destiné à remplacer celui de la guerre, qui est un faux courage.

Il y a une vérité « officielle » à laquelle on doit croire comme, parole d'Évangile (1) et une vérité tout court qui est considérée comme un crime, surtout en temps de guerre où les mêmes slogans reparaissent pour en fourrer plein la vue à ceux de l'arrière : « L'ennemi a subi de lourdes pertes », « nous avons fait tant de prisonniers », « les opérations de ratissage se poursuivent », « le moral des troupes est excellent », etc.

En ce qui concerne les guerres coloniales, certains clichés n'ont point vieilli, où l'on traite de « rebelles » ceux que la métropole civilise à coups de canons.

●

« La première victime d'une guerre, c'est la vérité ». Combien juste est cette pensée d'Oscar Wilde. Seul le mensonge déclenche les guerres et les prolonge. Sans lui, il

(1) Forain avait dessiné en 1892, au moment de l'affaire de Panama, une caricature montrant Marianne penchée sur un puits et s'adressant à la Vérité : « Ohé ! la Vérité ! N'sors pas de c'froid là... tu t'enrhumerais ! ». Or à notre époque, où les saisons sont désaxées, Marianne a tout intérêt à dissimuler la vérité, blottie au fond de son puits.

n'y aurait jamais de guerres. La guerre est fille du mensonge, la paix est fille de la vérité.

« Il faut toujours dire la vérité, quelles qu'en soient les conséquences », telle était l'opinion de Clemenceau, qui empêchait les autres de la dire (1).

La vérité fait peur, même à ceux sur lesquels vous comptez le plus pour vous aider à la répandre. On est toujours seul contre tous lorsqu'on la dit.

On ne doit point ruser avec la vérité. La vérité avant tout, telle est la devise de tout penseur libre. « La recherche de la vérité, fût-elle simplement historique, reste ce qui différencie l'homme humain de l'homme animal » (Jean Bouret).

Soyez contre toute guerre, quelle qu'elle soit, on vous poursuit pour « atteinte extérieure contre la sûreté de l'Etat ». Si vous n'obtempérez pas aux ordres des polichinelles que la bêtise a portés au pouvoir, c'est pour « atteinte intérieure contre la sûreté de l'Etat » qu'ils vous arrêtent. Défense de penser, telle est la loi suprême ? Penser est le crime des crimes. Garder pour soi ses opinions, et non les exprimer ouvertement par la parole ou par l'écrit, c'est une sage précaution. Autrement votre compte est bon, c'est le baigneur qui vous attend. Tel est le sort réservé par une caricature de République à ceux qui ont eu le tort de la prendre au sérieux.

Les forts ont toujours raison, les faibles ont toujours tort. Ces derniers sont à leur merci, incapables de se défendre, n'en ayant point les moyens. On les supprime à la première occasion.

Le martyr des objecteurs de conscience, maintenus pendant des années dans les prisons, va-t-il enfin cesser ? Pouvons-nous admettre que ces vrais héros de la vraie paix soient condamnés à mourir lentement entre quatre murs, parce qu'ils se refusent à tuer leurs semblables, tandis que la foule imbécile approuve leurs bourreaux ?

Je ne puis reproduire ici, sans quelque émotion, ces lignes que notre camarade Henry Bauer écrivait en 1896 dans la

(1) « Le rôle du soldat, c'est la servitude absolue, le dernier terme de l'asservissement de la créature humaine », avait-il proclamé quand il était sincère.

Revue Rouge, une des meilleures jeunes revues de l'époque : « Notre conscience n'admettra pas qu'un homme, fût-il le chef de la majorité, assume de troubler notre repos, de nous mener à la guerre, à la destruction d'hommes nos semblables, parce qu'ils parlent une autre langue et sont nés de l'autre côté du fleuve et de la montagne. Nulle différence entre les hommes qui tuent, entre les prétextes pour ôter la vie ! Le meurtrier de la guerre et l'assassin des carrefours s'égalent. Et la patrie ? Naguère nous avons prononcé le mot : Humanité ! Ce jour nous disons : l'individu. Dévouons-nous au culte de la beauté et de l'absolue vérité, tout ce que la cohue d'Iloes raille et repousse ; le Rêve, l'Utopie, le règne d'Amour et de Liberté ne sont-ils pas plus raisonnables, plus bienfaisants, plus possibles en soi que la société de mensonge, d'hypocrisie et de violence où nos corps sont prisonniers ».

La peine de mort dont nous avons touché un mot, crime légal non moins odieux que la guerre, est loin d'avoir été abolie dans toutes les nations. Elle subsiste encore en France, alors qu'elle aurait dû être remplacée depuis longtemps, selon le vœu du Président Magnaud, par l'amendement du coupable, dans une société où tout le pousse au crime. Je suis de l'avis de Georges Duhamel lorsqu'il écrit : « Je réproûve la peine de mort parce que, moralement, elle répond au crime par le crime, et parce que, dans le domaine pratique, je la crois inefficace ». En effet, les crimes commis par l'exécuteur des Basses œuvres n'ont jamais fait diminuer le nombre des autres. Il est des condamnés à mort qui en tirent vanité, mais la société n'en retire rien. Elle seule est responsable des criminels qu'elle a couvés dans son sein. Qu'elle les soigne, au lieu de les assassiner.

En présence du meurtre légal, les partisans de la non-violence ont bien du mal à réagir. Leur voix est étouffée. Ils ont contre eux les militaires et les civils, qui s'entendent comme larrons en foire à préparer la guerre pour avoir la paix.

Notre Barrès national, dont nous avons tant de fois cité le nom au cours de ce volume, lequel Barrès prétendait que « l'historiette Dreyfus n'a que l'intérêt grossier d'un roman-feuilleton », trouverait un intérêt beaucoup plus grand, s'il était encore de ce monde, dans l'attente d'une pro-

chaîne « der des der » qui lui permettrait comme par le passé, de soutenir le moral de l'arrière, avec de belles phrases et un joli mouvement de menton. Ce Barrès, « qui ne croyait pas, disait-il, que six ministres de la guerre et trois présidents du conseil se soient trompés et nous aient trompés depuis trois ans », et qui « maintenait aux généraux notre entière confiance », admettait que des français versent des sommes fabuleuses pour ériger un monument au faussaire Henry et payer le procès que sa veuve intentait à Joseph Reinach. Il embrassait comme un frère Esterhazy auquel le prince Henri d'Orléans avait donné l'accolade le jour de son acquittement. Il fallait un rude toupet pour oser déclarer lors de la condamnation de Zola par la justice delegorguienne : « C'est une fière journée de fraternité ». Une fraternité à la Barrès, c'est-à-dire une solidarité dans le crime et l'assassinat. Notre « ennemi des lois » approuvait sans réserve l'accusation de faux portée chaque matin contre la Cour de Cassation par l'Action Française qui en forgeait un sous le nom de « Talisman » pour égarer l'opinion publique.

Ce même Barrès, qui la veille du meurtre de Jaurès, était passé près de lui, fier comme Artaban, en ayant l'air de ne pas le connaître, faisait chorus avec ceux qui avaient armé la main du dénommé Villain, au cri de « A Berlin ! A mort Jaurès ! », les mêmes qui avaient crié : « A mort Zola ! », lors du procès de l'auteur de J'accuse. Celui qu'il appelait jadis, en ses Cahiers, un « formidable taureau », n'était plus pour lui, comme pour ses pairs, qu'« un agent du Kaiser ». Il était de l'avis d'Urbain Gohier (1) qui souhaitait le voir

(1) Nous avons vu le même Gohier s'attaquer à l'armée pendant l'affaire Dreyfus. Il a changé maintenant son fusil d'épaule. Après avoir été antimilitariste, il est devenu cocardier. Il n'aurait pas signé un article comme celui de l'Aurore du 27 février 1902, intitulé l'Ecole du Vol, où je relève ce passage : « L'escroquerie au patriotisme enrichit quelques milliers de grands fournisseurs et d'empanachés. Des fortunes scandaleuses s'édifient sur la misère des soldats... Il n'y a point de sanction. » Et il cite maints exemples où « les juges acquittent les coupables, lorsque ce sont des officiers... Tout le monde ne peut pas alier piller en Chine... C'est le métier militaire en lui-même qui est l'école du vol ». Il dénonçait du même coup « l'infamie des bagnes militaires, où quotidiennement on appliquait aux corps

« collé au mur avec les affiches de mobilisation », opinion que Léon Daudet et sa clique partageaient, avec le clan Maurrassien. Il approuvait sans réserve Delcassé qui proclamait, comme lui, avec un léger mouvement de menton : « La victoire est certaine », affirmation dont s'autorisaient les feuilles publiques pour imprimer en toutes lettres, en manchette, à la une, ce mensonge : « Les cosaques sont à cinq étapes de Berlin » Il applaudissait aux fanfaneries de l'ambassadeur Isvolsky, qui se vantait d'avoir « voulu sa guerre », et qui aurait mérité d'être abattu comme un chien, à la place de Jaurès. Il reprochait à ce dernier d'avoir combattu la loi de trois ans, oubliant qu'il avait écrit l'Armée Nouvelle, ce qui aurait dû le réhabiliter à ses yeux. Pour Barrès et Cie, il fallait, au prix de milliers de vies humaines, reprendre l'Alsace et la Lorraine, « les deux pauvres sœurs », selon la complainte du jour, prétexte tout trouvé pour attiser les passions chauvines et mettre le feu aux poudres. La mobilisation allemande ayant suivi celle de la Russie, celle de la France devait suivre automatiquement, en fidèle alliée qu'elle était. Mourir pour la Serbie, c'était assurément le sort le plus beau pour nos bons français patriotards !

Romain Rolland pouvait écrire dans son Journal des années de guerre, que « sa patrie était plus celle d'Ernest Curtius que celle de Barrès » qui prétendait que les Allemands, guéris de leur délire d'orgueil, baiseraient nos genoux ! Les genoux de Barrès étaient eux mêmes atteints de ce même délire ! Méritaient-ils d'être baisés !

Il y a encore des Barrès parmi nous (1). Pas mal de ceux qui furent mêlés à l'Affaire, qu'ils soient de droite, de gauche ou du milieu, pour ou contre Esterhazy, le malfaisant personnage qui habita, par ironie, rue de la Bienfaisance, souhaitent qu'une « bonne guerre » éclate, pour résoudre les problèmes qu'ils n'ont point résolus. Sous le couvert d'un pseudo-paci-

disciplinaires différentes tortures, la crapaudine, le silo, le tombeau, les poucettes, le bâillon, la famine, la lente asphyxie, le supplice des fourmis », etc.

(1) Ce Barrès fait toujours l'admiration de quelques intellectuels, si l'on en croit l'ouvrage de Pierre de Boisdeffre : **Barrès parmi nous, Grand écrivain**, si l'on veut, mais bien petit homme.

fisme, ils s'apprêtent à remettre ça. Combien de revanchards n'hésiteraient pas à suivre un nouveau Déroulède, « les pans de sa redingote claquant au vent », disait Alphonse Allais, qui l'appelait en se moquant « mon cher Paul », s'il en surgissait un parmi nous.

Il résulte de l'agitation de tous ces fiers-à-bras et beaux parleurs que l'existence devient un cauchemar et qu'il est temps que ça finisse. De sécurité, on n'en trouve nulle part, si l'on entend par là autre chose que la quiétude du bourgeois confit dans sa coquille et pourri d'égoïsme. Impossible, dans ces conditions, de se livrer à un travail sérieux ni de faire aucun projet, avec l'appréhension de recevoir un jour ou l'autre sur le crâne une bombe à l'hydrogène qui débarrassera la planète des mauvais microbes qui l'encombrent.

On ne vivait point en 1900, ou si peu, dans la crainte perpétuelle d'une guerre, comme on le fait aujourd'hui, avec une presse qui grossit les événements et les dénature. Elle mobilise les consciences en vue de la « prochaine », paralysant les efforts de ceux qui combattent le crime légal.

La « presse immonde », pour reprendre le mot de Zola, se charge de manœuvrer l'opinion publique et de « bourrer les crânes » jusqu'à ce qu'ils éclatent. Elle leur fait avaler les pires couleuvres, et les imbéciles, pris au piège, croient dur et ferme à ses bobards. (1)

On ne peut plus lire un journal sans être écoeuré. C'est d'un bout à l'autre, un étalage de contre-vérités, dont rien n'approche, avec illustrations à l'appui. Une telle presse, arrosée par des bas-fonds secrets, ne peut que mystifier ses lecteurs. Ils ont la presse qu'ils méritent. Il n'y en a que pour les boxeurs, les cabotins, les m'as-tu-vus et les petits prodiges. Qu'attendre d'une telle presse soumise aux puissances d'argent,

(1) Georges Sorel avait mis le doigt sur la plaie : « L'opinion publique se fabrique au moyen des journaux comme se fabrique une mode quelconque, une réputation littéraire ou la valeur commerciale d'un produit pharmaceutique. »

toujours prête à jeter le trouble dans les esprits et à provoquer la panique ? Il y avait en 1900, des « torchons » aussi sales que ceux d'aujourd'hui, mais ils étaient moins nombreux. A présent ils sont légion. La race des journalistes qui font proprement leur métier est près de s'éteindre. Il en reste heureusement quelques-uns, mais ils ont bien du mal à caser leur copie. La presse est bâillonnée et réduite en servage. Les journalistes sont comme les concierges, si on leur graisse la patte, ils se taisent !

La presse se vend au plus offrant. Elle reçoit des fonds de l'étranger aussi bien que de la France pour mener une campagne pour ou contre ceci ou cela. Elle a la liberté qu'elle mérite : celle de ne pas être libre.

« La première liberté de la presse, c'est de ne pas être un métier », affirmait Karl Marx, dont les disciples en font un.

Notre époque est pleine de contradictions. La presse annonce froidement la mort de la Nième victime de la bombe d'Hiroshima, et personne ne s'indigne, cependant que l'on quête pour les aveugles, les cancéreux, les tuberculeux, etc., et qu'un avion transporte à travers l'espace un sérum qui sauvera de la mort un gosse de cinq ans. Alors que l'on s'émeut, ou fait semblant, sur le cadavre d'un chien écrasé, on admet que des êtres humains se fassent trouser la peau sur des champs de bataille pour enrichir les mercantis. On trouve cela tout naturel. Les expériences thermo-nucléaires se multiplient, empoisonnant l'atmosphère et détraquant les saisons. Des nuages radio-actifs se promènent dans l'espace, faisant le tour de la terre. Bien des catastrophes que l'on ne s'explique point, le froid, la chaleur, les inondations, les incendies, les tremblements de terre, certaines maladies, jusqu'ici inconnues, en sont la conséquence. Chacun attend les événements, en pensant que c'est le voisin qui écoperà. Arrivera ce qui arrivera ! « On danse sur un volcan », ainsi parle le populo, ce qui ne l'empêche point de danser devant le buffet le méringué et le cha-cha-cha. C'est toujours ça de gagné. Après nous le déluge !

Les crimes passionnels, en marge du crime légal — qui est passionnel à sa façon — ne se comptent plus dans une société où tout est fait pour dresser l'homme contre l'homme. La jalousie, l'alcool et le propriétaireisme en sont les pourvoyeurs (1).

Hold-up, frics-fracs et autres manifestations du gangstérisme sont chose courante, de nuit et de jour, dans la « Babylone moderne », où l'on rencontre à chaque coin de rue des bandes de jeunes voyous prêts à vous faire un mauvais parti.

Pour en revenir à l'Affaire qui domine toute la Belle Epoque, l'avocat Louis Leblois faisait remarquer, dans Coup l'œil sur l'histoire de l'affaire Dreyfus (Discours prononcé à Nancy le 11 février 1908, à l'inauguration du monument Scheurer-Kestner), qu'il ne s'agissait pas seulement du malheureux Dreyfus. Il s'agissait de savoir si, dans notre pays, un homme quelconque resterait au bagne « innocent ou coupable ». La même question se pose de nos jours. « Innocent ou coupable », cela importe peu pour les représentants de la justice, en France comme ailleurs.

Il s'agit, pour ce que l'on appelle la Justice — avec ou sans majuscule — de faire un exemple ! Pallu de la Barrière, dans son Avant-Propos au Discours de Leblois, assurait que « L'Affaire avait des conséquences politiques et sociales dont il n'était pas encore possible de mesurer la portée ». Elle n'a malheureusement pas contribué à améliorer les méthodes de la justice. La balance de Thémis, dont le fléau est faussé, a toujours deux poids et deux mesures. En un temps où comme l'écrit dans le Canard Enchaîné Morvan Lebesque, « le judiciaire s'apprête une fois de plus à condamner les Dreyfus et à acquitter les Esterhazy », qu'attendre d'une justice boiteuse autre chose que des condamnations par ordre et des forfaitures ?

(1) Dernièrement un certain Rino Rossi (ne pas confondre avec Tino !), ouvrier à Turin, infligeait à sa compagne, plus jeune que lui, le supplice de la ceinture de chasteté, survivance d'un autre âge !

Il y a, comme en 1900, des juges qui condamnent des innocents pour avoir de l'avancement, des policiers qui les torturent pour leur arracher des aveux et un public pour se solidariser avec ces malfaiteurs. Quant aux lois préfabriquées dans les coulisses du Palais des Folies-Bourbeuses (vrai nom de la Chambre des députés), elles sont aussi scélérates, si ce n'est davantage, que celles de la Belle Epoque. Emile Pouget, l'auteur de la Confédération Générale du Travail et de Comment ferons-nous la révolution ? avait, dans un ouvrage sur les Lois scélérates de 1893-1894, en collaboration avec un juriste et Francis de Pressensé, examiné « comment ces lois d'exception avaient été faites et comment elles avaient été appliquées », « les attentats anarchistes ayant été savamment exploités par la réaction », disait Francis de Pressensé, en particulier celle du 12 décembre 1893, contresignée par le dénommé Raynal, ministre de l'intérieur, celle du 12 juillet 1894, au bas de laquelle figuraient les noms d'E. Guérin, Charles Dupuy et Casimir-Périer, trois compères de mauvais poil. Le juge Bertulus, plus large d'esprit que ces messieurs, convenait à propos d'un article d'Etiévant saisi au Libéraire, « qu'il n'était pas si raide que cela », autrement dit qu'il n'y avait pas de quoi fouetter un chat. Mais nos ministres ne partageaient point son avis. Ceux d'à présent en font autant, quand un texte leur déplaît, ou qu'un journaliste les gêne.

L'Etat — et l'Etat actuel plus que jamais — est l'ennemi né de l'individu qu'il traque sans pitié. C'est une pieuvre aux mille tentacules qui s'agrippe à lui et le réduit à l'impuissance.

En fait de liberté, nous avons des demi-libertés, qui sont autant d'esclavages (1). Jamais la liberté individuelle pour laquelle tant d'hommes ont lutté et souffert, n'a été si sérieusement menacée. Elle ne tient plus qu'à un fil. On vous arrête sans motif et sous n'importe quel prétexte. On perquisitionne dans vos appartements, on fouille vos tiroirs, on vous ôte tous les moyens de vous défendre et de vous justifier. On n'a même

(1) Il faut un casier judiciaire vierge pour vendre du cochon, mais pour vendre des décorations il n'en faut point.

pas le droit de sourire en présence d'un juge qui vous fait les gros yeux pour vous intimider. Des policiers malmènent un passant qui ne leur a rien dit. Ils le rouent de coups et le laissent à demi-mort sur le pavé. Qui croyez-vous que l'on condamne ? Le passant.

Les agents provocateurs sont légion, se glissant dans tous les milieux, semant partout le désordre, afin de donner à l'Etat l'occasion de rétablir l'ordre à coups de matraque. Ainsi agissait le dénommé Andrieux, l'avocat de Cornelius Hertz, aussi taré que son client. Devenu par la suite Préfet de Police, il avait trouvé sa voie.

Pour un juge, bourrelé de remords, qui se suicide pour avoir fait exécuter un innocent, combien se frottent les mains en famille pour avoir assassiné légalement un malheureux, le code en mains !

Compter sur la justice — ou ce qui passe pour l'être — pour réparer une erreur qu'elle a commise, c'est peine perdue. Les juges ne s'en soucient guère. Ils défendent leur bifteque, comme tout le monde. Ils n'ont point la haute conscience d'un Scheurer-Kestner qui écrivait à son ami Louis Leblois (1), le 11 août 1897 (2) : « Depuis que grâce à votre confiance je possède ce terrible secret, je suis fort tourmenté. » Ils ne sont pas plus tourmentés que Félisque, d'illustre mémoire, dont Leblois rappelait dans une lettre qu'il adressait le 25 octobre de la même année à Scheurer-Kestner, qu'« il s'était désintéressé du sort de Dreyfus, illégalement condamné. Ah ! si M. Faure paraissait seulement s'enflammer... Si spontanément il exprimait le désir d'en apprendre davantage. » Mais Félisque se bouchait les oreilles, il ne désirait pas en savoir davantage et ne s'enflammait que pour la Steinheil (3).

(1) Lequel a dit de lui : « La France continuera à honorer Scheurer-Kestner aussi longtemps qu'elle conservera le culte de la vérité, de la liberté et de la justice. »

(2) Dans une série de lettres échangées entre eux, du mois d'août au mois d'octobre 1897, lesquelles furent publiées plus tard dans le *Siècle*.

(3) Ce Félix Faure infatué de sa personne, dont le portrait figurait en bonne place au Salon des Artistes Français de 1898, exécuté par

Un tel monde, où l'individu n'est plus qu'un être amorphe et sans pensée, où tout conspire — lois, justice, institutions — à la déshumaniser, est condamné à disparaître pour faire place à un monde plus juste et plus humain, où le crime n'aura plus force de loi et d'où le mensonge aura été impitoyablement banni.

le peintre Steinheil, qu'il faisait cocu dans les grands prix ! Pour en finir avec cet « aigle », Loubet, son successeur présidentiel, avait déclaré, devant les Pères-Conscrits du Sénat, qu'« il avait tenu sa place dans le concert européen » (qui était plutôt une cacophonie). En conséquence, l'anniversaire de sa mort avait été célébrée l'année suivante, en grande pompe (mot désormais historique !), en l'église de la Madeleine, en présence de Mme Loubet et autres « huiles », les mêmes qui avaient suivi ses obsèques de Notre-Dame au Père Lachaise, « un beau spectacle et l'une de ces féeries de la rue telle que Paris les aime », imprimait en toutes lettres une feuille bien pensante. La même feuille ajoutait : « Grévy a un beau passé , comme le beau Félisque !

Où nous revenons à notre point de départ, après avoir constaté que le monde n'est pas devenu meilleur. — Où nous en sommes, en dépit de l'expérience du passé. — Des scandales de la Troisième à ceux de la Quatrième. — Dictature de l'argent. — Des technocrates. — Du vrai et du faux progrès. — Que la matière, sans l'esprit pour la discipliner, est la mort de toute civilisation. — Que si l'on veut que « ça change » il sied de modifier nos sentiments et nos idées. — Qu'il n'est d'autre révolution que la révolution morale. — Qu'en dehors de l'individualisme qui est l'art de vivre en harmonie avec soi-même et avec les autres, il n'est point de salut pour l'homme. — Que l'écrivain a charge d'âmes au sein d'un monde sans âme.

La Troisième République a commis pas mal de « gaffes », mais la Quatrième en a commis bien davantage. On peut dire qu'elle détient le record en fait d'incohérences et de folies. A notre époque les scandales se multiplient aussitôt étouffés : scandales des vins, des betteraves, des piastres, des bons d'Arras, des généraux, du Maroc, d'Indochine et d'ailleurs, sans compter celui de la « fuite des fuites » (1). Scandale plus grand encore que les précédents, nous avons vu, en dernière heure, une mobilisation qui n'a pas osé dire son nom, autrement dit « l'appel et le rappel des disponibles » (2), horizontaux et

(1) Où l'on retrouve, disions-nous, les personnages de l'Affaire sous de nouveaux noms, jouant la même comédie pour barrer la route à la vérité.

(2) Ce vilain mot indique bien que l'individu n'est point libre de sa personne, l'Etat pouvant en disposer selon son bon plaisir, sans lui demander son avis. « Un pays où les civils ne sont que des militaires en sursis d'appel » (Henri Jeanson) et l'on peut en dire autant des autres pays, est un pays où la joie de vivre a cessé d'exister. Tout individu est en « liberté provisoire » entre les mains de l'Etat qui peut du jour au lendemain le réquisitionner comme du vulgaire bétail. C'est ça la liberté !

verticaux ! pour une œuvre de soi-disant pacification destinée à maintenir les privilèges d'une classe. A ce point que la situation, nationale et internationale, est devenue inextricable, et que l'on n'en verra jamais la fin. Cette belle opération n'est ni plus ni moins qu'un fiasco !

Le monde est à la merci de trois ou quatre grands bandits internationaux qui tiennent entre leurs mains sa destinée. Le plus extraordinaire, c'est qu'il leur obéit.

Les dirigeants des peuples ne valent pas grand chose, mais ceux qui leur obéissent valent encore moins.

Il ne faut rien attendre de bon des pantins et des girouettes qui gouvernent le monde. Ils en sont les maîtres, élus par leurs victimes.

Ambassadeurs et ministres se paient notre tête. Ces messieurs ne s'en font pas. Ils sont optimistes. Voyez leurs portraits dans les gazettes, toujours souriants, aimables et gais. Ça rigole comme une petite folle, Ça se tend la main et Ça s'invite à dîner. « Cigarette ? » « Tout va très bien, madame la marquise ! », fredonnent-ils entre les dents. « La situation est excellente ! On ne peut rêver mieux. » Pendant ce temps, le monde est en guerre ! On en a plein le dos de leurs discours-programmes, de leurs bavardages et de leurs simagrées, de leur diplomatie, secrète ou non, de leurs finesses cousues de fil blanc et autres palinodies dont nous paierons les frais, on en a plein le dos, mais que fait-on pour en sortir ?

L'imbécillité humaine a atteint de nos jours des proportions difficilement surpassables. Rien ne peut en donner une idée, pas même l'infini. Tout est fait en dépit du bon sens, à contre-sens et dans le mauvais sens par les maîtres de l'heure et les esclaves à leur service. Le faux esprit, qui n'approfondit rien, a remplacé l'esprit, en un temps où la bêtise est souveraine.



On ne peut s'empêcher de faire certaines constatations, qui prouvent à quel point le monde est désaxé. Le sentiment a fait place à la sensiblerie et la raison à la ratiocination. Les mots n'ont plus de sens, que celui qu'on leur donne. On tourne au-

tour des mêmes problèmes, et l'on discute à perte de vue sur des sujets sans intérêt. Qu'un homme libre s'élève contre le mensonge, une censure déguisée lui coupe l'herbe sous le pied. « L'Anastasia, patronne des couturières devenue fille à découdre les œuvres qu'elle ne comprend pas » (Jean-Pierre Hervieux), fonctionne toujours, plus ou moins déguisée, avec des airs de ne pas y toucher, et des finesses cousues de fil blanc. En attendant, elle étouffe la vérité par tous les moyens en son pouvoir.

Les « opérations » biftèque ou autres, qui sont avant tout des opérations financières, ne font qu'entretenir les plaies qui rongent le corps social, avarié cent pour cent. Nous vivons sous le règne de l'argent. C'est toujours lui, ce « vil métal », plus encore que la femme, qui mène le monde. Jamais il n'a eu autant de pouvoir sur les individus que depuis qu'il ne vaut plus rien. Tout n'est que paradoxe en notre âge de fer, qui est aussi celui de l'or, où l'argent joue un si grand rôle. Que d'affaires auprès desquelles l'affaire Humbert, « la plus grande escroquerie du siècle », d'après Waldeck-Rousseau, semble plutôt anodine, où la « grande Thérèse », qui n'était pas une sainte, savait faire payer les autres. Les noms d'Hanau, Oustric, Rochette et Stavisky, — pour ne citer que ceux-là — font figure de parents pauvres auprès des anonymes qui s'en tirent de nos jours à bon compte.

Si l'argent ne vaut plus rien, il en faut quand même pour vivre ou faire semblant. Qui n'en a pas n'a qu'à se suicider. Depuis l'époque 1900 le coût de la vie n'a cessé d'augmenter dans des proportions astronomiques. Ne parlons point des loyers. Une taille de cheveux — laissons de côté la barbe ! — qui coûtait alors 20 centimes, coûte 200 francs aujourd'hui. Une côtelette qui valait le même prix, vaut dans les 175 francs sans être meilleure. Une douzaine d'œufs plus un valait 50 centimes, et ils étaient frais ! Un poulet de Bresse qui dépassait à peine la somme de 3 francs 50, avec les abattis, en vaut 1.000 aujourd'hui. On pouvait pour 33 francs aller et retour se payer des vacances au fond de la Bretagne, où l'on trouvait une pension pour 5 francs par jour dans les meilleurs hôtels, et pour 50 francs par mois dans une bonne auberge. Allez donc dénicher à présent une « hostellerie » ou une « auberge » dans

les mêmes conditions ! Sans compter que tout ce que l'on nous donne à manger ne vaut rien, sauf le prix que l'on y met. Les engrais chimiques ont pourri la terre : le pain, la viande, les légumes sont immangeables. Autant de poisons qui pénètrent dans les corps, ajoutés à ceux qui pénètrent dans les âmes. Joignez à cela les bruits infernaux, les odeurs nauséabondes, les poussières nocives, les usines dont la fumée pénètre dans les maisons, les saletés répandues sur la chaussée et les trottoirs, avec force crottes de chiens, sans compter le reste, et vous serez servi à souhait.

●

« La vie est belle », dites-vous ! Elle ne l'est que pour ceux qui pratiquent le système D, pour ceux qui font la guerre avec la peau des autres et s'enrichissent à leurs dépens. Pour ces derniers, la vie n'est pas belle. Elle n'est pas belle pour les jeunes qui n'ont d'autre solution, pour vivre, ou pour mourir, que de s'engager dans l'armée. (« Engagez-vous dans l'armée, elle vous procurera une situation. ») Elle ne l'est pas pour les vieux, à la recherche d'un morceau de pain, crevant de faim et de misère, en attendant que la mort vienne les délivrer. Belle pour les uns, laide pour les autres, telle est l'existence que nous ont faite un mécanisme aveugle, une science sans conscience et la bêtise humaine !

Le lapinisme à la va-comme-je-te-pousse, ne cessons pas de le dire et le redire, et la fièvre d'automobilité aiguë (1), qui sévit dans toutes les classes de la société, n'ont pas peu contribué à compliquer une existence qui l'était déjà suffisamment comme cela. Ces deux fléaux, en plus des autres, voilà qui n'est pas fait pour arranger les choses.

●

« Il ne faut pas chercher à comprendre », solution pares-

(1) « Le cheval va devenir un être légendaire », constatait vers 1900 Charles Malato. Le même sort est réservé à l'auto, qui l'a remplacé et qui le sera elle-même par des machines volantes.

seuse pour les faibles d'esprit. Ne pas chercher à comprendre c'est se mettre à la remorque de toutes les dictatures, c'est se préparer à être totalitarisé. Il faut, au contraire, chercher à comprendre : comprendre pourquoi plus ça change plus c'est la même chose, pourquoi les candidats à l'assiette au beurre usent de toutes les ficelles pour nous ficeler, pourquoi le suffrage universel est une mystification, pourquoi on fait la guerre (il est vrai qu'on le sait, c'est pour avoir la paix), pourquoi ceci, pourquoi cela, etc. Il faut connaître, comme le disait mon grand ami Auguste Lumière, la cause des maladies, afin de les guérir ou pour les éviter. Ne pas comprendre, c'est se condamner à mort !

Nous sommes tous plus ou moins atomisés et automatisés dans cette course à l'abîme qui caractérise les temps actuels. Au sein de l'univers concentrationnaire où le hasard nous a jetés, il sied de réagir par tous les moyens, sauf par la violence, ne craignons pas de le répéter (1), Il ne suffit pas de changer les lois, qui sont toujours celles du plus fort, il faut changer les mentalités. Les hommes sont beaucoup plus préoccupés de filer à toute allure en auto que de se pencher sur des problèmes qui exigent de la réflexion. Leur parler de « vivre en beauté », c'est prêcher dans le désert. Parlez-leur de « vivre en vitesse » c'est pour eux le comble du bonheur.

L'ennemi n° 1 de l'esprit, la seule force d'où puisse venir le salut (2) c'est le marchinisme mal dirigé, c'est l'agitation sous toutes les formes, c'est la folie de la vitesse et autres folies non moins dangereuses. Si l'on veut en sortir, il sied de retourner à une existence saine et naturelle, tout en utilisant les

(1) « Ce royaume de la non-violence est la vraie patrie de l'esprit de l'Homme », affirmait Gandhi, adversaire de tous les fanatismes, et qui devait lui-même périr assassiné. Il avait été à ses débuts avocat à Londres en 1900.

(2) « Cet esprit, a écrit Jean Bouret, que nous nous acharnons avec quelque raison, semble-t-il, à vouloir sauver du chaos », et dont François Mauriac proclame d'autre part : « C'est le miracle de l'esprit que tout ce qui vient de lui est indestructible ». C'est un roc, ajouterai-je, contre lequel viennent se briser les vagues d'assaut de tous les maux en Isme.

conquêtes de la science, lorsqu'elles contribuent au bien-être de l'humanité.

Souhaitons que Jean Rostand, poète à sa façon, réussisse au moyen de la biologie à transformer la bête humaine en une bête moins absurde et moins criminelle. Donner une âme à la matière, tel est le but que la science a le devoir de poursuivre, avec l'art comme flambeau et pour couronnement.

Tel n'est point l'avis des technocrates, qui ont juré d'avoir notre peau. Ces barbares ont rêvé de faire de la planète une immense fourmilière où l'on travaille nuit et jour à fabriquer des machines, non pour libérer l'individu, mais pour l'abrutir un peu plus. Au milieu des mécanismes il en est un autre non moins dépourvu de sentiment et de pensée. La technocratie, cette nouvelle « crassie », est une menace permanente pour l'espèce humaine. Méfions-nous des technocrates comme de la peste.

Une fausse civilisation a remplacé la vraie, faisant de la terre entière un enfer. Si l'on veut découvrir la vraie civilisation, c'est chez certaines peuplades sauvages, où la technique n'a pas encore pénétré. La paix règne chez elles, avec la liberté. Elles sont plus avancées en vivant selon la nature que l'homme qui a compliqué sa vie pour se rendre plus malheureux.

Ce fameux progrès dont on nous rebat les oreilles — car on n'envisage sous ce mot que le côté matériel de l'existence — n'est qu'un faux progrès qui multiplie sous nos pas des dangers de toute sorte. Jamais il n'y a eu autant d'accidents. Le progrès n'est pas d'aller plus vite sur les routes (1), d'escalader le ciel ou de descendre au fond des mers, le progrès c'est d'agir conformément à la raison.

L'homme ne s'est pas encore libéré de la matière, qu'il prétend avoir domptée. Partout où il porte ses pas, il se montre incapable de surmonter ses appétits et ses passions.

A quoi sert-il d'avoir percé le mur du son, si l'on n'a point percé celui de la bêtise ?

(1) Les accidents de la route se chiffrent par milliers; il y a des morts et des blessés. On veut dépasser le voisin et l'on trépassé. Voilà où mène la folie humaine.

Le progrès est un vain mot lorsqu'il ne s'accompagne point d'une réforme des mentalités. C'est tout l'être humain qui doit être recréé, des pieds à la tête. Un homme nouveau doit succéder au sous-homme qui est en nous.

C'est toujours, en fin de compte, à la révolution morale chère à Péguy qu'il faut en venir. Il n'y en a point d'autre. C'est le moral des individus qu'il faut changer, sans lui tout progrès social est impossible. Ce sera long, convenons-en. Il faudra sans doute des siècles. Jetons dès aujourd'hui les bases de cette société meilleure en refoulant le vieil homme qui est en nous. N'attendons point que le voisin commence, nous pourrions attendre longtemps.

Aimer le beau, faire le bien, chercher le vrai, telle est la morale de l'homme libre au sein d'une société qui ne l'est point.



Il ne faut pas compter sur le socialisme — qui n'est qu'une étiquette et rien de plus — pour réformer la société. Il a fait faillite et s'est renié dans les grands prix. Ce n'est point celui qu'avait rêvé Jaurès. Le sien avait pour fondement la liberté, au lieu de s'acoquiner avec le totalitarisme des nations de proie. C'était le vrai socialisme, non sa caricature. Au socialisme s'étaient ralliés des écrivains d'esprit libre, Anatole France en tête, au moment de l'Affaire Dreyfus, mais ainsi que le rappelle André Maurois « la révolution dreyfusienne l'a déçu. Il avait espéré qu'une victoire judiciaire s'accompagnerait de la victoire sociale. Les querelles de personnes et d'intérêts avaient divisé les vainqueurs ». Le socialisme, entre les mains des politiciens, était devenu une affaire. Il l'est resté.

Il n'est d'autre remède aux maux dont nous souffrons, que nous a légués la Belle Epoque, aggravés et augmentés, que l'individualisme, que l'on aurait tort de confondre avec l'égoïsme, qui en est le contraire. Tous les problèmes actuels s'éclairent à son contact. Ils cessent d'être pour les hommes une cause de désunion et de discorde.

L'individualisme — le fait de penser et d'agir par soi-même dans le sens du vrai et du beau, tel est pour l'homme le salut.

Il y a des gestes qu'il faut faire et des gestes qu'il ne faut pas faire. Les premiers augmentent l'individu, les seconds le diminuent. L'individualiste s'interdit d'exercer certaines professions qui l'obligeraient à mentir et à se prostituer. Il poursuit un but plus élevé : enrichir sa personnalité et développer son esprit.

L'individualiste, qui met en pratique ses idées et prêche d'exemple, entend disposer librement de sa personne (1) avec la seule réserve de ne pas nuire à ses semblables. Il n'admet d'autre autorité que celle de sa conscience, d'autres lois que celles de la raison. Au lieu de cela, que voyons-nous ? Des êtres qui cherchent à se faire le plus de mal possible pensant par ce moyen améliorer leur sort, égoïstes et jouisseurs, toujours à l'affût de quelque combine, des êtres maussades, hargneux, de mauvais poil, qui font supporter aux autres leur méchante humeur et ne ratent aucune occasion de leur nuire. L'atmosphère dans lequel il vit a fait de l'homme un loup pour l'homme. On ne peut plus compter sur personne, chacun ne vivant que pour soi, à la merci des pouvoirs publics qui compliquent l'existence, et contraignent les individus à se plier à leurs caprices, au point qu'ils en deviennent absolument dingos. Dans une telle société où il est bien difficile de rester honnête, l'homme le meilleur peut être contaminé s'il n'a point la ferme volonté de réagir, au lieu d'user, comme tout le monde, du système D. « Les hommes ne peuvent vivre sans poésie, couleur ni amour », dirai-je avec Saint-Exupéry. S'ils prétendent s'en passer, ils se suicident.

Le même Saint-Exupéry, deux fois saint par son nom et par sa pensée, avait proclamé en ses écrits : « La vérité pour l'homme, c'est ce qui fait de lui un homme ». Or l'homme actuel est loin d'être un homme. Il ne l'est que de nom, ce qui ne suffit pas. Il faut autre chose pour faire un homme. En premier lieu mettre sa conduite en accord avec ses idées.

(1) L'individualisme, écrit Georges Duhamel, dans la mesure où il enseigne que les grandes vertus humaines, celles qui s'opposent aux vertus animales et grégaires, sont essentiellement les vertus de l'homme seul, l'individualisme reste une doctrine féconde, doctrine de sagesse, en un monde tourmenté par les entreprises de force »

Le rôle de l'écrivain, disons-le en manière de conclusion, c'est de précéder, non de suivre. C'est de penser pour ceux qui ne pensent pas et d'exprimer des vérités qui vont à l'encontre des idées reçues. Mais c'est une tâche ardue et bien mal récompensée. Seuls ont des chances d'être écoutés ceux qui parlent pour ne rien dire.

Il y a beaucoup trop de gendelettes, à l'heure actuelle, plus préoccupés de défendre leur biftèque que de défendre une idée. Ils feraient mieux de vendre des épices ! Notre Claudel national leur avait montré la voie, qui déclarait à un reporter que « s'il devait refaire sa carrière, il choisirait l'épicerie », ce qui ne l'eût guère changé, étant lui-même un épicier-de-lettres, un vrai Félix Potin de la littérature qui avait « la plus profonde estime pour les hommes d'affaires dont il aimait la mentalité », si semblable à la sienne. Ce Claudel, né sous le signe du Lion, n'en était pas moins un fin renard (1).

Pour moi, si j'ai pu choquer en cet ouvrage les opinions et les croyances de certains de mes lecteurs, qu'ils sachent que je n'ai obéi qu'à ma conscience et pour servir la cause de l'humanité, qui est bien la seule et unique cause qui mérite que l'on pense, agisse et se dévoue pour elle. C'est la cause même de l'individu considéré comme un être libre que j'ai plaidée, et non comme un esprit grégaire à la remorque d'un parti. Hormis les fanatiques et les sectaires, les honnêtes gens m'aprouveront : « vous avez raison, c'est la vérité ! »

Nous sommes quelques uns à avoir 80 ans à l'heure où j'achève ce livre. Nous avons le droit de juger le monde où nous vivons, après en avoir connu un autre qui, certes, avait ses défauts, mais compensés par quelques qualités. Rien n'excuse aujourd'hui l'ignominie de celui que nous avons sous les yeux. Le mot « pourriture » qui figurait il y a six ans à la fin de mes Visages de ce temps est lui-même dépassé.

Aucun mot ne saurait traduire l'état de déficience morale

(1) Commerçant de lettres fut aussi Paul Valéry, qui vendit 40.000 francs la Préfaec qu'il avait écrite pour un livre de Salazar, dictateur du Portugal, fait que ne manqua point de signaler Léo Poldès, dans une séance du Faubourg.

dans lequel le monde est plongé. Il faudrait en trouver un autre.

La termitière-lapinière-jésuitière, c'est ce qui nous pend au nez, si nous n'y prenons garde. Il faut s'attendre à tout en un temps où la liberté n'est plus qu'un mot vide de sens et l'individu qu'une machine parmi tant d'autres machines. Le règne de l'esprit a fait place à celui de la matière, et la matière, non guidée par l'esprit, est la source de tous les maux.

On ne le redira jamais assez, on ne le criera jamais assez sur les toits : le monde entier court à sa perte, entre les mains de ses dirigeants. Il s'enfonce de plus en plus dans une barbarie sans nom auprès de laquelle toutes les barbaries du passé ne sauraient être comparées. Puisseons-nous remonter le courant !



Ah ! cette fin de siècle, que de richesses elle contenait, parmi tant de pauvretés. Le passé et l'avenir étaient aux prises, au sein d'un présent plein de contradictions. Depuis ces contradictions se sont multipliées et l'incohérence s'est accrue (1). On ne sait plus où l'on va. On tourne dans un cercle vicieux. On se battait hier pour des idées, on se bat aujourd'hui pour des idéologies. On vivait pour quelque chose, on meurt pour rien. Décidément ce monde vaut encore moins que celui où nous avons vécu il y a 50 ans. On peut penser ce que l'on voudra de l'époque 1900, c'était tout de même une assez belle époque, malgré ses laideurs. Mais que sont-elles auprès des nôtres ?

(1) Comme l'écrit Marcelle Auclair : « La soi-disant belle époque portait en germe les guerres de 14 et de 39, le fascisme, le nazisme, les contradictions tragiques du temps actuel, comme une belle personne apparemment florissante peut porter en germe le cancer qui la désagrègera... La belle époque de 1900 est devenue une lépreuse épouvantée, épouvantable ». Il ne faudrait tout de même pas attribuer à cette époque tous les maux qui nous accablent. Ils proviennent de ce qu'un homme et une femme, nos premiers parents, ont mangé une pomme dans le paradis terrestre !

Tournons-nous maintenant vers ce qui, de cette époque, a survécu, pour enrichir l'humanité. Plongeons-nous dans ce passé toujours vivant. C'est une promenade que nous allons faire, avec à chaque étape un paysage nouveau à contempler. Tel sera l'objet des chapitres qui vont suivre (Tome II :

LES BEAUTES DE LA BELLE EPOQUE) (1).

Paris — 1955-1956

(1) Lettres, sciences, arts, inventions, découvertes, mœurs, coutumes, cabarets, théâtres, concerts, etc. C'est le côté positif de l'an 1900 !

TABLE DES MATIERES

<p>PROLOGUE. — Ce qu'il faut entendre par la Belle Epoque, et quels enseignements en tirer</p>	13
<p>CHAPITRE PREMIER. — Les scandales de la Troisième République. La politique de l'assiette au beurre et du pot-de-vinat. Panama et autres histoires.</p>	22
<p>CHAP. II. — Les attentats anarchistes, de Ravachol à Casario. A l'anarchie autoritaire l'anarchie libertaire entend substituer l'autonomie de l'individu, ne reconnaissant d'autre autorité que sa conscience. Les lois « scélérates » interviennent pour freiner les aspirations des révolutionnaires que le régime de la société capitaliste écœure et révolte</p>	29
<p>CHAP. III. — Où les rois de la République se montrent impuissants à faire le bonheur du peuple. Leur rôle anti-social, de Casimir-Périer à Félix Faure, mort en des circonstances qui prouvent à quel point la vertu des gens bien pensants est sujette à caution</p>	61
<p>CHAP. IV. — Où les nationalistes cherchent à s'emparer du pouvoir mais sans succès. Loubet aux prises avec Déroulède et ses complices</p>	72
<p>CHAP. V. — L'Affaire Dreyfus, dans ses tenants et aboutissants, de 1894 à 1906. Où l'on voit ces messieurs de l'Etat-Major fabriquer des faux pour accuser Dreyfus de trahison, choisi comme bouc émissaire, à la place des vrais coupables. Rôle du commandant Henry, du bureau des renseignements. L'anti-sémitisme à l'œuvre, avec son alter ego le cléricalisme</p>	85
<p>CHAP. VI. — Histoire du bordereau révélant à l'Allemagne de prétendus secrets de la Défense nationale Jugé à huis clos, et sans avoir pu se défendre, Dreyfus est condamné à la déportation perpétuelle, dans l'île du Diable</p>	96
<p>CHAP. VII. — Où Mathieu Dreyfus, frère du condamné, accuse le uhlan Esterhazy d'être l'auteur du bordereau. Jugé sur sa demande par ses pairs, ce dernier est acquitté avec félicitations et acclamé par la foule aux cris de « Vive l'Armée ! » ...</p>	108
<p>CHAP. VIII. — Le lieutenant-colonel Picquart démasque le faussaire. Ses chefs l'envoient en mission dans le Sud-Tunisien</p>	114
<p>CHAP. IX. — Emile Zola adresse à Félix Faure une lettre ouverte intitulée J'accuse, publiée par l'Aurore. Son procès et sa condamnation</p>	119
<p>CHAP. X. — Où Zola, défendu par ses amis, n'en est pas moins l'objet de menaces de mort et, sur les conseils de ses avocats, part pour l'Angleterre</p>	135

CHAP. XI. — Protestation des intellectuels pour réclamer la révision. Hostilité des antirévisionnistes, qui usent de tous les moyens pour l'empêcher	145
CHAP. XII. — Où la lutte s'intensifie entre gens de gauche et de droite. Où l'on voit ceux qui sont sincères et ceux qui ne le sont pas	160
CHAP. XIII. — Où de nombreux écrivains se rangent du côté de la vérité, parmi lesquels Séverine et Jean Jaurès	172
CHAP. XIV. — Charles Péguy. L'homme et l'œuvre. Son évolution. Ce qu'il faut en penser	152
CHAP. XV. — Romain Rolland, ses amis et ses ennemis. L'auteur d' <i>Au-dessus de la mêlée</i> est abreuvé d'outrages pour avoir défendu Dreyfus	199
CHAP. XVI. — Où Méline prétend qu'il n'y a point d'Affaire Dreyfus, espérant empêcher la révision qui s'impose, à la suite des irrégularités commises par le tribunal militaire de 1894	206
CHAP. XVII. — Traduit devant le Conseil de guerre de Rennes, Dreyfus est condamné, moins deux voix, à dix ans de détention dans une enceinte fortifiée. Loubet décide de le gracier	215
CHAP. XVIII. — Où les partis prennent position. Fondation de la Ligue des Droits de l'Homme, suivie de celle de la Patrie Française	222
CHAP. XIX. — Un coup de théâtre. Le faussaire Henry avoue avoir fabriqué la lettre dénonçant Dreyfus comme étant l'auteur du bordereau. Il se suicide — par ordre — dans la prison du Mont Valérien	232
CHAP. XX. — Nouveau coup de théâtre : le traître Esterhazy s'accuse à son tour d'avoir écrit le bordereau sur l'ordre de ses chefs. Il n'en est pas moins considéré, ainsi que son complice Henry, comme ayant sauvé l'honneur de l'Armée	241
CHAP. XXI. — Zola, de retour d'exil, continue de lutter pour la réhabilitation du condamné. La Cour de Cassation, toutes chambres réunies, annule l'arrêt du conseil de guerre de Rennes, et proclame l'innocence de Dreyfus	251
CHAP. XXII. — Après l'Affaire. Ce qu'en pensent catholiques, protestants et libre-penseurs. Où des hommes désintéressés regrettent d'avoir été dreyfusards, à la suite de la tournure politique qu'elle a prise	262
CHAP. XXIII. — L'Affaire a été l'occasion de reconsidérer certains problèmes moraux et sociaux. Publications, bonnes ou mauvaises, à son sujet	278
CHAP. XXIV. — Enseignements à en tirer pour le gouvernement de soi-même et la libération de l'individu	284
CHAP. XXV. — Une mauvaise affaire pour la France : l'alliance franco-russe, imposée au peuple français par Félix	

Faure et Loubet. Où Poincaré déclenche la guerre de 1914, résultat de cette alliance criminelle	291
CHAP. XXVI. — Troisième affaire qui a enlaidi l'époque 1900 : la guerre anglo-boer. La perfide Albion fait main-basse sur les mines d'or du Transvaal. Elle est l'objet de sévères critiques de la part de la presse de tous les pays. Après avoir soutenu le président Krüger, la France acclame son vainqueur, le roi Edouard VII, et abandonne à son sort le vaincu	307
CHAP. XXVII. — Un mal en isme qui n'a pas peu contribué à enlaidir la Belle Epoque : le cléricalisme. Où les anticléricaux font voter la loi de Séparation de l'Eglise et de l'Etat, qui n'a jamais été sérieusement appliquée	324
CHAP. XXVIII. — L'Eglise aux prises avec le modernisme. Elle ne désarme point pour cela. Les superstitions les plus grossières se multiplient au fur et à mesure que la science fait des progrès	338
CHAP. XXIX. — La bourgeoisie française en 1900. Ses défauts et ses qualités. Evénements auxquels elle a été mêlée	350
CHAP. XXX. — Au sein des laideurs de la Belle Epoque, le prolétariat prend conscience de lui-même. Le socialisme, en s'étendant, ne tarde pas à dégénérer en parti politique. Syndicalisme et lutte des classes. Où le prolétariat fait son malheur lui-même	357
CHAP. XXXI. — Trois renégats du Socialisme : Millerand, Briand, Hervé. Leurs mensonges, leur hypocrisie, leurs crimes ..	368
CHAP. XXXII. — En réaction contre les laideurs de la Belle Epoque, un nouveau système de réorganisation économique et sociale s'impose sous un triple aspect : fédéralisme, décentralisation et coopération. Efforts tentés dans ce sens	
CHAP. XXXIII. — Où les laideurs de 1900 reparaissent en 1950, et les années suivantes, considérablement aggravées. La misère au sein de l'abondance. L'économie non distributive. Le machinisme mal dirigé. La science au service de la mort. La technocratie et ses méfaits. Un monde de fous, à la merci du premier dictateur venu, qui n'en fera qu'une bouchée, tel est le monde actuel. Qu'il faut s'attendre au pire	395
CHAP. XXXIV. — Le prolétaire 1950. Qu'il ne songe qu'à défendre son bifteque et à en faire le moins possible. Que la violence, loin d'améliorer son sort, ne fait que le rendre pire. Que la politique, ce fléau des fléaux, entrave tout progrès social	401
CHAP. XXXV. — Du rôle de l'éducation dans la réforme de l'individu. Le devoir de l'élite : éclairer le peuple. Georges Deherme et les Universités populaires en 1900. L'échec de Marc Sangnier. De la mission de la femme et de son émancipation. Tandis que l'humanité cherche sa voie, se profilent à l'horizon deux tentatives pour domestiquer les masses : fascisme et communisme	411
CHAP. XXXVI. — Un mot du ministre de l'Instruction pu-	

blique, Georges Leygues, concernant le multimillionnaire Chau-
chard, incarnation de la société bourgeoise et capitaliste à la
fin du siècle dernier. Ultime coup d'œil sur celle-ci et sur la
nôtre, qui vaut encore moins. Tyrannie de l'Etat, méfaits de
l'autorité, liberté individuelle compromise, militarisme, nationa-
lisme, impérialisme, colonialisme, racisme, lapinisme, robotisme,
auto-immobilisme et autres maux en isme

CHAP. XXXVII. — Où nous en sommes, après plus de
50 ans de luttes politiques et sociales : moins avancés qu'aupa-
ravant, en dépit de certains avantages plus apparents que réels.
Qu'il n'est d'autre remède aux dangers qui nous menacent que
l'individualisme ou révolution morale, qui contient toutes les
autres

Table des matières (abrégée) du tome II

LES BEAUTES DE LA BELLE EPOQUE

I

Où la Belle Epoque devient belle. — L'art, résurrection du passé. — Qu'il est le signe de la vraie civilisation. — C'est lui qu'il faut d'abord interroger si lon veut connaître les différents âges de l'humanité. — L'histoire de l'art est un miroir où l'âme des peuples se reflète, avec leurs grandeurs et leurs petitesse. — Qu'en 1900 l'art marchait en tête de l'évolution. — Les Salons de peinture et de sculpture. — La décennale et la centennale. — Les arts du décor et de l'architecture. — L'art nouveau et les arts de la vie. — Les industries d'art. — Les maîtres de l'affiche. — L'estampe et la caricature. — Ce que 1900 nous a laissé comme œuvres d'art dignes d'être admirées. — Qu'il convient de saluer chapeau bas les créateurs de beauté qui ont contribué à l'enrichir par leur génie.

II

Suite des arts à la Belle Epoque. — Une affaire Dreyfus des arts plastiques : l'affaire du Balzac, d'Auguste Rodin. — Rôle de la Société des Gens de Lettres en cette affaire. Bataille rangée autour de la statue, entre balzaciens et anti-balzaciens. Finalement la vérité l'emporte, le Balzac est réhabilité. — Ce que l'on doit aux impressionnistes. Leurs débuts et le Salon des refusés. — « Fauves » et nabis. — Arrivée en France de Pablo Picasso. Son influence et ses imitateurs. Les époques du picassisme. Le pour et le contre. — Le bateau-lavoir et la naissance du cubisme. — Expositions particulières et galeries d'art. — Indépendants et officiels. — L'académisme et ses pontifes. — De l'impressionisme à l'expressionisme. — Du concret à l'abstrait. — Art figuratif et non figuratif. — Du snobisme et des écoles. — De l'imitation et de la copie. — Où le faux-art a remplacé l'art. — L'inspiration et le métier. — Que l'art n'est pas un commerce. — Rôle de l'individualisme dans la création artistique et mission de l'artiste : créer de la beauté avec de la vie, créer de la vie avec de la beauté.

III

Où nous retrouvons l'art à l'Exposition Universelle de 1900. — Moyens pour s'y rendre. Inauguration du chemin de fer métropolitain. — Promenade à travers les salles du Grand et du Petit Palais. Les monuments et les architectures. — Le Pont Alexandre III, le quai Debilly, la rue de Paris et la rue des Nations. La Grande Roue. — Attractions diverses. — Où nous rencontrons la Belle Meunière, Cléo de Mérode, la Loïe Fuller, Sadda Yacco et Eugénie Buffet. — Naissance du cinéma ou septième art, avec les frères Lumière. — Paris s'amuse et se distrait, malgré les fluctuations de la politique et les « gaffes » de ceux qui sont au pouvoir.

IV

Une grande date dans l'histoire de l'art musical : « Louise », de Gustave Charpentier, à l'Opéra-Comique. — Difficultés que ce dernier rencontra pour faire accepter son œuvre par les censeurs de l'époque. La « première » de « Louise » fut un triomphe. — Nous avons été de ceux qui soutinrent l'auteur dans sa lutte contre la routine et la pseudo-tradition. — Autres musiciens de la Belle Epoque, leurs œuvres et leurs interprètes. — Que la musique n'est pas qu'une heureuse combinaison de sons agréables à l'oreille, qu'elle s'adresse aussi à l'âme et au cœur. — L'école moderne et le bruitisme. — Le jazz et le swing. — Danses anciennes et modernes. — Du calk-walk au au cha-cha-cha.

V

La littérature à la Belle Epoque. — Poésie classique et vers libres. — Roman, théâtre, essais, histoire, critique et philosophie. — Les idées nouvelles en littérature. — Les meilleurs livres parus en 1900 et les écrivains les plus lus. — Manifestations littéraires diverses. — Petites et grandes revues. — La presse et les principaux journaux. — La censure et la liberté d'écrire. — La crise du livre. — Des prix littéraires et des académies (Française et Goncourt). — Des bibliothèques et de leurs lecteurs. Comment fonctionnait la Bibliothèque Nationale en 1900 et comment elle fonctionne aujourd'hui. — Des éditeurs et des libraires. — Quelques physionomies d'hommes et de femmes de lettres (Colette, Jean Lorrain, Léon Bloy, Léon Daudet, etc.). — Problèmes se rapportant à l'art d'écrire. — Mission de l'écrivain et rôle social de la littérature. — Trois grands disparus en 1900 : Nietzsche, Oscar Wilde et John Ruskin, chacun laissant après lui une œuvre durable.

VI

Joies et plaisirs de la Capitale en 1900. Une vie facile et un apparent laisser-aller dans les mœurs et les habitudes. — Restaurants, cafés, « cabinets particuliers », tavernes et guinguettes. — Qu'on savait rire et s'amuser en 1900 mieux qu'en 1950 où l'on s'ennuie à mourir dans les « boîtes de nuit ». — Bals de la rive droite et de la rive gauche : de Wagram à Bullier. — Les deux Montmartre : celui de la Butte et celui des Boulevards. Le Moulin de la Galette, le French Cancan et le Moulin Rouge. — L'œuvre et la vie de Toulouse-Lautrec, qui a reconstitué l'atmosphère de la Belle Epoque.

VII

Au temps des cabarets. Du Lapin Agile au cabaret du Mirliton. Le vrai visage de Bruant, le Ciel, l'Enfer et le cabaret du Néant. — Le Bruyant Alexandre et Maxime Lisbonne. — Le Rat Mort et l'Abbaye de Thélème. — La place Pigalle. Le boulevard de Clichy et le boulevard Rochechouart. Histoire du Chat Noir. Rodolphe Salis et ses collaborateurs. — Des Hydropathes et des Hirsutes aux chansonniers de la Butte. Ce qu'ils ont apporté de nouveau dans l'histoire de la chanson. De l'humour montmartrois. — Autour du Chat Noir. Le cirque Fernando, l'Hippodrome, l'Elysée-Montmartre et la Gaité Rochechouart, etc.

VIII

Autres cabarets et curiosité de la capitale. La place du Tertre et ses environs. L'Auberge du Clou et L'Ane Rouge. — Le Chien

Noir, rue Saint-Honoré. — Chez Maxim's, rue Royale. — Fradin et ses habitués. — La Soupe aux Halles. — Le Faubourg Saint-Martin et ses caf'conc'. — Saint-Germain des Prés et le Quartier Latin. — La Closerie des Lilas. — La mère Moreau et ses pruneaux. — La Bolée, les Oubliettes et le Caveau des Trois Maillets. — Le Père Lunette, la Maub' et la Mouff'. — Montparnasse et la rue de la Gaité (Bobino et autres établissements). — Le Quartier de Plaisance et ses alentours. — Le Palais-Royal hier et aujourd'hui. — Le Paris des grands boulevards et celui des boulevards extérieurs. — Promenade sur la zone et sur les fortifs. — Les marchés aux puces et autres. — Jardins et parcs de la capitale. — Bois de Boulogne et de Vincennes. — Les fêtes populaires. La Foire du Trône et la Fête à Neu-Neu. — La Mi-Carême et le cortège du Bœuf gras. — Autres divertissements.

IX

Promenades dans la banlieue parisienne et les environs (Clamart, Meudon, Chaville, Bellevue, Robinson, Ville d'Avray, Saint-Cloud, la Vallée de Chevreuse, etc.), Bougival et Saint-Germain-en-Laye (la fête des Loges). — Les quais de la Seine, de Bercy au Point du Jour. — La Marne et Saint-Maurice. — Que l'utilitarisme détruit les paysages pour y installer à la place des barrages et des autostrades. — Que l'on ne reconnaît plus les environs de Paris, qui ont perdu leur charme et leur caractère.

X

Suite des plaisirs de la Belle Epoque. — Couchers, Strip-tease et autres exhibitions. — Les Folies-Bergères. — Music-halls et cafés-concerts. Les Théâtres d'à côté (Œuvre et Théâtre Libre). — Théâtres populaires et de quartier. — La Comédie-Française et ses pensionnaires. — Vedettes illustres de la scène en 1900. — Un trio de « belles » : Emilienne d'Alençon, Liane de Pougy, la belle Otéro. — Une chanteuse de grand style : Yvette Guilbert. — Des comédiennes : Sarah-Bernhardt, Cécile Sorel, Mistinguett, Eve Lavallière. — Une rénovatrice de la danse : Isadora Duncan et son école.

XI

De la prostitution et des prostituées. Haute et basse prostitution. Des lupanars et de leur clientèle. Principales maisons closes ouvertes en l'an 1900. La prostitution dans les rues, autrefois et aujourd'hui. — De la police des mœurs et de ses victimes. — Que les maladies vénériennes ne sont pas en régression. — Que la prostitution — corps et âme — est la caractéristique des temps actuels. — Faut-il, oui ou non, rouvrir les maisons closes ? — Comment on s'aimait à la Belle Epoque.

XII

Ce qu'était la femme en 1900. Ce qui lui reste à faire pour devenir maîtresse de sa destinée. — Problèmes se rattachant au sexe faible. Vrai et faux féminisme. La femme au foyer ou hors de chez elle ? — Egale, associée ou rivale de l'homme ? Qu'elle n'est ni une mineure ni une malade. — Des préjugés concernant l'amour physique. De la liberté sexuelle. Que l'érotisme est un art. Que la pudeur est le masque de l'impudeur. — Monisme ou pluralisme ? De la jalousie et du propriétaire en amour. — Du mariage et de l'union libre. — De la fidélité et de la cohabitation. — Le couple idéal. — Faire de sa femme sa maîtresse, et de son mari son amant. — De l'homosexualité mâle et femelle. — De l'amitié (amoureuse ou non). — L'enfant et la

• famille. — Du lapinisme, fléau social, et de la limitation des naissances (Birth-Control). Des moyens anticonceptionnels et de l'avortement, légal ou non. — Que tout est à reconsidérer dans les rapports du sexe fort et du sexe faible, au triple point de vue économique, social et moral.

XIII

Autre aspect du problème féminin : le vêtement et la parure. — Le chic et la mode à la Belle Epoque. Les étoffes et les tissus. — Les grandes maisons de couture. — Comment nos compagnes s'habillaient en 1900 et comment elles se déshabillent en 1950. — Costumes de soirée. Robes longues et robes courtes. Jupes-culottes et pantalon masculin. — Des « dessous » féminins, tournures et autres. — Des colifichets et de la coquetterie. — De la toilette et de ses accessoires. — De la coiffure féminine hier et aujourd'hui. — Queue de cheval et cheveux courts à la garçonne. — Des chapeaux-volières aux chapeaux-galettes. — Du corset de fer aux « combinaisons » et gaines-scandales. — Que les faux nichons ne vaudront jamais les vrais. — De la taille de guêpe et de ses inconvénients. — Des bottines et des talons hauts. — Des petits pieds et des cors aux pieds, trop serrés en des chaussures. — Des parfums, des fards et des onguents. — Des instituts de beauté nuisibles à la santé. — Que rien ne vaut le naturel, bien supérieur à tous les artifices.

XIV

Que l'éternel féminin, s'il a modifié depuis 1900 sa toilette, n'a point modifié sa mentalité. — Qu'il subit toujours le joug de l'homme, qu'il imite en ses laideurs. — De quelques « nouveautés » que l'on peut considérer comme un commencement d'émancipation. Le costume de bain de nos grands-mères et celui de leurs petites-filles. Progrès réalisés dans ce domaine. « Bikinis » et autres demi-cache-sexe. — Comment le naturisme, le campisme, le tourisme et le sportisme ont contribué à établir entre les sexes des relations plus fraternelles. — Que le nudisme, loin d'être considéré comme un objet d'horreur par les moralistes, doit être envisagé comme une chose normale, nécessaire au bon fonctionnement de l'organisme. — Des bains de soleil et des bains de mer. — Qu'il ne faut rien exagérer si l'on veut vivre sainement, au moral comme au physique.

XV

Du sexe masculin dans ses rapports avec le précédent. Que l'homme en 1900 était moins muflé avec sa compagne que celui d'aujourd'hui. — De la courtoisie et de la politesse. — Comment l'homme s'habillait en 1900. Redingotes et tuyaux de poêle. De la coiffure et de la barbe. — La lavallière 1900. — Des maisons de confections et des grands magasins. — Vêtements de travail et autres. — Que l'habit ne fait pas le moine. — Du luxe et du superflu.

XVI

Etonnement d'un Parisien qui, ayant dormi 50 ans, se réveillerait au sein d'un monde infernal. Différents problèmes qu'il aurait à résoudre. — Difficultés pour se loger. Comment la politique du logement a résolu la question. Prix des loyers en 1900. — Que la physiologie de Paris s'est sensiblement modifiée. — Vrai et faux urbanisme. Alerte aux technocrates. — Détruire pour reconstruire. — Enlaidissements de Paris. Le vandalisme à l'œuvre. Où en est l'architecture ?

Notre époque a-t-elle un style ? La maladie des gratte-ciels. Les magasins surréalistes. — Ce qu'est devenu le Paris d'autrefois : les Champs-Élysées, le faubourg Saint-Honoré, le Palais du Trocadéro, les vieux hôtels, etc. Edifices et statues qui déshonorent la capitale. — Des monuments historiques et de leur protection. — Paris-la-Nuit. — De l'éclairage au néon et du chauffage urbain. — Malpropreté de la Ville-Lumière. Le bruit, les mauvaises odeurs, les échafaudages et les plâtras en ont fait une cité de moins en moins habitable, malgré certaines innovations, plus ou moins heureuses. Retrouvera-t-il jamais son charme d'antan ?

XVII

De l'embouteillage dans les artères de la capitale. Le problème de la circulation. — Paris n'est qu'un vaste garage. — On va plus vite à pied qu'en voiture. — Que les passages cloutés n'ont point résolu la question. — Avoir à soi une auto plus puissante que celle du voisin, tel est l'idéal du sous-homme actuel. — Que le progrès matériel mal dirigé se chiffre par des accidents de plus en plus nombreux sur terre, sur mer et dans les airs.

XVIII

Moyens de transports individuels et en commun au temps jadis. Des fiacres hippomobiles aux fiacres automobiles ou taxis. Cochers et cochères en 1900. Omnibus à chevaux avec impériale et tramways sur rails. — Où la « fée » bicyclette fait son apparition. — Autres véhicules du temps. — Le métro hier et aujourd'hui. Bateaux-mouches et trains de banlieue. Les chemins de fer et les voyages touristiques. Modicité de leur prix. Les premiers dirigeables et les progrès de l'aéronautique. Blériot et les frères Wright, pionniers de l'aviation. Ce que celle-ci est devenue entre les mains de leurs successeurs, en attendant d'aller porter la guerre dans Mars et dans la Lune. Dans 50 ans on voyagera d'une planète à l'autre, comme on va de Paris à Marseille en quelques heures. Mais l'homme sera-t-il devenu meilleur pour cela ?

XIX

Autre problème résolu par la tangente : celui du ravitaillement. Ce problème ne se posait pas en 1900, avec autant d'acuité que de nos jours. Que mangeait-on en 1900 ? Prix des repas dans les grands et les petits restaurants. — Des menus et de l'art culinaire. — Que l'art du « mal manger » a remplacé celui du bien manger. — Des hors-d'œuvres et de l'abus qui en est fait. — Du végétarisme et du carnivorisme. — De l'hygiène alimentaire. — Apparition du « marché noir ». Difficultés des ménagères pour joindre les deux bouts. Prix de la côtelette en 1900. — La famine au sein de l'abondance. — Opération « bifteque » et autres. — Intermédiaires et mercantis à l'œuvre. — De la sous-alimentation pour les pauvres et de la suralimentation pour les riches. — Que la vie devient de plus en plus difficile et que rien n'est fait en haut lieu pour y remédier.

XX

La science en 1900. Qu'elle contenait en germe toutes les découvertes ultérieures. Elle avait pour objectif le bien de l'humanité. Le radium devait être, d'après Mme Curie, le point de départ d'une ère nouvelle. — L'énergie nucléaire et son utilisation. Ce quelle est devenue entre les mains de l'apprenti-sorcier. La science au service de la mort. —

Le pouvoir de l'homme et celui de l'atome. — Un précurseur méconnu : le docteur Gustave Le Bon. — Einstein et la théorie de la relativité. Ses idées sociales et son pacifisme (relatif). — Sciences physiques et naturelles au début du siècle.

XXI

Autres progrès de la science dans ses différentes branches. — L'art médical et le problème du cancer. — Le docteur Péan et l'art chirurgical. — Sciences pures et sciences appliquées. — Jules Verne et le roman d'anticipation. — La T.S.F. et la télévision. — Cerveaux électroniques et cerveaux humains. — Que le progrès matériel et le progrès moral doivent marcher de pair.

XXII

La Paix et son Congrès Universel en 1900. Condamnation du colonialisme. Le musée de la guerre du pacifiste Jean de Bloch à l'Exposition. Qu'il n'a point servi de leçon aux peuples qui « remettent ça » tous les vingt ans. — De l'utilisation des découvertes scientifiques pour la guerre. — Le salut de l'homme est dans la paix, œuvre de sa volonté et de son énergie (non nucléaire !) — Que le problème de la guerre pourrait être résolu par sa suppression totale, au lieu de ne pas l'être par la paix armée. De la limitation des armements qui ne limitent rien. — Armes secrètes et bombe atomique. — Comment régler les différends entre nations. — De l'arbitrage et du referendum. — Les Etats-Unis d'Europe et ceux de la planète. — Que l'échange des idées et des matières premières entre les peuples est bien préférable à l'échange des injures et des coups de canons. — Que la suppression des frontières, douanes et visas, accompagnée d'une monnaie uniforme réaliserait un sensible progrès au point de vue de leurs relations.

XXIII

Epilogue. En guise de conclusion. Les laideurs de l'époque 1950. Qu'elle n'a fait qu'aggraver celles de 1900. — Un enfer, une géhenne, un monde de fous et de « sauvages », tel est celui que nous avons sous les yeux. — Que le progrès matériel, loin d'améliorer le sort de l'homme, l'a rendu pire. — Que ce dernier n'a rien appris ni rien compris et qu'il fait son malheur lui-même. — Qu'il s'est servi de ses découvertes pour compliquer sa vie. — Qu'il est loin de s'être affranchi des préjugés et des routines. — Qu'il tourne dans un cercle vicieux, le sachant à quel saint se vouer. — Que le machinisme n'a pas amélioré son sort. — Que le chômage en 1900 était une exception, alors qu'il est la règle en 1950. — La moralité en baisse, le coût de la vie en hausse. — Pagaie et gabegie dans tous les domaines. — Le triomphe de la bêtise et du mensonge. — La soif de jouir, non celle de la vérité. — Les méfaits de la politique. — Girouettes et pantins, devenus les maîtres de l'heure. — L'inconscience des masses et leur manque d'esprit critique. — La robotisation du monde. — L'individu sacrifié à la collectivité. — Que le « respect de la personne humaine », dont on nous rebat sans cesse les oreilles, se traduit par des tortures et des assassinats. — Des scandales et de la comédie judiciaire. — Qu'il ne faut pas attendre grand chose de la part d'une humanité qui refuse de penser. — De quelques remèdes susceptibles de lui infuser un sang nouveau. — Mettre ses actes en accord avec ses idées et s'abstenir de certains gestes. — Ne point compter sur les partis pour ramener la paix entre les citoyens. — Que le socialisme a fait faillite. — Qu'il

n'est de salut pour l'homme que dans l'individualisme, qui en fait un être libre au sein de la vie. — Qu'il faut toujours en revenir, en dernier ressort, à la révolution morale, qui contient toutes les autres. — Que dans cette révolution, l'art joue le principal rôle. — Au milieu des laideurs du temps présent tournons nos regards vers les beautés du temps passé, non pour les imiter, mais pour nous en inspirer afin d'en créer de nouvelles. — Nécessité d'un idéal esthétique pour humaniser l'homme et en faire un être vivant. A lui de choisir : être ou disparaître ?

